

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXXVIII

1937

N° 4101-4129

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 4101. — Belgique et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la légalisation des certificats d'origine afférents aux marchandises destinées à être exportées de Norvège en Belgique. Bruxelles, le 10 mars 1937	11
N° 4102. — Allemagne et Brésil :	
Echange de notes comportant un accord simplifiant le cérémonial des visites effectuées par les bâtiments de guerre de l'un des deux pays dans les ports de l'autre. Rio de Janeiro, les 12 et 14 juin 1933	19
N° 4103. — Italie et Lettonie :	
Accord concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 5 février 1937	25
N° 4104. — Italie et Lettonie :	
Accord pour régler les échanges commerciaux entre les deux pays, avec annexes. Signé à Rome, le 5 février 1937	33
N° 4105. — Estonie et Finlande :	
Convention concernant les relations postales entre les deux pays. Signée à Helsinki, le 15 décembre 1936, et à Tallinn, le 18 décembre 1936	41
N° 4106. — Estonie et Suède :	
Convention concernant les relations postales entre les deux pays. Signée à Stockholm, le 16 janvier 1937	49
N° 4107. — France et Inde :	
Convention entre les Etablissements français dans l'Inde et l'Inde relative au régime provisoire des paquets clos en matière douanière dans le transit intérieur, avec annexe. Signée à Pondichéry, le 1 ^{er} mai 1936	57

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXXVIII

1937

Nos. 4101-4129

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 4101. — Belgium and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Legalisation of Certificates of Origin for Goods to be exported from Norway to Belgium. Brussels, March 10th, 1937... ..	11
No. 4102. — Germany and Brazil :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Simplification of the Ceremonial followed in Case of Warships belonging to Either Country visiting Ports of the Other Country. Rio de Janeiro, June 12th and 14th, 1933	19
No. 4103. — Italy and Latvia :	
Agreement concerning the Settlement of Payments relating to Commercial Exchanges between the Two Countries. Signed at Rome, February 5th, 1937	25
No. 4104. — Italy and Latvia :	
Agreement for the Regulation of Commercial Exchanges between the Two Countries, with Annexes. Signed at Rome, February 5th, 1937	33
No. 4105. — Estonia and Finland :	
Convention concerning Postal Relations between the Two Countries. Signed at Helsinki, December 15th, 1936, and at Tallinn, December 18th, 1936	41
No. 4106. — Estonia and Sweden :	
Convention concerning Postal Relations between the Two Countries. Signed at Stockholm, January 16th, 1937	49
No. 4107. — France and India :	
Agreement between the French Establishments in India and India for the Provisional Control of "Paquets Clos" or Letter Packets of a Dutiable Nature in Transit within Indian Limits, with Annex. Signed at Pondicherry, May 1st, 1936	57

	Pages
N° 4108. — Haïti et la Jamaïque :	
Convention relative à l'échange direct des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à la Jamaïque, le 6 juin 1936, et à Port-au-Prince, le 17 décembre 1936	65
N° 4109. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Ville libre de Dantzig :	
Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes de la Ville libre de Dantzig relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 18 décembre 1936, et à Dantzig, le 13 janvier 1937	87
N° 4110. — Belgique et Norvège :	
Convention concernant le régime fiscal des véhicules à moteur. Signée à Bruxelles, le 17 décembre 1936	153
N° 4111. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant l'exécution réciproque des titres exécutoires et la réciprocité en matière de faillites, et protocole additionnel. Signés à Praha, le 10 février 1934... ..	159
N° 4112. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Déclaration conjointe adressée par les Gouvernements du Royaume-Uni et de la République française au Gouvernement belge, par laquelle la Belgique se trouve déliée de toute obligation résultant pour elle, à leur égard, soit du Traité de Locarno, soit des Arrangements intervenus à Londres le 19 mars 1936, signée à Bruxelles, le 24 avril 1937, et	
Notes par lesquelles le Gouvernement belge prend acte de la déclaration susmentionnée, Bruxelles, le 24 avril 1937	185
N° 4113. — Pologne et Roumanie :	
Convention relative à la collaboration intellectuelle, et procès-verbaux. Signés à Varsovie, le 27 novembre 1936	191
N° 4114. — France et Norvège :	
Convention concernant les vins et les spiritueux, avec protocole de signature, signés à Paris, le 12 avril 1927, et échange de notes relatif à l'interprétation du paragraphe 5 dudit protocole, Paris, le 18 juillet 1927	199
N° 4115. — France et Norvège :	
Avenant à la Convention du 12 avril 1927 entre les deux pays, concernant les vins et spiritueux. Signé à Paris, le 19 novembre 1934	217
N° 4116. — France et Norvège :	
Second avenant à la Convention du 12 avril 1927 entre les deux pays, concernant les vins et spiritueux. Signé à Paris, le 27 février 1937	221

	Page
No. 4108. — Haiti and Jamaica :	
Agreement for the Direct Exchange of Parcels, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Jamaica, June 6th, 1936, and at Port-au-Prince, December 17th, 1936	65
No. 4109. — Great Britain and Northern Ireland and Free City of Danzig :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of the Free City of Danzig for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, December 18th, 1936, and at Danzig, January 13th, 1937... ..	87
No. 4110. — Belgium and Norway :	
Convention concerning the Taxation of Motor Vehicles. Signed at Brussels, December 17th, 1936	153
No. 4111. — Poland and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Reciprocal Execution of Enforceable Decisions and Instruments and Reciprocity in Bankruptcy Proceedings, and Additional Protocol. Signed at Prague, February 10th, 1934	159
No. 4112. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Joint Note addressed to the Belgian Government by the Governments of the United Kingdom and of the French Republic relating to the Release of Belgium from all Obligations towards them resulting from either the Treaty of Locarno or the Arrangements drawn up in London on the 19th March, 1936, signed at Brussels, April 24th, 1937, and	
Notes by which the Belgian Government takes note of the above-mentioned Declaration, Brussels, April 24th, 1937	185
No. 4113. — Poland and Roumania :	
Convention regarding Intellectual Co-operation, and Procès-verbaux. Signed at Warsaw, November 27th, 1936	191
No. 4114. — France and Norway :	
Convention concerning Wines and Spirits, with Protocol of Signature, signed at Paris, April 12th, 1927, and Exchange of Notes relating to the Interpretation of Paragraph 5 of the said Protocol. Paris, July 18th, 1927	199
No. 4115. — France and Norway :	
Additional Agreement to the Convention of April 12th, 1927, between the Two Countries concerning Wines and Spirits. Signed at Paris, November 19th, 1934	217
No. 4116. — France and Norway :	
Second Additional Agreement to the Convention of April 12th, 1927, between the Two Countries concerning Wines and Spirits. Signed at Paris, February 27th, 1937	221

	Pages
N° 4117. — Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, etc. :	
Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité. Signé à La Haye, le 12 avril 1930	227
N° 4118. — Etats-Unis d'Amérique et Pays-Bas :	
Traité de commerce, avec annexes, signé à Washington, le 20 décembre 1935, et échanges de notes y relatifs de la même date	239
N° 4119. — Etats-Unis d'Amérique et Etats-Unis du Mexique :	
Convention relative à la protection des oiseaux migrateurs et des mammifères chassés, signée à Mexico, le 7 février 1936, et échange de notes y relatif, Mexico, les 10 et 11 février 1936	309
N° 4120. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Danemark :	
Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord délivrés aux navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge. Signé à Londres, le 24 mars 1937	319
N° 4121. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord entre l'Administration des postes de l'Allemagne et l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Berlin, le 6 octobre 1936, et à Londres, le 2 décembre 1936	329
N° 4122. — France et Inde :	
Convention relative à la vente de l'opium à Chandernagor. Signée à Chandernagor, le 18 décembre 1936	399
N° 4123. — Inde et Népal :	
Arrangement relatif à l'échange de la correspondance entre l'Administration des postes de l'Inde et l'Administration des postes du Népal. Signé à New-Delhi, le 6 novembre 1936, et à Khatmandou, le 23 décembre 1936	405
N° 4124. — Italie et Pays-Bas :	
Accord concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux, et protocole de signature. Signés à Rome, le 1 ^{er} janvier 1937	415
N° 4125. — Allemagne et Norvège :	
Accord relatif aux paiements résultant d'échanges de marchandises entre les deux pays (accord de compensation). Signé à Berlin, le 27 février 1937	427
N° 4126. — Allemagne, Danemark, Ville libre de Dantzig, Estonie, Finlande, etc. :	
Protocole concernant le renouvellement de la Convention géodésique baltique signée à Helsinki le 31 décembre 1925. Signé à Helsinki, les 22 juin, 9 juillet et 15 septembre 1936	439

	Page
No. 4117. — Germany, United States of America, Austria, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, etc. :	
Protocol relating to Military Obligations in Certain Cases of Double Nationality. Signed at The Hague, April 12th, 1930... ..	227
No. 4118. — United States of America and the Netherlands :	
Treaty of Commerce, with Annexes, signed at Washington, December 20th, 1935, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Date	239
No. 4119. — United States of America and United States of Mexico :	
Convention for the Protection of Migratory Birds and Game Mammals, signed at Mexico, February 7th, 1936, and Exchange of Notes relating thereto, Mexico, February 10th and 11th, 1936	309
No. 4120. — Great Britain and Northern Ireland and Denmark :	
Agreement regarding the Mutual Recognition of the Load-Line Certificates issued to Ships to which the International Load-Line Convention of 1930 does not apply. Signed at London, March 24th, 1937	319
No. 4121. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Parcel Post Agreement between the Post Office of Germany and the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, October 6th, 1936, and at London, December 2nd, 1936	329
No. 4122. — France and India :	
Convention relating to the Sale of Opium in Chandernagore. Signed at Chandernagore, December 18th, 1936	399
No. 4123. — India and Nepal :	
Arrangement for the Exchange of Correspondence between the Postal Administration of India and the Postal Administration of Nepal. Signed at New Delhi, November 6th, 1936, and at Katmandu, December 23rd, 1936	405
No. 4124. — Italy and the Netherlands :	
Agreement for the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions, and Protocol of Signature. Signed at Rome, January 1st, 1937	415
No. 4125. — Germany and Norway :	
Agreement concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries (Clearing Agreement). Signed at Berlin, February 27th, 1937	427
No. 4126. — Germany, Denmark, Free City of Danzig, Estonia, Finland, etc. :	
Protocol regarding the Renewal of the Baltic Geodetic Convention signed at Helsinki on December 31st, 1925. Signed at Helsinki, June 22nd, July 9th and September 15th, 1936	439

	Pages
N° 4127. — Allemagne et Hongrie :	
Convention relative à la coopération intellectuelle et culturelle. Signée à Berlin, le 28 mai 1936	445
N° 4128. — Turquie et Yougoslavie :	
Accord concernant l'exportation de l'opium, et protocole annexe. Signés à Beograd, le 17 décembre 1934	471
N° 4129. — Allemagne et Malaisie :	
Accord entre l'Administration des postes de l'Allemagne et l'Administration des postes de la Malaisie relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Berlin, le 11 juillet 1936, et à Kuala-Lumpur, le 17 décembre 1936... ..	483

	Page
No. 4127. — Germany and Hungary :	
Convention regarding Intellectual and Cultural Co-operation. Signed at Berlin, May 28th, 1936	445
No. 4128. — Turkey and Yugoslavia :	
Agreement regarding the Export of Opium, and Protocol Annex. Signed at Belgrade, December 17th, 1934	471
No. 4129. — Germany and Malaya :	
Parcel Post Agreement between the Post Office of Germany and the Post Office of Malaya, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, July 11th, 1936, and at Kuala Lumpur, December 17th, 1936	483

N° 4101.

BELGIQUE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif à la légalisation des certificats d'origine afférents aux marchandises destinées à être exportées de Norvège en Belgique. Bruxelles, le 10 mars 1937.

BELGIUM AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Legalisation of Certificates of Origin for Goods to be exported from Norway to Belgium. Brussels, March 10th, 1937.

N° 4101. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA LÉGALISATION DES CERTIFICATS D'ORIGINE AFFÉRENTS AUX MARCHANDISES DESTINÉES A ÊTRE EXPORTÉES DE NORVÈGE EN BELGIQUE. BRUXELLES, LE 10 MARS 1937.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 avril 1937.*

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

BRUXELLES, le 10 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant aux conversations que j'ai eues au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur au sujet de la légalisation des certificats d'origine destinés à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois pour les marchandises norvégiennes expédiées dans le territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de proposer au Gouvernement belge la conclusion d'un accord fondé sur les principes suivants :

Le Gouvernement belge accepte de confier, concurremment avec les autorités consulaires belges, le soin de viser les certificats d'origine destinés à l'Office de Compensation belgo-luxembourgeois, aux services de la douane norvégienne en observant les dispositions suivantes :

1° Les certificats dont il s'agit devront s'appliquer exclusivement à des produits fabriqués, récoltés ou extraits du sol norvégien ;

2° Ces certificats devront être conformes au modèle ci-annexé et être portés, non sur une feuille séparée mais sur la facture elle-même, au verso s'il n'y a plus de place au recto.

Votre Excellence voudra bien trouver, sous ce pli, le modèle des certificats et des visas dont il s'agit.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 mars 1937.

¹ Entré en vigueur le 15 mars 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4101. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE BELGIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE LEGALISATION OF CERTIFICATES OF ORIGIN FOR GOODS TO BE EXPORTED FROM NORWAY TO BELGIUM. BRUSSELS, MARCH 10TH, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Exchange of Notes took place April 23rd, 1937.*

I.

NORWEGIAN LEGATION.

BRUSSELS, *March 10th*, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to my conversations at the Ministry of Foreign Affairs and Foreign Trade regarding the legalisation of certificates of origin to be presented to the Belgo-Luxemburg Clearing Office in respect of Norwegian goods consigned to the territory of the Economic Union of Belgium and Luxemburg, I have the honour, on instructions from my Government, to propose to the Belgian Government the conclusion of an Agreement based on the following principles :

The Belgian Government shall agree to entrust the endorsement of certificates of origin to be presented to the Belgo-Luxemburg Clearing Office to the Norwegian Customs Service, jointly with the Belgian consular authorities, subject to the following conditions :

(1) The certificates in question shall apply exclusively to goods manufactured, grown or extracted in Norwegian territory ;

(2) The said certificates shall conform to the model annexed hereto and shall be made out, not on a separate sheet but on the invoice itself, the back being used if there is no room on the front.

Enclosed Your Excellency will find a model of the certificates and endorsements in question.

The present Agreement shall come into force on March 15th, 1937.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force March 15th, 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Si le Gouvernement belge donne son approbation à la présente proposition, je serais reconnaissant à Votre Excellence de m'en informer ; les lettres ainsi échangées seront considérées comme consacrant l'accord réalisé à ce sujet entre les deux gouvernements.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Son Excellence

Monsieur P. H. Spaak,
Ministre des Affaires étrangères et
du Commerce extérieur,
Bruxelles.

(s) Alf HASSEL.

CERTIFICAT D'ORIGINE

DESTINÉ A L'OFFICE DE COMPENSATION BELGO-LUXEMBOURGEOIS.

N° d'inscription
(à apposer par l'autorité qui vise le certificat)

Je soussigné (nom, prénoms, profession et adresse), déclare que je suis le vendeur des marchandises spécifiées dans la présente facture.

J'affirme que ces marchandises ont été (fabriquées ou récoltées) en Norvège.

Fait à, le 193...

Signature.

N° d'inscription

VISA

DÉLIVRÉ PAR L'AUTORITÉ DOUANIÈRE NORVÉGIENNE.

Je soussigné certifie être convaincu de la sincérité des affirmations de la personne ayant fait la déclaration ci-dessus.

Fait à, le 193...

Signature.

(Sceau.)

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

DIRECTION GÉNÉRALE
DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Section A.P.D.
N° d/2II.

BRUXELLES, le 10 mars 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Vous avez bien voulu me faire part des propositions du Gouvernement norvégien au sujet de l'arrangement à conclure pour la délivrance, par les services de la douane norvégienne concurremment avec les autorités consulaires belges, des certificats d'origine afférents aux marchandises destinées à être exportées de Norvège en Belgique.

Should the Belgian Government approve of the present proposal, I should be grateful if Your Excellency would inform me of the fact ; the letters thus exchanged shall be regarded as placing on record the Agreement reached on this matter between the two Governments.

I have the honour to be, etc.

His Excellency
Monsieur P. H. Spaak,
Minister for Foreign Affairs and
Foreign Trade,
Brussels.

(Signed) Alf HASSEL.

CERTIFICATE OF ORIGIN

FOR THE BELGO-LUXEMBURG CLEARING OFFICE.

No. of entry
(to be filled in by the endorsing authority)

I, the undersigned (name, Christian names, occupation and address), being the seller of the goods specified in the present invoice,

Declare that the said goods were (manufactured or grown) in Norway.

Done at, the day of, 193...

Signature.

No. of entry

ENDORSEMENT

OF THE NORWEGIAN CUSTOMS AUTHORITY.

This is to certify that I, the undersigned, am satisfied that the above declaration was made in good faith.

Done at, the day of, 193...

Signature.

(Seal.)

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.

DIRECTORATE-GENERAL
OF FOREIGN TRADE.

Section A.P.D.
No. d/2II.

BRUSSELS, *March 10th*, 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

You were good enough to inform me of the Norwegian Government's proposals for the conclusion of an agreement for the issue by the Norwegian Customs Service, jointly with the Belgian consular authorities, of certificates of origin relating to goods intended for export from Norway to Belgium.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement du Roi accepte la conclusion d'un accord basé sur les principes suivants :

1° Les certificats d'origine devront s'appliquer exclusivement à des produits fabriqués, récoltés ou extraits du sol norvégien.

2° Ces certificats devront être conformes au modèle ci-annexé et être portés, non sur une feuille séparée mais sur la facture elle-même, au verso s'il n'y a plus de place au recto.

Le présent accord entrera en vigueur à la date du 15 mars 1937.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,
(s) M. SÜETENS.

Monsieur Alf Hassel,
Chargé d'Affaires de Norvège,
à Bruxelles.

CERTIFICAT D'ORIGINE

DESTINÉ A L'OFFICE DE COMPENSATION BELGO-LUXEMBOURGEOIS.

N° d'inscription
(à apposer par l'autorité qui vise le certificat)

Je soussigné (nom, prénoms, profession et adresse), déclare que je suis le vendeur des marchandises spécifiées dans la présente facture.

J'affirme que ces marchandises ont été (fabriquées ou récoltées) en Norvège.

Fait à, le 193...

N° d'inscription

VISA

DÉLIVRÉ PAR L'AUTORITÉ DOUANIÈRE NORVÉGIENNE.

Je soussigné certifie être convaincu de la sincérité des affirmations de la personne ayant fait la déclaration ci-dessus.

Fait à, le 193...

Signature.

(Sceau.)

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 19 avril 1937.

Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.

In consequence, I have the honour to inform you that the Royal Belgian Government agrees to the conclusion of an Agreement based on the following principles :

(1) The certificates of origin shall apply exclusively to goods manufactured, grown or extracted in Norwegian territory ;

(2) The said certificates shall conform to the model annexed hereto and shall be made out, not on a separate sheet but on the invoice itself, the back being used if there is no room on the front.

The present Agreement shall come into force on March 15th, 1937.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

(Signed) M. SUETENS,
Director-General.

Monsieur Alf Hassel,
Norwegian Chargé d'Affaires,
Brussels.

CERTIFICATE OF ORIGIN
FOR THE BELGO-LUXEMBURG CLEARING OFFICE.

No. of entry
(to be filled in by the endorsing authority)

I, the undersigned (name, Christian names, occupation and address), being the seller of the goods specified in the present invoice,

Declare that the said goods were (manufactured or grown) in Norway.

Done at, the day of, 193...

No. of entry

ENDORSEMENT
OF THE NORWEGIAN CUSTOMS AUTHORITY.

This is to certify that I, the undersigned, am satisfied that the above declaration was made in good faith.

Done at, the day of, 193...

Signature.

(Seal.)

N° 4102.

ALLEMAGNE ET BRÉSIL

Echange de notes comportant un accord simplifiant le cérémonial des visites effectuées par les bâtiments de guerre de l'un des deux pays dans les ports de l'autre. Rio de Janeiro, les 12 et 14 juin 1933.

GERMANY AND BRAZIL

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Simplification of the Ceremonial followed in Case of Warships belonging to Either Country visiting Ports of the Other Country. Rio de Janeiro, June 12th and 14th, 1933.

Nº 4102. — TROCA DE NOTAS¹ ENTRE O GOVERNO ALLEMAO E O GOVERNO BRASILEIRO CONSTITUINDO UM ACCORDO SIMPLIFICANDO O CERIMONIAL DAS VISITAS EFECTUADAS PELOS VASOS DE GUERRA DE UM DOS DOIS PAIZES AOS PORTOS DO OUTRO. RIO DE JANEIRO, EM 12 E 14 JUNHO DE 1933.

Texte officiel portugais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 avril 1937.

Portuguese official text communicated by the Brazilian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place April 26th, 1937.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

I.

NOTA DA LEGAÇÃO DA ALLEMANHA NO RIO DE JANEIRO AO GOVERNO BRASILEIRO.

J.Nr.862/33.

RIO DE JANEIRO, 12 de Junho de 1933.

SENHOR MINISTRO,

Referindo-me á correspondencia desta Legação com esse Ministerio, iniciada pela nota J.Nr 1100,II/30, de 4 de Settembro de 1930, tenho a honra de propor a Vossa Excellencia, em nome do meu Governo, a adopção de algumas normas que simplifiquem e facilitem as visitas de vasos de guerra allemães aos portos brasileiros e de vasos de guerra brasileiros aos portos allemães.

Essas normas são as seguintes : as visitas dos vasos de guerra acima serão officiaes ou não. São consideradas officiaes as visitas que se realizam a convite de um dos dois Estados ; não são consideradas officiaes as visitas feitas por iniciativa do Estado ao qual pertence o vaso de guerra ; com a notificação da visita ou com o pedido de licenpa para tal fim, o Estado a que pertence o vaso de guerra declarará si a visita deve ser considerada official ou não.

Nas visitas officiaes de vasos de guerra, o ceremonial de recepção ora vigente não deverá soffrer nenhuma alteração ; nas visitas sem character official, serão trocadas apenas, as saudações de cortezia usuaes, dispensadas as outras formalidades das recepções officiaes.

Caso o Governo brasileiro approve estas normas, o accordo poderá ser dado como concluido devendo as mesmas entrar em vigor immediatamente.

Aproveito o ensejo para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha mais alta consideração.

A Sua Excellencia
o Senhor Doutor Afranio de Mello Franco,
Ministro das Relações Exteriores,
Palacio Itamaraty.

(a) SCHMIDT-ELSKOP,
Ministro da Allemanha.

¹ Entré en vigueur le 14 juin 1933.

¹ Came into force June 14th, 1933.

II.

NOTA DO GOVERNO BRASILEIRO A LEGAÇÃO DA ALLEMANHA NO RIO DE JANEIRO.

P/77/6(81).33(42).

Em 14 de Junho de 1933.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de accusar recebimento da nota J.Nr.862/33, de 12 do corrente, na qual Vossa Excellencia, em nome de seu Governo, e concretizando o assumpto que foi objecto da correspondencia deste Ministerio com essa Legação, iniciada pela nota J.Nr.1100,11/30, de 4 de Setembro de 1930, propoz ao Governo brasileiro a adopção de algumas normas que simplifiquem e facilitem as visitas de vasos de guerra brasileiros aos portos allemães e de vasos de guerra allemães aos portos brasileiros.

2. Essas normas são as seguintes : as visitas dos vasos de guerra acima serão officiaes ou não. São consideradas officiaes as visitas que se realizam a convite de um dos dois Estados ; não são consideradas officiaes as visitas feitas por iniciativa do Estado ao qual pertença o vaso de guerra ; com a notificação da visita ou com o pedido de licença para tal fim, o Estado a que pertence o vaso de guerra declarará si a visita deve ser considerada official ou não.

3. Nas visitas officiaes de vasos de guerra, o cerimonial de recepção ora vigente não deverá soffrer nenhuma alteração ; nas visitas sem character official, serão trocadas, apenas, as saudações de cortezia usuaes, dispensadas as outras formalidades das recepções officiaes.

4. Assim, pois, penso que estas normas podem entrar immediatamente em vigor, dando-se por concluido o accordo entre os dois Governos sobre as visitas dos vasos de guerra de um aos portos do outro.

Aproveito o ensejo para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(a) A. DE MELLO FRANCO.

A Sua Excellencia
o Senhor Arthur Schmidt Elskop,
Enviado Extraordinario e
Ministro Plenipotenciario da Allemanha.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações Exteriores.
Rio de Janeiro D. F., em 13 de Março de 1937.

R. Mendes Gonçalves,
Chefe do Serviço
dos Limites et Actos Internacionaes.

¹ TRADUCTION.

N^o 4102. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET BRÉSILIEU COMPORTANT UN ACCORD SIMPLIFIANT LE CÉRÉMONIAL DES VISITES EFFECTUÉES PAR LES BÂTIMENTS DE GUERRE DE L'UN DES DEUX PAYS DANS LES PORTS DE L'AUTRE. RIO DE JANEIRO, LES 12 ET 14 JUIN 1933.

I.

NOTE DE LA LÉGATION D'ALLEMAGNE
A RIO DE JANEIRO
AU GOUVERNEMENT BRÉSILIEU.

J. Nr. 862/33.

RIO DE JANEIRO, le 12 juin 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la correspondance ouverte entre la Légation d'Allemagne et le Ministère des Affaires étrangères du Brésil par la note J. Nr. 1100, II/30, du 4 septembre 1930, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence, au nom de mon gouvernement, l'adoption de quelques règles tendant à simplifier et à faciliter les visites de bâtiments de guerre allemands dans les ports brésiliens et de bâtiments de guerre brésiliens dans les ports allemands.

Ces règles sont les suivantes : Les visites des bâtiments de guerre ci-dessus visés seront officielles ou non. Sont considérées comme officielles les visites qui s'effectuent sur l'invi-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4102. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND BRAZILIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE SIMPLIFICATION OF THE CEREMONIAL FOLLOWED IN CASE OF WARSHIPS BELONGING TO EITHER COUNTRY VISITING PORTS OF THE OTHER COUNTRY. RIO DE JANEIRO, JUNE 12TH AND 14TH, 1933.

I.

NOTE FROM THE GERMAN LEGATION
AT RIO DE JANEIRO
TO THE BRAZILIAN GOVERNMENT.

J. Nr. 862/33.

RIO DE JANEIRO, June 12th, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the correspondence between the German Legation and your Ministry opened by note J. Nr. 1100, II/30, dated September 4th, 1930, I have the honour to propose to Your Excellency, on behalf of my Government, the adoption of certain regulations for simplifying and facilitating the visits of German warships to Brazilian ports and of Brazilian warships to German ports.

The said regulations are as follows : The visits of warships referred to above shall be official or unofficial. Visits shall be regarded as official if they are paid in response to an

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tation de l'un des deux Etats ; ne sont pas considérées comme officielles les visites faites sur l'initiative de l'Etat auquel appartient le bâtiment de guerre ; lors de la notification de la visite ou lors de la demande d'autorisation à cette fin, l'Etat auquel appartient le bâtiment de guerre déclarera si la visite doit ou non être considérée comme officielle.

En cas de visites officielles de bâtiments de guerre, le cérémonial de réception en vigueur ne devra subir aucun changement. En cas de visites sans caractère officiel, les salves réglementaires seront échangées, mais il ne sera pas procédé aux autres formalités des réceptions officielles.

Si le Gouvernement brésilien approuve ces règles, l'accord pourra être considéré comme conclu, et ces règles entreront immédiatement en vigueur.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) SCHMIDT-ELSKOP,
Ministre d'Allemagne.

Son Excellence

Monsieur le Dr Afranio de Mello Franco,
Ministre des Affaires étrangères,
Palais Itamaraty.

II.

NOTE DU GOUVERNEMENT BRÉSILIEN
A LA LÉGATION D'ALLEMAGNE
A RIO DE JANEIRO.

P/77/6(81).33(42).

Le 14 juin 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note J. Nr. 862/33, du 12 courant, par laquelle Votre Excellence, au nom de son gouvernement, se référant à la question qui fit l'objet de la correspondance ouverte entre le Ministère des Affaires étrangères du Brésil et la Légation d'Allemagne par la note J. Nr. 1100, II/30, du 4 septembre 1930, propose au Gouvernement brésilien l'adoption de quelques règles tendant à simplifier et faciliter les visites de bâtiments

No. 4102

invitation from one of the two States ; visits shall not be regarded as official if they are paid on the initiative of the State to which the warship belongs ; when giving notice of the visit or applying for the necessary permission, the State to which the warship belongs shall state whether or not the visit is to be regarded as official.

In the case of official visits paid by warships, the ceremonial of reception now observed shall not in any way be changed. In the case of unofficial visits, the regulation salutes shall be exchanged, but the other formalities accompanying official receptions shall not be observed.

If the Brazilian Government approves of the above regulations, the Agreement may be regarded as concluded and the said regulations shall come into force immediately.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) SCHMIDT-ELSKOP,
German Minister.

His Excellency

Dr. Afranio de Mello Franco,
Minister for Foreign Affairs,
Itamaraty Palace.

II.

NOTE FROM THE BRAZILIAN GOVERNMENT
TO THE GERMAN LEGATION
AT RIO DE JANEIRO.

P/77/6(81).33(42).

June 14th, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of note J. Nr. 862/33, dated the 12th inst., in which Your Excellency, on behalf of your Government, referred to the subject of the correspondence opened between this Ministry and your Legation by note J. Nr. 1100, II/30, dated September 4th, 1930, and proposed to the Brazilian Government the adoption of certain regulations for simplifying and facilitating the visits of Brazilian warships to German

de guerre brésiliens dans les ports allemands et de bâtiments de guerre allemands dans les ports brésiliens.

2. Ces règles sont les suivantes : Les visites des bâtiments de guerre ci-dessus seront officielles ou non. Sont considérées comme officielles les visites qui s'effectuent sur l'invitation de l'un des deux Etats ; ne sont pas considérées comme officielles les visites faites sur l'initiative de l'Etat auquel appartient le bâtiment de guerre ; lors de la notification de la visite ou lors de la demande d'autorisation à cette fin, l'Etat auquel appartient le bâtiment de guerre déclarera si la visite doit ou non être considérée comme officielle.

3. En cas de visites officielles des bâtiments de guerre, le cérémonial de réception en vigueur ne devra subir aucun changement. En cas de visites sans caractère officiel, les salves réglementaires seront échangées, mais il ne sera pas procédé aux autres formalités des réceptions officielles.

4. En conséquence, je pense que ces règles peuvent entrer immédiatement en vigueur, l'accord entre les deux gouvernements relatif aux visites des bâtiments de guerre de l'un des deux pays dans les ports de l'autre étant considéré comme conclu.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) A. DE MELLO FRANCO.

Son Excellence,
Monsieur Arthur Schmidt-Elskop,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
d'Allemagne.

ports and of German warships to Brazilian ports.

2. The said regulations are as follows : The visits of warships referred to above shall be official or unofficial. Visits shall be regarded as official if they are paid in response to an invitation from one of the two States ; visits shall not be regarded as official if they are paid on the initiative of the State to which the warship belongs ; when giving notice of the visit or applying for the necessary permission, the State to which the warship belongs shall state whether or not the visit is to be regarded as official.

3. In the case of official visits paid by warships, the ceremonial of reception now observed shall not in any way be changed. In the case of unofficial visits, the regulation salutes shall be exchanged, but the other formalities accompanying official receptions shall not be observed.

4. Accordingly, I am of opinion that the above regulations can come into force immediately, the Agreement between the two Governments concerning visits paid by warships belonging to either country to the ports of the other being regarded as concluded.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. DE MELLO FRANCO.

His Excellency
Monsieur Arthur Schmidt-Elskop,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of Germany.

N° 4103.

ITALIE ET LETTONIE

Accord concernant le règlement des
paiements relatifs aux échanges
commerciaux entre les deux pays.
Signé à Rome, le 5 février 1937.

ITALY AND LATVIA

Agreement concerning the Settle-
ment of Payments relating to
Commercial Exchanges between
the Two Countries. Signed at
Rome, February 5th, 1937.

N^o 4103. — ACCORD¹ ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE CONCERNANT LE RÉGLEMENT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A ROME, LE 5 FÉVRIER 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 avril 1937.

LE GOUVERNEMENT LETTON ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désirant régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre leurs pays, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Bureau de Compensation auprès du Ministère des Finances de Lettonie sont autorisés à régler en compensation les paiements relatifs aux échanges commerciaux effectués entre les deux pays à partir de la mise en vigueur du présent accord.

Chacun des deux gouvernements prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger les importateurs et les exportateurs respectifs à régler leurs obligations selon les dispositions du présent accord.

Article 2.

En exécution de l'article premier les versements des débiteurs italiens et lettons pour marchandises originaires et en provenance de Lettonie, respectivement d'Italie, seront effectués, après la date de l'entrée en vigueur du présent accord : en Italie — en liras italiennes auprès de la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero ; en Lettonie — en lats auprès de la Latvijas Banka en sa qualité de caissier du Bureau de Compensation.

Article 3.

En exécution de l'article 2 il sera ouvert auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero un compte sans intérêts en liras italiennes, au nom du Bureau de Compensation auprès du Ministère des Finances letton, compte dans lequel seront crédités les montants en liras versés par les débiteurs italiens en paiement de marchandises importées en Italie.

De même, auprès du Bureau de Compensation letton il sera ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero un compte sans intérêts en lats. Dans ce compte seront crédités les montants en lats versés par les débiteurs lettons en paiement de marchandises italiennes importées en Lettonie.

¹ Entré en vigueur le 15 février 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4103. — AGREEMENT ² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE REPUBLIC OF LATVIA CONCERNING THE SETTLEMENT OF PAYMENTS RELATING TO COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ROME, FEBRUARY 5TH, 1937.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place April 26th, 1937.

THE LATVIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, desiring the settlement of payments relating to commercial exchanges between their countries, have agreed on the following provisions:

Article 1.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Clearing Office at the Ministry of Finance of Latvia shall be authorised to settle by a system of compensation payments relating to commercial exchanges effected between the two countries after the entry into force of the present Agreement.

The two Governments shall, each in so far as it is concerned, take such steps as may be necessary to compel the respective importers and exporters to meet their obligations in the manner provided for in the present Agreement.

Article 2.

In execution of Article 1, payments by Italian and Latvian debtors for goods originating in and coming from Latvia and Italy respectively shall be made, after the date of the entry into force of the present Agreement, in Italy in Italian lire to the Banca d'Italia as banker of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, and in Latvia in lats to the Latvijas Banka as banker of the Clearing Office.

Article 3.

In execution of Article 2, there shall be opened at the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero an Italian lira non-interest-bearing account in the name of the Clearing Office at the Latvian Ministry of Finance, which account shall be credited with the amounts in lire paid in by Italian debtors for goods imported into Italy.

Similarly, there shall be opened at the Latvian Clearing Office a lat non-interest-bearing account in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. This account shall be credited with the amounts in lats paid in by Latvian debtors for Italian goods imported into Latvia.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force February 15th, 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Bureau de Compensation letton se donneront réciproquement chaque jour avis des versements reçus des débiteurs respectifs avec toutes les données nécessaires.

Dans l'ordre chronologique des versements et dans la limite des disponibilités existantes dans les comptes visés à l'article 3, l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Bureau de Compensation letton sont autorisés à effectuer les paiements aux créanciers respectifs ; à cet effet l'avis de versement équivaut à une autorisation à payer le créancier respectif selon les dispositions du présent accord.

Les montants ainsi payés seront portés au débit des comptes dont il est question à l'article 3.

La conversion en liras, respectivement en lats, des montants à payer se fera sur la base du change entre la lire italienne et le lats, fixé d'un commun accord selon ce qui est prévu à la lettre *a)* de l'article 6, en vigueur le jour du paiement.

Article 5.

Chaque avance pour achat de marchandises d'origine italienne ou lettone destinées à être importées en Lettonie, respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent accord.

Pour être admises au versement ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, être insérées dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

Article 6.

En ce qui concerne les versements des importateurs des deux pays, prévus aux articles 2 et 3 du présent accord, la conversion en liras et en lats se fera d'après les règles suivantes :

a) L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Bureau de Compensation letton fixeront d'un commun accord le cours du change entre la lire italienne et le lats ; ce cours sera appliqué pour la conversion en liras des dettes libellées en lats, respectivement pour la conversion en lats des dettes libellées en liras ;

b) Les dettes libellées en devises autres que la lire et le lats seront converties en lats en Lettonie et en liras en Italie respectivement aux cours officiels de la Bourse de Riga et de celle de Rome du jour précédant celui du versement.

Les changes appliqués suivant les dispositions des lettres *a)* et *b)* ci-dessus ont un caractère provisoire, le débiteur n'étant libéré de sa dette que lorsque le créancier aura reçu le montant intégral de sa créance. Les versements supplémentaires que le débiteur serait éventuellement tenu à faire seront également transférés par la voie du clearing.

Article 7.

Les compensations privées déjà approuvées et en cours d'exécution au moment de la signature du présent accord, ne seront pas soumises à ses dispositions.

Le règlement de toute opération en surcontingent réciproque sera également fait par la voie du clearing.

Article 8.

Le présent accord est applicable seulement aux marchandises qui d'après les dispositions en vigueur dans le pays importateur sont considérées comme marchandises originaires de l'autre pays et ne s'applique pas au trafic des marchandises en transit.

Article 4.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Latvian Clearing Office shall notify each other daily of all payments received from debtors in their respective countries, together with all necessary particulars.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Latvian Clearing Office shall be authorised to make payments to the creditors concerned in the chronological order of payments by debtors and within the limits of the funds available in the accounts specified in Article 3. For this purpose, notification of payment by a debtor shall carry with it authority to pay the creditor concerned in the manner prescribed in the present Agreement.

The sums thus paid shall be debited to the accounts specified in Article 3.

The conversion into lire or lats, as the case may be, of the amounts to be paid out shall be effected on the basis of the rate of exchange for Italian lire and lats, as fixed by mutual agreement in the manner prescribed in Article 6 (*a*) in force on the date of payment.

Article 5.

All advance payments for the purchase of goods of Italian or Latvian origin to be imported into Latvia or Italy, as the case may be, shall be settled under the terms of the present Agreement.

To come within the scope of these payments, such advances must refer to an import licence already issued by the competent authorities ; they must also be provided for in the contract for the purchase of the goods and must comply with commercial usages.

Article 6.

As regards the payments to be made by the importers of both countries in accordance with Articles 2 and 3 of the present Agreement, conversion into lire or lats shall be governed by the following rules :

(*a*) The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Latvian Clearing Office shall fix, by mutual agreement, the rate of exchange to be applied as between the Italian lira and the lat ; the said rate shall be applied for the conversion into lire of debts expressed in lats and for the conversion into lats of debts expressed in lire.

(*b*) Debts expressed in a currency other than lire or lats shall be converted into lats in Latvia and lire in Italy at the official rates on the Riga and Rome Exchanges on the day preceding the day of payment.

Exchange operations effected in accordance with paragraphs (*a*) and (*b*) above shall be provisional in character, the debtor not being deemed to have discharged his debt until the creditor shall have received the full amount of his claim. Any supplementary payments which the debtor may be required to make shall likewise be transferred through the clearing system.

Article 7.

The private compensation arrangements already approved and in operation at the time of signature of the present Agreement shall not be subject to these provisions.

Any supplementary transactions on either side shall likewise be settled through the clearing system.

Article 8.

The present Agreement shall apply only to goods which, under the laws and regulations in force in the importing country, are deemed to be goods originating in the other country, and it shall not apply to goods traffic in transit.

Article 9.

Toutes les obligations commerciales échues et non réglées pour marchandises originaires et en provenance de Lettonie et d'Italie, importées en Italie, respectivement en Lettonie, devront être réglées par le versement dans les comptes respectifs du clearing et selon les modalités prévues par le présent accord, même si l'importation a eu lieu avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord, et à moins que leur règlement n'ait été prévu par le moyen d'opérations commerciales, dûment approuvées par les autorités compétentes des deux pays, déjà conclues et en cours d'exécution au moment de l'entrée en vigueur du présent accord.

A la fin du présent accord les importateurs du pays en faveur duquel un solde non transféré subsisterait devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations au compte global respectif jusqu'à l'amortissement complet des créances correspondant au solde.

Article 10.

L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Bureau de Compensation letton se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent accord.

Article 11.

Le présent accord entrera en vigueur le 15 février 1937 et aura effet jusqu'au 31 décembre 1937.

A partir de cette date il sera considéré renouvelé par tacite reconduction par périodes semestrielles s'il n'est pas dénoncé avec un préavis de deux mois.

En foi de quoi on a signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 5 février 1937.

Pour la Lettonie :
(Signé) A. SPEKKE.

Pour l'Italie :
(Signé) CIANO.

Article 9.

All commercial obligations which have fallen due but have not been met for goods originating in and coming from Latvia and Italy and imported into Italy or Latvia, as the case may be, shall be settled by means of payments into the respective clearing accounts in the manner prescribed in the present Agreement. This method shall be adopted even when the goods were imported before the entry into force of the present Agreement, unless provision has been made for settlement by means of commercial transactions duly approved by the competent authorities of both countries, already concluded or in operation on the entry into force of the present Agreement.

On the termination of the present Agreement, the importers of the country in favour of which an untransferred balance exists must continue to pay the value of their imports into the respective pooled account until the debts corresponding to the balance have been entirely paid off.

Article 10.

The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Latvian Clearing Office shall agree upon such technical arrangements as may be necessary to ensure the proper working of the present Agreement.

Article 11.

The present Agreement shall come into force on February 15th, 1937, and shall remain in force until December 31st, 1937.

As from this date, it shall be deemed to be renewed by tacit agreement for half-yearly periods, unless denounced at two months' notice.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 5th day of February, 1937.

For Latvia :

(Signed) A. SPEKKE.

For Italy :

(Signed) CIANO.

N° 4104.

ITALIE ET LETTONIE

Accord pour régler les échanges
commerciaux entre les deux pays,
avec annexes. Signé à Rome, le
5 février 1937.

ITALY AND LATVIA

Agreement for the Regulation of
Commercial Exchanges between
the Two Countries, with Annexes.
Signed at Rome, February 5th,
1937.

N^o 4104. — ACCORD¹ ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE POUR RÉGLER LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A ROME, LE 5 FÉVRIER 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 avril 1937.

LE GOUVERNEMENT LETTON et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désirant régler les échanges commerciaux entre la République de Lettonie et le Royaume d'Italie, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'importation des produits italiens en Lettonie et des produits lettons en Italie ne sera pas limitée au-dessous des contingents annuels établis pour les produits italiens à la liste A et pour les produits lettons à la liste B annexées au présent accord.

Les contingents visés à l'alinéa précédent seront divisés en quotes-parts semestrielles. Toutefois, pour les marchandises ayant un caractère saisonnier, les permis d'importation seront octroyés sans répartition semestrielle pour des périodes qui, en cas de besoin, seront déterminées d'un commun accord entre les autorités compétentes italiennes et lettones.

Une quote-part proportionnelle de la première quote-part semestrielle sera admise à l'importation en Italie, respectivement en Lettonie, pour la période allant depuis l'entrée en vigueur du présent accord jusqu'au 30 juin 1937.

Dans la même année les contingents qui n'ont pas été épuisés dans le même semestre seront automatiquement transférés au semestre suivant.

Article 2.

L'importation de tout autre produit non compris dans les listes visées à l'article précédent, pourra avoir lieu conformément aux dispositions générales en vigueur à cet effet dans le pays d'importation.

Soit à ce sujet soit pour l'octroi de surcontingents, chacune des deux Parties contractantes s'engage à examiner avec bienveillance les demandes que l'autre Partie lui présenterait, en tenant compte de la nécessité d'assurer l'équilibre des échanges entre les deux pays.

Article 3.

A la demande de l'une des Parties contractantes il sera procédé, d'un commun accord, à la revision des contingents d'importation des produits italiens ou lettons, visés au premier alinéa de l'article premier :

a) Soit dans le cas où, après la première période de six mois, un déséquilibre exceptionnel se sera produit entre les importations italiennes en Lettonie et les importations lettones en Italie ;

¹ Entré en vigueur le 15 février 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4104. — AGREEMENT² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE REPUBLIC OF LATVIA FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ROME, FEBRUARY 5TH, 1937.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place April 26th, 1937.

THE LATVIAN GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, desirous of regulating commercial exchanges between the Republic of Latvia and the Kingdom of Italy, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Imports of Italian products into Latvia and of Latvian products into Italy shall be unrestricted within the limits of the annual quotas established for Italian products in the List A, and for Latvian products in the List B, annexed to the present Agreement.

The quotas to which the preceding paragraph relates shall be divided into half-yearly fractional quotas, provided always in the case of goods which are seasonal in character that import permits shall be granted without regard to the said half-yearly division for such periods as may be determined by the competent Italian and Latvian authorities, as required, by common accord.

A proportional fraction of the first half-yearly fractional quota shall be admitted to import into Italy and Latvia respectively, for the period from the date of the entry into force of the present Agreement until June 30th, 1937.

In the same year, quotas not exhausted in the first half-year shall automatically be transferred to the following half-year.

Article 2.

Imports of all other products not included in the lists to which the preceding Article relates may be effected in conformity with the general provisions in force in this connection in the importing country.

In this connection, as also in connection with the grant of supplementary quotas, each of the two Contracting Parties undertakes to give favourable consideration to such requests as the other Party may make, with due regard to the necessity of maintaining an even balance of trade between the two countries.

Article 3.

On the request of either of the Contracting Parties, steps shall be taken, by common accord, to revise the import quotas of Italian or Latvian products to which the first paragraph of Article 1 relates, in the following cases, namely :

(a) Where, after the first period of six months, there is an exceptional disparity between Italian imports into Latvia and Latvian imports into Italy ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force February 15th, 1937.

b) Soit dans le cas où les comptes, visés à l'article 4 de l'Accord¹ concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux, signé en date d'aujourd'hui, présenteront pendant la durée de trois mois, un solde dépassant 1.100.000 liras italiennes ou 300.000 lats.

Le cas échéant, des conversations seront entamées dans un délai aussi bref que possible dans le but d'assurer l'équilibre des échanges.

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le même jour et aura la même durée de validité que l'Accord concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux, signé en date d'aujourd'hui.

En foi de quoi on a signé le présent accord.

Fait à Rome, le 5 février 1937.

Pour la Lettonie :
(Signé) A. SPEKKE.

Pour l'Italie :
(Signé) CIANO.

LISTE A

LISTE DES MARCHANDISES ITALIENNES A IMPORTER EN LETTONIE.

Numéro du tarif letton	Marchandises	Contingents en lats
2, 1 c)	Riz	60.000
5, 2	Tomates	1.500
6, 2	Oranges et mandarines	200.000
6, 3	Citrons	340.000
7	Pelures d'oranges et de citrons	3.000
11, 2	Amandes	25.000
62, 7	Fleurs et feuilles, coupées	1.500
62, 9	Plantes et leurs parties pour usage médical	1.600
66, 5 a), b)	Marbre	5.000
71, 1	Pierre ponce en morceaux	5.000
71, 2	Pierre ponce moulue	2.000
91, 2	Soufre purifié	50.000
95, 1	Acide tartrique	6.000
169, 1	Instruments et appareils scientifiques	2.000
171, 1 b), c) et remarque 2 a) b)	Réveille-matin	20.000
173, 6 a)	Automobiles	75.000
180, 4	Soie écru (grège)	50.000
181, 3	Laine artificielle de cellulose	50.000
185, 1 a) b), 2 a) b)	Fils de soie retordus	7.000
185, 3 a) b)	Fils et filés de soie artificielle	600.000
210, 6, 7	Chapeaux divers, garnis	7.500
212, 1-5	Boutons	50.000
	Autres marchandises	10.000

¹ Voir page 25 de ce volume.

(b) Where the accounts, to which Article 4 of the Agreement¹ concerning the Settlement of Payments relating to Commercial Exchanges signed on to-day's date relates, show over a period of three months a balance of more than 1,100,000 Italian lire or 300,000 lats.

Should the occasion arise, conversations shall be initiated within the shortest possible period with a view to arranging for an even balance of trade.

Article 4.

The present Agreement shall come into force on the same day, and shall be valid for the same period of time, as the Agreement concerning the Settlement of Payments relating to Commercial Exchanges signed on to-day's date.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done in Rome, this 5th day of February, 1937.

For Latvia :

(Signed) A. SPEKKE.

For Italy :

(Signed) CIANO.

LIST A.

LIST OF ITALIAN GOODS FOR IMPORT INTO LATVIA.

Latvian tariff number	Goods	Quotas in lats
2, 1 (c)	Rice	60,000
5, 2	Tomatoes	1,500
6, 2	Oranges and mandarines	200,000
6, 3	Lemons	340,000
7	Orange and lemon peel	3,000
11, 2	Almonds	25,000
62, 7	Cut flowers and leaves	1,500
62, 9	Plants and their parts for medical use	1,600
66, 5 (a), (b)	Marble	5,000
71, 1	Pumice stone in lumps	5,000
71, 2	Ground pumice stone	2,000
91, 2	Refined sulphur	50,000
95, 1	Tartaric acid	6,000
169, 1	Scientific instruments and apparatus	2,000
171, 1 (b), (c) and note 2 (a) (b)	Alarm-clocks	20,000
173, 6 (a)	Automobiles	75,000
180, 4	Raw silk	50,000
181, 3	Artificial wool of cellulose	50,000
185, 1 (a) (b), 2 (a) (b)	Twisted silk threads	7,000
185, 3 (a) (b)	Artificial silk yarn and threads	600,000
210, 6, 7	Miscellaneous hats, trimmed	7,500
212, 1-5	Buttons	50,000
	Other goods	10,000

¹ See page 25 of this Volume.

LISTE B

LISTE DES MARCHANDISES LETTONES A IMPORTER EN ITALIE.

Numéro du tarif italien	Marchandises	Contingents en liras
24	Œufs	50.000
29	Beurre	250.000
76	Pommes de terre (alimentation ; la saison d'importation s'étend du 1 ^{er} octobre au 30 avril)	800.000
76	Pommes de terre (semences ; la saison d'importation s'étend du 1 ^{er} octobre au 31 décembre)	200.000
111 b)	Liqueurs	20.000
117 e)	Graines de lin pour semences	150.000
142	Lin	1.000.000
152 a)	Fils et filés de lin non retordus	1.000.000
604 c)	Bois à compensation pour avions (d'une épaisseur ne dépassant pas 5 mm. et collé au tegofilm)	2.000.000
615 a) I	Fonds de siège	40.000
846 b)	Cellulose au sulfite	200.000
	Autres marchandises (dans la mesure de 50 % de l'importation de 1934).	

LIST B.

LIST OF LATVIAN GOODS FOR IMPORT INTO ITALY.

Italian tariff number	Goods	Quotas in lire
24	Eggs	50,000
29	Butter	250,000
76	Potatoes (for food ; the season for importing is from October 1st to April 30th)	800,000
76	Potatoes (seed potatoes ; the season for importing is from October 1st to December 31st)	200,000
111 (b)	Liqueurs	20,000
117 (e)	Linseed for sowing	150,000
142	Flax	1,000,000
152 (a)	Untwisted linen yarns and thread	1,000,000
604 (c)	Plywood for aeroplanes (not more than 5 mm. thick and joined together with tegofilm)	2,000,000
615 (a) I	Seats of chairs	40,000
846 (b)	Sulphite cellulose	200,000
	Other goods (in the proportion of 50 % of imports for 1934).	

N° 4105.

ESTONIE ET FINLANDE

Convention concernant les relations
postales entre les deux pays.
Signée à Helsinki, le 15 décembre
1936, et à Tallinn, le 18 décembre
1936.

ESTONIA AND FINLAND

Convention concerning Postal Rela-
tions between the Two Countries.
Signed at Helsinki, December 15th,
1936, and at Tallinn, December
18th, 1936.

N^o 4105. — CONVENTION¹ ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE
 CONCERNANT LES RELATIONS POSTALES ENTRE LES DEUX
 PAYS. SIGNÉE A HELSINKI, LE 15 DÉCEMBRE 1936, ET A
 TALLINN, LE 18 DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} mai 1937.

Les deux Parties contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations postales réciproques, les dispositions suivantes.

Article premier.

TRANSPORT DE LA POSTE.

1. Chacun des pays contractants effectue le transport de sa propre poste et de la poste en transit à destination de l'autre pays contractant et en supporte les frais. Les administrations des postes et des télégraphes peuvent pourtant convenir d'un autre mode y relatif.

2. Lors de l'échange direct entre les pays contractants, l'administration réceptrice effectue le transport de la poste du bateau jusqu'au bureau de poste respectif et en supporte les frais.

Article 2.

TAXES DES LETTRES ET DES CARTES POSTALES.

1. Les lettres ne dépassant pas le poids de 500 grammes et les cartes postales déposées dans l'un des pays contractants à destination de l'autre pays sont soumises aux taxes suivantes, savoir :

En Finlande :

a) Lettres

Jusqu'au poids de 20 grammes	2 mark
Au-dessus de 20 grammes jusqu'à 125 gr.	4 »
» » 125 » » 250 »	6 »
» » 250 » » 500 »	8 »

b) Cartes postales

1 ^o Simples	1 mark 25 penni
2 ^o Avec réponse payée	2 mark 50 penni

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 16 février 1937.
 Entrée en vigueur le 1^{er} mai 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4105. — CONVENTION ² BETWEEN ESTONIA AND FINLAND CONCERNING POSTAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT HELSINKI, DECEMBER 15TH, 1936, AND AT TALLINN, DECEMBER 18TH, 1936.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate a.i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 1st, 1937.

The two Contracting Parties agree to apply the following provisions in their reciprocal postal relations.

Article 1.

TRANSPORT OF MAILS.

1. Each of the contracting countries shall take charge of and bear the cost of the conveyance of its own mails and of mails in transit to the other contracting country. By special agreement between the postal and telegraphic administrations concerned, however, other provisions may be laid down on this subject.

2. In regard to direct exchanges between the contracting countries, the administration receiving the mail shall take charge of and bear the cost of the conveyance of the mail from the boat to the post office concerned.

Article 2.

RATES OF POSTAGE FOR LETTERS AND POSTCARDS.

1. The rates for letters weighing not more than 500 grammes and for postcards sent from one to another of the contracting countries shall be as follows :

In Finland :

(a) Letters

Weight not exceeding 20 grammes	2 marks
„ exceeding 20 grammes but not exceeding 125 grammes	4 „
„ „ 125 „ „ „ „ 250 „	6 „
„ „ 250 „ „ „ „ 500 „	8 „

(b) Postcards

1. Single postcards	1 mark 25 penni
2. With reply paid	2 marks 50 penni

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Helsinki, February 16th, 1937. Came into force May 1st, 1937.

En Estonie :

a) Lettres

Jusqu'au poids de 20 grammes	15 sent
Au-dessus de 20 grammes par chaque échelon de 20 grammes supplémentaires	5 »

b) Cartes postales

1 ^o Simples	10 sent
2 ^o Avec réponse payée	20 »

2. Les lettres dépassant le poids de 500 grammes sont taxées d'après la Convention postale universelle.

Article 3.

TAXE MINIMUM DES PAPIERS D'AFFAIRES.

Pour les papiers d'affaires le minimum de perception correspond à la taxe prévue à l'art. 2 pour une lettre de la première unité de poids.

Article 4.

DROIT DE RECOMMANDATION.

Le droit de recommandation dans les relations entre les pays contractants est fixé, en Finlande, à 2 mark et, en Estonie, à 15 sent.

Article 5.

TAXES DES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Dans les relations entre les pays contractants la taxe des lettres avec valeur déclarée se compose du port et du droit de recommandation applicables à une lettre recommandée du même poids suivant les articles 2 et 4 de la présente convention et d'un droit d'assurance qui est fixé, en Finlande, à 30 penni par 1.000 mark ou fraction de 1.000 mark déclarés, et en Estonie à 20 sent par 100 kroon ou fraction de 100 kroon déclarés.

Article 6.

AUTRES DROITS.

Le droit d'un avis de réception demandé au moment du dépôt correspond à la taxe prévue à l'art. 2 pour une lettre de la première unité de poids. Le double de cette taxe est perçu, si l'avis est demandé postérieurement au dépôt.

Le droit de réclamation correspond également à la taxe double d'une lettre de la première unité de poids.

La taxe spéciale pour les envois autres que les colis postaux à remettre par exprès est fixée, en Finlande, à 4 mark, et, en Estonie, à 20 sent.

Article 7.

TRANSIT DES CORRESPONDANCES.

Dans le cas où une convention spéciale aurait été conclue entre la Finlande et la Lettonie en vue de la réduction des taxes des correspondances échangées entre les deux pays, l'Estonie concède, à titre gratuit, un transport de transit pour les correspondances originaires de la Finlande à destination de la Lettonie. La Finlande admettra à l'égard des correspondances originaires de l'Estonie à destination de la Suède et de la Norvège un transport de transit uniformément gratuit par la

In Estonia :

(a) Letters	
Weight not exceeding 20 grammes	15 sent
Weight exceeding 20 grammes, for every additional 20 grammes	5 „
(b) Postcards	
1. Single postcards	10 sent
2. With reply paid	20 „

2. Letters weighing more than 500 grammes shall be charged for in accordance with the Universal Postal Convention.

Article 3.

MINIMUM RATE OF POSTAGE FOR COMMERCIAL PAPERS.

The minimum rate of postage for commercial papers shall be the same as that fixed in Article 2 for a letter of the lowest weight.

Article 4.

REGISTRATION FEE.

The registration fee between the contracting countries shall be fixed at 2 marks in Finland and at 15 sent in Estonia.

Article 5.

RATES OF POSTAGE FOR LETTERS OF DECLARED VALUE.

For letters of declared value sent from one to another of the contracting countries, there shall be charged, in addition to the rate of postage and the registration fee payable in respect of a registered letter of the same weight in accordance with Articles 2 and 4 of the present Convention, an insurance fee fixed at 30 penni per 1,000 marks or fraction of 1,000 marks declared in Finland, and at 20 sent per 100 kroon or fraction of 100 kroon declared in Estonia.

Article 6.

OTHER FEES.

The fee for an advice of delivery applied for at the time of posting shall be equivalent to the rate of postage prescribed in Article 2 for a letter of the lowest weight. Twice this fee shall be payable if the advice of delivery is applied for after the article is posted.

The fee for an enquiry shall also be equivalent to twice the rate of postage for a letter of the lowest weight.

The special fee for express postage, excluding postal parcels, shall be fixed at 4 marks in Finland and at 20 sent in Estonia.

Article 7.

TRANSIT OF MAILS.

Should a special Convention be concluded between Finland and Latvia with a view to the reduction of the rates of postage between the two countries, Estonia shall grant free transport in transit for mails sent from Finland to Latvia. In regard to mails sent from Estonia to Sweden and Norway, Finland shall also grant free transport in transit by land and sea between Finland and Sweden, as from the beginning of the calendar year during which a special Convention comes

voie territoriale et maritime entre la Finlande et la Suède, à compter du commencement de l'année civile pendant laquelle une convention spéciale entre l'Estonie et la Suède, resp. la Norvège, concernant la réduction des taxes des correspondances entre ces pays sera entrée en vigueur.

Article 8.

REVISION DES TAXES ET DES DROITS.

Si la monnaie de l'un des pays contractants subissait un changement considérable par rapport à la monnaie de l'autre pays ou que les taxes ou droits perçus dans le service international ou intérieur de l'un des pays pour les envois qui font l'objet de la présente convention seraient sensiblement modifiés, les administrations postales des pays contractants se mettent d'accord sur la revision des taxes et des droits qui s'impose.

Article 9.

MESURES DE DÉTAIL ET D'ORDRE.

Les administrations des postes et des télégraphes des pays contractants régleront, d'un commun accord, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Article 10.

APPLICATION DES TRAITÉS DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.

Dans tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, les Traités de l'Union postale universelle sont applicables.

Article 11.

LANGUE.

La langue utilisée pour la correspondance entre les administrations des postes et des télégraphes de Finlande et d'Estonie, ainsi qu'entre les bureaux d'échange, sera le français.

Les administrations des postes et des télégraphes peuvent pourtant convenir de l'emploi dans cette correspondance des langues finnoise et estonienne.

Article 12.

RATIFICATION, ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Helsinki aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le premier du mois qui suit l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant un temps indéterminé.

Elle cessera, toutefois, ses effets à toute date dont les Parties contractantes peuvent convenir ou à l'expiration de six mois après sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

La présente convention remplacera l'Arrangement¹ concernant le service postal entre l'Estonie et la Finlande, signé à Helsinki le 20 août 1928.

Fait et signé en double expédition : à Helsinki, le 15 décembre 1936, à Tallinn, le 18 décembre 1936.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

(L. S.) G. JALLAJAS.

Pour copie conforme :

J. Nyysönen,
Conseiller de Légation.

¹ Vol. LXXXV, page 195 ; et vol. CXVII, page 293, de ce recueil.

into force between Estonia and Sweden or Norway concerning the reduction of postage rates between the said countries.

Article 8.

REVISION OF FEES AND CHARGES.

Should the currency of one of the contracting countries undergo an appreciable change in relation to that of the other country, or should the fees or charges payable in the international or internal services of one of the countries in respect of the mails covered by the present Convention be considerably modified, the postal administrations of the contracting countries shall agree as to the revision of fees and charges thus rendered necessary.

Article 9.

DETAILED AND ADMINISTRATIVE MEASURES.

The postal and telegraphic administrations of the contracting countries shall agree as to the detailed and administrative measures necessary to ensure the execution of the present Convention.

Article 10.

APPLICATION OF THE TREATIES OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION.

In all matters not covered by the present Convention, the Treaties of the Universal Postal Union shall apply.

Article 11.

LANGUAGE.

The language used in correspondence between the postal and telegraphic administrations of Finland and Estonia, and between the exchange offices, shall be French.

The postal and telegraphic administrations may, however, agree upon the use of the Finnish and Estonian languages in such correspondence.

Article 12.

RATIFICATION, ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE CONVENTION.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Helsinki as soon as possible.

It shall come into force on the first day of the month following the expiration of a period of two months from the exchange of ratifications, and it shall remain in force for an indefinite period.

It shall lapse, however, at any date agreed upon by the Contracting Parties, or six months after its denunciation by one or the other of the Contracting Parties.

The present Convention shall replace the Agreement¹ concerning the Postal Service between Estonia and Finland signed at Helsinki on August 20th, 1928.

Done and signed in duplicate at Helsinki, on the 15th day of December, 1936, and at Tallinn, on the 18th day of December, 1936.

(L. S.) G. E. F. ALBRECHT.

(L. S.) G. JALLAJAS.

¹ Vol. LXXXV, page 195 ; and Vol. CXVII, page 293, of this Series.

N° 4106.

ESTONIE ET SUÈDE

Convention concernant les relations
postales entre les deux pays. Si-
gnée à Stockholm, le 16 janvier
1937.

ESTONIA AND SWEDEN

Convention concerning Postal Rela-
tions between the Two Countries.
Signed at Stockholm, January
16th, 1937.

N^o 4106. — CONVENTION¹ ENTRE L'ESTONIE ET LA SUÈDE
CONCERNANT LES RELATIONS POSTALES ENTRE LES DEUX
PAYS. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 16 JANVIER 1937.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères d'Estonie et de Suède.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} mai 1937.*

Les deux Parties contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations postales réciproques, les dispositions suivantes.

Article premier.

TAXES DES LETTRES ET DES CARTES POSTALES.

1. Les lettres ne dépassant pas le poids de 500 grammes et les cartes postales déposées dans l'un des pays contractants à destination de l'autre pays sont soumises aux taxes suivantes, savoir :

En Suède :

a) Lettres :	
Jusqu'au poids de 20 grammes	15 öre
Au-dessus de 20 grammes jusqu'à 125 grammes .	30 »
» » 125 » » 250 » .	45 »
» » 250 » » 500 » .	60 »
b) Cartes postales :	
1 ^o Simples	10 öre
2 ^o Avec réponse payée	20 »

En Estonie :

a) Lettres :	
Jusqu'au poids de 20 grammes	15 sent
Au-dessus de 20 grammes par chaque échelon de 20 grammes supplémentaires	5 »
b) Cartes postales :	
1 ^o Simples	10 sent
2 ^o Avec réponse payée	20 »

2. Les lettres dépassant le poids de 500 grammes sont taxées d'après la Convention postale universelle.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 22 février 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4106. — CONVENTION ² BETWEEN ESTONIA AND SWEDEN
 CONCERNING POSTAL RELATIONS BETWEEN THE TWO
 COUNTRIES. SIGNED AT STOCKHOLM, JANUARY 16TH, 1937.

French official text communicated by the Estonian and Swedish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place May 1st, 1937.

The two Contracting Parties agree to apply the following provisions in their reciprocal postal relations.

Article I.

RATES OF POSTAGE FOR LETTERS AND POSTCARDS.

1. The rates for letters weighing not more than 500 grammes and for postcards sent from one to another of the contracting countries shall be as follows :

In Sweden :

(a) Letters :			
Weight not exceeding	20 grammes	. . . . .	15 öre
Weight exceeding	20 grammes but not exceeding 125 grammes		30 „
„	125 „	250 „	45 „
„	250 „	500 „	60 „
(b) Postcards :			
1. Single postcards	. . . . .		10 „
2. With reply paid	. . . . .		20 „

In Estonia :

(a) Letters :			
Weight not exceeding	20 grammes	. . . . .	15 sent
Weight exceeding 20 grammes, for every additional 20 grammes			5 „
(b) Postcards :			
1. Single postcards	. . . . .		10 „
2. With reply paid	. . . . .		20 „

2. Letters weighing more than 500 grammes shall be charged for in accordance with the Universal Postal Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, February 22nd, 1937.

Article 2.

TAXE MINIMUM DES PAPIERS D'AFFAIRES.

Pour les papiers d'affaires le minimum de perception correspond à la taxe prévue à l'article premier pour une lettre de la première unité de poids.

Article 3.

DROIT DE RECOMMANDATION.

Le droit de recommandation dans les relations entre les pays contractants est fixé, en Suède, à 20 öre et, en Estonie, à 15 sent.

Article 4.

TAXE DES LETTRES AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Dans les relations entre les pays contractants, la taxe des lettres avec valeur déclarée se compose du port et du droit de recommandation applicables à une lettre recommandée du même poids suivant les articles premier et 3 de la présente convention et d'un droit d'assurance qui est fixé, en Suède, à 10 öre par 300 kronor ou fraction de 300 kronor déclarés et, en Estonie, à 20 sent par 100 kroon ou fraction de 100 kroon déclarés.

Article 5.

AUTRES DROITS.

Le droit d'un avis de réception demandé au moment du dépôt correspond à la taxe prévue à l'article premier pour une lettre de la première unité de poids. Le double de cette taxe est perçu, si l'avis est demandé postérieurement au dépôt.

Le droit de réclamation correspond également à la taxe double d'une lettre de la première unité de poids.

La taxe spéciale pour les envois, autres que les colis postaux, à remettre par exprès est fixée, en Suède, à 30 öre et, en Estonie, à 20 sent.

Article 6.

FRAIS DE TRANSIT.

Dans le cas où une convention spéciale serait conclue entre l'Estonie et la Norvège en vue de la réduction des taxes des correspondances échangées entre les deux pays, la Suède accordera à l'Estonie une réduction de 50 % des frais de transit lui revenant d'après la Convention postale universelle du chef des correspondances originaires de l'Estonie à destination de la Norvège et dont la Suède servira de pays de transit. De même, l'Estonie s'engage à accorder à la Suède, sous condition d'une pareille convention conclue entre la Suède et la Lettonie, une réduction de 50 % des frais de transit revenant à l'Estonie d'après la Convention postale universelle pour les correspondances originaires de la Suède et à destination de la Lettonie. Ces réductions deviennent applicables dès le commencement de l'année civile pendant laquelle les conventions spéciales susmentionnées entrèrent en vigueur.

Article 7.

REVISION DES TAXES ET DES DROITS.

Si la monnaie de l'un des pays contractants subissait un changement considérable par rapport à la monnaie de l'autre pays ou que les taxes ou droits perçus dans le service international ou

Article 2.

MINIMUM RATE OF POSTAGE FOR COMMERCIAL PAPERS.

The minimum rate of postage for commercial papers shall be the same as that fixed in Article 1 for a letter of the lowest weight.

Article 3.

REGISTRATION FEE.

The registration fee between the contracting countries shall be fixed at 20 öre in Sweden and at 15 sent in Estonia.

Article 4.

RATE OF POSTAGE FOR LETTERS OF DECLARED VALUE.

For letters of declared value sent from one to another of the contracting countries, there shall be charged, in addition to the rate of postage and the registration fee payable in respect of a registered letter of the same weight in accordance with Articles 1 and 3 of the present Convention, an insurance fee fixed at 10 öre per 300 kronor or fraction of 300 kronor declared in Sweden, and at 20 sent per 100 kroon or fraction of 100 kroon declared in Estonia.

Article 5.

OTHER FEES.

The fee for an advice of delivery applied for at the time of posting shall be equivalent to the rate of postage prescribed in Article 1 for a letter of the lowest weight. Twice this fee shall be payable if the advice of delivery is applied for after the article is posted.

The fee for an enquiry shall also be equivalent to twice the rate of postage for a letter of the lowest weight.

The special fee for express postage, excluding postal parcels, shall be fixed at 30 öre in Sweden and at 20 sent in Estonia.

Article 6.

COST OF TRANSIT.

Should a special convention be concluded between Estonia and Norway with a view to the reduction of the rates of postage between the two countries, Sweden shall grant Estonia a reduction of 50% in the cost of transit due to the former country under the Universal Postal Convention in respect of mails sent from Estonia to Norway which are carried through Sweden. Similarly, Estonia undertakes to grant Sweden, subject to the conclusion of a similar convention between Sweden and Latvia, a reduction of 50% in the cost of transit due to Estonia under the Universal Postal Convention in respect of mails sent from Sweden to Latvia. The said reductions shall be applied as from the beginning of the calendar year during which the above-mentioned special conventions shall come into force.

Article 7.

REVISION OF FEES AND CHARGES.

Should the currency of one of the contracting countries undergo an appreciable change in relation to that of the other country, or should the fees or charges payable in the international

intérieur de l'un des pays pour les envois qui font l'objet de la présente convention seraient sensiblement modifiés, les administrations postales des pays contractants se mettent d'accord sur la revision des taxes et des droits qui s'impose.

Article 8.

MESURES DE DÉTAIL ET D'ORDRE.

Les administrations des postes des pays contractants régleront, d'un commun accord, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Article 9.

APPLICATION DES TRAITÉS DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE.

Dans tout ce qui n'est pas prévu par la présente convention, les Traités de l'Union postale universelle sont applicables.

Article 10.

RATIFICATION, ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE LA CONVENTION.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Stockholm aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le premier du mois qui suivra l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant un temps indéterminé. Elle cessera, toutefois, ses effets à toute date dont les Parties contractantes conviennent ou à l'expiration de six mois après sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

Fait et signé en double expédition à Stockholm, le 16 janvier 1937.

H. LARETEL.

Anders ÖRNE.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 3 mars 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

or internal service of one of the countries in respect of the mails covered by the present Convention be considerably modified, the postal administrations of the contracting countries shall agree as to the revision of fees and charges thus rendered necessary.

Article 8.

DETAILED AND ADMINISTRATIVE MEASURES.

The postal administrations of the contracting countries shall agree as to the detailed and administrative measures necessary to ensure the execution of the present Convention.

Article 9.

APPLICATION OF THE TREATIES OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION.

In all matters not covered by the present Convention, the Treaties of the Universal Postal Union shall apply.

Article 10.

RATIFICATION, ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE CONVENTION.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Stockholm as soon as possible.

It shall come into force on the first day of the month following the expiration of a period of two months from the date of the exchange of ratifications, and it shall remain in force for an indefinite period. It shall lapse, however, at any date agreed upon by the Contracting Parties, or six months after its denunciation by one of the Contracting Parties.

Done and signed in duplicate at Stockholm, this 16th day of January, 1937.

H. LARETEI.

Anders ÖRNE.

N° 4107.

FRANCE ET INDE

Convention entre les Etablissements français dans l'Inde et l'Inde relative au régime provisoire des paquets clos en matière douanière dans le transit intérieur, avec annexe. Signée à Pondichéry, le 1^{er} mai 1936.

FRANCE AND INDIA

Agreement between the French Establishments in India and India for the Provisional Control of "Paquets Clos" or Letter Packets of a Dutiable Nature in Transit within Indian Limits, with Annex. Signed at Pondicherry, May 1st, 1936.

N^o 4107. — CONVENTION ENTRE LES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS
DANS L'INDE ET L'INDE RELATIVE AU RÉGIME PROVISOIRE
DES PAQUETS CLOS EN MATIÈRE DOUANIÈRE DANS LE
TRANSIT INTÉRIEUR. SIGNÉE A PONDICHÉRY, LE
1^{ER} MAI 1936.

*Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de
Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 mai 1937.*

Entre Monsieur Léon SOLOMIAC, gouverneur des Etablissements français dans l'Inde, officier
de la Légion d'honneur,
d'une part,

Et Monsieur le lieutenant-colonel Réginald SCHOMBERG, consul général de Sa Majesté
britannique pour les Etablissements français de l'Inde, agissant de la part de Son Excellence le
Vice-Roi et Gouverneur général de l'Inde anglaise,
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Réserve expresse étant faite du droit de souveraineté du Gouvernement des Etablissements français en matière douanière, droit qui ne saurait, en aucun cas, lui être contesté.

Article premier.

Les paquets clos à expédier par la poste de Pondichéry et de Karikal vers les Etablissements français de Chandernagor, Yanaon et Mahé, qui contiennent des marchandises passibles des droits de douane établis par le Gouvernement anglo-hindou, ne seront acceptés dans les bureaux de poste français de Pondichéry et de Karikal que s'ils sont munis, dans ces deux Etablissements, par les soins d'un agent de la douane anglo-hindoue, d'une bande, d'un cachet, d'un plomb, ou de toute autre marque et accompagnés d'un bulletin délivré par le même agent, établissant que les droits de douane afférents aux paquets en cause ont été acquittés entre les mains des autorités anglaises.

Article 2.

Les articles postaux qui auront acquitté les droits de douane établis par le Gouvernement anglo-hindou seront expédiés dans des sacs séparés, et cachetés à la poste française à la fois par l'administration postale française et par le service de la douane anglaise, chaque jour ouvrable, vers seize heures.

Article 3.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux paquets envoyés par les services administratifs.

Article 4.

Il n'est pas apporté de modifications aux régimes des marchandises déposées en gare de Pondichéry et de Karikal ni au régime des « passe-debout » délivrés pour les Etablissements de Chandernagor, de Yanaon et de Mahé.

No. 4107. — AGREEMENT BETWEEN THE FRENCH ESTABLISHMENTS IN INDIA AND INDIA FOR THE PROVISIONAL CONTROL OF "PAQUETS CLOS" OR LETTER PACKETS OF A DUTIABLE NATURE IN TRANSIT WITHIN INDIAN LIMITS. SIGNED AT PONDICHERRY, MAY 1ST, 1936.

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place May 5th, 1937.

The Agreement is made between His Excellency Monsieur Léon SOLOMIAC, Governor of the French Establishments in India, Officer of the Legion of Honour,
on the one part

And Lieutenant Colonel Reginald SCHOMBERG, His Britannic Majesty's Consul General in the French Establishments in India, acting on behalf of His Excellency the Viceroy and Governor General of India

on the other part,

It has been agreed as follows :

Subject to expressly reserving the absolute right which will in no case be contested, of the Government of the French Establishments in India, in Customs matters within its own jurisdiction.

Article 1.

The "paquets clos" which contain goods liable to the Customs duties of the Government of British India and which are handed in for despatch by post from Pondicherry and from Karikal to Chandernagore, Yanaon and Mahé shall not be accepted at the French post offices at Pondicherry and Karikal unless they have been provided by a British Indian Customs Officer with a wrapper, a seal in wax or lead, or other device and are accompanied by a certificate, granted by the afore-said officer, to show that the Customs duty to which the packet in question is liable, has been recovered by the British Indian authorities.

Article 2.

Postal articles which have paid the Customs duties of the British Indian Government shall be forwarded in separate bags which shall be sealed at the same time by the French Postal Administration and the British Indian Customs Service at the French Post Office every working day about 16.00 hours.

Article 3.

The above regulations shall not apply to packets sent by the French Government.

Article 4.

No alteration is to be made in the rules for goods deposited in the railway stations of Pondicherry and Karikal nor in the rules for "Passe-debout" issued for the Establishments of Chandernagore, Yanaon, and Mahé.

Article 5.

Le Gouvernement anglo-hindou consent :

Primo : à rétablir les concessions douanières accordées aux ressortissants français avant le 1^{er} octobre 1934, concessions résultant des règlements de 1902 de la douane anglaise, chapitre IV — article 38.

Une copie de ce texte en anglais avec sa traduction en français est annexée à la présente convention.

Secundo : à verser au Gouvernement de Pondichéry une indemnité annuelle fixée à 120.000 roupies, payable par trimestre et d'avance.

Exceptionnellement, pour 1936, les versements auront lieu : en juin pour les mois de mai, juin, juillet et août, en octobre pour les mois de septembre, octobre, novembre et décembre.

Article 6.

Toute réclamation relative aux conditions d'exécution de la présente convention fera l'objet d'une étude attentive prescrite par le gouvernement saisi de la réclamation, en vue de prévenir tout abus.

Article 7.

La présente convention entrera en vigueur à partir du premier mai mil neuf cent trente-six.

Elle pourra être résiliée à tout moment par chacune des Parties sur préavis de trois mois.

Article 8.

En cas de contestation sur l'interprétation de la présente convention, le texte français fera foi.

Fait en double, en français et en anglais, à Pondichéry, le 1^{er} mai mil neuf cent trente-six.

(*Sd.*) L. SOLOMIAC.

(*Sd.*) Reginald SCHOMBERG.

EXTRAIT DU RÈGLEMENT DOUANIER TERRITORIAL DE MADRAS 1902.

CHAPITRE IV

EXEMPTIONS DES DROITS DE DOUANE.

Article 38. — Articles bénéficiant de l'exemption des droits de douane :

1. Articles d'une valeur inférieure à 1 R. 4 annas passant par voie de terre de l'Inde française en territoire britannique sont dispensés du droit d'importation.

2. L'agent de la douane peut laisser passer en franchise de droit tout bagage effectivement utilisé ou destiné à l'usage effectif de la personne qui les transporte ou des membres de sa famille qui l'accompagnent.

Les bagages ne passeront qu'après vérification préalable.

Article 5.

The Government of India agrees :

(1) To restore the Customs concessions granted, prior to October 1st, 1934, to French subjects (*ressortissants français*) which are contained in the Madras Land Customs Manual of 1902, Chapter IV, Section III, art. 38.

The text of this concession and translation in French is attached to this Agreement.

(2) To pay quarterly in advance to the Government of Pondicherry an annual indemnity to be fixed at 120,000 rupees.

In 1936, as an exception, the payments shall be made in June for the months of May, June, July, August and in October for the months of September, October, November and December.

Article 6.

Every complaint regarding the method of enforcing the present Convention shall on being brought to the notice of either Government receive its careful attention, so that every irregularity may be prevented.

Article 7.

The present Convention shall come into force on the first day of May, one thousand nine hundred and thirty-six.

It can be cancelled at any time by either of the Parties giving three months' notice of their intention to do so.

Article 8.

In case of contest on the interpretation of the present Agreement, the French text will testify.

Done in duplicate, in French and in English, at Pondicherry, this first day of May, one thousand nine hundred and thirty-six.

(Signed) L. SOLOMIAC.

(Signed) Reginald SCHOMBERG.

EXTRACT FROM THE MADRAS LAND CUSTOMS MANUAL, 1902.

CHAPTER IV.

EXEMPTIONS FROM CUSTOMS DUTY, ETC.

Art. 38. — Exemptions, etc., of articles from Customs duty, which have been sanctioned with reference to their import into or export from French India, are noticed below :

1. Articles of less value than Rs.1-4-0 passing by land from French India into British territory are exempted from import duty.

2. The Chouki Officer may pass free of duty any baggage in actual use or intended for the actual use of the person whose baggage is being passed or of members of his family accompanying him.

Baggage shall be passed only after actual examination.

3. Les articles ci-après seront considérés comme bagages effectivement en usage :
- Les vêtements.
 - Les bijoux en quantité raisonnablement en rapport avec les conditions d'existence et le rang social des passagers.
 - Une montre.
 - Une bouteille de vin ouverte ; un demi-litre d'alcool et de petites quantités de parfumerie destinées véritablement à l'usage personnel.
 - Les sacs à main, les nécessaires de toilette, les couvertures, les nattes et les objets de couchage et de toilette.
 - Les cannes et parapluies.
 - Les instruments de jeu et de sport autres que les armes à feu.
 - Une paire de lunettes, les pipes et boîtes de cigares et cigarettes ou de tabac n'excédant pas une livre anglaise.
 - Les jouets d'enfants.

Il est entendu que ces articles sont importés pour l'usage personnel du passager ou des membres de sa famille qui l'accompagnent et non pour être vendus, loués, prêtés ou pour tout autre dessein.

3. The undermentioned goods shall be treated as baggage in actual use :
- (i) Wearing apparel.
 - (ii) Jewellery in reasonable quantity according to conditions in life and rank of passenger.
 - (iii) A watch.
 - (iv) An open bottle of wine, half a pint of spirit and small quantities of perfumery for *bona fide* personal use.
 - (v) Hand bags, dressing cases, rugs, mats and bedding and toilet requisites.
 - (vi) Walking sticks and umbrellas.
 - (vii) Implements for games and sport other than firearms.
 - (viii) A pair of binoculars, pipes and boxes of cigars and cigarettes or tobacco not exceeding 1 lb.
 - (ix) Toys for children.

Provided that such articles are imported by a passenger for his own personal use or for the use of members of his family accompanying him and not for sale, hire, loan or other such purpose.

N° 4108.

HAÏTI ET LA JAMAÏQUE

Convention relative à l'échange direct des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à la Jamaïque, le 6 juin 1936, et à Port-au-Prince, le 17 décembre 1936.

HAITI AND JAMAICA

Agreement for the Direct Exchange of Parcels, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Jamaica, June 6th, 1936, and at Port-au-Prince, December 17th, 1936.

No. 4108. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF HAITI AND THE POST OFFICE OF JAMAICA FOR THE DIRECT EXCHANGE OF PARCELS. SIGNED AT JAMAICA, JUNE 6TH, 1936, AND AT PORT-AU-PRINCE, DECEMBER 17TH, 1936.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place May 5th, 1937.

THE POST OFFICES OF JAMAICA and HAYTI agree to effect a regular direct exchange of parcels between Kingston and Port-au-Prince.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Hayti posted in Jamaica will not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined and a parcel for Jamaica posted in Hayti shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres and 55 cubic decimetres in volume.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication.

Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage on parcels from Jamaica to Hayti shall be 1/6, 3/-, 4/6, 8/- for a parcel not exceeding 2 lbs., 7 lbs., 11 lbs. and 22 lbs. respectively.

¹ Came into force December 17th, 1936.

N^o 4108. — CONVENTION¹ ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES D'HAÏTI ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA JAMAÏQUE RELATIVE A L'ÉCHANGE DIRECT DES COLIS POSTAUX. SIGNÉE A LA JAMAÏQUE, LE 6 JUIN 1936, ET A PORT-AU-PRINCE, LE 17 DÉCEMBRE 1936.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 5 mai 1937.

LE BUREAU DES POSTES DE LA JAMAÏQUE et CELUI D'HAÏTI conviennent d'effectuer un échange régulier et direct des colis postaux entre Kingston et Port-au-Prince.}

CONVENTION

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DIMENSIONS.

1. Un colis postal pour Haïti posté à la Jamaïque n'excédera pas 22 livres en poids, 3 pieds 6 pouces de longueur ou 6 pieds en longueur et circonférence combinées et un colis postal pour la Jamaïque posté en Haïti n'excédera pas 10 kilogrammes en poids, 1,05 mètre en longueur et 55 décimètres cubes en volume.

2. En ce qui regarde le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, l'appréciation du bureau expéditeur sera acceptée sauf en cas d'erreur manifeste.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations garantissent le droit de transit sur leur territoire pour les colis postaux à destination ou venant de tout pays avec lequel elles ont respectivement un service de colis postaux.

Le transit des colis postaux sera soumis aux prévisions de cette convention et des règlements de détail tant que ceux-ci leur seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT ET TAUX.

1. L'affranchissement des colis postaux sera obligatoire excepté dans les cas de réexpédition ou de retour des colis.

2. Le port d'un colis venant de la Jamaïque à destination d'Haïti sera de 1/6, 3/-, 4/6, 8/- par colis n'excédant pas 2 livres, 7 livres, 11 livres et 22 livres chacun.

¹ Entrée en vigueur le 17 décembre 1936.

Article 4.

TERRITORIAL RATES.

For parcels exchanged between the two countries the Territorial Rates shall be 0.65, 1.15, 1.60 and 3.00 gold francs for parcels not exceeding 1 kilogramme (2 lbs.), 3 kilogrammes (7 lbs.), 5 kilogrammes (11 lbs.), 10 kilogrammes (22 lbs.) in weight respectively.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Administrations shall be entitled to fix the rate for any service which it provides.

Article 6.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Hayti may collect in respect of delivery and clearance through the Customs a fee not exceeding 50 centimes per parcel. The Postal Administration of Jamaica may collect for similar services a fee not exceeding 6d. per parcel.

Article 7.

PAYMENT OF CUSTOMS AND OTHER CHARGES.

Customs charges or other non-postal charges shall be paid by the addressee of the parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 8.

WAREHOUSING CHARGES.

Each of the two countries may recover all charges for warehousing fixed by its legislation for a parcel addressed "Poste restante", or which is not claimed in the prescribed period. The cost shall not exceed in any case 5 francs per parcel.

Article 9.

PROHIBITIONS.

I. It is forbidden to enclose in a postal parcel :

(a) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges, and matches) ;

(b) Articles of an obscene or immoral nature ;

(c) Articles the admission of which is not permitted by law or by the Customs or other regulations ;

(d) Letters or communications which constitute an actual or personal correspondence, as well as correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel.

(It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice, and a simple copy of the address of the parcel with the address of the sender also.)

(e) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained).

Article 4.

DROITS LOCAUX.

Pour les colis échangés entre deux pays, les droits locaux seront de 0,65, 1,15, 1,60 et 3,00 francs-or pour les colis n'excédant pas 1 kilogr. (2 livres), 3 kilogr. (7 livres), 5 kilogr. (11 livres), 10 kilogr. (22 livres) en poids chacun.

Article 5.

TAUX DE MER.

Chacune des deux administrations est autorisée à fixer la taxe pour tout service qu'elle fournit.

Article 6.

TAXE POUR LA LIVRAISON ET LE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale en Haïti pourra recouvrer une taxe n'excédant pas 50 centimes par colis pour la livraison et le dédouanement.

L'Administration postale de la Jamaïque pourra recouvrer pour des services similaires une taxe n'excédant pas 6*d.* par colis.

Article 7.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET AUTRES FRAIS.

Les paiements des droits de douane et autres frais non postaux seront à la charge du destinataire des colis, sauf s'il en a été prévu autrement dans cette convention.

Article 8.

DROITS D'ENTREPÔT.

Chacun des deux pays pourra recouvrer tous les droits d'entrepôt fixés par sa législation pour un colis adressé « Poste restante » ou qui n'est pas réclamé dans le délai prévu. Le coût n'excédera en aucun cas 5 francs par colis.

Article 9.

PROHIBITIONS.

1. Il est défendu d'enfermer dans un colis postal :

a) Les explosifs, les matières inflammables ou dangereuses (y compris les capsules et cartouches chargées et des allumettes).

b) Des articles obscènes ou immoraux.

c) Des articles dont l'admission n'est pas permise par la loi ou par les règlements douaniers ou autres.

d) Des lettres ou communications qui constituent un acte de correspondance personnelle et actuelle aussi bien que des correspondances en paquets portant une adresse autre que celle du destinataire du colis.

(Il est cependant permis d'inclure dans un colis postal en lettre ouverte une facture contenant les détails de l'envoi et une simple copie de l'adresse de l'expéditeur et de celle du destinataire.)

e) Les animaux vivants (excepté les abeilles, lesquelles doivent être enfermées dans des boîtes, de manière à éviter tout danger aux employés des postes et permettre de visiter leur contenu).

2. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the office of origin, unless the Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise. In the latter case the office of despatch shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the office of origin.

3. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the office of origin; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

Article 10.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges, levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 11.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 10, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 12.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The sender may request at the time of posting that if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the face of the address and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms:

“ If not delivered as addressed, abandon ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to

..... ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charge due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 20.

2. Un colis qui a été reçu par erreur sera retourné au bureau d'origine, à moins que l'administration du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement. Dans ce dernier cas, le bureau d'expédition sera informé d'une manière précise du traitement accordé au colis.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications constituant une correspondance personnelle n'entraînera en aucun cas son retour au bureau d'origine.

3. Les explosifs, les substances inflammables ou dangereuses, les articles obscènes ou immoraux ne seront pas retournés au bureau d'origine ; il en sera disposé par l'administration postale qui les aura trouvés dans les courriers suivant ses propres règlements intérieurs.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis postal sera réexpédié par suite de changement d'adresse du destinataire. L'administration du pays de destination prélèvera les frais prescrits pour la réexpédition par ses règlements intérieurs. Egalemeut, un colis peut être réexpédié d'un des deux pays qui sont Parties dans cette convention à un autre pays, pourvu que le colis remplisse les conditions requises et que le port additionnel soit payé au moment de la réexpédition ou qu'il soit établi par des documents que le destinataire le paiera.

2. Les frais additionnels réclamés pour la réexpédition et non payés par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulés en cas de réexpédition plus loin ou de retour au bureau d'origine, mais seront recouvrés du destinataire ou de l'expéditeur suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous frais spéciaux encourus et que le pays de destination ne consentira pas à annuler.

Article 11.

COLIS MAL EXPÉDIÉS.

Les colis reçus par erreur, ou mal expédiés seront transmis suivant les dispositions de l'article 10, alinéas 1 et 2 des règlements de détail.

Article 12.

DÉFAUT DE LIVRAISON.

1. En l'absence d'une requête de l'expéditeur pour agir autrement un colis qui ne peut pas être délivré sera retourné à l'expéditeur sans notification préalable et à ses frais après rétention durant la période prescrite par les règlements du pays destinataire.

2. L'expéditeur peut demander au moment de l'expédition si le colis ne peut pas être délivré comme adressé qu'il soit traité ou *a*) comme abandonné, ou *b*) délivré à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre alternative n'est admissible. Si l'expéditeur se prévaut de cette facilité qui lui est accordée, sa demande doit être consignée sur la note d'expédition et être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« Si ce n'est pas délivrable comme adressé, abandonnez. »

« Si ce n'est pas délivrable comme adressé, délivrez à »

La même requête doit être aussi écrite sur l'emballage des colis.

3. Les frais de retour sur les colis non délivrés seront recouvrés suivant les prévisions de l'article 20.

Article 13.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 14.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 15.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the office of destination, but shall be treated in accordance with its legislation.

Article 16.

ENQUIRIES.

Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting.

Article 17.

COMPENSATION.

1. In all cases of loss, abstraction, or damage, except such as are beyond control, the sender, or, in default of or at the request of the sender, the addressee, shall be entitled to an indemnity corresponding with the actual amount of the loss, abstraction, or damage, unless the damage has arisen from the fault or negligence of the sender or from the nature of the article and provided always that the indemnity does not exceed £1.

2. The obligation of paying the indemnity shall rest with the despatching office, but until the contrary is shown, the responsibility for the loss, damage or abstraction shall rest with the office which, having received the parcel without making any observation, cannot prove its delivery in good condition to the addressee, or in the case of the transit parcel its regular transfer to the next office.

3. The payment of the indemnity to the sender or addressee ought to take place as soon as possible, and at the latest within a year of the date of the application. The Administration responsible will be bound to make good, without delay, the amount of the indemnity paid.

4. No application for an indemnity will be entertained unless made within a year of the posting of the parcel ; and after this term the applicant will have no right to any indemnity.

5. If the loss, abstraction, or damage shall have occurred in the course of conveyance between the exchanging offices, and it shall not be possible to ascertain on the territory or in the service of which the loss, abstraction, or damage took place the indemnity shall be shared equally.

Article 13.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties se chargeront de faire annuler les droits de douane sur les colis qui sont renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés à un troisième pays.

Article 14.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles en danger de détérioration, de putréfaction et ceux-ci seulement, peuvent être vendus immédiatement même quand ils sont en transit ou en voyage de retour, sans avis préalable ou formalités judiciaires. Si pour quelque raison la vente est impossible les articles gâtés ou putréfiés seront détruits.

Article 15.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui ne peuvent être délivrés à leurs destinataires et que les expéditeurs ont abandonnés ne seront pas retournés par le bureau destinataire, mais seront traités suivant la législation.

Article 16.

RECHERCHES.

Les recherches ne seront admises que dans la période d'une année à partir du jour qui suivra la date du dépôt du colis à la poste.

Article 17.

COMPENSATION.

1. Dans tous les cas de perte, soustraction, dommage, sauf cas de force majeure, l'expéditeur, ou à défaut d'expéditeur, ou à sa requête, le destinataire aura droit à une indemnité équivalant au montant actuel de la perte, soustraction ou dommage, à moins que le dommage ne provienne de la faute ou de la négligence de l'expéditeur ou de la nature de l'article et pourvu que dans tous les cas l'indemnité n'excède pas une livre sterling.

2. L'obligation de payer l'indemnité restera à la charge du bureau expéditeur, mais jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité en cas de perte, dommage ou soustraction sera à la charge du bureau qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut pas prouver sa délivrance en bon état au destinataire, ou, dans le cas d'un colis en transit, son transfert régulier au prochain bureau.

3. Le paiement de l'indemnité à l'expéditeur ou au destinataire doit avoir lieu aussitôt que possible, et au plus tard dans une année à partir de la date de la demande.

L'administration responsable sera tenue de payer, sans délai, le montant de l'indemnité.

4. Aucune demande d'indemnité ne sera prise en considération si elle n'est faite dans l'année du dépôt du colis à la poste, et ce délai expiré, le demandeur n'aura droit à aucune indemnité.

5. Si la perte, la soustraction ou le dommage se produisent dans le cours du transport et qu'il ne soit pas possible de déterminer sur le territoire ou dans le service duquel des deux offices la perte, la soustraction ou le dommage se sont produits, l'indemnité sera supportée par moitié.

Article 18.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 19.

CREDIT FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance of the parcel.

Article 20.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the re-transmitting office shall claim from the other the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return, at rate of 0.25, 0.75, 1.50, 2.50 gold francs for parcels not exceeding 1, 3, 5 and 10 kilogrammes respectively.

Article 21.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In the case of further redirection or of the return to origin, the redirection charge prescribed by Article 10, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 22.

MISCELLANEOUS FEES.

The following fees shall be retained in full by the office which has collected them.

1. The fee for delivery and for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the office of destination.

Article 23.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention of Cairo.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the

Article 18.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations cesseront d'être responsables des colis délivrés suivant leurs règlements intérieurs et dont les destinataires ou leurs agents auront accepté la délivrance sans réserve.

Article 19.

CRÉDIT DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié d'un des deux pays pour être délivré dans l'autre le bureau expéditeur accordera au bureau de destination les frais qui lui reviennent en vertu des stipulations des articles 4 et 5.

Sur chaque colis expédié d'un des deux pays en transit à travers l'autre, le bureau expéditeur allouera à l'autre bureau les frais dus pour le transport des colis.

Article 20.

RÉCLAMATION EN CAS DE NOUVELLE ADRESSE OU DE RETOUR.

En cas de réclamation pour nouvelle adresse ou retour d'un colis d'un pays à l'autre, le bureau chargé de la réexpédition réclamera de l'autre les frais qui lui sont dus à lui et à toute autre administration ayant pris part à la réexpédition ou retour, au taux de 0,25, 0,75, 1,50, 2,50 francs-or pour colis n'excédant pas 1, 3, 5, et 10 kilogrammes chacun.

Article 21.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION AU PAYS DE DESTINATION.

Au cas de réexpédition plus loin ou de retour au pays d'origine, la taxe de réexpédition prévue par l'article 10, alinéa 2, reviendra au pays qui a réexpédié le colis dans son propre territoire.

Article 22.

TAXES DIVERSES.

Les taxes suivantes seront retenues en totalité par le bureau qui les aura perçues.

1. La taxe pour la délivrance et le dédouanement dont il est question à l'article 6 sera retenue par le bureau de destination.

Article 23.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans cet accord sont des francs et centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale du Caire.

2. Les colis ne seront assujettis à aucune taxe autre que celles envisagées dans cet accord, excepté par consentement mutuel entre les deux administrations.

3. Dans des circonstances extraordinaires, chacune des deux administrations peut suspendre provisoirement l'envoi des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à la condition d'en donner avis immédiatement à l'autre par câble, si c'est nécessaire.

4. Les deux administrations ont rédigé les règlements de détail qui suivent en vue d'assurer l'exécution du présent accord. De plus amples questions de détail, non incompatibles avec les

general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Haiti and of Jamaica shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 24.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement and have fixed their seals thereto.

Done in duplicate at King's House, Jamaica, on the sixth day of June, 1936, and at Port-au-Prince, Haiti, the seventeenth day of December, 1936.

(Seal) Edward DENHAM,
Governor of Jamaica.
G. N. LÉGER.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT FOR THE DIRECT EXCHANGE OF PARCELS BETWEEN
THE POST OFFICE OF HAITI AND THE POST OFFICE OF JAMAICA.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Misset parcels will be re-transmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any agreement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the office of Exchange of origin and the office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bills and other documents shall be distinctly labelled.

dispositions générales de cet accord et non prévues dans les règlements de détail peuvent être prises au fur et à mesure par consentement mutuel.

5. La législation intérieure d'Haïti et de la Jamaïque reste applicable pour ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans le présent accord et dans les règlements de détail.

Article 24.

MISE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Cet accord entrera en vigueur à une date qui sera fixée par entente mutuelle entre les deux administrations et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date à laquelle il peut être dénoncé par l'une des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs signatures respectives.

Fait en double à King's House, Jamaïque, le sixième jour de juin 1936, et à Port-au-Prince, Haïti, le dix-septième jour de décembre 1936.

Edward DENHAM,
(Seal.)
Governor of Jamaica.
G. N. LÉGER.

RÈGLEMENT DE DÉTAIL

POUR METTRE A EXÉCUTION LA CONVENTION RELATIVE A L'ÉCHANGE DIRECT DES COLIS POSTAUX CONCLUE ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES D'HAÏTI ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA JAMAÏQUE.

Article premier.

CIRCULATION.

1. Chaque administration expédiera par les routes et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis, les colis délivrés par l'autre administration pour être transportés en transit à travers son territoire.

2. Les colis mal expédiés seront transmis à leur destination propre par la route la plus directe qui sera offerte au bureau qui les transmet.

Article 2.

MÉTHODE DE TRANSPORT. FOURNITURE DE SACS.

1. L'échange des colis se fera par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment liés et scellés.

En l'absence de tout arrangement contraire, la transmission des colis envoyés en transit par l'une des deux Parties contractantes sera effectuée « à découvert ».

3. Une étiquette montrant le bureau originaire d'échange et le bureau destinataire d'échange sera attachée au col de chaque sac, le nombre de colis contenus dans chaque sac étant indiqué au verso de l'étiquette.

4. Le sac contenant les factures des colis et autres documents sera distinctement étiqueté.

5. The weight of the bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).
6. The bags shall be supplied by each Post Office for the forwarding of their mails, and shall be returned empty by next mail. Each bag shall be stencilled on all four sides : “ (Name of Dominion or Colony) ” and “ (Name of Country) ”.
- The bags shall be used exclusively for the exchange of parcels between Jamaica and Hayti and not for any other service and each post office shall be required to make good the value of any bag which it fails to return.
7. The bags received by each post office with parcels from the other shall be returned empty made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched with the parcel mail addressed to the office of origin. The number of bags so forwarded shall be advised on the regular Parcel Bill.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

- i. Each Administration shall communicate with the other by means of a table :
- (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;
 - (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;
 - (c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;
 - (d) The number of Customs declarations which must accompany each parcel, and any other necessary information.
2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.‡

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges of parcels either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

- (a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in a parcel a copy of the address together with a note of his own address.
- (b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

- i. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood)

5. Le poids de tout sac contenant des colis n'excédera pas 36 kilos (80 livres).

6. Les sacs seront fournis par chaque office postal pour l'expédition de son courrier et seront retournés vides par le prochain courrier. Chaque sac sera estampillé sur les quatre côtés « nom du dominion ou de la colonie » et « nom du pays ».

Les sacs seront employés exclusivement à l'échange des colis entre la Jamaïque et Haïti et pour aucun autre service et chaque service postal sera requis de payer la valeur de tous les sacs qu'il n'aura pas retournés.

7. Les sacs reçus par chaque bureau postal avec des colis provenant de l'autre, seront retournés vides, et mis en paquets de dix (neuf sacs enfermés en un) et expédiés avec la malle des colis à l'adresse du bureau d'origine. Le nombre de sacs ainsi retournés sera inscrit sur le bordereau usuel de colis.

Article 3.

INFORMATIONS A FOURNIR.

1. Chaque administration communiquera avec l'autre au moyen d'un tableau contenant :

- a) Les noms des pays où les colis doivent être expédiés ;
- b) Les routes utilisables pour la transmission desdits colis sur son territoire ou dans son service ;
- c) La somme totale à lui créditer par l'autre administration pour chaque destination ;
- d) Le nombre des déclarations de douane qui doivent accompagner chaque colis et toutes autres informations nécessaires.

2. Chaque administration fera savoir à l'autre les noms des pays auxquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par son intermédiaire, à moins que dans un cas particulier le nombre desdits colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION D'ÉQUIVALENCE.

En fixant les frais pour les colis, les deux administrations seront libres d'adopter tels équivalents convenables de leur propre monnaie.

Article 5.

PRÉPARATION DES COLIS.

a) Chaque colis portera l'adresse du destinataire en caractères romains. Les adresses au crayon ne seront pas permises. Les adresses écrites avec un crayon à copier sur une surface humide seront acceptées. L'adresse sera écrite sur le colis lui-même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il sera inséré dans l'envoi une copie de l'adresse du destinataire avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

b) Sera emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et à la protection du contenu.

Les articles susceptibles de causer du tort aux employés de la poste ou de gâter les autres colis seront emballés de manière à empêcher ces risques.

Article 6.

EMBALLAGE SPÉCIAL.

1. Les liquides et les substances facilement liquéfiables seront emballés en double récipient. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîtes, etc.) et le second récipient (boîte de métal

shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Colouring substances such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles, dry non-colouring powders shall be placed in boxes of metal, wood or cardboard ; these boxes shall be enclosed in a cover of linen or parchment.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery, or any article of gold or silver exceeding £100 sterling (2,500 francs) in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Customs Declaration according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declaration shall be firmly attached to the parcel.

2. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of the Customs Declarations.

Article 8.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel shall bear a label indicating the serial number and the name of the office of posting. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 9.

DATE-STAMP IMPRESSION.

Each parcel shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 10.

RE-TRANSMISSION.

1. The office re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it. When an office returns such a parcel to the office from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expense of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting office shall allow to the office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim to be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the office which sends the parcel back shall allow to the office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Jamaica or Hayti has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

ou de bois solide) il sera laissé un espace qui sera rempli avec de la sciure, du son ou de toute autre matière absorbante en quantité suffisante pour absorber le liquide en cas de casse ou de coulage.

2. Les substances colorantes telles que l'aniline, etc., seront admises seulement en fortes boîtes de métal placées à l'intérieur de boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients. Les poudres sèches non colorantes seront placées en boîtes de métal, bois ou carton et ces boîtes elles-mêmes seront emballées dans une couverture de toile ou de parchemin.

3. Tout colis contenant des pierres précieuses, bijoux ou tout autre article en or ou argent dont la valeur dépasse 100 livres sterling (2.500 francs) sera enfermé en une boîte ne mesurant pas moins de 3 pieds 6 pouces (1,05 mètre) longueur et pourtour combinés.

Article 7.

NOTES D'EXPÉDITION ET DÉCLARATION DE DOUANE.

1. Chaque colis sera accompagné par des déclarations de douane, suivant les règlements du pays de destination, et ces déclarations seront solidement attachées au colis.

2. Les deux administrations déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations de douane.

Article 8.

NUMÉRO DE SÉRIE ET LIEU D'EXPÉDITION.

Chaque colis portera une étiquette, indiquant le numéro de la série et le nom de la poste d'expédition. Une poste d'expédition n'emploiera pas deux ou plusieurs séries d'étiquettes à la fois, à moins que chaque série ne soit pourvue d'une marque distinctive.

Article 9.

TIMBRAGE A DATE.

Le colis sera timbré par le bureau postal sur le côté de l'adresse avec un timbre montrant le lieu et la date de dépôt du colis.

Article 10.

RÉEXPÉDITION.

1. Le bureau qui réexpédie un colis postal mal envoyé ne prélèvera pas de droits de douane ni de frais non postaux sur ce colis.

Quand un bureau retourne un tel colis au bureau correspondant, il remboursera les crédits reçus et l'erreur sera signalée au moyen d'une note de rectification.

Dans les autres cas et si la somme créditée est insuffisante pour couvrir les frais de la réexpédition, le bureau réexpéditeur bonifie à l'office auquel il remet le colis, des droits de transport que comporte l'acheminement ; il se crédite alors du montant de la différence par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis le colis en fausse direction. La raison de cette reprise sera notifiée à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Quand un colis a été mal dirigé par suite d'une erreur imputable au service postal, et doit pour cette raison être retourné au pays d'origine, le bureau qui restitue le colis, allouera à l'office qui le lui a livré, les crédits qu'il en a reçus.

3. Les frais sur un colis réexpédié par suite d'un changement d'adresse ou d'une erreur de l'expéditeur, à un pays avec lequel la Jamaïque ou Haïti a un accord pour l'échange de colis postaux, seront réclamés de l'administration à laquelle le colis est envoyé à moins que ces frais n'aient été payés au moment de la réexpédition. En pareil cas, le colis sera considéré comme s'il avait été adressé directement du pays qui le réexpédie au pays de destination.

4. A parcel shall be re-transmitted in its original packing. If the parcel, for any reason whatever, has to be re-packed, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered on the parcel.

Article 11.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 11, section 2, of the Agreement, the office of destination need not comply with it but may return the parcel to the office of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely thereon the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 12.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 14 of the Agreement a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the office of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 13.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in a manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 14.

PARCEL BILL.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed hereto.¹

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bill in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination, and so far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 15.

VERIFICATION NOTE.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the

¹ Not reproduced.

4. Un colis sera réexpédié dans son emballage primitif. Si le colis, pour quelque raison que ce soit, doit être emballé à nouveau, le nom du bureau d'origine du colis et le numéro de la série primitive seront portés sur le colis.

Article 11.

RETOUR DES COLIS NON DÉLIVRÉS.

1. Si l'expéditeur d'un colis non délivrable a fait une requête non conforme à l'article 11, section 2, de la convention, le bureau de destination n'en tiendra pas compte, mais retournera le colis au bureau d'origine, après l'avoir retenu pour la période prescrite par les règlements du pays de destination.

2. Le bureau qui retourne un colis à l'expéditeur indiquera clairement et d'une manière concise la cause de la non-livraison. L'information sera fournie par écrit ou sur une étiquette ou au moyen d'un imprimé.

3. Un colis qui doit être retourné à l'expéditeur sera indiqué sur la facture des colis par le mot « Rebut » (retourné) dans la colonne observations. Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite du changement d'adresse du destinataire.

Article 12.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Quand un colis a été vendu ou détruit suivant les dispositions de l'article 14 de la convention, un rapport de la vente ou de la destruction sera préparé.

2. Le produit net de la vente sera employé en premier lieu à acquitter les dépenses y compris les droits de douane, sur le colis, la balance restante sera expédiée au bureau d'origine pour être remboursée à l'expéditeur, les frais de l'expédition à la charge de celui-ci.

Article 13.

RECHERCHES CONCERNANT LES COLIS.

Pour les recherches concernant les colis, une forme pareille à celle annexée aux règlements de détail des colis postaux de l'Accord de l'Union postale universelle sera employée. Ces formes seront expédiées aux bureaux désignés par les deux administrations et ils en useront suivant une entente mutuelle entre les deux administrations.

Article 14.

FACTURE DES COLIS POSTAUX.

1. Tous les colis seront inscrits séparément par le bureau expéditeur d'échange sur un bordereau de colis pareil au spécimen ci-annexé¹.

2. Chaque bureau d'échange d'expédition numérotera les factures au sommet du coin gauche, en une série annuelle pour chaque bureau d'échange de destination et, autant qu'il est possible, notera au-dessous du numéro le nom du bateau transportant la malle. Une note du dernier numéro de l'année sera inscrite sur la première facture de colis de l'année suivante.

Article 15.

NOTE DE VÉRIFICATION

1. Dès réception d'une malle, soit de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange pointera les colis et les différents documents qui doivent les accompagner ou les sacs vides suivant le cas et vérifiera

¹ Non reproduit.

case may be, against the particulars entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Any discrepancies in the credits and accounting shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The accepted Verification Notes shall be attached to the Parcel Bills to which they relate. Corrections made on Parcel Bills not supported by vouchers shall not be considered valid.

Article 16.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Administration shall cause each of its offices of exchange to prepare quarterly for all the parcel mails received from the offices of exchange of the other Administration a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarised by the same Administration in an account, which shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following the quarter to which it relates.

Article 17.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Administration by a draft either through London or New York.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account related. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 5 per cent. per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 18.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connection with the working of the service.

Article 19.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at King's House, Jamaica, on the sixth day of June, 1936, and at Port-au-Prince, Hayti, on the seventeenth day of December, 1936.

(Seal)

Edward DENHAM,
Governor of Jamaica.

G. N. LÉGER.

aussi les détails contenus dans la facture y relative, et, si cela est nécessaire, signalera les articles manquants ou autres irrégularités au moyen d'une note de vérification.

2. Toute erreur dans les crédits ou dans les comptes sera notifiée au bureau d'expédition par la note de vérification. Les notes de vérification seront attachées à la facture relative au colis. Les corrections faites dans la facture et non appuyées par des pièces justificatives ne seront pas considérées comme valables.

Article 16.

COMPTE DE CRÉDITS.

1. Chaque administration fera en sorte que chacun de ses bureaux d'échange prépare trimestriellement pour tous arrivages de colis venant des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des valeurs totales portées sur les factures de colis, ou à son crédit ou à son débit.

2. Ces états seront ensuite réunis en un compte, lequel sera envoyé à l'administration correspondante au cours du mois suivant le trimestre pour lequel le relevé a été fait.

Article 17.

RÈGLEMENT DE COMPTES.

1. Le paiement des balances de compte sera fait par l'administration débitrice à l'administration créditrice par une traite sur Londres ou New-York.

2. La préparation et l'envoi des comptes généraux et le paiement des balances de comptes s'effectueront aussitôt que possible, et, au plus tard, dans un délai de trois mois, à partir de la fin de l'époque à laquelle se rapportent les comptes. Après l'expiration de ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt de 5 % l'an à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 18.

COMMUNICATIONS ET AVIS.

Chaque administration fournira à l'autre toutes les informations nécessaires concernant les points de détail intéressant le travail du service.

Article 19.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DES RÈGLEMENTS DE DÉTAIL.

Les présents règlements de détail entreront en vigueur le même jour que la convention sur les colis postaux et auront la même durée que cette convention. Les administrations intéressées auront cependant le pouvoir après consentement de modifier les détails de temps en temps.

Fait en double à King's House, Jamaïque, le sixième jour de juin 1936, et à Port-au-Prince, Haïti, le dix-septième jour de décembre 1936.

(Seal.)

Edward DENHAM,
Governor of Jamaica.

G. N. LÉGER.

N° 4109.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET VILLE LIBRE DE DANTZIG**

Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes de la Ville libre de Dantzig relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 18 décembre 1936, et à Dantzig, le 13 janvier 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FREE CITY OF DANZIG**

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of the Free City of Danzig for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, December 18th, 1936, and at Danzig, January 13th, 1937.

No. 4109. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF THE FREE CITY OF DANZIG FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 18TH, 1936, AND AT DANZIG, JANUARY 13TH, 1937.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place May 5th, 1937.

THE POST OFFICES OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and OF THE FREE CITY OF DANZIG agree to effect a regular direct exchange of parcels between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Free City of Danzig.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for the Free City of Danzig posted in the United Kingdom shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, and 6 feet in length and girth combined; and a parcel for the United Kingdom posted in the Free City of Danzig shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

¹ Came into force February 1st, 1937.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4109. — POSTPAKETABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER POSTVERWALTUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND UND DER POSTVERWALTUNG DER FREIEN STADT DANZIG. GEZEICHNET IN LONDON, AM 18. DEZEMBER 1936, UND IN DANZIG, AM 13. JANUAR 1937.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 5 mai 1937.

DIE POSTVERWALTUNGEN DER FREIEN STADT DANZIG UND DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND sind übereingekommen, einen regelmässigen, unmittelbaren Austausch von Postpaketen zwischen der Freien Stadt Danzig und dem Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nordirland auszuführen.

In diesem Abkommen und seinen Ausführungsbestimmungen umfasst der Ausdruck „Vereinigtes Königreich“ Grossbritannien und Nordirland, die Kanalinseln und die Insel Man.

ABKOMMEN.

Artikel 1.

GEWICHTS- UND AUSDEHNUNGSGRENZEN.

1. Das Höchstgewicht der im Vereinigten Königreich aufgelieferten Pakete nach dem Freistaat Danzig und der im Freistaat Danzig aufgelieferten Pakete nach dem Vereinigten Königreich beträgt 10 kg. (22 englische Pfund). Die Höchstmasse der Pakete aus dem Vereinigten Königreich nach dem Freistaat Danzig sind auf 3 Fuss 6 Zoll in der Länge und 6 Fuss in Länge und Umfang zusammen festgesetzt; die Höchstmasse der Pakete aus dem Freistaat Danzig nach dem Vereinigten Königreich dürfen 1,05 Meter in der Länge und 1,80 Meter in Länge und Umfang zusammengenommen nicht überschreiten.

2. Für die richtige Berechnung des Gewichts und der Ausdehnungen eines Pakets ist die Ansicht der Aufgabeverwaltung massgebend, es sei denn, dass offenbar ein Irrtum vorliegt.

Artikel 2.

PAKETDURCHGANG.

Die beiden Verwaltungen gewährleisten das Recht des Durchgangs für Pakete durch ihr Gebiet nach oder von einem Land, mit dem sie Paketpostverbindungen unterhalten. Die Durchgangspakete unterliegen den Bestimmungen dieses Abkommens und der Vollzugsordnung, sofern sie anwendbar sind.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} février 1937.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on a parcel shall be compulsory, except in the case of a redirected or returned parcel.
2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of the United Kingdom shall be Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00 and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 3 kgs. (7 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) in weight respectively; and the territorial rates of the Free City of Danzig shall be Fr. 0.55, Fr. 0.75 and Fr. 1.25 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) in weight respectively.

The Postal Administration of the Free City of Danzig reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Postal Administration of the United Kingdom reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of the Free City of Danzig may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Postal Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Artikel 3.

FREIMACHUNG, GEBÜHREN.

1. Die Freigebühren für die Pakete müssen ausser bei nachgesandten oder zurückgesandten Paketen vorausbezahlt werden.
2. Die Gebühr setzt sich aus den Anteilen zusammen, die den an der Land- oder Seebeförderung teilnehmenden Postverwaltungen zukommen.

Artikel 4.

LANDGEBÜHR.

Für Postpakete, die von einem Land nach dem andern befördert werden, sind folgende Landgebühren festgesetzt :

- a) die Danziger Landgebühr beträgt für Pakete bis zu 1 kg (2 lb.) 0,55 Frank, über 1 bis 5 kg (11 lb.) 0,75 Frank und über 5 bis 10 kg (22 lb.) 1,25 Franken ;
- b) die britische Landgebühr beträgt für Pakete bis zu 1 kg (2 lb.) 1 Frank, über 1 bis 3 kg (7 lb.) 1,50 Frank, über 3 bis 5 kg (11 lb.) 2 Franken, und über 5 bis 10 kg (22 lb.) 3,15 Franken.

Die Postverwaltung der Freien Stadt Danzig hat das Recht, ihre Gebühren in dem Masse zu ändern, als Gebührenänderungen durch zwischenstaatliche Abkommen, die dem Abkommen von Kairo vom Jahre 1934 folgen, eingeführt werden.

Wenn die Postverwaltung des Vereinigten Königreichs ihre Landanteile im Paketverkehr mit andern Ländern ändert, ist sie berechtigt, die gleiche Änderung auch im Verkehr mit dem Freistaat Danzig eintreten zu lassen.

Artikel 5.

SEEGEBÜHR.

Jede der beiden Verwaltungen ist berechtigt, die Gebühr für die von ihr besorgte Seebeförderung festzusetzen.

Artikel 6.

VERZOLLUNGSPOSTGEBÜHR.

Die Postverwaltung der Freien Stadt Danzig kann für die Zuführung zum Zoll und die Verzollung oder für die blosse Zuführung zum Zoll eine Gebühr von höchstens 50 Centimen für jedes Paket erheben. Diese Gebühr kann in Übereinstimmung mit dem künftigen Weltpostvereinsabkommen anderweitig festgesetzt werden. Die Postverwaltung des Vereinigten Königreichs kann eine solche Gebühr erheben, sofern sie für ähnliche Dienstverrichtungen im Verkehr mit allen andern Ländern eingeführt wird.

Artikel 7.

ZOLL- UND SONSTIGE GEBÜHREN.

Zoll- und sonstige nicht postmässige Gebühren sind von den Empfängern der Pakete zu zahlen, wenn in diesem Abkommen nichts anderes vorgesehen ist.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

By making a declaration beforehand at the office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Administration of the country of destination, and, if necessary, to make adequate deposits.

The Administration which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 50 centimes per parcel. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 6 above.

On a parcel sent under this arrangement and originating in the United Kingdom the Postal Administration of the United Kingdom shall be authorized to collect from the sender a special fee, not exceeding one shilling.

Article 9.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 10.

EXPRESS PARCELS.

1. Parcels shall, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or if the office of destination is not in a position to deliver parcels at the addressee's residence notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called "express" parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination, the Postal Administration to which that office is subordinate may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 36, section 2, if the parcel is redirected or cannot be delivered.

3. Only one attempt shall be made to deliver by express to the addressee either the parcel itself, or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

Article 11.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

Artikel 8.

GEBÜHRENFREIE AUSHÄNDIGUNG VON PAKETEN.

Der Absender kann durch eine vorhergehende Erklärung bei der Aufgabepostanstalt die Bezahlung aller Gebühren übernehmen, die auf seinem Paket bei der Aushändigung lasten.

In solchen Fällen muss der Absender sich zur Zahlung der von der Bestimmungsverwaltung verlangten Beträge verpflichten und, gegebenenfalls, einen angemessenen Betrag hinterlegen.

Die Verwaltung, die für Rechnung des Absenders Beträge verauslagt, darf hierfür eine Gebühr von höchstens 50 Centimen für jedes Paket erheben. Diese Gebührenzettelgebühr ist unabhängig von der im Artikel 6 vorgesehenen Verzollungspostgebühr.

Die Postverwaltung des Vereinigten Königreichs ist ausserdem berechtigt, vom Absender eines im Vereinigten Königreich aufgelieferten Pakets eine besondere Gebühr von höchstens 1 Schilling zu erheben.

Artikel 9.

LAGERGEBÜHR.

Für ein postlagerndes Paket, und für ein Paket, das in der vorgeschriebenen Frist nicht abgeholt wird, kann jede der beiden Postverwaltungen eine nach ihrer Gesetzgebung festgesetzte Lagergebühr erheben.

Diese Gebühr darf nicht über 5 Franken hinausgehen.

Artikel 10.

EILPAKETE.

1. Pakete werden auf Verlangen des Absenders sogleich nach der Ankunft durch besonderen Boten zugestellt; wenn die Bestimmungspostanstalt nicht in der Lage ist, die Pakete selbst in der Wohnung des Empfängers zuzustellen wird dieser von dem Eingang der Pakete unverzüglich durch besonderen Boten benachrichtigt.

Solche „Eilsendungen“ (Express) unterliegen neben der gewöhnlichen Gebühr noch einer besonderen Gebühr von 80 Centimen, die der Absender voll vorauszuentsrichten hat.

2. Liegt die Wohnung des Empfängers ausserhalb des Ortszustellbereichs der Bestimmungspostanstalt, so kann diese eine Ergänzungsgebühr bis zur Höhe des im innern Verkehr für die Eilzustellung festgesetzten Botenlohns erheben; dabei wird die vom Absender entrichtete feste Gebühr oder deren Gegenwert in der Währung des Landes, das die Ergänzungsgebühr erhebt, angerechnet.

Diese Ergänzungsgebühr bleibt gemäss den Bestimmungen des Artikels 36, § 2, auf der Sendung haften, wenn das Paket nachgesandt oder unzustellbar wird.

3. Die Eilzustellung des Pakets oder der Eingangsmeldung wird nur einmal versucht. Ist dieser Versuch erfolglos, so wird das Paket nicht mehr als Eilsendung behandelt, sondern wie ein gewöhnliches Paket zugestellt.

Artikel 11.

VERBOTE.

1. Pakete dürfen keine Zettel, Briefe oder Schriftstücke enthalten, die die Eigenschaft einer eigentlichen und persönlichen Mitteilung haben, ebensowenig Sendungen irgendeiner Art, die eine andre Anschrift als die des Paketempfängers oder der bei ihm wohnenden Personen tragen.

Es ist jedoch gestattet, der Sendung eine offene Rechnung beizufügen, wenn sie nur solche Angaben enthält, die das Wesen einer Rechnung ausmachen.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or may soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 12.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 13.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Postal Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

2. Es ist auch verboten, in ein Paket einzulegen :

- a) Gegenstände, die ihrer Beschaffenheit oder Verpackung nach Postbeamte gefährden oder andere Sendungen beschmutzen oder beschädigen können ;
- b) explodierbare, leicht entzündliche oder gefährliche Stoffe (einschliesslich der Zündhütchen, geladenen Metallpatronen und Zündhölzer) ;
- c) lebende Tiere (ausgenommen Bienen, die so in Kisten verpackt sein müssen, dass jede Gefahr für die Postbeamten vermieden wird und der Inhalt geprüft werden kann) ;
- d) Gegenstände, deren Zulassung durch Zoll- oder andere Gesetze und Verordnungen verboten ist ;
- e) unzüchtige und unsittliche Gegenstände.

Es ist ausserdem verboten, Geldstücke, Platin, Gold oder Silber in verarbeitetem oder nicht verarbeitetem Zustand, Edelsteine, Kleinodien oder andere kostbare Gegenstände in Paketen ohne Wertangabe nach solchen Ländern zu versenden, die eine Wertangabe zulassen.

3. Pakete, die zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden sind, müssen an das Aufgabeland zurückgesandt werden, es sei denn, dass die Verwaltung des Bestimmungslandes durch ihre Gesetze ermächtigt ist, anderweit darüber zu verfügen.

Der Umstand, dass ein Paket einen Brief oder Schriftstücke enthält, die dem Zweck einer eigentlichen oder persönlichen Mitteilung dienen, darf indes keinesfalls zur Rücksendung nach dem Aufgabeland Anlass geben.

4. Explodierbare, leicht entzündliche oder gefährliche Stoffe und Gegenstände unzüchtiger oder unsittlicher Art werden nicht nach dem Aufgabeland zurückgesandt, sondern von der Verwaltung, die sie in den Paketposten vorfindet, nach den Vorschriften ihres Landes behandelt.

5. Falls ein Paket, das zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden ist, weder zurückgesandt noch dem Empfänger zugestellt wird, muss die Aufgabeverwaltung von der weiteren Behandlung des Pakets ausführlich benachrichtigt werden, damit sie die etwa erforderlichen Massnahmen treffen kann.

Artikel 12.

RÜCKSCHEIN.

Der Absender kann für ein Paket mit Wertangabe unter den für Postpakete durch das Postpaketabkommen des Weltpostvereins vorgeschriebenen Bedingungen einen Rückschein erhalten. Für Pakete ohne Wertangabe kann ein Rückschein nicht verlangt werden.

Artikel 13.

NACHSENDUNG.

1. Hat der Empfänger seinen Wohnort im Gebiet des Bestimmungslandes verändert, so kann das Paket nachgesandt werden. Die Verwaltung des Bestimmungslandes kann eine Nachsendungsgebühr gemäss ihren innern Vorschriften erheben. Ebenso kann ein Paket von einem der beiden Länder, die an diesem Abkommen teilnehmen, nach einem andern Land nachgesandt werden, wenn das Paket den Bedingungen für die neue Beförderung genügt und die Nachsendungskosten entweder, was als Regel zu gelten hat, vorausbezahlt werden oder wenn die Bezahlung dieser Kosten durch den Empfänger einwandfrei sichergestellt ist.

2. Sondergebühren, die bei der Nachsendung entstanden sind, und die vom Empfänger oder seinem Vertreter nicht entrichtet sind, bleiben im Falle einer weiteren Nachsendung oder der Rücksendung nach dem Aufgabeland auf der Sendung haften und werden von dem Empfänger oder, gegebenenfalls, vom Absender eingezogen, der auch andre vom Bestimmungsland nicht niedergeschlagene besondere Kosten zu zahlen hat.

Article 14.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be re-transmitted or returned in accordance with the provisions of Article 28, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 15.

NON-DELIVERY.

1. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (*a*) treated as abandoned, or (*b*) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon. ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to..... ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

2. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Postal Administration of the country of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 35.

Article 16.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 17.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 18.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Postal Administration of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Artikel 14.

FEHLGELEITETE UND VORSCHRIFTSWIDRIGE PAKETE.

Fehlgeleitete oder zu Unrecht zur Beförderung zugelassene Pakete unterliegen den Vorschriften des Artikels 28, §§ 1 und 2, der Vollzugsordnung.

Artikel 15.

UNZUSTELLBARKEIT.

1. Der Absender kann bei der Einlieferung verlangen, dass das Paket im Fall der Unzustellbarkeit entweder

- a) als preisgegeben behandelt oder
- b) an einen andern Empfänger im Bestimmungsland ausgehändigt werde.

Andere Verfügungen sind nicht zulässig. Die auf der Paketkarte und auf dem Paket selbst anzubringenden Vorausverfügungen des Absenders müssen nach Form und Inhalt folgendem Wortlaut gleich oder ähnlich sein :

- „ Wenn unzustellbar, preisgegeben. “
- „ Wenn unzustellbar, aushändigen an “

2. Sofern der Absender keine gegenteilige Bestimmung getroffen hat, wird ein Paket, das nicht zugestellt werden kann, ohne vorherige Benachrichtigung nach Ablauf der durch die Vorschriften des Bestimmungslandes festgesetzten Frist auf seine Kosten an ihn zurückgesandt.

Dessenungeachtet wird ein Paket, das vom Empfänger endgültig verweigert worden ist, sogleich zurückgesandt.

3. Die auf zurückgesandten unzustellbaren Paketen lastenden Gebühren sind gemäss den Bestimmungen im Artikel 35 einzuziehen.

Artikel 16.

STREICHUNG DER ZOLLGEBÜHREN.

Die Vertragsverwaltungen verpflichten sich, bei ihren Zollverwaltungen die Streichung von Zollgebühren auf Postpaketen zu erwirken, die nach dem Aufgabeland zurückgehen, vom Absender preisgegeben, vernichtet oder nach einem dritten Land nachgesandt werden.

Artikel 17.

VERKAUF. VERNICHTUNG.

Gegenstände, die zu verderben oder zu verfaulen drohen, können ohne vorhergegangene Meldung und ohne gerichtliches Verfahren sogleich, auch auf dem Hin- oder Rückwege zugunsten des Berechtigten veräussert werden. Ist der Verkauf aus irgendeinem Grunde unmöglich, so werden die verdorbenen oder faulenden Gegenstände vernichtet.

Artikel 18.

PREISGEBEBENE PAKETE.

Pakete, die dem Empfänger nicht ausgehändigt werden konnten und von den Absendern preisgegeben worden sind, sendet die Bestimmungsverwaltung nicht zurück, sondern behandelt sie nach ihren Vorschriften. Die Bestimmungsverwaltung soll wegen solcher Pakete gegenüber der Aufgabeverwaltung keinerlei Ansprüche stellen.

Article 19.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 60 centimes may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an Advice of Delivery.

The enquiry fee will be levied for every parcel even if the enquiry concerns several parcels posted at the same time by the same sender and destined for the same addressee.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel. Each Administration is bound, however, to comply with simple requests for information received after this period from the other Administration concerning parcels posted not more than two years previously, provided that the relative records are still available.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 20.

TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between the United Kingdom and the Free City of Danzig.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge as regards parcels posted in the Free City of Danzig shall be fixed at 1,000 Danzig Gulden per parcel and as regards parcels posted in the United Kingdom at £40 per parcel. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny or of a Danzig pfennig shall be ignored.

The two Postal Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Administration of the country of origin and shall not exceed :

(a) 2½d. for each £1 or fraction of £1 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom ;

(b) 15 pfennig for each 20 Danzig Gulden or fraction of 20 Danzig Gulden of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the Free City of Danzig.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Postal Administration of the United Kingdom shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding 2d. for each parcel and from the addressee of each Trade Charge parcel delivered in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding 4d. for each parcel, and the Postal Administration of the Free City of Danzig shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the Free City of Danzig a supplementary fee not exceeding 50 Danzig pfennig for each parcel.

Artikel 19.

NACHFRAGEN.

1. Für jede Nachfrage nach einem Paket oder nach einer Nachnahmepostanweisung kann eine feste Gebühr von höchstens 0,60 Frank erhoben werden.

Hat der Absender bereits die besondere Gebühr für einen Rückschein entrichtet, wird keine Gebühr erhoben.

Die Nachfragegebühr wird für jedes Paket auch dann erhoben, wenn die Nachfrage mehrere Pakete betrifft, die ein Absender an denselben Empfänger gleichzeitig eingeliefert hat.

2. Nachfragen sind nur binnen Jahresfrist, vom Tage nach der Auflieferung an gerechnet, zugelassen.

Indess ist jede Verwaltung verpflichtet, Nachfragen, die sie von der anderen Verwaltung nach dieser Zeit erhalten sollte, nachzukommen, wenn sie Pakete betreffen, deren Aufgabezeit nicht mehr als 2 Jahre zurückliegt, und vorausgesetzt, dass die betreffenden Unterlagen noch vorhanden sind.

3. Ist eine Nachfrage durch ein dienstliches Verschulden veranlasst worden, so wird die Nachfragegebühr erstattet.

Artikel 20.

NACHNAHMEPAKETE. GEBÜHREN UND VERSENDUNGSBEDINGUNGEN. BEGLEICHUNG.

1. Zwischen dem Freistaat Danzig und dem Vereinigten Königreich können Nachnahmepakete ausgetauscht werden.

Der Nachnahmebetrag wird in der Währung des Aufgabelandes angegeben.

Der Höchstbetrag der Nachnahme für ein im Freistaat Danzig aufgeliefertes Paket wird auf 1000 Danziger Gulden und für ein im Vereinigten Königreich aufgeliefertes Paket auf 40 englische Pfund festgesetzt. Bei Berechnung des Nachnahmebetrags werden Bruchteile eines Penny oder eines Danziger Pfennigs ausser Betracht gelassen.

Die beiden Verwaltungen verpflichten sich, Nachnahmepakete im Durchgang durch ihre Länder zuzulassen. Die auf die Nachnahme bezüglichen Abrechnungen werden jedoch unmittelbar zwischen der Aufgabeverwaltung und der Bestimmungsverwaltung der Pakete aufgestellt und beglichen.

2. Nachnahmepakete unterliegen derselben Behandlung und denselben Gebühren wie gewöhnliche Pakete oder Wertpakete.

Ausserdem hat der Absender eines Nachnahmepakets eine besondere Gebühr zu zahlen, die nicht überschreiten darf :

a) 2½d. für jedes Pfund Sterling des Nachnahmebetrags oder eines Bruchteils davon bei im Vereinigten Königreich aufgelieferten Paketen und

b) 15 Pfennig für je 20 Danziger Gulden des Nachnahmebetrags oder eines Bruchteils bei in der Freien Stadt Danzig aufgegebenen Paketen.

3. Der eingezogene Nachnahmebetrag wird mit Nachnahmepostanweisung unentgeltlich übersandt.

4. Die Postverwaltung des Vereinigten Königreichs ist berechtigt, neben der im § 2 festgesetzten besonderen Gebühr vom Absender eines im Vereinigten Königreich aufgelieferten Nachnahmepakets eine Zusatzgebühr bis zu 2d. für jedes Paket und vom Empfänger jedes im Vereinigten Königreich ausgehändigten Nachnahmepakets eine Zusatzgebühr bis zu 4d. für jedes Paket zu erheben. Die Postverwaltung der Freien Stadt Danzig ist berechtigt, vom Absender eines im Freistaat Danzig aufgelieferten Nachnahmepakets eine Zusatzgebühr bis zu 50 P. für jedes Paket zu erheben.

Article 21.

TRADE CHARGE PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Postal Administrations shall be responsible under the conditions fixed by Articles 27 to 33 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 22.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 19 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not, in any case, exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Postal Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 23.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Postal Administration of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Administration of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination if the latter is responsible.

After the delivery of a parcel the Administration of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel or the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels.

The Administration of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 33 the sum which has been advanced by the Administration of the country of origin.

Article 24.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Postal Administration to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of the country of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects, and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Administrations.

Article 25.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 10,000 francs subject to any lower limit which may be in force in the intermediate countries through which the parcels are forwarded.

Artikel 21.

HAFTUNG BEI VERLUST, BERAUBUNG ODER BESCHÄDIGUNG EINES NACHNAHMEPAKETS.

Bei Verlust, Beraubung oder Beschädigung eines Nachnahmepakets haften die beiden Verwaltungen nach den Bestimmungen der Artikel 27 bis 33.

Artikel 22.

ENTSCHÄDIGUNG BEI NICHT EINZIEHUNG DES NACHNAHMEBETRAGS, BEI EINZIEHUNG EINES ZU GERINGEN BETRAGS ODER BEI EINZIEHUNG DURCH EINEN BETRÜGER.

Für ein Paket, das dem Empfänger ohne Einziehung des Nachnahmebetrags ausgehändigt worden ist, kann der Absender Entschädigung verlangen, wenn er in der im Artikel 19 vorgesehenen Frist nachgefragt hat und die Unterlassung der Einziehung nicht auf Vorsatz oder Fahrlässigkeit des Absenders zurückzuführen ist. Dasselbe gilt, wenn die vom Empfänger entrichtete Summe niedriger ist als der angegebene Nachnahmebetrag oder wenn ein Betrüger den Nachnahmebetrag eingezogen hat.

Die Entschädigung darf in keinem Falle den Nachnahmebetrag übersteigen.

Die Verwaltung, die die Entschädigung gezahlt hat, tritt bis zur Höhe dieses Betrags in die Rechte des Absenders wegen aller Ansprüche gegen den Empfänger oder gegen Dritte ein.

Artikel 23.

FESTSTELLUNG DER VERANTWORTLICHKEIT BEI NACHNAHMEPAKETEN.

Die Aufgabeverwaltung des Nachnahmepakets zahlt die ordnungsmässig eingezogenen Beträge für Rechnung der Bestimmungsverwaltung. Ebenso wird die Entschädigung für Rechnung der Bestimmungsverwaltung gezahlt, wenn diese verantwortlich ist.

Nach Auslieferung eines Pakets haftet die Bestimmungsverwaltung für den Nachnahmebetrag, wenn sie nicht beweisen kann, dass die Aufgabeverwaltung den Fehler durch Nichtbeachtung einer Dienstvorschrift verursacht hat oder dass das Nachnahmepaket und die zugehörige Paketkarte bei der Überweisung an ihren Dienst die für Nachnahmepakete in den Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Bezeichnungen nicht getragen haben.

Die Bestimmungsverwaltung ist verpflichtet nach Artikel 33 den Betrag zurückzuzahlen, der von der Aufgabeverwaltung verauslagt worden ist.

Artikel 24.

NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

Der Betrag einer Nachnahmepostanweisung, der dem Empfänger aus irgendeinem Grunde nicht ausgezahlt worden ist, kommt nicht der Aufgabeverwaltung der Postanweisung zugute. Er wird vielmehr von der Aufgabeverwaltung des Nachnahmepakets zur Verfügung des Empfangsberechtigten gehalten und fällt dieser Verwaltung nach Ablauf der gesetzlichen Verjährungsfrist endgültig zu.

Im übrigen unterliegen die Nachnahmepostanweisungen, mit den in der Vollzugsordnung vorgesehenen Ausnahmen, den Bestimmungen des zwischen den beiden Verwaltungen abgeschlossenen Postanweisungsabkommens.

Artikel 25.

WERTPAKETE. GEBÜHREN UND VERSENDUNGSBEDINGUNGEN.

I. Pakete können unter Wertangabe bis zu 10 000 Franken versandt werden ; es gilt jedoch ein niedrigerer Höchstbetrag, wenn vermittelnde Durchgangsländer eine niedrigere Wertgrenze festgesetzt haben.

2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.

3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 26.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 27.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, damage or abstraction of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, damage or abstraction. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees and, if the case arises, the despatch fee shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 28.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;

2. Für je 300 Franken der Wertangabe oder eines Teils hiervon wird eine von der Aufgabeverwaltung festgesetzte Versicherungsgebühr erhoben.
3. Die Aufgabeverwaltung kann auch vom Absender eines Wertpakets eine Behandlungsgebühr erheben, die 50 Centimen nicht überschreiten darf.
4. Der Absender eines Wertpakets erhält bei der Einlieferung unentgeltlich einen Einlieferungsschein über seine Sendung.

Artikel 26.

BETRÜGERISCHE WERTANGABE.

Die Wertangabe soll den wirklichen Wert des Inhalts der Sendung und der Verpackung nicht übersteigen ; es ist jedoch gestattet, nur einen Teil dieses Wertes anzugeben.

Jede betrügerische Angabe eines höheren als des wirklichen Wertes zieht, gegebenenfalls, gerichtliche Verfolgung nach der Gesetzgebung des Aufgabelandes nach sich.

Ein Paket, dessen Inhalt keinen eigentlichen Geldwert hat, kann trotzdem unter Wertangabe verschickt werden, um ihm die gesicherte Beförderung der Wertpakete zu verschaffen.

Artikel 27.

VERANTWORTLICHKEIT FÜR VERLUST, BESCHÄDIGUNG ODER BERAUBUNG.

1. Die beiden Verwaltungen sind vorbehaltlich der Fälle des folgenden Artikels für den Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung der Pakete oder ihres Inhalts oder eines Teils davon verantwortlich.

Der Absender hat Anspruch auf einen dem wirklichen Betrag des Verlustes, der Beraubung oder der Beschädigung entsprechenden Ersatz. Die Entschädigung darf bei Paketen ohne Wertangabe nicht übersteigen : 10 Franken für ein Paket bis zum Gewicht von 1 Kilogramm (2 Pfund), 25 Franken für ein Paket von mehr als 1 bis 5 Kilogramm (11 Pfund), und 40 Franken für ein Paket von mehr als 5 Kilogramm. Bei Wertpaketen darf die Entschädigung nicht über den Betrag der Wertangabe hinausgehen.

Wenn der Verlust, die Beraubung oder Beschädigung sich im Dienst des Bestimmungslandes ereignet hat, kann die Bestimmungsverwaltung auf eigene Kosten und ohne Befragung der Aufgabeverwaltung dem Empfänger Ersatz leisten, wenn dieser nachgewiesen hat, dass zu seinen Gunsten der Absender auf die eigenen Rechte verzichtet hat.

2. Bei der Festsetzung der Entschädigung bleiben mittelbarer Schaden oder entgangener Gewinn ausser Betracht.

3. Die Entschädigung wird nach dem gemeinen Handelswert berechnet, den Waren derselben Art am Tage der Einlieferung am Versandort hatten.

4. Wenn für den Verlust, den völligen Verderb oder die vollständige Beraubung eines Pakets Ersatz zu leisten ist, hat der Absender ausserdem Anspruch auf Erstattung der Beförderungsgebühren.

5. Die Versicherungsgebühren und, gegebenenfalls, die Behandlungsgebühr verbleiben in allen Fällen den Postverwaltungen.

Artikel 28.

AUSNAHMEN VOM GRUNDSATZ DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die beiden Verwaltungen sind von jeder Verantwortlichkeit befreit :

- a) wenn ein Fall höherer Gewalt vorliegt ;
- b) wenn sie über den Verbleib von Paketen deshalb keinen Nachweis führen können, weil die Dienstpapiere durch höhere Gewalt vernichtet worden sind ;
- c) wenn der Schaden durch Vorsatz oder Fahrlässigkeit des Absenders oder durch die natürliche Beschaffenheit des Gegenstandes verursacht worden ist ;

(d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 11 ;

(e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;

(f) In respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 19 ;

(g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 29.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 30.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the cases indicated in Article 27, section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 31.

PERIOD OF PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

2. The Postal Administration of the country of origin is authorized to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let six months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when a decision has not been reached on the question whether the loss, damage or abstraction is due to a cause beyond control.

Article 32.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation, and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Postal Administration as the case may be.

2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, damage or abstraction has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

- d) wenn der Inhalt der Pakete unter eines der im Artikel 11 angeführten Verbote fällt ;
e) wenn es sich um Pakete handelt, deren Wert betrügerischerweise zu hoch angegeben worden ist ;
f) wenn der Absender den Ersatzanspruch nicht innerhalb der im Artikel 19 vorgesehenen Frist erhoben hat ;
g) wenn Pakete mit Edelsteinen, Schmuck oder Gegenständen aus Gold, Silber oder Platin, deren Wert 2 500 Franken übersteigt, nicht in einer Kiste der im Artikel 6, § 3, der Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Ausmasse verpackt waren.

Artikel 29.

ERLÖSCHEN DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die beiden Verwaltungen sind nicht mehr für Pakete verantwortlich, die nach den Vorschriften für den Inlandsverkehr ausgehändigt und von den Empfängern oder deren Vertretern ohne Vorbehalt angenommen worden sind.

Artikel 30.

ZAHLUNG DES ERSATZBETRAGS.

Ersatz zu leisten hat die Postverwaltung des Aufgabelandes, abgesehen von dem Fall, in dem nach Artikel 27, § 1 die Bestimmungsverwaltung zu zahlen berechtigt ist. Die Verwaltung des Aufgabelandes kann jedoch nach Zustimmung des Absenders die Verwaltung des Bestimmungslandes zur Entschädigung des Empfängers ermächtigen. Der auszahlenden Verwaltung steht der Rückgriff auf die verantwortliche Verwaltung zu.

Artikel 31.

ZAHLUNGSFRIST.

1. Der Ersatzbetrag soll sobald als möglich und spätestens innerhalb eines Jahres, vom Tage nach der Anfrage an gerechnet, gezahlt werden.
2. Die Aufgabeverwaltung kann den Absender für Rechnung der andern Verwaltung entschädigen, wenn diese 6 Monate hat verstreichen lassen, ohne die ordnungsmässig bei ihr anhängig gemachte Sache zu erledigen.
3. Die Aufgabeverwaltung kann die Ersatzleistung ausnahmsweise über 1 Jahr hinausschieben, wenn die Frage, ob der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung auf höherer Gewalt beruht, noch nicht geklärt ist.

Artikel 32.

FESTSTELLUNG DER VERANTWORTLICHKEIT.

1. Bis zum Beweise des Gegenteiles ist die Verwaltung verantwortlich, die das Paket von der anderen Verwaltung unbeanstandet übernommen hat und, nachdem sie im Besitz aller vordruckmässigen Unterlagen für die Nachforschungen gekommen ist, weder die Aushändigung an den Empfänger oder dessen Vertreter noch die ordnungsmässige Weitergabe an die folgende Verwaltung nachweisen kann.
2. Die beiden Verwaltungen tragen den Schaden zu gleichen Teilen, wenn sich der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung eines Pakets, das von einem der beiden Länder zur Auslieferung nach dem andern gesandt worden ist, während der Beförderung ereignet hat und nicht festgestellt werden kann, auf welchem Gebiet dies geschehen ist.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, damage or abstraction has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administrations responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender, or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 33.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 30 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the accounts provided for in Article 34, section 2, of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 34.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 35.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In the case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the re-transmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 36.

EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

I. The special charge for express delivery prescribed by Article 10, section 1, shall be included in the sums credited to the Administration of the country of destination.

3. Derselbe Grundsatz soll, soweit als möglich, auch dann angewendet werden, wenn andere Verwaltungen an der Beförderung eines Pakets beteiligt sind.

Für Pakete jedoch, die im Durchgang von einem der beiden Länder durch das andere befördert werden, soll keine der beiden Verwaltungen haftbar sein, wenn der Verlust, die Beraubung oder Beschädigung sich in einem Dienstbereich ereignet haben, in dem eine Haftung nicht übernommen wird.

4. Zoll- und andere Gebühren, deren Niederschlagung nicht zu erreichen war, haben die Verwaltungen zu tragen, die für den Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung haftbar sind.

5. Durch Zahlung des Ersatzbetrags tritt die verantwortliche Verwaltung bis zur Höhe dieses Betrags in die Rechte des Entschädigten bezüglich aller Ansprüche gegen den Empfänger der Sendung, den Absender oder gegen Dritte ein.

Wird ein als verloren angesehenes Paket später ganz oder zum Teil wieder aufgefunden, so ist der Entschädigte zu benachrichtigen, dass er das Paket gegen Rückzahlung des Ersatzbetrags wieder in Empfang nehmen kann.

Artikel 33.

ERSTATTUNG DES ERSATZBETRAGES AN DIE AUFGABEVERWALTUNG.

Die verantwortliche oder die Verwaltung, für deren Rechnung nach Artikel 30 gezahlt wird, ist verpflichtet, den Ersatzbetrag binnen 3 Monaten nach Bekanntgabe der Zahlung zu erstatten. Der Betrag wird von der verantwortlichen Verwaltung durch die im Artikel 34, § 2, der Vollzugsordnung vorgesehenen Abrechnung erstattet.

Die Verwaltung, deren Verantwortlichkeit gehörig festgestellt ist, und die anfangs die Zahlung des Ersatzbetrages verweigert hat, muss alle Nebengebühren tragen, die aus der nichtgerechtfertigten Verzögerung der Zahlung entstehen.

Artikel 34.

VERGÜTUNGEN FÜR DIE BEFÖRDERUNG.

Für jedes Paket, das von einem der beiden Länder zur Aushändigung im andern gesandt wird, vergütet die absendende Verwaltung an die Bestimmungsverwaltung die Gebühren, die dieser nach den Bestimmungen der Artikel 4 und 5 zukommen.

Für jedes Paket, das von einem der beiden Länder im Durchgang durch andere gesandt wird, vergütet die absendende Verwaltung der andern Verwaltung die Gebühren, die für die Beförderung und Versicherung des Pakets zu zahlen sind.

Artikel 35.

ANRECHNUNG BEI NACH- ODER RÜCKSENDUNG.

Bei Nach- oder Rücksendung eines Pakets von einem Lande in das andere zieht die nachsendende Verwaltung von der andern Verwaltung die ihr und einer andern an der Nach- oder Rücksendung teilnehmenden Verwaltung zustehenden Gebühren ein. In der Frachtkarte des Kartenschlusses, in dem das Paket versandt worden ist, ist die Forderung zu vermerken.

Artikel 36.

EILZUSTELLUNGSGEBÜHREN.

I. Die im Artikel 10, § 1, vorgesehene Eilzustellgebühr gehört zu den Vergütungen, die der Bestimmungsverwaltung zukommen.

When an express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination. If the latter does not undertake express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed ; the same applies when an express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an express parcel, the additional charge prescribed by Article 10, section 2, shall be claimed from the Administration of the country in which the new destination is situated or from the Administration of the country of origin, as the case may be, by the Administration which has attempted delivery in the manner indicated in Article 35, unless this charge was paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

Article 37.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 13, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 38.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

- (a) The special fee referred to in Article 8, fourth paragraph ;
- (b) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 12 ;
- (c) The enquiry fee referred to in Article 19, section 1 ;
- (d) The supplementary fee for a Trade Charge parcel referred to in Article 20, section 4 ;
- (e) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 25, section 3.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Administration of the country of destination. The commission referred to in Article 8, third paragraph, may be claimed by the same Administration.

Article 39.

TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 20, section 2, shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 36, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 40.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 41.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

Wird ein Eilpaket nach einem anderen Lande nachgesandt, ohne dass eine Zustellung versucht worden ist, so wird diese Gebühr dem neuen Bestimmungsland vergütet. Befasst sich dieses aber nicht mit der Eilzustellung, so verbleibt die Gebühr dem ersten Bestimmungsland; dasselbe gilt für unzustellbare Eilpakete.

2. Bei Nach- oder Rücksendung eines Eilpakets an das Aufgabeland wird die Ergänzungsgebühr (Artikel 10, § 2) von dem Lande angefordert, in dem der neue Bestimmungsort liegt, oder, gegebenenfalls, von der Absendeverwaltung durch die Verwaltung, die die Zustellung in der im Artikel 35 angegebenen Weise versucht hat, wenn diese Gebühr nicht schon bei dem Zustellversuch in der Wohnung des Empfängers entrichtet worden ist.

Artikel 37.

NACHSENDUNGSGEBÜHR IM BESTIMMUNGSLAND.

Bei weiterer Nachsendung oder Rücksendung nach dem Aufgabeland verbleibt die im Artikel 13, § 2, vorgesehene Nachsendungsgebühr dem Lande, das das Paket innerhalb seines Gebiets nachgesandt hat.

Artikel 38.

VERSCHIEDENE GEBÜHREN.

1. Folgende Gebühren verbleiben unverkürzt der Verwaltung, die sie erhoben hat :

- a) die im Artikel 8, Absatz 4, genannte besondere Gebühr ;
- b) die feste Gebühr für den Rückschein (Artikel 12) ;
- c) die Gebühr für Nachfragen (Artikel 19, § 1) ;
- d) die Zusatzgebühr für ein Nachnahmepaket (Artikel 20, § 4) ;

e) die Behandlungsgebühr für ein Wertpaket (Artikel 25, § 3).

2. Die Verzollungspostgebühr (Artikel 6) verbleibt der Bestimmungsverwaltung. Die Gebührentettelgebühr (Artikel 8, Absatz 3) wird ebenfalls zugunsten dieser Verwaltung eingezogen.

Artikel 39.

NACHNAHMEGEBÜHR.

Die im Artikel 20, § 2, angegebene Gebühr wird zwischen der Aufgabeverwaltung und der Bestimmungsverwaltung in der Weise geteilt, wie im Artikel 36, § 2, der Vollzugsordnung vorgesehen ist.

Artikel 40.

VERSICHERUNGSGEBÜHR.

Für Wertpakete hat die Aufgabeverwaltung der Bestimmungsverwaltung für die Landbeförderung eine Gebühr von 5 Centimen für je 300 Franken der Wertangabe oder einen Teil von 300 Franken zu vergüten. Wenn die Bestimmungsverwaltung Seebeförderung ausführt, hat die Aufgabeverwaltung eine Zusatzgebühr von 10 Centimen für je 300 Franken der Wertangabe oder einen Teil davon zu vergüten.

Artikel 41.

VERSCHIEDENE BESTIMMUNGEN.

1. Die in diesem Abkommen angegebenen Franken und Centimen sind wie im Weltpostvertrag in Goldwährung zu verstehen.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement, except by mutual consent of the two Postal Administrations.

3. In extraordinary circumstances, either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of the United Kingdom and the Free City of Danzig shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 42.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into operation on the 1st of February, 1937, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may have been denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at London the 18th day of December, 1936, and at Danzig the 13th day of January, 1937.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) FLOHR.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF THE FREE CITY OF DANZIG, DATED 18TH DECEMBER, 1936/13TH JANUARY, 1937.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be re-transmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.

2. Andere Gebühren als die in diesem Abkommen festgesetzten dürfen für Pakete nicht erhoben werden, es sei denn, dass die beiden Postverwaltungen gegenseitig anderes vereinbaren.

3. Bei aussergewöhnlichen Verhältnissen kann jede Verwaltung den Postpaketverkehr vorübergehend völlig oder teilweise einstellen, doch muss die andere Verwaltung davon sofort, gegebenenfalls telegraphisch, benachrichtigt werden.

4. Die beiden Verwaltungen haben die folgende Vollzugsordnung aufgestellt, damit die Ausführung dieses Abkommens sichergestellt wird. Weitere Einzelheiten die mit den allgemeinen Bestimmungen dieses Abkommens vereinbar und in der Vollzugsordnung nicht vorgesehen sind, können zu gegebener Zeit durch gegenseitige Vereinbarungen festgesetzt werden.

5. Die inneren Vorschriften der Freien Stadt Danzig und des Vereinigten Königreichs gelten in allen den Fällen, die durch die Bestimmungen dieses Abkommens und der Vollzugsordnung nicht vorgesehen sind.

Artikel 42.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DES ABKOMMENS.

Dieses Abkommen soll am 1. Februar 1937 in Kraft treten und hat bis zum Ablauf eines Jahres, vom Tage der Kündigung durch eine der beiden Verwaltungen an gerechnet, Gültigkeit.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten, die vorschriftsmässig hierzu berechtigt waren, dieses Abkommen unterschrieben und ihre Siegel hinzugefügt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Danzig, den 13. Januar 1937, und in London, den 18. Dezember 1936.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) FLOHR.

VOLLZUGSORDNUNG

ZUM POSTPAKETABKOMMEN ZWISCHEN DER POSTVERWALTUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND UND DER POSTVERWALTUNG DER FREIEN STADT DANZIG VOM 18. DEZEMBER 1936/13. JANUAR 1937.

Artikel 1.

LEITUNG.

1. Jede Verwaltung hat die Postpakete, die ihr die andere Verwaltung zur Beförderung durch ihr Gebiet übergibt, auf demselben Wege und mit denselben Mitteln zu befördern wie ihre eigenen Pakete.

2. Fehlgeleitete Pakete werden dem richtigen Bestimmungsort auf dem kürzesten Wege zugeführt, der der nachsendenden Verwaltung zur Verfügung steht.

Artikel 2.

VERSENDUNGSWEISE. VERWENDUNG VON SÄCKEN.

1. Der Paketaustausch hat zwischen den beiden Ländern durch die Postanstalten stattzufinden, die von den beteiligten Verwaltungen hierfür bestimmt werden.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The Express and Trade Charge parcels forwarded in a mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, insured parcels shall be forwarded in separate bags; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. Each Postal Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels.

9. The bags belonging to the Free City of Danzig shall be returned empty in parcel mails, the number of empty bags being advised on the relative Parcel Bills. When the number of bags is sufficient separate empty bag mails shall be made up.

The bags belonging to the British Post Office shall be returned empty to the United Kingdom made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate mail addressed to such Office of Exchange as the Postal Administration of the United Kingdom shall appoint. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

10. Each Administration shall be required to make good the value of any bags which it fails to return.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a table:

- (a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it;

- (b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service;

- (c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination;

- (d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel;

- (e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

2. Die Pakete sind zwischen den beiden Ländern in gehörig verschlossenen und versiegelten Säcken auszutauschen.

Solange ein Abkommen im gegenteiligen Sinne nicht getroffen worden ist, werden Pakete aus einem der vertragschliessenden Länder im Durchgang durch das andere „offen“ versandt.

3. Eine Fahne mit Angabe der absendenden und der empfangenden Auswechslungspostanstalt ist am Kropf jedes Sackes zu befestigen ; auf der Rückseite der Fahne ist die Zahl der in dem Sack enthaltenen Pakete anzugeben.

4. Der die Frachtkarten und andere Begleitpapiere enthaltende Sack ist besonders zu kennzeichnen.

5. Eil- und Nachnahmepakete sind in einem Kartenschluss zusammen zu versenden und möglichst in dem Sack, der die Frachtkarte und andere Begleitpapiere enthält. Wenn sie nicht alle in den Sack mit der Frachtkarte hineingehen, ist der andere Sack oder die Säcke, in denen sie befördert werden, mit einem besonderen Vorbindezettel zu versehen.

6. Wertpakete sind gleichfalls in besonderen Säcken zu befördern. Die Fahnen dieser Säcke sind mit einem besonderen Unterscheidungsmerkmal, das zwischen den beiden Verwaltungen von Zeit zu Zeit vereinbart wird, zu kennzeichnen.

7. Das Gewicht eines Paketsackes soll 36 Kilogramm (80 Pfund avoirdupois) nicht überschreiten.

8. Jede Verwaltung beschafft die für die Paketbeförderung notwendigen Säcke selbst.

9. Die der Freien Stadt Danzig gehörenden Säcke sind leer in den Paketkartenschlüssen zurückzusenden ; die Anzahl der Säcke ist in den betreffenden Frachtkarten zu vermerken. Wenn genügend Säcke vorhanden sind, sind besondere Posten mit leeren Säcken zu fertigen.

Die der britischen Postverwaltung gehörenden Säcke sind leer, zu 10 Stück gebündelt (9 Stück in einem versackt), an das Vereinigte Königreich zurückzusenden ; sie sind als besondere Posten an das von der Postverwaltung des Vereinigten Königreichs bestimmte Auswechslungspostamt zu senden. Die Zahl der zurückgesandten Säcke ist in einer besonderen Frachtkarte mit jährlich fortlaufender Nummer zu vermerken.

10. Jede Verwaltung haftet für den Verlust der von ihr nicht zurückgesandten Säcke.

Artikel 3.

MITTEILUNGEN.

1. Jede Verwaltung hat der andern durch eine Übersicht mitzuteilen :

a) das Verzeichnis der Länder, nach denen sie die ihr übergebenen Pakete weiterleiten kann ;

b) die Leitwege, die für die Beförderung solcher Pakete vom Eintritt in ihr Gebiet oder ihren Dienstbereich an zur Verfügung stehen ;

c) den Gesamtbetrag der Gebühren, die ihr von der andern Verwaltung für jedes Bestimmungsland zu vergüten sind ;

d) die Zahl der jedem Paket beizufügenden Zollinhalteerklärungen ;

e) alle anderen etwa notwendigen Angaben.

2. Jede Verwaltung soll der andern die Namen der Länder bekannt geben, nach welchen sie ihr Pakete im Durchgang zuzuführen beabsichtigt, es sei denn, dass die Zahl der in Frage kommenden Pakete nur gering ist.

Artikel 4.

FESTSETZUNG DER GEGENWERTE.

Die Gegenwerte der Paketgebühren setzt jede Verwaltung entsprechend dem eigenen Währungsstande fest.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address of an ordinary parcel shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders, such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery, or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels or express parcels.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of charge shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words " Franc de droits ".

Artikel 5.

BESCHAFFENHEIT DER PAKETE.

Jedes Paket muss :

a) die genaue Anschrift des Empfängers in lateinischen Buchstaben tragen. Aufschriften mit Stift sind unzulässig ; Pakete, deren Aufschrift mit Tintenstift auf vorher angefeuchteter Schreibfläche hergestellt ist, werden jedoch angenommen. Die Anschrift eines gewöhnlichen Pakets muss auf das Paket selbst oder auf eine Fahne geschrieben werden, die so haltbar an der Sendung befestigt ist, dass sie sich nicht loszulösen vermag. Dem Absender eines Pakets ist zu empfehlen, in die Sendung ein Doppel der Anschrift mit Angabe seiner eigenen Anschrift einzulegen ;

b) in einer Weise verpackt sein, die der Dauer der Beförderung entspricht und den Inhalt wirksam schützt.

Gegenstände, die die Postbeamten verletzen oder die andere Sendungen beschädigen können, müssen so verpackt sein, das jede Gefahr ausgeschlossen ist.

Artikel 6.

BESONDERE VERPACKUNG.

1. Flüssigkeiten und leicht schmelzbare Stoffe sind in doppelte Behältnisse zu verpacken. Zwischen dem inneren (Flasche, Fläschchen, Topf, Kästchen usw.) und dem äusseren Behältnis (aus Metal oder widerstandsfähigem Holz) ist ein Raum zu lassen, der mit Sägemehl, Kleie oder einem anderen aufsaugenden Stoff auszufüllen ist ; der Stoff muss ausreichen, um im Falle eines Bruchs die ganze Flüssigkeit aufzusaugen.

2. Trockene abfärbende Stoffe, z. B. Anilin usw., sind nur in widerstandsfähigen Metallkästen zugelassen, die ihrerseits wieder in Holzkästchen verpackt sind. Der Zwischenraum ist mit Sägemehl auszufüllen.

3. Edelsteine, Schmucksachen oder andere Gegenstände von Gold, Silber oder Platin, deren Wert 2 500 Franken übersteigt, sind in eine Kiste zu verpacken, deren Masse nicht weniger als 1,05 Meter oder 3 Fuss 6 Zoll, Länge und Umfang zusammengenommen, betragen.

Artikel 7.

PAKETKARTEN UND ZOLLINHALTSERKLÄRUNGEN.

1. Jedes Paket muss von einer Paketkarte und von Zollinhaltsserklärungen begleitet sein, die den Vorschriften des Bestimmungslandes entsprechen ; die Zollinhaltsserklärungen sind an der Paketkarte haltbar zu befestigen.

2. Jedoch genügen eine einzige Paketkarte oder ein einziger Satz Zollinhaltsserklärungen für 2 oder 3 (aber nicht mehr) gewöhnliche Pakete, die zu gleicher Zeit von demselben Absender an denselben Empfänger eingeliefert werden. Diese Bestimmung gilt nicht für Wertpakete oder Eilpakete.

3. Die beiden Verwaltungen übernehmen für die Richtigkeit der Zollinhaltsserklärungen keine Verantwortlichkeit.

Artikel 8.

GEBÜHRENFREIE AUSHÄNDIGUNG VON PAKETEN.

1. Ein Paket, das dem Empfänger frei von Gebühren ausgehändigt werden soll, muss auf der Anschriftseite und auf der Paketkarte einen gelben Klebezettel tragen, der in kräftigen Buchstaben die Angabe „ Franc de droits “ trägt.

2. Every parcel forwarded " free of charge " shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery (Rückschein) " or " Avis de Reception (A.R.) ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of the country of origin and shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception ".

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after an insured parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 31 below, with the single exception that, in the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication " C.O.D. " (" Nachnahme ") (" Remboursement ") written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 12.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished on the address side with an orange-coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

2. Jedem Paket mit dem Vermerk „Frei von Gebühren“ ist ein besonderer Gebührentettel beizufügen, der an der Paketkarte haltbar zu befestigen ist.

Artikel 9.

RÜCKSCHEIN.

1. Wertpakete, zu denen der Absender einen Rückschein verlangt, müssen den deutlich hervortretenden Vermerk „Rückschein (Advice of Delivery)“ oder „Avis de réception (A.R.)“ tragen. Der gleiche Vermerk ist auf die Paketkarten zu setzen.

2. Diesen Sendungen wird ein Formblatt beigegeben, das dem Muster in der Vollzugsordnung des Weltpostvertrags entspricht. Der Rückschein wird von der Aufgabepostanstalt oder von einer anderen durch die Absendungsverwaltung bestimmten Postanstalt ausgefertigt; er ist an der zugehörigen Paketkarte zu befestigen. Wenn er nicht an die Bestimmungspostanstalt gelangt, so fertigt diese von Amts wegen einen neuen Rückschein aus.

3. Die Bestimmungspostanstalt füllt das Formblatt ordnungsmässig aus und sendet es dann offen und gebührenfrei an den Absender zurück.

4. Fragt der Absender nach einem nicht in angemessener Frist an ihn zurückgelangten Rückschein, so wird nach den Vorschriften des folgenden Artikels 10 verfahren. Die Gebühr wird in diesem Falle nicht noch einmal erhoben; die Aufgabepostanstalt versieht vielmehr den Vordruck am Kopfe mit dem Vermerk „Duplicata de l'avis de réception“.

Artikel 10.

NACHTRÄGLICHES VERLANGEN EINES RÜCKSCHEINS.

Verlangt der Absender nachträglich einen Rückschein, so füllt die Aufgabepostanstalt oder eine andere, von der Aufgabeverwaltung bestimmte Postanstalt einen Rückschein aus und fügt ihn einem Laufsreiben bei, auf dem zuvor die im Weltpostvertrag vorgesehene Gebühr in Freimarken zu verrechnen ist.

Das Laufsreiben mit dem Rückschein ist nach den Vorschriften des nachstehenden Artikels 31 zu behandeln, jedoch mit dem Unterschied, dass im Falle der ordnungsmässigen Zustellung des Pakets die Bestimmungspostanstalt das Laufsreiben abnimmt und den Rückschein nach der Vorschrift im Paragraph 3 des vorangehenden Artikels nach dem Aufgabort zurückschickt.

Artikel 11.

ANGABE DER NACHNAHME.

1. Pakete mit Nachnahme und die zugehörigen Paketkarten müssen auf der Anschriftseite in deutlich hervortretender Weise den schriftlichen oder gedruckten Vermerk „Nachnahme“ „C.O.D.“ (Remboursement) und dahinter den Nachnahmebetrag tragen; Streichungen oder Änderungen, selbst anerkannte, sind nicht zulässig.

2. Der Absender hat ausserdem auf dem Paket und auf der Vorderseite der Paketkarte seinen Namen und seine Anschrift in lateinischer Schrift anzugeben.

Artikel 12.

NACHNAHMEZETTEL.

Nachnahmepakete und die zugehörigen Paketkarten müssen auf der Aufschriftseite einen orangefarbenen Zettel nach dem Muster der Anlage zur Vollzugsordnung des Weltpostvertrags tragen.

Article 13.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Postal Administration is free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Article 14.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination of the parcels by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the current rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 15.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period, the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 15 of the Agreement.

Article 16.

REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. A Trade Charge parcel may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcel shall be accompanied by the Trade Charge Money Order form prepared by the office of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcel shall be treated as undeliverable.

Article 17.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Service Instructions" ("Indications de Service") and, after date-stamping it, shall return it without charge to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by the Administration of the country of payment.

Artikel 13.

NACHNAHMEPOSTANWEISUNG.

1. Jedem Nachnahmepaket ist eine Nachnahmepostanweisung beizufügen. Dieses an der Paketkarte zu befestigende Formblatt muss die Angabe des Nachnahmebetrags in der Währung des das Paket absendenden Landes tragen und in der Regel den Absender des Pakets als Empfänger der Postanweisung bezeichnen. Jede Verwaltung kann Postanweisungen zu Nachnahmepaketen aus ihrem Lande an die Aufgabepostanstalten der Pakete oder an andere Postanstalten richten lassen. Der Postanweisungsabschnitt muss den Namen und die Anschrift des Empfängers des Pakets sowie dessen Aufgabeort und Aufgabetag ersehen lassen.

2. Eintragungen mit Stift sind auf der Nachnahmepostanweisung nicht zulässig.

Artikel 14.

UMRECHNUNG DES NACHNAHMEBETRAGES.

Die Verwaltung des Bestimmungslandes der Pakete rechnet den Nachnahmebetrag in ihre Währung um, und zwar nach dem Umrechnungsverhältnis für Postanweisungen nach dem Aufgabeland der Pakete.

Artikel 15.

EINLÖSUNGSFRIST DER NACHNAHMEN.

Der Nachnahmebetrag muss vom Empfänger in der Zeit gezahlt werden, die durch die Vorschriften des Bestimmungslandes festgesetzt ist.

Nach Ablauf dieser Zeit wird das Paket gemäss Artikel 15 des Abkommens als unzustellbar behandelt.

Artikel 16.

NACHSENDUNG VON NACHNAHMEPAKETEN.

1. Nachnahmepakete können nachgesandt werden, wenn das neue Bestimmungsland mit dem Aufgabeland Nachnahmepaketdienst unterhält. In diesem Falle sind den Paketen die von der Aufgabeverwaltung ausgestellten Nachnahmepostanweisungen beizufügen. Die Verwaltung des neuen Bestimmungslandes wickelt die Nachnahmen ab, als ob die Pakete von vornherein an sie gerichtet gewesen wären.

2. Wird ein Antrag auf Nachsendung nach einem Lande gestellt, das einen Nachnahmepaketverkehr mit dem Aufgabeland nicht unterhält, so wird das Paket als unzustellbar behandelt.

Artikel 17.

BEHANDLUNG DER NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

Sofort nach Einziehung des Nachnahmebetrags füllt die Bestimmungspostanstalt, oder eine von der Bestimmungsverwaltung sonst bezeichnete Dienststelle den Teil „Dienstliche Vermerke“ (Indications de service) der Nachnahmepostanweisung aus, bedruckt die Postanweisung mit dem Tagesstempel und sendet sie gebührenfrei an die Aufgabepostanstalt des Pakets oder an die von der Aufgabeverwaltung auf der Anweisung besonders angegebene Dienststelle.

Die Nachnahmepostanweisungen werden den Absendern unter den von der Verwaltung des zahlenden Landes festgesetzten Bedingungen ausgezahlt.

Article 18.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate.

Article 19.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS LOST.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Postal Administrations that the Order has not been paid.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations shall, at the expiration of the period of validity, be received by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity and shall be received by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the order is not claimed within the period of validity.

5. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that office, officially registered, for correction.

Article 20.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 21.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel posted in the United Kingdom and its Despatch Note as well shall bear a small red label with the indication " Insured " or " Valeur Déclarée " in Roman characters.

Artikel 18.

VERNICHTUNG ODER ERSATZ VON FORMBLÄTTERN ZU NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

1. Formblätter zu Nachnahmepostanweisungen von Paketen, die aus irgend einem Grunde an den Absender zurückgesandt werden, müssen von der Verwaltung, die die Rücksendung bewirkt, durchkreuzt und, an die Paketkarte befestigt, zurückgesandt werden.
2. Sind Formblätter zu Nachnahmepostanweisungen vor der Einziehung der Nachnahme verlegt, verloren oder vernichtet worden, so fertigt die Bestimmungspostanstalt oder ein anderes von der Bestimmungsverwaltung bestimmtes Postamt ein Doppel aus.

Artikel 19.

VERLORENE NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

1. Eine Nachnahmepostanweisung, die nach Einziehung der Nachnahme verlegt, verloren oder vernichtet worden ist, wird durch ein Doppel oder durch eine Zahlungsermächtigung ersetzt, nachdem die beiden Verwaltungen festgestellt haben, dass die Postanweisung nicht ausgezahlt worden ist.
2. Wenn die Aushändigung von Nachnahmepostanweisungen an die Empfänger in den Gültigkeitsfristen, die im Postanweisungsabkommen der beiden Verwaltungen festgesetzt sind, nicht möglich gewesen ist, so werden die Nachnahmepostanweisungen beim Ablauf der Gültigkeitsfrist von der Auszahlungsverwaltung vollzogen und der absendenden Verwaltung in Rechnung gestellt.
3. Nachnahmepostanweisungen, die den Empfangsberechtigten ausgehändigt worden sind, deren Beträge aber in der vom Postanweisungsabkommen der beiden Länder festgesetzten Gültigkeitsfrist nicht abgehoben worden sind, sind durch Zahlungsermächtigungen zu ersetzen. Diese Zahlungsermächtigungen sind von der Einzahlungsverwaltung auszustellen und zwar so bald sie festgestellt hat, dass die ursprüngliche Anweisung während der Gültigkeitsfrist nicht ausgezahlt worden ist ; sie sind von der andern Verwaltung zu vollziehen ; die zu zahlenden Beträge sind in der ersten Abrechnung nach dem Eingang der Zahlungsermächtigung in Rechnung zu stellen.
4. Die Aufgabeverwaltung einer Nachnahmepostanweisung macht der andern Verwaltung Mitteilung, wenn die Anweisung während der Gültigkeitsfrist nicht verrechnet worden ist.
5. Eine Nachnahmepostanweisung, die infolge unvollständiger Ausstellung durch das Bestimmungspostamt des Pakets nicht ausgezahlt werden kann, ist diesem Postamt zur Berichtigung als dienstliche Einschreibsendung umgehend zurückzusenden.

Artikel 20.

WERTANGABE.

Die Wertangabe muss auf den Wertpaketen und den zugehörigen Paketkarten in der Währung des Aufgabelandes angegeben werden. Streichungen oder Änderungen, selbst anerkannte, sind nicht zulässig. Der Betrag der Wertangabe ist von der Aufgabeverwaltung in Goldfranken umzurechnen. Das Ergebnis der Umrechnung ist in neuen Ziffern neben oder unter der in der Währung des Aufgabelandes angegebenen Wertangabe deutlich zu vermerken.

Artikel 21.

WERTZETTEL USW.

Jedes im Vereinigten Königreich aufgelieferte Wertpaket und die zugehörige Paketkarte müssen einen kleinen roten Zettel mit der Angabe „Wertpaket“ (Insured) oder „Valeur déclarée“

Insured parcels posted in the Free City of Danzig and the relative Despatch Notes shall bear labels with the letter " V ", the name of the office of origin and the serial number in red colour.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

The address shall be written on the cover of an insured parcel, not merely on the label.

Article 22.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

Article 23.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 24.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 25.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 26.

EXPRESS PARCELS.

Every express parcel and the relative Despatch Note as well shall be provided near to the address with a printed label of a deep red colour bearing in bold type the word " Express " or " Expres ".

Article 27.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note, and

in lateinischen Buchstaben tragen. Im Freistaat Danzig aufgelieferte Wertpakete und die zugehörigen Paketkarten tragen einen Zettel mit dem Buchstaben „V“. Der Name der Aufgabepostanstalt und die Aufgabennummer sind in Rotdruck angegeben.

Auf Paketen, die gemünztes Geld, Gold- oder Silbersachen oder sonstige kostbare Gegenstände enthalten, müssen sich die Siegel oder sonstigen Abdrücke, die Zettel jeder Art und die etwaigen Freimarken in einem gewissen Abstand voneinander befinden, damit sie nicht Beschädigungen der Umhüllung verdecken können. Auch dürfen die Zettel und die Freimarken nicht von der einen auf die andere Seite der Umhüllung übergreifen und auf diese Weise den Rand verdecken.

Die Anschrift muss bei Wertpaketen auf die Umhüllung selbst und nicht auf Aufschritzzettel geschrieben werden.

Artikel 22.

VERSIEGELUNG DER WERTPAKETE.

Jedes Wertpaket muss durch Siegelack oder Blei oder durch ein anderes Mittel mit besonderem und gleichartigem Gepräge oder Zeichen des Absenders verschlossen sein; die Siegelabdrücke usw. müssen in ausreichender Zahl angebracht sein, so dass dem Inhalt nicht beizukommen ist, ohne eine sichtbare Spur des Eingriffs zu hinterlassen.

Artikel 23.

GEWICHTSANGABE BEI WERTPAKETEN.

Die Aufgabeverwaltung hat das genaue Gewicht jedes Wertpakets in Gramm anzugeben:

- a) in der Aufschrift des Pakets;
- b) auf der Paketkarte an der dafür vorgesehenen Stelle.

Artikel 24.

AUFGABENUMMER UND AUFGABEPOSTANSTALT.

Jedes Paket und die zugehörige Paketkarte müssen mit einem Zettel, auf dem die Aufgabennummer und der Name der Aufgabepostanstalt angegeben sind, beklebt werden. Eine Aufgabepostanstalt soll nicht gleichzeitig zwei oder mehrere Reihen von Zetteln ohne Unterscheidungszeichen verwenden.

Artikel 25.

STEMPELABDRUCK.

Die Aufgabepostanstalt bedruckt die Paketkarte auf der Anschriftseite mit einem Stempel, der den Namen der Aufgabepostanstalt und den Tag der Auflieferung angibt.

Artikel 26.

EILPAKETE.

Eilpakete und die zugehörigen Paketkarten werden neben der Anschrift mit einem Stempelabdruck oder Zettel von roter Farbe versehen, der in kräftigen Buchstaben das Wort „Eilbote — (Express)“ oder „Exprès“ trägt.

Artikel 27.

RÜCKSENDUNG DER GEBÜHRENZETTEL. EINZIEHUNG DER VERAUSLAGTEN BETRÄGE.

I. Die Postanstalt, die die Zoll- oder sonstigen Gebühren für Rechnung des Absenders eines gebührenfreien Pakets verauslagt hat, vervollständigt die Angaben auf der Rückseite des Gebühren-

return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " Franc de droits " reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note and to indicate if possible the date of posting of the parcel. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin and of which Customs clearance has not been effected by the Administration of the country of destination must be cancelled by the office which returns the parcels.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Administration of the country of destination, the Administration of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate fixed for the issue of Money Orders for payment in the country in question. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and shall be supported by the signature of the officer who made the conversion.

Article 28.

RE-TRANSMISSION.

1. The Postal Administration re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the crédits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which the United Kingdom or the Free City of Danzig has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 29.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 15, section 1, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not

zettels und übersendet ihn mit den Belegstücken in geschlossenem Umschlag ohne Angabe des Inhalts an das Postamt, das auf der Aufschriftseite des Gebührenzettels angegeben ist.

2. Wenn ein Paket mit dem Klebezettel „Franc de droits“ im Bestimmungsland ohne Gebührenzettel eingeht, fertigt die Verzollungspostanstalt ein Doppel des Gebührenzettels aus ; dabei ersetzt sie den Namen der auf dem Gebührenzettel vermerkten Verwaltung durch den des Aufgabelandes der Sendung und gibt, soweit möglich, den Aufgabetag des Pakets an. Wenn der Gebührenzettel nach Aushändigung des Pakets verloren geht, wird in derselben Weise ein Doppel ausgefertigt.

3. Gebührenzettel zu solchen Paketen, die aus irgend einem Grunde vor der Verzollung durch die Bestimmungsverwaltung nach dem Aufgabeort zurückgesandt werden, sind von der Verwaltung, die die Pakete zurücksendet, ungültig zu machen.

4. Wenn ein Gebührenzettel mit der Angabe der Auslagen der Bestimmungsverwaltung wieder eingeht, rechnet die Aufgabeverwaltung diesen Betrag in ihre eigene Währung um, und zwar nach einem Umrechnungsverhältnis, das sie selbst bestimmt und das nicht höher sein darf als für Postanweisungen nach dem Bestimmungsland. Das Ergebnis der Umrechnung wird in dem Stammteil des Formblatts vermerkt und durch die Unterschrift des Beamten bescheinigt, der die Umrechnung bewirkt hat.

Artikel 28.

NACHSENDUNG.

1. Fehlgeleitete Pakete dürfen von der nachsendenden Verwaltung nicht mit Zoll- oder andern nichtpostlichen Gebühren belegt werden.

Gibt diese Verwaltung ein solches Paket an die Verwaltung zurück, die es ihr zugeführt hat, so erstattet sie ihr die empfangenen Vergütungen und teilt ihr den Irrtum durch Meldung mit.

Reichen in anderen Fällen die ihr vergüteten Gebühren zur Deckung der Kosten für die Weitersendung nicht aus, so vergütet sie der Verwaltung, der sie das Paket zuführt, die ordnungsmässigen Beförderungsgebühren und stellt der Auswechslungspostanstalt, die ihr das fehlgeleitete Paket überwiesen hat, den erwachsenden Fehlbetrag in Schuld. Der Grund der Anrechnung wird dieser Postanstalt durch eine Meldung mitgeteilt.

2. Muss ein Paket, das infolge eines Irrtums zu Unrecht angenommen worden ist, aus diesem Grunde nach dem Aufgabeland zurückgesandt werden, so vergütet die Verwaltung, die das Paket zurückgibt, der Verwaltung, die es ihr überwiesen hat, die empfangenen Vergütungen.

3. Gebühren, die auf einem Paket lasten, das infolge Veränderung des Wohnorts des Empfängers oder eines Irrtums des Absenders nach einem mit der Freien Stadt Danzig und dem Vereinigten Königreich im Paketaustausch stehendem Lande nachgesandt worden ist, werden von der Verwaltung eingezogen, an die das Paket weitergegeben wird. Wird die Gebühr für die Weiterbeförderung vor der Nachsendung entrichtet, so ist das Paket so zu behandeln, als wenn es unmittelbar aus dem Nachsendungs- nach dem Bestimmungsland gerichtet wäre.

4. Die Pakete werden in ihrer ursprünglichen Verpackung und mit der Ursprungspaketkarte nachgesandt. Muss das Paket aus irgendeinem Grunde neu verpackt oder die ursprüngliche Paketkarte durch eine neue ersetzt werden, so muss der Name der Aufgabepostanstalt des Pakets, die ursprüngliche Aufgabennummer und, wenn möglich, der Aufgabetag auf dem Paket und auf der Paketkarte angegeben werden.

Artikel 29.

RÜCKSENDUNG DER UNZUSTELLBAREN PAKETE.

1. Die Bestimmungspostanstalt ist nicht verpflichtet, einer im Artikel 15, § 1, des Abkommens nicht vorgesehenen Vorausverfügung, die der Absender eines unzustellbaren Pakets getroffen

comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 30.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 17 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 31.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 32.

PARCEL BILL.

1. Insured, Trade Charge, returned and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill. The advice of other parcels, except transit parcels, shall consist of a statement of the numbers of parcels at the several steps of the weight scale, a note being made on the Bills of the number of express parcels and parcels to be delivered free of charge. Transit parcels shall be entered individually provided that two or more transit parcels, addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed, may be entered in bulk. The Despatch Notes, Customs Declarations, Franking Notes, Advices of Delivery, Trade Charge Money Order Forms, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 33.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags

hat, zu entsprechen ; sie kann vielmehr das Paket nach Ablauf der in dem Bestimmungslande vorgeschriebenen Lagerfrist an den Absender zurücksenden.

2. Die Postanstalt, die ein Paket an den Absender zurückschickt, hat den Grund der Unzustellbarkeit auf dem Paket und der zugehörigen Paketkarte klar und bestimmt anzugeben. Diese Angabe kann handschriftlich oder auch durch Stempel oder Klebezettel erfolgen. Die zu einem zurückgehenden Paket gehörige Ursprungspaketkarte ist mit dem Paket nach dem Aufgabeland zurückzusenden.

3. Ein an den Absender zurückgehendes Paket ist in die Frachtkarte mit dem Wort „Rebut“ in der Spalte „Bemerkungen“ einzutragen. Es wird wie ein Paket, das infolge Veränderung des Wohnortes des Empfängers nachzusenden ist, behandelt und mit Nachgebühren belegt.

Artikel 30.

VERKAUF. VERNICHTUNG.

1. Ist ein Paket nach Artikel 17 des Abkommens verkauft oder vernichtet worden, so wird über den Verkauf oder die Vernichtung eine Verhandlung aufgenommen.

2. Der Verkaufserlös dient in erster Linie zur Deckung der auf der Sendung haftenden Kosten. Ein Überschuss wird der Aufgabepostanstalt zur Aushändigung an den Absender gebührenpflichtig übersandt.

Artikel 31.

NACHFRAGEN NACH PAKETEN UND NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

Zu den Nachfragen nach Paketen oder nicht zurückgekommenen Nachnahmepostanweisungen dient ein Formblatt, das dem in der Vollzugsordnung zum zwischenstaatlichen Postpaketabkommen vorgesehenen Muster entspricht. Dieses Formblatt wird an die durch die beiden Verwaltungen hierfür bestimmten Postanstalten übersandt, die es in der zwischen den beiden Verwaltungen vereinbarten Weise behandeln.

Artikel 32.

FRACHTKARTE.

1. Wertpakete, Nachnahmen, zurückgesandte und nicht bezahlte nachgesandte Pakete werden durch die absendende Auswechslungspostanstalt einzeln in eine Frachtkarte eingetragen. Andere Pakete, ausgenommen Durchgangspakete, sind der Stückzahl nach und getrennt nach den einzelnen Gewichtsstufen in die Frachtkarte einzutragen. Eilpakete und gebührenfrei auszuwändigende Pakete werden in der Frachtkarte vermerkt. Durchgangspakete sind einzeln einzutragen ; indes können beim Vorliegen von 2 oder mehr Durchgangspaketen nach demselben Bestimmungsland für die der gleiche Gebührenbetrag zu vergüten ist, diese Pakete der Stückzahl nach eingetragen werden. Die Paketkarten, Zollinhaltsklärungen, Gebührentzettel, Rückscheine, Nachnahmepostanweisungen usw. sind der Frachtkarte beizufügen.

2. Jede absendende Auswechslungspostanstalt versieht die Frachtkarten in der linken oberen Ecke mit einer jährlich fortlaufenden Nummer für jede Bestimmungsauswechslungsanstalt und gibt, wenn möglich, unter der Nummer den Namen des die Post befördernden Schiffes an. Die letzte Nummer des alten Jahres muss in der ersten Frachtkarte des neuen Jahres vermerkt werden.

Artikel 33.

ABNAHME DURCH DIE AUSWECHSLUNGSPOSTANSTALTEN. FESTSTELLUNG VON UNREGELMÄSSIGKEITEN.

1. Beim Eingang eines Kartenschlusses sowohl mit Paketen als auch mit leeren Säcken prüft die empfangende Auswechslungspostanstalt die Pakete und die verschiedenen Begleitpapiere

as the case may be, against the particulars entered in the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Errors in the credits allowed in respect of transit parcels shall be notified to the despatching Offices of Exchange by Verification Notes. The adjustment of other errors in credits and accounting shall be arranged in connection with the preparation of the quarterly statements specified in Article 34 below.

Article 34.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall prepare quarterly for all the parcel mails despatched during the quarter by each of the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts due in respect of the mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be afterwards summarized by the same Administration in an account, which, accompanied by the quarterly statements, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following the quarter to which it relates.

3. The quarterly statements and accounts shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the copies of the Parcel Bills which it retains and shall be summarized in an annual general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 35.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of transit accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 5 per cent. per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 36.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Postal Administration shall be effected by means of supplements to the special account of Money Order transactions between the two Administrations.

2. In this account, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money orders, the orders shall be entered in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. The Administration which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half of one per cent. ($\frac{1}{2}\%$) of this total, representing the allowance to the other Administration specified in Article 39 of the Agreement.

The verification of this account shall be effected in accordance with the provisions of the Money Order Agreement between the two Administrations.

3. The totals of the Trade Charge account shall be included in and settled as part of the general account in respect of Money Orders for the same period.

oder die etwaigen leeren Säcke auf Grund der Eintragungen in der Frachtkarte und teilt erforderlichenfalls das Fehlen von Gegenständen oder andere Unregelmässigkeiten durch eine Rückmeldung mit.

2. Irrtümer bei der Gebührenvergütung für Durchgangspakete sind der absendenden Auswechslungspostanstalt durch Meldung mitzuteilen. Andere Irrtümer in der Gebührenvergütung und der Abrechnung werden bei der Aufstellung des im Artikel 34 angegebenen vierteljährlichen Verzeichnisses richtiggestellt.

Artikel 34.

ABRECHNUNG ÜBER DIE VERGÜTUNGEN.

1. Jede Verwaltung lässt vierteljährlich für alle Paketkartenschlüsse, die von den einzelnen Auswechslungspostanstalten der andern Verwaltung während des Vierteljahrs eingegangen sind, ein Verzeichnis der Gesamtbeträge aufstellen, die ihr in den Frachtkarten gut- oder zur Last geschrieben sind.

2. Diese Verzeichnisse sind dann durch dieselbe Verwaltung in einer Abrechnung zusammenzufassen, und zusammen mit den vierteljährlichen Verzeichnissen an die beteiligte Verwaltung zu senden und zwar im Laufe des ersten Monats, der dem Vierteljahr folgt, auf das sich die Abrechnung bezieht.

3. Die vierteljährlichen Verzeichnisse und Abrechnungen sind von der beteiligten Verwaltung unter Zurückgehen auf die zurückbehaltenen Abschriften der Frachtkarten zu prüfen und anzuerkennen; sie sind in einer jährlichen Hauptrechnung zusammenzufassen, die von der Verwaltung aufgestellt wird, an die der Restbetrag zu zahlen ist.

Artikel 35.

BEGLEICHUNG DER RECHNUNGEN.

1. Die Restschuld aus der Hauptrechnung zahlt die Schuldnerverwaltung der Gläubigerverwaltung nach den Vorschriften für die Begleichung der Rechnungen über Durchgangsposten im Weltpostvertrag.

2. Die Aufstellung und Übersendung der Hauptrechnung sowie die Begleichung der Restschuld sind möglichst schnell zu bewirken, spätestens aber binnen 3 Monaten nach Ablauf des Zeitraums, auf den sich die Rechnung bezieht. Vom Tage des Ablaufs dieser Fristen an sind die Schuldsommen mit 5 v. H. jährlich zu verzinsen.

Artikel 36.

ABRECHNUNG DER NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

1. Die Abrechnung der von jeder Verwaltung ausgezahlten Nachnahmepostanweisungen geschieht auf Grund eines Anhangs zu den einzelnen Abrechnungen über Postanweisungen zwischen den beiden Verwaltungen.

2. In diesen Rechnungen, denen die ausgezahlten und mit Empfangsbescheinigung versehenen Nachnahmepostanweisungen beizufügen sind, werden die Postanweisungen nach der Buchstabenfolge der Einzahlungspostanstalten und nach der Nummerfolge der Einzahlungslisten eingetragen. Die Verwaltung, die die Rechnung aufgestellt hat, zieht von dem Gesamtbetrag ihrer Forderungen $\frac{1}{2}$ v. H. ab, die die im Artikel 39 des Abkommens angegebene Vergütung an die andere Verwaltung darstellt.

Die Prüfung dieser Rechnung ist gemäss den Bestimmungen des Postanweisungsabkommens der beiden Länder auszuführen.

3. Der Restbetrag der Nachnahmeabrechnung ist in die für denselben Zeitraum aufgestellte Hauptrechnung über Postanweisungen aufzunehmen und zu begleichen.

Article 37.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Postal Administration on behalf of the other shall be effected by means of special monthly accounts which shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these offices have given to them.

2. The special account accompanied by the Franking Notes shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled either by a Money Order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

Article 38.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at London the 18th day of December, 1936, and at Danzig the 13th day of January, 1937.

(L. S.) G. C. TRYON.
(L. S.) FLOHR.

Artikel 37.

GEBÜHRENZETTEL. ABRECHNUNG ÜBER DIE ZOLLGEBÜHREN USW.

1. Über Zollgebühren usw., die eine Verwaltung für Rechnung einer andern Verwaltung vorauslagt hat, wird durch monatliche Einzelrechnungen abgerechnet, die die schuldende Verwaltung in der Währung des Gläubigerlandes aufstellt. Die Gebührenzettel werden nach der Buchstabenfolge der die Gebühren verauslagenden Postanstalten und nach der Reihenfolge der Buchungsnummern eingetragen.

2. Die Einzelrechnung wird mit den Gebührenzetteln der Gläubigerverwaltung spätestens am Schlusse des Monats übersandt, der dem Monat folgt, auf den sich die Rechnung bezieht. Leerrechnungen werden nicht aufgestellt.

3. Die Rechnungen werden nach den Vorschriften des zwischen den beiden Verwaltungen besonders geschlossenen Postanweisungsabkommen geprüft.

4. Diese Abrechnungen werden entweder durch Postanweisung oder durch Wechsel in der Währung des Gläubigerlandes oder in irgend einer andern gegenseitig vereinbarten Weise beglichen.

Artikel 38.

MITTEILUNGEN UND BEKANNTMACHUNGEN.

Jede Verwaltung gibt der andern jede notwendige Auskunft über Einzelheiten, die sich auf die Abwicklung des Paketdienstes beziehen.

Artikel 39.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DER VOLLZUGSORDNUNG.

Diese Vollzugsordnung gilt vom Tage des Inkrafttretens des Paketabkommens an und hat dieselbe Dauer wie dieses Abkommen. Die vertragschliessenden Verwaltungen haben jedoch das Recht, die Einzelheiten von Zeit zu Zeit in gegenseitigem Einvernehmen zu ändern.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Danzig, am 13. Januar 1937, und in London, am 18. Dezember 1936.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) FLOHR.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4109. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 18 DÉCEMBRE 1936, ET A DANTZIG, LE 13 JANVIER 1937.

LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG conviennent d'effectuer un échange régulier et direct de colis entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Ville libre de Dantzig.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est joint, l'expression « le Royaume-Uni » signifie la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

ACCORD

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis expédié dans le Royaume-Uni à destination de la Ville libre de Dantzig ne devra peser plus de 22 livres ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; aucun colis expédié dans la Ville libre de Dantzig à destination du Royaume-Uni ne devra peser plus de 10 kilogrammes ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur ou plus de 1 m. 80, longueur et pourtour réunis.

2. La manière de voir du bureau expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations garantissent le droit de transit sur leur territoire aux colis à destination ou en provenance de tout pays, avec lequel elles échangent des colis postaux. Les colis en transit seront soumis aux dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution, dans la mesure où elles seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, sauf dans le cas de colis réexpédiés ou renvoyés.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque administration qui participe au transport par terre ou par mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales dans le Royaume-Uni seront les suivantes : 1 fr., 1 fr. 50, 2 fr. et 3 fr. 15 pour les colis jusqu'à 1 kg. (2 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement ; les taxes territoriales dans la Ville libre de Dantzig seront les suivantes : 0 fr. 55, 0 fr. 75 et 1 fr. 25 pour les colis jusqu'à 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement.

L'Administration postale de la Ville libre de Dantzig se réserve le droit de modifier ses taxes conformément à toute modification qui pourrait être apportée en matière de taxes par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934.

L'Administration postale du Royaume-Uni se réserve le droit de modifier ses taxes territoriales, conformément à toute modification de ces mêmes taxes qui pourrait être décidée à propos de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales pourra fixer la taxe afférente aux services maritimes assurés par elle.

Article 6.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale de la Ville libre de Dantzig peut percevoir, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis ainsi que toutes autres taxes qui pourraient être fixées par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934. L'Administration postale du Royaume-Uni pourra percevoir les droits qu'elle fixera de temps à autre pour des services analogues à l'occasion de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 7.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et autres droits non postaux seront à la charge des destinataires des colis, sauf dispositions contraires du présent accord.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

Les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt, la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

Dans ce cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par l'administration destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration qui avance le montant des droits pour le compte de l'expéditeur peut percevoir pour ce service un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 6 pour le dédouanement.

L'Administration postale du Royaume-Uni peut percevoir sur l'expéditeur, dans le Royaume-Uni, d'un colis expédié aux conditions du présent accord, un droit spécial d'un shilling au maximum.

Article 9.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales pourra percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « Poste restante » ou non retirés dans le délai prescrit.

Ce droit ne peut, en aucun cas, excéder 5 francs.

Article 10.

COLIS EXPRESS.

1. Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée. Si l'administration de destination n'est pas en mesure de remettre les colis au domicile du destinataire, un avis d'arrivée doit être envoyé immédiatement par porteur spécial.

Ces colis, dits « express », sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, l'administration dont dépend ce bureau peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence de celle qui est fixée par les règlements intérieurs pour la remise par express, moins l'équivalent de la taxe prescrite payée par l'expéditeur.

Lorsqu'un colis express est réexpédié ou tombe en rebut, la taxe complémentaire reste exigible suivant les dispositions de l'article 36, § 2.

3. La remise par express du colis ou d'un avis d'arrivée au destinataire n'est essayée qu'une fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme express et sa remise s'effectue dans les conditions prévues pour les colis ordinaires.

Article 11.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent pas contenir de lettres, notes ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ni de paquets de quelque nature que ce soit portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ou de personnes demeurant avec lui.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est également interdit d'expédier dans les colis postaux :

a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents de l'administration des postes, ou salir ou détériorer les autres envois ;

b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées et les allumettes) ;

c) Des animaux vivants (à l'exception des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes contruites de manière à prévenir tout danger pour les agents des postes, ainsi qu'à permettre d'en vérifier le contenu) ;

d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou par les règlements de douane ou autres ;

e) Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis qui aura été admis à tort à l'expédition sera renvoyé au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à lui appliquer un autre traitement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère d'une correspondance actuelle ou personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi au pays d'origine.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses ainsi que les objets obscènes ou immoraux ne seront pas renvoyés au pays d'origine ; l'administration postale qui les aura découverts dans le courrier les traitera de la manière prévue par son propre règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis, pour qu'elle puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

Article 12.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception dans les conditions prescrites pour les colis postaux par la Convention relative aux colis postaux de l'Union postale universelle. Il ne sera pas délivré d'avis de réception pour les colis sans valeur déclarée.

Article 13.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis peut être effectuée par suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination peut percevoir la taxe de réexpédition fixée par ses règlements intérieurs. De même, un colis pourra être réexpédié de l'un des deux pays Parties au présent accord vers un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport, et qu'en règle générale, la taxe supplémentaire soit payée au moment de la réexpédition ou que la preuve soit fournie que cette taxe sera versée par le destinataire.

2. Les taxes supplémentaires perçues en cas de réexpédition et non payées par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de renvoi à l'origine, mais elles seront perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du remboursement de tous les frais spéciaux dont l'administration du pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 14.

COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront réexpédiés ou renvoyés suivant les prescriptions de l'article 28, alinéas 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 15.

REBUTS.

1. L'expéditeur aura la faculté de demander au moment du dépôt que si le colis ne pouvait être remis à l'adresse indiquée, il soit ou bien : *a*) traité comme colis tombé en rebut, ou *b*) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre possibilité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, la formule devant être la suivante ou une formule analogue :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut. »

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... »

La même demande doit également figurer sur l'enveloppe du colis.

2. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, après avoir été conservé pendant les délais prescrits par le règlement de l'administration postale du pays de destination.

Néanmoins, tout colis qui aura été formellement refusé par le destinataire sera renvoyé immédiatement.

3. Les droits à percevoir sur les colis non délivrés au destinataire et renvoyés à l'origine seront recouverts conformément aux dispositions de l'article 35.

Article 16.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent accord s'engagent à intervenir auprès de leurs administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 17.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration ou corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 18.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas renvoyés par l'administration postale du pays de destination, qui les traitera d'après sa législation. Aucune réclamation ne pourra être adressée par l'administration du pays de destination à celle du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 19.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement pourra donner lieu à la perception d'un droit de 0 fr. 60 au maximum.

Aucun droit n'est perçu, si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial afférent à l'avis de réception.

Le droit de réclamation sera perçu pour chaque colis même si la réclamation concerne plusieurs colis expédiés en même temps par le même expéditeur et destinés à la même adresse.

2. Les réclamations ne seront admises que dans le délai d'une année, à compter du lendemain du dépôt du colis. Cependant, chacune des deux administrations est tenue de répondre aux simples demandes de renseignements reçues après ce délai de l'autre administration concernant des colis expédiés depuis deux ans au plus, à la condition que les pièces relatives à cette expédition existent encore.

3. Lorsqu'une réclamation aura été motivée par une faute de service, le montant du droit de réclamation sera restitué.

Article 20.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. LIQUIDATION.

1. Des colis grevés de remboursement peuvent être échangés entre le Royaume-Uni et la Ville libre de Dantzig.

Le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement est fixé à 1.000 gulden dantzikois par colis déposé dans la Ville libre de Dantzig et à £40 par colis déposé dans le Royaume-Uni. Dans le calcul du montant du remboursement, les fractions de penny ou de pfennig dantzikois sont négligées.

Les deux administrations postales s'engagent à admettre le transit par leurs services des colis contre remboursement. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements encaissés doivent être établis et réglés directement par les administrations des pays d'origine et de destination des colis contre remboursement.

2. Les colis contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou, le cas échéant, des colis avec valeur déclarée. L'expéditeur paie, en outre, un droit spécial, fixé par l'administration d'origine et qui ne doit pas dépasser :

a) 2½ pence par livre sterling ou fraction de livre sterling du montant du remboursement pour les colis déposés dans le Royaume-Uni ;

b) 15 pfennig par 20 gulden dantzikois ou fraction de 20 gulden dantzikois du montant du remboursement pour les colis déposés dans la Ville libre de Dantzig.

3. Le montant du remboursement encaissé est transmis au moyen d'un mandat de remboursement qui est émis gratuitement.

4. Outre la taxe spéciale prévue au paragraphe 2, l'Administration du Royaume-Uni a le droit de percevoir sur l'expéditeur d'un colis contre remboursement, déposé dans le Royaume-Uni, un droit supplémentaire de 2 pence au maximum par colis et, sur le destinataire d'un colis contre remboursement, délivré dans le Royaume-Uni, un droit supplémentaire ne dépassant pas 4 pence par colis. L'Administration postale de la Ville libre de Dantzig aura le droit de percevoir sur l'expéditeur d'un colis contre remboursement, déposé dans la Ville libre de Dantzig, un droit supplémentaire ne dépassant pas 50 pfennig dantzikois par colis.

Article 21.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE.

Les deux administrations postales répondront, dans les conditions déterminées par les articles 27 à 33 ci-après, de la perte des colis contre remboursement, ainsi que de la spoliation ou de l'avarie de leur contenu.

Article 22.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT OU D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX DU REMBOURSEMENT.

Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 19 et à moins que le non-encaissement ne soit dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en est de même si la somme reçue du destinataire est inférieure au montant du remboursement ou si l'encaissement du montant a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de l'expéditeur, pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre des tiers.

Article 23.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LES REMBOURSEMENTS.

Le paiement, par l'administration expéditrice, des sommes encaissées régulièrement, se fait pour le compte de l'administration destinataire. De même, le paiement de l'indemnité est effectué pour le compte de l'administration destinataire, si cette dernière est responsable.

Une fois le colis délivré, l'administration destinataire est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation des dispositions

réglementaires par l'administration expéditrice ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le règlement d'exécution pour les colis contre remboursement.

L'administration destinataire est tenue de rembourser, aux conditions prévues par l'article 33, le montant dont l'administration d'origine a fait l'avance.

Article 24.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, ne peut pas être payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'administration dont relève le bureau d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration expéditrice du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cette administration, après l'expiration du délai légal de validité.

A tous les autres égards et sous les réserves prévues au règlement d'exécution, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Accord concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations.

Article 25.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 francs, sous réserve de l'observation de toute limite de déclaration de valeur plus basse en vigueur dans les pays intermédiaires par lesquels sont expédiés les colis.

2. Un droit d'assurance, qui sera fixé par l'administration du pays d'origine, sera perçu par 300 francs de la valeur déclarée ou fraction de cette somme.

3. L'administration postale du pays d'origine pourra également percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition qui ne pourra dépasser 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 26.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu et de l'emballage du colis, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a pas de valeur pécuniaire pourra être assuré pour une somme nominale, afin de bénéficier des garanties du système de la déclaration de valeur.

Article 27.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations répondent de la perte des colis, ainsi que de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de tout ou partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser 10 francs par colis pesant jusqu'à 1 kilogramme (2 lb.), 25 francs par colis pesant plus de 1 kilogramme mais pas plus de 5 kilogrammes (11 lb.) et 40 francs par colis pesant plus de 5 kilogrammes. Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Dans le cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se produisent dans un service du pays de destination, l'administration postale de ce pays pourra verser une indemnité au destinataire, à ses propres frais et sans consulter l'administration postale du pays d'origine, pourvu que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul du montant de l'indemnité, il ne sera pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis ou pour la spoliation de tout le contenu, l'expéditeur a droit, en outre, au remboursement de la taxe d'affranchissement.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance et, s'il y a lieu, le droit d'expédition, restent acquis aux administrations postales intéressées.

Article 28.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions prévues à l'article 11 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) Pour les colis au sujet desquels l'expéditeur n'a pas déposé de réclamation dans le délai prévu à l'article 19 ;
- g) Pour les colis contenant des pierreries, de la bijouterie ou des objets en or, argent ou platine d'une valeur dépassant 2.500 francs et qui n'auraient pas été emballés dans une boîte de la dimension prescrite à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 29.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les propriétaires ou leurs représentants ont accepté la livraison sans réserve.

Article 30.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration du pays d'origine, sauf dans les cas mentionnés à l'article 27, paragraphe 1, où le paiement est effectué par l'administration du pays de destination. Après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, l'administration du pays d'origine peut, cependant, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 31.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur, pour le compte de l'autre administration, si cette dernière, régulièrement saisie, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire.
3. L'administration expéditrice peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année lorsque la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie de l'envoi est due à un cas de force majeure, n'a pas encore été tranchée.

Article 32.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans faire d'observations et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ou à son agent, ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.
 2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre pays, s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les deux administrations supportent le dommage par moitié.
 3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations sont intervenues dans le transport du colis. Cependant, dans le cas de colis envoyés en transit de l'un des deux pays par le territoire de l'autre pays, aucune des deux administrations ne sera responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans un service qui n'accepte pas de responsabilité.
 4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'aura pu être obtenue tombent à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.
 5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre un tiers.
- En cas de découverte ultérieure de tout ou partie d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 33.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué, conformément à l'article 30, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de 3 mois après notification du paiement. Ce montant sera recouvré sur l'administration responsable, par la voie des décomptes prévus à l'article 34, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

L'administration postale dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 34.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié par l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié par l'un des deux pays en transit par le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les droits qui lui reviennent pour le transport et l'assurance du colis.

Article 35.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre les droits qui lui sont dus à elle-même ainsi qu'à toute autre administration qui aura participé à la réexpédition ou au renvoi. La reprise sera notifiée sur la feuille de route afférente au courrier avec lequel le colis est renvoyé.

Article 36.

TAXES D'EXPRÈS, SPÉCIALE ET COMPLÉMENTAIRE.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 10, paragraphe 1, sera comprise dans les bonifications revenant à l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée à l'administration postale du nouveau pays de destination. Si celle-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis express est tombé en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 10, paragraphe 2, est reprise, de la manière indiquée à l'article 35, sur l'administration du pays de la nouvelle destination ou sur l'administration du pays d'origine, suivant le cas, par l'administration qui a tenté la remise, sauf lorsque cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 37.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, la taxe de réexpédition prévue à l'article 13, paragraphe 2, est acquise au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 38.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration qui les aura perçus :

- a)* Le droit spécial visé à l'article 8, quatrième alinéa ;
- b)* Le droit appliqué aux avis de réception (article 12) ;
- c)* Le droit appliqué aux réclamations (article 19, paragraphe 1) ;
- d)* Le droit supplémentaire pour les colis contre remboursement prévu à l'article 20, paragraphe 4 ;
- e)* Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (article 25, paragraphe 3).

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 6 est acquis à l'administration postale du pays de destination. Le droit de commission visé à l'article 8, troisième alinéa, peut être repris par ladite administration.

Article 39.

DROIT DE REMBOURSEMENT.

Le droit mentionné à l'article 20, paragraphe 2, est partagé entre l'administration du pays d'origine et l'administration du pays de destination, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 40.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable à l'administration postale du pays de destination d'un droit d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée, pour le transport par terre. Si l'administration du pays de destination fournit le transport par mer, l'administration du pays d'origine lui sera redevable d'un droit additionnel de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 41.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont des francs et centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.

2. Les colis ne pourront être soumis à d'autres taxes postales que celles qui sont prévues dans le présent accord, sauf avec le consentement mutuel des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances extraordinaires, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à condition d'en aviser immédiatement l'autre administration, par télégraphe en cas de nécessité.

4. Pour assurer l'exécution du présent accord, les deux administrations ont établi le règlement d'exécution ci-après. Les autres questions de détail, si elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent accord et si elles ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées, de temps à autre, d'un commun accord.

5. La législation intérieure du Royaume-Uni et de la Ville libre de Dantzig restera applicable pour toutes les questions non prévues par les stipulations du présent accord et de son règlement d'exécution.

Article 42.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} février 1937 et restera applicable jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date où il aura pu être dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Londres, le 18 décembre 1936, et à Dantzig, le 13 janvier 1937.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) FLOHR.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LES 18 DÉCEMBRE 1936 ET 13 JANVIER 1937.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration doit acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'administration réexpéditrice.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés d'accord entre les deux administrations postales.

2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'un des deux pays contractants en transit par l'intermédiaire de l'autre s'opère à découvert.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée au col de chaque sac avec l'indication, au dos de l'étiquette, du nombre de colis contenus dans le sac.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents devra porter une étiquette distinctive.

5. Les colis exprès et les colis contre remboursement compris dans un courrier devront être réunis et placés, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. S'ils ne peuvent tous être insérés dans le sac qui contient la feuille de route, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés seront signalés par une étiquette distinctive.

6. De même, les colis avec valeur déclarée sont expédiés dans des sacs séparés dont les étiquettes porteront le signe distinctif que les deux administrations auront fixé de temps à autre, d'accord entre elles.

7. Le poids de chaque sac de colis ne devra pas dépasser 36 kilos (80 livres avoirdupois).

8. Chaque administration postale fournira les sacs nécessaires à la transmission de ses colis.

9. Les sacs appartenant à la Ville libre de Dantzig seront retournés vides dans des courriers de colis, le nombre de sacs vides étant indiqué sur les feuilles de route correspondantes. Lorsque le nombre de sacs sera suffisant, il sera constitué des courriers de sacs vides, séparés.

Les sacs appartenant à l'Administration des postes britannique seront renvoyés vides au Royaume-Uni, par paquets de dix (neuf sacs contenus dans le dixième), comme courrier séparé, adressé au bureau d'échange désigné par l'Administration des postes du Royaume-Uni. Le nombre des sacs ainsi renvoyés sera indiqué sur une feuille de route distincte de celle qui sert à l'enregistrement des colis eux-mêmes, et cette feuille sera numérotée suivant une série annuelle distincte.

10. Chaque administration sera tenue de payer à l'autre la contre-valeur de tous les sacs qu'elle n'aura pas retournés.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre, au moyen d'un tableau :
 - a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
 - b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
 - c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration pour chaque destination ;
 - d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;
 - e) Tout autre renseignement nécessaire.
2. Chaque administration doit faire connaître à l'autre quels sont les pays à destination desquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par le territoire de l'autre, à moins que, dans certains cas, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des droits relatifs aux colis postaux, chaque administration postale aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, dans sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

- a) Porter l'adresse exacte du destinataire, en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé. Pour les colis ordinaires, l'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. On recommandera à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de sa propre adresse ;
- b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les substances facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), doit être ménagé un espace, qu'on remplira de sciure, de son ou de quelque autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.
2. Les poudres sèches colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer-blanc résistant placées à leur tour dans des boîtes en bois, avec de la sciure entre les deux récipients.
3. L'emballage des colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou des objets d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2.500 francs, doit consister en une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane, conformément aux règlements du pays de destination ; les déclarations en douane seront solidement fixées au bulletin d'expédition.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane peuvent cependant servir pour deux ou trois colis ordinaires (au maximum) expédiés en même temps par un même expéditeur au même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis avec valeur déclarée ni aux colis exprès.

3. Les deux administrations n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les colis qui doivent être livrés francs de droits aux destinataires porteront du côté de l'adresse et sur le bulletin d'expédition une étiquette jaune avec, en gros caractères, l'inscription « Franc de droits ».

2. Tout colis expédié « franc de droits » est accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct, qui est attaché solidement au bulletin d'expédition.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Advice of Delivery (Rückschein) » ou « Avis de réception (A. R.) ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. La formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine, et elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux règles fixées à l'article 10 ci-après. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception pour un colis avec valeur déclarée, postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation revêtue de timbres-poste représentant la taxe prescrite par la Convention de l'Union postale.

La formule de réclamation, accompagnée de l'avis de réception, est traitée conformément aux dispositions de l'article 31 ci-après, avec la seule exception que, dans le cas où le colis aurait été dûment délivré, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter, du côté de l'adresse, la mention « C. O. D. » (« Nachnahme ») (« Remboursement »), écrite ou imprimée d'une manière très apparente et suivie de l'indication du montant du remboursement, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur doit ajouter, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse, en caractères latins.

Article 12.

ETIQUETTE POUR COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Les colis contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus, du côté de l'adresse, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 13.

MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule, qui est attachée au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine du colis et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats afférents aux colis originaires de son service. Le coupon du mandat doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises sur les mandats de remboursement.

Article 14.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Le montant des remboursements est converti en monnaie du pays de destination par les soins de l'administration de ce pays, qui se sert à cet effet du taux de conversion courant dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 15.

DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement doit être payé par le destinataire dans le délai prescrit par les règlements du pays de destination.

A l'expiration de ce délai, le colis est traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'accord.

Article 16.

RÉEXPÉDITION DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Les colis contre remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination échange, avec le pays d'origine, des colis contre remboursement. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par l'administration postale

d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les colis lui avaient été expédiés directement.

2. En cas de demande de réexpédition sur un pays qui n'échange pas de colis contre remboursement avec le pays d'origine, les colis sont traités comme étant tombés en rebut.

Article 17.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, renvoie le mandat sans taxe au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'administration postale du pays d'origine sur le titre lui-même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'administration payante.

Article 18.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement afférentes aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulées par les soins du bureau qui renvoie les colis et jointes aux bulletins d'expédition retournés.

2. Lorsque les formules de mandats de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, en établit des duplicata.

Article 19.

MANDATS DE REMBOURSEMENT PERDUS.

1. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du remboursement sont remplacés par des duplicata ou des autorisations de paiement, après constatation par les deux administrations que les mandats n'ont pas été payés.

2. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires dans les délais de validité fixés par l'accord relatif aux mandats intervenu entre les deux administrations, sont, à l'expiration du délai de validité, quittancés par l'administration qui aurait dû les payer et portés au débit de l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été délivrés aux bénéficiaires, mais dont les ayants droit n'ont pas demandé le paiement dans les délais de validité fixés par l'accord relatif aux mandats intervenu entre les deux administrations, sont remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement sont établies par l'administration qui a encaissé les remboursements, dès qu'elle a pu constater que les mandats originaux n'ont pas été payés pendant la période de validité ; l'administration correspondante les quitte et porte en compte les montants dus, dans le premier compte qu'elle dresse après réception des autorisations.

4. Lorsqu'un mandat de remboursement n'a pas été porté en compte pendant la période de validité, l'administration qui l'a émis doit en aviser l'administration correspondante.

5. Les mandats de remboursement qui ne peuvent être payés pour cause d'irrégularité lors de leur établissement par le bureau de destination du colis, sont renvoyés le plus tôt possible audit bureau, sous pli de service recommandé, pour rectification.

Article 20.

INDICATION DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée ainsi que le bulletin d'expédition l'accompagnant porteront l'indication de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication ne comportera ni correction ni grattage, même approuvés. Le montant de la valeur déclarée sera converti en francs-or par les soins de l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de cette conversion sera indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 21.

ÉTIQUETTES POUR COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE, ETC.

Les colis avec valeur déclarée déposés dans le Royaume-Uni ainsi que leurs bulletins d'expédition porteront une petite étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins. Ceux qui seront déposés dans la Ville libre de Dantzig ainsi que leurs bulletins d'expédition seront munis d'une étiquette portant la lettre « V », le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre, en rouge.

Lorsqu'un colis contiendra des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets de cire ou autres cachets, les étiquettes de toute nature et les timbres-poste apposés sur le colis seront espacés de façon à ne pas pouvoir cacher les avaries survenues à l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste, ne seront pas repliés des deux côtés de l'emballage, de manière à recouvrir les bords.

L'adresse sera écrite sur l'emballage des colis avec valeur déclarée et non pas uniquement sur l'étiquette.

Article 22.

FERMETURE DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront scellés par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets devant être en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de toucher au contenu sans laisser des traces évidentes de violation.

Article 23.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact, en grammes, de chaque colis avec valeur déclarée sera inscrit par les soins de l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le côté du colis réservé à l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à l'endroit réservé à cet effet.

Article 24.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Les colis ainsi que les bulletins d'expédition qui les accompagnent porteront le nom du bureau de dépôt et une étiquette avec le numéro d'enregistrement. Le même bureau de dépôt ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf dans le cas où chaque série est pourvue d'un caractère distinctif.

Article 25.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 26.

COLIS EXPRÈS.

Les colis à remettre par exprès ainsi que les bulletins d'expédition correspondants porteront, à côté de l'adresse, une étiquette imprimée, de couleur rouge foncé, avec en gros caractères le mot « Express » ou « Exprès ».

Article 27.

RENOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. RECOUVREMENT DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis franc de droits complète, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et renvoie ce dernier, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives, sous enveloppe fermée et sans indication du contenu, au bureau spécifié au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette « Franc de droits » parvient au service du pays de destination sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui qui figure sur le bulletin et d'indiquer, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, et dont le dédouanement n'a pas été effectué par l'administration postale du pays de destination, doivent être annulés par les soins du bureau qui renvoie le colis.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration postale du pays de destination, l'administration postale du pays d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie, à un taux qu'elle détermine elle-même et qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays en question. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule avec, à l'appui, la signature de l'agent qui a opéré la conversion.

Article 28.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration postale qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne peut le frapper de droits de douane ou autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renvoie un colis de ce genre au pays qui le lui a livré directement, elle lui restitue les bonifications qu'elle a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant qui lui a été bonifié est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui lui a livré directement le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis alloue à l'administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle en a reçues.

3. Lorsque, par suite du changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, un colis est réexpédié sur un pays avec lequel le Royaume-Uni ou la Ville libre de Dantzig échangent des colis postaux, les droits le grevant sont repris sur l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que la taxe de transport ne soit acquittée au moment de la réexpédition. Dans ce cas, le colis est traité comme s'il avait été adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Les colis réexpédiés doivent être transmis dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition original. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un duplicata, le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'enregistrement primitif et, si possible, la date de dépôt audit bureau devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 29.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article 15, paragraphe 1, de l'accord, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue d'y donner suite, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine à l'expiration du délai de garde prévu par le règlement du pays de destination.

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer, sur le colis et sur le bulletin d'expédition y relatif, d'une manière claire et concise, la cause de la non-livraison. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Les bulletins d'expédition originaux afférents aux colis renvoyés doivent faire retour au pays d'origine avec ces colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite du changement de résidence des destinataires.

Article 30.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 17 de l'accord, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grevent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 31.

RÉCLAMATIONS RELATIVES A DES COLIS OU A DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Il est fait usage, pour les réclamations relatives à des colis ou à des mandats de remboursement non renvoyés, d'une formule similaire au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Ces formules sont transmises aux bureaux désignés par les deux administrations postales et sont traitées de la manière qui aura été convenue mutuellement entre les deux administrations.

Article 32.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, les colis contre remboursement, les colis renvoyés à l'origine et les colis réexpédiés non payés, sont inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur

sur une feuille de route. Les renseignements relatifs aux autres colis, sauf les colis en transit, seront constitués par l'indication du nombre de colis des différentes catégories de poids prévues, avec mention sur les feuilles de route du nombre des colis exprès et des colis francs de droits. Les colis en transit seront inscrits individuellement, mais deux ou plusieurs colis en transit, à destination du même pays, pour lesquels doit être faite la même bonification, pourront être inscrits en bloc. Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement, les avis de réception, les formules de mandats de remboursement, etc., sont joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur devra numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire, et, autant que possible, indiquer au-dessous du numéro le nom du navire transporteur. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 33.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent, ou des sacs vides, selon le cas, en les comparant aux indications portées sur la feuille de route y afférente ; s'il est nécessaire, il signalera les objets manquants et toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toute erreur dans les bonifications allouées pour les colis en transit sera notifiée aux bureaux d'échange expéditeurs au moyen de bulletins de vérification. La rectification d'autres erreurs dans les bonifications et les décomptes se fera lors de la préparation des états trimestriels spécifiés à l'article 34 ci-après.

Article 34.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale établira trimestriellement, pour tous les envois de colis expédiés pendant le trimestre par chacun des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales dues à la suite de ces envois et concernant, soit son crédit, soit son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, est envoyé à l'administration correspondante dans le courant du mois qui suit le trimestre auquel il se rapporte.

3. Les états et comptes trimestriels une fois vérifiés et acceptés par l'administration correspondante, à la suite d'un collationnement avec les originaux des feuilles de route que celle-ci conserve, seront récapitulés dans un compte général annuel établi par l'administration à laquelle le solde est dû.

Article 35.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice de la manière prescrite par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général, ainsi que le paiement du solde de ce compte, doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Passé ce délai, les sommes dues par une administration postale à l'autre porteront intérêt au taux de 5 % par an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 36.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque administration est effectué au moyen de suppléments au compte spécial des opérations de mandats entre les deux administrations.

2. Dans ce compte, qui est accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et dans l'ordre numérique de leur inscription dans les registres de ces bureaux. L'administration qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance un demi pour cent ($\frac{1}{2}\%$) représentant la quote-part revenant à l'administration correspondante, conformément à l'article 39 de l'arrangement.

La vérification de ce compte est effectuée conformément aux dispositions de l'Accord concernant l'échange de mandats de poste entre les deux administrations.

3. Les totaux du compte des remboursements seront compris dans le compte général des mandats relatif à la même période et seront réglés comme faisant partie de ce compte.

Article 37.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque administration pour le compte de l'autre est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels qui sont établis par l'administration débitrice dans la monnaie du pays créditeur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique que leur ont donné ces bureaux.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. La vérification des comptes est effectuée d'après les règles fixées par l'Accord particulier concernant l'échange de mandats de poste entre les deux administrations.

4. Les comptes sont réglés, soit par mandat de poste, soit au moyen de traites dans la monnaie du pays créditeur ou de toute autre manière convenue.

Article 38.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale communiquera à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 39.

MISE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'Accord relatif aux colis postaux et il aura la même durée que cet accord. Cependant, les administrations intéressées auront le droit d'en modifier de temps à l'autre les détails, d'un commun accord.

Fait en double expédition à Londres, le 18 décembre 1936, et à Dantzig, le 13 janvier 1937.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) FLOHR.

N° 4110.

BELGIQUE ET NORVÈGE

Convention concernant le régime
fiscal des véhicules à moteur.
Signée à Bruxelles, le 17 décembre
1936.

BELGIUM AND NORWAY

Convention concerning the Taxation
of Motor Vehicles. Signed at
Brussels, December 17th, 1936

N^o 4110. — CONVENTION¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA NORVÈGE
CONCERNANT LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES A MOTEUR.
SIGNÉE A BRUXELLES, LE 17 DÉCEMBRE 1936.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 mai 1937.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE
et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES,

Animés du désir de régler le régime fiscal des voitures automobiles immatriculées dans l'un des deux pays et circulant temporairement dans l'autre, ont résolu de conclure, à cette fin, une convention et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Alph. HASSEL, son chargé d'Affaires à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul-Henri SPAAK, son ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

§ 1. Les véhicules automobiles régulièrement immatriculés en Belgique, qui circulent temporairement sur le territoire norvégien et dont le séjour en Norvège ne dépasse pas une année, et, réciproquement, les véhicules automobiles régulièrement immatriculés en Norvège qui circulent temporairement sur le territoire belge, sont exemptés, dans tout le territoire du pays visité, des impôts ou taxes qui frappent la circulation ou la détention des automobiles, pour autant que lesdits véhicules ne servent, dans l'un ou l'autre pays, qu'au transport non rémunéré des personnes.

§ 2. Sauf l'exception prévue à l'article 2, sont donc exclus de la présente convention, les véhicules servant, moyennant rémunération, au transport des personnes, ainsi que les véhicules affectés au transport des marchandises.

Article 2.

Les autocars immatriculés dans l'un des deux pays et transportant, moyennant rémunération, des personnes qui effectuent un voyage dans l'autre pays, sont exemptés des impôts ou taxes visés à l'article premier pour autant qu'il s'agisse exclusivement de personnes prises en charge dans le pays d'immatriculation.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 6 avril 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4110. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND NORWAY
CONCERNING THE TAXATION OF MOTOR VEHICLES. SIGNED
AT BRUSSELS, DECEMBER 17TH, 1936.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Convention took place May 6th, 1937.*

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY
and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS,

Animated with a desire to regulate the taxation of motor vehicles registered in either of the two countries and temporarily circulating in the other, have resolved to conclude a Convention for the purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Alph. HASSEL, his Chargé d'Affaires at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Paul-Henri SPAAK, his Minister for Foreign Affairs and External Commerce ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

§ 1. Motor vehicles duly registered in Belgium, which circulate temporarily in Norwegian territory, but do not remain in Norway more than one year, and, reciprocally, motor vehicles duly registered in Norway, which circulate temporarily in Belgian territory, shall be exempted, throughout the territory of the country visited, from all taxes or charges on the circulation or possession of motor vehicles, provided the said vehicles are used in the country concerned solely for the conveyance of passengers without hire or reward.

§ 2. Save in so far as hereinafter provided in Article 2, the present Convention shall not apply accordingly to vehicles used for the conveyance of persons for hire or reward, or for the transport of goods.

Article 2.

Motor coaches registered in one of the two countries and used for the conveyance for hire or reward of travellers to the other country, shall be exempted from the taxes or charges to which Article 1 relates, provided such travellers are taken on board exclusively in the country of registration.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Oslo, April 6th, 1937.

Article 3.

Pour bénéficier des exonérations prévues par la présente convention, les véhicules automobiles, quels qu'ils soient, devront être munis de la plaque d'immatriculation de leurs pays respectifs et porter la lettre B ou la lettre N indiquant leur nationalité.

Article 4.

§ 1. Il est bien entendu que les exemptions stipulées dans la présente convention ne s'étendent ni aux droits de douane, ni aux taxes de consommation, ni aux taxes de péage ou autres rétributions analogues, ni aux taxes afférentes à l'exécution de contrats de transports.

§ 2. Il est entendu, en outre, que la présente convention ne dispense pas les bénéficiaires de satisfaire aux prescriptions de la réglementation douanière, et notamment d'emprunter les routes légales et de se présenter, tant à l'entrée qu'à la sortie, au bureau de douane le plus proche de la frontière.

Article 5.

Les administrations compétentes des Hautes Parties contractantes ordonneront toutes mesures nécessaires pour réprimer les abus et pour assurer l'exacte application de la présente convention.

Article 6.

La présente convention ne s'applique qu'aux territoires européens des [Hautes Parties contractantes.

Article 7.

§ 1. La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Oslo aussitôt que faire se pourra.

§ 2. La présente convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification. Elle pourra être dénoncée par chacune des Hautes Parties contractantes pour la fin d'un trimestre civil, moyennant un préavis donné avant le commencement de ce trimestre.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 17 décembre 1936.

(s) Alf HASSEL.

(s) P. H. SPAAK.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 8 avril 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.*

Article 3.

In order to claim the benefit of the exemptions for which the present Convention provides, motor vehicles, of whatever kind, must be furnished with the registration plate of their respective country and carry the letter B or the letter N, as the case may be, to indicate their nationality.

Article 4.

§ 1. It is understood that the exemptions for which the present Convention provides shall not apply to Customs duties, consumption taxes, tolls or other similar charges, nor to charges imposed in connection with the execution of transport contracts.

§ 2. It is further understood that the present Convention shall not exempt the beneficiaries from the obligation to comply with the provisions of the Customs regulations and, in particular, to use the stipulated roads and to present themselves at the Customs office nearest the frontier both on entering and leaving the country visited.

Article 5.

The competent authorities of the High Contracting Parties shall issue all necessary orders to prevent abuses and ensure the strict application of the present Convention.

Article 6.

The present Convention shall apply only to the European territories of the High Contracting Parties.

Article 7.

§ 1. The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible.

§ 2. The present Convention shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification. It may be denounced by either of the High Contracting Parties as from the end of any given calendar quarter by notice given before the beginning of the said quarter.

In faith whereof the Plenipotentiaries aforesaid have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, this 17th day of December, 1936.

(Signed) Alph. HASSEL.

(Signed) P. H. SPAAK.

N° 4111.

**POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant l'exécution
réciproque des titres exécutoires
et la réciprocité en matière de
faillites, et protocole additionnel.
Signés à Praha, le 10 février 1934.

**POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning the Reci-
procal Execution of Enforceable
Decisions and Instruments and
Reciprocity in Bankruptcy Pro-
ceedings, and Additional Protocol.
Signed at Prague, February 10th,
1934.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 4111. — ÚMLUVA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU POĽSKOU O VZÁJEMNÉM VYKONÁVÁNÍ EXEKUČNÍCH TITULŮV A O VZÁJEMNOSTI VE VĚCECH KONKURNÍCH. PODEPSANA V PRAZE DNE 10. ÚNORA ROKU 1934.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 7 mai 1937.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ a REPUBLIKA POĽSKÁ, pokládajíce za účelno zajistiti si vzájemně uznávání a vykonatelnost exekučních titulův a vzájemnost ve věcech konkursních, rozhodly se, že sjednají o tom úmluvu. K tomu cíli jmenovali svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana Bohdana PAVLŮ, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra, a
pana Dr. Antonína KOUKALA, vrchního odborového radu ministerstva spravedlnosti,

PRESIDENT REPUBLIKY POĽSKÉ :

pana Dr. Wacława GRZYBOWSKIEGO, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra,
^a
pana Dr. Juljusza RENCKIEGO, právního radu v ministerstvu spravedlnosti,

kteří, vyměňivše si své plné moci a shledavše je v dobré a náležitě formě, shodli se na těchto ustanoveních :

ODDÍL PRVNÍ.

O VZÁJEMNÉ VYKONATELNOSTI EXEKUČNÍCH TITULŮV.

Článek 1.

Níže uvedené exekuční tituly, které vznikly v jednom ze smluvních Států a vztahují se na placení peněžité částky nebo na plnění movitých věcí nebo na jich vydání, budou na území druhého Státu uznávány a vykonatelný podle ustanovení této úmluvy.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 18 février 1937.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 4111. — UMOWA¹ ZAWARTA POMIĘDZY REPUBLIKĄ CZESKO-SŁOWACKĄ A RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ W SPRAWIE WZAJEMNEGO WYKONYWANIA TYTUŁÓW EGZEKUCYJNYCH ORAZ WZAJEMNOŚCI W SPRAWACH UPADŁOŚCIOWYCH, PODPISANA W PRADZE DNIA 10 LUTEGO 1934 ROKU.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 7th, 1937.

REPUBLIKA CZESKOSŁOWACKA i RZECZPOSPOLITA POLSKA, uważając za wskazane zapewnić sobie wzajemne uznawanie i wykonywanie tytułów egzekucyjnych oraz wzajemność w sprawach upadłościowych, postanowiły zawrzeć w tej mierze umowę. W tym celu zamianowali Swymi Pełnomocnikami :

PREZYDENT REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ :

Pana Bohdana PAVLŮ, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego, i
Pana Dra Antonína KOUKALA, Starszego Radcę Ministerstwa Sprawiedliwości,

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Dra Wacława GRZYBOWSKIEGO, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego, i

Pana Dra Juliusza RENCKIEGO, Radcę Prawnego w Ministerstwie Sprawiedliwości,

którzy po wymianie swych pełnomocnictw i uznaniu ich za dobre i należyte co do formy, zgodzili się na następujące postanowienia :

ROZDZIAŁ PIERWSZY.

O WZAJEMNEM WYKONYWANIU TYTUŁÓW EGZEKUCYJNYCH.

Artykuł I.

Niżej wymienione tytuły egzekucyjne, które powstały w jednym z Państw umawiających się, a opiewają na zapłatę sumy pieniężnej albo na świadczenie rzeczy ruchomych lub ich wydanie będą uznawane i wykonywane na obszarze drugiego Państwa na zasadzie postanowień niniejszej umowy.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 18th, 1937.

Článek 2.

Exekuční tituly podle této úmluvy jsou :

1. rozsudky a jiná jim na roveň postavená rozhodnutí (bez rozdílu jejich pojmenování), vydaná soudy občanskými, jsou-li podle práva Státu, kde byly vydány, pravoplatné a vykonatelné ;

2. pravoplatná a vykonatelná rozhodnutí soudů občanských o útratách, bylo-li by rozhodnutí ve věci hlavní vykonatelné podle této úmluvy, jakož i pravoplatná a vykonatelná rozhodnutí o útratách řízení podle této úmluvy ;

3. soudní smíry ;

4. rozhodnutí rozhodčích soudů a smíry před nimi sjednané, mají-li na území, kde k nim došlo, moc soudních rozhodnutí nebo smírů, byla-li rozhodčí smlouva sjednána písemně a byl-li rozhodce nebo rozhodci jmenováni stranami samými nebo osobou třetí, které strany jmenování svěřily ; volba rozhodce nebo svěření volby osobě třetí musí býti písemně osvědčeny ; projevy vůle konkludentními činy nepostačí ;

5. soudní a notářské listiny, ve kterých povinná strana se podrobila exekuci.

Článek 3.

Vykonatelnost exekučních titulův uvedených pod č. 1 předchozího článku, jestliže vznikly v řízení sporném, jest zajištěna pouze :

1. rozhodl-li ve věci soud Státu, na jehož území měl žalovaný řádné bydliště, anebo, neměl-li žádného bydliště ani v Československu ani v Polsku, soud Státu, na jehož území žalovaný měl pobyt. U osob právnických a společností, které mohou býti jako takové žalovány, rozhoduje místo, kde jest správa (sídlo) ;

2. rozhodl-li soud, v jehož obvodu jest žalovaný obchodní nebo průmyslový závod nebo žalovaná filiálka, o sporech, které se vztahují na tento závod či filiálku ;

3. jedná-li se o žalobu proti osobě zavázané ze směnky nebo šeku a rozhodl-li soud místa, které podle zákonných předpisů platných pro rozhodující soud jest místem placení ;

4. podrobil-li se žalovaný výslovně ať písemným nebo telegrafickým prohlášením příslušnosti soudu, který ve věci rozhodl ;

5. vydal-li soud rozhodnutí v důsledku žaloby navzájem.

Vykonatelnost těmito exekučními titulům jest odepřítí, jestliže k rozhodnutí věci byl by podle práva Státu, kde by exekuce měla býti vykonána, jiný soud výlučně příslušným.

Článek 4.

Podle výše uvedených exekučních titulů (článek 2), které vznikly v jednom Státě, bude exekuce na území druhého Státu vykonána teprve tehdy, byla-li její přípustnost v tomto Státě vyslovena způsobem předepsaným v této úmluvě.

Neustanovuje-li tato úmluva jinak, platí o řízení o prohlášení vykonatelnosti, jakož i o exekuci všeobecné předpisy práva platného o tom ve Státě, kde exekuce má býti vykonána. Pokud podle těchto předpisů jest procesní soud příslušný pro výkon exekuce nebo pro žaloby týkající se exekuce, nastupuje na jeho místo soud, v jehož obvodu jest exekuce vykonávána.

Artykuł 2.

Tytułami egzekucyjnymi w rozumieniu niniejszej umowy są :

1. wyroki oraz inne narówni z niemi będące orzeczenia (bez względu na ich nazwę), wydane przez sądy cywilne, jeżeli według ustaw Państwa, w którym zostały wydane, są prawomocne i wykonalne ;
2. prawomocne i wykonalne orzeczenia o kosztach, wydane przez sądy cywilne, jeżeli orzeczenie w sprawie samej według niniejszej umowy byłoby wykonalne, tudzież prawomocne i wykonalne orzeczenia o kosztach postępowania, wszczętego na podstawie niniejszej umowy ;
3. ugody sądowe ;
4. orzeczenia sądów polubownych i ugody przed temi sądami zawarte, jeżeli na obszarze, na którym doszły do skutku, mają moc orzeczeń lub ugód sądowych i jeżeli zapis na sąd polubowny sporządzony został na piśmie, a arbitra lub arbitrow wybrały strony same lub osoba trzecia, której strony ten wybór powierzyły ; wybór arbitra oraz powierzenie wyboru osobie trzeciej powinny być stwierdzone na piśmie ; wyrażenie woli w sposób dorozumiany nie jest wystarczające ;
5. dokumenty sądowe lub akty notarialne, w których dłużnik poddał się egzekucji.

Artykuł 3.

Wymienione w p. I poprzedniego artykułu tytuły egzekucyjne, jeżeli zostały wydane w postępowaniu spornem, będą uznawane za wykonalne tylko wówczas :

1. jeżeli sprawę osądził sąd Państwa, na którego obszarze pozwany miał miejsce zamieszkania, a jeżeli nie miał miejsca zamieszkania, ani w Czechosłowacji ani w Polsce, sąd Państwa, na którego obszarze przebywał ; co do osób prawnych i spółek, które jako takie mogą być pozywane, rozstrzyga miejsce, w którym znajduje się zarząd (siedziba) ;
2. jeżeli sąd, w którego okręgu znajduje się pozwane przedsiębiorstwo handlowe lub przemysłowe albo pozwana filja, osądził sprawę sporną, odnoszącą się do tego przedsiębiorstwa lub filji ;
3. jeżeli chodzi o powództwo przeciw osobie zobowiązanej z wekslu lub czeku, a sprawę osądził sąd miejsca, które według ustaw rozstrzygających dla sądu orzekającego jest miejscem płatności ;
4. jeżeli pozwany w pisemnym lub telegraficznym oświadczeniu poddał się wyraźnie właściwości sądu orzekającego ;
5. jeżeli orzeczenie sądowe zapadło wskutek powództwa wzajemnego.

Wykonalność będzie tym tytułom egzekucyjnym odmówiona, jeżeli według ustawodawstwa Państwa, w którym egzekucja miałaby być wykonana, przewidziany jest dla rozpoznania danej sprawy sąd inny jako wyłącznie właściwy.

Artykuł 4.

Na podstawie wymienionych wyżej (art. 2) tytułów egzekucyjnych, wydanych w jednym Państwie, egzekucja będzie przeprowadzona na obszarze drugiego Państwa dopiero wówczas, gdy jej dopuszczalność będzie w tem Państwie orzeczona w trybie przewidzianym niniejszą umową.

Jeżeli przepisy niniejszej umowy nie stanowią inaczej, postępowanie, mające na celu wydanie orzeczenia o wykonalności, tudzież egzekucja, odbywają się według ogólnych, tego przedmiotu dotyczących, przepisów ustawodawstwa obowiązującego na obszarze Państwa wykonywającego. Jeżeli według tych przepisów dla czynności egzekucyjnych lub powództw, dotyczących egzekucji, właściwy jest sąd procesowy, wstępuje w jego miejsce sąd, w którego okręgu egzekucja się odbywa.

Článek 5.

O vykonatelnosti rozhodne soud na žádost vymáhající strany bez obeslání stran. Příslušným jest obecný soud povinné strany, a není-li ho, soud, v jehož obvodu má býti zavedena exekuce.

Článek 6.

K žádosti nutno připojiti veškeré přílohy potřebné k jejímu odůvodnění, zejména úplné vyhotovení exekučního titulu; při rozsudcích pro zmeškání je třeba připojiti potvrzení soudu, který rozsudek vydal, že obsílka nebo opatření, kterým byl spor zahájen, byly doručeny žalovanému do vlastních rukou, a v případě uvedeném v druhé větě článku 7, č. 1, potvrzení téhož soudu, že byly splněny podmínky uvedené v zmíněném ustanovení. Přílohy jest třeba opatřiti překladem v oficiálním jazyku Státu, kde žádost má býti podána. Překlady musí býti ve shodě s předpisy platnými v Státě, kde jest podati žádost, nebo mají býti ověřeny soudně ustanoveným tlumočnickem Státu, odkud exekuční titul pochází.

Exekuční tituly uvedené v článku 2, č. 1 a 2 jest opatřiti též doložkou, že jsou pravoplatny a vykonatelný ve Státě, odkud pochází.

Článek 7.

Prohlášení vykonatelnosti jest odepřiti :

1. jestli žalovaný se nepustil do sporu a nebyla-li mu do vlastních rukou doručena obsílka nebo opatření, kterým byl spor zahájen; avšak ve sporech mezi příslušníky Státu, kde exekuční titul vznikl, a na jeho území dostačí onen způsob doručení, který odpovídá předpisům o tom platným v tomto Státě;

2. byla-li žalovanému nějakou nepravidelností řízení odňata možnost, aby se zúčastnil řízení;

3. jestliže rozhodnutí, jež má býti vykonáno, odchyluje se v otázce způsobilosti k právům, způsobilosti k jednání, procesní způsobilosti nebo zákonného zastoupení příslušníka Státu, kde exekuce má býti vykonána, v neprospěch tohoto příslušníka od práva tohoto státu;

4. odporuje-li cizí exekuční titul pravoplatnému rozhodnutí vlastního soudu o témže právním poměru nebo o témže sporném předmětu;

5. má-li býti exekucí dosaženo uznání právního poměru nebo vykonání nároku, které na území Strany, kde exekuce má býti vykonána, jsou v odporu s hlavními zásadami veřejného pořádku tam platného nebo s dobrými mravy.

Výše uvedených důvodů pro odepření uznání vykonatelnosti jest použití na jednotlivé, v článku 2 uvedené, exekuční tituly podle jejich druhu.

Při zkoumání důvodů pro odepření vykonatelnosti není soud vázán skutkovými zjištěními exekučního titulu. Další přezkoumávání správnosti exekučního titulu jest vyloučeno.

Rozhodnutí o vykonatelnosti řeší otázku vykonatelnosti cizího exekučního titulu s konečnou platností a jest závazným pro celé území Státu, kde bylo vydáno. Řízení o prohlášení vykonatelnosti jest odložiti, jestliže o týž právní poměr anebo předmět jest u některého soudu Státu, kde exekuce má býti vykonána, již zahájen spor.

Článek 8.

Povinná strana může v řízení o prohlášení vykonatelnosti vznésti všechny námítky proti nároku zjištěnému v exekučním titulu, jakož i proti vykonatelnosti exekučního titulu jen potud,

Artykuł 5.

Orzeczenie o wykonalności wydaje sąd na wniosek wierzyciela, bez wzywiania stron. Właściwym jest sąd powszechny dłużnika, a w braku takiego sądu ten sąd, w którego okręgu ma być wszczęta egzekucja.

Artykuł 6.

Do wniosku należy dołączyć wszystkie dokumenty potrzebne do jego uzasadnienia, a w szczególności wypis całego tytułu egzekucyjnego ; jeżeli chodzi o wykonanie wyroku zaocznego, należy dołączyć zaświadczenie sądu, który wyrok wydał, że wezwanie lub zarządzenie, wszczynające proces, zostało pozwanemu doręczone do rąk własnych, a w przypadkach, określonych art. 7 p. 1 zdanie drugie — zaświadczenie tegoż sądu, stwierdzające zajście warunków w tym przepisie wymienionych. Załączniki należy zaopatrzyć w tłumaczenie na język oficjalny Państwa, w którym wniosek ma być złożony. Tłumaczenie musi odpowiadać przepisom obowiązującym w Państwie, w którym wniosek ma być złożony, albo musi być uwierzytelnione przez zaprzysiężonego sędzię tłumacza Państwa, z którego obszaru tytuł egzekucyjny pochodzi.

Wymienione w art. 2 p. 1 i 2 tytuły egzekucyjne muszą być ponadto zaopatrzone w poświadczenie, że podlegają wykonaniu w Państwie, skąd pochodzą, i że są prawomocne.

Artykuł 7.

Należy odmówić uznania tytułu za wykonalny :

1. jeżeli pozwany nie wdał się w spór, a wezwanie lub zarządzenie, wszczynające proces, nie zostało mu doręczone do rąk własnych ; jednak doręczenia w sprawach między obywatelami i na obszarze tego Państwa, skąd wyrok pochodzi, są wystarczające, gdy odpowiadają przepisom o doręczeniach w Państwie tem obowiązującym ;
2. jeżeli wskutek jakiejś nieprawidłowości postępowania odjęto pozwanemu możliwość brania udziału w tem postępowaniu ;
3. jeżeli orzeczenie, ulegające wykonaniu, przy ocenie zdolności prawnej, zdolności do działania, zdolności procesowej lub ustawowego zastępstwa obywatela Państwa, w którym egzekucja ma być wykonana, odbiega ze szkodą dla niego od prawa tego Państwa ;
4. jeżeli zagraniczny tytuł egzekucyjny pozostaje w sprzeczności z prawomocnem orzeczeniem sądu swojskiego, wydanem w zakresie tego samego stosunku prawnego lub co do tego samego przedmiotu sporu ;
5. jeżeli w drodze egzekucji miałyby być osiągnięte uznanie stosunku prawnego lub urzeczywistnienie roszczenia, które na obszarze Strony wykonywającej są sprzeczne z podstawowymi zasadami obowiązującego na tym obszarze porządku publicznego lub z dobrymi obyczajami.

Powyższe przyczyny odmowy uznania tytułów za wykonalne stosuje się do poszczególnych w artykule 2 wymienionych tytułów egzekucyjnych odpowiednio do ich rodzaju.

Przy badaniu przyczyn odmowy sąd nie jest związany faktycznymi ustaleniami tytułu egzekucyjnego. Dalsze badanie, czy tytuł egzekucyjny jest uzasadniony, nie jest dopuszczalne.

Orzeczenie o wykonalności załatwia kwestję wykonalności zagranicznego tytułu egzekucyjnego ostatecznie i obowiązuje na całym obszarze Państwa, które je wydało. Postępowanie prowadzące do wydania orzeczenia o wykonalności należy zawiesić, jeżeli co do tego samego stosunku prawnego lub przedmiotu toczy się spór przed jednym z sądów Państwa, w którym egzekucja ma być wszczęta.

Artykuł 8.

Dłużnik może w postępowaniu, mającem na celu uzyskanie orzeczenia o wykonalności, zgłaszać wszelkie zarzuty przeciw pretensji ustalonej w tytule egzekucyjnym, jakoteż przeciw wykonalności

pokud podle práva platného na území Státu, kde exekuce má být vykonána, jsou námitky toho druhu v řízení exekucním přípustny.

Tyto námitky mohou být vzneseny i při výkonu exekuce.

Článek 9.

Bylo-li ve Státě, kde exekuční titul vznikl, v řízení o žalobě pro zmatečnost nebo o žalobě o obnovu se zřetelem na exekuční titul nařizeno odložit nebo zastavit exekuci, jest třeba též odložit nebo zastavit řízení o rozhodnutí o vykonatelnosti, jakož i exekuci ve Státě, který vykonává exekuční titul.

Jinak odložení nebo zastavení exekuce nařizené v Státě, kde exekuční titul vznikl, nemá vlivu na řízení, které v druhém Státě bylo zahájeno podle téhož exekučního titulu za účelem rozhodnutí o vykonatelnosti, ani na exekuci.

ODDÍL DRUHÝ.

O VZÁJEMNOSTI VE VĚCÍCH KONKURSŇNÍCH.

Článek 10.

Účinky konkursu prohlášeného na území jednoho ze smluvních Států nevztahují se na jmění úpadcovo, které jest na území druhého Státu.

Článek 11.

Byl-li na území jednoho smluvního Státu prohlášen konkurs na jmění příslušníka druhého Státu, jest třeba zpravit o tom bez průtahu příslušný konsulární úřad domovského Státu konkursního dlužníka a zároveň zaslati tomuto úřadu opis rozhodnutí o prohlášení konkursu.

Totéž platí, je-li zjevno ze seznamu věřitelů, pokud takový výkaz se předkládá konkursnímu soudu, že mezi věřiteli jsou příslušníci druhého smluvního Státu, kteří se konkursního řízení ještě nezúčastnili a nezdržují se na území Státu, kde konkurs byl prohlášen.

V případech uvedených v druhém odstavci tohoto článku jest třeba vyhlášku o prohlášení konkursu, jakož i všechny další vyhlášky a rozhodnutí vydaná v řízení konkursním, vyhlásiti bez průtahu též v úředním listě druhého Státu, jestliže podle předpisů o tom platných ve Státě, kde konkurs byl prohlášen, mají být uveřejněny v úředním listě. Tyto vyhlášky budou na území druhého smluvního Státu posuzovány stejně jako vyhlášky vlastních úřadů.

Článek 12.

Příslušníci jednoho ze smluvních Států, kteří jsou ve Státě druhém věřiteli konkursními, budou v tomto řízení postaveni na roveň vlastním státním občanům tohoto Státu.

Článek 13.

Konsulární úřad jednoho Státu jest oprávněn zastupovati v konkursním řízení, jež bylo zahájeno v druhém Státě, příslušníky svého Státu, jsou-li v tomto řízení věřiteli, nejsou-li v místě přítomni a jestliže si neustanovili jiného zmocněnce.

tytułu egzekucyjnego, jeżeli zgłoszenie takich zarzutów jest dopuszczalne w postępowaniu egzekucyjnym według ustaw obowiązujących na obszarze Państwa, w którym egzekucja ma być wszczęta. Zarzuty te można podnosić także dopiero w toku egzekucji.

Artykuł 9.

Jeżeli w Państwie, z którego tytuł egzekucyjny pochodzi w dotyczącym tego tytułu postępowaniu o jego unieważnienie lub o wznowienie zarządzono zawieszenie lub umorzenie egzekucji, należy także w Państwie, które tytuł egzekucyjny wykonuje, zawiesić lub umorzyć postępowanie, mające na celu wydanie orzeczenia o wykonalności, tudzież egzekucję.

Pozatem zawieszenie lub umorzenie egzekucji, zarządzone w Państwie, w którym tytuł egzekucyjny powstał, niema żadnego wpływu na wszczęte na podstawie tego tytułu w drugim Państwie postępowanie, mające na celu wydanie orzeczenia o wykonalności, ani na egzekucję.

ROZDZIAŁ DRUGI.

O WZAJEMNOŚCI W SPRAWACH UPADŁOŚCIOWYCH.

Artykuł 10.

Skutki upadłości, otwartej na obszarze jednego z Państw umawiających się, nie rozciągają się na majątek dłużnika upadłego, znajdujący się na obszarze drugiego Państwa.

Artykuł 11.

Jeżeli na obszarze jednego z Państw umawiających się zostanie otwarta upadłość do majątku obywatela drugiego Państwa, należy o tem niezwłocznie zawiadomić właściwą władzę konsularną Państwa ojczystego dłużnika upadłego, przesyłając jej równocześnie kopję zarządzenia o otwarciu upadłości.

To samo obowiązuje w przypadku, jeżeli z wykazu wierzycieli, o ile wykaz taki sądowi upadłościowemu przedstawiono, wynika, że między wierzycielami są obywatele drugiego Państwa umawiającego się, którzy nie biorą jeszcze udziału w postępowaniu upadłościowym i nie przebywają na obszarze Państwa, w którym upadłość została otwarta.

W przypadkach wymienionych w ustępie drugim niniejszego artykułu ogłoszenia o otwarciu upadłości oraz wszelkie dalsze ogłoszenia i decyzje, wydane w postępowaniu upadłościowym, jeżeli wedle przepisów Państwa, w którym upadłość otwarta, mają być umieszczane w gazecie rządowej, należy ogłaszać również bez zwłoki w gazecie rządowej drugiego Państwa. Ogłoszenia te będą na obszarze tego Państwa tak traktowane, jak ogłoszenia własnej władzy.

Artykuł 12.

Obywatele jednego z Państw umawiających się, którzy w drugim Państwie występują jako wierzyciele w postępowaniu upadłościowym, będą w tem postępowaniu traktowani narówni z własnymi obywatelami tego Państwa.

Artykuł 13.

Władza konsularna jednego Państwa jest uprawniona w postępowaniu upadłościowym, wszczętym w drugim Państwie, zastępować swych obywateli, którzy w tem postępowaniu są wierzycielami, jeżeli są na miejscu nieobecni i nie ustanowili innego pełnomocnika.

ODDÍL TŘETÍ.

USTANOVENÍ KONEČNÁ.

Článek 14.

Tato úmluva byla sjednána s výhradou ratifikace. Listiny ratifikační budou vyměněny ve Varšavě, pokud možno nejdříve.

Úmluva nabude účinnosti za měsíc ode dne výměny ratifikačních listin a vztahuje se na pohledávky, které vzniknou po její účinnosti.

Úmluva tato může býti vypovězena každým z obou Států; po vypovězení zůstane však v platnosti ještě dva měsíce, a i po uplynutí této lhůty jest použití jejich ustanovení na řízení o prohlášení vykonatelnosti, které bylo zahájeno dříve než úmluva pozbyla účinnosti.

Tato úmluva byla sjednána v jazyku československém a polském, při čemž obě znění jsou autentická.

Tomu na svědomí plnomocníci podepsali tuto úmluvu ve dvou prvopisech a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Praze dne 10. února roku 1934.

(L. S.) B. PAVLŮ.

(L. S.) Dr. KOUKAL.

DODATKOVÝ PROTOKOL.

Zplnomocnění zástupci obou Stran, podpisující úmluvu o vzájemném výkonu exekučních titulův a o vzájemnosti ve věcech konkursních učinili shodně tato prohlášení :

K článku 2 čts. 1 a 2 :

Výrazem « soudy občanské » rozumí se také pracovní soudy (v Československu : zákon z 4. července 1931, č. 131 Sb. z. a n., v Polsku : opatření Presidenta Republiky z 22. března 1928, Dz. U. R. P. částka 37, poz. 350).

Obě Strany si vyhrazují možnost dohodou ministerstev spravedlnosti obou Států rozšířiti ustanovení této úmluvy ještě na jiné mimořádné soudy.

K článku 2 čts. 2 :

Úmluva tato se netýká rozhodnutí o útratách, o nichž se zmiňuje článek 3 smlouvy z 6. března 1925¹ ohledně úpravy právních styků ve věcech občanských, trestních a nesporných.

K článku 3 :

Obě Strany se shodly, že jest vyloučeno t. zv. sudiště fakturové. Byla-li tedy bez námitek přijata faktura s doložkou o splatnosti a žalovatelnosti nároku v určeném místě nebo byl-li takto přijat jiný podobný dopis, a vůbec v projevu vůle konkludentním činem nelze spatřovati prohlášení, v němž se strany podrobují příslušnosti soudu, který ve věci rozhodl.

K článku 4 odst. 2 :

Soudní prázdňiny nemají žádného vlivu na řízení o žádosti o prohlášení vykonatelnosti, jež bylo zahájeno podle této úmluvy.

¹ Vol. XLVI, page 201, de ce recueil.

ROZDZIAŁ TRZECI.

POSTANOWIENIA KOŃCOWE.

Artykuł 14.

Umowę niniejszą zawiera się z zastrzeżeniem ratyfikacji. Wymiana dokumentów ratyfikacyjnych, powinna nastąpić w Warszawie możliwie najprędzej.

Umowa wchodzi w życie po upływie miesiąca, licząc od dnia dokonania wymiany dokumentów ratyfikacyjnych i odnosi się do roszczeń, które powstaną po jej wejściu w życie.

Umowa niniejsza może być wypowiedziana przez każde z obu Państw; po wypowiedzeniu pozostanie jednak w mocy jeszcze przez dwa miesiące, a i po upływie tego czasokresu postanowienia jej należy dalej jeszcze stosować w postępowaniu, mającem na celu wydanie orzeczenia o wykonalności, które zostało wszczęte przed zgaśnięciem mocy obowiązującej umowy.

Umowę niniejszą sporządzone w językach czeskosłowackim i polskim, które oba stanowią tekst autentyczny.

W dowód tego Pełnomocnicy podpisali umowę w dwóch oryginalnych egzemplarzach i zaopatrzyli ją w swe pieczęcie.

W Pradze dnia 10 lutego 1934 roku.

(L. S.) W. GRZYBOWSKI.

Dr. Juljusz RENCKI.

PROTOKÓŁ DODATKOWY.

Przy podpisaniu umowy o wzajemnem wykonywaniu tytułów egzekucyjnych i wzajemności w sprawach upadłościowych Pełnomocnicy Obu Stron złożyli zgodnie następujące oświadczenia :

Do artykułu 2 p. 1 i 2 :

Przez określenie « sądy cywilne » należy rozumieć także sądy pracy (w Czechosłowacji Ustawa z dn. 4 lipca 1931 l. 131 Sb. z. a n., w Polsce : Rozporządzenie Prezydenta Rzeczypospolitej z dn. 22 marca 1928, Dz. U. R. P. N^o 37, poz. 350.).

Obie Strony zastrzegają sobie możność rozciągania postanowień tej umowy, w drodze porozumienia się Ministerstw Sprawiedliwości obu Państw, na inne jeszcze sądy szczególne.

Do artykułu 2 p. 2 :

Umowa niniejsza nie dotyczy orzeczeń o kosztach, o których jest mowa w art. 3 Umowy z dnia 6 marca 1925¹ o uregulowaniu obrotu prawnego w sprawach cywilnych, karnych i niespornych.

Do artykułu 3 :

Obie Strony są zgodne co do wykluczenia t. zw. forum fakturowego. Przyjęcie więc bez zastrzeżeń faktury, zawierającej wzmiankę o płatności i zaskarżalności roszczenia w określonym miejscu, lub innego podobnego pisma, oraz wogóle wyrażenie woli w sposób dorozumiany, nie może być uważane za oświadczenie, w którym strony poddają się właściwości sądu orzekającego.

Do artykułu 4 ust. 2 :

Ferje sądowe nie mają żadnego wpływu na postępowanie, wszczęte według niniejszej umowy wskutek wniosku o wydanie orzeczenia o wykonalności.

¹ Vol. XLVI, page 201, of this Series.

Přípustnost zajištění nároku před zahájením řízení o prohlášení vykonatelnosti a za jeho trvání, jakož i podmínky a účinky takového zajištění řídí se předpisy platnými ve Státě, kde má být exekuce zahájena.

K oddílu druhému.

Pod pojmem « konkurs » se rozumí v této úmluvě řízení konkursní, úpadek, řízení vyrovnací a všechna jiná řízení toho druhu bez rozdílu jejich pojmenování.

Tento zápis jest nedílnou součástí úmluvy o vzájemném výkonu exekučních titulův a o vzájemnosti ve věcech konkursních.

Tomu na svědomí zmocněnci podepsali dodatkový protokol.

V Praze dne 10. února roku 1934.

B. PAVLŮ.

Dr. KOUKAL.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 4 mars 1937.

Dr Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

W kwestji dopuszczalności zabezpieczenia roszczenia przed wszczęciem postępowania, mającego na celu wydanie orzeczenia o wykonalności i w czasie trwania tego postępowania, jakoteż co do warunków i skutków takiego zabezpieczenia, rozstrzygają przepisy obowiązujące w Państwie, w którym egzekucja ma być wszczęta.

Do Rozdziału drugiego :

Przez określenie « upadłość » w niniejszej umowie rozumie się postępowanie konkursowe, upadłościowe, ugodowe i wszelkie inne tego rodzaju, bez względu na jego nazwę.

Protokół niniejszy stanowi część składową umowy o wzajemnem wykonywaniu tytułów egzekucyjnych i o wzajemności w sprawach upadłościowych.

W dowód czego Pełnomocnicy podpisali protokół dodatkowy.

W Pradze dnia 10 lutego 1934 roku.

W. GRZYBOWSKI.

Dr. Juljusz RENCKI.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 4 mars 1937.

D^r Jaroslav Papoušek,

Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N^o 4111. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES TITRES EXÉCUTOIRES ET LA RÉCIPROCITÉ EN MATIÈRE DE FAILLITES. SIGNÉE A PRAHA, LE 10 FÉVRIER 1934.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, estimant opportun d'assurer la reconnaissance et l'exécution réciproques des titres exécutoires ainsi que la réciprocité en matière de faillites, ont décidé de conclure à cette fin une convention. Ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Bohdan PAVLŮ, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;
M. Antonin KOUKAL, premier conseiller du Ministère de la Justice ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Waclaw GRZYBOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;
M. Juljusz RENCKI, conseiller juridique du Ministère de la Justice ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES TITRES EXÉCUTOIRES.

Article premier.

Les titres exécutoires mentionnés ci-après, qui ont pris naissance dans l'un des États contractants et qui prévoient le paiement d'une somme d'argent ou la fourniture ou remise de biens mobiliers, seront reconnus et exécutés sur le territoire de l'autre Etat conformément aux dispositions de la présente convention.

Article 2.

Les titres exécutoires aux fins de la présente convention sont les suivants :

1. Les jugements, ainsi que les décisions ayant la même valeur que les jugements (quel que soit le nom sous lequel elles sont désignées), prononcés par les tribunaux civils, si, conformément aux lois de l'Etat où ils ont été prononcés, ils ont acquis la force de chose jugée et sont devenus exécutoires ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4111. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA CONCERNING THE RECIPROCAL EXECUTION OF ENFORCEABLE DECISIONS AND INSTRUMENTS AND RECIPROCITY IN BANKRUPTCY PROCEEDINGS. SIGNED AT PRAGUE, FEBRUARY 10TH, 1934.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF POLAND, considering it expedient to make provision for the reciprocal recognition and execution of enforceable decisions and instruments and for reciprocity in bankruptcy proceedings, have decided to conclude a Convention for this purpose and have to this end appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Bohdan PAVLŮ, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
M. Antonin KOUKAL, Chief Adviser to the Ministry of Justice ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

M. Wacław GRZYBOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
M. Juliusz RENCKI, Legal Adviser to the Ministry of Justice ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

PART I.

RECIPROCAL EXECUTION OF ENFORCEABLE DECISIONS AND INSTRUMENTS.

Article 1.

The enforceable decisions and instruments hereinafter mentioned, rendered or drawn in either of the contracting States and providing for the payment of a sum of money or for the handing-over or delivery of movable property, shall be recognised and executed in the territory of the other State in accordance with the provisions of the present Convention.

Article 2.

The following shall be deemed to be enforceable decisions or instruments for the purpose of the present Convention :

1. Judgments, including decisions having the same force as judgments (however described), rendered by civil courts, if, under the laws of the State in which they were rendered, they have acquired the force of *res judicata* and have become enforceable ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. Les décisions relatives aux frais et dépens rendues par les tribunaux civils et qui ont acquis la force de chose jugée et sont devenues exécutoires, si la décision rendue au principal est susceptible d'exécution en vertu de la présente convention, ainsi que les décisions ayant acquis la force de chose jugée et devenues exécutoires, rendues dans une procédure introduite en vertu de la présente convention ;

3. Les transactions judiciaires ;

4. Les sentences des tribunaux arbitraux et les transactions conclues par-devant lesdits tribunaux si, dans le territoire où elles ont pris naissance, elles ont la force de décisions ou transactions judiciaires et si le compromis d'arbitrage a été établi par écrit et que l'arbitre ou les arbitres ont été désignés par les parties elles-mêmes ou par une tierce personne déléguée à cet effet par les parties ; le choix des arbitres ainsi que la désignation d'une tierce personne chargée de choisir les arbitres doivent être confirmés par écrit ; l'expression implicite de la volonté n'est pas suffisante ;

5. Les actes des tribunaux ou les actes passés par-devant notaire, par lesquels le débiteur s'est soumis à l'exécution.

Article 3.

Les titres exécutoires énumérés au paragraphe premier de l'article précédent, s'ils ont été délivrés à la suite d'une procédure contentieuse, ne seront reconnus comme susceptibles d'exécution que dans les circonstances suivantes :

1. Si l'affaire a été jugée par un tribunal du pays sur le territoire duquel était domicilié le défendeur ou, si ce dernier n'était domicilié ni en Tchécoslovaquie ni en Pologne, par un tribunal de l'Etat sur le territoire duquel il séjournait ; pour ce qui est des personnes morales et des sociétés qui peuvent être citées comme telles, il est tenu compte du lieu où se trouve leur direction (siège) ;

2. Si le tribunal dans le ressort duquel se trouve l'entreprise industrielle ou commerciale défenderesse ou la succursale défenderesse a statué sur un litige concernant ladite entreprise ou succursale ;

3. S'il s'agit d'une action introduite contre une personne tenue du paiement d'une lettre de change ou d'un chèque et si l'affaire a été jugée par le tribunal du lieu qui, d'après le droit régissant le tribunal qui statue, est le lieu du paiement ;

4. Si le défendeur, dans une déclaration écrite ou télégraphique, s'est soumis à la compétence du tribunal qui statue ;

5. Si la décision du tribunal a été rendue à la suite d'une demande reconventionnelle.

L'exequatur sera refusé aux titres exécutoires en question si, d'après la législation de l'Etat où l'exécution doit avoir lieu, c'est un autre tribunal qui est exclusivement compétent pour connaître de l'affaire en question.

Article 4.

Il ne sera procédé à l'exécution dans le territoire de l'un des Etats, sur la base des titres exécutoires mentionnés plus haut (article 2) délivrés dans l'autre Etat, que si l'exequatur a été prononcé dans le premier Etat de la manière prévue par la présente convention.

Sauf dispositions contraires de la présente convention, la procédure ayant pour objet l'octroi de l'exequatur ainsi que l'exécution elle-même auront lieu conformément aux prescriptions générales pertinentes de la législation en vigueur sur le territoire de l'Etat qui procède à l'exécution. Si, d'après ces prescriptions, le tribunal compétent pour connaître des actes d'exécution ou des recours exercés en ce qui concerne l'exécution est le tribunal qui a statué sur l'affaire principale, c'est le tribunal dans le ressort duquel a lieu l'exécution qui se substituera à lui.

2. Orders of civil courts relating to costs which have acquired the force of *res judicata* and have become enforceable, if the decision in the action is enforceable under the present Convention, and also decisions, having acquired the force of *res judicata* and become enforceable, in proceedings instituted under the present Convention ;

3. Judicial compromises ;

4. Awards of arbitral tribunals and compromises reached before such tribunals, if in the territory in which they were rendered or concluded they have the force of judicial decisions or compromises, and if the agreement to resort to arbitration was concluded in writing and the arbitrator or arbitrators were designated either by the parties themselves or by a third person appointed by them for the purpose ; the choice of arbitrators or the appointment of a third party to make such choice must be confirmed in writing ; implied intention shall not be sufficient ;

5. Judicial documents or notarial instruments whereby the debtor has agreed to enforcement.

Article 3.

Should the decisions enumerated in paragraph 1 of the preceding Article have been delivered in contentious proceedings they shall not be recognised as enforceable except in the following cases :

1. If the action was tried by a court of the country in the territory of which the defendant was domiciled or, in the event of his not being domiciled in Czechoslovakia or Poland, by a court of the State in the territory of which he was resident. In the case of corporate bodies and companies which may be sued as such, the determining factor shall be the place at which their administration is carried on (registered offices) ;

2. If the court within whose jurisdiction the defendant industrial or commercial undertaking or the defendant branch is situated has given a decision in a dispute concerning that undertaking or branch ;

3. In the case of an action brought against a person responsible for the payment of a bill of exchange or cheque, when the case has been tried by the local court which, according to the law applied by the court making the decision, is the place of payment ;

4. If the defendant has agreed, in writing or by telegram, to submit to the jurisdiction of the court by which the decision was rendered ;

5. If, in the action which was the subject of the court's decision, a counterclaim was set up.

An exequatur shall be refused in respect of the decisions in question if, under the laws of the State in which enforcement is desired, another court has exclusive jurisdiction in the matter.

Article 4.

The above-mentioned decisions and instruments (Article 2) rendered or drawn in one State shall only be enforced in the territory of the other State if an exequatur has been granted in the latter State in the manner provided for in the present Convention.

Unless otherwise provided in the present Convention, the procedure in respect of the exequatur and actual enforcement shall be in accordance with the general provisions of the law of the State in which enforcement takes place. If, under such provisions, the court having jurisdiction in matters relating to the execution of a decision, and appeals against such execution, is the court by which the decision was pronounced, the court within whose jurisdiction enforcement takes place shall act in its stead.

Article 5.

La décision concernant l'octroi de l'exequatur est rendue par le tribunal à la requête du demandeur sans convocation des parties. La compétence en la matière appartient au tribunal ordinaire du débiteur ou, à défaut, au tribunal dans le ressort duquel il doit être procédé à l'exécution.

Article 6.

La requête doit être accompagnée de tous les documents nécessaires pour la motiver et en particulier d'une expédition intégrale du titre d'exécution ; s'il s'agit de l'exécution d'un jugement rendu par défaut, la requête doit être accompagnée également d'un certificat du tribunal qui a rendu le jugement, attestant que la citation ou l'ordonnance par laquelle le procès a été introduit a été signifiée en main propre au défendeur et, dans le cas prévu à la deuxième phrase du paragraphe premier de l'article 7, d'un certificat du même tribunal attestant que les conditions énoncées dans ladite disposition se trouvent réunies. Les annexes doivent être accompagnées d'une traduction dans la langue officielle de l'Etat où la requête est présentée. La traduction doit être conforme aux prescriptions en vigueur dans l'Etat où la requête est présentée ou doit être certifiée conforme par un traducteur juré des tribunaux de l'Etat sur le territoire duquel a été délivré le titre exécutoire.

Les titres exécutoires mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 2 doivent en outre être accompagnés d'un certificat attestant qu'ils sont susceptibles d'exécution dans l'Etat où ils ont pris naissance et qu'ils y ont acquis la force de chose jugée.

Article 7.

L'exequatur sera refusé :

1. Si le défendeur ne s'est pas présenté au procès et si la citation ou l'ordonnance introductive d'instance ne lui a pas été signifiée en main propre ; toutefois, pour les procès entre ressortissants de l'Etat où le jugement a été rendu qui sont intentés sur le territoire dudit Etat, les significations seront reconnues suffisantes si elles ont été faites conformément aux prescriptions en vigueur dans ledit Etat ;

2. Si, à la suite d'une irrégularité quelconque de la procédure, le défendeur a été privé de la possibilité de participer à cette procédure ;

3. Si, en ce qui concerne l'appréciation de la capacité juridique, de la capacité de contracter, de la capacité d'ester en justice ou de la représentation légale du ressortissant de l'Etat où l'exécution doit avoir lieu, la décision à exécuter est moins favorable audit ressortissant qu'elle ne l'aurait été si elle avait été rendue conformément à la législation de cet Etat.

4. Si le titre exécutoire étranger est en contradiction avec une décision ayant acquis la force de chose jugée, rendue par le tribunal compétent au sujet du même rapport juridique ou du même objet de litige ;

5. Si l'exécution devait avoir pour effet la reconnaissance d'un rapport juridique ou la réalisation d'une prétention qui, dans le territoire de la partie qui procède à l'exécution, serait contraire aux principes fondamentaux qui y sont admis en matière d'ordre public ou de bonnes mœurs.

Les motifs ci-dessus du refus de reconnaître les titres comme susceptibles d'exécution sont valables pour les divers titres exécutoires énumérés à l'article 2, selon la nature de chacun d'eux.

Lorsqu'il examine les motifs de refus, le tribunal n'est pas lié par les constatations de fait du titre exécutoire. L'examen à d'autres égards de la régularité du titre exécutoire n'est pas admis.

La décision relative à l'octroi de l'exequatur tranche définitivement la question de savoir si un titre exécutoire étranger est susceptible d'exécution ; elle est valable pour tout le territoire de l'Etat où elle a été rendue. La procédure introduite en vue d'obtenir l'exequatur doit être

Article 5.

The decision regarding the granting of an exequatur shall be rendered by the court on application by the plaintiff without summoning the parties to appear. The competent court shall be that ordinarily having jurisdiction over the debtor, or, otherwise, the court within the jurisdiction of which enforcement is desired.

Article 6.

The application shall be accompanied by all the necessary documents in support, and, in particular, by a complete copy of the decision or instrument to be enforced ; if the judgment to be enforced was rendered by default, the application shall also be accompanied by a certificate from the court which delivered the judgment to the effect that the summons or order whereby the proceedings were commenced was served on the defendant in person, and, in the case referred to in the second sentence of paragraph 1 of Article 7, by a certificate from such court to the effect that the conditions laid down in that provision are fulfilled. The annexed documents shall be accompanied by a translation in the official language of the State in which the application is made. The translation shall comply with the regulations in force in that State or shall be certified correct by a sworn translator of the State of origin.

The decisions mentioned in paragraphs 1 and 2 of Article 2 shall be accompanied by a certificate declaring that they are enforceable in the State in which they were rendered and have there acquired the force of *res judicata*.

Article 7.

The exequatur shall be refused :

1. If the defendant did not appear in the proceedings and the summons or order commencing the action was not served on him in person ; nevertheless, in regard to proceedings between nationals of the State in which judgment was rendered instituted in the territory of that State, the notice of proceedings shall be deemed satisfactory if served in accordance with the laws in force in the said State ;
2. If, as a result of any irregularity in the procedure, the defendant was prevented from taking part in the proceedings ;
3. If, in respect of the legal capacity, capacity to contract, capacity to sue or be sued or legal representation of a national of the State in which enforcement is to take place, the decision to be enforced is less favourable to such national than it would have been if rendered in accordance with the laws of that State ;
4. If the foreign decision or instrument conflicts with a decision having acquired the force of *res judicata*, rendered by the competent court on the same legal issue or cause of action ;
5. If enforcement would result in the recognition of a position at law or the satisfaction of a claim which, in the territory of the State in which enforcement is desired, would be contrary to the recognised principles of public policy and morality.

The above-mentioned grounds for refusing to recognise decisions or instruments as enforceable shall apply to all the decisions and instruments enumerated in Article 2, according to their nature.

In considering the grounds for refusal, the court shall not be bound by the findings or statements of fact in the decision or instrument concerned. In other respects the validity of the decision or instrument may not be called into question.

The decision concerning the granting of an exequatur shall be final as regards the question whether a foreign execution order is enforceable ; it shall be valid throughout the territory of the State in which it is rendered. The proceedings regarding the grant of an exequatur shall be

suspendue si l'un des tribunaux de l'Etat où l'exécution doit avoir lieu est saisi d'une action portant sur le même rapport juridique ou sur le même objet de litige.

Article 8.

Le débiteur, dans une procédure ayant pour objet d'obtenir l'exequatur, peut faire toutes oppositions contre les prétentions énoncées dans le titre exécutoire ainsi que contre la mise à exécution du titre si, conformément aux lois en vigueur sur le territoire de l'Etat où l'exécution doit avoir lieu, de telles oppositions sont admises dans une procédure d'exécution.

Lesdites oppositions peuvent également être faites au cours de l'exécution.

Article 9.

Si, dans l'Etat dont émane le titre exécutoire, la suspension ou l'annulation de l'exécution a été ordonnée au cours d'une action en annulation ou en renouvellement dudit titre, l'Etat qui procède à l'exécution du titre en question doit également suspendre ou annuler la procédure ayant pour objet l'octroi de l'exequatur, ainsi que l'exécution.

Dans les autres cas, la suspension ou l'annulation de l'exécution ordonnée dans l'Etat où le titre exécutoire a pris naissance n'a aucun effet ni sur la procédure introduite dans l'autre Etat, sur la base de ce titre, en vue d'obtenir l'exequatur ni sur l'exécution.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA RÉCIPROCITÉ EN MATIÈRE DE FAILLITE.

Article 10.

Les effets d'une faillite ouverte sur le territoire de l'un des Etats contractants ne s'étendent pas aux biens du débiteur failli se trouvant dans le territoire de l'autre Etat.

Article 11.

Si, dans le territoire de l'un des Etats contractants, une procédure de faillite est ouverte sur les biens d'un ressortissant de l'autre Etat, il y aura lieu d'en informer sans retard l'autorité consulaire compétente de l'Etat dont le débiteur failli est ressortissant, en lui envoyant en même temps une copie de l'ordonnance portant ouverture de la faillite.

La même règle s'applique s'il ressort de la liste des créanciers — au cas où une telle liste aurait été présentée au tribunal de la faillite — que parmi les créanciers figurent des ressortissants de l'autre Etat contractant qui ne se sont pas encore constitués parties à la procédure de faillite et ne résident pas dans le territoire de l'Etat où la faillite a été ouverte.

Dans les cas visés au deuxième alinéa du présent article, les publications relatives à l'ouverture de la faillite ainsi que toutes autres publications faites et décisions rendues au cours de la procédure de faillite, devront, si les prescriptions en vigueur dans l'Etat où la faillite est ouverte exigent leur insertion au journal officiel, être insérées sans retard également au journal officiel de l'autre Etat. Ces publications seront considérées, dans le territoire de ce dernier Etat, comme des publications des autorités nationales.

Article 12.

Les ressortissants de l'un des Etats contractants qui, dans l'autre Etat, interviennent en qualité de créanciers dans une procédure de faillite, seront placés, en ce qui concerne cette procédure, sur le même pied que les propres ressortissants de cet autre Etat.

suspended if proceedings concerning the same legal issue or the same cause of action are instituted in a court of the State in which enforcement is desired.

Article 8.

In proceedings to secure an exequatur, the debtor may contest any of the assertions set out in the decision or instrument concerned, or oppose its enforcement if, under the laws in force in the territory of the State in which enforcement is desired, such action is permitted under the enforcement procedure.

Such action may also be taken while execution is in progress.

Article 9.

If, in the State of origin of the decision or instrument to be enforced, the suspension or annulment of execution has been ordered in the course of proceedings for its annulment or renewal, the State in which enforcement is desired shall, likewise, suspend or annul the proceedings for the granting of an exequatur or execution as the case may be.

In other cases, an order for the suspension or annulment of execution issued in the State of origin of the decision or instrument concerned shall affect neither the proceedings instituted in the other State on the basis of such decision or instrument for the purpose of obtaining an exequatur nor execution itself.

[PART II.

RECIPROCITY IN BANKRUPTCY PROCEEDINGS.

Article 10.

Bankruptcy proceedings in the territory of one of the contracting States shall not affect the property of the bankrupt in the territory of the other State.

Article 11.

Should bankruptcy proceedings be instituted in the territory of either of the contracting States in respect of the property of a national of the other State, the competent consular authority of the State of which the bankrupt is a national shall be advised without delay and a copy of the order for the opening of bankruptcy proceedings shall be forwarded to him.

The same rule shall apply if from the list of creditors — should such a list be submitted to the bankruptcy court — it appears that the creditors include nationals of the other contracting State who have not yet constituted themselves parties to the bankruptcy proceedings and do not reside in the territory of the State in which bankruptcy proceedings have been instituted.

In the cases referred to in the second paragraph of the present Article, notices of the institution of bankruptcy proceedings and all other notices and decisions issued or rendered in the course of such proceedings shall, if the laws of the State in which bankruptcy proceedings are instituted require their publication in the official journal, be likewise published without delay in the official journal of the other State. Such publication shall be regarded in the territory of the latter State as publication by the home authorities.

Article 12.

Nationals of either of the contracting States who, as creditors, are parties in bankruptcy proceedings in the other State shall, in respect of such proceedings, be treated on the same footing as nationals of that State.

Article 13.

L'autorité consulaire de l'un des Etats, dans une procédure de faillite ouverte dans l'autre Etat, a le droit de représenter ceux de ses ressortissants intervenant comme créanciers dans cette procédure qui sont absents et n'ont pas désigné d'autres représentants.

TROISIÈME PARTIE

DISPOSITIONS FINALES.

Article 14.

La présente convention est conclue sous réserve de ratification. Les instruments de ratification seront échangés à Varsovie le plus tôt possible.

La convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification et s'appliquera aux créances ayant pris naissance après son entrée en vigueur.

La présente convention pourra être dénoncée par l'un ou l'autre des deux Etats ; toutefois, en cas de dénonciation, elle restera encore en vigueur pendant deux mois et, même après l'expiration de ladite période, ses dispositions resteront applicables aux actions en vue d'obtenir l'exequatur introduites avant que la convention ait cessé d'être en vigueur.

La présente convention est établie en langues tchécoslovaque et polonaise, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la convention en deux exemplaires originaux et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Praha, le 10 février 1934.

(L. S.) B. PAVLŮ.

(L. S.) D^r KOUKAL.

(L. S.) W. GRZYBOWSKI.

D^r Juljusz RENCKI.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature de la Convention concernant l'exécution réciproque des titres exécutoires et la réciprocité en matière de faillite, les plénipotentiaires des deux Parties ont fait en commun les déclarations suivantes :

Ad article 2, paragraphes 1 et 2.

Le terme « tribunaux civils » doit s'entendre également des tribunaux du travail (en Tchécoslovaquie : loi du 4 juillet 1931, *Recueil des lois* n° 131 ; en Pologne : décret du Président de la République du 22 mars 1928, *Bulletin des lois de la République de Pologne* n° 307, titre 350).

Les deux Parties se réservent la faculté d'étendre également à d'autres tribunaux spéciaux les dispositions de ladite convention par voie d'accord entre les ministères de la justice des deux Etats.

Ad article 2, paragraphe 2.

La présente convention ne s'applique pas aux décisions relatives aux frais et dépens, mentionnées à l'article 3 de la Convention du 6 mars 1925 relative au règlement des rapports judiciaires en matière civile, pénale et non-contentieuse.

Article 13.

In bankruptcy proceedings instituted in either State the consular authority of the other State shall have the right to represent those of his nationals who, as creditors, are interested in such proceedings and who, being absent, have not appointed other representatives.

PART III.

FINAL PROVISIONS.

Article 14.

The present Convention is concluded subject to ratification. The instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

The Convention shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification and shall apply to claims arising after it comes into force.

The present Convention may be denounced by either State ; it shall, however, remain in force for a further period of two months after denunciation and, even on the expiry of the said period, its provisions shall continue to apply in proceedings to obtain the grant of an exequatur instituted before the Convention expired.

The present Convention is drawn up in the Czech and Polish languages, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the Convention in duplicate and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, this 10th day of February, 1934.

(L. S.) B. PAVLŮ.

(L. S.) Dr. KOUKAL.

(L. S.) W. GRZYBOWSKI.

Dr. JULJUSZ RENCKI.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On signing the Convention concerning the reciprocal execution of enforceable decisions and instruments and reciprocity in bankruptcy proceedings, the Plenipotentiaries of the two Parties have jointly made the following declarations :

Ad Article 2, paragraphs 1 and 2 :

The term "civil courts" shall be deemed to include labour courts (in Czechoslovakia : Law of July 4th, 1931, Collection of Laws, No. 131 ; in Poland : Decree of the President of the Republic of March 22nd, 1928, Bulletin of Laws of the Polish Republic, No. 307, Section 350).

The two Parties reserve the right to extend the provisions of the said Convention to other special courts by agreement between the Ministries of Justice of the two States.

Ad Article 2, paragraph 2 :

The present Convention shall not apply to decisions regarding costs mentioned in Article 3 of the Convention of March 6th, 1925, with regard to the Settlement of Legal Relations in Civil, Penal and Non-Contentious Cases.

Ad article 3.

Les deux Parties conviennent de ne pas admettre l'attribution de juridiction indiquée dans les factures. En effet, l'acceptation sans réserve d'une facture contenant une mention d'un lieu déterminé comme étant le lieu du paiement ou le lieu où la créance peut être attaquée en justice, ou de toute autre lettre similaire, ni non plus, d'une manière générale, l'expression implicite de la volonté, ne sauraient être considérées comme une déclaration par laquelle les parties se sont soumises à la compétence du tribunal qui a statué sur l'affaire.

Ad article 4, alinéa 2.

Les vacances judiciaires n'auront aucun effet sur une procédure engagée conformément à la présente convention à la suite d'une requête visant l'octroi de l'exequatur.

En ce qui concerne l'admissibilité de mesures conservatoires garantissant le paiement de la créance, soit avant l'introduction de la procédure visant l'octroi de l'exequatur, soit au cours de cette procédure, ainsi qu'en ce qui concerne les conditions et les effets desdites mesures conservatoires, il sera fait application des prescriptions en vigueur dans l'Etat où l'exécution doit avoir lieu.

Deuxième partie.

Le terme « faillite » aux fins de la présente convention s'entend de toutes les procédures de faillite, concordats et autres procédures similaires, quel que soit le nom par lequel elles sont désignées.

Le présent protocole fait partie intégrante de la Convention concernant l'exécution réciproque des titres exécutoires et la réciprocité en matière de faillite.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole additionnel.

Fait à Praha, le 10 février 1934.

B. PAVLŮ.

D^r KOUKAL.

W. GRZYBOWSKI.

D^r Juljusz RENCKI.

Ad Article 3 :

Both Parties agree not to recognise the validity of clauses in invoices purporting to constitute acceptance of a particular jurisdiction. The unqualified acceptance of an invoice mentioning a particular place as the place of payment or as the place where the debt may be legally contested, or of any other similar document, or, generally speaking, any mere implication of intention, cannot be considered a declaration whereby the parties have submitted to the jurisdiction of the court having given judgment in the matter.

Ad Article 4, paragraph 2 :

The vacations of the court shall in no way affect proceedings instituted under the present Convention by an application for the grant of an exequatur.

As regards the possibility of conservatory measures to ensure payment of the claim, either before or during the proceedings regarding the grant of an exequatur, as also the conditions and effects of such measures, the law applied shall be that of the State in which enforcement is sought.

Part II.

The term "bankruptcy" shall, for the purposes of the present Convention, include all bankruptcy proceedings, arrangements, and other similar proceedings, however they may be described.

The present Protocol shall form an integral part of the Convention concerning the reciprocal execution of enforceable decisions and instruments and reciprocity in bankruptcy proceedings.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Additional Protocol.

Done at Prague, this 10th day of February, 1934.

B. PAVLŮ.

Dr. KOUKAL.

W. GRZYBOWSKI.

Dr. Juljusz RENCKI.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET FRANCE**

Déclaration conjointe adressée par les Gouvernements du Royaume-Uni et de la République française au Gouvernement belge, par laquelle la Belgique se trouve déliée de toute obligation résultant pour elle, à leur égard, soit du Traité de Locarno, soit des Arrangements intervenus à Londres le 19 mars 1936, signée à Bruxelles, le 24 avril 1937, et

Notes par lesquelles le Gouvernement belge prend acte de la déclaration susmentionnée, Bruxelles, le 24 avril 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND AND FRANCE**

Joint Note addressed to the Belgian Government by the Governments of the United Kingdom and of the French Republic relating to the Release of Belgium from all Obligations towards them resulting from either the Treaty of Locarno or the Arrangements drawn up in London on the 19th March, 1936, signed at Brussels, April 24th, 1937, and

Notes by which the Belgian Government takes note of the above-mentioned Declaration, Brussels, April 24th, 1937.

N^o 4112. — DÉCLARATION¹ CONJOINTE ADRESSÉE PAR LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI ET DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU GOUVERNEMENT BELGE, PAR LAQUELLE LA BELGIQUE SE TROUVE DÉLIÉE DE TOUTE OBLIGATION RÉSULTANT POUR ELLE, A LEUR ÉGARD, SOIT DU TRAITÉ DE LOCARNO, SOIT DES ARRANGEMENTS INTERVENUS A LONDRES LE 19 MARS 1936. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 24 AVRIL 1937.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 13 mai 1937.

Conformément aux instructions qu'ils ont reçues de leurs gouvernements respectifs, l'ambassadeur de la République française et l'ambassadeur de Sa Majesté britannique ont l'honneur de faire au Gouvernement belge la communication suivante :

I. Les Gouvernements de la République française et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord n'ont pas manqué, au cours des derniers mois, de donner toute leur attention au désir manifesté par le Gouvernement belge de voir apporter aux droits et obligations internationales de la Belgique certaines précisions, nécessaires en raison de sa position géographique aussi bien que des délais que peuvent comporter encore la négociation et la conclusion de l'acte général destiné à se substituer au Traité² de Locarno.

II. Soucieux de manifester toute la sympathie que leur inspire le désir du Gouvernement belge, le Gouvernement de la République et le Gouvernement du Royaume-Uni sont d'accord pour faire la déclaration suivante :

III. Les deux gouvernements ont pris acte des vues qu'il appartenait au Gouvernement belge d'exprimer lui-même touchant les intérêts de la Belgique et plus particulièrement :

1^o De sa détermination, à plusieurs reprises et publiquement affirmée, a) de défendre avec toutes ses forces les frontières de la Belgique contre toute agression ou invasion et d'empêcher que le territoire belge ne soit utilisé, en vue d'une agression contre un autre État, comme passage ou comme base d'opérations par terre, par mer ou dans les airs ; b) d'organiser à cet effet de manière efficace la défense de la Belgique ;

2^o De l'assurance renouvelée par lui de la fidélité de la Belgique au Pacte de la Société des Nations et aux obligations qu'il comporte pour ses Membres.

IV. En conséquence, faisant état de la détermination et de l'assurance ci-dessus rappelées, les Gouvernements de la République et du Royaume-Uni :

Déclarent qu'ils considèrent la Belgique comme dès maintenant déliée de toute obligation résultant pour elle, à leur égard, soit du Traité de Locarno, soit des arrangements intervenus à Londres le 19 mars 1936 ;

¹ Entrée en vigueur le 24 avril 1937.

² Vol. LIV, page 289, de ce recueil.

No. 4112. — JOINT NOTE ¹ ADDRESSED TO THE BELGIAN GOVERNMENT BY THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM AND OF THE FRENCH REPUBLIC RELATING TO THE RELEASE OF BELGIUM FROM ALL OBLIGATIONS TOWARDS THEM RESULTING FROM EITHER THE TREATY OF LOCARNO OR THE ARRANGEMENTS DRAWN UP IN LONDON ON THE 19TH MARCH 1936. SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 24TH, 1937.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Note took place May 13th, 1937.

In accordance with instructions received from their respective Governments, His Majesty's Ambassador and the French Ambassador have the honour to make the following communication to the Belgian Government :

1. The Governments of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the French Republic have not failed during the last few months to give their full attention to the desire of the Belgian Government to have the international rights and obligations of Belgium clarified in certain respects where this is rendered necessary by her geographical position and by the delays which may still occur before the negotiation and conclusion of the general act intended to replace the Treaty ² of Locarno.

2. The Government of the United Kingdom and the Government of the Republic, being anxious to give full expression to their sympathy with this desire of the Belgian Government, have agreed to make the following declaration :

3. The said Governments have taken note of the views which the Belgian Government has itself expressed concerning the interests of Belgium, and more particularly :

(1) The determination expressed publicly and on more than one occasion by the Belgian Government : (a) to defend the frontiers of Belgium with all its forces against any aggression or invasion, and to prevent Belgian territory from being used, for purposes of aggression against another State as a passage or as a base of operations by land, by sea or in the air ; (b) to organise the defence of Belgium in an efficient manner for this purpose ;

(2) The renewed assurances of the fidelity of Belgium to the Covenant of the League of Nations and to the obligations which it involves for Members of the League.

4. In consequence, taking into account the determination and assurances mentioned above, the Government of the United Kingdom and the Government of the Republic :

Declare that they consider Belgium to be now released from all obligations towards them resulting from either the Treaty of Locarno or the arrangements drawn up in London on the 19th March 1936, and that they maintain in respect

¹ Came into force April 24th, 1937.

² Vol. LIV, page 289, of this Series.

Déclarent qu'ils maintiennent à l'égard de la Belgique les engagements d'assistance qu'ils ont pris envers elle par ces mêmes actes.

V. Le Gouvernement de la République et le Gouvernement du Royaume-Uni sont convenus que la libération de la Belgique de ses obligations ainsi qu'elle est prévue au paragraphe IV ci-dessus ne touche en rien les engagements existant entre la France et le Royaume-Uni.

(Sé) J. LAROCHE.

AMBASSADE DE FRANCE A BRUXELLES, le 24 avril 1937.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
M. Lozé.*

NOTES

PAR LESQUELLES LE GOUVERNEMENT BELGE PREND ACTE DE LA DÉCLARATION DES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME-UNI ET DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DU 24 AVRIL 1937. BRUXELLES, LE 24 AVRIL 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ces notes a eu lieu le 9 juin 1937.

I.

24 avril 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Le Gouvernement du Roi a pris acte avec une grande satisfaction de la déclaration qui lui a été communiquée, en date de ce jour, par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord. Il l'en remercie vivement.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(s) P. H. SPAAK.

Son Excellence

Sir Esmond Ovey,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
Bruxelles.

II.

24 avril 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Le Gouvernement du Roi a pris acte avec une grande satisfaction de la déclaration qui lui a été communiquée, en date de ce jour, par le Gouvernement de la République. Il l'en remercie vivement.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(s) P. H. SPAAK.

Son Excellence

Monsieur Laroche,
Ambassadeur de la République française,
Bruxelles.

of Belgium the undertakings of assistance which they entered into towards her under the above-mentioned instruments.

5. The Government of the United Kingdom and the Government of the Republic agree that the release of Belgium from her obligations, as provided for in paragraph 4 above, in no way affects the existing undertakings between the United Kingdom and France.

(Sé) Esmond OVEY.

BRITISH EMBASSY, BRUSSELS, *April 24th, 1937.*

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

M. Lozé.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTES

BY WHICH THE BELGIAN GOVERNMENT TAKES NOTE OF THE DECLARATION OF THE GOVERNMENTS OF THE UNITED KINGDOM AND OF THE FRENCH REPUBLIC OF APRIL 24TH, 1937. BRUSSELS, APRIL 24TH, 1937.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of these Notes took place June 9th, 1937.

I.

April 24th, 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

The Royal Government has taken note with great satisfaction of the Declaration of this day's date communicated to it by His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and tenders its warmest thanks.

I avail myself of this opportunity, Monsieur l'Ambassadeur, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) P. H. SPAAK.

His Excellency
Sir Esmond Ovey,
His Britannic Majesty's Ambassador,
Brussels.

II.

April 24th, 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

The Royal Government has taken note with great satisfaction of the Declaration of this day's date communicated to it by the Government of the Republic, and tenders its warmest thanks.

I avail myself of this opportunity, Monsieur l'Ambassadeur, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) P. H. SPAAK.

His Excellency
Monsieur Laroche,
Ambassador of the French Republic,
Brussels.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4113.

POLOGNE ET ROUMANIE

Convention relative à la collaboration
intellectuelle, et procès-verbaux.
Signés à Varsovie, le 27 novembre
1936.

POLAND AND ROUMANIA

Convention regarding Intellectual
Co-operation, and Procès-verbaux.
Signed at Warsaw, November
27th, 1936.

N° 4113. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE RELATIVE A LA COLLABORATION INTELLECTUELLE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 27 NOVEMBRE 1936.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 mai 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

Prenant en considération les liens d'alliance qui unissent la Roumanie et la Pologne,

Animés du désir de resserrer et d'approfondir l'amitié sincère qui a toujours rapproché les deux nations dans le passé,

Conscients des buts communs que la Roumanie et la Pologne poursuivent dans le domaine politique, intellectuel et social,

Et convaincus que la collaboration intellectuelle constitue un des moyens les plus efficaces pour atteindre ces fins,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

S. E. Monsieur Victor ANTONESCU, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

S. E. Monsieur Josef BECK, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

En vue de conserver et de développer le patrimoine culturel réciproque et les aspirations intellectuelles communes, constituant une des bases de l'amitié qui unit les deux nations, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour :

1. Organiser des missions scientifiques polonaises en Roumanie et roumaines en Pologne, afin de favoriser les études sur les rapports entre la Roumanie et la Pologne ;

2. Encourager et faciliter en créant les conditions les plus avantageuses, l'échange de professeurs, d'étudiants, d'élèves de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que de membres des organisations sportives et de jeunesse des deux pays ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 14 avril 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4113. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND
AND THE KINGDOM OF ROUMANIA REGARDING INTELLECTUAL
CO-OPERATION. SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 27TH, 1936.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the League of Nations. The registration of this Convention took place May 14th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA

and

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND,

Taking into consideration the bonds of alliance uniting Roumania and Poland,

Animated by the desire to make closer and deeper the sincere friendship by which the two nations have always been connected in the past,

Conscious of the common aims pursued by Roumania and Poland in the political, intellectual and social sphere,

And convinced that intellectual co-operation constitutes one of the most effective ways of attaining the said aims,

Have resolved to conclude a Convention for the purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency Monsieur Victor ANTONESCU, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency Monsieur Josef BECK, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

With a view to preserving and developing the reciprocal cultural heritage and the common intellectual aspirations which constitute one of the bases of the friendship uniting the two nations, the High Contracting Parties are agreed :

(1) To organise Polish scientific missions in Roumania and Roumanian missions in Poland, in order to encourage study of the relations between Roumania and Poland ;

(2) To encourage and facilitate, by the creation of favourable conditions for the purpose, exchanges of teachers, students, elementary and secondary school pupils and members of the sport and youth organisations of both countries ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Bucharest, April 14th, 1937.

3. Favoriser la traduction en langue roumaine des chefs-d'œuvre littéraires et scientifiques polonais, ainsi que la traduction en langue polonaise des chefs-d'œuvre de la littérature et de la science roumaines ;

4. Faciliter les rapports et la collaboration entre les représentants de la science, de la littérature, des arts, du théâtre, de la musique, de la presse, du film et de la radio des deux Hautes Parties contractantes.

Article 2.

Etant donné que la bonne connaissance du pays et du peuple d'une des Hautes Parties contractantes acquise au cours des études par la jeunesse de l'autre Partie contractante est un des facteurs les plus importants pour le maintien des relations amicales entre les deux nations, chacune des Hautes Parties contractantes veillera à ce que les passages des manuels scolaires en usage sur son territoire traitant les matières qui relèvent de l'autre Partie contractante, soient élaborés dans un esprit favorable à celle-ci.

A cette fin, les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement les renseignements ayant trait auxdites matières à envisager dans les programmes d'études de leurs écoles respectives.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes favorisera sur son territoire l'organisation des expositions d'art de l'autre Partie contractante, ainsi que les représentations des pièces de théâtre et des films provenant de l'autre Partie contractante, qui ont une valeur artistique.

Article 4.

Chacune des Hautes Parties contractantes encouragera ses postes émetteurs radiophoniques à échanger avec ceux de l'autre Partie contractante des extraits appropriés de leurs programmes afin de contribuer par la radiodiffusion des auditions spéciales, à populariser l'histoire, la littérature, les arts, la musique, le folklore et les valeurs touristiques de l'autre Partie contractante.

Article 5.

Afin de réaliser les buts indiqués dans les articles précédents, une Commission mixte polono-roumaine, composée de deux sous-commissions, sera constituée aussitôt que faire se pourra. Une desdites sous-commissions aura son siège à Varsovie et l'autre à Bucarest.

Chaque sous-commission, présidée par le ministre de l'Instruction publique ou par un délégué de ce dernier sera composée d'un délégué du Ministère de l'Instruction publique, d'un délégué du Ministère des Affaires étrangères et d'un représentant de la Légation de l'autre Partie contractante.

Les sous-commissions se réuniront au moins une fois par an. Chacune de ces sous-commissions élaborera un règlement dont elle se servira au cours de son exercice.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, en français, le 27 novembre 1936.

(Signé) Victor ANTONESCU.

(Signé) J. BECK.

(3) To further the translation into Roumanian of Polish literary and scientific masterpieces and the translation into Polish of Roumanian literary and scientific masterpieces ;

(4) To facilitate the establishment of relations and the development of co-operation between the representatives of science, literature, the arts, the theatre, music, the press, the cinema and wireless of the two High Contracting Parties.

Article 2.

Inasmuch as the acquisition, in the course of their studies, by the young people of each of the High Contracting Parties of a sound knowledge of the country and people of the other High Contracting Party is one of the most important factors in the maintenance of friendly relations between the two nations, each of the High Contracting Parties shall take steps to ensure that passages in the school text-books used in its territory relating to the concerns of the other Contracting Party shall be drawn up in a sense favourable to the latter.

To this end, the High Contracting Parties shall communicate to one another information relating to such concerns for the purpose of the study-courses of their respective schools.

Article 3.

Each of the High Contracting Parties within its own territory shall encourage the organisation of art exhibitions of the other Contracting Party and performances of plays and projections of films of artistic value originating in the country of the other Contracting Party.

Article 4.

Each of the High Contracting Parties shall encourage its broadcasting stations to exchange with those of the other Contracting Party suitable extracts from their programmes in order to contribute, by the broadcasting of special features, to the popularisation of each other's history, literature, arts, music, folklore and travel attractions.

Article 5.

For the better accomplishment of the aims set forth in the preceding Articles, a Joint Polish-Roumanian Committee, consisting of two Sub-Committees, shall be set up as soon as possible. One of the said Sub-Committees shall have its seat at Warsaw and the other at Bucharest.

Each Sub-Committee shall be presided over by the Minister for Education or by his delegate, and shall be composed of a delegate of the Ministry for Education, a delegate of the Ministry for Foreign Affairs and a representative of the Legation of the other Contracting Party.

The Sub-Committees shall meet at least once a year. Each Sub-Committee shall draw up regulations for its own use during its term of office.

Article 6.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall come into force on the thirtieth day after the date of exchange of the ratifications.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Warsaw, in duplicate, in French, this 27th day of November, 1936.

(Signed) Victor ANTONESCU.

(Signed) J. BECK.

PROCÈS-VERBAL

Etant donné les liens d'alliance et d'amitié traditionnelle qui unissent les peuples de la Roumanie et de la Pologne,

Tenant compte du voisinage des deux pays et de leurs intérêts communs politiques, moraux et culturels,

Considérant toute l'importance que les Gouvernements roumain et polonais attachent à l'éducation de la jeunesse et heureux de constater les affinités profondes qui existent entre les jeunes des deux pays, unies par les idées communes de patriotisme ardent,

Les soussignés, ministres des Affaires étrangères de Roumanie et de Pologne, constatent que leurs gouvernements respectifs ont résolu mutuellement de contribuer par tous les moyens appropriés au développement sous leurs auspices de la collaboration étroite entre les organisations roumaines et polonaises chargées de l'éducation de la jeunesse.

VARSOVIE, le 27 novembre 1936.

(Signé) Victor ANTONESCU.

(Signé) J. BECK.

PROCÈS-VERBAL

Les soussignés, ministres des Affaires étrangères de Roumanie et de Pologne, sont d'accord pour constater l'utilité indéniable des conversations directes entre les ministres de l'Instruction publique de leurs pays respectifs en vue d'établir les modalités de la mise en application de la convention entre la Roumanie et la Pologne, relative à la collaboration intellectuelle et portant la date de ce jour.

VARSOVIE, le 27 novembre 1936.

(Signé) Victor ANTONESCU.

(Signé) J. BECK.

Pour copie conforme :

P. le Ministre,
Radulescu.

PROCÈS-VERBAL.

Given the bonds of alliance and traditional friendship uniting the peoples of Roumania and Poland,

Taking into account the proximity of the two countries and their common political, moral and cultural interests,

Considering how much importance the Governments of Roumania and Poland attach to the education of youth, and noting with gratification the deep-seated affinities between the young people of both countries, united as they are by common ties of ardent patriotism,

The undersigned, Ministers for Foreign Affairs of Roumania and Poland, hereby record that their respective Governments have mutually resolved to contribute by all suitable means to the development under their auspices of close collaboration between the Roumanian and Polish organisations for the education of youth.

WARSAW, *November 27th*, 1936.

(Signed) Victor ANTONESCU.

(Signed) J. BECK.

PROCÈS-VERBAL.

The undersigned, Ministers for Foreign Affairs of Roumania and Poland, are in agreement as to the undeniable utility of the direct conversations between the Ministers of Education of their respective countries, with a view to establishing the manner of application of the Convention between Roumania and Poland concerning Intellectual Co-operation, dated November 27th, 1936.

WARSAW, *November 27th*, 1936.

(Signed) Victor ANTONESCU.

(Signed) J. BECK.

N° 4114.

FRANCE ET NORVÈGE

Convention concernant les vins et les spiritueux, avec protocole de signature, signés à Paris, le 12 avril 1927, et échange de notes relatif à l'interprétation du paragraphe 5 dudit protocole, Paris, le 18 juillet 1927.

FRANCE AND NORWAY

Convention concerning Wines and Spirits, with Protocol of Signature, signed at Paris, April 12th, 1927, and Exchange of Notes relating to the Interpretation of Paragraph 5 of the said Protocol, Paris, July, 18th, 1927.

N^o 4114. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE,
CONCERNANT LES VINS ET LES SPIRITUEUX. SIGNÉE A PARIS,
LE 12 AVRIL 1927.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 20 mai 1937.*

Désireux d'établir d'un commun accord un nouveau régime pour l'importation en Norvège des vins et des spiritueux français, LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ont convenu des dispositions suivantes qui remplaceront celles de la Convention² du 23 avril 1921 ainsi que les protocoles de signature et d'interprétation qui s'y rapportent.

Article premier.

a) Le Gouvernement norvégien permettra, pendant la durée du présent arrangement, l'importation en fûts et en bouteilles, ainsi que le transport et la vente à l'intérieur, des vins et des vins mousseux français d'une teneur d'alcool égale ou inférieure à 21 degrés, sans en limiter la consommation.

b) Les dispositions de la législation française relative à la répression des fraudes étant de nature à donner aux consommateurs de vins et vins mousseux français en Norvège les garanties d'ordre hygiénique nécessaires, le Gouvernement norvégien s'engage à adopter les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels français comme preuve que les produits importés remplissent les conditions requises au point de vue hygiénique.

c) Il sera réservé aux vins français d'une teneur en alcool égale ou inférieure à 21 degrés un traitement à tous points de vue aussi favorable en ce qui concerne l'importation, le transport, la vente et la consommation, que celui qui est ou sera, à l'avenir accordé aux produits de même teneur en alcool du pays, à l'exception des bières, ou originaires de tout autre pays que la France. Le traitement national ainsi prévu pour les vins français n'implique pas cependant une assimilation complète du régime des vins et du régime des boissons de fruits de même teneur alcoolique que les vins, en ce qui concerne leur vente et leur débit, étant entendu cependant que les vins ne seront pas soumis à un régime moins favorable que les boissons de fruits, au point de vue des réglementations administratives et fiscales.

d) Pour la vente des vins en Norvège, il est entendu que les représentants des maisons françaises pourront s'adresser à la Société Vinmonopolet et à toute personne ou institution ayant le droit de vente ou de débit de ces produits. Ils pourront faire leurs offres avec ou sans échantillons, mais sans colporter de marchandises.

Les représentants des maisons françaises auront le droit d'envoyer à la clientèle privée les prospectus des maisons françaises qu'ils représentent, et de faire, pour la vente des vins, toute publicité, à la condition que ce soit sous le nom des firmes françaises vendeuses.

¹ Entrée en vigueur le 21 avril 1927.

² Vol. XIV, page 375 ; et vol. XLV, page 107, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4114. — CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND NORWAY
CONCERNING WINES AND SPIRITS. SIGNED AT PARIS, APRIL
12TH, 1927.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Convention took place May 20th, 1937.*

Being desirous of establishing by agreement new regulations for the importation of French wines and spirits into Norway, THE NORWEGIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT have agreed upon the following provisions to replace those of the Convention³ of April 23rd, 1921, and the protocols of signature and interpretation relating thereto.

Article I.

(a) Throughout the duration of the present agreement, the Norwegian Government shall permit the importation in tuns and in bottles, and the transport and sale in Norway, of French wines and sparkling wines of alcoholic content equal to or less than 21°, without limiting their consumption.

(b) In view of the fact that the provisions of French legislation against fraudulent trademarks are sufficient to furnish consumers of French wines and sparkling wines in Norway with satisfactory guarantees from a health point of view, the Norwegian Government undertakes to accept the certificates of analysis issued by the official French laboratories as proof that the products imported fulfil the conditions required from a health point of view.

(c) French wines of alcoholic content equal to or less than 21° shall enjoy, in regard to their importation, transport, sale and consumption, treatment in all respects as favourable as that which is or may in future be accorded to national products of the same alcoholic content, with the exception of beers, or to such products coming from any country other than France. While the national treatment thus prescribed for French wines does not imply that the conditions regulating the wholesale and retail trade in wines and fruit drinks having the same alcoholic content as wines shall be identical, it is understood that wines shall not be subject to less favourable administrative and fiscal regulations than fruit drinks.

(d) For the purposes of selling wines in Norway, it is understood that representatives of French firms may apply to the Vinmonopolet Company and to any other person or institution authorised to deal in such products on a wholesale or retail basis. They may make offers on sample or otherwise, without actually carrying goods for sale.

The representatives of French firms shall have the right to send private customers the prospectuses of the French firms which they represent and to endeavour to sell wines by any form of advertisement, provided they do so in the name of the French firms engaged in selling such wines.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force April 21st, 1927.

³ Vol. XIV, page 375 ; and Vol. XLV, page 107, of this Series.

Pour la présentation des offres et échantillons à la clientèle privée, les maisons françaises bénéficieront à tout moment des mêmes facilités que les agents de la Société Vinmonopole.

e) Quel que soit le régime adopté en Norvège pour l'importation, la vente, le transport et la consommation des vins et vins mousseux visés ci-dessus, le Gouvernement norvégien permettra que les particuliers, ainsi que les restaurateurs et les institutions ayant le droit de vendre du vin puissent obtenir pour leur consommation ou leur commerce, l'importation et le transport de toutes marques de vins et vins mousseux français ci-dessus visés, sans limitation de quantités.

Les vins et vins mousseux français ne seront pas soumis à des restrictions spéciales, à des taxes ou à des charges intérieures qui auraient pour but de comprimer les importations autorisées par le présent article.

La Société Vinmonopole ne pourra prélever de bénéfice exagéré sur les produits visés dans le présent article.

Les dispositions du présent article, prévaudront, le cas échéant contre toute réglementation locale qui serait de nature à y faire échec.

Article 2.

a) A partir de la date où la prohibition des spiritueux sera abolie, le Gouvernement norvégien autorisera la Société Vinmonopole, seule qualifiée à cet effet, à importer des eaux-de-vie de vins, de cidre, de marc, de quetsches, du rhum, du tafia, du genièvre et des alcools de bouche, quelle que soit leur teneur en alcool, sous réserve que ces produits seront accompagnés de certificats délivrés par des laboratoires officiels français établissant qu'ils satisfont aux prescriptions de la législation française et attestant, en outre, les appellations d'origine auxquelles ces produits peuvent avoir droit. Il est entendu que la vente intérieure des produits d'une teneur alcoolique dépassant 60 degrés n'aura lieu qu'exceptionnellement et sous réserve de l'approbation du Roi.

b) La composition des produits naturels visés à l'alinéa précédent est garantie par le certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français. La composition des produits visés à l'article précédent, couverts par une marque de fabrique ou de commerce est garantie par une seule analyse, faite une fois pour toutes, par les laboratoires officiels français. Le certificat d'analyse sera envoyé au Ministère norvégien des Finances et des Douanes qui en prendra note et donnera aux bureaux des douanes du royaume des instructions autorisant l'importation ultérieure pour la durée d'une année et sans qu'il soit besoin de certificats afférents à chaque expédition, des produits auxquels s'applique le certificat entériné.

La composition des produits, autres que ceux désignés ci-dessus, destinés à la pharmacopée et au traitement des animaux, ainsi qu'aux usages techniques et scientifiques, sera garantie par un certificat d'analyse délivré par les laboratoires officiels français, et, en cas d'absence de ce certificat, leur composition sera contrôlée, s'il y a lieu, par les autorités norvégiennes.

La liste des laboratoires officiels français, chargés de la délivrance des certificats d'analyse ci-dessus visés et les modèles desdits certificats, seront notifiés au Gouvernement norvégien par le Gouvernement français.

Les certificats de délivrance d'un acquit à caution régional « Cognac » ou « Armagnac » tiendront lieu de certificat d'analyse.

c) Les représentants de maisons françaises qui ne pourront offrir des spiritueux qu'à la Société Vinmonopole auront néanmoins la faculté de faire de la publicité en faveur de ceux-ci mais seulement sous le nom des maisons françaises qu'ils représentent et sans que le nom desdits représentants soit mentionné.

La Société Vinmonopole portera sur ses prix courants toutes les marques de spiritueux dont l'inscription leur sera demandée par une maison française inscrite au Registre du commerce.

Les personnes ou institutions autorisées à vendre de tels produits ou à en faire l'emploi dans leur industrie ou pour des usages pharmaceutiques, scientifiques ou techniques auront toujours le droit d'exiger la livraison des produits portés au prix courant de la société.

d) Il sera accordé aux liquides alcooliques d'une teneur supérieure à 21 degrés d'alcool importés de France un traitement aussi favorable à tous points de vue que celui qui serait appliqué aux produits de toute nature de même teneur alcoolique originaires de Norvège ou en provenance de tout autre pays.

In regard to offers made and samples given to private customers, French firms shall at all times enjoy the same facilities as the agents of the Vinmonopolet Company.

(e) Whatever regulations may be adopted in Norway for the importation, sale, transport and consumption of the above-mentioned wines and sparkling wines, the Norwegian Government shall allow private individuals, as well as hotel and restaurant proprietors and institutions authorised to sell wine, to import and transport, either for their own consumption or for purposes of trade, all brands of French wines and sparkling wines referred to above, with no restriction as to quantity.

French wines and sparkling wines shall not be subject to special restrictions, or to dues or internal taxes aimed at restricting the importation authorised by the present Article.

The Vinmonopolet Company shall not be entitled to make excessive profits on the products referred to in the present Article.

The provisions of the present Article shall, if necessary, prevail over any local regulations which may tend to hinder their application.

Article 2.

(a) As from the date when the prohibition of spirits is abolished, the Norwegian Government shall authorise the Vinmonopolet Company, which shall alone enjoy this right, to import spirits of wine, cider, marc, quetsch, rum, tafia, gin and alcohol for drinking purposes, irrespective of their alcoholic content, on condition that these products are accompanied by certificates issued by official French laboratories to the effect that they satisfy the requirements of French legislation and that, moreover, the appellations of origin which these products are entitled to bear are correct. It is understood that the sale in Norway of products having an alcoholic content exceeding 60° shall only take place as an exception and subject to the approval of the Crown.

(b) The composition of the natural products referred to in the preceding paragraph shall be guaranteed by the certificate of analysis issued by the official French laboratories. The composition of the products referred to in the preceding Article, if covered by a trade or commercial mark, shall be guaranteed by a single analysis, carried out once for all by the official French laboratories. The certificate of analysis shall be sent to the Norwegian Ministry of Finance and Customs, which shall take note of it and shall transmit instructions to the Customs offices of the Kingdom, authorising the importation for a subsequent period of one year of products to which the previously approved certificate applies, without further certificates being required for each consignment.

The composition of products, other than those referred to above, for use under the pharmacopœia or for veterinary purposes and for technical and scientific use, shall be guaranteed by a certificate of analysis issued by the official French laboratories, and, failing such a certificate, their composition shall be analysed if necessary by the Norwegian authorities.

A list of the official French laboratories authorised to issue the above-mentioned certificates of analysis, and models of the said certificates, shall be communicated to the Norwegian Government by the French Government.

Certificates of the issue of a local "Cognac" or "Armagnac" *acquit à caution* shall serve as a certificate of analysis.

(c) While the representatives of French firms may only offer spirits to the Vinmonopolet Company, they may advertise such spirits, provided they do so only in the name of the French firms which they represent and provided the names of the said representatives are not mentioned.

The Vinmonopolet Company shall publish in its price lists all brands of spirits which any French firm entered in the Commercial Register may ask it to include.

Persons or institutions authorised to sell the said products or to employ them in their industry or for pharmaceutical, scientific or industrial purposes shall have the right at any time to require the delivery of products advertised in the Company's price list.

(d) Alcoholic liquors of more than 21° alcoholic content imported from France shall enjoy as favourable treatment from every point of view as that accorded to products of every kind of the same alcoholic content produced in Norway or coming from any other country.

La Société Vinmonopolet ne pourra prélever sur les produits visés dans le présent article de bénéfices exagérés.

e) Les taxes fiscales, qui, sous quelque dénomination que ce soit (taxes de consommation, de circulation, d'octroi, etc.) sont ou pourraient être imposées sur les spiritueux en Norvège, ne pourront, en aucun cas, avoir pour but d'en comprimer l'importation.

Article 3.

Les droits de douane sur les vins en fûts, seront stabilisés au taux actuel et resteront exempts de toute majoration ; les droits sur les vins en bouteilles non mousseux ne pourront en aucun cas être supérieurs au double des droits applicables aux vins en fûts.

Les droits de douane, y compris la majoration temporaire, actuellement applicables aux spiritueux français en Norvège ne pourront être augmentés.

Article 4.

Le Gouvernement norvégien assurera le respect du droit aux appellations régionales de provenance qui revient aux produits vinicoles français conformément aux lois ainsi qu'aux décisions administratives prises conformément à ces lois et aux jugements rendus en application de ces lois qui lui seront notifiés par le Gouvernement français et qui déterminent ou réglementent le droit à une appellation régionale pour tous ces produits ou les conditions dans lesquelles l'emploi d'une appellation régionale peut être autorisé. Il interdira l'importation, l'entreposage, l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, la vente ou la mise en vente des produits vinicoles portant des appellations régionales, contrairement aux lois et décisions régulièrement notifiées par le Gouvernement français.

La notification pourra viser notamment :

- 1^o Les appellations régionales de provenance ;
- 2^o La délimitation des territoires auxquels s'appliquent ces appellations ;
- 3^o La procédure relative à la délivrance du certificat d'origine régionale.

La saisie des produits incriminés aura lieu, soit à la diligence de l'Administration des douanes, soit à la requête du Ministère public ou d'une partie intéressée, individu ou société, conformément à la législation de la Norvège.

Les dispositions du présent article s'appliqueront alors même que l'appellation régionale est accompagnée de l'indication du nom du véritable lieu d'origine ou de l'expression « type », « genre », « façon », « ceps » ou de toute autre expression similaire. Cette disposition ne fait pas obstacle à ce que le vendeur norvégien mentionne, sur les récipients, outre l'appellation régionale ou de cru à laquelle le produit a droit, son nom et son adresse, en caractères plus petits. A défaut de l'appellation régionale ou de cru, l'indication d'origine française devra toujours figurer sur les récipients, en caractères plus apparents que toutes autres mentions.

Article 5.

Les déclarations¹ du 20 février 1909 et du 15 avril 1911 sont abrogées en tant qu'elles sont incompatibles avec les dispositions du présent accord.

Article 6.

Le présent arrangement sera mis en vigueur dès qu'aura été levée en Norvège la prohibition des spiritueux.

Il aura la même durée que la Convention² commerciale du 13 janvier 1892 et sera comme elle soumis à la reconduction trimestrielle.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 455.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVIII, page 122.

The Vinmonopolet Company shall not be entitled to make excessive profits on the products referred to in the present Article.

(e) Fiscal charges which are or may be imposed under any name (consumers' tax, distribution tax, excise, etc.) on spirits in Norway may not, under any circumstances, be aimed at restricting the importation of the latter.

Article 3.

Customs duties on wines in tuns shall be fixed at the present level, and shall not be liable to increase ; duties on non-sparkling wines in bottles shall not, under any circumstances, amount to more than twice the duties imposed on wines in tuns.

The Customs duties, including the temporary supplement, at present charged on French spirits in Norway shall not be increased.

Article 4.

The Norwegian Government shall ensure the recognition of the regional appellations of origin to which French wine products are entitled in accordance with the laws in force, with administrative decisions reached in conformity with those laws and with the judicial opinions given regarding the application of the said laws, which shall be communicated to it by the French Government and which determine or regulate the right to a regional appellation for all these products or the conditions under which the use of a regional appellation may be authorised. It shall forbid the importation, storage, exportation, manufacture, distribution, sale or offering for sale of wine products bearing regional appellations which are not in conformity with the laws and decisions formally notified by the French Government.

The said notification may refer to :

- (1) Regional appellations of origin ;
- (2) Delimitation of the territories to which such appellations apply ;
- (3) Formalities for the issue of regional certificates of origin.

Products which are not in conformity with the regulatory shall be seized either at the request of the Customs administration or upon the demand of the Ministry or of a party concerned, whether the latter is an individual or a company, in conformity with Norwegian legislation.

The provisions of the present Article shall also apply when the regional appellation is accompanied by an indication of the true place of origin or by the expression " type ", " genre ", " façon ", " ceps " or any other similar expression. This provision shall not prevent the Norwegian seller from mentioning on the receptacles, in addition to the regional appellation or designation of vintage (*cru*) which the product is entitled to bear, his name and address in smaller characters. If there is no regional appellation or designation of vintage, the French origin shall always be indicated on the receptacles in characters larger than those of any other description.

Article 5.

The declarations of February 20th, 1909¹, and April 15th, 1911², shall be abrogated, in so far as they are incompatible with the provisions of the present agreement.

Article 6.

The present agreement shall come into force as soon as the prohibition of spirits has been abolished in Norway.

It shall remain in force for the same period as the Commercial Convention³ of January 13th, 1892, and shall be subject to quarterly renewal in the same manner.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 425.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 105, page 621.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 84, page 110.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention qu'ils ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 12 avril 1927.

(s.) F. Wedel JARLSBERG.
(s.) Hans HALVORSEN.
(s.) A. BRIAND.
(s.) M. BOKANOWSKY.

PROTOCOLE DE SIGNATURE]

Au moment de conclure la Convention relative au régime des vins et spiritueux, le Gouvernement français et le Gouvernement norvégien, désireux d'éviter tout litige qui pourrait résulter de l'application de ladite convention, ont cru utile de préciser les points ci-après :

1° En ce qui concerne l'application de l'article premier, il est entendu qu'aucun obstacle ne sera mis en Norvège à l'introduction des échantillons nécessaires soit aux représentants ou commerçants voyageant pour le compte de maisons françaises, soit, dans les mêmes conditions, aux agents locaux de ces maisons françaises et expédiés par les producteurs ou commerçants français auxdits représentants, commerçants ou agents locaux.

2° En ce qui concerne la vente à la clientèle norvégienne de vins titrant 21° ou moins que la Société Vinmonopolet ne possède pas en stocks, les Gouvernements norvégien et français sont d'accord sur les précisions suivantes :

Les commandes passées par la clientèle norvégienne ou recueillies par les représentants ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison française et exerçant leur profession dans les conditions prévues par la présente convention, seront adressées à la Société Vinmonopolet qui en effectuera la transmission dans le plus bref délai possible si elle ne possède pas en stocks les vins du cru, de l'année et de la marque demandée.

Les ordres transmis seront exactement ceux recueillis par les représentants ou commerçants voyageant en Norvège pour le compte d'une maison française ou passés directement par la clientèle norvégienne. Rien ne sera changé aux conditions de prix indiquées auxdits ordres.

La Société Vinmonopolet pourra exiger le paiement anticipé de la commande, en totalité ou en partie, lorsque celle-ci dépassera 4.000 francs. Elle aura, en outre, la faculté de renvoyer aux frais de l'expéditeur les vins commandés dans ces conditions, s'ils sont refusés par le client ou s'ils ne sont pas payés dans les 25 jours qui suivront la date à laquelle il aura été donné avis au client de l'arrivée de la marchandise.

La Société Vinmonopolet prélèvera pour prix du service rendu une commission de 18 % du prix « f.o.b. ».

Les envois de vins destinés à la clientèle privée seront dédouanés dans les ports d'Oslo, de Bergen et de Trondhjem jusqu'à ce que la Société Vinmonopolet ait augmenté le nombre des ports de dédouanement ; mais si le destinataire se trouve dans une autre localité, la Société Vinmonopolet se chargera des frais de transport jusqu'à destination et assumera la responsabilité de ce transport.

Les expéditions de vins d'une maison française pour une même ville ou commune pourront être groupées en un seul envoi.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, this 12th day of April, 1927.

(Signed) F. Wedel JARLSBERG.

(Signed) Hans HALVORSEN.

(Signed) A. BRIAND.

(Signed) M. BOKANOWSKY.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of concluding the Convention concerning the wine and spirit trade, the French Government and the Norwegian Government, being desirous of avoiding all disputes which may arise regarding the application of the said Convention, have thought it desirable to define the following points :

(1) Regarding the application of Article 1, it is understood that no obstacle shall be placed in the way of the introduction into Norway of samples required either by representatives or traders travelling for French firms or, under the same conditions, by local agents of the said French firms, and consigned by the French producers or traders to the said representatives, traders or local agents.

(2) Regarding the sale to Norwegian customers of wines with an alcoholic content of 21° or less which the Vinmonopolet Company does not possess in stock, the Norwegian and French Governments have agreed on the following provisions :

Orders placed by Norwegian customers or obtained by representatives or traders travelling in Norway on behalf of a French firm, and carrying on their trade under the conditions prescribed by the present Convention, shall be forwarded to the Vinmonopolet Company, which shall transmit them as quickly as possible, if it does not possess a stock of wines of the vintage, year and brand required.

The orders thus transmitted shall be identical with those obtained by the representatives or traders travelling in Norway on behalf of a French firm or placed directly by Norwegian customers. No change shall be made in the prices indicated in the said orders.

The Vinmonopolet Company may require a payment in advance in respect of all or part of any order exceeding 4,000 francs. Moreover, it shall have the option of returning, at the sender's expense, wines ordered on these terms which are refused by the customer or are not paid for within 25 days of the date on which the customer is advised of the arrival of the goods.

The Vinmonopolet Company shall charge for its services a commission of 18 % of the price f.o.b.

Consignments of wine for private customers shall be cleared from Customs in the ports of Oslo, Bergen and Trondhjem until the Vinmonopolet Company has increased the number of Customs clearing ports ; if, however, the consignee lives elsewhere, the Vinmonopolet Company shall bear the cost of transport to the destination, and shall be responsible for the said transport.

Two or more consignments of wine from a French firm to the same town or commune may be despatched in a single consignment.

3° La Société Vinmonopolet accepte de recevoir en consignation, dans la mesure où le permettront les locaux dont elle disposera et pour la vente aux conditions ordinaires, les vins qui pourront lui être confiés par des maisons françaises en vue de les faire connaître à la clientèle norvégienne.

4° La Société Vinmonopolet ne restreindra pas l'application de l'article premier de la présente convention en se substituant, sans leur consentement, aux firmes françaises, pour des produits qu'antérieurement à la constitution de la Société Vinmonopolet celles-ci vendaient directement à la clientèle norvégienne ou en prétendant subordonner la transmission des ordres de ladite clientèle à une entente ou à des contrats entre la Société et les fournisseurs français.

5° Les maisons françaises qui, antérieurement au 1^{er} juillet 1921, vendaient leurs vins à la clientèle privée par l'entremise de représentants en Norvège et qui, après l'établissement de la Société Vinmonopolet ont continué ce commerce jusqu'au 13 novembre 1925 seront seules autorisées à faire des offres et à présenter des échantillons à la clientèle privée par l'entremise de représentants. Ceux-ci seront autorisés à prendre des commandes pour le compte et au nom des firmes qu'ils représentent pourvu toutefois qu'ils remplissent les conditions mentionnées à l'article 2 de la résolution royale du 13 novembre 1925. Les commandes prises par eux seront transmises par la Société Vinmonopolet, même si elles sont libellées sur formule imprimée.

6° S'il résultait de l'usage des raisons sociales dites contremarques qui ne correspondent pas à des fonds de commerce réels, des difficultés pour le commerce loyal entre la Société Vinmonopolet, d'une part, et le producteur ou commerçant français d'autre part, la Société Vinmonopolet trouverait auprès des organismes français constitués à cet effet toute collaboration pour étudier et apurer les litiges en plein accord avec les intéressés. Si ces difficultés ne pouvaient être ainsi résolues, elles seraient soumises aux deux gouvernements.

7° Pour l'application de l'alinéa 2 du paragraphe c) de l'article 2, il est entendu que l'engagement du Vinmonopolet est limité aux produits importés en bouteilles et garantis par une marque de fabrique ou un nom commercial régulièrement déposé.

Si la Société Vinmonopolet ne possède pas en stock le produit demandé, elle le fera venir de France, pourvu que la quantité commandée ne soit pas inférieure à 12 bouteilles ; la Société prélèvera sur cette transaction le bénéfice normalement calculé pour ses ventes de spiritueux similaires.

En ce qui concerne les alcools en fûts, l'alinéa 2 du paragraphe c) de l'article 2 ne trouvera son application que pour les ventes de firmes produisant elles-mêmes les produits commandés, et seulement pour des commandes égales ou supérieures à 100 litres.

Fait à Paris en double exemplaire le 12 avril 1927.

(s.) F. Wedel JARLSBERG.

(s.) Hans HALVORSEN.

(s.) A. BRIAND.

(s.) M. BOKANOWSKY.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 11 mai 1937.

Le Directeur
des Affaires de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.

(3) The Vinmonopolet Company agrees, in so far as the space at its disposal allows and for purposes of sale under ordinary conditions, to receive on consignment wines sent to it by French firms with a view to their introduction by the Company to Norwegian customers.

(4) The Vinmonopolet Company shall not hinder the application of Article 1 of the present Convention by taking the place of French firms, without the latter's consent, in regard to products which the said firms sold direct to Norwegian customers before the constitution of the Vinmonopolet Company, nor by rendering the transmission of orders placed by the said customers conditional on the existence of an agreement or contracts between the Company and the French vendors.

(5) Only French firms which sold their wines before July 1st, 1921, to private customers through representatives in Norway and which continued to do so after the constitution of the Vinmonopolet Company until November 13th, 1925, shall be authorised to make offers and submit samples to private customers through their own representatives. The said representatives shall be authorised to take orders on behalf and in the name of the firms which they represent, provided they fulfil the conditions mentioned in Article 2 of the Royal resolution of November 13th, 1925. Orders taken by them shall be transmitted by the Vinmonopolet Company, even if they are entered on printed forms.

(6) Should the use of the trade names known as countermarks, which are not backed by real commercial capital, result in difficulties for equitable trade between the Vinmonopolet Company and French producers or traders, the French organisations created for that purpose shall give the Vinmonopolet Company every assistance in investigating and settling such disputes in full agreement with those concerned. Should these difficulties not be settled in this manner, they shall be referred to the two Governments.

(7) Regarding the application of paragraph 2 of section (c) of Article 2, it is understood that the undertaking entered into by Vinmonopolet shall be limited to products imported in bottles and guaranteed by a duly registered trade-mark or commercial name.

Should the Vinmonopolet Company not have the required product in stock, it shall order it from France, provided the quantity ordered is not less than 12 bottles; in respect of such transactions, the Company shall be entitled to its normal profit on sales of similar spirits.

In regard to alcoholic liquors in tuns, paragraph 2 of section (c) of Article 2 shall be applied only in the case of sales by firms which themselves produce the products ordered and then only in the case of orders of 100 litres or more.

Done at Paris, in duplicate, this 12th day of April, 1927.

(Signed) F. Wedel JARLSBERG.

(Signed) Hans HALVORSEN.

(Signed) A. BRIAND.

(Signed) M. BOKANOWSKY.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

PARIS, le 18 juillet 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Vous avez bien voulu me faire savoir que l'application du paragraphe 5 du protocole de signature annexé à la Convention franco-norvégienne sur le régime des vins et spiritueux, signée le 12 avril 1927, soulevait certaines difficultés d'application. Pour en éviter le retour, il paraît utile de préciser que le paragraphe en question doit être interprété de la manière suivante :

1^o Il est entendu qu'une maison française ne peut être considérée comme ayant traité des affaires régulières avec la clientèle privée en Norvège que si elle a exécuté entre les années 1921 et 1925 des commandes se montant au total, à un chiffre annuel moyen de 5.000 couronnes au minimum.

2^o Les maisons remplissant cette condition et celle énoncée dans le dernier accord et dans le protocole interprétatif y annexé, qui désireront traiter des affaires avec la clientèle privée en Norvège, seront tenues de se faire connaître et de produire leurs justifications dans un délai maximum de 6 mois. Elle devront notamment communiquer au Département royal des Affaires sociales à Oslo les réponses au questionnaire dont le texte est ci-joint. Ce questionnaire devra être signé et la signature certifiée et légalisée dans les formes habituelles.

3^o Les maisons en question ne pourront avoir plus de trois agents ou sous-agents en Norvège (à Oslo, Bergen et Trondhjem). L'autorisation d'être représentée par l'un ou l'autre de ces agents dans une autre ville pourrait, le cas échéant, être accordée par le Ministère royal des Affaires sociales à Oslo.

Ces agents, conformément à l'Accord signé le 12 avril, devront se conformer aux prescriptions de l'article 2 de la Résolution royale du 13 novembre 1925. Ils devront, en conséquence, être munis d'une patente et cette patente ne sera accordée aux agents vendant des vins de France à la clientèle privée que sous la condition qu'ils vendront en Norvège uniquement des vins français.

4^o Les maisons qui, d'après l'avis de la commission officieuse chargée par le gouvernement d'aplanir les litiges entre la clientèle privée et le Vinmonopolet, auront expédié en Norvège des vins comportant des appellations frauduleuses et qui, de ce fait, étant tombées sous le coup de la loi française, auront encouru en France une condamnation, perdront le bénéfice des avantages qui leur sont réservés à l'article 5.

5^o Il est entendu que, dans l'expression « maisons françaises qui antérieurement au 1^{er} juillet 1921, vendaient leurs vins, etc. » employée dans le paragraphe 5 susvisé du protocole de signature, le mot « vin » doit être pris dans l'acception qui lui était donnée par le Traité du 23 avril 1921, c'est-à-dire qu'il vise uniquement les vins titrant moins de 14^o d'alcool avec une tolérance analogue à celle envisagée à l'alinéa premier du protocole de signature de l'Accord de 1921 sur lequel les deux gouvernements étaient d'accord en faveur des vins naturels de Bordeaux et de Bourgogne bénéficiant d'une appellation d'origine.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

(s.) A. BRIAND.

Monsieur S. Bentzon, Conseiller,
Chargé d'Affaires de Norvège,
à Paris.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

PARIS, *July 18th, 1927.*

SIR,

You were good enough to inform me that the application of Section 5 of the Protocol of Signature annexed to the Franco-Norwegian Convention on the wine and spirit trade, signed on April 12th, 1927, had given rise to certain difficulties. With a view to their avoidance in future, it would seem desirable to state that the Section in question should be interpreted as follows :

(1) It is understood that a French firm may only be regarded as having engaged in regular business with private customers in Norway if it carried out orders of an annual average value of at least 5,000 crowns between 1921 and 1925.

(2) Firms which fulfil this condition and that stipulated in the last Convention and in the interpretative Protocol annexed thereto, and which desire to carry on business with private customers in Norway, shall be required to make an application and to produce their evidence within a maximum period of six months. They must also communicate to the Royal Department of Social Affairs at Oslo their replies to the attached questionnaire. This questionnaire must be signed, and the signature certified and legalised in the usual way.

(3) The firms in question may not have more than three agents or assistant agents in Norway (at Oslo, Bergen and Trondhjem). An authorisation to be represented by one or other of the said agents in another town may, if necessary, be granted by the Royal Ministry of Social Affairs at Oslo.

In accordance with the Convention signed on April 12th, the said agents must comply with the regulations laid down in Article 2 of the Royal resolution of November 13th, 1925. They must therefore hold a licence, and the said licence shall be issued to agents selling wines from France to private customers on condition that they sell only French wines in Norway.

(4) Firms which, in the opinion of the semi-official Commission appointed by the Government to settle disputes between private customers and the Vinmonopolet, have consigned to Norway wines bearing fraudulent appellations, and which have in consequence been prosecuted under French law and found guilty in France, shall forfeit the advantages accorded to them in Article 5.

(5) It is understood that, in the expression " only French firms which sold their wines before July 1st, 1921, etc., " used in the above-mentioned Section 5 of the Protocol of Signature, the word " wines " shall be taken in the sense given to it by the Convention of April 23rd, 1921, i.e., it shall only cover wines having an alcoholic content of less than 14°, with a margin of acceptance similar to that laid down in Section 1 of the Protocol of Signature of the 1921 Convention, in which the two Governments reached an agreement in regard to natural Bordeaux and Burgundy wines entitled to an appellation of origin.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. BRIAND.

Monsieur S. Bentzon, Counsellor,
Norwegian Chargé d'Affaires,
Paris.

QUESTIONNAIRE A FOURNIR AU DÉPARTEMENT ROYAL
DES AFFAIRES SOCIALES A OSLO

par les maisons voulant bénéficier de l'article 5 du protocole de signature de la Convention entre la Norvège et la France du 12 avril 1927 en traitant avec la clientèle privée en Norvège.

- 1) Nom Domicile
- Etablie Nom du propriétaire (gérant)
- Si Sté anonyme : Capital Noms des membres du Conseil d'administration
- Renseignements concernant succursales, contre-marques et affiliations.
- 2) Date à laquelle le ou les agents de ces maisons sont entrés en fonctions
- Nom et domicile du ou des agents par qui la maison était représentée en Norvège le 1^{er} juillet 1921
- Date d'entrée en fonctions de ces agents
- 3) Noms du ou des agents le 1^{er} juillet 1927
- Domicile Quand ils sont entrés en fonctions
- (mois) année
- 4) Chiffre de l'exportation en Norvège à la clientèle privée en 1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925.
- Quantité valeur (fr.)
- 5) Si établie à Bordeaux, l'adresse des bureaux et de ses entrepôts.
- 6) Quels genres de vins exportés en Norvège.
- Vins de table (quantité..... valeur
- Vins de liqueur do. do.
- Vins étrangers do. do.

Ce questionnaire devra être visé et certifié en France par la Chambre de commerce dont relève la maison représentée.

II.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 18 juillet 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre d'aujourd'hui par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir qu'elle était d'accord avec mon gouvernement sur l'interprétation ci-dessous à donner au paragraphe 5 du protocole de signature annexé à la Convention franco-norvégienne sur le régime des vins et spiritueux, signée le 12 avril 1927.

1^o Il est entendu qu'une maison française ne peut être considérée comme ayant traité des affaires régulières avec la clientèle privée en Norvège que si elle a exécuté entre les années 1921 et 1925 des commandes se montant au total, à un chiffre annuel moyen de 5.000 couronnes au minimum.

2^o Les maisons remplissant cette condition et celle énoncée dans le dernier accord et dans le protocole interprétatif y annexé, qui désireront traiter des affaires avec la clientèle privée en Norvège, seront tenues de se faire connaître et de produire leurs justifications dans un délai maximum de 6 mois. Elles devront notamment communiquer au Département royal des Affaires sociales à Oslo les réponses au questionnaire dont le texte est ci-joint. Ce questionnaire devra être signé et la signature certifiée et légalisée dans les formes habituelles.

QUESTIONNAIRE TO BE FURNISHED TO THE ROYAL DEPARTMENT
OF SOCIAL AFFAIRS AT OSLO

by firms wishing to carry on business with private customers in Norway under Article 5 of the Protocol of Signature of the Convention between Norway and France dated April 12th, 1927.

- (1) Name Domicile
 Seat Name of Owner (Manager)
 If a limited liability company : Capital Names of members of the Board of Directors
 Information regarding branches, countermarks
 and associated firms.
- (2) Date on which the agent or agents of the said firms began business
 Name and domicile of the agent or agents representing the firm in Norway on July 1st, 1921
 Date on which the said agents began business
- (3) Names of agent or agents on July 1st, 1927
 Domicile When they began business :
 (Month) Year
- (4) Exports to private customers in Norway in 1918-1919-1920-1921-1922-1923-1924-1925.
 Quantity Value (fr.)
- (5) If established in Bordeaux, address of firm's offices and warehouses.
- (6) Types of wine exported to Norway.
 Table wines (Quantity Value)
 Liqueur wines do. do.
 Foreign wines do. do.

This questionnaire must be countersigned and certified in France by the Chamber of Commerce to which the firm represented as above is amenable.

II.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, *July 18th, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of to-day's date, in which you were good enough to inform me that you were in agreement with my Government regarding the following interpretation to be given to Section 5 of the Protocol of Signature annexed to the Franco-Norwegian Convention on the wine and spirit trade, signed on April 12th, 1927.

(1) It is understood that a French firm may only be regarded as having engaged in regular business with private customers in Norway if it carried out orders of an annual average value of at least 5,000 crowns between 1921 and 1925.

(2) Firms which fulfil this condition and that stipulated in the last Convention and in the interpretative Protocol annexed thereto, and which desire to carry on business with private customers in Norway, shall be required to make an application and to produce their evidence within a maximum period of six months. They must also communicate to the Royal Department of Social Affairs at Oslo their replies to the attached questionnaire. This questionnaire must be signed, and the signature certified and legalised in the usual way.

3° Les maisons en question ne pourront avoir plus de trois agents ou sous-agents en Norvège (à Oslo, Bergen et Trondhjem). L'autorisation d'être représentée par l'un ou l'autre de ces agents dans une autre ville pourrait, le cas échéant, être accordée par le Ministère royal des Affaires sociales à Oslo.

Ces agents, conformément à l'Accord signé le 12 avril, devront se conformer aux prescriptions de l'article 2 de la Résolution royale du 13 novembre 1925. Ils devront, en conséquence, être munis d'une patente et cette patente ne sera accordée aux agents vendant des vins de France à la clientèle privée que sous la condition qu'ils vendront en Norvège uniquement des vins français.

4° Les maisons qui, d'après l'avis de la commission officieuse chargée par le gouvernement d'aplanir les litiges entre la clientèle privée et le Vinmonopolet, auront expédié en Norvège des vins comportant des appellations frauduleuses et qui, de ce fait, étant tombées sous le coup de la loi française, auront encouru en France une condamnation, perdront le bénéfice des avantages qui leur sont réservés à l'article 5.

5° Il est entendu que, dans l'expression « maisons françaises qui antérieurement au 1^{er} juillet 1921, vendaient leurs vins, etc. » employée dans le paragraphe 5 susvisé du protocole de signature, le mot « vin » doit être pris dans l'acception qui lui était donnée par le Traité du 23 avril 1921, c'est-à-dire qu'il vise uniquement les vins titrant moins de 14° d'alcool avec une tolérance analogue à celle envisagée à l'alinéa premier du protocole de signature de l'Accord de 1921 sur lequel les deux gouvernements étaient d'accord en faveur des vins naturels de Bordeaux et de Bourgogne bénéficiant d'une appellation d'origine.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(s.) Sigurd BENTZON.

Son Excellence
Monsieur Briand,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Paris.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 11 mai 1937.

Le Directeur
des Affaires de la Société des Nations,
R. B. Skylstad.

(3) The firms in question may not have more than three agents or assistant agents in Norway (at Oslo, Bergen and Trondhjem). An authorisation to be represented by one or other of the said agents in another town may, if necessary, be granted by the Royal Ministry of Social Affairs at Oslo.

In accordance with the Convention signed on April 12th, the said agents must comply with the regulations laid down in Article 2 of the Royal resolution of November 13th, 1925. They must therefore hold a licence, and the said licence shall be issued to agents selling wines from France to private customers on condition that they sell only French wines in Norway.

(4) Firms which, in the opinion of the semi-official Commission appointed by the Government to settle disputes between private customers and the Vinmonopolet, have consigned to Norway wines bearing fraudulent appellations and which have in consequence been prosecuted under French law and found guilty in France, shall forfeit the advantages accorded to them in Article 5.

(5) It is understood that, in the expression "only French firms which sold their wines before July 1st, 1921, etc.," used in the above-mentioned Section 5 of the Protocol of Signature, the word "wines" shall be taken in the sense given to it by the Convention of April 23rd, 1921, i.e., it shall only cover wines having an alcoholic content of less than 14°, with a margin of acceptance similar to that laid down in Section 1 of the Protocol of Signature of the 1921 Convention, in which the two Governments reached an agreement in regard to natural Bordeaux and Burgundy wines entitled to an appellation of origin.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Sigurd BENTZON.

His Excellency Monsieur Briand,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Paris.

N° 4115.

FRANCE ET NORVÈGE

Avenant à la Convention du 12 avril
1927 entre les deux pays, concer-
nant les vins et spiritueux. Signé
à Paris, le 19 novembre 1934.

FRANCE AND NORWAY

Additional Agreement to the Con-
vention of April 12th, 1927,
between the Two Countries con-
cerning Wines and Spirits. Signed
at Paris, November 19th, 1934.

N° 4115. — AVENANT A LA CONVENTION DU 12 AVRIL 1927 ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE, CONCERNANT LES VINS ET SPIRITUEUX. SIGNÉ A PARIS, LE 19 NOVEMBRE 1934.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 20 mai 1937.*

LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, désireux d'améliorer le régime institué à l'importation en Norvège des vins et spiritueux par la Convention¹ du 12 avril 1927 sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Le bénéfice des dispositions contenues dans le paragraphe 2° du Protocole de signature à la Convention du 12 avril 1927 entre la Norvège et la France s'appliquera aux vins titrant 14° ou moins.

Article II.

Les dispositions contenues dans le 5° alinéa du paragraphe visé à l'article précédent sont remplacées par les dispositions suivantes :

La Société Vinmonopolet prélèvera pour prix du service rendu, une commission de 14 % du prix f.o.b.

Article III.

Le présent avenant entrera en vigueur dans un délai de 8 jours à dater de la signature. Il suivra, quant à sa durée le sort de la Convention du 12 avril 1927.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent avenant et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 19 novembre 1934.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 19 avril 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations.*

R. B. Skylstad.

(s.) H. H. BACHKE.
(s.) P. LAVAL.
(s.) Paul MARCHANDEAU.

¹ Voir page 199 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4115. — ADDITIONAL AGREEMENT TO THE CONVENTION OF APRIL 12TH, 1927, BETWEEN FRANCE AND NORWAY CONCERNING WINES AND SPIRITS. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 19TH, 1934.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Additional Agreement took place May 20th, 1937.*

THE NORWEGIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT, being desirous of improving the regulations for the importation into Norway of wines and spirits introduced by the Convention² of April 12th, 1927, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The provisions laid down in Section 2 of the Protocol of Signature to the Convention of April 12th, 1927, between Norway and France shall apply to wines of 14° alcoholic content or less.

Article II.

The provisions contained in the fifth paragraph of the section referred to in the preceding Article shall be replaced by the following :

The Vinmonopolet Company shall charge for its services a commission of 14 % of the price f.o.b.

Article III.

The present Additional Agreement shall come into force eight days after the date of signature. It shall remain in force for the same length of time as the Convention of April 12th, 1927.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, being duly authorised to that effect, have signed the present Additional Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, this 19th day of November, 1934.

(Signed) H. H. BACHKE.

(Signed) P. LAVAL.

(Signed) Paul MARCHANDEAU.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² See page 199 of this Volume.

N° 4116.

FRANCE ET NORVÈGE

Second avenant à la Convention du
12 avril 1927 entre les deux pays,
concernant les vins et spiritueux.
Signé à Paris, le 27 février 1937.

FRANCE AND NORWAY

Second Additional Agreement to the
Convention of April 12th, 1927,
between the Two Countries con-
cerning Wines and Spirits. Signed
at Paris, February 27th, 1937.

N^o 4116. — SECOND AVENANT¹ A LA CONVENTION² DU 12 AVRIL 1927 ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE, CONCERNANT LES VINS ET SPIRITUEUX. SIGNÉ A PARIS, LE 27 FÉVRIER 1937.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.
L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 20 mai 1937.*

Article premier.

Les dispositions du 2^e alinéa de l'article II de l'Avenant³ du 19 novembre 1934 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

La Société Vinmonopolel prélèvera à l'importation des vins non mousseux une commission de 25 % du prix c.i.f., y compris les droits de douane, et à l'importation des vins mousseux, une commission de 30 % du prix f.o.b.

Au cas où, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une année, les quantités importées dépasseraient 190.000 litres, ces commissions seraient portées sur les excédents respectivement à 35 % c.i.f., y compris les droits de douane, et à 40 % f.o.b.

La Société Vinmonopolel ne sera pas tenue à transmettre de commandes inférieures à 36 bouteilles.

Article II.

Le Gouvernement norvégien recommandera à la Société Vinmonopolel de réduire de 7 % les prix de vente des vins suivants :

- a) Vins mousseux portés sur le prix courant du Monopole N^o 40, 4^e édition du 1^{er} mars 1936 ;
- b) Vins de Bordeaux et de Bourgogne portés sur le même prix courant.

Le Gouvernement norvégien recommandera à la Société Vinmonopolel de réduire de 15 % les prix des marques de rhum St-James et Negrita Old Nick portées sur le prix courant du Monopole N^o 40 B 2^e édition du 1^{er} avril 1936 et d'inscrire dans ses nouveaux prix courants deux marques de rhum des Colonies françaises importé en fûts et mis en bouteilles par ses soins ; les marques sous lesquelles seront vendus ces rhums indiqueront l'origine du produit.

En ce qui concerne les réductions de prix visées au premier alinéa du présent article, s'il est reconnu que certaines marques ne peuvent subir les réductions intégrales prévues, d'autres marques bénéficieront d'une réduction plus importante, de sorte que la réduction moyenne des prix de vente corresponde au pourcentage ci-dessus indiqué. Le Ministère des Affaires étrangères de Norvège se mettra, le cas échéant, en rapport à ce sujet avec la Légation de France à Oslo de manière que les nouveaux prix soient fixés d'un commun accord.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1937.

² Voir page 199 de ce volume.

³ Voir page 217 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4116. — SECOND ADDITIONAL AGREEMENT² TO THE CONVENTION³ OF APRIL 12TH, 1927, BETWEEN FRANCE AND NORWAY CONCERNING WINES AND SPIRITS. SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 27TH, 1937.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.
The registration of this Additional Agreement took place May 20th, 1937.*

Article I.

The provisions of paragraph 2 of Article II of the Additional Agreement⁴ of November 19th, 1934, shall be abrogated and replaced by the following provisions :

The Vinmonopole Company shall charge a commission of 25 % of the price c.i.f., including Customs duties, when importing non-sparkling wines, and a commission of 30 % of the price f.o.b. when importing sparkling wines.

Should the quantities imported between January 1st and December 31st of a given year exceed 190,000 litres, the said commissions on the quantities in excess of that figure shall be fixed respectively at 35 % c.i.f., including Customs duties, and at 40 % f.o.b.

The Vinmonopole Company shall not be obliged to transmit orders for less than 36 bottles.

Article II.

The Norwegian Government shall recommend the Vinmonopole Company to reduce by 7 % the selling prices of the following wines :

(a) Sparkling wines included in Monopoly price list No. 40, 4th edition, dated March 1st, 1936 ;

(b) Bordeaux and Burgundy wines included in the same price list.

The Norwegian Government shall recommend the Vinmonopole Company to reduce by 15 % the prices of the St. James and Negrita Old Nick brands of rum included in the Monopoly price list No. 40B, 2nd edition, dated April 1st, 1936, and to include in its new price lists two brands of rum from the French colonies imported in tuns and bottled by it ; the trade names under which the said brands of rum are sold shall indicate the origin of the product.

In regard to the reductions in prices suggested in paragraph 1 of the present Article, should it prove impossible to reduce the price of certain brands to the full extent proposed, a greater reduction shall be made in that of other brands, so that the average reduction in selling prices shall correspond to the percentage indicated above. The Norwegian Ministry of Foreign Affairs shall, if necessary, discuss this matter with the French Legation at Oslo in order to fix the new prices by common agreement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force March 1st, 1937.

³ See page 199 of this Volume.

⁴ See page 217 of this Volume.

Les prix ainsi établis pourront toutefois être modifiés au cas où :

a) Les prix d'achat consentis par les exportateurs français à la Société Vinmonopolet seraient augmentés. Dans ce cas, pourrait intervenir une majoration des prix de vente calculée proportionnellement à cette augmentation. Une diminution des prix d'achat pourrait également donner lieu à un abaissement proportionnel des prix de vente de la Société Vinmonopolet.

b) La relation entre le cours respectif des monnaies ¹, lors du renouvellement des stocks de la Société Vinmonopolet, aurait subi une variation de plus de 10 % par rapport à celle existant à la date de la mise en application du présent avenant. En ce cas, les prix de vente seraient calculés proportionnellement à cette variation.

Une modification des prix de vente des vins mousseux pourrait également intervenir, si venaient à jouer les dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 2^o de l'échange de lettres du 4 avril 1933.

Article III.

Le Gouvernement norvégien recommandera à la Société Vinmonopolet d'indiquer, dans ses prix courants, les noms des maisons françaises exportatrices de vins en bouteilles non millésimés.

Article IV.

Le présent avenant sera mis en vigueur le 1^{er} mars 1937.

Il aura effet jusqu'au 31 décembre 1938. S'il n'a pas été dénoncé trois mois avant son expiration, il sera renouvelé par voie de tacite reconduction, chaque fois pour une nouvelle période d'une année à compter du 1^{er} janvier.

Dans le cas où il aurait été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, de nouveaux pourparlers seront ouverts aussitôt que possible et au plus tard avant la fin de l'année en vue d'y apporter les modifications nécessaires étant bien entendu que le présent avenant restera en tout cas en vigueur au moins deux mois après l'ouverture de ces pourparlers.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 27 février 1937.

(s.) H. H. BACHKE.

(s.) Yvon DELBOS.

(s.) Paul BASTID.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 19 avril 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*

R. B. Skylstad.

¹ A la date de ce jour, 100 francs français valent Kr. 19,15.

The prices thus established may, however, be modified in the following circumstances :

(a) If the purchase prices accorded by French exporters to the Vinmonopolet Company are increased. In that event, the selling prices may be raised in proportion to the said increase. If the purchase prices are lowered, the selling prices of the Vinmonopolet Company may also be reduced in proportion.

(b) If, when the Vinmonopolet Company renews its stock, the relation between the respective currency rates¹ has varied by more than 10% as compared with that obtaining on the date when the present Additional Agreement came into force. In that event, the selling prices shall be calculated in proportion to the said variation.

The selling prices of sparkling wines may also be modified if the provisions of paragraph 2 of Section 2 of the Exchange of Notes of April 4th, 1933, take effect.

Article III.

The Norwegian Government shall recommend the Vinmonopolet Company to indicate in its price lists the names of French firms exporting undated wines in bottles.

Article IV.

The present Additional Agreement shall come into force on March 1st, 1937.

It shall remain in force until December 31st, 1938. If it has not been denounced three months before its expiration, it shall be renewed by tacit consent for a fresh period of one year as from January 1st in each case.

Should it be denounced by one or other of the Contracting Parties, fresh negotiations shall be opened as soon as possible, and at the latest before the end of the year, with a view to making the necessary modifications, it being understood that, in any event, the present Additional Agreement shall remain in force for at least two months after the opening of such negotiations.

Done at Paris, in duplicate, this 27th day of February, 1937.

(Signed) H. H. BACHKE.

(Signed) Yvon DELBOS.

(Signed) Paul BASTID.

¹ 100 French francs are to-day equivalent to Kr. 19.15.

N° 4117.

ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
AUTRICHE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, etc.

Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité. Signé à La Haye, le 12 avril 1930.

GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
AUSTRIA, BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
etc.

Protocol relating to Military Obligations in Certain Cases of Double Nationality. Signed at The Hague, April 12th, 1930.

N^o 4117. — PROTOCOLE ¹ RELATIF AUX OBLIGATIONS MILITAIRES
DANS CERTAINS CAS DE DOUBLE NATIONALITÉ. SIGNÉ A
LA HAYE, LE 12 AVRIL 1930.

*Textes officiels français et anglais. Ce protocole a été enregistré par le Secrétariat le 25 mai 1937,
par suite de son entrée en vigueur.*

Les plénipotentiaires soussignés, au nom de leurs gouvernements respectifs,
Dans le but de régler certaines situations d'individus possédant deux ou plusieurs nationalités
en ce qui concerne leurs obligations militaires,
Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'individu possédant la nationalité de deux ou de plusieurs pays, qui réside habituellement
sur le territoire de l'un d'eux et se rattache en fait le plus à ce pays, sera exempté de toutes
obligations militaires dans tout autre de ces pays.

Cette dispense pourra entraîner la perte de la nationalité de tout autre de ces pays.

¹ *Ratifications :*

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD, AINSI QUE TOUTES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉPARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS	14 janvier 1932.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	3 août 1932.
INDE	28 septembre 1932.
SUÈDE	6 juillet 1933.
SALVADOR	14 octobre 1935.
CUBA	22 octobre 1936.

« El Gobierno de Cuba, declara no asumir la obligación impuesta por el artículo 2 del Protocolo, cuando el individuo menor de edad de que trata dicho artículo, aunque tuviera el derecho llegada la mayoría de edad, de repudiar o rehusar la nacionalidad cubana, residiere habitualmente en el territorio del Estado, teniendo de hecho con él mayor lazo de unión que con cualquier otro Estado cuya nacionalidad también poseyere. » *

COLOMBIE	24 février 1937.
PAYS-BAS (y compris les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao)	2 avril 1937.

Adhésions :

BRÉSIL	19 septembre 1931.
COMMONWEALTH D'AUSTRALIE (y compris les territoires de Papoua et de l'île de Norfolk et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru)	8 juillet 1935.
UNION SUD-AFRICAINE	9 octobre 1935.
Sous réserve de l'article 2.	

* *Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :*

« Le Gouvernement de Cuba déclare ne pas assumer l'obligation imposée par l'article 2 du Protocole lorsque le mineur visé par ledit article — bien qu'il ait le droit, au moment où il atteindra sa majorité, de répudier ou de refuser la nationalité cubaine — réside habituellement sur le territoire de l'Etat, étant donné qu'il est uni, de fait, à ce dernier par un lien plus étroit qu'avec tout autre Etat dont il posséderait également la nationalité. »

No. 4117. — PROTOCOL¹ RELATING TO MILITARY OBLIGATIONS
IN CERTAIN CASES OF DOUBLE NATIONALITY. SIGNED AT
THE HAGUE, APRIL 12TH, 1930.

Official texts in French and English. This Protocol was registered with the Secretariat on May 25th, 1937, following its entry into force.

The undersigned Plenipotentiaries, on behalf of their respective Governments,
With a view to determining in certain cases the position as regards their military obligations
of persons possessing two or more nationalities,
Have agreed as follows :

Article I.

A person possessing two or more nationalities who habitually resides in one of the countries
whose nationality he possesses, and who is in fact most closely connected with that country, shall
be exempt from all military obligations in the other country or countries.

This exemption may involve the loss of the nationality of the other country or countries.

¹ *Ratifications :*

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS	January 14th, 1932.
UNITED STATES OF AMERICA	August 3rd, 1932.
INDIA	September 28th, 1932.
SWEDEN	July 6th, 1933.
SALVADOR	October 14th, 1935.
CUBA	October 22nd, 1936.

« El Gobierno de Cuba, declara no asumir la obligación impuesta por el artículo 2 del Protocolo, cuando el individuo menor de edad de que trata dicho artículo, aunque tuviere el derecho llegada la mayoría de edad, de repudiar o rehusar la nacionalidad cubana, residiere habitualmente en el territorio del Estado, teniendo de hecho con él mayor lazo de unión que con cualquier otro Estado cuya nacionalidad también poseyere. » *

COLOMBIA	February 24th, 1937.
THE NETHERLANDS (including the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao)	April 2nd, 1937.

Accessions :

BRAZIL	September 19th, 1931.
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA (including the territories of Papua and Norfolk Island and the mandated terri- tories of New Guinea and Nauru).	July 8th, 1935.
UNION OF SOUTH AFRICA	October 9th, 1935.
Subject to reservation as regards Article 2.	

* *Translation by the Secretariat of the League of Nations:*

“ The Government of Cuba declares that it does not accept the obligation, imposed by Article 2 of the Protocol when the minor referred to in that Article, although he has the right, on attaining his majority, to renounce or decline Cuban nationality, habitually resides in the territory of the State and is in fact more closely connected with the latter than with any other State whose nationality he may also possess. ”

Article 2.

Sous réserve des dispositions de l'article premier du présent protocole, si un individu possède la nationalité de deux ou plusieurs Etats et a, aux termes de la législation de l'un d'eux, le droit, au moment où il atteint sa majorité, de répudier ou de refuser la nationalité dudit Etat, il sera, pendant sa minorité, exempté de service militaire dans cet Etat.

Article 3.

L'individu qui a perdu la nationalité d'un Etat d'après la loi de cet Etat et a acquis une autre nationalité, sera exempté d'obligations militaires dans le pays dont il a perdu la nationalité.

Article 4.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations mutuelles, à partir de la mise en vigueur du présent protocole, les principes et règles insérés aux articles ci-dessus.

L'insertion de ces principes et règles ne préjuge en rien la question de savoir si lesdits principes et règles font ou non partie actuellement du droit international.

Il est en outre entendu qu'en ce qui concerne tout point qui ne fait pas l'objet d'une des dispositions ci-dessus, les principes et règles du droit international demeurent en vigueur.

Article 5.

Rien dans le présent protocole ne portera atteinte aux dispositions des traités, conventions ou accords en vigueur entre les Hautes Parties contractantes relatifs à la nationalité ou à des questions s'y rattachant.

Article 6.

En signant ou ratifiant le présent protocole ou en y adhérant, chacune des Hautes Parties contractantes pourra exclure de son acceptation telle ou telle des dispositions des articles 1 à 3 et 7 au moyen de réserves expresses.

Les dispositions ainsi exclues ne pourront être opposées à la Partie contractante ayant formulé de telles réserves ni invoquées par elle contre une autre Partie contractante.

Article 7.

S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application du présent protocole, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions, en vigueur entre les Parties, concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire, en se conformant aux lois constitutionnelles de chacune d'elles. A défaut d'accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Protocole¹ du 16 décembre 1920, relatif à ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 relative au règlement pacifique des conflits internationaux.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; et vol. CLXXVII, page 382, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 2.

Without prejudice to the provisions of Article 1 of the present Protocol, if a person possesses the nationality of two or more States and, under the law of any one of such States, has the right, on attaining his majority, to renounce or decline the nationality of that State, he shall be exempt from military service in such State during his minority.

Article 3.

A person who has lost the nationality of a State under the law of that State and has acquired another nationality, shall be exempt from military obligations in the State of which he has lost the nationality.

Article 4.

The High Contracting Parties agree to apply the principles and rules contained in the preceding articles in their relations with each other, as from the date of the entry into force of the present Protocol.

The inclusion of the above-mentioned principles and rules in the said articles shall in no way be deemed to prejudice the question whether they do or do not already form part of international law.

It is understood that, in so far as any point is not covered by any of the provisions of the preceding articles, the existing principles and rules of international law shall remain in force.

Article 5.

Nothing in the present Protocol shall affect the provisions of any treaty, convention or agreement in force between any of the High Contracting Parties relating to nationality or matters connected therewith.

Article 6.

Any High Contracting Party may, when signing or ratifying the present Protocol or acceding thereto, append an express reservation excluding any one or more of the provisions of Articles 1 to 3 and 7.

The provisions thus excluded cannot be applied against the High Contracting Party who has made the reservation nor relied on by that Party against any other High Contracting Party.

Article 7.

If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Protocol and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement, in accordance with the constitutional procedure of each of the Parties to the dispute. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice, if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol¹ of the 16th December, 1920, relating to the Statute of that Court, and if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of the 16th December, 1920, the dispute shall be referred to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention² of the 18th October, 1907, for the Pacific Settlement of International Conflicts.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; Vol. CLXVIII, page 228 ; Vol. CLXXII, page 388 ; and Vol. CLXXXVII, page 382, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 8.

Le présent protocole pourra être signé, jusqu'au 31 décembre 1930, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non Membre, invité à la première conférence de codification ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire dudit protocole.

Article 9.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Secrétaire général donnera connaissance de chaque dépôt aux Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 8, en indiquant la date à laquelle ce dépôt a été effectué.

Article 10.

A partir du 1^{er} janvier 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre visé à l'article 8, au nom duquel le protocole n'a pas été signé à cette date, sera admis à y adhérer.

Son adhésion fera l'objet d'un acte déposé au Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général notifiera chaque adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non Membres visés à l'article 8, en indiquant la date à laquelle l'acte d'adhésion a été déposé.

Article 11.

Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que des ratifications ou des adhésions auront été déposées au nom de dix Membres de la Société des Nations ou Etats non Membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non Membre visés à l'article 8, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 12.

Le présent protocole entrera en vigueur le 90^e jour après la date du procès-verbal visé à l'article 11 à l'égard des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou adhésions auront été déposées à la suite de ce procès-verbal.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, le protocole entrera en vigueur le 90^e jour après la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

Article 13.

A partir du 1^{er} janvier 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre à l'égard duquel le présent protocole est à ce moment en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations une demande tendant à la révision de certaines ou de toutes les dispositions de ce protocole. Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non Membres à l'égard desquels le protocole est à ce moment en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins neuf d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera, après consultation des Membres et des Etats non Membres visés à l'article 8, s'il y a lieu de convoquer une conférence spéciale à cet effet, ou de mettre cette révision à l'ordre du jour d'une prochaine conférence pour la codification du droit international.

Article 8.

The present Protocol shall remain open until the 31st December, 1930, for signature on behalf of any Member of the League of Nations or of any non-Member State invited to the First Codification Conference or to which the Council of the League of Nations has communicated a copy of the Protocol for this purpose.

Article 9.

The present Protocol is subject to ratification. Ratifications shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations.

The Secretary-General shall give notice of the deposit of each ratification to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 8, indicating the date of its deposit.

Article 10.

As from January 1st, 1931, any Member of the League of Nations and any non-Member State mentioned in Article 8 on whose behalf the Protocol has not been signed before that date may accede thereto.

Accession shall be effected by an instrument deposited with the Secretariat of the League of Nations. The Secretary-General of the League of Nations shall give notice of each accession to the Members of the League of Nations and to the non-Member States mentioned in Article 8, indicating the date of the deposit of the instrument.

Article 11.

A procès-verbal shall be drawn up by the Secretary-General of the League of Nations as soon as ratifications or accessions on behalf of ten Members of the League of Nations or non-Member States have been deposited.

A certified copy of this procès-verbal shall be sent by the Secretary-General to each Member of the League of Nations and to each non-Member State mentioned in Article 8.

Article 12.

The present Protocol shall enter into force on the 90th day after the date of the procès-verbal mentioned in Article 11 as regards all Members of the League of Nations or non-Member States on whose behalf ratifications or accessions have been deposited on the date of the procès-verbal.

As regards any Member of the League or non-Member State on whose behalf a ratification or accession is subsequently deposited, the Protocol shall enter into force on the 90th day after the date of the deposit of a ratification or accession on its behalf.

Article 13.

As from January 1st, 1936, any Member of the League of Nations or any non-Member State in regard to which the present Protocol is then in force, may address to the Secretary-General of the League of Nations a request for the revision of any or all of the provisions of this Protocol. If such a request, after being communicated to the other Members of the League and non-Member States in regard to which the Protocol is then in force, is supported within one year by at least nine of them, the Council of the League of Nations shall decide, after consultation with the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 8, whether a conference should be specially convoked for that purpose or whether such revision should be considered at the next conference for the codification of international law.

Les Hautes Parties contractantes conviennent qu'en cas de revision du présent protocole, l'accord nouveau pourra prévoir que son entrée en vigueur entraînera l'abrogation à l'égard de toutes les Parties au présent protocole de toutes les dispositions de celui-ci ou de certaines d'entre elles.

Article 14.

Le présent protocole peut être dénoncé.

Cette dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en donnera connaissance à tous les Membres et aux Etats non Membres visés à l'article 8:

Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard du Membre ou de l'Etat non Membre qui l'aura notifiée et un an après la date à laquelle cette notification aura été reçue par le Secrétaire général.

Article 15.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation du présent protocole, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, le présent protocole ne sera pas applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre le présent protocole applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ou de leurs populations ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, le protocole s'appliquera aux territoires ou aux populations visés dans la notification six mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application du présent protocole à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, le protocole cessera d'être applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Chacune des Hautes Parties contractantes peut faire des réserves conformément à l'article 6 du présent protocole en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou en ce qui concerne certaines de leurs populations, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou au moment de la notification prévue au paragraphe 2 du présent article.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 8 les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

Article 16.

Le présent protocole sera enregistré par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, dès sa mise en vigueur.

Article 17.

Les textes français et anglais du présent protocole font également foi.

The High Contracting Parties agree that, if the present Protocol is revised, the new Agreement may provide that upon its entry into force some or all of the provisions of the present Protocol shall be abrogated in respect of all of the Parties to the present Protocol.

Article 14.

The present Protocol may be denounced.

Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 8.

Each denunciation shall take effect one year after the receipt by the Secretary-General of the notification but only as regards the Member of the League or non-Member State on whose behalf it has been notified.

Article 15.

1. Any High Contracting Party may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Protocol, he does not assume any obligations in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories ; and the present Protocol shall not apply to any territories or to the parts of their population named in such declaration.

2. Any High Contracting Party may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that he desires that the Protocol shall apply to all or any of his territories or to the parts of their population which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Protocol shall apply to all the territories or the parts of their population named in such notice six months after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

3. Any High Contracting Party may, at any time, declare that he desires that the present Protocol shall cease to apply to all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of the said territories, and the Protocol shall cease to apply to the territories or to the parts of their population named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

4. Any High Contracting Party may make the reservations provided for in Article 6 in respect of all or any of his colonies, protectorates, overseas territories or territories under suzerainty or mandate, or in respect of certain parts of the population of these territories, at the time of signature, ratification or accession to the Protocol or at the time of making a notification under the second paragraph of this article.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall communicate to all the Members of the League of Nations and the non-Member States mentioned in Article 8 all declarations and notices received in virtue of this article.

Article 16.

The present Protocol shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations as soon as it has entered into force.

Article 17.

The French and English texts of the present Protocol shall both be authoritative.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Fait à La Haye, le douze avril mil neuf cent trente, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations. Une copie certifiée conforme sera transmise par les soins du Secrétaire général à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non Membres invités à la première conférence pour la codification du droit international.

Done at The Hague on the twelfth day of April, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which certified true copies shall be transmitted by the Secretary-General to all the Members of the League of Nations and all the non-Member States invited to the First Conference for the Codification of International Law.

Allemagne

GÖPPERT
HERING

Germany

Etats-Unis d'Amérique

Hugh R. WILSON

United States of America

Autriche

LEITMAIER

Austria

Belgique

J. DE RUELLE

Belgium

Sous réserve d'adhésion ultérieure pour la Colonie du Congo et les Territoires sous mandat. ¹

Grande-Bretagne et Irlande du Nord

Great Britain and Northern Ireland

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique and all parts of the British Empire which are not non Membres séparés de la Société des Nations. separate Members of the League of Nations.

Maurice GWYER
Oscar F. DOWSON

Canada

Philippe ROY

Canada

Etat libre d'Irlande

John J. HEARNE

Irish Free State

Inde

India

In accordance with the provisions of Article 15 of this Protocol I declare that His Britannic Majesty does not assume any obligation in respect of the territories in India of any Prince or Chief under His suzerainty or the population of the said territories. ²

Basanta KUMAR MULICK

Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to accession later for the Colony of the Congo and the mandated territories.

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations :

² Conformément aux dispositions de l'article 15 de ce protocole, je déclare que Sa Majesté britannique n'assume aucune obligation en ce qui concerne les territoires de l'Inde appartenant à un prince ou chef placé sous sa suzeraineté ou en ce qui concerne la population desdits territoires.

<i>Chili</i>	Miguel CRUCHAGA Alejandro ALVAREZ H. MARCHANT	<i>Chile</i>
<i>Colombie</i>	A. J. RESTREPO Francisco José URRUTIA	<i>Colombia</i>
<i>Cuba</i>	<i>Ad referendum.</i> DIAZ DE VILLAR Carlos DE ARMENTEROS	<i>Cuba</i>
<i>Danemark</i>	F. MARTENSEN-LARSEN V. LORCK.	<i>Denmark</i>
<i>Egypte</i>	A. BADAoui M. SID AHMED	<i>Egypt</i>
<i>Espagne</i>	A. GOICOECHEA	<i>Spain</i>
<i>France</i>	Paul MATTER A. KAMMERER	<i>France</i>
<i>Grèce</i>	<i>Ad referendum.</i> N. POLITIS Megalos CALOYANNI Jean SPIROPOULOS	<i>Greece</i>
<i>Luxembourg</i>	Conrad STUMPER	<i>Luxemburg</i>
<i>Mexique</i>	Eduardo SUAREZ	<i>Mexico</i>

*Pays-Bas**The Netherlands*

Les Pays-Bas :

- 1^o Excluent de leur acceptation l'article 3* ;
 2^o N'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao. ¹

V. EYSINGA

J. KOSTERS

*Pérou**Peru*

M. H. CORNEJO

*Portugal**Portugal*

José CAEIRO DA MATTA
 José Maria VILHENA BARBOSA DE MAGALHAES.
 Prof. Doutor J. LOBO D'AVILA LIMA

*Salvador**Salvador*

J. Gustavo GUERRERO

*Suède**Sweden*Sous réserve de ratification de S. M. le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag. ²

K. J. WESTMAN.

*Uruguay**Uruguay*

E. E. BUERO

*Translation by the Secretariat of the League of Nations :*¹ The Netherlands :

1. Exclude from acceptance Article 3 ;
 2. Do not intend to assume any obligation as regards Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

² Subject to ratification by His Majesty the King of Sweden with the approval of the Riksdag.

* Cette réserve a été retirée au moment du dépôt de l'instrument de ratification.

* This reservation was withdrawn at the time of depositing the instrument of ratification.

N° 4118.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PAYS-BAS**

Traité de commerce, avec annexes,
signé à Washington, le 20 décembre
1935, et échanges de notes y
relatifs de la même date.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND THE NETHERLANDS**

Treaty of Commerce, with Annexes,
signed at Washington, December
20th, 1935, and Exchanges of
Notes relating thereto of the same
Date.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 4118. — HANDELSVERDRAG¹ TUSSEHEN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA EN HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN. GETEEKEND TE WASHINGTON, DEN 20 DECEMBER 1935.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 mai 1937.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA, beziel met den wensch de handelsbetrekkingen tusschen beide landen te verbeteren en uit te breiden door elkander wederkeerige concessies en voordeelen ter ontwikkeling van den handel te verleenen, hebben besloten een Handelsverdrag te dien einde te sluiten en hebben tot Hunne wederzijdsche Gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

den Heer Arnold Theodoor LAMPING, Directeur van de Handelsaccorden ;

DE PRESIDENT VAN DE VEREENIGDE STATEN VAN AMERIKA :

den Heer Cordell HULL, Secretaris van Staat van de Vereenigde Staten van Amerika ;

die, na elkander over en weder mededeeling te hebben gedaan van hunne volmachten, welke in goeden en behoorlijken vorm werden bevonden, tot overeenstemming zijn gekomen met betrekking tot de volgende Artikelen :

Artikel I.

Het Koninkrijk der Nederlanden en de Vereenigde Staten van Amerika zullen elkander onvoorwaardelijk en onbepert toekennen de behandeling als meestbegunstigde natie in alles wat betrekking heeft op douanerechten en heffingen van welken aard ook, alsmede voor de wijze van heffing van rechten en verder in alle aangelegenheden betreffende de voorschriften, formaliteiten en heffingen, opgelegd in verband met de klaring van goederen door de douane, en voorts ten aanzien van alle wetten of voorschriften, betreffende den verkoop of het gebruik binnenslands van ingevoerde goederen.

Dienovereenkomstig zullen de producten van bodem of nijverheid, van oorsprong uit elk van beide landen, ten aanzien van de bovenbedoelde onderwerpen in geen geval onderworpen worden aan eenige andere of hogere rechten, belastingen of heffingen, noch aan eenige andere of drukkender voorschriften of formaliteiten, dan die, aan welke gelijksoortige producten, van oorsprong uit eenig derde land, zijn of in de toekomst mochten worden onderworpen.

Insgelijks zullen de producten van bodem of nijverheid, uitgevoerd uit het gebied van het Koninkrijk der Nederlanden of uit dat van de Vereenigde Staten van Amerika, met bestemming naar het gebied van het andere land, in geen geval, ten aanzien van dien uitvoer en ten opzichte van de bovendedoelde aangelegenheden, worden onderworpen aan eenige andere of hogere rechten,

¹ Entré en vigueur le 8 mai 1937.

Ce traité s'applique également aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

No. 4118. — TREATY¹ OF COMMERCE BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT WASHINGTON, DECEMBER 20TH, 1935.

English and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs and by the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place May 28th, 1937.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of improving and extending the commercial relations between the two countries by granting mutual and reciprocal concessions and advantages for the development of trade, have resolved to conclude a Trade Agreement with that object and have appointed their respective Plenipotentiaries, as follows :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Mr. Arnold Theodoor LAMPING, Director of Trade Agreements ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Cordell HULL, Secretary of State of the United States of America ;

Who, after communicating to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The Kingdom of the Netherlands and the United States of America will grant each other unconditional and unrestricted most-favored-nation treatment in all matters concerning Customs duties and charges of every kind and in the method of levying duties, and, further, in all matters concerning the rules, formalities and charges imposed in connection with the clearing of goods through the Customs, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country.

Accordingly, natural or manufactured products having their origin in either of the countries shall in no case be subject, in regard to the matters referred to above, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products having their origin in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of the Kingdom of the Netherlands or the United States of America and consigned to the territory of the other country shall in no case be subject with respect to exportation and in regard to the above-mentioned matters, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules of formalities other or more

¹ Came into force May 8th, 1937.

This Treaty is applicable also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

belastingen of heffingen, noch aan eenige andere of drukkender voorschriften of formaliteiten dan die, aan welke gelijksoortige producten, met bestemming naar het gebied van eenig derde land, zijn of in de toekomst mochten worden onderworpen. De bepalingen van deze alinea zullen niet van toepassing zijn op belastingen of heffingen, welke in enkele gevallen in Nederland worden geheven, met het doel de verschillen op te heffen tusschen prijzen in Nederland en die in vreemde landen.

Alle voordeelen, gunsten, voorrechten of vrijdommen, welke door het Koninkrijk der Nederlanden of door de Vereenigde Staten van Amerika ten aanzien van de bovengenoemde aangelegenheden zijn of in de toekomst mochten worden toegekend aan producten van bodem of nijverheid, van oorsprong uit eenig derde land of met bestemming naar het gebied van eenig derde land, zullen onmiddellijk en zonder compensatie worden toegekend aan de gelijksoortige producten van oorsprong uit of met bestemming naar het gebied respectievelijk van de Vereenigde Staten van Amerika en van dat van het Koninkrijk der Nederlanden.

Het is wel verstaan, dat, zoolang en voorzover de thans bestaande wetgeving van de Vereenigde Staten van Amerika zulks mocht vereischen, de bepalingen van dit Artikel, voor zoover zij overigens betrekking zouden hebben op rechten, belastingen of heffingen op steenkool, daaruit vervaardigde cokes, of steenkool- of cokesbriketten, niet van toepassing zullen zijn bij den invoer van deze producten in de Vereenigde Staten van Amerika. Indien de wetgeving van de Vereenigde Staten van Amerika de volledige werking van de bepalingen van dit Artikel ten aanzien van bovengenoemde producten niet zal toelaten, behoudt het Koninkrijk der Nederlanden zich het recht voor om, na 1 September 1936, deze producten, wanneer zij van oorsprong zijn uit de Vereenigde Staten van Amerika, te belasten met andere of hoogere rechten of heffingen dan die, welke geheven worden van gelijksoortige producten, van oorsprong uit derde landen, of wel, om, binnen vijftien dagen na bovengenoemden datum, dit Verdrag in zijn geheel schriftelijk op te zeggen met een termijn van dertig dagen.

Artikel II.

De producten van bodem of nijverheid van de Vereenigde Staten van Amerika, opgesomd en omschreven in de Afdelingen A en B van de bij dit Verdrag gevoegde Lijst I, zullen, bij invoer respectievelijk in Nederland en Nederlandsch-Indië, zijn vrijgesteld van gewone douanerechten en monopolieheffingen, hooger dan die, welke in de betreffende Afdelingen van de hiervoor genoemde Lijst zijn vastgelegd. Genoemde producten zullen eveneens zijn vrijgesteld van alle rechten, belastingen, retributies, heffingen of invorderingen, andere dan gewone douanerechten en monopolieheffingen, gelegd op den invoer of daarmede verband houdende, andere of hoogere, dan die, welke worden geheven op den dag van onderteekening van dit Verdrag, of, welke later op grond van op den dag van onderteekening van dit Verdrag van kracht zijnde wetten van Nederland of Nederlandsch-Indië, zullen worden geheven. Het is wel verstaan, dat bij de toepassing van bovengenoemde wetten, de producten van bodem of nijverheid van de Vereenigde Staten van Amerika een even gunstige behandeling zullen genieten als die, welke onder gelijke omstandigheden en voorwaarden aan gelijksoortige producten van eenig derde land wordt verleend.

Met betrekking tot de producten van bodem en nijverheid van de Vereenigde Staten van Amerika, opgesomd en omschreven in de bij dit Verdrag gevoegde Lijst III, zullen de bepalingen vastgelegd in deze Lijst worden toegepast.

Met betrekking tot de producten, opgesomd en omschreven in Afdeling B van Lijst I, behoudt de Regeering van Nederlandsch-Indië zich het recht voor de waarderechten, vermeld in de hiervoor genoemde Afdeling, om te zetten in specifieke rechten, mits de opbrengst van het specifieke recht ten aanzien van zoodanig product, van oorsprong uit de Vereenigde Staten van Amerika, niet hooger is dan de gemiddelde opbrengst van het waarderecht, berekend over het tijdvak van zes maanden, zoo dicht mogelijk voorafgaand aan de omzetting van het recht.

Het is wel verstaan, dat eene verhooging van de thans in Nederland geheven wordende statistiekrechten niet zal worden beschouwd als in strijd te zijn met de bepalingen van dit Artikel, mits dergelijke rechten niet hooger zullen zijn dan acht cent per pakket bij invoer per post of twee tiende percent ad valorem bij invoer op andere wijze.

burdensome, than those to which the like products when consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject. The provisions of this paragraph shall not apply to taxes or charges levied in the Netherlands for the purpose of equalizing in some cases the differences in prices existing in the Netherlands and in foreign countries.

Any advantage, favor, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted by the Kingdom of the Netherlands or the United States of America in regard to the above-mentioned matters, to a natural or manufactured product originating in any third country or consigned to the territory of any third country shall be accorded immediately and without compensation to the like product originating in or consigned to the territory of the United States of America or the Kingdom of the Netherlands, respectively.

It is understood that so long as and insofar as existing law of the United States of America may otherwise require, the provisions of this Article, insofar as they would otherwise relate to duties, taxes or charges on coal, coke manufactured therefrom, or coal or coke briquettes, shall not apply to such products imported into the United States of America. If the law of the United States of America shall not permit the complete operation of the provisions of this Article with respect to the above-mentioned products, the Kingdom of the Netherlands reserves the right to impose on such products originating in the United States of America, after September 1st, 1936, duties or charges other or higher than those imposed on like products originating in third countries, or within fifteen days after the aforesaid date, to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article II.

Articles the growth, produce or manufacture of the United States of America, enumerated and described in Sections A and B of Schedule I annexed to this Agreement, shall on their importation into the Netherlands and the Netherlands Indies, respectively, be exempt from ordinary Customs duties and monopoly fees in excess of those set forth in the respective Sections of the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all duties, taxes, fees, charges or exactions, other than ordinary Customs duties and monopoly fees, imposed on or in connection with importation, other than or in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the Netherlands or the Netherlands Indies, in force on the day of the signature of this Agreement. It is understood that in the application of the aforesaid laws, articles the growth, produce or manufacture of the United States of America shall receive as favorable treatment as that accorded under like circumstances and conditions to like articles of any third country.

With respect to the articles the growth, produce or manufacture of the United States of America enumerated and described in Schedule III annexed to this Agreement, the provisions set forth in the said Schedule shall be applied.

With respect to articles enumerated and described in Section B of Schedule I, the Government of the Netherland Indies reserves the right to change the *ad valorem* rates of duty specified in the said Section to specific rates of duty: Provided, that no resulting rate of duty applicable to any such article originating in the United States of America shall be higher than the average specific rate equivalent to the *ad valorem* rate of duty during the latest practicable six months' period preceding the conversion.

It is understood that an increase in the statistical duties at present levied in the Netherlands shall not be considered contrary to the provisions of this Article provided such duties do not exceed eight florin cents per package on postal importations or two-tenths of one per centum *ad valorem* on other importations.

Artikel III.

De producten van bodem of nijverheid van het Koninkrijk der Nederlanden, opgesomd en omschreven in de, bij dit Verdrag gevoegde, Lijst II, zullen, bij invoer in de Vereenigde Staten van Amerika zijn vrijgesteld van gewone douanerechten, hooger dan die, welke in genoemde Lijst zijn vastgelegd. Genoemde artikelen zullen eveneens zijn vrijgesteld van alle rechten, belastingen, retributies, heffingen of invorderingen, andere dan gewone douanerechten, gelegd op den invoer of daarmede verband houdende, andere of hoogere dan die, welke geheven worden op den dag van onderteekening van dit Verdrag of welke later op grond van de op den dag van onderteekening van dit Verdrag van kracht zijnde wetten van de Vereenigde Staten van Amerika zullen worden geheven. Het is wel verstaan, dat bij de toepassing van bovengenoemde wetten, de producten van bodem of nijverheid van het Koninkrijk der Nederlanden een even gunstige behandeling zullen genieten als die, welke onder gelijke omstandigheden en voorwaarden aan gelijksoortige producten van eenig derde land wordt verleend.

Artikel IV.

De bepalingen van de Artikelen II en III van dit Verdrag zullen het Koninkrijk der Nederlanden of de Vereenigde Staten van Amerika niet beletten op eenig product bij invoer eene heffing te leggen, voor zoover deze uitmaakt een compensatie voor of het equivalent van een binnenlandsche belasting, gelegd op een gelijksoortig binnenlandsch product of op een artikel, waaruit het ingevoerde product geheel of ten deele is vervaardigd of bereid.

De producten van bodem of nijverheid van het Koninkrijk der Nederlanden of van de Vereenigde Staten van Amerika, respectievelijk opgesomd en omschreven in de Lijsten II en I, welke bij invoer in het andere land zijn of zullen worden onderworpen aan een recht, belasting of eenige andere invordering, uitsluitend geheven als equivalent van of als compensatie voor een binnenlandsche belasting of eenige andere invordering, geheven van of met betrekking tot de vervaardiging van binnenlandsche producten, zullen bij invoer slechts onderworpen blijven aan een dergelijk recht, belasting of andere invordering, voor zoover een dergelijk recht, belasting of invordering niet meer zal bedragen dan het redelijk equivalent van of een redelijke compensatie voor de binnenlandsche belasting of andere invordering, geheven van of met betrekking tot de vervaardiging van binnenlandsche producten.

Artikel V.

De producten van bodem of nijverheid van het Koninkrijk der Nederlanden of van de Vereenigde Staten van Amerika zullen, na invoer in het andere land, vrijgesteld zijn van alle binnenlandsche belastingen, retributies, heffingen of invorderingen, andere of hoogere dan die, welke verschuldigd zijn van soortgelijke producten van nationalen of eenigen anderen vreemden oorsprong.

De bepalingen van dit Artikel ten aanzien van de toekenning van de nationale behandeling, zullen Nederland niet beletten het bestaande onderscheid in behandeling te handhaven tusschen ingevoerde en inheemsche producten voor wat betreft de waarborgbelasting voor gouden en zilveren werken, noch het toepassen van de bestaande bepalingen ten aanzien van den accijns op al dan niet gegiste sappen van versche vruchten, andere dan druiven, en op melasse en andere suikerhoudende vloeistoffen.

Artikel VI.

1. Noch het Koninkrijk der Nederlanden noch de Vereenigde Staten van Amerika zullen eenig in- of uitvoerverbod of -beperking op eenig product, van oorsprong uit of met bestemming naar het gebied van het andere land, instellen of handhaven, welke niet wordt toegepast op het gelijksoortig product, van oorsprong uit of met bestemming naar eenig derde land. Elke opheffing van een in- of uitvoerverbod of -beperking, welke, al ware het slechts tijdelijk, door een der beide

Article III.

Articles the growth, produce or manufacture of the Kingdom of the Netherlands enumerated and described in Schedule II annexed to this Agreement, shall, on their importation into the United States of America, be exempt from ordinary Customs duties in excess of those set forth in the said Schedule. The said articles shall also be exempt from all duties, taxes, fees, charges or exactions, other than ordinary Customs duties, imposed on or in connection with importation, other than or in excess of those imposed on the day of the signature of this Agreement or required to be imposed thereafter under laws of the United States of America in force on the day of the signature of this Agreement. It is understood that in the application of the aforesaid laws, articles the growth, produce or manufacture of the Kingdom of the Netherlands shall receive as favorable treatment as that accorded under like circumstances and conditions to like articles of any third country.

Article IV.

The provisions of Articles II and III of this Agreement shall not prevent the Kingdom of the Netherlands or the United States of America from imposing on the importation of any article a charge constituting a compensation for or an equivalent of an internal tax imposed on a like domestic article or on a commodity from which the imported article has been processed or manufactured in whole or in part.

Articles the growth, produce or manufacture of the Kingdom of the Netherlands or the United States of America, enumerated and described in Schedules II and I, respectively, which are or shall be subject on their importation into the other country to a duty, tax or any other exaction, imposed solely as the equivalent of or to compensate for an internal tax or any other exaction imposed on or with respect to the processing of domestic articles, shall continue to be subject to such duty, tax or other exaction on importation only to the extent that such duty, tax or exaction shall be not more than fairly equivalent or compensatory to the internal tax or other exaction imposed on or with respect to the processing of domestic articles.

Article V.

Articles the growth, produce or manufacture of the Kingdom of the Netherlands or the United States of America, shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

The provisions of this Article in regard to the granting of national treatment shall not prevent the Netherlands from maintaining the existing differential between imported and domestic articles in connection with the stamping tax for works in gold or silver or from applying the existing regulations in regard to the excise tax on the juices of fresh fruits other than grapes, whether or not fermented, and on molasses and other liquids containing sugar.

Article VI.

I. Neither the Kingdom of the Netherlands nor the United States of America shall establish or maintain any import or export prohibition or restriction on any article originating in or destined for the territory of the other country, which is not applied to the like article originating in or destined for any third country. Any abolition of an import or export prohibition or restriction which may be granted even temporarily by either country in favor of an article originating in

landen ten gunste van een product, van oorsprong uit of met bestemming naar een derde land, mocht worden toegestaan, zal onmiddellijk en onvoorwaardelijk worden toegepast op het gelijksoortige product, van oorsprong uit of met bestemming naar het gebied van het andere land.

2. Met betrekking tot de producten, opgesomd en omschreven in de bij dit Verdrag gevoegde Lijst IV, welke thans in Nederland of in Nederlandsch-Indië aan quantitative beperkingen onderworpen zijn, zullen de hoeveelheden van die producten, van oorsprong uit de Vereenigde Staten van Amerika, waarvan de invoer jaarlijks zal worden toegestaan in de betreffende gebiedsdeelen, van 1 Februari 1936 af, niet minder zijn dan die, welke zijn vermeld in de hiervoor genoemde Lijst.

3. Met betrekking tot de producten, van oorsprong uit de Vereenigde Staten van Amerika, welke niet zijn vermeld in Lijst IV en welke thans in Nederland aan quantitative beperkingen onderworpen zijn, zullen de hoeveelheden, waarvan de invoer jaarlijks zal worden toegestaan, van 1 Februari 1936 af, niet minder zijn dan die, welke bij de gepubliceerde en op den dag van onderteekening van dit Verdrag in werking zijnde contingenteeringsbesluiten, in den vorm van percentages van den invoer in het basistijdvak zijn vastgesteld.

4. Met betrekking tot producten, waarbij de Vereenigde Staten van Amerika belang hebben en welke thans in Nederland niet onderworpen zijn aan quantitative beperkingen, is overeengekomen dat, indien Nederland een quantitative beperking of controle, van welken aard ook, zou instellen op den invoer of verkoop van een zoodanig product, aan de Vereenigde Staten van Amerika zal worden toegewezen een aandeel in de totale hoeveelheid van een zoodanig product, waarvan de invoer of verkoop is toegestaan, gedurende een vastgesteld tijdvak, overeenkomende met het evenredig deel van den totalen invoer van dat product, hetwelk de Vereenigde Staten van Amerika leverden in een basistijdvak, voorafgaande aan de instelling van zoodanige quantitative beperking op dat product, tenzij wordt overeengekomen van een dergelijke toewijzing af te zien. Het is wel verstaan, dat, bij de berekening van de contingenten, welke zullen worden toegewezen aan de Vereenigde Staten van Amerika krachtens de bepalingen van deze alinea, de invoer in Nederland uit Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao mag worden afgetrokken van de hiervoor genoemde totale hoeveelheid, waarvan de invoer of verkoop is toegestaan, alsmede van den hiervoor genoemden totalen invoer in het basistijdvak.

5. Indien Nederland instelt of later mocht instellen een recht of heffing, op den invoer of verkoop van een vastgestelde hoeveelheid van enig product, waarbij de Vereenigde Staten van Amerika belang hebben, lager dan het recht of de heffing, gelegd op den invoer, welke een zoodanige hoeveelheid overtreft, zal aan de Vereenigde Staten van Amerika worden toegewezen een aandeel in de totale hoeveelheid van een zoodanig product, waarvan de invoer of verkoop is toegestaan tegen een zoodanig lager recht of heffing, gedurende een vastgesteld tijdvak, overeenkomende met het evenredig deel van den totalen invoer van dat product, hetwelk de Vereenigde Staten van Amerika leverden in een basistijdvak, voorafgaande aan de instelling van eenige quantitative beperking op dit product, tenzij wordt overeengekomen van een dergelijke toewijzing af te zien. Het is wel verstaan, dat, bij de berekening van de contingenten, welke zullen worden toegewezen aan de Vereenigde Staten van Amerika krachtens de bepalingen van deze alinea, de invoer in Nederland uit Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao mag worden afgetrokken van de hiervoor genoemde totale hoeveelheid, waarvan de invoer of verkoop is toegestaan tegen een zoodanig lager recht of heffing, alsmede van den hiervoor genoemden totalen invoer in het basistijdvak.

6. Met betrekking tot producten, waarbij de Vereenigde Staten van Amerika belang hebben, is overeengekomen dat, indien door Nederlandsch-Indië aan enig derde land, derhalve niet aan Nederland, Suriname of Curaçao, is of zal worden toegewezen een contingent voor den invoer of verkoop van een zoodanig product of een contingent voor den invoer of verkoop van een vastgestelde hoeveelheid van een zoodanig product tegen een recht of heffing, lager dan het recht of de heffing gelegd op den invoer of verkoop, welke een zoodanige hoeveelheid overschrijdt, aan de Vereenigde Staten van Amerika zal worden toegewezen een aandeel in de totale hoeveelheid van een zoodanig product, waarvan de invoer of verkoop is toegestaan of waarvan de invoer of verkoop is toegestaan tegen een zoodanig lager recht of heffing, gedurende een vastgesteld tijdvak, overeenkomende met het evenredig deel van den totalen invoer van dat product, hetwelk de

or destined for a third country shall be applied immediately and unconditionally to the like article originating in or destined for the territory of the other country.

2. With respect to the articles enumerated and described in Schedule IV annexed to this Agreement, which are now subject to quantitative restrictions in the Netherlands or the Netherlands Indies, the quantities of such articles originating in the United States of America which shall be permitted to be imported annually into the respective territories, beginning February 1st, 1936, shall not be less than those specified in the said Schedule.

3. With respect to articles not specified in Schedule IV, originating in the United States of America, which are now subject to quantitative restrictions in the Netherlands, the quantities permitted to be imported annually, beginning February 1st, 1936, shall not be less than those established in the form of percentages of the importations in the basic periods by the published quota decrees in effect on the day of the signature of this Agreement.

4. With respect to articles in which the United States of America has an interest and which are not now subject to quantitative restrictions in the Netherlands, it is agreed that if the Netherlands shall establish any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any such article, there will be allotted to the United States of America a share of the total quantity of any such article permitted to be imported or sold, during a specified period, equivalent to the proportion of the total importation of such article which the United States of America supplied in a basic period prior to the imposition of such quantitative restriction on such article, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment. It is understood that in calculating the quotas to be allotted to the United States of America under the provisions of this paragraph, importations into the Netherlands from the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao may be omitted from the aforesaid total quantity permitted to be imported or sold and from the aforesaid total importation in the basic period.

5. If the Netherlands imposes or shall hereafter impose on the importation or sale of a specified quantity of any article in which the United States of America has an interest a lower import duty or charge than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, there will be allotted to the United States of America a share of the total quantity of any such article permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period, equivalent to the proportion of the total importation of such article which the United States of America supplied in a basic period prior to the imposition of any quantitative restriction on such article, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment. It is understood that in calculating the quotas to be allotted to the United States of America under the provisions of this paragraph, importations into the Netherlands from the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao may be omitted from the aforesaid total quantity permitted to be imported or sold at such lower duty or charge and from the aforesaid total importation in the basic period.

6. With respect to articles in which the United States of America has an interest, it is agreed that if a quota for the importation or sale of any such article, or a quota for the importation or sale of a specified quantity of any such article at a lower duty or charge than the duty or charge imposed on importations or sales in excess of such quantity, is or shall be allotted by the Netherlands Indies to any third country, other than the Netherlands, Surinam or Curaçao, there will be allotted to the United States of America a share of the total quantity of such article permitted to be imported or sold, or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period, equivalent to the proportion of the total importation of such article which it supplied in a basic period prior to the imposition of such quantitative restriction on such article, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment. It is understood that in calculating the quotas to be allotted

Vereenigde Staten van Amerika leverden in een basistijdvak, voorafgaande aan de instelling van eene zoodanige quantitative beperking op dat product, tenzij wordt overeengekomen van een dergelijke toewijzing af te zien. Het is wel verstaan, dat, bij de berekening van de contingenten, welke zullen worden toegewezen aan de Vereenigde Staten van Amerika krachtens de bepalingen van deze alinea, de invoer in Nederlandsch-Indië uit Nederland, Suriname en Curaçao mag worden afgetrokken van de hiervoor genoemde totale hoeveelheid, waarvan de invoer of verkoop is toegestaan, of waarvan de invoer of verkoop is toegestaan tegen een zoodanig lager recht of heffing, alsmede van den hiervoor genoemden totalen invoer in het basistijdvak.

7. Indien de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika eene quantitative beperking of controle, van welken aard ook, instelt of handhaaft op den invoer of verkoop van eenig product, waarbij het Koninkrijk der Nederlanden belang heeft, of op den invoer of verkoop van een vastgestelde hoeveelheid van een zoodanig product een recht of heffing zou leggen, lager dan het recht op de heffing, gelegd op den invoer, welke een zoodanige hoeveelheid overschrijdt, zal de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika het Koninkrijk der Nederlanden een aandeel toewijzen in de totale hoeveelheid van een zoodanig product, waarvan de invoer of verkoop is toegestaan of waarvan de invoer of verkoop is toegestaan tegen een zoodanig lager recht of heffing, gedurende een vastgesteld tijdvak, overeenkomende met het evenredig deel van den totalen invoer van dat product, hetwelk het Koninkrijk der Nederlanden leverde in een basistijdvak, voorafgaande aan de instelling van eene zoodanige quantitative beperking op dat product, tenzij wordt overeengekomen van een dergelijke toewijzing af te zien. Het is wel verstaan, dat, bij de berekening van de contingenten, welke zullen worden toegewezen aan het Koninkrijk der Nederlanden krachtens de bepalingen van deze alinea, de invoer in de Vereenigde Staten van Amerika uit Cuba, de Philippijnen, de Panama kanaal Zone en de gebiedsdeelen en bezittingen van de Vereenigde Staten van Amerika mag worden afgetrokken van de hiervoor genoemde totale hoeveelheid, waarvan de invoer of verkoop is toegestaan, of waarvan de invoer of verkoop is toegestaan tegen een zoodanig lager recht of heffing, alsmede van den hiervoor genoemden totalen invoer in het basistijdvak.

8. Indien de Nederlandsche Regeering, na 1 Februari 1937, het contingent voor eenig product, overeenkomstig de tweede of derde alinea van dit Artikel vastgesteld, zou wenschen te verminderen, zal Zij hiervan minstens dertig dagen te voren aan de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika kennis geven en zal Zij in welwillende overweging nemen elk voorstel of verzoek, hetwelk laatstgenoemde Regeering ten aanzien van den voorgenoemde maatregel mocht doen. Wanneer binnen dertig dagen na ontvangst van de hiervoor genoemde kennisgeving geen overeenstemming ter zake zal zijn bereikt, zal de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika de bevoegdheid hebben, binnen vijftien dagen na afloop van de hiervoor genoemde termijn van dertig dagen, dit Verdrag in zijn geheel schriftelijk op te zeggen met een termijn van dertig dagen.

9. De aan de Vereenigde Staten van Amerika toegewezen hoeveelheid voor eenig product, waarvoor overeenkomstig de tweede of derde alinea van dit Artikel een contingent is vastgesteld, zal in geen geval worden verminderd, tenzij het globale contingent voor dat product eveneens wordt verminderd en wel in dezelfde verhouding. Indien het globale contingent voor een zoodanig product te eeniger tijd mocht worden verhoogd, zal het aan de Vereenigde Staten van Amerika toegewezen contingent, na 1 Februari 1937, in dezelfde verhouding worden verhoogd, tenzij is overeengekomen van een dergelijke toewijzing af te zien. De uitdrukking « globaal contingent » beteekent de totale hoeveelheid of waarde van een product, waarvan de invoer uit alle vreemde landen is toegestaan.

10. Met betrekking tot de invoercontingenten, welke thans in werking zijn of, welke hetzij door het Koninkrijk der Nederlanden, hetzij door de Vereenigde Staten van Amerika later mochten worden ingesteld, zal de betreffende Regeering de passende maatregelen nemen om de uitputting van de contingenten zooveel mogelijk te gemakkelijken. De eventuele vertoogen, welke een van beide Regeeringen mocht indienen, strekkende tot het verwezenlijken van gemeld doel, zullen door de Regeering van het andere land in de meest welwillende overweging worden genomen.

11. Eilk van beide Regeeringen zal in welwillende overweging nemen elk verzoek, dat de andere Regeering mocht doen tot herziening van het voor eenig product toegewezen contingent, of elk verzoek of vertoog betreffende eenige andere aangelegenheid, verband houdende met contingenten of met andere quantitative beperkingen.

to the United States of America under the provisions of this paragraph, importations into the Netherlands Indies from the Netherlands, Surinam and Curaçao may be omitted from the aforesaid total quantity permitted to be imported or sold, or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, and from the aforesaid total importation in the basic period.

7. If the Government of the United States of America establishes or maintains any form of quantitative restriction or control of the importation or sale of any article in which the Kingdom of the Netherlands has an interest, or imposes a lower duty or charge on the importation or sale of a specified quantity of any such article than the duty or charge imposed on importations in excess of such quantity, the Government of the United States of America will allot to the Kingdom of the Netherlands a share of the total quantity of such article permitted to be imported or sold, or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, during a specified period, equivalent to the proportion of the total importation of such article which the Kingdom of the Netherlands supplied in a basic period prior to the imposition of such quantitative restriction on such article, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment. It is understood that in calculating the quotas to be allotted to the Kingdom of the Netherlands under the provisions of this paragraph, importations into the United States of America from Cuba, the Philippine Islands, the Panama Canal Zone, and the territories and possessions of the United States of America may be omitted from the aforesaid total quantity permitted to be imported or sold, or permitted to be imported or sold at such lower duty or charge, and from the aforesaid total importation in the basic period.

8. If, after February 1st, 1937, the Government of the Netherlands should desire to reduce the quota established for any article under the second or the third paragraph of this Article, it shall give at least thirty days' advance notice to the Government of the United States of America, and shall give sympathetic consideration to any suggestion or request which the latter Government may make with respect to the proposed action; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, the Government of the United States of America shall be free, within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

9. The quantity allotted to the United States of America for any article on which a quota is established under the second or the third paragraph of this Article shall not in any case be reduced unless the global quota for that article is also reduced in the same proportion. If the global quota for any such article shall at any time be increased, the quantity allotted to the United States of America shall, after February 1st, 1937, be increased in the same proportion, unless it is mutually agreed to dispense with such allotment. The term "global quota" means the total quantity or value of an article permitted to be imported from all foreign countries.

10. With respect to the import quotas, which are now in effect or which may hereafter be established by either the Kingdom of the Netherlands or the United States of America, each Government will take appropriate measures to facilitate as much as possible the exhaustion of such quotas. Any representations which either Government may make with a view to effectuating this purpose shall be given the most sympathetic consideration by the other Government.

11. Sympathetic consideration will be given by either Government to any request which the other Government may make for a readjustment of the quota allotment for any article or to any request or representation with respect to any other matter relating to quotas or other quantitative restrictions.

Artikel VII.

Met betrekking tot de producten, opgesomd en omschreven in de Lijsten I en II, zullen door, respectievelijk, het Koninkrijk der Nederlanden en de Vereenigde Staten van Amerika geen verboden worden ingesteld noch invoercontingenten, invoervergunningen of eenige andere regelingen inzake quantitative beperking, al dan niet verband houdende met de werking van eenig orgaan, waarbij de controle is gecentraliseerd.

De hiervooraande bepaling zal niet van toepassing zijn op quantitative beperkingen, van welken aard ook, door een van beide landen gelegd op den invoer of verkoop van eenig product van bodem of nijverheid van het andere land, in verband met van Regeeringswege genomen maatregelen met het doel de productie, de marktvoorziening of de prijzen van gelijksoortige inheemsche producten te regelen of te beheerschen, noch zal zij van toepassing zijn op zoodanige noodzakelijke maatregelen, die in buitengewone en abnormale omstandigheden mochten worden genomen, ten einde de vitale economische of financieele belangen van het land te beschermen. Telkens wanneer een van beide Regeeringen eenige beperking, welke bij deze alinea is toegelaten, instelt of wijzigt, zal Zij de andere Regeering daarmede in kennis stellen en deze Regeering gelegenheid geven om met Haar ter zake overleg te plegen. Indien door de andere Regeering bezwaar is gemaakt tegen een zoodanigen maatregel en binnen dertig dagen na ontvangst van de betreffende kennisgeving geen overeenstemming terzake is bereikt, zal de andere Regeering de bevoegdheid hebben binnen vijftien dagen na afloop van het hiervoor genoemde tijdvak van dertig dagen, dit Verdrag in zijn geheel schriftelijk op te zeggen met een termijn van dertig dagen.

De eerste alinea van dit Artikel zal niet de toepassing verhinderen van de quantitative beperkingen, door middel van contingenten, voorzien in Lijst I, en evenmin de toepassing van de quantitative beperkingen, door middel van contingenten, vermeld in Lijst IV, voor de producten, daarin opgesomd en omschreven.

Artikel VIII.

Ingeval het Koninkrijk der Nederlanden of de Vereenigde Staten van Amerika een monopolie voor den invoer, de productie of den verkoop van een product instellen of handhaven, of, formeel of feitelijk, uitsluitende voorrechten toekennen aan een of meer organen voor den invoer, de productie of den verkoop van een product, zal de Regeering van het land, dat een zoodanig monopolie invoert of handhaaft, of zoodanige monopolievoorrechten verleent, ten opzichte van de buitenlandsche aankopen door een zoodanig monopolie of orgaan aan den handel van het andere land een behoorlijke en billijke behandeling toekennen. Bij het doen van aankopen in het buitenland van eenig product, zal een zoodanig monopolie of orgaan, binnen de quantitative grenzen toegestaan bij andere bepalingen van dit Verdrag, zich slechts laten leiden door factoren van concurrentie, zooals prijs, kwaliteit, afzetmogelijkheid en verkoopsvoorwaarden.

Artikel IX.

Ingeval een aanzienlijke afwijking ontstaat in de koersverhouding tusschen de ruilmiddelen van het Koninkrijk der Nederlanden en die van de Vereenigde Staten van Amerika, zal het de Regeering van elk van beide landen, indien Zij de afwijking zoo belangrijk acht, dat daardoor de nijverheid of de handel van het land zal worden geschaad, vrijstaan, onderhandelingen voor te stellen tot wijziging van dit Verdrag. Indien terzake geen overeenstemming is bereikt binnen dertig dagen, volgende op de ontvangst van een zoodanig voorstel, zal de Regeering, die een zoodanig voorstel doet, de bevoegdheid hebben dit Verdrag in zijn geheel schriftelijk op te zeggen met een termijn van dertig dagen.

Artikel X

Elk van beide Regeeringen zal in welwillende overweging nemen de vertoogen, welke de andere Regeering tot Haar mocht richten, inzake de werking van douanevoorschriften, de inachtneming

Article VII.

With respect to the articles enumerated and described in Schedules I and II, no prohibitions, import quotas, import licenses, or any other form of quantitative regulation, whether or not operated in connection with any agency of centralized control, shall be imposed by the Kingdom of the Netherlands and the United States of America, respectively.

The foregoing provision shall not apply to quantitative restrictions in whatever form imposed by either country on the importation or sale of any article the growth, produce or manufacture of the other country in conjunction with governmental measures operating to regulate or control the production, market supply, or prices of like domestic articles, nor shall it apply to such necessary measures as may be adopted in extraordinary and abnormal circumstances to protect the vital economic or financial interests of the country. Whenever either Government establishes or changes any restriction authorized by this paragraph, it shall notify the other Government and shall afford such other Government an opportunity to consult with it in respect of such action ; and if, objection being made to such action, an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of the aforesaid notice, such other Government shall be free within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

The first paragraph of this Article shall not prevent the application of the quantitative restrictions in the form of quotas provided for in Schedule I nor the application of the quantitative restrictions in the form of quotas which are specified in Schedule IV for the articles enumerated and described therein.

Article VIII.

In the event that the Kingdom of the Netherlands or the United States of America establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of an article or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell an article, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, shall, in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency, accord the commerce of the other country fair and equitable treatment. In making its foreign purchases of any article such monopoly or agency shall, within the quantitative limitations permitted by other provisions of this Agreement, be influenced solely by competitive considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale.

Article IX.

In the event that a wide variation occurs in the rate of exchange between the currencies of the Kingdom of the Netherlands and the United States of America, the Government of either country, if it considers the variation so substantial as to prejudice the industries or commerce of the country, shall be free to propose negotiations for the modification of this Agreement ; and if an agreement with respect thereto is not reached within thirty days following receipt of such proposal, the Government making such proposal shall be free to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article X.

Each Government will accord sympathetic consideration to such representations as the other Government may make regarding the operation of Customs regulations, the observance of Customs

van douaneformaliteiten en de toepassing van sanitaire wetten en voorschriften voor de bescherming van de gezondheid of het leven van mensch, dier of plant.

Ingeval een van beide Regeeringen vertoogen richt tot de andere met betrekking tot de toepassing van eenige sanitaire wet of eenig sanitair voorschrift voor de bescherming van de gezondheid of het leven van mensch, dier of plant, en indien ten opzichte daarvan geen overeenstemming wordt bereikt, zal op verzoek van een van beide Regeeringen zoo spoedig mogelijk eene commissie van deskundigen, in welke beide Regeeringen vertegenwoordigd zullen zijn, worden ingesteld, ten einde de aangelegenheid onder de oogen te zien en terzake advies uit te brengen aan beide Regeeringen.

Voor zoover doenlijk, zal elk van beide Regeeringen, alvorens tot de toepassing van eenigen nieuwen maatregel van sanitair aard over te gaan, de Regeering van het andere land raadplegen, ten einde er voor te zorgen, dat het nadeel, dat aan den handel van laatstbedoeld land zou kunnen worden toegebracht, zoo gering zij als in overeenstemming is te brengen met het doel van den voorgenomen maatregel. De bepalingen van deze alinea zijn niet van toepassing op maatregelen, genomen ten aanzien van afzonderlijke zendingen, krachtens reeds in werking zijnde sanitaire voorschriften, of op maatregelen gebaseerd op wetten, betreffende de zuiverheid en hoedanigheid van voedings- en geneesmiddelen en dranken.

Artikel XI.

De bepalingen van dit Verdrag, betrekking hebbende op de behandeling, toe te kennen door het Koninkrijk der Nederlanden of de Vereenigde Staten van Amerika aan den handel van het andere land, zijn niet van toepassing op voordeelen, welke thans zijn of later mochten worden verleend aan nabuurstaten, ten einde den grenshandel te vergemakkelijken, noch op voordeelen, voortvloeiende uit een tolunie, bij welke een van beide landen zich mocht aansluiten, zoolang dergelijke voordeelen niet worden uitgestrekt tot eenig ander land.

Dit Verdrag verhindert uit geen en hoofde het nemen van maatregelen tot verbod of beperking van den uitvoer of van den invoer van goud of zilver, noch het nemen van zulke maatregelen, welke elk van beide Regeeringen noodzakelijk mocht achten ter regeling van den uitvoer of verkoop voor uitvoer van wapens, munitie of oorlogsbenodigdheden en, in buitengewone gevallen, van alle andere militaire benodigdheden.

Behoudens het vereischte dat, onder gelijke omstandigheden en voorwaarden, door geen van beide landen een willekeurig onderscheid zal worden gemaakt in de behandeling van het andere land ten gunste van een derde land en onverminderd het bepaalde in Artikel X, zullen de bepalingen van dit Verdrag zich niet uitstrekken tot verboden of beperkingen: (1) betrekking hebbende op de publieke veiligheid, (2) ingesteld uit moreele of humanitaire overwegingen, (3) beoogende de bescherming van het leven of de gezondheid van mensch, dier of plant, (4) betrekking hebbende op goederen, in gevangnissen gemaakt, of (5) met betrekking tot de ten uitvoerlegging van politie-wetten of wetten op de staatsinkomsten.

Dit Verdrag belet geen van beide Regeeringen in eenig opzicht op grond van de op den dag van onderteekening van dit Verdrag van kracht zijnde wetten, rechten of belastingen te heffen van bepaalde ingevoerde producten op basis van een aangenomen norm, in stede van feitelijke opnemingen.

Artikel XII.

Ingeval een van beide Regeeringen eenigen maatregel treft, welke, zonder met de bewoordingen van dit Verdrag in strijd te zijn, toch, naar de opvatting van de andere Regeering, het gevolg heeft, dat daardoor de waarde van eenige in het Verdrag getroffen voorziening, hetzij te niet wordt gedaan, hetzij wezenlijk en in belangrijke mate wordt verminderd, zal de Regeering, welke een dergelijken maatregel heeft getroffen, in overweging nemen alle schriftelijke vertoogen of voorstellen, welke de andere Regeering mocht indienen om tot eene wederzijds bevredigende regeling terzake te geraken. Indien geen overeenkomst is bereikt met betrekking tot zoodanige vertoogen of

formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal or plant health or life.

If either Government makes representations to the other Government in respect of the application of any sanitary law or regulation for the protection of human, animal or plant health or life, and if there is disagreement with respect thereto, a committee of technical experts on which each Government will be represented shall, on the request of either Government, be established as soon as possible to consider the matter and to submit recommendations to the two Governments.

Whenever practicable each Government, before applying any new measure of a sanitary character, will consult with the Government of the other country with a view to insuring that there will be as little injury to the commerce of the latter country as may be consistent with the purpose of the proposed measure. The provisions of this paragraph do not apply to actions affecting individual shipments under sanitary measures already in effect or to actions based on pure food and drug laws.

Article XI.

The provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the Kingdom of the Netherlands or the United States of America to the commerce of the other country do not apply to advantages now accorded or which may hereafter be accorded to neighboring States in order to facilitate frontier traffic, or to advantages resulting from a Customs union to which either country may become a party so long as such advantages are not extended to any other country.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

Subject to the requirement that, under like circumstances and conditions, there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favor of any third country, and without prejudice to Article X, the provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions (1) relating to public security ; (2) imposed on moral or humanitarian grounds ; (3) designed to protect human, animal or plant health or life ; (4) relating to prison-made goods ; or (5) relating to the enforcement of police or revenue laws.

Nothing in this Agreement shall prevent either Government from assessing duties or taxes on certain imported articles on the basis of arbitrary quantities in lieu of actual measurement, as required by laws in force on the day of the signature of this Agreement.

Article XII.

In the event that either Government adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the other Government to have the effect of nullifying or materially and considerably impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such written representations or proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter. If no agreement is reached with respect to such representations or proposals within thirty days after they are received, the Government making them shall be free,

voorstellen binnen dertig dagen nadat zij zijn ontvangen, zal de Regeering, welke deze heeft ingediend, de bevoegheid hebben binnen vijftien dagen na afloop van het hiervoor genoemde tijdvak van dertig dagen, dit Verdrag in zijn geheel schriftelijk op te zeggen met een termijn van zestig dagen.

Artikel XIII.

Voor zoover in de tweede alinea van dit Artikel niet in anderen zin is bepaald, zullen de bepalingen van dit Verdrag betreffende de behandeling, welke door respectievelijk het Koninkrijk der Nederlanden en de Vereenigde Staten van Amerika aan den handel van het andere land zal worden toegekend, niet van toepassing zijn op de Philippijnen, de Maagdeneilanden, Amerikaansch Samoa, het eiland Guam of op de Panama kanaal Zone.

De bepalingen van dit Verdrag, betreffende de behandeling als meestbegunstigde natie, zullen van toepassing zijn op producten van bodem en nijverheid van elk gebied, staande onder de souvereiniteit of het gezag van het Koninkrijk der Nederlanden of van de Vereenigde Staten van Amerika, welke worden ingevoerd van of uitgevoerd naar elk gebied, staande onder de souvereiniteit of het gezag van het andere land. Het is echter wel verstaan, dat de bepalingen van deze alinea niet van toepassing zijn op de Panama kanaal Zone.

De voordeelen, welke thans zijn of later mochten worden verleend door de Vereenigde Staten van Amerika, Hunne gewesten of bezittingen of de Panama kanaal Zone aan elkander, of aan de Republiek Cuba, zullen van de werking van dit Verdrag uitgesloten zijn. De bepalingen van deze alinea zullen van toepassing blijven ten aanzien van alle voordeelen, thans of in de toekomst door de Vereenigde Staten van Amerika, Hunne gewesten of bezittingen of de Panama kanaal Zone aan de Philippijnen toegekend of toe te kennen, ongeacht elke wijziging in den politieken status van de Philippijnen.

Dit Verdrag zal niet van toepassing zijn op de voordeelen, welke Nederland en zijn overzeesche gewesten aan elkander hebben verleend of in de toekomst mochten verleenen, noch op de voordeelen welke die overzeesche gewesten elkander hebben verleend of in de toekomst mochten verleenen.

Artikel XIV.

Elk van beide Regeeringen behoudt zich het recht voor de voor eenig product, krachtens dit Verdrag, verleende concessie in te trekken of te wijzigen, of voor eenig zoodanig product quantitative beperkingen in te stellen, indien, als een gevolg van de uitstrekking van een zoodanige concessie tot derde landen, laatstgenoemde landen het grootste voordeel van eene dergelijke concessie zouden genieten en dientengevolge een buiten verhouding groote toeneming van den invoer van een zoodanig product zou plaats vinden, met dien verstande, dat, alvorens een van beide Regeeringen van het hiervoor genoemde voorbehoud gebruik maakt, Zij de andere Regeering schriftelijk in kennis zal stellen van Haar voornemen zulks te doen en dat Zij, alvorens tot een dergelijken maatregel over te gaan, een termijn van niet minder dan dertig dagen zal toestaan ten einde tot overeenstemming te geraken, hetzij over bedoelden maatregel, hetzij over eventueel in de bepalingen van dit Verdrag aan te brengen passende compenseerende wijzigingen. Indien aan het einde van het hiervoor genoemde tijdvak van dertig dagen geen bevredigende overeenkomst is bereikt, zal het der Regeering, welke voorstelde bedoelden maatregel te treffen, vrijstaan op elk tijdstip daarna daartoe over te gaan en zal de andere Regeering de bevoegdheid hebben binnen vijftien dagen nadat zulk een maatregel is getroffen, dit Verdrag in zijn geheel schriftelijk op te zeggen met een termijn van dertig dagen.

Artikel XV.

Het Koninkrijk der Nederlanden omvat Nederland, Nederlandsch-Indië, Suriname en Curaçao ; overal waar in dit Verdrag de benaming " Nederland " is gebruikt, heeft deze alleen betrekking op het gebied in Europa.

Het is wel verstaan dat overal, waar in dit Verdrag de benaming " Vereenigde Staten van Amerika " is gebruikt, deze, behalve de continentale Vereenigde Staten, de gewesten Hawaii en Alaska en Puerto Rico omvat.

within fifteen days after the expiration of the aforesaid period of thirty days, to terminate this Agreement in its entirety on sixty days' written notice.

Article XIII.

Except as otherwise provided in the second paragraph of this Article, the provisions of this Agreement relating to the treatment to be accorded by the Kingdom of the Netherlands and the United States of America, respectively, to the commerce of the other country, shall not apply to the Philippine Islands, the Virgin Islands, American Samoa, the Island of Guam, or to the Panama Canal Zone.

The provisions of this Agreement regarding most-favored-nation treatment shall apply to articles the growth, produce or manufacture of any territory under the sovereignty or authority of the Kingdom of the Netherlands or the United States of America, imported from or exported to any territory under the sovereignty or authority of the other country. It is understood, however, that the provisions of this paragraph do not apply to the Panama Canal Zone.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to one another or to the Republic of Cuba shall be excepted from the operation of this Agreement. The provisions of this paragraph shall continue to apply in respect of any advantages now or hereafter accorded by the United States of America, its territories or possessions or the Panama Canal Zone to the Philippine Islands irrespective of any change in the political status of the Philippine Islands.

This Agreement shall not apply to the advantages which the Netherlands and its overseas territories have granted or hereafter may grant to one another nor to the advantages which these overseas territories have granted or hereafter may grant to one another.

Article XIV.

Each Government reserves the right to withdraw or to modify the concession granted on any article under this Agreement, or to impose quantitative restrictions on any such article if, as a result of the extension of such concession to third countries, such countries obtain the major benefit of such concession and in consequence thereof an unduly large increase in importations of such article takes place: Provided, that before either Government shall avail itself of the foregoing reservations, it shall give notice in writing to the other Government of its intention to do so, and shall allow a period of not less than thirty days before such action is taken for reaching an agreement with respect thereto or with respect to such compensatory modifications of the terms of the present Agreement as may be appropriate. If at the end of the aforesaid period of thirty days a satisfactory agreement has not been reached, the Government which proposed to take such action shall be free to do so at any time thereafter, and the other Government shall be free within fifteen days after such action has been taken to terminate this Agreement in its entirety on thirty days' written notice.

Article XV.

The Kingdom of the Netherlands embraces the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao; wherever the term "Netherlands" is used in this Agreement it refers only to the territory in Europe.

Wherever the term "United States of America" is used in this Agreement, it is understood to embrace the territories of Hawaii and Alaska, and Puerto Rico, as well as continental United States.

Artikel XVI.

De Lijsten I, II, III en IV, alsmede de daarin opgenomen aantekeningen, zullen van kracht zijn en daaraan zal worden gevolg gegeven als integreerende onderdeelen van dit Verdrag.

Artikel XVII.

Dit Verdrag zal worden geratificeerd door Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en afgekondigd door den President van de Vereenigde Staten van Amerika.

In afwachting van de ratificatie van dit Verdrag door Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, zullen de bepalingen van de Artikelen I tot en met XVI door de Vereenigde Staten van Amerika en het Koninkrijk der Nederlanden van 1 Februari 1936 af wederkeerig worden toegepast tot op den dag, waarop het geheele Verdrag van kracht zal worden.

Het geheele Verdrag zal van kracht worden een maand na den dag, waarop eenerzijds de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika aan de Nederlandsche Regeering zal hebben kennis gegeven van de afkondiging door den President van de Vereenigde Staten van Amerika, anderzijds de Nederlandsche Regeering aan de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika zal hebben kennis gegeven van de ratificatie door Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden. Het Verdrag zal van kracht blijven tot 1 Januari 1939, onverminderd de bepalingen van Artikel I, Artikel VI, Artikel VII, Artikel IX, Artikel XII en Artikel XIV.

Tenzij een van beide Regeeringen ten minste zes maanden voor 1 Januari 1939 aan de andere zal hebben kennis gegeven van Haar voornemen het Verdrag op dien datum te beëindigen, zal het Verdrag daarna, onverminderd de bepalingen van Artikel I, Artikel VI, Artikel VII, Artikel IX, Artikel XII en Artikel XIV, van kracht blijven tot zes maanden na den dag, waarop een van beide Regeeringen de andere met dat voornemen in kennis zal hebben gesteld.

Ter oorkonde waarvan de wederzijdsche Gevolmachtigden dit Verdrag hebben ondertekend en hunne zegels daaraan hebben gehecht.

Opgemaakt in tweevoud in de Nederlandsche en in de Engelsche taal, beide van gelijke rechtskracht, te Washington, den twintigsten December negentien honderd vijf en dertig.

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :

LAMPING. (*L. S.*)

Voor den President van de Vereenigde Staten van Amerika :

Cordell HULL. (*L. S.*)

Article XVI.

Schedules I, II, III and IV, and the notes included in them, shall have force and effect as integral parts of this Agreement.

Article XVII.

The present Agreement shall be ratified by Her Majesty the Queen of the Netherlands and shall be proclaimed by the President of the United States of America.

Pending ratification of this Agreement by Her Majesty the Queen of the Netherlands, the provisions of Articles I to XVI, inclusive, shall be applied, reciprocally, by the United States of America and the Kingdom of the Netherlands on February 1st, 1936, and thereafter until the day on which the entire Agreement shall come into force.

The entire Agreement shall come into force one month after the day on which the Government of the United States of America has communicated the proclamation of the President of the United States of America to the Netherlands Government and the Netherlands Government has communicated the ratification by Her Majesty the Queen of the Netherlands to the Government of the United States of America. The Agreement shall continue in force until January 1st, 1939, subject to the provisions of Article I, Article VI, Article VII, Article IX, Article XII, and Article XIV.

Unless at least six months before January 1st, 1939, either Government shall have given to the other Government notice of intention to terminate the Agreement on that date, the Agreement shall remain in force thereafter, subject to the provisions of Article I, Article VI, Article VII, Article IX, Article XII, and Article XIV, until six months from the day on which either Government shall have given such notice to the other Government.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in the Netherlands and English languages, both authentic, at the City of Washington this twentieth day of December, nineteen hundred and thirty-five.

For Her Majesty the Queen of the Netherlands :

(Seal) LAMPING.

For the President of the United States of America :

(Seal) Cordell HULL.

LIJST I.

Aanteekening 1 : Bij het bepalen van de artikelen, waarop de in deze lijst vastgestelde behandeling betrekking heeft, zal de omschrijving in de kolom met bovenschrijft « Artikelen » beslissend zijn.

Aanteekening 2 : Waar in deze lijst de aanduiding « verpakt » wordt gebruikt, heeft deze betrekking op artikelen in verpakkingen van 1.200 gram netto of minder ; de aanduiding « in bulk » heeft betrekking op artikelen niet in verpakkingen van 1.200 gram netto of minder, en niet in tabletten of andere bapaalde vormen, kristallen uitgezonderd, van 200 gram netto of minder.

SECTIE A.

Nederland.

Tariefwet 1934 Tariefpost	Artikelen	Maatstaf	Rechten	Monopolie heffing
Ex 6	Copieerpersen, drukpersen en dergelijke kantoornoodigheden :			
	1) indien zij een gewicht hebben van 150 kg of minder	waarde	10 pct.	—
	2) indien zij meer wegen dan 150 kg	waarde	6 pct.	—
Ex 8	Autobuitenbanden	waarde	12 pct.	—
Ex 8	Autobinnenbanden	waarde	12 pct.	—
Ex 59 B. B. 2a 62 I en II	Amerikaansch grenen-, vuren- en pijnboomenhout, indien in stammen of vierkant behakt of gezaagd . Koelkasten en koelapparaten, al dan niet samengesteld, en onderdeelen daarvan :	—	vrij	—
	1) indien de inhoudsruimte grooter is dan 2 M ³ buitenwerks voor koelkasten of indien het gewicht grooter is dan 15 kg voor koelementen	waarde	6 pct.	—
	2) voor alle andere types	waarde	12 pct.	—
Ex 95 B.B. a, b en d	Koper in koeken, staven en blokken	—	vrij	—
Ex 104 II en B.B. 2b	Plant aardige terpentijn	—	vrij	—
Ex 104	Pure lard en steam lard :			
	a) indien gebruikt als grondstof voor de fabricage van margarine	—	vrij	—
	b) indien gebruikt als grondstof voor de technische industrie	—	vrij	—
	c) indien gebruikt voor re-export, al dan niet bewerkt	—	vrij	—
	<i>Aanteekening 1</i> : Vrijstelling van de crisisbelasting, welke wordt geheven ten tijde van den invoer, of restitutie daarvan, indien deze belasting inderdaad wordt betaald, kan worden verkregen indien deze vetten worden gebruikt als grondstof voor :			
	a) de fabricage van margarine ;			
	b) de technische industrie ;			
	c) re-export, al dan niet bewerkt.			
	<i>Aanteekening 2</i> : Indien de invoer in Nederland van pure lard en steam lard, voor welke doeleinden ook gebruikt, wordt gecontingenteerd, zal aan de Vereenigde Staten van Amerika worden toegekend, ter			

SCHEDULE I.

Note 1 : In determining the articles to which the treatment specified in this Schedule shall apply, the descriptions in the column headed "Articles" shall be controlling.

Note 2 : The term "in packages" where used in this Schedule refers to articles in containers of 1,200 grams net or less. The term "in bulk" means articles not in containers of 1,200 grams net or less, and not in tablets or other special forms, except crystals, of 200 grams net or less.

SECTION A.

Netherlands.

Tariff Law of 1934 Tariff Number	Articles	Basis of Assessment	Rate of Duty	Monopoly Fee
Ex 6	Copy presses, letter presses and similar office equipment:			
	1) If weighing 150 kilos or less	<i>Ad val.</i>	10 %	—
	2) If weighing over 150 kilos	<i>Ad val.</i>	6 %	—
Ex 8	Automobile tires : casings	<i>Ad val.</i>	12 %	—
Ex 8	Automobile tires : inner tubes	<i>Ad val.</i>	12 %	—
Ex 59 B. B. 2a)	Lumber, American fir and pine, when merely squared	—	Free	—
62 I and II	Refrigerators and refrigerating apparatus assembled or not, and parts thereof :			
	1) If volume exceeds 2 cu. meters (outside measurement for refrigerators) or if weight exceeds 15 kilos for refrigerating units	<i>Ad val.</i>	6 %	—
	2) All other types	<i>Ad val.</i>	12 %	—
Ex 95 B.B. a), b) and d)	Copper, in pigs, bars and ingots	—	Free	—
Ex 104 II and B.B. 2b)	Turpentine, vegetable	—	Free	—
Ex 104	Pure lard and steam lard :			
	a) When used as a basic material for fabrication of margarine	—	Free	—
	b) When used as a basic material for technical production	—	Free	—
	c) When used for reexport, fabricated or not	—	Free	—
	<i>Note 1</i> : Exemption from crisis tax or refund of such crisis tax actually paid, as may be in effect at the time of importation, can be obtained if these fats are used as a basic material for :			
	a) Fabrication of margarine ;			
	b) Technical production ;			
	c) Reexport, fabricated or not.			
	<i>Note 2</i> : If quantitative limitations are placed upon the importation into the Netherlands of pure lard and steam lard for any use whatsoever, the United States of America shall be accorded, at the choice of			

Tariefwet 1934 Tariefpost	Artikelen	Maatstaf	Rechten	Monopolie heffing
Ex 104	keuze van de Vereenigde Staten, hetzij een percentage gelijk aan den gemiddelden invoer uit de Vereenigde Staten in de jaren 1929, 1930 en 1931, hetzij een percentage gelijk aan den invoer uit de Vereenigde Staten in het jaar 1934, waarbij de totale invoer uit de Vereenigde Staten zal worden berekend door de samentelling van den directen invoer, den invoer uit vrijhavens en den invoer uit entrepot.			
	Oleomargarine (oleo oil) :			
	a) indien gebruikt als grondstof voor de fabricage van margarine	—	vrij	—
	b) indien gebruikt als grondstof voor de technische industrie	—	vrij	—
	c) indien gebruikt voor re-export, al dan niet bewerkt	—	vrij	—
	<i>Aanteekening</i> : Vrijstelling van de crisisbelasting, welke wordt geheven ten tijde van den invoer, of restitutie daarvan, indien deze belasting inderdaad wordt betaald, kan worden verkregen indien deze vetten worden gebruikt als grondstof voor :			
	a) de fabricage van margarine ;			
	b) de technische industrie ;			
	c) re-export, al dan niet bewerkt.			
Ex 104 II B	Oleo stearine :			
	indien gebruikt als grondstof voor : de fabricage van margarine, de technische industrie, of re-export, al dan niet bewerkt :			
	1) indien vloeibaar bij 15° C.	100 kg netto	f 0,70	—
	2) andere.	—	vrij	—
	<i>Aanteekening</i> : Vrijstelling van de crisisbelasting, welke wordt geheven ten tijde van den invoer, of restitutie daarvan, indien deze belasting inderdaad wordt betaald, kan worden verkregen indien deze vetten worden gebruikt als grondstof voor :			
	a) de fabricage van margarine ;			
	b) de technische industrie ;			
	c) re-export, al dan niet bewerkt.			
Ex 104 II B	Grease stearine :			
	indien gebruikt als grondstof voor : de fabricage van margarine, de technische industrie, of re-export al dan niet bewerkt :			
	1) indien vloeibaar bij 15° C.	100 kg netto	f 0,70	—
	2) andere.	—	vrij	—
	<i>Aanteekening</i> : Vrijstelling van de crisisbelasting, welke wordt geheven ten tijde van den invoer, of restitutie daarvan, indien deze belasting inderdaad wordt betaald, kan worden verkregen indien deze vetten worden gebruikt als grondstof voor :			
	a) de fabricage van margarine ;			
	b) de technische industrie ;			
	c) re-export, al dan niet bewerkt.			

Tariff Law of 1934 Tariff Number	Articles	Basis of Assessment	Rate of Duty	Monopoly Fee
Ex 104	<p>the United States, either a percentage equal to the average imports from the United States in the years 1929, 1930 and 1931, or a percentage equal to the imports from the United States in the year 1934, the total imports from the United States being calculated by adding direct imports, imports through free ports and imports out of bond.</p>			
	Oleomargarine (oleo oil) :			
	a) When used as a basic material for fabrication of margarine	—	Free	—
	b) When used as a basic material for technical production	—	Free	—
	c) When used for reexport, fabricated or not	—	Free	—
	<p><i>Note</i> : Exemption from crisis tax or refund of such crisis tax actually paid, as may be in effect at the time of importation, can be obtained if these fats are used as a basic material for :</p>			
	<p>a) Fabrication of margarine ; b) Technical production ; c) Reexport, fabricated or not.</p>			
Ex 104 II B	Oleo stearine :			
	When used as a basic material for : fabrication of margarine ; technical production ; or reexport, fabricated or not :			
	1) When fluid at 15° C	100 net kilos	flr. 0.70	—
	2) Other	—	Free	—
	<p><i>Note</i> : Exemption from crisis tax or refund of such crisis tax actually paid, as may be in effect at the time of importation, can be obtained if these fats are used as a basic material for :</p>			
	<p>a) Fabrication of margarine ; b) Technical production ; c) Reexport, fabricated or not.</p>			
Ex 104 II B	Grease stearine :			
	When used as a basic material for : fabrication of margarine ; technical production ; or reexport, fabricated or not :			
	1) When fluid at 15° C	100 net kilos	flr. 0.70	—
	2) Other	—	Free	—
	<p><i>Note</i> : Exemption from crisis tax or refund of such crisis tax actually paid, as may be in effect at the time of importation, can be obtained if these fats are used as a basic material for :</p>			
	<p>a) Fabrication of margarine ; b) Technical production ; c) Reexport, fabricated or not.</p>			

Tariefwet 1934 Tariefpost	Artikelen	Maatstaf	Rechten	Monopolie heffing
Ex 118	Schrijfmachines en onderdeelen daarvan	waarde	10 pct.	—
Ex 118	Reken- en optelmachines, en onderdeelen daarvan	waarde	10 pct.	—
Ex 118	Boekhoudmachines en onderdeelen daarvan	waarde	10 pct.	—
Ex 129 I	Tabak in bladen; Seedleaf-, Maryland-, Kentucky- en Virginia types	100 kg netto	f 1,40	—
Ex 143 VI a	Personenautomobielen	waarde	15 pct.	—
Ex 143 VI a	Vrachtautomobielen	waarde	15 pct.	—
143 VIII C 1 b	Inwendige verbrandingsmotoren voor automobielen en tractors	waarde	15 pct.	—
Ex 143 VII b	Tractors	waarde	15 pct.	—
143 VIII B 1	Chassis en chassisramen voor automobielen en tractors	waarde	15 pct.	—
Ex 143 VIII B 2 b	Andere onderstellen voor tractors	waarde	15 pct.	—
Ex 146 VI B 1 b	Paardevleesch, gezouten	100 kg bruto	f 7,50	—
Ex 148 I 4	Versche appelen	waarde	12 pct.	
	<i>Aanteekening</i> : De monopolieheffingen zullen als volgt worden vastgelegd :			
	1) voor de periode 1 Juli tot en met 28 Februari, voor elke ingevoerde hoeveelheid	kg bruto		f 0,04
	2) voor de periode 1 Maart tot en met 30 Juni, voor een invoer niet grooter dan 13.500 ton bruto	kg bruto		f 0,02
	3) voor de periode 1 Maart tot en met 30 Juni, voor elke ingevoerde hoeveelheid boven 13.500 ton bruto.	kg bruto		f 0,04
Ex 148 I 5	Versche peren	waarde	12 pct.	
	<i>Aanteekening</i> : De monopolieheffingen zullen als volgt worden vastgelegd :			
	1) voor de periode 1 Juli tot en met 31 Januari, voor elke ingevoerde hoeveelheid	kg bruto		f 0,04
	2) voor de periode 1 Februari tot en met 30 Juni, voor een invoer niet grooter dan 2.300 ton bruto	kg bruto		f 0,02
	3) voor de periode 1 Februari tot en met 30 Juni, voor elke ingevoerde hoeveelheid boven 2.300 ton	kg bruto		f 0,04
	Versche appelen en peren.			
	<i>Aanteekening</i> : Indien in eenig seizoen de oogst in Nederland schaarsch is, zal de periode, waarin de monopolieheffing van f 0,02 zal worden geheven, zich uitstrekken van 1 Februari tot en met 30 Juni, waar het betreft versche appelen, van 1 Januari tot en met 30 Juni, waar het betreft versche peren. Echter zullen de totale hoeveelheden, welke gedurende de perioden waarin deze heffing wordt toegepast, kunnen worden ingevoerd, waar het betreft versche appelen, 13.500 ton, en waar het betreft versche peren, 2.300 ton niet overschrijden. De Nederlandsche Regeering			

Tariff Law of 1934 Tariff Number	Articles	Basis of Assessment	Rate of Duty	Monopoly Fee
Ex 118	Typewriters and parts	<i>Ad val.</i>	10 %	—
Ex 118	Calculating and adding machines, and parts	<i>Ad val.</i>	10 %	—
Ex 118	Bookkeeping machines and parts	<i>Ad val.</i>	10 %	—
Ex 129 I	Leaf tobacco ; seed leaf, Maryland, Kentucky, and Virginia types.	100 net kilos	flr. 1.40	—
Ex 143 VI a)	Passenger automobiles	<i>Ad val.</i>	15 %	—
Ex 143 VI a)	Commercial automobiles	<i>Ad val.</i>	15 %	—
143 VIII C 1 b)	Internal combustion engines for automobiles and tractors.	<i>Ad val.</i>	15 %	—
Ex 143 VII b)	Tractors	<i>Ad val.</i>	15 %	—
143 VIII B 1	Chassis and chassis frames for automobiles and tractors	<i>Ad val.</i>	15 %	—
Ex 143 VIII B 2 b)	Other underframes for tractors	<i>Ad val.</i>	15 %	—
Ex 146 VI B 1 b)	Horse meat, salted	100 gro. kilos	flr. 7.50	—
Ex 148 I 4	Fresh apples	<i>Ad val.</i>	12 %	—
	<i>Note</i> : Monopoly fees shall be bound, as follows :			
	1) For the period July to February, inclusive, on any quantity imported.	gro. kilo		flr. 0.04
	2) For the period March to June, inclusive, on a quantity of imports not in excess of 13,500 metric tons gross	gro. kilo		flr. 0.02
	3) For the period March to June, inclusive, on all imports in excess of 13,500 metric tons gross	gro. kilo		flr. 0.04
Ex 148 I 5	Fresh pears	<i>Ad val.</i>	12 %	—
	<i>Note</i> : Monopoly fees shall be bound, as follows :			
	1) For the period July to January, inclusive, on any quantity imported.	gro. kilo		flr. 0.04
	2) For the period February to June, inclusive, on a quantity of imports not in excess of 2,300 metric tons gross	gro. kilo		flr. 0.02
	3) For the period February to June, inclusive, on all imports in excess of 2,300 metric tons gross	gro. kilo		flr. 0.04
	Fresh apples and pears.			
	<i>Note</i> : In seasons of crop shortage in The Netherlands the period during which the monopoly fee of 2 florin cents shall be applied shall be February to June inclusive in the case of fresh apples and January to June inclusive in the case of fresh pears. The total quantities to be admitted during the periods of application of this rate shall not, however, exceed 13,500 metric tons in the case of fresh apples and 2,300 metric tons in the case of fresh pears. The Netherlands Government will at any time give sympathetic consideration to any representations which the			

Tariefwet 1934 Tariefpost	Artikelen	Maatstaf	Rechten	Monopolie heffing
	zal ten allen tijde in welwillende overweging nemen alle verzoeken van de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika, erop gericht om te bewijzen, dat de omstandigheden eene verlenging rechtvaardigen van de periode, gedurende welke de heffing van f 0,02 zal worden toegepast.			
Ex 148 I 6	Gedroogde pruimen	waarde	12 pct.	f 0,02 per kg netto
Ex 148 I II	Rozijnen	waarde	12 pct.	f 0,01 per kg ; in balen, bruto ; anders, netto
Ex 148 I 16	Abrikozen pitten	waarde	10 pct.	Geene
Ex 148 I 18	Grapefruit	waarde	12 pct.	f 0,01 per kg bruto
Ex 148 III B en C	Verduurzaamde vruchten, anders dan gedroogd, anders dan in pekels :			
	1) indien 5 pct. of minder toegevoegde suiker bevattende (uitgezonderd ananas) :			
	a) in verpakking tot en met 1,2 kg	waarde	30 pct.	f 0,10 per kg netto
	b) in verpakking boven 1,2 kg tot en met 5 kg	waarde	15 pct.	f 0,05 per kg netto
	2) indien meer dan 5 pct. toegevoegde suiker bevattende (uitgezonderd ananas) :			
	a) in verpakking tot en met 1,2 kg	waarde	30 pct.	f 0,05 per kg netto
	b) in verpakking boven 1,2 kg tot en met 5 kg	waarde	15 pct.	f 0,05 per kg netto
	3) Ananas in blik			
	a) in verpakking tot en met 1,2 kg	waarde	30 pct.	f 0,075 per kg netto
	b) in verpakking boven 1,2 kg tot en met 5 kg	waarde	15 pct.	f 0,075 per kg netto
	<i>Aanteekening</i> : Het recht om de suikerbelasting en de crisissuikerheffing te wijzigen blijft voorbehouden.			
Ex 148 III C 1a en 3a	Asperges in blik : in verpakkingen van :			
	1) 1,2 kg of minder	waarde	30 pct.	f 0,15 per kg netto

Tariff Law of 1934 Tariff Number	Articles	Basis of Assessment	Rate of Duty	Monopoly Fee
	Government of the United States of America may make to the effect that conditions are such as to justify such extension of the period during which the rate of 2 florin cents shall be applied.			
Ex 148 I 6	Dried prunes	<i>Ad val.</i>	12 %	flr. 0.02 per net kilo
Ex 148 I 11	Raisins	<i>Ad val.</i>	12 %	flr. 0.01 per kilo in bales, gross ; others, net
Ex 148 I 16	Apricot kernels	<i>Ad val.</i>	10 %	None
Ex 148 I 18	Grapefruit	<i>Ad val.</i>	12 %	flr. 0.01 per gro. kilo
Ex 148 III B and C	Canned fruits :			
	1) If containing 5 % or less added sugar (except pineapple) :			
	a) For containers of 1.2 kilos or less	<i>Ad val.</i>	30 %	flr. 0.10 per net kilo
	b) For containers of over 1.2 kilos but not over 5 kilos	<i>Ad val.</i>	15 %	flr. 0.05 per net kilo
	2) If containing more than 5 % added sugar (except pineapple) :			
	a) For containers of 1.2 kilos or less	<i>Ad val.</i>	30 %	flr. 0.05 per net kilo
	b) For containers of over 1.2 kilos but not over 5 kilos	<i>Ad val.</i>	15 %	flr. 0.05 per net kilo
	3) Canned pineapple :			
	a) For containers of 1.2 kilos or less	<i>Ad val.</i>	30 %	flr. 0.075 per net kilo
	b) For containers of over 1.2 kilos but not over 5 kilos	<i>Ad val.</i>	15 %	flr. 0.075 per net kilo
	<i>Note</i> : Freedom to change the sugar duty and the crisis sugar tax is retained.			
Ex 148 III C 1 a) and 3 a)	Canned asparagus : For containers of :			
	1) 1.2 kilos or less	<i>Ad val.</i>	30 %	flr. 0.15 per net kilo

Tariefwet 1934 Tariefpost	Artikelen	Maatstaf	Rechten	Monopolie heffing
	2) meer dan 1,2 kg doch niet meer dan 5 kg . . .	waarde	15 pct.	f 0,10 per kg netto
	3) meer dan 5 kg	waarde	10 pct.	f 0,10 per kg netto
Ex 148 II en ex 148 III C 1c	1) Havermout en « Cereal breakfast foods » : in bulk	—	vrij	zie aantee- kening
	2) Havermout en gort van haver : verpakt	waarde	10 pct.	zie aantee- kening
	<i>Aanteekening</i> : De monopolieheffing op havermout en op gort van haver, geschikt voor menselijke consumptie, zal niet meer bedragen dan 5/3 van de monopolieheffing, welke ook van kracht mocht zijn, op haver, zonder echter de hoogte van zoodanige monopolieheffingen vast te leggen.			
Ex 148 I 24	Gepelde rijst : 1) in bulk	—	vrij	} per 100 kg f 1,00
	2) verpakt	waarde	10 pct.	
Ex 33 III	Zwavel, al dan niet gezuiverd, in bulk	—	vrij	—
Ex 33 III	Borax, in bulk	—	vrij	—
Ex 104	Hars, in bulk	—	vrij	—
Ex 104	Smeerolie, in bulk	—	vrij	—
Ex 148 I	Ruwe katoen, in bulk	—	vrij	—

SECTIE B.

Nederlandsch-Indië.

Volgnummer (Wet van 29 December 1933, <i>Ned.</i> <i>Staatsblad</i> N° 772)	Artikelen	Maatstaf	Rechten		
			Invoer- recht	Tijdelijke- opcenten	Totaal incl. opcenten
Ex 34 II	Versche appels	waarde	20 %	10 %	30 %
Ex 34 II	Versche druiven	waarde	20 %	10 %	30 %
Ex 36	Gedroogde vruchten, n.a.g. behalve dadels en tamarinde	waarde	20 %	10 %	30 %
Ex 78	Zalm, enkel gekookt, in blikken	waarde	20 %	10 %	30 %
Ex 93 en Ex 42	Havermout, haver-, mais-, tarwe- en rijst- vlokken, zoomede gort en grutten	waarde	12 %	6 %	18 %
Ex 97 II	Vruchten in water of jus of in wijn	waarde	20 %	10 %	30 %

Tariff Law of 1934 Tariff Number	Articles	Basis of Assessment	Rate of Duty	Monopoly Fee
	2) Over 1.2 kilos but not over 5 kilos	<i>Ad val.</i>	15 %	flr. 0.10 per net kilo
	3) Over 5 kilos	<i>Ad val.</i>	10 %	flr. 0.10 per net kilo
Ex 148 II and ex 148 III C 1 c)	1) Rolled oats and cereal breakfast foods : In bulk	—	Free	See Note
	2) Rolled oats and oat grits : In packages	<i>Ad val.</i>	10 %	See Note
	<i>Note</i> : The monopoly fee on rolled oats and oat grits for human consumption is not to exceed 5/3 of the monopoly fee at any time in force on oat grain, without, however, limiting the height of such fees.			
Ex 148 I 24	" Peeled " and cleaned or polished rice : 1) In bulk	—	Free	} per 100 kilos flr. 1.00
	2) In packages	<i>Ad val.</i>	10 %	
Ex 33 III	Sulphur, crude or refined, in bulk	—	Free	—
Ex 33 III	Borax, in bulk	—	Free	—
Ex 104	Rosin, in bulk	—	Free	—
Ex 104	Lubricating oil, in bulk	—	Free	—
Ex 148 I	Cotton, raw, in bulk	—	Free	—

SECTION B.

Netherlands Indies.

Tariff Number (Law of December 29, 1933, <i>Nether- lands Staats- blad</i> N° 772)	Articles	Basis of Assessment	Rate of Duty		
			Import duty	Tempo- rary Surtax	Total including Surtax
Ex 34 II	Fresh apples	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 34 II	Fresh grapes	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 36	Dried fruits, n. e. s. except dates and tamarinds	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 78	Salmon, cooked, in tins	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 93 and Ex 42	Oatmeal, oat flakes, corn flakes, wheat flakes, rice flakes ; and grits	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
Ex 97 II	Fruits, in water, syrup or wine	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %

Volgnummer (Wet van 29 December 1933, <i>Ned.</i> <i>Staatsblad</i> N ^o 772)	Artikelen	Maatstaf	Rechten		
			Invoer- recht	Tijdelijke- opcenten	Totaal incl. opcenten
Ex 101 en Ex 103	Groenten, geconserveerd, alsmede asperges en artisjokken; in flesschen of glazen potten of in andere luchtdichte verpakking	waarde	20 %	10 %	30 %
Ex 121 I	Tabak in bladen	100 kg netto	f 12,00	f 6,00	f 18,00
Ex 211	Lakleder en overleder	waarde	12 %	6 %	18 %
Ex 235 I	Automobielbanden: buitenbanden	waarde	12 %	6 %	18 %
	<i>Aanteekening</i> : Het recht is voorbehouden den invoer van automobiel-buitenbanden in Nederlandsch-Indië te contingenteeren.				
Ex 235 I	Automobielbanden: binnenbanden	waarde	12 %	6 %	18 %
	<i>Aanteekening</i> : Het recht is voorbehouden den invoer van automobiel-binnenbanden in Nederlandsch-Indië te contingenteeren.				
Ex 714	Inwendige verbrandings- en explosie-motoren en onderdeelen:				
	1) voor alle soorten automobielen	waarde	20 %	10 %	30 %
	2) voor spoorwegen, enz.	—	vrij	—	—
	3) voor vaartuigen en vliegtuigen	waarde	12 %	6 %	18 %
745	Koelkasten en koelapparaten voor huishoudelijk en commercieel gebruik (zooals omschreven in het Nederlandsch-Indisch Tarief van 29 Dec. 1933) en onderdeelen	waarde	20 %	10 %	30 %
Ex 761	Schrijfmachines en onderdeelen	waarde	12 %	6 %	18 %
Ex 761	Reken- en optelmachines en onderdeelen	waarde	12 %	6 %	18 %
834 I en II	Personenautomobielen, vrachtautomobielen en autobussen:				
	1) personenautomobielen	waarde	20 %	10 %	30 %
	2) vrachtautomobielen en autobussen	waarde	12 %	6 %	18 %
836 I en II	Automobiel-chassis en automobiel onderdeelen:				
	1) voor vrachtautomobielen en autobussen	waarde	12 %	6 %	18 %
	2) voor personenautomobielen	waarde	20 %	10 %	30 %
837	Toebehooren en uitrustingsstukken voor automobielen	waarde	20 %	10 %	30 %

Tariff Number (Law of December 29, 1933, <i>Nether- lands Staats- blad</i> N° 772)	Articles	Basis of Assessment	Rate of Duty		
			Import duty	Tempo- rary Surtax	Total including Surtax
Ex 101 and Ex 103	Vegetables, preserved; also asparagus and artichokes; in bottles and glass jars or other airtight containers	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 121 I	Leaf tobacco	100 net kilos	flr. 12.00	flr. 6.00	flr. 18.00
Ex 211	Patent leather and upper leather	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
Ex 235 I	Automobile tires: casings.	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
	<i>Note:</i> The right to impose an import quota on automobile tire casings in Netherlands Indies is reserved.				
Ex 235 I	Automobile tires: inner tubes.	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
	<i>Note:</i> The right to impose an import quota on automobile tire tubes in Netherlands Indies is reserved.				
Ex 714	Internal combustion and explosion motors and parts:				
	1) For automobiles of all kinds	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
	2) For rail traction	—	Free	—	—
	3) For boats and airplanes	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
745	Refrigerators and cooling apparatus for household and commercial use (as described in the Netherlands Indian tariff of December 29th, 1933) and parts thereof.	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 761	Typewriters and parts	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
Ex 761	Calculating and adding machines and parts.	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
834 I and II	Passenger automobiles, motor trucks, and motor busses:				
	1) Passenger automobiles	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
	2) Motor trucks and busses.	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
836 I and II	Automobile chassis and parts:				
	1) For trucks and busses.	<i>Ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
	2) For passenger automobiles	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
837	Automobile accessories	<i>Ad val.</i>	20 %	10 %	30 %

LIJST II.

Aanteekening : De bepalingen van deze lijst zullen worden uitgelegd en uitgevoerd, en de toepassing van daarmede samengaande bepalingen van de douanewetten van de Vereenigde Staten op de bepalingen van deze lijst zal, voor zoover doenlijk, worden vastgesteld alsof elke bepaling in deze lijst voorkwam in de wettelijke bepaling, vermeld in de kolom, links van de omschrijving van de betreffende artikelen.

Ingeval artikelen, opgenomen in deze lijst, op den dag van ondertekening van dit verdrag onderworpen zijn aan bijkomende of afzonderlijke gewone douanerechten, al dan niet opgelegd krachtens de wettelijke bepaling, vermeld in de kolom, links van de omschrijving van het betreffende artikel, zullen deze afzonderlijke of bijkomende rechten gehandhaafd blijven, behoudens eenige verlaging, welke in deze lijst is aangegeven of later mocht worden voorgeschreven, totdat zij worden opgeheven krachtens de wet, doch zij zullen niet worden verhoogd.

Tariefwet van de Vereenigde Staten van 1930 Paragraaf	Artikelen	Rechten
4	Amyl alcohol, hetzij primair, secundair of tertiair	4 dollarcent per Am. pond.
4	Foezelolie	4 dollarcent per Am. pond.
5	« Laundry sour », niet minder dan 20 % natrium silico fluoride en niet minder dan 10 % zuring zuur bevattende, n.a.g.	15% <i>ad val.</i>
5	Ammonium silico fluoride	15% <i>ad val.</i>
5 en 23	Haarlemmer olie, al dan niet in eenigen vorm of in eenige verpakking als aangegeven in paragraaf 23	15% <i>ad val.</i>
15	Cafeïne	90 dollarcent per Am. pond.
15	Theobromine	65 dollarcent per Am. pond.
24	Aromatische extracten, en natuurlijke of synthetische vruchten aroma's, vruchten esters, oliën en essences, met hunne samenstellingen, meer dan 50 % alcohol bevattende	60 dollarcent per Am. pond en 18% <i>ad val.</i>
37	Amyl acetaat	4 dollarcent per Am. pond.
41	Eetbare gelatine, van een waarde van minder dan 40 dollarcent per Am. pond	12% <i>ad val.</i> en 2½ dollarcent per Am. pond.
42	Glycerine, geraffineerd	2/3 dollarcent per Am. pond, plus het laagste gewone invoerrecht op ruwe glycerine, herkomstig uit eenig vreemd land, uitgezonderd Cuba, geldende ten tijde dat dergelijke geraffineerde glycerine wordt ingevoerd, of uit entrepot wordt betrokken, voor consumptie, doch niet hooger dan 1 2/3 dollarcent per Am. pond.
58	Gedistilleerde of vluchtige kajapoeti olie, geen alcohol bevattende	12 1/2% <i>ad val.</i>
77	Lithopoon, en andere verbindingen of mengels van zink sulphide en barium sulfaat naar gewicht minder dan 30 % zink sulphide bevattende	1 1/2 dollarcent per Am. pond.

SCHEDULE II.

Note : The provisions of this Schedule shall be construed and given the same effect, and the application of collateral provisions of the Customs laws of the United States to the provisions of this Schedule shall be determined insofar as may be practicable as if each provision of this Schedule appeared respectively in the statutory provision noted in the column at the left of the respective descriptions of articles.

In the case of articles enumerated in this Schedule, which are subject on the day of the signature of this Agreement to additional or separate ordinary Customs duties, whether or not imposed under the statutory provision noted in the column at the left of the respective description of the article, such separate or additional duties shall continue in force, subject to any reduction indicated in this Schedule or hereafter provided for, until terminated in accordance with law, but shall not be increased.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Articles	Rate of Duty
4	Amyl alcohol, whether primary, secondary, or tertiary	4 ¢ per lb.
4	Fusel oil	4 ¢ per lb.
5	Laundry sour containing not less than 20 per centum of sodium silicofluoride and not less than 10 per centum of oxalic acid, not specially provided for .	15% <i>ad val.</i>
5	Ammonium silicofluoride	15% <i>ad val.</i>
5 and 23	Haarlem oil, whether or not in any form or container specified in paragraph 23	15% <i>ad val.</i>
15	Caffeine	90 ¢ per lb.
15	Theobromine	65 ¢ per lb.
24	Flavoring extracts, and natural or synthetic fruit flavors, fruit esters, oils and essences, all the foregoing and their combinations, containing more than 50 per centum of alcohol	60 ¢ per lb. and 18% <i>ad val.</i>
37	Amyl acetate	4 ¢ per lb.
41	Edible gelatin, valued at less than 40 cents per pound	12% <i>ad val.</i> and 2½ ¢ per lb.
42	Glycerin, refined	2/3 ¢ per lb., plus the lowest rate of ordinary Customs duty provided for crude glycerin the product of any foreign country except Cuba, at the time such refined glycerin is entered, or withdrawn from warehouse, for consumption ; but not more than 1 2/3 ¢ per lb.
58	Distilled or essential cajeput oil not containing alcohol	12½% <i>ad val.</i>
77	Lithopone, and other combinations or mixtures of zinc sulphide and barium sulphate containing by weight less than 30 per centum of zinc sulphide .	1½ ¢ per lb.

Tariefwet van de Vereenigde Staten van 1930 Paragraaf	Artikelen	Rechten
83	Aardappelmeel	1 $\frac{3}{4}$ dollarcent per Am. pond.
84	Dextrine, uit aardappelmeel vervaardigd	2 $\frac{1}{4}$ dollarcent per Am. pond.
353	Electrische Röntgen-apparaten, instrumenten (voor- zoover niet voor laboratorium doeleinden bestemd), en toestellen, en onderdeelen daarvan, afgewerkt of onafgewerkt, naar de waarde geheel of voor een overwegend gedeelte van metaal, en n.a.g.	17 $\frac{1}{2}$ % <i>ad val.</i>
601	Tabak, dekblad en binnengoed, indien gemengd of verpakt met meer dan 35 % dekblad, ingevoerd in het vrije verkeer dan wel uit entrepot betrokken voor verbruik : Niet later dan 30 Juni 1936 : Indien ongestript Indien gestript Na 30 Juni 1936 : Indien ongestript Indien gestript	1,875 dollar per Am. pond. 2,525 dollar per Am. pond. 1,50 dollar per Am. pond. 2,15 dollar per Am. pond.
710	Edammer en Gouda kaas	5 dollarcent per Am. pond, doch niet minder dan 25% <i>ad val.</i>
719 (4)	Haring, in pekel of gezouten (uitgezonderd haring in olie of in olie en andere bestanddeelen), al dan niet ontgraat, in onmiddellijke verpakkingen, elk met inhoud meer dan 15 Am. ponden wegende en niet meer dan 10 Am. ponden, netto gewicht, haring bevattende	$\frac{3}{4}$ dollarcent per Am. pond netto gewicht.
722	Parelgerst.	1 dollarcent per Am. pond.
727	Gebroken rijst, welke gereedelijk door een metalen zeef gaat, geperforeerd met ronde gaten van een doorsnede van vijf en een half vier en zestigste inch	5/16 dollarcent per Am. pond.
753	Tulpebollen Narcisbollen Crocus tuberkels. Alle andere bollen, wortels, wortelstokken, pollen, tuberkels, knollen, en kruidachtige overblijvende planten, ingevoerd voor tuinbouwkundige doeleinden en n.a.g.	3 dollar per duizend. 6 dollar per duizend. 1 dollar per duizend.
754	Zaaiplanten en stekken van Manetti, multiflora, wilde rozen, rugosa, en andere stamrozen, indien niet ouder dan drie jaar	15% <i>ad val.</i>
762	Blauwmaanzaad	1 dollar per duizend. 16 dollarcent per 100 Am. ponden.
764	Andere tuin- en veldzaden : Bieten- (uitgezonderd suikerbieten-) Kool- Peen- Boerenkool- Mangelwortel- Radijs- Spinazie- Rapen- Rutabaga-	3 dollarcent per Am. pond. 6 dollarcent per Am. pond. 3 dollarcent per Am. pond. 3 dollarcent per Am. pond. 2 dollarcent per Am. pond. 3 dollarcent per Am. pond. $\frac{1}{2}$ dollarcent per Am. pond. 4 dollarcent per Am. pond. 4 dollarcent per Am. pond.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Articles	Rate of Duty
83	Potato starch	1¾ ¢ per lb.
84	Dextrine, made from potato starch or potato flour	2¾ ¢ per lb.
353	Electrical X-ray apparatus, instruments (other than laboratory), and devices, and parts thereof; any of the foregoing, finished or unfinished, wholly or in chief value of metal, and not specially provided for	17½% <i>ad val.</i>
601	Wrapper tobacco, and filler tobacco when mixed or packed with more than 35 per centum of wrapper tobacco, entered for consumption or withdrawn from warehouse for consumption : Not later than June 30th, 1936 : If unstemmed If stemmed After June 30th, 1936 : If unstemmed If stemmed	\$ 1.875 per lb. \$ 2.525 per lb. \$ 1.50 per lb. \$ 2.15 per lb.
710	Edam and Gouda cheese	5 ¢ per lb., but not less than 25% <i>ad val.</i>
719 (4)	Herring, pickled or salted (except herring packed in oil or in oil and other substances), whether or not boned, in immediate containers weighing with their contents more than fifteen pounds each and containing each not more than ten pounds of herring, net weight	¾ ¢ per lb., net weight.
722	Pearl barley	1 ¢ per lb.
727	Broken rice, which will pass readily through a metal sieve perforated with round holes five and one-half sixty-fourths of one inch in diameter	5/16 ¢ per lb.
753	Tulip bulbs Narcissus bulbs Crocus corms All other bulbs, roots, rootstocks, clumps, corms, tubers, and herbaceous perennials, imported for horticultural purposes and not specially provided for	\$ 3 per thousand. \$ 6 per thousand. \$ 1 per thousand. 15% <i>ad val.</i>
754	Seedlings and cuttings of Manetti, multiflora, brier, rugosa, and other rose stock, all the foregoing not more than three years' old	\$ 1 per thousand.
762	Poppy seed	16 ¢ per 100 lbs.
764	Other garden and field seeds : Beet (except sugar beet) Cabbage Carrot Kale Mangelwurz Radish Spinach Turnip Rutabaga	3 ¢ per lb. 6 ¢ per lb. 3 ¢ per lb. 3 ¢ per lb. 2 ¢ per lb. 3 ¢ per lb. ½ ¢ per lb. 4 ¢ per lb. 4 ¢ per lb.

Tariefwet van de Vereenigde Staten van 1930 Paragraaf	Artikelen	Rechten
	Bloem-	3 dollarcent per Am. pond.
	Alle andere tuin- en veldzaden, n.a.g.	3 dollarcent per Am. pond.
769	Spliterwten	1 1/4 dollarcent per Am. pond.
774	Kool in natuurlijken staat	1 1/2 dollarcent per Am. pond.
775	Zuurkool	25% <i>ad val.</i>
775	Uien, ingemaakt of in pekkel	25% <i>ad val.</i>
776	Cichorei, gemalen of anders bewerkt	3 dollarcent per Am. pond.
777 (a)	Cacao en chocolade, ongesuikerd	1 1/2 dollarcent per Am. pond netto gewicht.
777 (b)	Cacao en chocolade, gesuikerd : In reepen of blokken, elk tien of meer Am. ponden wegende	2 dollarcent per Am. pond.
	In eenigen anderen vorm, al dan niet bewerkt, van een waarde van 10 dollarcent of meer per Am. pond	20% <i>ad val.</i>
777 (c)	Cacao boter	12 1/2% <i>ad val.</i>
802	Jenever	2.50 dollar per proof gallon.
912	Etiketten, voor kleedingstukken of andere artikelen, naar de waarde geheel of voor een overwegend gedeelte van katoen of andere plantaardige vezels	25% <i>ad val.</i>
1005 (a) (1)	Touwwerk, kabels inbegrepen, geteerd of ongeteerd, samengesteld uit drie of meer strengen, elke streng samengesteld uit twee of meer garens naar de waarde geheel of voor een overwegend gedeelte van sisal	1 dollarcent per Am. pond.
	Elk van de hiervoren vermelde artikelen, indien in doorsnede kleiner dan drie vierde van een inch, zal onderhevig zijn aan een bijkomend invoerrecht van	7 1/2% <i>ad val.</i>
1005 (b)	Touw en twijndraad (al dan niet samengesteld uit drie of meer strengen, elke streng samengesteld uit twee of meer garens), geteerd of ongeteerd, enkelvoudig of doorgesloten, naar de waarde geheel of voor een overwegend gedeelte van Manilla (abaca), sisal, henequen, of andere harde vezels	20% <i>ad val.</i>
1012	Poolweefsels, waarvan de pool de oppervlakte hetzij geheel hetzij gedeeltelijk bedekt, en die naar de waarde geheel of voor een overwegend gedeelte vervaardigd zijn van plantaardige vezels, met uitzondering van katoen, en alle artikelen, afgewerkt of onafgewerkt, gemaakt of gesneden van zulke poolweefsels, indien de pool gedeeltelijk gesneden en gedeeltelijk getrokken is	30% <i>ad val.</i>
1407 (a)	Bristol karton, zooals vervaardigd met een Fourdrinier- of een meer-cylinder machine, wegend 8 Am. ponden of meer per riem en van een waarde van niet meer dan 15 dollarcent per Am. pond	2 dollarcent per Am. pond en 10% <i>ad val.</i>
1409	Strookarton en stroopapier, pakpapier inbegrepen, indien minder dan twaalf duizendste, maar niet minder dan acht duizendste inch dik, n.a.g.	15% <i>ad val.</i>

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Articles	Rate of Duty
	Flower	3 ¢ per lb.
	All other garden and field seeds not specially provided for	3 ¢ per lb.
769	Split peas	1 1/4 ¢ per lb.
774	Cabbage in its natural state	1 1/2 ¢ per lb.
775	Sauerkraut	25% <i>ad val.</i>
775	Onions, pickled, or packed in brine	25% <i>ad val.</i>
776	Chicory, ground, or otherwise prepared	3 ¢ per lb.
777 (a)	Cocoa and chocolate, unsweetened	1 1/2 ¢ per lb., net weight.
777 (b)	Cocoa and chocolate, sweetened : In bars or blocks weighing ten pounds or more each	2 ¢ per lb.
	In any other form, whether or not prepared, valued at 10 cents or more per pound	20% <i>ad val.</i>
777 (c)	Cacao butter	12 1/2% <i>ad val.</i>
802	Gin	\$ 2.50 per proof gallon.
912	Labels, for garments or other articles, wholly or in chief value of cotton or other vegetable fiber	25% <i>ad val.</i>
1005 (a) (1)	Cordage, including cables, tarred or untarred, composed of three or more strands, each strand composed of two or more yarns, wholly or in chief value of sisal	1 ¢ per lb.
	Any of the foregoing smaller than three-fourths of one inch in diameter shall be subject to an additional duty of	7 1/2% <i>ad val.</i>
1005 (b)	Cords and twines (whether or not composed of three or more strands, each strand composed of two or more yarns), tarred or untarred, single or plied, wholly or in chief value of manila (abaca), sisal, henequen, or other hard fiber	20% <i>ad val.</i>
1012	Pile fabrics, whether or not the pile covers the entire surface, wholly or in chief value of vegetable fiber, except cotton, and all articles, finished or unfinished, made or cut from such pile fabrics ; if the pile is partly cut	30% <i>ad val.</i>
1407 (a)	Bristol board of the kinds made on a Fourdrinier or a multicylinder machine, weighing eight pounds or over per ream and valued at not above 15 cents per pound	2 ¢ per lb. and 10% <i>ad val.</i>
1409	Strawboard and straw paper, including such as is known as wrapping paper ; any of the foregoing less than twelve one thousandths but not less than eight one thousandths of one inch in thickness, not specially provided for	15% <i>ad val.</i>

Tariefwet van de Vereenigde Staten van 1930 Paragraaf	Artikelen	Rechten
1504 (b) (5)	Hoeden als bedoeld in paragraaf 1504, indien bekend onder den naam « oogsthoeden », en van een waarde van minder dan 3 dollar per dozijn	12 ½% <i>ad val.</i>
1552	Tabakspijpen met koppen van klei (meerschium niet inbegrepen), en met mondstukken uit ander materiaal dan klei vervaardigd	2 ½ dollarcent per stuk en 30% <i>ad val.</i>
1602	Aloë, in natuurlijken-, niet samengestelden- en ruwen vorm, en waarvan de waarde of kwaliteit niet is verhoogd door verdrading, vermaling, verbrokkeling, persing, of eenig ander proces of behandeling, welke dan ook, buiten hetgeen vereischt is voor eene goede verpakking en de voorkoming van bederf of achteruitgang in afwachting van de bewerking, en geen alcohol bevattende	Vrij.
1609	Gambier en extracten daarvan, geen alcohol bevattende.	Vrij.
1619	Kina- en andere basten waaruit kinine kan worden getrokken	Vrij.
1681	Mollezellen, onbereid	Vrij.
1684	Kapok, niet op eenige wijze bereid of bewerkt	Vrij.
1684	Sisal, niet op eenige wijze bereid of bewerkt	Vrij.
1685	Ammonium sulfaat van een kwaliteit hoofdzakelijk gebruikt voor meststoffen, of hoofdzakelijk als bestanddeel voor de fabricage van meststoffen . .	Vrij.
1686	Gomcopal	Vrij.
1697	Ruwe gutta percha en gutta siak	Vrij.
1731	Gedistilleerde of vluchtige karwijolie, geen alcohol bevattende	Vrij.
1731	Gedistilleerde of vluchtige citronella olie, geen alcohol bevattende	Vrij.
1732	Uitgeperste of geëxtraheerde palmolie	Vrij.
	<i>Aanteekening</i> : Geen federale binnenlandsche belasting zal in de Vereenigde Staten worden geheven met betrekking tot palmolie, herkomstig van Nederland en zijn overzeesche gebiedsdeelen, hooger dan de thans, krachtens Sec. 602-½ van de Revenue Act 1934, geheven belasting van 3 dollarcent par Am. pond.	
1748	Kinine sulfaat en alle alkaloiden en zouten van alkaloiden, verkregen uit de kinabast	Vrij.
1753	Sago, onbewerkt, en sago-meel	Vrij.
1765	Reptielhuiden, onbewerkt	Vrij.
1768 (1)	Cassia, cassiaknoppen en cassia vera, voor zoover ongemalen	Vrij.
1768 (1)	Foelie, voor zoover ongemalen	Vrij.
1768 (1)	Notemuskaat, voor zoover ongemalen	Vrij.
1768 (1)	Zwarte of witte peper, voorzoover ongemalen . . .	Vrij.
1768 (2)	Karwijzaad	Vrij.
1781	Tapioca, tapiocameel en cassave	Vrij.
1806	Ruwe rottan stokken, of rottan niet verder bewerkt dan gesneden op maten voor stokken, geschikt voor regenschermen, parasollen, zonnenschermen, zweepen, vischhengels of wandelstokken	Vrij.

United States Tariff Act of 1930 Paragraph	Articles	Rate of Duty
1504 (b) (5)	Hats provided for in paragraph 1504, if known as harvest hats and valued at less than \$ 3 per dozen	12 1/2% <i>ad val.</i>
1552	Tobacco pipes having clay bowls (not including meerschäum) and mouthpieces of material other than clay	2 1/2 ¢ each and 30% <i>ad val.</i>
1602	Aloes, which are natural and uncompounded and are in a crude state, not advanced in value or condition by shredding, grinding, chipping, crushing, or any other process or treatment whatever beyond that essential to proper packing and the prevention of decay or deterioration pending manufacture, not containing alcohol	Free.
1609	Gambier, and extracts thereof, not containing alcohol	Free.
1619	Barks, cinchona or other, from which quinine may be extracted	Free.
1681	Moleskins, undressed	Free.
1684	Kapok, not dressed or manufactured in any manner	Free.
1684	Sisal, not dressed or manufactured in any manner .	Free.
1685	Ammonium sulphate of a grade used chiefly for fertilizers, or chiefly as an ingredient in the manufacture of fertilizers.	Free.
1686	Copal	Free.
1697	Crude gutta percha and gutta siak	Free.
1731	Distilled or essential caraway oil, not containing alcohol	Free.
1731	Distilled or essential citronella oil, not containing alcohol	Free.
1732	Expressed or extracted palm oil	Free.
<p><i>Note</i> : No federal internal tax in excess of the rate of 3 ¢ per lb. now provided for in sec. 602 1/2 of the Revenue Act of 1934 shall be imposed in the United States in respect of palm oil the product of the Netherlands or any of its overseas territories.</p>		
1748	Quinine sulphate and all alkaloids and salts of alkaloids derived from cinchona bark	Free.
1753	Sago, crude, and sago flour	Free.
1765	Reptile skins, raw	Free.
1768 (1)	Cassia, cassia buds, and cassia vera ; if unground . .	Free.
1768 (1)	Mace, if unground	Free.
1768 (1)	Nutmegs, if unground	Free.
1768 (1)	Black or white pepper, if unground	Free.
1768 (2)	Caraway seeds	Free.
1781	Tapioca, tapioca flour, and cassava	Free.
1806	Sticks of rattan in the rough, or not further advanced than cut into lengths suitable for sticks for umbrellas, parasols, sunshades, whips, fishing rods, or walking canes	Free.

LIJST III.

1. *Tarwebloem* :

De Nederlandsche Regeering verbindt zich jaarlijks van molens in de Vereenigde Staten van Amerika te koopen een hoeveelheid tarwebloem, overeenkomende met niet minder dan vijf percent van het totale jaarlijksche verbruik van tarwebloem in Nederland, mits de prijs van dergelijke tarwebloem, afgeleverd in Nederland, concurrerend is met den prijs van andere buitenlandsche tarwebloem van gelijksoortige hoedanigheid en kwaliteit.

2. *Maaltarwe* :

De Nederlandsche Regeering verbindt zich jaarlijks te koopen een hoeveelheid maaltarwe, van oorsprong uit de Vereenigde Staten van Amerika, overeenkomende met niet minder dan vijf percent van het totale jaarlijksche verbruik van buitenlandsche maaltarwe in Nederland, mits de prijs van de maaltarwe, van oorsprong uit de Vereenigde Staten van Amerika, concurrerend is met den wereldprijs voor maaltarwe van gelijksoortige hoedanigheid en kwaliteit.

Aanteekening 1. Van de totale jaarlijksche hoeveelheden maaltarwe of tarwebloem, van oorsprong uit de Vereenigde Staten van Amerika, tot welker aankoop de Nederlandsche Regeering zich overeenkomstig de hiervoor genoemde bepalingen verbindt, zal elke maand een twaalfde gedeelte worden aangekocht, tenzij voor een of meer maanden vooruit wordt gekocht. Indien in eenige maand de prijzen van maaltarwe of tarwebloem, van oorsprong uit de Vereenigde Staten van Amerika, niet concurrerend zijn en om deze reden de maandelijksche aankopen kleiner zijn dan de hierboven aangeduide, zal de Nederlandsche Regeering niet verplicht zijn een zoodanig tekort aan te vullen door overeenkomstig verhoogde aankopen in latere maanden.

Aanteekening 2. De Nederlandsche Regeering zal in welwillende overweging nemen de verzoeken, welke de Regeering van de Vereenigde Staten tot Haar mocht richten, met betrekking tot alle aangelegenheden betreffende de toepassing van de bepalingen van deze Lijst.

LIJST IV.

SECTIE A.

Nederland.

Statistiek Nummer	Artikelen	Minimum hoeveelheid jaarlijks toe te laten uit de Vereenigde Staten
61	Paardevleesch, gezouten	1.000 ton.
231	Soyakoeken	2.500 ton.
324	Portland cement	80 ton.
326	Chilisalpeter, synthetische inbegrepen . .	4.508 ton synthetische salpeter.
373	Draadnagels, spijkers en krammen	738 ton.
8373	Getrokken draad, ijzer en staal	2.762 ton.
2391, 3391, 4391, 5391, ex 8391	Sloten en onderdeelen daarvan	1.000 kg.
397	Bladzink	69 ton.
447	Gepelde rijst	3.500 ton.
509	Lucifers	11.149 kg. — onder voorwaarde dat het geheele contingent wordt gebruikt voor papieren lucifers, verpakt in vouwers van niet meer dan 25 lucifers, en kennelijk voor advertentie doeleinden.

SCHEDULE III.

1. *Wheat flour* :

The Netherlands Government undertakes to purchase annually from mills in the United States of America a quantity of wheat flour equivalent to not less than five per centum of the annual total wheat flour consumption in the Netherlands, provided that the price of such wheat flour delivered in the Netherlands is competitive with the price of other foreign wheat flour of comparable grade and quality.

2. *Milling wheat* :

The Netherlands Government undertakes to purchase annually a quantity of milling wheat originating in the United States of America equivalent to not less than five per centum of the annual total consumption of foreign milling wheat in the Netherlands, provided that the price of the milling wheat originating in the United States of America is competitive with the world price for milling wheat of comparable grade and quality.

Note 1 : Of the total annual quantities of either milling wheat or wheat flour originating in the United States of America which the Netherlands Government undertakes to purchase pursuant to the foregoing provisions, one-twelfth part thereof will be purchased each month unless purchases for one or more months are made in advance. If in any month the prices of milling wheat or wheat flour originating in the United States of America are not competitive and for this reason the monthly purchases are smaller than those provided for above, the Netherlands Government shall not be obligated to compensate for such deficiency by correspondingly increased purchases in later months.

Note 2. The Netherlands Government will give sympathetic consideration to any representations which the Government of the United States of America may make with respect to any matter pertaining to the application of the provisions of this Schedule.

SCHEDULE IV.

SECTION A.

Netherlands.

Statistical Number	Articles	Minimum quantity to be admitted annually from the United States
61	Horse meat, salted	1,000 metric tons.
231	Soybean cake	2,500 metric tons.
324	Portland cement	80 metric tons.
326	Nitrate, Chilean, including synthetic	4,508 metric tons of synthetic nitrate.
373	Wire nails and tacks	738 metric tons.
8373	Drawn wire, iron and steel	2,762 metric tons.
2391, 3391, 4391, 5391, ex 8391	Locks and parts	1,000 kilos.
397	Sheet zinc	69 metric tons.
447	"Peeled" and cleaned or polished rice	3,500 metric tons.
509	Matches	11,149 kilos — with the condition that entire quota is used for paper matches packed not more than 25 matches to each paper folder and obviously for advertising purposes.

Statistiek Nummer	Artikelen	Minimum hoeveelheid jaarlijks toe te laten uit de Vereenigde Staten
667, 668, 669, 670, 671, 672, 674	Over-, voering- en zeemleder	148 ton toegestaan voor de statistische nummers 667, 668, 669, 670, 671, 672, 674, zonder een contingent voor elk afzonderlijk statistiek nummer vast te stellen. Het is evenwel goed verstaan, dat het grootste deel van dit contingent zal worden gebruikt voor den invoer van Chroomgeloid geitenleder; geen vergrooting van contingent zal plaats vinden voor den invoer van Chroomgeloid overleder, Java- of rundbox en lakleder.
675 ex 3675 ex 5675	Schoeisel, voornamelijk van leder Schoeisel, ander	10.000 paar. 7.700 paar van rubber.
4713, 5713 ex 7726, ex 8726	Manufacturen van kunstzijde	1.410 kg.
4714, 5714 ex 7726, ex 8726	Manufacturen van kunstzijde en mengsels	170 kg.
717, 4726 718, 719, 720 ex 5726	Manufacturen van katoen, gebleekt Manufacturen van katoen, bedrukt, geverfd, bontgeweven	2.114 kg. 20.164 kg.
723, 724, 725, 726, 2726	Manufacturen van wol en mengsels	25.000 kg.
741, 742, ex 2742	Lint, band, elastiekbanden, enz.	7.500 kg.
754, 2754 756, 2756	Heeren bovenkleeding (zonder rubber) . . . Dames bovenkleeding met inbegrip van bovenkleeding voor kleine kinderen (zonder rubber)	4.500 kg. 5.500 kg.
757 2757, 3757 758	Kousen en sokken Tricotages	30.000 dozijn paar. 36.036 kg.
3764 813, 814	Onderkleeding Overhemden Druk- en schrijfpapier; idem karton	2.693 kg. 5.400 kg. 168.600 kg.
815, 817, 818, 2818, 3818, 819, 2819, 820, 826	« Ander papier »	98.183 kg.
825, 827, 828, 2828, 829, 2829, 830, 831, 832, 833	Papierwaren	197.300 kg.
SECTION B.		
<i>Netherlands Indies.</i>		
359	Meststoffen n.a.g.	20% van den gemiddelden totalen invoer in de jaren 1931-1932.

Statistical Number	Articles	Minimum quantity to be admitted annually from the United States
667, 668, 669, 670, 671, 672, 674	Upper leather, lining leather and chamois leather	148 metric tons — granted for the statistical numbers 667, 668, 669, 670, 671, 672, 674, without fixing a special quota for each statistical number. It is understood, however, that the greatest part of this quota will be used for the imports of chrome tanned upper leather, goat and kid. No increase in quota will take place for the imports of upper leather cattle side and upper leather, patent.
675 ex 3675	Footwear, chiefly of leather	10,000 pairs.
ex 5675	Footwear, other	7,700 pairs rubber.
4713, 5713 ex 7726, ex 8726	Fabrics manufactured of artificial silk . .	1,410 kilos.
4714, 5714 ex 7726, ex 8726	Fabrics manufactured of artificial silk mixed with other materials	170 kilos.
717, 4726	Fabrics manufactured of cotton, bleached	2,114 kilos.
718, 719, 720 ex 5726	Fabrics manufactured of cotton, printed, dyed, woven figured	20,164 kilos.
723, 724, 725, 726, 2726	Fabrics manufactured of wool and mixtures	25,000 kilos.
741, 742, ex 2742	Ribbons, tape, elastic bands, et cetera . .	7,500 kilos.
754, 2754	Men's outer clothing (without rubber) . .	4,500 kilos.
756, 2756	Ladies' outer clothing, including infants' wear (without rubber)	5,500 kilos.
757	Stockings and socks	30,000 dozen pairs.
2757, 3757	Knitted wear	36,036 kilos.
758	Under clothing	2,693 kilos.
3764	Shirts	5,400 kilos.
813, 814	Printing and writing paper, and printing and writing cardboard paper	168,600 kilos.
815, 817, 818, 2818,	" Other paper "	98,183 kilos.
3818, 819, 2819, 820, 826	Paper products	197,300 kilos.
825, 827, 828, 2828,		
829, 2829,		
830, 831,		
832, 833		

SECTION B.

Netherlands Indies.

359	Fertilizers, unspecified	20% of average total imports during 1931-1932.
-----	------------------------------------	--

UITWISSELING. — EXCHANGE OF NOTES.

I.

DEPARTMENT OF STATE,
WASHINGTON.

December 20th, 1935.

SIR,

I have the honor to make the following statement of my understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington by representatives of the Government of the United States and the Netherlands Government with reference to certain special duties.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments, which is that neither will impose on products of territories of the other Government any antidumping duty or new or additional duty to countervail the payment or bestowal of a bounty or grant, without first giving the other Government, through an informal notice, an opportunity to present representations with respect to the proposed duty. No decision to impose such duty will be made within thirty days after the date of the informal notice, unless an earlier decision is required by law. Any representations submitted by the other Government will be carefully considered by the Government contemplating the imposition of the duty.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

Cordell HULL,
*Secretary of State of
the United States of America.*

The Honorable Arnold Theodoor Lamping,
Director of Trade Agreements,
Chief of the Netherlands Delegation,
Washington.

II.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

20 December 1935.

EXCELLENTIE,

Ik heb de eer de ontvangst te erkennen van Uwer Excellentie's nota van heden, bevattende een uiteenzetting van Uwer Excellentie's opvatting met betrekking tot de overeenstemming, ten opzichte van zekere bijzondere rechten, bereikt gedurende onlangs te Washington gehouden besprekingen tusschen de vertegenwoordigers van de Nederlandsche Regeering en die van de Regeering van de Vereenigde Staten van Amerika.

Gedurende deze besprekingen is tot uiting gekomen een gelijke opvatting tusschen beide Regeeringen, dat, met name, geen van beide Regeeringen op producten van het gebied der andere eenig antidumping recht zal leggen, noch eenig nieuw of bijkomend recht ter compensatie

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

December 20th, 1935.

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of today's date containing a statement of Your Excellency's understanding of the agreement reached through recent conversations held at Washington by representatives of the Government of the United States and the Netherlands Government with reference to certain special duties.

These conversations have disclosed a mutual understanding between the two Governments, which is that neither will impose on products of territories of the other Government any antidumping duty or new or additional duty to countervail the payment or bestowal of a bounty or

¹ Translation of the Government of the United States of America.

van de betaling of toekenning van een premie of uitkeering, zonder eerst de andere Regeering, na Haar daarvan langs informeele weg kennis te hebben gegeven, de gelegenheid te hebben geboden tot het doen van voorstellen met betrekking tot het voorgenomen recht. Geen beslissing, ten aanzien van het opleggen van een zoodanig recht, zal worden genomen binnen dertig dagen na den datum van de hiervoor bedoelde informeele kennisgeving, tenzij de wet een vroegere beslissing vereischt. Elk, door de andere Regeering ingediend, verzoeg zal door de Regeering, welke voornemens is tot de oplegging van bedoeld recht over te gaan, zorgvuldig in overweging worden genomen.

Ik heb de eer Uwer Excellentie de aldus bereikte overeenstemming te bevestigen.

Ik neem deze gelegenheid te baat U, Mijnheer de Staatssecretaris, de hernieuwde verzekering mijner hoogste achting aan te bieden.

LAMPING,

Directeur van de Handelsaccorden.

WASHINGTON, D. C.

Zijner Excellentie den Heere Cordell Hull,
Secretaris van Staat van de Vereenigde
Staten van Amerika,
Washington, D. C.

Certified to be true and complete textual copies of the original Agreement and of Notes exchanged in connection therewith, in all the languages in which they were signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

III.

20 December 1935.

EXCELLENTIE,

Gedurende de onderhandelingen, die hebben geleid tot het heden onderteekende handelsver-

grant, without first giving the other Government, through an informal notice, an opportunity to present representations with respect to the proposed duty. No decision to impose such duty will be made within thirty days after the date of the informal notice, unless an earlier decision is required by law. Any representations submitted by the other Government will be carefully considered by the Government contemplating the imposition of the duty.

I beg to confirm to Your Excellency the agreement thus reached.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

LAMPING,

Directeur of Trade Agreements.

WASHINGTON, D.C.

His Excellency Mr. Cordell Hull,
Secretary of State
of the United States of America,
Washington, D.C.

III.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

December 20th, 1935.

SIR,

During the negotiations which led up to the Treaty of Commerce signed to-day, the Nether-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

drag, heeft de Nederlandsche delegatie bij herhaling met de Amerikaansche delegatie overleg gepleegd, ten einde voor Gouda en Edammer kaas eene omschrijving te vinden, welke in het verdrag zoude kunnen worden opgenomen, in verband met de verlaging van invorrecchten, die deze producten bij invoer in de Vereenigde Staten van Amerika zullen genieten.

De Nederlandsche delegatie wees er op, dat het gebrek aan eene passende omschrijving de waarde van de concessie voor Nederland niet onaanzienlijk zou verminderen, daar de naam Gouda en Edammer zou kunnen worden misbruikt om ook namaak van deze soorten kaas tegen het verlaagde invoerrecht in te voeren. Het bleek echter niet mogelijk, gedurende de onderhandelingen tot eene omschrijving te komen, welke beide delegaties kon bevredigen.

Wellicht is het niet uitgesloten te achten, dat, bij onderhandelingen met andere landen, toch nog eene oplossing zou kunnen worden gevonden, welke den weg zou openen om aan de Nederlandsche bezwaren tegemoet te komen.

Ik heb de eer U te verzoeken, mij wel te willen doen weten, of de Amerikaansche Regeering zich bereid verklaart om in het geval, voorzien in de vorige alinea, in welwillende overweging te nemen verzoeken van de Nederlandsche Regeering, welke er op gericht zouden zijn te bereiken, dat Nederlandsche kazen ook op dit punt niet bij de begunstigde buitenlandsche kazen zouden achterstaan.

Ik neem deze gelegenheid te baat U, Mijnheer de Minister, de verzekering aan te bieden van mijne hoogste achting.

LAMPING,

Directeur van de Handelsaccorden.

WASHINGTON, D. C.

Zijner Excellentie den Heere Cordell Hull,
Secretaris van Staat van de Vereenigde
Staten van Amerika,
Washington, D. C.

lands delegation held repeated consultations with the United States delegation for the purpose of finding a definition of Gouda and Edam cheese which could be embodied in the Treaty, in connection with the reductions in import duties which these products are to enjoy on importation into the United States.

The Netherlands delegation pointed out that, from the Netherlands point of view, the absence of a suitable definition would considerably reduce the value of this concession, as the names Gouda and Edam might be misapplied so that imitations of these kinds of cheese could also be imported at the reduced rates of import duty. It proved impossible, however, during the negotiations, to reach a definition which would satisfy both delegations.

It may still perhaps be possible, in the course of negotiations with other countries, to find a solution which could meet the Netherlands' objections.

I have the honour to request you to inform me whether the United States Government would be prepared, should the circumstances adumbrated in the foregoing paragraph arise, to give its favourable consideration to requests which the Netherlands Government might make in order to ensure that Dutch cheeses were not at a disadvantage in this respect as compared with foreign cheeses enjoying preferential treatment.

I have the honour to be, etc.

LAMPING,

Director of Trade Agreements.

WASHINGTON, D.C.

Cordell Hull, Esq.,
Secretary of State of the
United States of America,
Washington, D.C.

IV.

DEPARTMENT OF STATE,
WASHINGTON.

December 20th, 1935.

SIR,

With reference to your note of December 20th, 1935, in regard to the definition of Gouda and Edam cheese in connection with the trade Agreement between the United States and the Kingdom of the Netherlands, the proposals of the Netherlands delegation with respect to this matter have been given most careful consideration.

Owing to the fact that undue refinements in Customs classifications are regarded as being inconsistent with the principle of most-favored-nation treatment it has been found impossible, as stated in your note, to agree upon a definition which would meet the viewpoint of the Netherlands Government in this matter. However, I can assure you that it is the intention of this Government to avoid any impairment of the most-favored-nation principle not only in connection with the trade Agreement with the Kingdom of the Netherlands but in connection with similar agreements negotiated with other countries.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

Cordell HULL,
Secretary of State
of the United States of America.

The Honorable Arnold Theodoor Lamping,
Director of Trade Agreements,
Chief of the Netherlands Delegation,
Washington.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4118. — TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 20 DÉCEMBRE 1935.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de faciliter et de développer les relations commerciales existant entre les deux pays en s'accordant réciproquement des concessions et avantages mutuels en vue d'accroître leurs échanges commerciaux, ont résolu de conclure à cette fin un accord commercial et ont désigné leurs plénipotentiaires respectifs :

POUR SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. Arnold Theodoor LAMPING, directeur des Accords commerciaux ; et

POUR LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cordell HULL, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le Royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique s'accorderont réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée, pour ce qui concerne les droits de douane et les charges de tous genres et leur mode de perception, ainsi que les règlements, formalités et charges applicables à l'occasion du dédouanement des marchandises, de même qu'en ce qui concerne tous les lois et règlements relatifs à la vente ou à l'emploi de marchandises importées à l'intérieur du pays.

En conséquence, les produits naturels ou manufacturés, originaires de l'un ou de l'autre pays, ne seront assujettis en aucun cas dans les domaines susmentionnés à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels les produits similaires, originaires d'un tiers pays, sont ou pourront être assujettis.

De même, les produits naturels ou manufacturés, exportés du territoire du Royaume des Pays-Bas ou des Etats-Unis d'Amérique à destination du territoire de l'autre pays, ne seront assujettis en aucun cas, en matière d'exportation et dans les domaines susmentionnés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses, que ceux auxquels les produits similaires expédiés à destination d'un tiers pays sont ou pourront être assujettis. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliqueront pas aux taxes ou charges perçues aux Pays-Bas pour compenser dans certains cas la différence de prix existant entre les Pays-Bas et des pays étrangers.

Tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui a été ou pourra être accordé à l'avenir par le Royaume des Pays-Bas ou les Etats-Unis d'Amérique dans les domaines susmentionnés à un produit naturel ou manufacturé, originaire d'un tiers pays ou expédié à destination du territoire d'un tiers pays, sera accordé immédiatement et sans compensation à tout produit similaire, originaire ou expédié à destination des Etats-Unis d'Amérique ou du Royaume des Pays-Bas respectivement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Il est entendu qu'aussi longtemps que la législation en vigueur aux Etats-Unis d'Amérique en disposera différemment, et dans les limites de cette législation, les dispositions du présent article, dans la mesure où elles devraient s'appliquer aux droits, taxes ou charges sur le charbon, le coke qui en est extrait, ou les briquettes de charbon ou de coke, ne s'appliqueront pas à ces produits importés aux Etats-Unis d'Amérique. Si la législation des Etats-Unis d'Amérique ne permet pas l'application complète des dispositions du présent article en ce qui concerne les produits susmentionnés, le Royaume des Pays-Bas se réserve le droit de frapper ces produits originaires des Etats-Unis d'Amérique, après le 1^{er} septembre 1936, de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux imposés sur des produits similaires originaires de tiers pays, ou, dans un délai de quinze jours à compter de la date précitée, de mettre fin au présent accord dans son intégralité, moyennant un préavis de trente jours, donné par écrit.

Article II.

Les articles récoltés, produits ou fabriqués dans les Etats-Unis d'Amérique, énumérés et décrits dans les sections A et B de la liste I annexée au présent accord, n'acquitteront pas, lors de leur importation aux Pays-Bas et aux Indes néerlandaises respectivement, des droits de douane ordinaires et des taxes de monopole plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans les sections respectives de la liste susmentionnée. Les articles en question seront également exemptés de tous droits, taxes, frais, charges ou émoluments — en dehors des droits de douane ordinaires et droits de monopole — frappant les importations, ou imposés lors de l'importation, autres ou plus élevés que ceux qui sont appliqués le jour de la signature du présent accord ou qui, en vertu des lois des Pays-Bas ou des Indes néerlandaises en vigueur le jour de la signature du présent accord, doivent être appliqués après cette date. Il est convenu qu'en ce qui concerne l'application de la législation susvisée, les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique recevront un traitement aussi favorable que celui qui sera accordé dans les mêmes circonstances et conditions, aux articles similaires de n'importe quel tiers pays.

En ce qui concerne les articles récoltés, produits ou manufacturés aux Etats-Unis d'Amérique, énumérés et décrits dans la liste III annexée au présent accord, les dispositions formulées dans ladite liste recevront application.

En ce qui concerne les articles énumérés et décrits dans la section A de la liste I, le Gouvernement des Indes néerlandaises se réserve la faculté de convertir les droits *ad valorem* spécifiés dans ladite section en droits spécifiques, sous cette réserve que les droits ainsi appliqués aux articles susvisés, en provenance des Etats-Unis d'Amérique, ne dépasseront pas la moyenne des droits *ad valorem* appliqués au cours de la période de six mois la plus proche antérieure à la conversion.

L'augmentation des droits statistiques actuellement perçus aux Pays-Bas ne sera pas considérée comme contraire aux dispositions du présent article à condition que ces droits n'excèdent pas 8 centièmes de florin par paquet pour les importations postales, ou deux dixièmes de florin pour cent *ad valorem* pour les autres importations.

Article III.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans le Royaume des Pays-Bas, énumérés et décrits dans la liste II annexée au présent accord, n'acquitteront pas, lors de leur importation aux Etats-Unis d'Amérique, des droits de douane ordinaires plus élevés que ceux qui sont spécifiés dans la liste susmentionnée. Les articles en question seront également exemptés de tous droits, taxes, frais, charges ou émoluments — en dehors des droits de douane ordinaires — frappant les importations, ou imposés lors de l'importation, autres ou plus élevés que ceux qui sont appliqués le jour de la signature du présent accord ou qui, en vertu des lois des Etats-Unis d'Amérique en vigueur le jour de la signature du présent accord, doivent être appliqués après cette date. Il est convenu qu'en ce qui concerne l'application de la législation susvisée, les articles récoltés, produits ou manufacturés dans le Royaume des Pays-Bas recevront un traitement aussi favorable que celui qui sera accordé dans les mêmes circonstances et conditions, aux articles similaires de n'importe quel tiers pays.

Article IV.

Les dispositions des articles II et III du présent accord n'empêcheront pas le Royaume des Pays-Bas ou les Etats-Unis d'Amérique de frapper l'importation d'un article quelconque d'un droit représentant la compensation ou l'équivalent d'une taxe interne frappant un produit national similaire ou une marchandise ayant servi à la production ou à la fabrication en tout ou partie de l'article importé.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans le Royaume des Pays-Bas ou aux Etats-Unis d'Amérique, énumérés et décrits dans les listes II et I respectivement, qui sont ou pourront être frappés, lors de leur importation dans l'autre pays, de droits, taxes ou impôts quelconques, uniquement perçus à titre d'équivalent ou de compensation d'une taxe interne ou de tout autre impôt perçu sur ou à l'occasion de la transformation d'articles nationaux, ne continueront d'être soumis auxdits droits, taxes ou autres impôts à l'importation que dans la mesure où lesdits droits, taxes ou impôts ne représenteront que le juste équivalent ou la juste compensation de la taxe interne ou autre impôt perçu sur des articles nationaux ou à l'occasion de leur transformation.

Article V.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés dans le Royaume des Pays-Bas ou aux Etats-Unis d'Amérique, seront, après importation dans l'autre pays, exemptés de tous droits, taxes, charges ou frais intérieurs, autres ou plus élevés que ceux qui frappent les articles similaires d'origine nationale ou en provenance de tout autre pays étranger.

Les dispositions du présent article, relatives à l'attribution du traitement réservé aux articles nationaux, n'empêcheront pas les Pays-Bas de maintenir le traitement différentiel existant entre les articles importés et les articles nationaux, en ce qui concerne les droits de poinçon pour les articles d'or et d'argent, ni d'appliquer les règlements existants en ce qui concerne la taxe d'accise sur les jus de fruits frais autres que les raisins, fermentés ou non, ainsi que sur les mélasses et autres liquides sucrés.

Article VI.

1. Ni le Royaume des Pays-Bas ni les Etats-Unis d'Amérique n'édicteront ni ne maintiendront de prohibitions ou de restrictions à l'importation ou à l'exportation d'aucun article en provenance ou à destination du territoire de l'autre pays, qui ne soient appliquées aux articles similaires en provenance ou à destination de tout tiers pays. Toute abolition de prohibitions ou de restrictions d'importation ou d'exportation qui pourra être accordée même temporairement par l'un ou l'autre pays en faveur d'un article en provenance ou à destination d'un tiers pays, s'appliquera immédiatement et sans réserve audit article en provenance ou à destination du territoire de l'autre pays.

2. En ce qui concerne les articles énumérés et décrits dans la liste IV annexée au présent accord, qui sont actuellement soumis à des restrictions quantitatives aux Pays-Bas ou aux Indes néerlandaises, les quantités de ces articles en provenance des Etats-Unis d'Amérique dont l'importation sera annuellement autorisée dans les territoires respectifs, à compter du 1^{er} février 1936, ne seront pas inférieures à celles qui sont spécifiées dans la liste susmentionnée.

3. En ce qui concerne les articles ne figurant pas dans la liste IV, provenant des Etats-Unis d'Amérique, et qui sont actuellement soumis à des restrictions quantitatives aux Pays-Bas, les quantités dont l'importation sera annuellement autorisée, à compter du 1^{er} février 1936, ne seront pas inférieures à celles qui sont fixées sous forme de pourcentages des importations effectuées au cours de la période de base, par les décrets de contingentement publiés et en vigueur au jour de la signature du présent accord.

4. En ce qui concerne les articles intéressant les Etats-Unis d'Amérique qui, actuellement, ne sont pas soumis à des restrictions quantitatives aux Pays-Bas, il est convenu que si les Pays-Bas établissent une forme quelconque de restriction ou de contrôle quantitatif de l'importation ou de la vente de tout article similaire, il sera alloué aux Etats-Unis d'Amérique une fraction de la quantité totale de tous ces articles dont l'importation ou la vente est autorisée, pour une période

déterminée, égale à la quote-part de l'importation totale de l'article en question que les Etats-Unis d'Amérique ont fournie au cours d'une période de base antérieure à l'établissement de ladite restriction quantitative sur l'article en question, sauf si les deux Parties conviennent de renoncer à une telle allocation. Il est entendu que dans le calcul des quotes-parts à allouer aux Etats-Unis d'Amérique, en vertu des dispositions du présent paragraphe, les importations effectuées aux Pays-Bas en provenance des Indes néerlandaises, de Surinam et de Curaçao, pourront être déduites de ladite quantité totale dont l'importation ou la vente sera autorisée, et de ladite importation totale au cours de la période de base.

5. Si les Pays-Bas perçoivent actuellement ou par la suite, sur l'importation ou la vente d'une quantité spécifiée d'un article quelconque intéressant les Etats-Unis d'Amérique, un droit ou une taxe d'importation inférieure au droit ou à la taxe perçue sur les importations excédant ladite quantité, il sera alloué aux Etats-Unis d'Amérique une quote-part de la quantité totale de tout article de cette nature, dont l'importation ou la vente est autorisée moyennant le droit ou la taxe inférieure précitée, pour une période spécifiée, équivalente à la quote-part de l'importation totale de l'article en question que les Etats-Unis d'Amérique ont fournie au cours d'une période de base antérieure à l'établissement de toute restriction quantitative sur l'article en question, sauf si les deux Parties conviennent de renoncer à une telle allocation. Il est entendu que dans le calcul des quotes-parts à allouer aux Etats-Unis d'Amérique, en vertu des dispositions du présent paragraphe, les importations effectuées aux Pays-Bas en provenance des Indes néerlandaises, de Surinam et de Curaçao, pourront être déduites de ladite quantité totale dont l'importation ou la vente sera autorisée, moyennant le droit ou la taxe inférieure en question, ainsi que de l'importation totale précitée effectuée au cours de la période de base.

6. En ce qui concerne les articles intéressant les Etats-Unis d'Amérique, il est convenu que si les Indes néerlandaises allouent actuellement ou par la suite à un tiers pays quelconque autre que les Pays-Bas, Surinam et Curaçao, un contingent d'importation ou de vente de l'article en question, ou un contingent d'importation ou de vente d'une quantité spécifiée de l'article en question moyennant un droit ou une taxe inférieure au droit ou à la taxe perçue sur les importations ou ventes excédant ladite quantité, il sera alloué aux Etats-Unis d'Amérique une quote-part de la quantité totale de l'article en question dont l'importation ou la vente est autorisée, ou dont l'importation ou la vente est autorisée moyennant ledit droit ou ladite taxe inférieure au cours d'une période spécifiée, égale à la quote-part de l'importation totale de l'article en question qu'ils ont fournie au cours d'une période de base antérieure à l'établissement de ladite restriction quantitative sur l'article en question, sauf si les deux Parties conviennent de renoncer à une telle allocation. Il est entendu que dans le calcul des contingents à allouer aux Etats-Unis d'Amérique, en vertu des dispositions du présent paragraphe, les importations effectuées aux Indes néerlandaises en provenance des Pays-Bas, de Surinam et de Curaçao, pourront être déduites de ladite quantité totale précitée dont l'importation ou la vente sera autorisée, ou dont l'importation ou la vente sera autorisée moyennant le droit ou la taxe inférieure en question, ainsi que de l'importation totale précitée effectuée au cours de la période de base.

7. Si le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique édicte ou maintient une forme quelconque de restriction ou de contrôle quantitatif de l'importation ou de la vente d'un article intéressant le Royaume des Pays-Bas, ou s'il frappe l'importation ou la vente d'une quantité spécifiée de l'article en question d'un droit ou d'une taxe inférieure au droit ou à la taxe frappant les importations qui excèdent ladite quantité, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique allouera au Royaume des Pays-Bas un contingent de la quantité totale de l'article en question dont l'importation ou la vente est autorisée ou dont l'importation ou la vente est autorisée moyennant le droit ou la taxe inférieure en question, au cours d'une période spécifiée, égal à la quote-part de l'importation totale de l'article en question que le Royaume des Pays-Bas a fournie au cours d'une période de base antérieure à l'établissement de ladite restriction quantitative sur l'article en question, sauf si les deux Parties conviennent de renoncer à une telle allocation. Il est entendu que dans le calcul des quotes-parts à allouer au Royaume des Pays-Bas en vertu des dispositions du présent paragraphe, les importations aux Etats-Unis d'Amérique en provenance de Cuba, des îles Philippines, de la zone du canal de Panama et des territoires et possessions des Etats-Unis d'Amérique pourront être déduites de la quantité totale précitée dont l'importation ou la vente est autorisée ou dont

l'importation ou la vente est autorisée moyennant le droit ou la taxe inférieure précitée, ainsi que de l'importation totale précitée effectuée au cours de la période de base.

8. Si, postérieurement au 1^{er} février 1937, le Gouvernement des Pays-Bas désire réduire le contingent établi pour un article quelconque, en vertu du second ou du troisième paragraphe du présent article, il en donnera avis au moins trente jours à l'avance au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et examinera avec bienveillance toute proposition ou demande que ce Gouvernement pourrait formuler à propos de la mesure envisagée ; et si un accord n'est pas intervenu dans un délai de trente jours à compter de la réception de ladite notification, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura le droit, dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration de ladite période de trente jours, de dénoncer l'ensemble du présent accord moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

9. La quantité allouée aux Etats-Unis d'Amérique pour un article quelconque qui fera l'objet d'un contingentement en vertu du second ou du troisième paragraphe du présent article, ne devra en aucun cas être réduite, à moins que le contingentement global de cet article ne soit également réduit dans la même proportion. Si ce contingentement global vient à être augmenté, la quantité allouée aux Etats-Unis d'Amérique devra, postérieurement au 1^{er} février 1937, être augmentée dans la même proportion, sauf si les deux Parties conviennent de renoncer à une telle allocation. Le terme « contingentement global » signifie la quantité totale ou la valeur totale de l'article dont l'importation est autorisée en provenance de tous les pays étrangers.

10. En ce qui concerne les contingents d'importation qui sont actuellement en vigueur ou qui pourront être ultérieurement établis, soit par le Royaume des Pays-Bas, soit par les Etats-Unis d'Amérique, chaque gouvernement prendra les mesures appropriées pour faciliter, autant que possible, l'épuisement desdits contingents. Toutes les observations que l'un ou l'autre desdits gouvernements pourrait présenter à cet effet devront recevoir la bienveillante attention de l'autre gouvernement.

11. Chacun desdits gouvernements accordera sa bienveillante attention à toute demande que l'autre gouvernement pourrait présenter en vue d'un rajustement des contingents fixés pour un article quelconque ou à toute demande ou observation relative à n'importe quelle autre question touchant les contingents ou autres restrictions quantitatives.

Article VII.

En ce qui concerne les articles énumérés et décrits dans les listes II et III, aucune prohibition, aucun contingent d'importation, aucune licence d'importation ni aucune autre forme de réglementation quantitative, que ces mesures soient ou non appliquées en liaison avec un organe central de contrôle, ne seront édictés par le Royaume des Pays-Bas ni par les Etats-Unis respectivement.

La disposition précédente ne vise pas les restrictions quantitatives, quelle que soit leur forme, édictées par l'un ou l'autre des deux pays quant à l'importation ou à la vente de tous articles récoltés, produits ou manufacturés dans l'autre pays en liaison avec des mesures gouvernementales destinées à réglementer ou contrôler la production, les quantités mises en vente ou les prix d'articles nationaux similaires ; elle ne vise pas non plus les mesures nécessaires qui pourraient être adoptées dans des circonstances extraordinaires et anormales en vue de protéger les intérêts vitaux du pays, du point de vue économique ou financier. Dans tous les cas où l'un ou l'autre des gouvernements édictera ou modifiera une restriction autorisée par le présent paragraphe, il le notifiera à l'autre gouvernement, à qui il donnera l'occasion de délibérer avec lui de cette mesure ; si, dans le cas où des objections seraient formulées contre ladite mesure, un accord ne serait pas intervenu dans un délai de trente jours à compter de la réception de ladite notification, l'autre gouvernement aura le droit, dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration de ladite période de trente jours, de dénoncer le présent accord dans son ensemble moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Le premier paragraphe du présent article ne mettra pas obstacle à l'application de restrictions quantitatives sous forme des contingents prévus dans la liste I ni à l'application de restrictions quantitatives sous forme des contingents spécifiés dans la liste IV, en ce qui concerne les articles énumérés et décrits dans ces listes.

Article VIII.

Au cas où le Royaume des Pays-Bas ou les Etats-Unis d'Amérique édicteraient ou maintiendraient un monopole pour la production, l'importation ou la vente d'un article, ou accorderaient, explicitement ou pratiquement, des privilèges exclusifs à un ou plusieurs organismes en vue d'importer, de produire ou de vendre un article, le gouvernement du pays édictant ou maintenant un tel monopole ou accordant pareil monopole à titre de privilège, devra, en ce qui concerne les achats à l'étranger effectués par ledit monopole ou ledit organisme, accorder au commerce de l'autre pays un traitement juste et équitable. En effectuant à l'étranger ses achats de l'article en question, ledit monopole ou organisme devra, dans la limite des contingents autorisés par d'autres dispositions du présent accord, se déterminer uniquement par des raisons d'ordre commercial telles que le prix, la qualité, l'adaptation au marché et les conditions de vente.

Article IX.

Au cas où le taux du change entre les devises nationales du Royaume des Pays-Bas et des Etats-Unis d'Amérique accuserait un écart important, et si le gouvernement de l'un ou de l'autre pays estime que cet écart est assez sensible pour porter préjudice aux industries ou au commerce du pays, il aura le droit de proposer d'ouvrir des négociations en vue de modifier le présent accord ; mais si un accord n'est pas intervenu à ce sujet dans un délai de trente jours à compter de la réception de cette proposition, le gouvernement qui aura formulé cette proposition aura la latitude de mettre fin à l'ensemble du présent accord moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article X.

Chaque gouvernement examinera avec bienveillance les observations que l'autre gouvernement pourrait présenter au sujet de l'application des règlements douaniers, l'observation des formalités douanières et l'application des lois et règlements sanitaires concernant la protection de la santé ou de la vie des hommes, des animaux et des plantes.

Si l'un ou l'autre gouvernement présente des observations à l'autre gouvernement au sujet de l'application d'une loi ou d'un règlement sanitaire quelconque concernant la protection de la santé ou de la vie des hommes, des animaux ou des plantes, et s'il surgit un désaccord à cet égard, il sera constitué aussitôt que possible, sur la demande de l'un ou de l'autre gouvernement, une commission d'experts techniques au sein de laquelle chaque gouvernement sera représenté, qui sera chargée d'examiner la question et de soumettre des recommandations aux deux gouvernements.

Toutes les fois qu'il sera possible, chaque gouvernement, avant de mettre en vigueur une nouvelle mesure quelconque de caractère sanitaire, délibérera avec le gouvernement de l'autre pays afin de faire en sorte que le préjudice causé au commerce de ce dernier pays soit réduit dans toute la mesure compatible avec l'objet de la mesure envisagée. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux mesures relatives aux envois isolés, prises en vertu de règlements sanitaires déjà en vigueur, ou aux mesures prises en vertu des lois sur les fraudes alimentaires et les stupéfiants.

Article XI.

Les dispositions du présent accord, relatives au traitement que le Royaume des Pays-Bas ou les Etats-Unis d'Amérique devront accorder au commerce de l'autre pays, ne s'appliquent pas aux avantages déjà concédés ou qui pourront être ultérieurement concédés aux Etats voisins afin de faciliter le trafic frontalier, ni aux avantages résultant d'une union douanière à laquelle l'un ou l'autre pays pourrait adhérer, tant que ces avantages ne s'étendront à aucun autre pays.

Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme interdisant l'adoption de mesures prohibant ou restreignant l'exportation ou l'importation de l'or et de l'argent, ou comme interdisant l'adoption de mesures que l'un ou l'autre gouvernement jugerait opportunes en ce qui concerne le contrôle de l'exportation, ou de la vente en vue de l'exportation, des armes, munitions et matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures militaires.

Sous la réserve que dans des circonstances et conditions identiques, aucun des deux pays ne se livrera, au détriment de l'autre, à aucune discrimination arbitraire en faveur d'un tiers pays quelconque, et sans préjudice des dispositions de l'article X, les dispositions du présent accord ne s'étendront pas aux prohibitions ou restrictions : 1^o touchant à la sécurité publique ; 2^o imposées pour des motifs moraux ou humanitaires ; 3^o tendant à protéger la santé et la vie des hommes, des animaux et des plantes ; 4^o relatives aux articles fabriqués dans les prisons ; ou 5^o relatives à l'application des lois fiscales ou de police.

Aucune disposition du présent accord n'empêchera l'un ou l'autre gouvernement de déterminer les droits ou taxes, frappant certains articles importés, sur une base forfaitaire substituée à des mensurations effectives, en vertu de lois en vigueur le jour de la signature du présent accord.

Article XII.

Au cas où l'un ou l'autre gouvernement adopterait une mesure qui, bien qu'elle ne soit pas contraire aux conditions du présent accord, serait considérée par l'autre gouvernement comme ayant pour effet d'annuler ou d'atténuer matériellement et sensiblement l'un quelconque des objets du présent accord, le gouvernement qui aura adopté semblable mesure examinera les observations ou propositions écrites qui pourront être faites par l'autre gouvernement en vue de parvenir à une solution de la question satisfaisante pour les deux Parties. Si aucun accord n'est intervenu comme suite à ces représentations ou propositions, dans un délai de trente jours à compter de leur réception, le gouvernement qui les aura faites aura la faculté, dans un délai de quinze jours à compter de l'expiration de la période précitée de trente jours, de mettre fin à l'ensemble du présent accord, moyennant un préavis de soixante jours donné par écrit.

Article XIII.

Sous réserve des dispositions contraires du deuxième paragraphe du présent article, les dispositions du présent accord, relatives au traitement que le Royaume des Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique respectivement devront accorder au commerce de l'autre pays, ne s'appliquent pas aux îles Philippines, aux îles Vierges, au Samoa américain, à l'île de Guam ni à la zone du canal de Panama.

Les dispositions du présent accord concernant le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquent aux articles récoltés, produits ou manufacturés de tout territoire soumis à la souveraineté ou à l'autorité du Royaume des Pays-Bas ou des Etats-Unis d'Amérique, importés en provenance de, ou exportés à destination de tout territoire soumis à la souveraineté ou à l'autorité de l'autre pays. Il est entendu toutefois que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas à la zone du canal de Panama.

Les avantages que les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions, ou la zone du canal de Panama, se sont accordés mutuellement ou pourront s'accorder mutuellement, ou auront accordés à la république de Cuba, seront soustraits à l'application du présent accord. Les dispositions du présent paragraphe continueront à s'appliquer aux avantages actuellement ou ultérieurement consentis aux îles Philippines par les Etats-Unis d'Amérique, leurs territoires ou possessions ou par la zone du canal de Panama, en dépit de toute modification du statut politique des îles Philippines.

Le présent accord ne s'applique pas aux avantages que les Pays-Bas et leurs territoires d'outre-mer se sont mutuellement concédés ou pourront ultérieurement se concéder mutuellement, ni aux avantages que ces territoires d'outre-mer se sont mutuellement concédés ou pourront ultérieurement se concéder mutuellement.

Article XIV.

Chaque gouvernement se réserve le droit de retirer ou de modifier les concessions consenties relativement à un article quelconque, en vertu du présent accord, ou d'imposer des restrictions quantitatives sur l'article en question si, à la suite de l'extension de ladite concession à des tiers pays, ce sont ces derniers pays qui en retirent le plus grand bénéfice et s'il se produit en conséquence

une augmentation anormale des importations dudit article, sous cette réserve que l'un ou l'autre gouvernement, avant d'invoquer les exceptions précédentes, devra notifier par écrit à l'autre gouvernement son intention de le faire, et observer un délai minimum de trente jours avant d'adopter pareilles mesures en vue d'aboutir à un accord sur ce point ou sur les modifications compensatrices des conditions du présent accord, que l'on pourrait juger appropriées. Si un accord satisfaisant n'est pas intervenu au terme de ladite période de trente jours, le gouvernement qui aura proposé de pareilles mesures aura la faculté de les prendre à tout moment, et l'autre gouvernement aura le droit, dans un délai de quinze jours à compter de l'entrée en vigueur desdites mesures, de mettre fin à l'ensemble du présent accord moyennant un préavis de trente jours donné par écrit.

Article XV.

Le Royaume des Pays-Bas comprend les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao ; toutes les fois que le terme « Pays-Bas » est employé dans le présent accord, il ne vise que le territoire européen.

Toutes les fois que le terme « Etats-Unis d'Amérique » est employé dans le présent accord, il est entendu qu'il s'applique aux territoires de Hawaï et de l'Alaska et à Porto-Rico, aussi bien qu'au territoire continental des Etats-Unis.

Article XVI.

Les listes I, II, III et IV, et les notes qui y sont jointes, ont force obligatoire comme partie intégrante du présent accord.

Article XVII.

Le présent accord devra être ratifié par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et promulgué par le Président des Etats-Unis d'Amérique.

Jusqu'à ratification de cet accord par Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, les dispositions des articles I à XVI inclus seront appliquées réciproquement par les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume des Pays-Bas, à compter du 1^{er} février 1936 inclus, jusqu'au jour de l'entrée en vigueur de l'ensemble du présent accord.

L'ensemble du présent accord entrera en vigueur un mois après le jour où le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura communiqué au Gouvernement des Pays-Bas la promulgation du Président des Etats-Unis d'Amérique et où le Gouvernement des Pays-Bas aura communiqué au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique la ratification de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas. L'accord demeurera en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 1939, sous réserve des dispositions de l'article premier, de l'article VI, de l'article VII, de l'article IX, de l'article XII et de l'article XIV.

A moins que l'un ou l'autre gouvernement n'ait notifié au plus tard six mois avant le 1^{er} janvier 1939, à l'autre gouvernement, son intention de mettre fin à l'accord à cette date, l'accord demeurera en vigueur après cette date, sous réserve des dispositions de l'article premier, de l'article VI, de l'article VII, de l'article IX, de l'article XII et de l'article XIV, jusqu'à expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'un ou l'autre gouvernement aura adressé pareille notification à l'autre gouvernement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise et en langue néerlandaise, les deux textes faisant également foi, en la ville de Washington, le vingtième jour de décembre mil neuf cent trente-cinq.

Pour Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

(Sceau) LAMPING.

Pour le Président des Etats-Unis d'Amérique :

(Sceau) Cordell HULL.

LISTE I

Note 1 : Pour la détermination des articles auxquels devra s'appliquer le traitement prévu dans la présente liste, les descriptions contenues dans la colonne intitulée « désignation des articles » seront décisives.

Note 2 : Le terme « en paquets », employé dans la présente liste, désigne des articles placés dans des contenants d'un poids net inférieur ou égal à 1.200 grammes. Le terme « en vrac » désigne des articles qui ne sont pas placés dans des contenants d'un poids net inférieur ou égal à 1.200 grammes, et qui ne revêtent ni la forme de tablettes ni d'autre forme spéciale, sauf celle de cristaux, d'un poids net inférieur ou égal à 200 grammes.

SECTION A.

Pays-Bas.

Numéro du tarif d'après la loi tarifaire de 1934	Désignation des articles	Base de fixation du droit	Taux du droit	Droit de monopole
Ex 6	Presses à copier, copie-lettres et autres articles de bureau :			
	1° D'un poids inférieur ou égal à 150 kg.	<i>ad val.</i>	10 %	—
	2° D'un poids supérieur à 150 kg.	<i>ad val.</i>	6 %	—
Ex 8	Pneus d'automobiles :			
	Enveloppes	<i>ad val.</i>	12 %	—
Ex 8	Pneus d'automobiles :			
	Chambres à air	<i>ad val.</i>	12 %	—
Ex 59 B.B. 2a)	Bois brut, sapin et pin d'Amérique, simplement équarris	—	Exempts	—
62 I et II	Machines à réfrigérer et dispositifs réfrigérants, assemblés ou non, et pièces détachées :			
	1° Si le volume dépasse 2 mètres cubes (mensuration extérieure pour les machines à réfrigérer) ou si le poids dépasse 15 kg. par unité réfrigérante	<i>ad val.</i>	6 %	—
	2° Tous autres types	<i>ad val.</i>	12 %	—
Ex 95 B.B. a), b) et d)	Cuivre en saumons, en barres ou en lingots	—	Exempt	—
Ex 104 II et B.B. 2b)	Térébenthine, végétale	—	Exempte	—
Ex 104	Saindoux pur et « steam lard » :			
	a) Employés comme produits de base pour la fabrication de la margarine	—	Exempts	—
	b) Employés comme produits de base pour la production technique	—	Exempts	—
	c) Employés en vue de la réexportation, avec ou sans transformation	—	Exempts	—
	<i>Note 1 :</i> On pourra obtenir l'exemption de la taxe de crise ou le remboursement de la taxe qui pourrait être en vigueur au moment de l'importation, si elle a été effectivement payée, lorsque ces graisses sont utilisées comme produits de base en vue de :			
	a) La fabrication de la margarine ;			
	b) La production technique ;			
	c) La réexportation, avec ou sans transformation.			

Numéro du tarif d'après la loi tarifaire de 1934	Désignation des articles	Base de fixation du droit	Taux du droit	Droit de monopole
	<p><i>Note 2</i> : Si l'importation aux Pays-Bas du saindoux pur et du « steam lard », quelle que soit leur utilisation, est soumise à des restrictions quantitatives, les Etats-Unis d'Amérique se verront accorder, à leur choix, soit un pourcentage égal à la moyenne des importations en provenance des Etats-Unis au cours des années 1929-1930-1931, soit un pourcentage égal aux importations en provenance des Etats-Unis au cours de l'année 1934, le total des importations en provenance des Etats-Unis étant obtenu en additionnant les importations directes, les importations par les ports francs et les importations par les entrepôts de douane.</p>			
Ex 104	<p>Oléo-margarine (oleo-oil) :</p> <p>a) Employée comme produit de base pour la fabrication de la margarine.</p> <p>b) Employée comme produit de base pour la production technique</p> <p>c) Employée en vue de la réexportation, avec ou sans transformation</p>	— — —	Exempte Exempte Exempte	— — —
	<p><i>Note</i> : On pourra obtenir l'exemption de la taxe de crise ou le remboursement de la taxe qui pourrait être en vigueur au moment de l'importation, si elle a été effectivement payée, lorsque ces graisses sont utilisées comme produits de base en vue de :</p> <p>a) La fabrication de la margarine ;</p> <p>b) La production technique ;</p> <p>c) La réexportation, avec ou sans transformation.</p>			
Ex 104 II B	<p>Oléo-stéarine :</p> <p>Lorsqu'elle est employée comme produit de base pour : la fabrication de la margarine ; la production technique ; ou la réexportation, avec ou sans transformation :</p> <p>1° Si elle est fluide à 15° centigrades</p> <p>2° Dans les autres cas.</p>	100 kg. poids net —	fl. 0,70 Exempte	— —
	<p><i>Note</i> : On pourra obtenir l'exemption de la taxe de crise ou le remboursement de la taxe qui pourrait être en vigueur au moment de l'importation, si elle a été effectivement payée, lorsque ces graisses sont utilisées comme produits de base en vue de :</p> <p>a) La fabrication de la margarine ;</p> <p>b) La production technique ;</p> <p>c) La réexportation, avec ou sans transformation.</p>			
Ex 104 II B	<p>Stéarine grasse :</p> <p>Lorsqu'elle est employée comme produit de base pour : la fabrication de la margarine ; la production technique ; ou la réexportation, avec ou sans transformation :</p> <p>1° Si elle est fluide à 15° centigrades</p> <p>2° Dans les autres cas.</p>	100 kg. poids net —	fl. 0,70 Exempte	— —

Numéro du tarif d'après la loi tarifaire de 1934	Désignation des articles	Base de fixation du droit	Taux du droit	Droit de monopole
	<p><i>Note</i> : On pourra obtenir l'exemption de la taxe de crise ou le remboursement de la taxe qui pourrait être en vigueur au moment de l'importation, si elle a été effectivement payée, lorsque ces graisses sont utilisées comme produits de base en vue de :</p> <p>a) La fabrication de la margarine ; b) La production technique ; c) La réexportation, avec ou sans transformation.</p>			
Ex 118	Machines à écrire et pièces détachées	<i>ad val.</i>	10 %	—
Ex 118	Machines à calculer, machines à additionner et pièces détachées	<i>ad val.</i>	10 %	—
Ex 118	Machines de comptabilité et pièces détachées	<i>ad val.</i>	10 %	—
Ex 129 I	Tabac en feuilles ; types « seed leaf », Maryland, Kentucky et Virginia	100 kg. poids net	fl. 1,40	—
Ex 143	Automobiles de tourisme	<i>ad val.</i>	15 %	—
VI a)	Automobiles à usage commercial	<i>ad val.</i>	15 %	—
Ex 143	Automobiles à usage commercial	<i>ad val.</i>	15 %	—
VI a)	Automobiles à usage commercial	<i>ad val.</i>	15 %	—
143 VIII	Moteurs à combustion interne pour automobiles et	<i>ad val.</i>	15 %	—
C I b)	tracteurs	<i>ad val.</i>	15 %	—
Ex 143	Tracteurs	<i>ad val.</i>	15 %	—
VII b)	Tracteurs	<i>ad val.</i>	15 %	—
143 VIII	Chassis et cadres de chassis pour automobiles et	<i>ad val.</i>	15 %	—
B I	tracteurs	<i>ad val.</i>	15 %	—
Ex 143	Autres infrastructures de tracteurs	<i>ad val.</i>	15 %	—
VIII B 2b)	Autres infrastructures de tracteurs	<i>ad val.</i>	15 %	—
Ex 146	Viande de cheval salée	100 kg. poids brut	fl. 7,50	—
VI B I b)	Viande de cheval salée	100 kg. poids brut	fl. 7,50	—
Ex 148 I 4	Pommes fraîches	<i>ad val.</i>	12 %	—
	<p><i>Note</i> : Les droits de monopole seront consolidés comme suit :</p>			
	1° Durant la période de juillet à février inclus, sur toute quantité importée	Par kg. poids brut		fl. 0,04
	2° Durant la période de mars à juin inclus, si la quantité importée ne dépasse pas 13.500 tonnes métriques (poids brut)	Par kg. poids brut		fl. 0,02
	3° Durant la période de mars à juin inclus, sur toutes les importations dépassant 13.500 tonnes métriques (poids brut)	Par kg. poids brut		fl. 0,04
Ex 148 I 5	Poires fraîches	<i>ad val.</i>	12 %	—
	<p><i>Note</i> : Les droits de monopole seront consolidés comme suit :</p>			
	1° Durant la période de juillet à janvier inclus, sur toute quantité importée	Par kg. poids brut		fl. 0,04

Numéro du tarif d'après la loi tarifaire de 1934	Désignation des articles	Base de fixation du droit	Taux du droit	Droit de monopole
	2° Durant la période de février à juin inclus, si la quantité importée ne dépasse pas 2.300 tonnes métriques (poids brut)	Par kg. poids brut		fl. 0,02
	3° Durant la période de février à juin inclus, sur toutes les importations dépassant 2.300 tonnes métriques (poids brut)	Par kg. poids brut		fl. 0,04
	Pommes et poires fraîches			
	<i>Note</i> : Dans les saisons de récolte déficitaire aux Pays-Bas, la période durant laquelle s'appliquera le droit de monopole de fl. 0,02 sera de février à juin inclus pour les pommes fraîches et de janvier à juin inclus pour les poires fraîches. Cependant, les quantités totales admises durant les périodes d'application de ce tarif ne devront pas dépasser 13.500 tonnes métriques pour les pommes fraîches et 2.300 tonnes métriques pour les poires fraîches. Le Gouvernement néerlandais, à toute époque, examinera avec bienveillance les observations que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourra présenter en vue d'établir que les circonstances justifient l'extension précitée de la période d'application du taux de fl. 0,02.			
Ex 148 I 6	Pruneaux secs.	<i>ad val.</i>	12 %	fl. 0,02 par kg. poids net
Ex 148 I 11	Raisins secs.	<i>ad val.</i>	12 %	fl. 0,01 par kg. en ballots, poids brut; dans les autres cas, poids net.
Ex 148 I 16	Noyaux d'abricot	<i>ad val.</i>	10 %	néant
Ex 148 I 18	Pamplemousses.	<i>ad val.</i>	12 %	fl. 0,01 par kg. poids brut
Ex 148 III B et C	Fruits conservés :			
	1° Si on a ajouté 5 % ou moins de 5 % de sucre (sauf les ananas) :			
	a) Pour les contenants dont le poids est inférieur ou égal à 1,2 kg.	<i>ad val.</i>	30 %	fl. 0,10 par kg. poids net
	b) Pour les contenants d'un poids supérieur à 1,2 kg., mais n'excédant pas 5 kg.	<i>ad val.</i>	15 %	fl. 0,05 par kg. poids net

Numéro du tarif d'après la loi tarifaire de 1934	Désignation des articles	Base de fixation du droit	Taux du droit	Droit de monopole
	2° Si on a ajouté plus de 5 % de sucre (excepté les ananas) :			
	a) Pour les contenants d'un poids inférieur ou égal à 1,2 kg.	<i>ad val.</i>	30 %	fl. 0,05 par kg. poids net
	b) Pour les contenants pesant plus de 1,2 kg., mais n'excédant pas 5 kg.	<i>ad val.</i>	15 %	fl. 0,05 par kg. poids net
	3° Ananas en conserves :			
	a) Pour les contenants d'un poids inférieur ou égal à 1,2 kg.	<i>ad val.</i>	30 %	fl. 0,075 par kg. poids net
	b) Pour les contenants d'un poids supérieur à 1,2 kg., mais n'excédant pas 5 kg.	<i>ad val.</i>	15 %	fl. 0,075 par kg. poids net
	<i>Note</i> : La faculté de modifier le droit sur le sucre et la taxe de crise sur le sucre est réservée.			
Ex 148 III C I a) et 3 a)	Asperges en conserve :			
	Pour les contenants de :			
	1° 1,2 kg. ou moins	<i>ad val.</i>	30 %	fl. 0,15 par kg. poids net
	2° Plus de 1,2 kg., mais n'excédant pas 5 kg.	<i>ad val.</i>	15 %	fl. 0,10 par kg. poids net
	3° Plus de 5 kg.	<i>ad val.</i>	10 %	fl. 0,10 par kg. poids net
Ex 148 II et ex 148 III C I c)	1° Avoine concassée (Rolled oats) et préparations alimentaires de céréales :			
	En vrac	—	Exemptes	Voir la note
	2° Avoine concassée (Rolled oats) et gruaux d'avoine :			
	En paquets	<i>ad val.</i>	10 %	Voir la note
	<i>Note</i> : Le droit de monopole sur l'avoine concassée et les gruaux d'avoine destinés à la consommation humaine ne doit pas dépasser les 5/3 du droit de monopole frappant à un moment quelconque les grains d'avoine, aucun maximum n'étant cependant imposé pour ces droits.			
Ex 148 I 24	Riz décortiqué, nettoyé ou glacé :			
	1° En vrac	—	Exempt	} par 100 kg. 1,00 florins
	2° En paquets	<i>ad val.</i>	10 %	
Ex 33 III	Soufre, brut ou raffiné, en vrac	—	Exempt	—
Ex 33 III	Borax, en vrac	—	Exempt	—
Ex 104	Résine, en vrac	—	Exempt	—
Ex 104	Huile de graissage, en vrac.	—	Exempt	—
Ex 148 I	Coton, brut, en vrac.	—	Exempt	—

SECTION B.

Indes néerlandaises.

Numéro du tarif (Loi du 29 décembre 1933, <i>Netherlands Staatsblad N° 772</i>)	Désignation des articles	Base de fixation du droit	Taux du droit		
			Droit d'impor- tation	Surtaxe temporaire	Total y compris la surtaxe
Ex 34 II	Pommes fraîches	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 34 II	Raisins frais	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 36	Fruits secs non spécialement dénommés, sauf les dattes et les tamarins	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 78	Saumon cuit en boîtes métalliques.	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 93 et Ex 42	Farine d'avoine, flocons d'avoine, flocons de maïs, flocons de froment, flocons de riz ; et graux	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
Ex 97 II	Fruits conservés dans l'eau, le sirop ou le vin	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 101 et Ex 103	Légumes en conserves ; asperges et artichauts ; en bouteilles et bocaux ou autres contenants hermétiques	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 121 I	Tabac en feuilles.	100 kg. poids net	fl. 12,00	fl. 6,00	fl. 18,00
Ex 211	Cuirs vernis et cuirs pour empeignes.	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
Ex 235 I	Pneus d'automobiles, enveloppes.	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
	<i>Note</i> : Le droit de fixer un contingent à l'importation des enveloppes de pneus d'auto- mobiles aux Indes néerlandaises est réservé.				
Ex 235 I	Pneus d'automobiles, chambres à air.	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
	<i>Note</i> : Le droit de fixer un contingent à l'im- portation des chambres à air pour pneus d'auto- mobiles aux Indes néerlandaises est réservé.				
Ex 714	Moteurs à combustion et explosion internes et pièces détachées :				
	Pour les automobiles de tout genre	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
	Pour la traction sur rails	—	Exempts	—	—
	Pour bateaux et avions.	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
745	Machines à réfrigérer et dispositifs de refroidis- sement pour l'usage domestique et commer- cial, suivant les prescriptions du tarif des Indes néerlandaises du 29 décembre 1933, et pièces détachées	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
Ex 761	Machines à écrire et pièces détachées	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
Ex 761	Machines à calculer et à additionner et pièces détachées	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
834 I et II	Automobiles de tourisme, camions automobiles et autobus :				
	1. Automobiles de tourisme.	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
	2. Camions automobiles et autobus	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
836 I et II	Châssis d'automobiles et pièces détachées :				
	1. Pour les camions et autobus.	<i>ad val.</i>	12 %	6 %	18 %
	2. Pour les automobiles de tourisme.	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %
837	Accessoires pour automobiles	<i>ad val.</i>	20 %	10 %	30 %

LISTE II

Note : Les dispositions de la présente liste seront interprétées et mises à effet, et l'application des dispositions des lois douanières des États-Unis complémentaires à celles de la présente liste sera déterminée, autant que faire se pourra, comme si chacune des dispositions de la présente liste figurait dans les tarifs indiqués à la colonne de gauche de la liste.

En ce qui concerne les articles énumérés dans la présente liste qui, à la date de la signature du présent accord, sont soumis à des droits de douane ordinaires distincts ou additionnels, établis ou non en vertu des tarifs indiqués à la colonne de gauche de la liste, ces droits de douane distincts ou additionnels resteront en vigueur, sous réserve de toutes restrictions mentionnées dans la présente liste ou fixées ultérieurement, aussi longtemps qu'ils n'auront pas été abrogés par la loi ; toutefois, lesdits droits ne seront pas majorés.

Paragraphe de la loi tarifaire promulguée aux États-Unis en 1930	Désignation des articles	Taux du droit
4	Alcool amylique, primaire, secondaire ou tertiaire	4 cents par livre.
4	Huile empyreumatique	4 cents par livre.
5	Eau sure (Laundry sour) ne contenant pas moins de 20 % de fluorsiliciure de sodium ni moins de 10 % d'acide oxalique n.s.d.	15 % <i>ad val.</i>
5	Fluorsiliciure d'ammonium	15 % <i>ad val.</i>
5 et 23	Huile de Haarlem, qu'elle se présente ou non sous une des formes ou en tout contenant spécifiés au N° 23	15 % <i>ad val.</i>
15	Caféine	90 cents par livre.
15	Théobromine	65 cents par livre.
24	Extraits pour aromatiser et produits à saveur de fruit, naturels ou synthétiques, esters, huiles et essences de fruits, tous ces produits et leurs combinaisons, contenant plus de 50 % d'alcool	60 cents par livre et 18 % <i>ad val.</i>
37	Acétate d'amyle	4 cents par livre.
41	Gélatine comestible évaluée à moins de 40 cents la livre	12 % <i>ad val.</i> et 2 ½ cents par livre.
42	Glycérine purifiée	2/3 de cent par livre plus le taux le plus faible du droit de douane ordinaire prévu pour la glycérine brute en provenance de tout pays étranger, sauf Cuba, à l'époque où ladite glycérine raffinée est introduite ou dédouanée en vue de la consommation, sans que ce droit puisse dépasser 1 2/3 cent par livre.
58	Huile de cajeput distillée ou essentielle ne contenant pas d'alcool	12 ½ % <i>ad val.</i>
77	Lithopone et autres combinaisons ou mélanges de sulfure de zinc et de sulfate de baryum contenant, en poids, moins de 30 % de sulfure de zinc	1 ½ cent par livre.
83	Amidon de pommes de terre	1 ¾ cent par livre.
84	Dextrine faite avec de l'amidon ou de la féculé de pommes de terre	2 ¼ cent par livre.

Paragraphe de la loi tarifaire promulguée aux Etats-Unis en 1930	Désignation des articles	Taux du droit
353	Appareils Röntgen, instruments (autres que de laboratoire), et dispositifs électriques ainsi que leurs parties ; tous ces articles, finis ou non, entièrement en métal ou dont le métal constitue la partie de principale valeur, n.s.d.	17 ½ % <i>ad val.</i>
601	Tabac pour robes de cigares ainsi que tabac pour tripes de cigare mélangé ou emballé avec plus de 35 % de tabac pour robes, importés ou retirés d'entrepôt pour la consommation : Au plus tard le 30 juin 1936 : Non écôté Ecôté Après le 30 juin 1936 : Non écôté Ecôté	\$ 1,875 par livre. \$ 2,525 par livre. \$ 1,50 par livre. \$ 2,15 par livre.
710	Fromages d'Edam et de Gouda	5 cents par livre, mais pas moins de 25 % <i>ad val.</i>
719 ^o (4)	Harengs marinés ou salés (à l'exclusion des harengs conservés dans l'huile ou dans l'huile et d'autres substances) avec ou sans arêtes, en contenants immédiats pesant, y compris leur contenu, plus de 15 livres pièce et ne contenant pas plus de 10 livres poids net de harengs par pièce	¾ de cent par livre poids net. 1 cent par livre.
722	Orge perlé	5/16 de cent par livre.
727	Brisures de riz passant facilement à travers un tamis métallique dont les trous ont un diamètre de 5 ½ soixante-quatrième de pouce	\$ 3 par mille. \$ 6 par mille. \$ 1 par mille.
753	Bulbes de tulipes Bulbes de narcisses Bulbes de crocus Tous autres bulbes, racines, rhizomes, mottes de racines, oignons, tubercules et plantes vivantes herbacées importés pour l'horticulture n.s.d.	15 % <i>ad val.</i>
754	Semis et boutures de rosiers Manetti, multiflora, églantiers, rosiers rugueux et autres rosiers, n'ayant pas plus de trois ans	\$ 1 par mille.
762	Graines de pavot	16 cents par 100 livres.
764	Autres semences des jardins et des champs : Betteraves (autres que les betteraves sucrières) Choux Carottes Choux frisés Betteraves fourragères Radis Epinards Navets Rutabagas Fleurs Toutes autres graines des jardins et des champs n.s.d.	3 cents par livre. 6 cents par livre. 3 cents par livre. 3 cents par livre. 2 cents par livre. 3 cents par livre. ½ cent par livre. 4 cents par livre. 4 cents par livre. 4 cents par livre. 3 cents par livre. 3 cents par livre.
769	Pois cassés	1 ¼ cent par livre.
774	Choux à l'état naturel	1 ½ cent par livre.
775	Choucroute	25 % <i>ad val.</i>
775	Oignons, marinés ou en saumure	25 % <i>ad val.</i>
776	Chicorée moulue ou autrement préparée	3 cents par livre.
777 a)	Cacao et chocolat non édulcorés	1 ½ cent par livre, poids net.

Paragraphe de la loi tarifaire promulguée aux Etats-Unis en 1930	Désignation des articles	Taux du droit
777 b)	Cacao et chocolat édulcorés : En barres ou blocs pesant 10 livres ou plus par pièce	2 cents par livre.
777 c)	Sous toute autre forme, préparés ou non, d'une valeur de 10 cents ou plus la livre	20 % <i>ad val.</i>
802	Beurre de cacao	12 ½ % <i>ad val.</i>
912	Genièvre Etiquettes, pour vêtements ou autres articles, entièrement de coton ou autres fibres végétales ou dont le coton ou les autres fibres végétales constituent la matière de principale valeur	\$ 2,50 par gallon de preuve.
1005 a) (i)	Cordages, y compris les câbles, goudronnés ou non, composés de 3 torons ou plus, chaque toron étant composé de deux ou plusieurs filés, entièrement en sisal ou dont le sisal constitue la matière de principale valeur Si ces articles mesurent moins de ¾ de pouce en diamètre, ils acquittent un droit additionnel de	25 % <i>ad val.</i>
1005 b)	Cordons et ficelles (composés ou non de trois torons ou plus, chaque toron étant composé de deux ou plusieurs filés) goudronnés ou non, simples ou retors, entièrement en chanvre de Manille (abaca), sisal, pite, ou autre fibre dure ou dans lesquels ces matières constituent l'élément de principale valeur	1 cent par livre.
1012	Tissus pelucheux, que la boucle recouvre ou non la surface entière, entièrement en fibre végétale, sauf le coton, ou dont une fibre végétale, sauf le coton, constitue la matière de principale valeur, et tous articles, finis ou non, fabriqués ou coupés de ces tissus ; à condition que le poil soit partiellement rasé	7 ½ % <i>ad val.</i>
1407 a)	Carton bristol des espèces fabriquées sur une machine Fourdrinier ou sur une machine multicylindrique, pesant 8 livres ou plus par rame et d'une valeur non supérieure à 15 cents la livre	20 % <i>ad val.</i>
1409	Carton et papier de paille, y compris le papier d'emballage ; tous ces articles ayant en épaisseur moins de 12 millièmes mais pas moins de 8 millièmes de pouce n.s.d.	30 % <i>ad val.</i>
1504 b) (5)	Chapeaux visés par le N° 1504, connus comme chapeaux de moissonneurs, évalués à moins de 3 dollars par douzaine	2 cents par livre et 10 % <i>ad val.</i>
1552	Pipes avec fourneaux en terre (à l'exclusion de l'écume) et tuyaux d'une matière autre que la terre	15 % <i>ad val.</i>
1602	Aloès à l'état brut, naturels et non composés, dont la valeur ou la qualité n'a pas été augmentée, en les coupant, en les broyant, en les hachant, en les écrasant ou par tout procédé ou traitement quelconque autre que celui qui est indispensable à l'emballage approprié ou pour en prévenir l'altération ou la détérioration avant la fabrication, ne contenant pas d'alcool	12 ½ % <i>ad val.</i>
1609	Pipes avec fourneaux en terre (à l'exclusion de l'écume) et tuyaux d'une matière autre que la terre	2 ½ cents la pièce et 30 % <i>ad val.</i>
1619	Aloès à l'état brut, naturels et non composés, dont la valeur ou la qualité n'a pas été augmentée, en les coupant, en les broyant, en les hachant, en les écrasant ou par tout procédé ou traitement quelconque autre que celui qui est indispensable à l'emballage approprié ou pour en prévenir l'altération ou la détérioration avant la fabrication, ne contenant pas d'alcool	Exempts.
1681	Gambier et ses extraits, ne contenant pas d'alcool . Ecorces de quinquina et autres écorces à quinine . Peaux de taupes, non préparées	Exempts. Exempts. Exemptes. Exemptes.

Paragraphe de la loi tarifaire promulguée aux Etats-Unis en 1930	Désignation des articles	Taux du droit
1684	Kapok, non préparé ni ouvré d'une manière quelconque	Exempt.
1684	Sisal, non préparé ni ouvré d'une manière quelconque	Exempt.
1685	Sulfate d'ammonium, d'une qualité principalement employée comme engrais ou comme ingrédient dans la fabrication des engrais	Exempt.
1686	Copal	Exempt.
1697	Gutta-percha brute et gutta-siak	Exemptes.
1731	Huile de carvi, distillée ou essentielle, ne contenant pas d'alcool	Exempte.
1731	Huile de citronnelle, distillée ou essentielle, ne contenant pas d'alcool	Exempte.
1732	Huile de palme, exprimée ou extraite	Exempte.
	<i>Note</i> : Aucune taxe fédérale intérieure supérieure à 3 cents par livre établie par l'article 602 ½ du « Revenue Act » de 1934, ne sera imposée aux États-Unis sur l'huile de palme originaire des Pays-Bas et de ses territoires d'outre-mer.	
1748	Sulfate de quinine et tous alcaloïdes et sels d'alcaloïdes dérivés de l'écorce du quinquina	Exempts.
1753	Sagou brut et farine de sagou	Exempts.
1765	Peaux de reptiles, brutes	Exemptes.
1768 (1)	Casse, bourgeons de casse et cassia vera, non moulus	Exempts.
1768 (1)	Macis, non moulu	Exempt.
1768 (1)	Noix muscades, non moulues	Exemptes.
1768 (1)	Poivre noir ou blanc, non moulu	Exempt.
1768 (2)	Graines de carvi	Exemptes.
1781	Tapioca, farine de tapioca et cassave	Exempts.
1806	Bâtons de rotin brut ou simplement coupés d'une longueur propre à en faire des manches de parapluies, d'ombrelles, de parasols, de fouets, de cannes à pêche ou de cannes proprement dites.	Exempts.

LISTE III

1. *Farine de froment* :

Le Gouvernement néerlandais s'engage à acheter chaque année aux minoteries des Etats-Unis d'Amérique une quantité de farine de froment représentant 5 % au moins de la consommation totale annuelle de farine de froment aux Pays-Bas, à condition que le prix de cette farine de froment, livrée aux Pays-Bas, ne soit pas supérieur au prix d'autres farines de froment étrangères, de sorte et qualité comparables.

2. *Froment panifiable* :

Le Gouvernement néerlandais s'engage à acheter annuellement une quantité de froment panifiable originaire des Etats-Unis d'Amérique représentant 5 % au moins de la consommation totale annuelle de froment panifiable étranger aux Pays-Bas, à condition que le prix du froment panifiable originaire des Etats-Unis d'Amérique ne soit pas supérieur au prix mondial du froment panifiable de sorte et qualité comparables.

Note 1. Sur les quantités totales annuelles, soit de froment panifiable, soit de farine de froment, originaires des Etats-Unis d'Amérique, que le Gouvernement néerlandais s'engage à acheter en application des dispositions précédentes, un douzième sera acheté chaque mois, à moins qu'on n'effectue à l'avance

les achats relatifs à un ou plusieurs mois. Si, au cours d'un mois donné, le prix du froment panifiable ou de la farine de froment, originaires des Etats-Unis d'Amérique, est supérieur au prix du marché et que, pour cette raison, les achats annuels sont plus faibles que ceux qui sont prévus ci-dessus, le Gouvernement néerlandais ne sera pas tenu de compenser cette insuffisance par une augmentation correspondante des achats effectués au cours des mois suivants.

Note 2. Le Gouvernement néerlandais examinera avec bienveillance toutes les observations que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pourrait formuler relativement à toute question touchant l'application des dispositions contenues dans la présente liste.

LISTE IV

SECTION A.

Pays-Bas.

Numéros statistiques	Désignation des articles	Quantités minimums à admettre annuellement en provenance des Etats-Unis
61	Viande de cheval, salée	1.000 tonnes métriques.
231	Gateaux de soja	2.500 tonnes métriques.
324	Ciment de Portland	80 tonnes métriques.
326	Salpêtre du Chili, y compris le nitrate synthétique	4.508 tonnes métriques de nitrate synthétique.
373	Pointes et clous	738 tonnes métriques.
8373	Fils métalliques étirés, fer et acier	2.762 tonnes métriques.
2391, 3391,	Serrures et pièces détachées	1.000 kg.
4391, 5391,		
ex 8391	Zinc en feuilles	69 tonnes métriques.
397	Riz « décortiqué », nettoyé ou glacé	3.500 tonnes métriques.
447	Allumettes	11.149 kg. — à condition que le contingent total soit affecté à des allumettes de papier, chaque dépliant de papier ne contenant pas plus de 25 allumettes et étant destiné de façon apparente à la publicité.
509		
667, 668, 669, 670, 671, 672, 674	Cuir pour empeignes, cuir pour doublures et cuir chamoisé	148 tonnes métriques — accordées pour ce qui concerne les numéros statistiques 667, 668, 669, 670, 671, 672, 674, sans qu'on fixe de contingent spécial pour chaque numéro statistique. Il est entendu toutefois que la plus grande partie de ce contingent sera affectée à des importations de cuir chromé et tanné pour empeignes, cuir de chèvre et de chevreau. Aucune augmentation de contingent ne sera accordée pour les importations de cuir de vache chromé pour empeignes et de cuir pour empeignes verni.
675	Chaussures, principalement de cuir	10.000 paires.

Numéros statistiques	Désignation des articles	Quantités minimums à admettre annuellement en provenance des Etats-Unis
ex 3675 ex 5675	Chaussures, autres modèles	7.700 paires de caoutchoucs.
4713, 5713 ex 7726, ex 8726	Tissus de soie artificielle	1.410 kg.
4714, 5714 ex 7726, ex 8726	Tissus de soie artificielle mêlée à d'autres matières premières	170 kg.
717, 4726	Tissus de coton, blanchis	2.114 kg.
718, 719, 720 ex 5726	Tissus de coton, imprimés, teints, chinés	20.164 kg.
723, 724, 725, 726, 2726	Tissus de laine ou mélangés	25.000 kg.
741, 742, ex 2742	Rubans, bandes, bandes élastiques, etc.	7.500 kg.
754, 2754	Vêtements extérieurs pour hommes (sans caoutchouc)	4.500 kg.
756, 2756	Vêtements extérieurs pour femmes, y compris les vêtements pour tout jeunes enfants (sans caoutchouc)	5.500 kg.
757	Bas et chaussettes	30.000 douzaines de paires.
2757, 3757	Vêtements tricotés	36.036 kg.
758	Sous-vêtements	2.693 kg.
3764	Chemises	5.400 kg.
813, 814	Papier pour l'impression ou papier à écrire et papier-carton pour l'impression ou papier-carton à écrire	168.600 kg.
815, 817, 818, 2818,	« Autre papier »	98.183 kg.
3818, 819, 2819, 820, 826	Produits en papier	197.300 kg.
825, 827, 828, 2828, 829, 2829,		
830, 831, 832, 833		

SECTION B.

Indes néerlandaises.

359	Engrais, sans spécification	20 % des importations totales moyennes au cours de la période 1931-1932.
-----	---------------------------------------	--

ÉCHANGE DE NOTES

I.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 20 décembre 1935.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai l'honneur de formuler dans la lettre ci-dessous l'interprétation que je donne à l'accord auquel ont abouti les conversations qui ont eu lieu récemment à Washington entre des représentants du Gouvernement des Etats-Unis et des représentants du Gouvernement néerlandais au sujet de certains droits spéciaux.

Il est ressorti de ces conversations que les deux gouvernements sont d'accord pour qu'aucun d'eux ne frappe les produits des territoires de l'autre gouvernement d'aucun droit anti-dumping, ni d'aucun droit nouveau ou supplémentaire destiné à compenser le paiement ou l'attribution d'une prime ou subvention, sans fournir d'abord à l'autre gouvernement, par voie de notification amiable, l'occasion de formuler ses observations quant au droit envisagé. La décision établissant le droit en question ne sera pas prise avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la date de la notification amiable, à moins que la législation n'impose une décision plus rapide. Toutes les observations formulées par l'autre gouvernement feront l'objet d'un examen attentif de la part du gouvernement qui envisage l'établissement du droit.

Veuillez agréer, etc.:

Cordell HULL,

Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

L'honorable Arnold Theodoor Lamping,
Directeur des Accords commerciaux,
Chef de la Délégation néerlandaise,
Washington.

II.

Le 20 décembre 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, relative à l'interprétation que vous donnez à l'accord auquel ont abouti les conversations qui ont eu lieu récemment à Washington entre des représentants du Gouvernement néerlandais et des représentants du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au sujet de certains droits spéciaux.

Il est ressorti de ces conversations que les deux gouvernements sont d'accord pour qu'aucun d'entre eux ne frappe les produits des territoires de l'autre gouvernement d'aucun droit anti-dumping, ni d'aucun droit nouveau ou supplémentaire destiné à compenser le paiement ou l'attribution d'une prime ou subvention, sans fournir d'abord à l'autre gouvernement, par voie de notification amiable, l'occasion de formuler des observations quant au droit envisagé. La décision établissant le droit en question ne sera pas prise avant l'expiration d'un délai de trente jours à compter de la date de la notification amiable, à moins que la législation n'impose une décision plus rapide. Toutes les observations formulées par l'autre gouvernement feront l'objet d'un examen attentif de la part du gouvernement qui envisage l'établissement du droit.

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord intervenu à ce sujet.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Directeur des Accords commerciaux,

WASHINGTON, D. C.

LAMPING.

Son Excellence M. Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,
Washington, D. C.

III.

Le 20 décembre 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Au cours des négociations qui ont abouti au traité de commerce signé ce jour, la délégation néerlandaise, d'accord avec la délégation américaine, s'est efforcée de trouver une définition des fromages de Gouda et d'Edam susceptible d'être insérée dans le traité, à propos de la réduction des droits d'entrée dont ces produits doivent bénéficier à leur importation aux Etats-Unis d'Amérique.

La délégation néerlandaise a fait observer que l'absence d'une définition appropriée est de nature à réduire d'une manière appréciable la valeur de la concession accordée aux Pays-Bas, étant donné qu'on pourrait faire un usage abusif des appellations Gouda et Edam en vue d'importer au tarif réduit des imitations de ces espèces de fromage. Toutefois, il n'a pas été possible d'aboutir, au cours des négociations, à une définition satisfaisant les deux délégations.

Peut-être, à l'occasion de négociations avec d'autres pays, sera-t-il encore possible d'aboutir à une solution qui donnera ultérieurement satisfaction au Gouvernement néerlandais.

Je vous prie de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement américain, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, serait prêt à considérer avec bienveillance des demandes du Gouvernement néerlandais tendant à ce que les fromages néerlandais, sur ce point également, ne bénéficient pas d'un traitement moins favorable que les fromages étrangers jouissant d'un traitement préférentiel.

Veillez agréer, etc.

Le Directeur des Accords commerciaux,
LAMPING.

WASHINGTON, D. C.

Son Excellence M. Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,
Washington, D. C.

IV.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT,
WASHINGTON.

Le 20 décembre 1935.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Comme suite à votre lettre en date du 20 décembre 1935, relative à la définition des fromages de Gouda et d'Edam, à propos du traité de commerce entre les Etats-Unis et le Royaume des Pays-Bas, les propositions présentées à ce sujet par la délégation néerlandaise ont fait l'objet de l'examen le plus attentif.

Etant donné que l'on considère que l'introduction dans les classifications douanières de distinctions excessives n'est pas compatible avec le principe du traitement de la nation la plus favorisée, il n'a pas été possible, ainsi que votre lettre le signale, de convenir d'une définition qui donne satisfaction, sur ce point, aux desiderata du Gouvernement néerlandais. Je puis, néanmoins, vous donner l'assurance que le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention de ne laisser porter aucune atteinte au principe de la nation la plus favorisée, non seulement en ce qui concerne le traité de commerce avec le Royaume des Pays-Bas, mais aussi en ce qui concerne des accords similaires négociés avec d'autres pays.

Veillez agréer, etc.

Cordell HULL,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

L'honorable Arnold Theodoor Lamping,
Directeur des Accords commerciaux,
Chef de la Délégation néerlandaise,
Washington.

N° 4119.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET
ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE

Convention relative à la protection
des oiseaux migrateurs et des
mammifères chassés, signée à
Mexico, le 7 février 1936, et
échange de notes y relatif, Mexico,
les 10 et 11 février 1936.

UNITED STATES OF AMERICA
AND
UNITED STATES OF MEXICO

Convention for the Protection of
Migratory Birds and Game Mam-
mals, signed at Mexico, February
7th, 1936, and Exchange of Notes
relating thereto, Mexico, February
10th and 11th, 1936.

No. 4119. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE UNITED STATES OF MEXICO FOR THE PROTECTION OF MIGRATORY BIRDS AND GAME MAMMALS. SIGNED AT MEXICO, FEBRUARY 7TH, 1936.

English and Spanish official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Convention took place May 29th, 1937.

Whereas, some of the birds denominated migratory, in their movements cross the UNITED STATES OF AMERICA and the UNITED MEXICAN STATES, in which countries they live temporarily ;

Whereas it is right and proper to protect the said migratory birds, whatever may be their origin, in the United States of America and the United Mexican States, in order that the species may not be exterminated ;

Whereas, for this purpose it is necessary to employ adequate measures which will permit a rational utilization of migratory birds for the purposes of sport as well as for food, commerce and industry ;

The Governments of the two countries have agreed to conclude a Convention which will satisfy the above-mentioned need and to that end have appointed as their respective Plenipotentiaries :

The Honorable Josephus DANIELS, representing the President of the United States of America, Franklin D. ROOSEVELT, and

The Honorable Eduardo HAY, representing the President of the United Mexican States, General Lázaro CÁRDENAS,

Who, having exhibited to each other and found satisfactory their respective full powers, conclude the following Convention :

Article I.

In order that the species may not be exterminated, the high contracting parties declare that it is right and proper to protect birds denominated as migratory, whatever may be their origin, which in their movements live temporarily in the United States of America and the United Mexican States, by means of adequate methods which will permit, in so far as the respective high contracting parties may see fit, the utilization of said birds rationally for purposes of sport, food, commerce and industry.

Article II.

The high contracting parties agree to establish laws, regulations and provisions to satisfy the need set forth in the preceding Article, including :

(A) The establishment of close seasons, which will prohibit in certain periods of the year the taking of migratory birds, their nests or eggs, as well as their transportation or sale, alive or dead, their products or parts, except when proceeding, with appropriate authorization, from private game farms or when used for scientific purposes, for propagation or for museums.

(B) The establishment of refuge zones in which the taking of such birds will be prohibited.

(C) The limitation of their hunting to four months in each year, as a maximum, under permits issued by the respective authorities in each case.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, March 15th, 1937.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4119. — CONVENIO ¹ ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE NORTEAMERICA Y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS PARA LA PROTECCION DE AVES MIGRATORIAS Y DE MAMIFEROS CINEGETICOS. FIRMADO EN MEXICO EL 7 DE FEBRERO DE 1936.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 29 mai 1937.

Considerando que algunas de las aves llamadas migratorias en sus viajes cruzan los ESTADOS UNIDOS DE NORTEAMERICA y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, en cuyos países temporalmente habitan ;

Considerando que se justo y conveniente proteger dichas aves migratorias, cualquiera que sea su origen, en los Estados Unidos de Norteamérica y en los Estados Unidos Mexicanos para que no se extingan sus especies ;

Considerando que para el fin indicado es necesario emplear métodos adecuados que permitan utilizar racionalmente las aves migratorias tanto en el deporte cuanto para la alimentación, el comercio y la industria ;

Los Gobiernos de ambos países han convenido en formalizar una Convención que satisfaga la necesidad apuntada y para el efecto han nombrado sus respectivos Plenipotenciarios :

El señor Josephus DANIELS, representando al Presidente de los Estados Unidos Norteamericanos, Franklin D. ROOSEVELT, y

El señor Eduardo HAY, representando al Presidente de los Estados Unidos Mexicanos, General de División Lázaro Cárdenas,

Quienes exhibieron a satisfacción sus respectivos Plenos Poderes, formalizan la siguiente Convención :

Artículo I.

Las Altas Partes contratantes declaran que es justo y conveniente proteger las aves llamadas migratorias, cualquiera que sea su origen, que en sus viajes habiten temporalmente en los Estados Unidos de Norteamérica y en los Estados Unidos Mexicanos, por medio de procedimientos adecuados hasta donde las Altas Partes contratantes determinen, que permitan utilizar dichas aves racionalmente, con fines deportistas, de alimentación, de comercio y de industria, a fin de que sus especies nos se extingan.

Artículo II.

Las Altas Partes contratantes convienen en dictar las Leyes, Reglamentos y Disposiciones conducentes para satisfacer la necesidad indicada en el artículo precedente, incluyendo :

A) La fijación de vedas, que prohiban en determinada época del año la captura de las aves migratorias y sus nidos y huevos, así como que se pongan en circulación o venta vivas o muertas, sus productos y despojos, excepción hecha de cuando procedan de reservas o criaderos particulares y cuando se utilicen con fines científicos, de propagación y para museos, con la autorización correspondiente.

B) La determinación de zonas de refugio en las que estará prohibida la captura de dichas aves.

C) La limitación a cuatro meses como máximo en cada año el ejercicio de la caza, mediante permiso de las autoridades respectivas en cada caso.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 15 mars 1937.

(D) The establishment of a close season for wild ducks from the tenth of March to the first of September.

(E) The prohibition of the killing of migratory insectivorous birds, except when they become injurious to agriculture and constitute plagues, as well as when they come from reserves or game farms : provided, however, that such birds may be captured alive and used in conformity with the laws of each contracting country.

(F) The prohibition of hunting from aircraft.

Article III.

The high contracting parties respectively agree, in addition, not to permit the transportation over the American-Mexican border of migratory birds, dead or alive, their parts or products, without a permit of authorization provided for that purpose by the Government of each country, with the understanding that in the case that the said birds, their parts or products are transported from one country to the other without the stipulated authorization, they will be considered as contraband and treated accordingly.

Article IV.

The high contracting parties declare that for the purposes of the present Convention the following birds shall be considered migratory :

Migratory Game Birds.

Familia Anatidae.
Familia Gruidae.
Familia Rallidae.
Familia Charadriidae.

Familia Scolopacidae.
Familia Recurvirostridae.
Familia Phalaropodidae.
Familia Columbidae.

Migratory Non-game Birds.

Familia Cuculidae.
Familia Caprimulgidae.
Familia Micropodidae.
Familia Trochilidae.
Familia Picidae.
Familia Tyrannidae.
Familia Alaudidae.
Familia Hirundinidae.
Familia Paridae.
Familia Certhiidae.
Familia Troglodytidae.
Familia Turdidae.

Familia Mimidae.
Familia Sylviidae.
Familia Motacillidae.
Familia Bombycillidae.
Familia Ptilogonatidae.
Familia Laniidae.
Familia Vireonidae.
Familia Compothlypidae.
Familia Icteridae.
Familia Thraupidae.
Familia Fringillidae.

Others which the Presidents of the United States of America and the United Mexican States may determine by common agreement.

Article V.

The high contracting parties agree to apply the stipulations set forth in Article III with respect to the game mammals which live in their respective countries.

Article VI.

This Convention shall be ratified by the high contracting parties in accordance with their constitutional methods and shall remain in force for fifteen years and shall be understood to be extended from year to year if the high contracting parties have not indicated twelve months in advance their intention to terminate it.

The respective plenipotentiaries sign the present Convention in duplicate in English and Spanish, affixing thereto their respective seals, in the City of Mexico, the seventh day of February of 1936.

(Seal) Josephus DANIELS.

D) La veda para patos del diez de marzo al primero de septiembre.

E) La prohibición de matar aves migratorias insectívoras, con excepción de los casos en que perjudiquen la agricultura y constituyan plagas, así como también cuando procedan de reservas o criaderos ; entendiéndose que dichas aves podrán capturarse y utilizarse vivas conforme a las leyes respectivas de cada país contratante.

F) La prohibición de cazar a bordo de aeronaves.

Artículo III.

Las Altas Partes contratantes convienen, además, en no permitir que por la frontera norteamericana-mexicana sean transportadas aves migratorias vivas o muertas y sus productos y despojos, sin que lleven como guía la autorización que para el efecto expida el Gobierno de cada país, en la inteligencia de que en el caso de que sean transportadas dichas aves y sus productos y despojos de un país al otro sin la expresada autorización, se considerará ese hecho como contrabando para los efectos legales correspondientes.

Artículo IV.

Las Altas Partes contratantes declaran que para los efectos del presente convenio se considerarán aves migratorias las siguientes :

Aves migratorias de caza.

Familia Anatidae.	Familia Scolopacidae.
Familia Gruidae.	Familia Recurvirostridae.
Familia Rallidae.	Familia Phalaropodidae.
Familia Charadriidae.	Familia Columbidae.

Aves migratorias no de caza.

Familia Cuculidae.	Familia Mimidae.
Familia Caprimulgidae.	Familia Sylviidae.
Familia Micropodidae.	Familia Motacillidae.
Familia Trochilidae.	Familia Bombycillidae.
Familia Picidae.	Familia Ptilogonatidae.
Familia Tyrannidae.	Familia Laniidae.
Familia Alaudidae.	Familia Vireonidae.
Familia Hirundinidae.	Familia Compothypidae.
Familia Paridae.	Familia Icteridae.
Familia Certhiidae.	Familia Thraupidae.
Familia Troglodytidae.	Familia Fringillidae.
Familia Turdidae.	

Las demás que el Presidente de los Estados Unidos de Norteamérica y el de los Estados Unidos Mexicanos determinen de común acuerdo.

Artículo V.

Las Altas Partes contratantes convienen en aplicar las estipulaciones contenidas en el artículo III respecto de los mamíferos cinegéticos que habitan en sus respectivos países.

Artículo VI.

Esta Convención será ratificada por las Altas Partes contratantes de acuerdo con sus procedimientos constitucionales y quedará en vigor durante 15 años, que se entenderán prorrogados por anualidades si las mismas Altas Partes contratantes no manifiestan con doce meses de anticipación su deseo de darla por terminada.

Los Plenipotenciarios respectivos firman la presente Convención por duplicado en inglés y en español, poniendo en ella sus respectivos sellos, en la ciudad de México el día siete del mes de febrero de 1936.

(Sello) Eduardo HAY.

CANJE DE NOTAS

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

SECRETARIA
DE RELACIONES EXTERIORES
ESTADOS UNIDOS MEXICANOS
MÉXICO.

MÉXICO, 10 de febrero de 1936.

SEÑOR ENCARGADO DE NEGOCIOS :

Tengo la honra de manifestar a usted, en relación con el Convenio entre los Estados Unidos Mexicanos y los Estados Unidos de Norteamérica para la Protección de Aves Migratorias y de Mamíferos Cinegéticos, firmado en esta ciudad el 7 del mes en curso, que esta Secretaría se permite proponer la ciudad de Washington para los efectos del canje de ratificaciones a que se refiere el artículo VI del Convenio mencionado, tan pronto como sea practicable.

Aprovecho la oportunidad para renovar a usted las seguridades de mi atenta consideración.

Eduardo HAY.

Señor Henry R. Norweb,
Encargado de Negocios ad-interim
de los Estados Unidos de América.
Presente.

EMBASSY OF THE
UNITED STATES OF AMERICA.
No. 1488.

EXCELLENCY,

I have the honor to acknowledge with appreciation Your Excellency's courteous note No. 3 Ref. III/, of February 10th, 1936, in which it is suggested with reference to the Convention between the United States of America and the United Mexican States for the Protection of Migratory Birds and Game Mammals signed in this city on the 7th of this month that the ratifications provided for in

¹ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

DEPARTMENT
OF FOREIGN RELATIONS
UNITED MEXICAN STATES
MEXICO CITY

MEXICO CITY, February 10th, 1936.

MR. CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honor to advise you, with regard to the Convention between the United Mexican States and the United States of North America for the Protection of Migratory Birds and Game Mammals, signed in this city on the 7th instant, that this Department takes the liberty of proposing the city of Washington for the purpose of the exchange of ratifications referred to by Article VI of the said Convention as soon as may be practicable.

I avail myself of the opportunity to renew to you the assurances of my high consideration.

Eduardo HAY.

Mr. Henry R. Norweb,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the United States of America,
City.

II.

MEXICO, February 11th, 1936.

¹ Translation of the Government of the United States of America.

Article VI of the above-mentioned Convention be exchanged in Washington. It is understood that this proposal is satisfactory to my Government and that the treaty shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

Please accept, Excellency, the renewed assurances of my highest and most distinguished consideration.

R. Henry NORWEB,
Chargé d'affaires ad interim.

His Excellency
Señor General Eduardo Hay,
Minister for Foreign Affairs,
Mexico.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Convention in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

C. E. MacEachran,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4119. — CONVENTION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE RELATIVE A LA PROTECTION DES OISEAUX MIGRATEURS ET DES MAMMIFÈRES CHASSÉS. SIGNÉE A MEXICO, LE 7 FÉVRIER 1936.

Considérant qu'un certain nombre d'oiseaux dits migrateurs traversent dans leurs voyages les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LES ETATS-UNIS DU MEXIQUE et vivent temporairement dans ces pays ;

Considérant qu'il est juste et qu'il convient de protéger lesdits oiseaux migrateurs, quelle que soit leur origine, dans les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique, afin que ces espèces ne soient pas exterminées ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour atteindre ce but, d'employer des mesures adéquates qui permettent l'utilisation rationnelle des oiseaux migrateurs, tant pour la chasse que pour l'alimentation, le commerce et l'industrie ;

Les gouvernements des deux pays sont convenus de conclure une convention qui réponde aux besoins susmentionnés et, à cette fin, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

Monsieur Josephus DANIELS, représentant le Président des Etats-Unis d'Amérique, Franklin D. ROOSEVELT, et

Monsieur Eduardo HAY, représentant le président des Etats-Unis du Mexique, le général Lázaro CÁRDENAS ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont conclu la convention suivante :

Article premier.

Afin de parer à l'extermination des espèces, les Hautes Parties contractantes déclarent qu'il est juste et qu'il convient de protéger les oiseaux dits migrateurs, quelle que soit leur origine, qui, dans leurs migrations, vivent temporairement dans les Etats-Unis d'Amérique et dans les Etats-Unis du Mexique, par des moyens appropriés qui permettent, dans la mesure que fixeront les Hautes Parties contractantes respectives, l'utilisation rationnelle desdits oiseaux pour la chasse, l'alimentation, le commerce et l'industrie.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de promulguer des lois, règlements et dispositions destinés à répondre au besoin exposé à l'article précédent et visant :

A) La fermeture de la chasse à certaines périodes de l'année pendant lesquelles serait interdite la capture des oiseaux migrateurs, de leurs nids ou de leurs œufs, ainsi que le transport ou la vente de ces oiseaux, morts ou vifs, de leurs produits ou de leurs dépouilles, excepté, moyennant autorisation spéciale, lorsqu'ils proviennent de fermes d'élevage privées, ou qu'ils sont destinés à des fins scientifiques, à la reproduction ou à des musées.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

B) La délimitation de zones de refuge, à l'intérieur desquelles il sera interdit de capturer ces oiseaux.

C) La limitation de la chasse à quatre mois par an au maximum, moyennant permis délivré en chaque cas par les autorités respectives.

D) La fermeture de la chasse aux canards sauvages du dix mars au premier septembre.

E) L'interdiction de tuer les oiseaux migrateurs insectivores, sauf lorsqu'ils causent des dommages à l'agriculture et constituent un fléau, ou qu'ils proviennent de réserves ou de fermes d'élevage; ces oiseaux, toutefois, pourront être capturés vifs et utilisés conformément aux lois en vigueur dans chacun des pays contractants.

F) L'interdiction de la chasse à bord d'aéronefs.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'autre part de ne pas permettre le transport à travers la frontière mexico-américaine d'oiseaux migrateurs, morts ou vifs, de leurs dépouilles, ou de leurs produits, sans une licence d'exportation délivrée dans ce but par le gouvernement des pays respectifs, étant entendu qu'au cas où lesdits oiseaux, leurs dépouilles ou leurs produits, seraient transportés d'un pays à l'autre sans l'autorisation nécessaire, ils seront considérés comme contrebande et traités en conséquence.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'aux fins de la présente convention seront considérés comme migrateurs les oiseaux suivants :

Oiseaux migrateurs chassés :

Familia Anatidae.

Familia Gruidae.

Familia Rallidae.

Familia Charadriidae.

Familia Scolopacidae.

Familia Recurvirostridae.

Familia Phalaropodidae.

Familia Columbidae.

Oiseaux migrateurs non chassés :

Familia Cuculidae.

Familia Caprimulgidae.

Familia Micropodidae.

Familia Trochilidae.

Familia Picidae.

Familia Tyrannidae.

Familia Alaudidae.

Familia Hirundinidae.

Familia Paridae.

Familia Certhiidae.

Familia Troglodytidae.

Familia Turdidae.

Familia Mimidae.

Familia Sylviidae.

Familia Motacillidae.

Familia Bombycillidae.

Familia Ptilonotidae.

Familia Laniidae.

Familia Vireonidae.

Familia Compothlypidae.

Familia Icteridae.

Familia Thraupidae.

Familia Fringillidae.

Et tels autres que le Président des Etats-Unis d'Amérique et le Président des Etats-Unis du Mexique pourront fixer d'un commun accord.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'appliquer les stipulations contenues à l'article III aux mammifères chassés vivant dans leurs pays respectifs.

Article VI.

La présente convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes selon leurs méthodes constitutionnelles et demeurera en vigueur pendant quinze ans, étant entendu qu'elle sera prorogée d'année en année, si les Hautes Parties contractantes ne font pas connaître, moyennant préavis de douze mois, leur intention d'y mettre fin.

Les plénipotentiaires respectifs signent la présente convention, en double exemplaire, en anglais ou en espagnol, et y apposent leurs cachets respectifs, à Mexico, le sept février mil neuf cent trente-six.

(Sceau) Josephus DANIELS.

(Sceau) Eduardo HAY.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

SECRETARIAT
DES RELATIONS EXTÉRIEURES,
ETATS-UNIS DU MEXIQUE,
MEXICO.

MEXICO, le 10 février 1936.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, en ce qui concerne la Convention entre les Etats-Unis du Mexique et les Etats-Unis de l'Amérique du Nord visant la protection des oiseaux migrateurs et des mammifères chassés, signée en cette ville le 7 courant, que le Secrétariat des Relations extérieures du Mexique se permet de proposer que l'échange des ratifications visé par l'article VI de la convention susmentionnée se fasse à Washington, dans le plus bref délai possible.

Je saisis cette occasion, etc.

Eduardo HAY.

Monsieur Henry R. Norweb,
Chargé d'Affaires par intérim
des Etats-Unis d'Amérique,
en ville.

II.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
N° 1488.

MEXICO, le 11 février 1936.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence N° 3, Ref. III/, du 10 février 1936, dans laquelle il est proposé, en ce qui concerne la Convention entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique, visant la protection des oiseaux migrateurs et des mammifères chassés, signée dans cette ville le 7 du mois courant, que les ratifications prévues à l'article VI de la convention susmentionnée soient échangées à Washington. Je suis autorisé par mon gouvernement à vous déclarer que cette proposition lui agréée et que le traité entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

Veillez agréer, etc.

R. Henry NORWEB,
Chargé d'Affaires par intérim.

Son Excellence
le Général Eduardo Hay,
Ministre des Affaires étrangères,
Mexico.

N° 4120.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET DANEMARK**

Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord délivrés aux navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge. Signé à Londres, le 24 mars 1937.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND DENMARK**

Agreement regarding the Mutual Recognition of the Load-Line Certificates issued to Ships to which the International Load-Line Convention of 1930 does not apply. Signed at London, March 24th, 1937.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 4120. — OVERENSKOMST MELLEML STORBRITANNIEN OG NORD-IRLAND OG DANMARK OM GENSIDIG ANERKENDELSE AF LASTELINIECERTIFIKATER FOR SKIBE, DER IKKE OMFATTES AF DEN INTERNATIONALE LASTELINIEKONVENTION AF 5. JULI 1930. UNDERTEGNET I LONDON, DEN 24. MARTS 1937.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 29 mai 1937.

DEN KGL. DANSKE REGERING OG REGERINGEN FOR DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG NORD-IRLAND (i det følgende kaldet det Forenede Kongeriges Regering), der ønsker at afslutte en Konvention om gensidig Anerkendelse af Lasteliniecertifikater, som er eller vil blive udfærdiget for Skibe, der ikke falder ind under den internationale Lasteliniekonvention¹ af 1930 (i det følgende kaldet Skibe, der ikke falder ind under (Lastelinie-) Konventionen), er kommet overens om følgende :

Artikel 1.

Den kgl. danske Regering, der har forvissat sig om, at det Forenede Kongeriges Regering har truffet Foranstaltninger for Anvendelsen af den internationale Lasteliniekonventions Bestemmelser paa Skibe, der ikke falder ind under Konventionen, erklærer, at de af det Forenede Kongeriges Regering eller ved dennes Foranstaltning for Skibe, der ikke falder ind under Lasteliniekonventionen, udfærdigede Lasteliniecertifikater, som udviser, at de i Certifikaterne angivne Lastelinier er fastsat i Overensstemmelse med Reglerne i den engelske Sølov for Handelsflaaden—Merchant Shipping (Safety and Load-line Conventions) Act—af 1932, i Havnene i Kongeriget Danmark og Kolonien Grønland, skal have samme Gyldighed, som de af den danske Regering eller ved dennes Foranstaltning udfærdigede Lasteliniecertifikater.

Artikel 2.

Det Forenede Kongeriges Regering, der har forvissat sig om, at den danske Regering har truffet Foranstaltninger for Anvendelsen af den internationale Lasteliniekonventions Bestemmelser paa Skibe, der ikke falder ind under Konventionen, erklærer ligeledes, at de af den danske Regering eller ved dennes Foranstaltning udfærdigede Certifikater, som udviser, at de i Certifikaterne angivne Lastelinier er fastsat i Overensstemmelse med Reglerne i Konventionen, i Havnene i det Forenede Kongerige, i de britiske Kolonier og Protektorater samt i de det Forenede Kongerige underlagte Mandatteritorier skal have samme Gyldighed som de af det Forenede Kongeriges Regering eller ved dennes Foranstaltning udfærdigede Certifikater.

¹ Vol. CXXXV, page 301 ; vol. CXLII, page 392 ; vol. CXLVII, page 354 ; vol. CLII, page 313 ; vol. CLVI, page 256 ; vol. CLX, page 417 ; vol. CLXIV, page 393 ; et vol. CLXXII, page 423, de ce recueil.

No. 4120. — AGREEMENT BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND DENMARK REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF THE LOAD-LINE CERTIFICATES ISSUED TO SHIPS TO WHICH THE INTERNATIONAL LOAD-LINE CONVENTION OF 1930 DOES NOT APPLY. SIGNED AT LONDON, MARCH 24TH, 1937.

English and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place May 29th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF DENMARK and THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND (hereinafter referred to as the Government of the United Kingdom), being desirous of concluding an Agreement for the mutual recognition of the Load-line Certificates which have been or may be issued to ships to which the International Load-line Convention¹, 1930, does not apply (hereinafter referred to as non-Convention ships), have agreed as follows :

Article 1.

The Danish Government, being satisfied that provision has been made by the Government of the United Kingdom for the application of the provisions of the International Load-line Convention to non-Convention ships, agree that the load-line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom to British non-Convention ships certifying that the load-lines shown on the certificate have been assigned in accordance with the provisions of the Merchant Shipping (Safety and Load-line Conventions) Act, 1932, shall, in the ports of the Kingdom of Denmark and the Colony of Greenland, have the same effect as the load-line certificates issued by or under the authority of the Danish Government.

Article 2.

The Government of the United Kingdom, being satisfied that provision has been made by the Danish Government for the application of the provisions of the International Load-line Convention to non-Convention ships, similarly agree that the certificates issued by or under the authority of the Danish Government to Danish non-Convention ships certifying that the load-lines shown on the certificates have been assigned in accordance with the provisions of the Convention shall, in the ports of the United Kingdom, or of any British Colony or Protectorate or of any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, have the same effect as the load-line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom.

¹ Vol. CXXXV, page 301 ; Vol. CXLII, page 392 ; Vol. CXLVII, page 354 ; Vol. CLII, page 313 ; Vol. CLVI, page 256 ; Vol. CLX, page 417 ; Vol. CLXIV, page 393 ; and Vol. CLXXII, page 423, of this Series.

Artikel 3.

Denne Overenskomst kan af det Forenede Kongeriges Regering ved en ad diplomatisk Vej fremsat skriftlig Meddelelse udvides til at omfatte :

- (a) Britiske Kolonier og Protektorater,
- (b) Mandatterritorier underlagt det Forenede Kongeriges Regering,

i hvilke der er truffet Foranstaltninger for Anvendelsen af den internationale Lasteliniekonventions Bestemmelser paa Skibe, der ikke falder ind under Konventionen, og for Udfærdigelsen af Certifikater, der udviser en saadan Anvendelse. Naar saadan Meddelelse er fremkommet, skal et Certifikat som er udfærdiget for et britisk Skib, der ikke falder ind under Lasteliniekonventionen, af en Regering for et Omraade, til hvilket denne Overenskomsts Gyldighed er blevet udvidet, eller ved en saadan Regerings Foranstaltning, i Havnene i Kongeriget Danmark og Kolonien Grønland have samme Gyldighed som Lasteliniecertifikater udfærdiget af den danske Regering eller ved dennes Foranstaltning.

Denne Overenskomst kan endvidere ved en ad diplomatisk Vej fremsat skiftlig Meddelelse udvides til at omfatte New Foundland, hvis New Foundlands Regering maatte træffe Foranstaltninger for Anvendelsen af den internationale Lasteliniekonventions Bestemmelser paa Skibe, der ikke falder ind under Konventionen, og for Udfærdigelsen af Certifikater, der udviser en saadan Anvendelse. Naar saadan Meddelelse er fremkommet, skal et Certifikat, som er udfærdiget for et britisk Skib, der ikke falder ind under Lasteliniekonventionen, af New Foundlands Regering eller ved denne Regerings Foranstaltning i Havnene i Kongeriget Danmark og Kolonien Grønland have samme Gyldighed som Lasteliniecertifikater udfærdiget af den danske Regering eller ved dennes Foranstaltning, og nærværende Overenskomst skal i saa Fald udstrækkes til ogsaa at angaa Havnene i New Foundland.

Denne Overenskomst kan af den danske Regering ved en ad diplomatisk Vej fremsat skriftlig Meddelelse udvides til at omfatte Kolonien Grønland, naar man dersteds maatte have truffet Foranstaltninger for Anvendelsen af den internationale Lasteliniekonvention paa Skibe, der ikke falder ind under Konventionen, og for Udfærdigelsen af Certifikater, der udviser en saadan Anvendelse. Naar saadan Meddelelse er fremkommet, skal et Certifikat, som af Grønlands *Styrelse* eller ved sammes Foranstaltning er udfærdiget for et dansk Skib, der ikke falder ind under Lasteliniekonventionen, i Havnene i det Forenede Kongerige, i de britiske Kolonier og Protektorater, i de det Forenede Kongerige underlagte Mandatterritorier og — saafremt Overenskomsten i Overensstemmelse med denne Artikels foregaaende Stykke udvides til ogsaa at omfatte New Foundland — i Havnene i New Foundland have samme Gyldighed som Lasteliniecertifikater udfærdiget af det Forenede Kongeriges Regering eller ved dennes Foranstaltning.

Enhver af de kontraherende Regeringer kan med seks Maaneders Varsel bringe denne Overenskomst til Ophør i Forhold til ethvert Omraade, for hvilket den har erholdt Gyldighed i Henhold til denne Artikel.

Artikel 4.

I denne Overenskomst skal Udtrykket « danske Skibe, der ikke falder ind under (Lastelinie-) Konventionen », omfatte alle saadanne Skibe, som er indregistreret i Havne i Kongeriget Danmark eller i Kolonien Grønland.

Artikel 5.

Den danske Regering og det Forenede Kongeriges Regering er enige om at foretage alle saadanne Skridt, som efter de respektive Landes Lovgivninger er nødvendige til at give den Anerkendelse, der ifølge nærværende Overenskomst skal tilstaaes Lasteliniecertifikater, udfærdiget henholdsvis i det Forenede Kongerige og Danmark, lovlige Gyldighed.

Article 3.

The present Agreement may be extended by the Government of the United Kingdom by means of a notification in writing given through the diplomatic channel :

- (a) To any British Colony or Protectorate,
- (b) To any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom,

in which provision is made for the application of the provisions of the International Load-line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application, and upon such notification being given, such load-line certificates issued to British non-Convention ships by or under the authority of the Government of the territory to which the present Agreement has been extended shall, in the ports of the Kingdom of Denmark, and the Colony of Greenland, have the same effect as the load-line certificates issued by or under the authority of the Danish Government.

The present Agreement may also, by means of a notification in writing given through the diplomatic channel, be extended to Newfoundland if provision is made by the Government of Newfoundland for the application of the provisions of the International Load-line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application ; and upon such notification being given such load-line certificates issued by or under the authority of the Government of Newfoundland to British non-Convention ships shall have the same effect in the ports of the Kingdom of Denmark and the Colony of Greenland as the load-line certificates issued by or under the authority of the Danish Government, and the present Agreement shall extend to the ports of Newfoundland.

The present Agreement may also be extended by the Danish Government, by means of a notification in writing given through the diplomatic channel, to Greenland when provision is made in the said colony for the application of the provisions of the International Load-line Convention to non-Convention ships and for the issue of certificates attesting such application ; and upon such notification being given, such load-line certificates issued to Danish non-Convention ships by or under the authority of the Board of Administration of Greenland shall, in the ports of the United Kingdom or any British Colony or Protectorate or of any mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of the United Kingdom, or if the Agreement is extended to Newfoundland under the preceding paragraph of this Article, in the ports of Newfoundland, have the same effect as the load-line certificates issued by or under the authority of the Government of the United Kingdom.

Either Contracting Government may, upon giving six months' notice to that effect, terminate the application of the Agreement separately in respect of any territory to which it has been extended under this Article.

Article 4.

For the purposes of the present Agreement the expression " Danish non-Convention ships " shall include all non-Convention ships registered at ports of the Kingdom of Denmark or of the Colony of Greenland.

Article 5.

The Government of the Kingdom of Denmark and the Government of the United Kingdom agree to take all such steps as may be necessary under the laws of their respective countries for the purpose of giving the force of law to the recognition required by this Agreement to be given to United Kingdom and Danish load-line certificates respectively.

Artikel 6.

Denne Overenskomst, der træder i Stedet for den Ordning, som er hidført ved den mellem den kgl. danske Regering og Hans Britiske Majestæts Regering den 18. December 1924 afsluttede Overenskomst¹, skal træde i Kraft paa Undertegnelsesdagen og forblive i Kraft, indtil den med seks Maaneders Varsel opsiges til Ophør af en af de kontraherende Parter.

Til Bekræftelse heraf har de undertegnede, der er behørigt befuldmægtigede hertil, undertegnet denne Overenskomst og forsynet den med deres Segl.

Sket i London den 24. Marts 1937, i dobbelt Udfærdigelse, i det danske og det engelske Sprog, hvilke Tekster begge er autentiske.

(L. S.) (Sign.) Preben Ferdinand AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (Sign.) Anthony EDEN.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 18 mai 1937.

Axel Heils,

Chef des Archives

au Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. XXXII, page 287, de ce recueil.

Article 6.

The present Agreement, which shall supersede the arrangements made in the Agreement¹ between His Britannic Majesty's Government and the Royal Danish Government of the 18th December, 1924, shall come into force on the date of signature and shall thereafter remain in force subject to the right of either of the Contracting Parties to terminate it on giving six months' notice to that effect.

In witness whereof the undersigned, duly authorised to that effect, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in London in duplicate the 24th March, 1937, in Danish and English, both texts being authentic.

(L. S.) (*Signed*) Preben Ferdinand AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (*Signed*) Anthony EDEN.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 18 mai 1937.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. XXXII, page 287, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4120. — ACCORD ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE DANEMARK RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE FRANC-BORD DÉLIVRÉS AUX NAVIRES AUXQUELS NE S'APPLIQUE PAS LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1930 SUR LES LIGNES DE CHARGE. SIGNÉ A LONDRES, LE 24 MARS 1937.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE DANEMARK et LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (ci-après dénommé le Gouvernement du Royaume-Uni), désireux de conclure un accord en vue de la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord qui ont été ou pourront être délivrés à des navires auxquels ne s'applique pas la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge (dénommés ci-après navires non visés par la convention), sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement danois, reconnaissant que des dispositions ont été prises par le Gouvernement du Royaume-Uni à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention, convient que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni ou en son nom à des navires britanniques non visés par la convention et attestant que les lignes de charge indiquées dans le certificat ont été établies conformément aux dispositions du « Merchant Shipping (Safety and Load-Line Conventions) Act » de 1932 auront, dans les ports du Royaume de Danemark et de la colonie du Groenland, le même effet que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement danois ou en son nom.

Article 2.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, reconnaissant que des dispositions ont été prises par le Gouvernement danois à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention, convient également que les certificats délivrés par le Gouvernement danois ou en son nom à des navires danois non visés par la convention et attestant que les lignes de charge indiquées dans les certificats ont été établies conformément aux stipulations de la convention auront, dans les ports du Royaume-Uni, de toute colonie ou protectorat britannique et de tout territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni, le même effet que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni ou en son nom.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Le présent accord pourra être étendu par le Gouvernement du Royaume-Uni au moyen d'une notification écrite adressée par la voie diplomatique :

- a) A toute colonie et à tout protectorat britannique ;
- b) A tout territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni ;

où des mesures auront été prises à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention et la délivrance de certificats attestant ladite application. A la suite de cette notification, les certificats de franc-bord délivrés par le gouvernement du territoire auquel le présent accord aura été étendu, ou au nom de celui-ci, à des navires britanniques non visés par la convention auront, dans les ports du Royaume de Danemark et de la colonie du Groenland, le même effet que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement danois ou en son nom.

Le présent accord pourra également, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique, être étendu à Terre-Neuve, si des dispositions sont prises par le Gouvernement de Terre-Neuve à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention et la délivrance de certificats attestant ladite application. A la suite de cette notification, les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement de Terre-Neuve ou en son nom à des navires britanniques non visés par la convention auront, dans les ports du Royaume de Danemark et de la colonie du Groenland, le même effet que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement danois ou en son nom, et le présent accord s'étendra aux ports de Terre-Neuve.

Le présent accord pourra également, au moyen d'une notification écrite transmise par la voie diplomatique, être étendu par le Gouvernement danois au Groenland si des dispositions sont prises dans cette colonie à l'effet d'assurer l'application des stipulations de la Convention internationale sur les lignes de charge aux navires non visés par la convention et la délivrance de certificats attestant ladite application. A la suite de cette notification, les certificats de franc-bord délivrés par l'administration du Groenland ou en son nom à des navires danois non visés par la convention auront, dans les ports du Royaume-Uni ou de toute colonie ou tout protectorat britannique, ou de tout territoire sous mandat à l'égard duquel le mandat est exercé par le Gouvernement du Royaume-Uni ou, si l'accord a été étendu à Terre-Neuve conformément à l'alinéa précédent du présent article, dans les ports de Terre-Neuve, le même effet que les certificats de franc-bord délivrés par le Gouvernement du Royaume-Uni ou en son nom.

Chacun des gouvernements contractants pourra, moyennant un préavis de six mois, mettre fin à l'application du présent accord pour tout territoire pris séparément auquel l'accord aura été étendu en vertu du présent article.

Article 4.

Aux fins du présent accord, l'expression « navires danois non visés par la convention » s'entendra également de tout navire non visé par la convention immatriculé dans les ports du Royaume de Danemark ou de la colonie du Groenland.

Article 5.

Le Gouvernement du Royaume de Danemark et le Gouvernement du Royaume-Uni conviennent de prendre toutes les mesures qui pourraient être nécessaires d'après la législation de leur pays respectif pour donner force de loi à la reconnaissance qui, en vertu du présent accord, doit être conférée aux certificats de franc-bord délivrés respectivement par le Royaume-Uni et le Danemark.

Article 6.

Le présent accord, qui se substituera aux dispositions arrêtées dans l'Accord entre le Gouvernement de Sa Majesté britannique et le Gouvernement royal danois du 18 décembre 1924, entrera en vigueur à la date de la signature et restera en vigueur tant que l'une ou l'autre des Parties contractantes n'aura pas exercé son droit de dénonciation moyennant préavis de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 24 mars 1937, en langues danoise et anglaise, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (*Signé*) Preben Ferdinand AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) (*Signé*) Anthony EDEN.

N° 4121.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Accord entre l'Administration des postes de l'Allemagne et l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Berlin, le 6 octobre 1936, et à Londres, le 2 décembre 1936.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Parcel Post Agreement between the Post Office of Germany and the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, October 6th, 1936, and at London, December 2nd, 1936.

No. 4121. — PARCEL POST AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF GERMANY AND THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND. SIGNED AT BERLIN, OCTOBER 6TH, 1936, AND AT LONDON, DECEMBER 2ND, 1936.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 2nd, 1937.

THE POST OFFICES OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and OF GERMANY agree to effect a regular direct exchange of parcels between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Germany.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Germany posted in the United Kingdom shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length and 6 feet in length and girth combined; and a parcel for the United Kingdom posted in Germany shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

FREEDOM OF TRANSIT.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

¹ Came into force January 1st, 1937.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4121. — POSTPAKETABKOMMEN¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REICHSPOST UND DER POSTVERWALTUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 6. OKTOBER 1936, UND IN LONDON, AM 2. DEZEMBER 1936.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 juin 1937.

DIE DEUTSCHE REICHSPOST und DIE POSTVERWALTUNG VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND sind übereingekommen, einen regelmässigen, unmittelbaren Austausch von Postpaketen zwischen Deutschland und dem Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Nordirland auszuführen.

In diesem Abkommen und seinen Ausführungsbestimmungen umfasst der Ausdruck „Vereinigtes Königreich“ Grossbritannien und Nordirland, die Kanalinseln und die Insel Man.

ABKOMMEN.

Artikel 1.

GEWICHTS- UND AUSDEHNUNGSGRENZEN.

1. Das Höchstgewicht der im Vereinigten Königreich aufgelieferten Pakete nach Deutschland und der in Deutschland aufgelieferten Pakete nach dem Vereinigten Königreich beträgt 10 kg. (22 englische Pfund). Die Höchstmasse der Pakete aus dem Vereinigten Königreich nach Deutschland sind auf 3 Fuss 6 Zoll in der Länge und 6 Fuss in Länge und Umfang zusammen festgesetzt; die Höchstmasse der Pakete aus Deutschland nach dem Vereinigten Königreich dürfen 105 Zentimeter in der Länge und 180 Zentimeter in Länge und Umfang zusammengenommen nicht überschreiten.

2. Für die richtige Berechnung des Gewichts und der Ausdehnungen eines Pakets ist die Ansicht der Aufgabeverwaltung massgebend, es sei denn, dass offenbar ein Irrtum vorliegt.

Artikel 2.

FREIHEIT DES DURCHGANGS.

Die beiden Verwaltungen gewährleisten das Recht des Durchgangs für Pakete durch ihr Gebiet nach oder von einem Land, mit dem sie Paketpostverbindungen unterhalten. Die Durchgangspakete unterliegen den Bestimmungen dieses Abkommens und der Vollzugsordnung, sofern sie anwendbar sind.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1937.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of the United Kingdom shall be Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00 and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) and 10 kg. (22 lb.) in weight respectively ; and the territorial rates of Germany shall be Fr. 0.60, Fr. 1.00 and Fr. 2.00 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) and 10 kg. (22 lb.) in weight respectively.

The Postal Administration of Germany reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Postal Administration of the United Kingdom reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alteration of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

For parcels sent by sea direct from one country to the other the Post Office of the country of origin pays to the Post Office of the country of destination the sea rate, if the latter office provides for the sea service.

Article 6.

TRANSIT RATES.

1. The Post Office of the country of origin is accountable for the Belgian or Dutch transit rate in the case of parcels transmitted via Belgium or the Netherlands.

2. On parcels sent from Germany in transit through the United Kingdom the British Post Office is entitled to receive a territorial rate of 1.00, 1.50, 2.00, 3.15 francs for parcels in weight of 1, 3, 5 and 10 kg.

3. On parcels sent from the United Kingdom in transit through Germany the German Post Office is entitled to receive 30, 50 and 100 c. for parcels not exceeding 1, 5 and 10 kg. respectively.

4. The Post Office of the country of origin has to defray all charges for the onward land and sea transit communicated by the other Administration for each destination.

Artikel 3.

FREIMACHUNG, GEBÜHREN.

1. Die Freigebühren für die Pakete müssen ausser bei nachgesandten oder zurückgesandten Paketen vorausbezahlt werden.

2. Die Gebühr setzt sich aus den Anteilen zusammen, die den an der Land- oder Seebeförderung teilnehmenden Postverwaltungen zukommen.

Artikel 4.

LANDGEBÜHR.

Für Postpakete, die von einem Land nach dem andern befördert werden, sind folgende Landgebühren festgesetzt :

(a) die deutsche Landgebühr beträgt für Pakete bis zu 1 kg. (2 lb.) 0,60 Frank, über 1 bis 5 kg. (11 lb.) 1 Frank und über 5 bis 10 kg. (22 lb.) 2 Franken ;

(b) die britische Landgebühr beträgt für Pakete bis zu 1 kg. (2 lb.) 1 Frank, über 1 bis 3 kg. (7 lb.) 1,50 Frank, über 3 bis 5 kg. (11 lb.) 2 Franken und über 5 bis 10 kg. (22 lb.) 3,15 Franken.

Die Deutsche Reichspost behält sich das Recht vor, ihre Gebühren zu ändern, wenn andere Gebühren im zwischenstaatlichen Verkehr durch die auf das Abkommen von Kairo von 1934 folgenden Verträge eingeführt werden.

Die Postverwaltung des Vereinigten Königreichs behält sich das Recht vor, ihre Landgebühren zu ändern, wenn irgendeine Änderung dieser Gebühren in ihrem Postpaketverkehr mit anderen Ländern allgemein eingeführt wird.

Artikel 5.

SEEGEREBÜHR.

Jede der beiden Verwaltungen ist berechtigt, die Gebühr für die von ihr besorgte Seebeförderung festzusetzen.

Für Pakete, die von einem Land nach dem andern auf dem unmittelbaren Seeweg befördert werden, vergütet die Postverwaltung des Ursprungslandes der Postverwaltung des Bestimmungslandes den Seeanteil, wenn die zuletzt bezeichnete Verwaltung für die Seebeförderung sorgt.

Artikel 6.

DURCHGANGSGEBÜHREN.

1. Die Postverwaltung des Ursprungslandes hat den belgischen oder niederländischen Durchgangsanteil für die über Belgien oder die Niederlande beförderten Pakete zu tragen.

2. Bei Paketen aus Deutschland im Durchgang durch das Vereinigte Königreich betragen die britischen Landanteile 1, 1,50, 2, 3,15 Franken für Pakete im Gewicht von 1, 3, 5 und 10 kg.

3. Bei Paketen aus dem Vereinigten Königreich im Durchgang durch Deutschland betragen die deutschen Landanteile 30, 50 und 100 c. für Pakete im Gewicht von 1, 5 und 10 kg.

4. Die Postverwaltung des Aufgabelandes hat die Gebühren für den weiteren Land- und Seedurchgang zu bestreiten, die ihr von der anderen Verwaltung für die einzelnen Bestimmungsländer mitgeteilt worden sind.

Article 7.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of Germany may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix.

The Postal Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 8.

DELIVERY, DELIVERY FEE.

1. The parcels shall be delivered to the addressee in accordance with the regulations in force in the country of destination. The Administration of the country of destination may collect, for the delivery of the parcels at the place of address, the charge in force for this purpose in its internal service, with, however, a maximum of 50 centimes for each parcel.

The same charge may, if necessary, be levied for each attempt at delivery at the address.

2. If the parcels are not taken out for delivery at the address the addressee must be advised of their arrival without delay.

Article 9.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 10.

DUTY-FREE PARCELS.

The sender of a parcel may, by a declaration at the time of posting, undertake the payment of all charges due on the parcel on delivery.

In such cases the sender must undertake to pay on demand the amount due and, if necessary, make an adequate deposit.

The Administration which advances charges on behalf of the sender is authorized to collect for this service a commission not exceeding 50 centimes for each parcel. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 7, above.

On a parcel sent under this arrangement, and originating in the United Kingdom, the Postal Administration of the United Kingdom shall be authorized to collect from the sender a special fee not exceeding one shilling.

Article 11.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Artikel 7.

VERZOLLUNGSPOSTGEBÜHR.

Die deutsche Postverwaltung kann für die Zuführung zum Zoll und die Verzollung eines Pakets oder für die blosse Zuführung zum Zoll eine Gebühr von höchstens 50 Centimen erheben. Diese Gebühr kann in Übereinstimmung mit künftigen Vereinsabkommen, die dem Abkommen von Kairo von 1934 folgen, anderweitig festgesetzt werden.

Die Postverwaltung des Vereinigten Königreichs kann eine solche Gebühr erheben, wie sie für ähnliche Dienstverrichtungen im Verkehr mit allen anderen Ländern eingeführt wird.

Artikel 8.

AUSHÄNDIGUNG, ZUSTELLGEBÜHR.

1. Die Pakete werden dem Empfänger nach den Vorschriften des Bestimmungslandes ausgehändigt. Die Bestimmungsverwaltung kann für die Zustellung der Pakete ins Haus eine gleiche Gebühr erheben wie für Pakete seines inneren Dienstes, jedoch höchstens 50 Centimen für jedes Paket.

Dieselbe Gebühr kann sie für jeden weiteren Zustellversuch in der Wohnung des Empfängers erheben.

2. Wenn die Pakete nicht ins Haus gebracht werden, ist der Empfänger von ihrer Ankunft zu benachrichtigen.

Artikel 9.

ZOLL- UND SONSTIGE GEBÜHREN.

Zoll- und sonstige nicht postmässige Gebühren sind von den Empfängern der Pakete zu zahlen, wenn in diesem Abkommen nichts anderes vorgesehen ist.

Artikel 10.

GEBÜHRENFREIE AUSHÄNDIGUNG VON PAKETEN.

Der Absender kann durch eine vorhergehende Erklärung bei der Aufgabepostanstalt die Bezahlung aller Gebühren übernehmen, die auf seinem Paket bei der Aushändigung lasten.

In solchen Fällen muss der Absender sich zur Zahlung der von der Bestimmungsverwaltung verlangten Beträge verpflichten und, gegebenenfalls, einen angemessenen Betrag hinterlegen.

Die Verwaltung, die für Rechnung des Absenders Beträge verauslagt, darf hierfür eine Gebühr von höchstens 50 Centimen für jedes Paket erheben. Diese Gebührenzettelgebühr ist unabhängig von der im Artikel 7 vorgesehenen Verzollungspostgebühr.

Für ein gemäss diesem Abkommen in dem Vereinigten Königreich aufgeliefertes Paket ist die Postverwaltung des Vereinigten Königreichs berechtigt, vom Absender eine besondere Gebühr von höchstens 1 Schilling zu erheben.

Artikel 11.

LAGERGEBÜHR.

Für ein postlagerndes Paket und für ein Paket, das in der vorgeschriebenen Frist nicht abgeholt wird, kann jede der beiden Postverwaltungen eine nach ihrer Gesetzgebung festgesetzte Lagergebühr erheben.

Diese Gebühr darf nicht über 5 Franken hinausgehen.

Article 12.

EXPRESS PARCELS.

1. Parcels shall, at the request of the sender, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or if the office of destination is not in a position to deliver parcels at the addressee's residence notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called "Express" parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination, the Administration of destination may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 38, Section 2, if the parcel is redirected or cannot be delivered.

3. Only one attempt shall be made to deliver by express to the addressee either the parcel itself, or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an Express Parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

Article 13.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

- (a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or may soil or damage other parcels ;
- (b) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;
- (c) Live animals (except bees; leeches and silkworms, which must be packed in suitably constructed boxes) ;
- (d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;
- (e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual and personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

Artikel 12.

EILPAKETE.

1. Pakete werden auf Verlangen des Absenders sogleich nach der Ankunft durch besonderen Boten zugestellt ; wenn die Bestimmungspostanstalt nicht in der Lage ist, die Pakete selbst in der Wohnung des Empfängers zuzustellen, wird dieser von dem Eingang der Pakete unverzüglich durch besonderen Boten benachrichtigt.

Solche „Eilsendungen“ (Express) unterliegen neben der gewöhnlichen Gebühr noch einer besonderen Gebühr von 80 Centimen, die der Absender voll vorauszutrichen hat.

2. Liegt die Wohnung des Empfängers ausserhalb des Ortszustellbereichs der Bestimmungspostanstalt, so kann diese eine Ergänzungsgebühr bis zur Höhe des im innern Verkehr für die Eilzustellung festgesetzten Botenlohns erheben ; dabei wird die vom Absender entrichtete feste Gebühr oder deren Gegenwert in der Währung des Landes, das die Ergänzungsgebühr erhebt, angerechnet.

Diese Ergänzungsgebühr bleibt gemäss den Bestimmungen des Artikels 38 Absatz 2 auf der Sendung haften, wenn das Paket nachgesandt oder unzustellbar wird.

3. Die Eilzustellung des Pakets oder der Eingangsmeldung wird nur einmal versucht. Ist dieser Versuch erfolglos, so wird das Paket nicht mehr als Eilsendung behandelt, sondern wie ein gewöhnliches Paket zugestellt.

Artikel 13.

VERBOTE.

1. Pakete dürfen keine Zettel, Briefe oder Schriftstücke enthalten, die die Eigenschaft einer eigentlichen und persönlichen Mitteilung haben, ebensowenig Sendungen irgendeiner Art, die eine andre Anschrift als die des Paketempfängers oder der bei ihm wohnenden Personen tragen.

Es ist jedoch gestattet, der Sendung eine offene Rechnung beizufügen, wenn sie nur solche Angaben enthält, die das Wesen einer Rechnung ausmachen.

2. Es ist auch verboten, in ein Paket einzulegen :

- (a) Gegenstände, die ihrer Beschaffenheit oder Verpackung nach Postbeamte gefährden oder andere Sendungen beschmutzen oder beschädigen können ;
- (b) explodierbare, leicht entzündliche oder gefährliche Stoffe (einschliesslich der Zündhütchen, geladenen Metallpatronen und Zündhölzer) ;
- (c) lebende Tiere (ausgenommen Bienen, Blutegel und Seidenraupen, die in entsprechend hergestellten Kisten verpackt sein müssen) ;
- (d) Gegenstände, deren Zulassung durch Zoll- oder andere Gesetze und Verordnungen verboten ist ;
- (e) unzüchtige und unsittliche Gegenstände.

Es ist ausserdem verboten, Geldstücke, Platin, Gold oder Silber in verarbeitetem oder nicht verarbeitetem Zustand, Edelsteine, Kleinodien oder andere kostbare Gegenstände in Paketen ohne Wertangabe nach solchen Ländern zu versenden, die eine Wertangabe zulassen.

3. Pakete, die zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden sind, müssen an das Aufgabeland zurückgesandt werden, es sei denn, dass die Verwaltung des Bestimmungslandes durch ihre Gesetze ermächtigt ist, anderweit darüber zu verfügen.

Der Umstand, dass ein Paket einen Brief oder Schriftstücke enthält, die dem Zweck einer eigentlichen und persönlichen Mitteilung dienen, darf indes keinesfalls zur Rücksendung nach dem Aufgabeland Anlass geben.

4. Explodierbare, leicht entzündliche oder gefährliche Stoffe und Gegenstände unzüchtiger oder unsittlicher Art werden nicht nach dem Aufgabeland zurückgesandt, sondern von der Verwaltung, die sie in den Paketposten vorfindet, nach den Vorschriften ihres Landes behandelt.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 14.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 15.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Postal Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the country of destination does not agree to cancel.

Article 16.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 28, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 17.

NON-DELIVERY.

1. The sender may request at the time of posting that if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either :

- (a) Tendered for delivery at a second address in the country of destination or
- (b) Treated as abandoned.

No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the parcel and on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

- “ If not deliverable as addressed, deliver to
- “ If not deliverable as addressed, abandon.”

2. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Postal Administration of the country of destination.

5. Falls ein Paket, das zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden ist, weder zurückgesandt noch dem Empfänger zugestellt wird, muss die Aufgabeverwaltung von der weiteren Behandlung des Pakets ausführlich benachrichtigt werden, damit sie die etwa erforderlichen Massnahmen treffen kann.

Artikel 14.

RÜCKSCHEIN.

Der Absender kann für ein Paket mit Wertangabe unter den für Postpakete durch das Postpaketabkommen des Weltpostvereins vorgeschriebenen Bedingungen einen Rückschein erhalten. Für Pakete ohne Wertangabe kann ein Rückschein nicht verlangt werden.

Artikel 15.

NACHSENDUNG.

1. Hat der Empfänger seinen Wohnort im Gebiet des Bestimmungslandes verändert, so kann das Paket nachgesandt werden. Die Verwaltung des Bestimmungslandes kann eine Nachsendungsgebühr gemäss ihren innern Vorschriften erheben. Ebenso kann ein Paket von einem der beiden Länder, die an diesem Abkommen teilnehmen, nach einem andern Land nachgesandt werden, wenn das Paket den Bedingungen für die neue Beförderung genügt und die Nachsendungskosten entweder, was als Regel zu gelten hat, vorausbezahlt werden oder wenn die Bezahlung dieser Kosten durch den Empfänger einwandfrei sichergestellt ist.

2. Sondergebühren, die bei der Nachsendung entstanden sind und vom Empfänger oder seinem Vertreter nicht bezahlt werden, bleiben im Falle einer weiteren Nachsendung oder der Rücksendung nach den Aufgabeort auf der Sendung haften und werden von dem Empfänger oder, gegebenenfalls, vom Absender eingezogen, der auch andre vom Bestimmungsland nicht niedergeschlagene besondere Kosten zu zahlen hat.

Artikel 16.

FEHLGELEITETE UND VORSCHRIFTSWIDRIGE PAKETE.

Fehlgeleitete oder zu Unrecht zur Beförderung zugelassene Pakete unterliegen den Vorschriften des Artikels 28 Absatz 1 und 2 der Vollzugsordnung.

Artikel 17.

UNZUSTELLBARKEIT.

1. Der Absender kann bei der Einlieferung verlangen, dass das Paket im Fall der Unzustellbarkeit entweder

- (a) an einen andern Empfänger im Bestimmungsland ausgehändigt oder
- (b) als preisgegeben behandelt werde.

Andere Verfügungen sind nicht zulässig. Die auf der Paketkarte und auf dem Paket selbst anzubringenden Voraussetzungen des Absenders müssen nach Form und Inhalt folgendem Wortlaut gleich oder ähnlich sein :

- „ Wenn unzustellbar, aushändigen an “
- „ Wenn unzustellbar, preisgegeben. “

2. Sofern der Absender keine gegenteilige Bestimmung getroffen hat, wird ein Paket, das nicht zugestellt werden kann, ohne vorherige Benachrichtigung nach Ablauf der durch die Vorschriften des Bestimmungslandes festgesetzten Frist auf seine Kosten an ihn zurückgesandt.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 37.

Article 18.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 19.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoil or putrid articles shall be destroyed.

Article 20.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Postal Administration of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Article 21.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 60 centimes may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order. No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

The enquiry fee shall be chargeable for every parcel even if the enquiry concerns several parcels posted at the same time by the same sender for the same addressee.

2. Enquiries shall be admitted only if made by the sender within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel. Each Administration is bound, however, to comply with simple requests for information received after this period from the other Administration concerning parcels posted not more than 2 years previously, provided that the relative records are still available.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 22.

CASH ON DELIVERY PARCELS. CONDITIONS AND CHARGES. SETTLEMENT.

1. Between the United Kingdom and Germany there shall be a regular exchange of parcels subject to the collection of Trade Charges. The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

Dessenungeachtet wird ein Paket, das vom Empfänger endgültig verweigert worden ist, sogleich zurückgesandt.

3. Die auf zurückgesandten unzustellbaren Paketen lastenden Gebühren sind gemäss den Bestimmungen im Artikel 37 einzuziehen.

Artikel 18.

STREICHUNG DER ZOLLGEBÜHREN.

Die Vertragsverwaltungen verpflichten sich, bei ihren Zollverwaltungen die Streichung von Zollgebühren auf Postpaketen zu erwirken, die nach dem Aufgabeland zurückgehen, vom Absender preisgegeben, vernichtet oder nach einem dritten Land nachgesandt werden.

Artikel 19.

VERKAUF. VERNICHTUNG.

Gegenstände, die zu verderben oder zu verfaulen drohen, können ohne vorhergegangene Meldung und ohne gerichtliches Verfahren sogleich, auch auf dem Hin- oder Rückwege zugunsten des Berechtigten veräussert werden. Ist der Verkauf aus irgend einem Grunde unmöglich, so werden die verdorbenen oder faulenden Gegenstände vernichtet.

Artikel 20.

PREISGEBEBENE PAKETE.

Pakete, die dem Empfänger nicht ausgehändigt werden konnten und von den Absendern preisgegeben worden sind, sendet die Bestimmungsverwaltung nicht zurück, sondern behandelt sie nach ihren Vorschriften. Die Bestimmungsverwaltung soll wegen solcher Pakete gegenüber der Aufgabeverwaltung keinerlei Ansprüche stellen.

Artikel 21.

NACHFRAGEN.

1. Für jede Nachfrage nach einem Paket oder nach einer Nachnahmepostanweisung kann eine feste Gebühr von höchstens 60 Centimen erhoben werden. Hat der Absender bereits die besondere Gebühr für einen Rückschein entrichtet, wird keine Gebühr erhoben.

Die Nachfragegebühr wird für jedes Paket auch dann erhoben, wenn die Nachfrage mehrere Pakete betrifft, die ein Absender an denselben Empfänger gleichzeitig eingeliefert hat.

2. Vom Absender beantragte Nachfragen sind nur binnen Jahresfrist, vom Tage nach der Auflieferung an gerechnet, zugelassen. Indes muss die Bestimmungsverwaltung auf Verlangen der Aufgabeverwaltung auch später gestellten einfachen Ersuchen um Auskunft entsprechen, wenn es sich um Pakete handelt, die vor weniger als zwei Jahren aufgeliefert worden sind, vorausgesetzt, dass die betreffenden Unterlagen noch vorhanden sind.

3. Ist eine Nachfrage durch ein dienstliches Verschulden veranlasst worden, so wird die Nachfragegebühr erstattet.

Artikel 22.

NACHNAHMEPAKETE. GEBÜHREN UND VERSENDUNGSBEDINGUNGEN. BEGLEICHUNG.

1. Zwischen Deutschland und dem Vereinigten Königreich können Nachnahmepakete ausgetauscht werden. Der Nachnahmebetrag wird in der Währung des Aufgabelandes des Pakets angegeben.

2. The maximum amount of a Trade Charge in the case of a parcel for delivery in the United Kingdom shall be fixed at the equivalent of £40 in German currency and, in the case of a parcel for delivery in Germany, at £40. In calculating the amount of a Trade Charge fractions of a penny or of a pfennig shall be ignored.

3. Cash on delivery parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary or for insured parcels, as the case may be.

4. In addition, the sender shall pay a special fee which shall be fixed by the Administration of the country of origin and shall not exceed :

(a) $2\frac{1}{2}d.$ for each £1 or fraction of £1 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom.

(b) 10 Reichspfennig for each Reichsmark 20 or fraction of Reichsmark 20 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in Germany.

The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

5. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 4, the Postal Administration of the United Kingdom shall be entitled to collect from the sender of a cash on delivery parcel posted in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding $2d.$ for each parcel and from the addressee of a cash on delivery parcel delivered in the United Kingdom, a supplementary fee not exceeding $4d.$ for each parcel. The Postal Administration of Germany shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in Germany a supplementary fee not exceeding 40 Reichspfennig for each parcel.

6. Each Administration shall communicate to the other any alteration of the fees mentioned in this Article.

7. The Administration of the country of origin of the parcel shall credit to that of the country of destination in the manner prescribed in Article 36, Section 2, of the Detailed Regulations one-half of one per cent. of the amount of the Trade Charge.

8. The two Administrations undertake to admit cash on delivery parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of origin and of destination of the cash on delivery parcels.

Article 23.

CASH ON DELIVERY PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

The two Administrations shall be responsible, under the conditions fixed by Articles 29 to 35 hereafter, for the loss of a cash on delivery parcel and for the abstraction of, or damage to, its contents.

Article 24.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 21 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not, in any case, exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Postal Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

2. Der Höchstbetrag der Nachnahme bei einem Paket nach Deutschland ist £40 und bei einem Paket nach dem Vereinigten Königreich der Gegenwert von £40 in deutscher Währung. Bei Berechnung des Nachnahmebetrags werden Bruchteile eines Pfennigs oder eines Penny ausser Betracht gelassen.

3. Nachnahmepakete unterliegen derselben Behandlung und denselben Gebühren wie gewöhnliche Pakete oder Wertpakete.

4. Ausserdem hat der Absender eines Nachnahmepakets eine besondere Gebühr zu zahlen, die nicht überschreiten darf :

(a) $2\frac{1}{2}d.$ für jedes Pfund Sterling des Nachnahmebetrags oder eines Bruchteils davon bei einem im Vereinigten Königreich aufgelieferten Paket und

(b) 10 Rpf für je 20 Reichsmark des Nachnahmebetrags oder eines Bruchteils bei einem in Deutschland aufgegebenen Paket.

Der eingezogene Nachnahmebetrag wird mit Nachnahmepostanweisung unentgeltlich übersandt.

5. Die Postverwaltung des Vereinigten Königreichs ist berechtigt, neben der im § 4 festgesetzten besonderen Gebühr vom Absender eines im Vereinigten Königreich aufgelieferten Nachnahmepakets eine Zusatzgebühr bis zu $2d.$ für jedes Paket und vom Empfänger jedes im Vereinigten Königreich ausgelieferten Nachnahmepakets eine Zusatzgebühr bis zu $4d.$ für jedes Paket zu erheben. Die Deutsche Reichspost ist berechtigt, vom Absender eines in Deutschland aufgelieferten Nachnahmepakets eine Zusatzgebühr bis zu 40 Rpf für jedes Paket zu erheben.

6. Jede Verwaltung teilt der andern Änderungen der in diesem Artikel erwähnten Gebühren mit.

7. Die Aufgabeverwaltung vergütet der Bestimmungsverwaltung $\frac{1}{2}$ v. H. des Nachnahmebetrags in der im Artikel 36, Absatz 2 der Vollzugsordnung angegebenen Weise.

8. Die beiden Verwaltungen verpflichten sich, Nachnahmepakete im Durchgang durch ihre Länder zuzulassen. Die auf die Nachnahme bezüglichen Abrechnungen werden jedoch unmittelbar zwischen der Aufgabeverwaltung und der Bestimmungsverwaltung der Nachnahmepakete aufgestellt und beglichen.

Artikel 23.

HAFTUNG BEI VERLUST, BERAUBUNG ODER BESCHÄDIGUNG EINES NACHNAHMEPAKETS.

Bei Verlust, Beraubung oder Beschädigung eines Nachnahmepakets haften die beiden Verwaltungen nach den Bestimmungen der Artikel 29 bis 35.

Artikel 24.

ENTSCHÄDIGUNG BEI NICHT EINZIEHUNG DES NACHNAHMEBETRAGS, BEI EINZIEHUNG EINES ZU GERINGEN BETRAGS ODER BEI EINZIEHUNG DURCH EINEN BETRÜGER.

Für ein Paket, das dem Empfänger ohne Einziehung des Nachnahmebetrags ausgehändigt worden ist, kann der Absender Entschädigung verlangen, wenn er in der im Artikel 21 vorgesehenen Frist nachgefragt hat und die Unterlassung der Einziehung nicht auf Vorsatz oder Fahrlässigkeit des Absenders zurückzuführen ist. Dasselbe gilt, wenn die vom Empfänger entrichtete Summe niedriger ist als der angegebene Nachnahmebetrag oder wenn ein Betrüger den Nachnahmebetrag eingezogen hat.

Die Entschädigung darf in keinem Falle den Nachnahmebetrag übersteigen.

Die Verwaltung, die die Entschädigung gezahlt hat, tritt bis zur Höhe dieses Betrags in die Rechte des Absenders wegen aller Ansprüche gegen den Empfänger oder gegen Dritte ein.

Article 25.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Postal Administration of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Administration of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination if the latter is responsible.

After the delivery of a parcel the Administration of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel or the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for cash on delivery parcels.

The Administration of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 35 the sum which has been advanced by the Administration of the country of origin.

Article 26.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Postal Administration to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of the country of origin of the cash on delivery parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Administrations.

Article 27.

INSURED PARCELS. RATES. CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 10,000 francs, subject to any lower limit which may be in force in any intermediate country through which the parcels are forwarded.

2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.

3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.

4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 28.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Artikel 25.

FESTSTELLUNG DER VERANTWORTLICHKEIT BEI NACHNAHMEPAKETEN.

Die Aufgabeverwaltung des Nachnahmepakets zahlt die ordnungsmässig eingezogenen Beträge für Rechnung der Bestimmungsverwaltung. Ebenso wird die Entschädigung für Rechnung der Bestimmungsverwaltung gezahlt, wenn diese verantwortlich ist.

Nach Auslieferung eines Pakets haftet die Bestimmungsverwaltung für den Nachnahmebetrag, wenn sie nicht beweisen kann, dass das Nachnahmepaket und die zugehörige Paketkarte bei der Überweisung an ihren Dienst die für Nachnahmepakete in den Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Bezeichnungen nicht getragen haben.

Die Bestimmungsverwaltung ist verpflichtet nach Artikel 35 den Betrag zurückzuzahlen, der von der Aufgabeverwaltung verauslagt worden ist.

Artikel 26.

NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

Der Betrag einer Nachnahmepostanweisung, der dem Empfänger aus irgend einem Grunde nicht ausgezahlt worden ist, kommt nicht der Aufgabeverwaltung der Postanweisung zugute. Er wird vielmehr von der Aufgabeverwaltung des Nachnahmepakets zur Verfügung des Empfangsberechtigten gehalten und fällt dieser Verwaltung nach Ablauf der gesetzlichen Verjährungsfrist endgültig zu.

Im übrigen unterliegen die Nachnahmepostanweisungen, mit den in der Vollzugsordnung vorgesehenen Ausnahmen, den Bestimmungen des zwischen den beiden Verwaltungen abgeschlossenen Postanweisungsabkommens.

Artikel 27.

WERTPAKETE. GEBÜHREN UND VERSENDUNGSBEDINGUNGEN.

1. Pakete können unter Wertangabe bis zu 10 000 Franken versandt werden, doch gilt eine niedrigere Grenze, wenn ein vermittelndes Durchgangsland eine niedrigere Grenze festgesetzt hat.

2. Für je 300 Franken der Wertangabe oder eines Teils hiervon wird eine von der Aufgabeverwaltung festgesetzte Versicherungsgebühr erhoben.

3. Die Aufgabeverwaltung kann auch vom Absender eines Wertpakets eine Behandlungsgebühr erheben, die 50 Centimen nicht überschreiten darf.

4. Der Absender eines Wertpakets erhält bei der Einlieferung unentgeltlich einen Einlieferungsschein über seine Sendung.

Artikel 28.

BETRÜGERISCHE WERTANGABE.

Die Wertangabe soll den wirklichen Wert des Inhalts der Sendung und der Verpackung nicht übersteigen ; es ist jedoch gestattet, nur einen Teil dieses Wertes anzugeben.

Jede betrügerische Angabe eines höheren als des wirklichen Wertes zieht, gegebenenfalls, gerichtliche Verfolgung nach der Gesetzgebung des Aufgabelandes nach sich.

Ein Paket, dessen Inhalt keinen eigentlichen Geldwert hat, kann trotzdem unter Wertangabe verschickt werden, um ihm die gesicherte Beförderung der Wertpakete zu verschaffen.

Article 29.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels, and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding 1 kilogramme (or 2 lb.), 15 francs for a parcel exceeding 1 kilogramme but not exceeding 3 kilogrammes (7 lb.), 25 francs for a parcel exceeding 3 kilogrammes but not exceeding 5 kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding 5 kilogrammes in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, abstraction or damage occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees and, if the case arises, the despatch fee, shall be retained by the Postal Administrations concerned.

6. The sender of a parcel is responsible, to the extent indicated in section 1 above and in respect of every damaged parcel, for all damage caused by his parcel, when the cause of the damage has been duly established and there has been no fault or negligence on the part of the transport service. It rests with the Administration of origin to take the action against the sender.

Article 30.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 13 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 21 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, Section 3, of the Detailed Regulations.

Artikel 29.

VERANTWORTLICHKEIT FÜR VERLUST, BESCHÄDIGUNG ODER BERAUBUNG.

1. Die beiden Verwaltungen sind vorbehaltlich der Fälle des folgenden Artikels für den Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung der Pakete oder ihres Inhalts oder eines Teils davon verantwortlich.

Der Absender hat Anspruch auf einen dem wirklichen Betrag des Verlustes, der Beraubung oder der Beschädigung entsprechenden Ersatz. Die Entschädigung darf bei Paketen ohne Wertangabe nicht übersteigen: 10 Franken für ein Paket bis zum Gewicht von 1 Kilogramm (oder 2 Pfund), 15 Franken für ein Paket von mehr als 1 bis 3 Kilogramm (7 Pfund), 25 Franken für ein Paket von mehr als 3 bis 5 Kilogramm (11 Pfund) und 40 Franken für ein Paket von mehr als 5 Kilogramm. Bei Wertpaketen darf die Entschädigung nicht über den Betrag der Wertangabe hinausgehen.

Wenn der Verlust, die Beraubung oder Beschädigung sich im Dienst des Bestimmungslandes ereignet hat, kann die Bestimmungsverwaltung auf eigene Kosten und ohne Befragung der Aufgabeverwaltung dem Empfänger Ersatz leisten, wenn dieser nachgewiesen hat, dass zu seinen Gunsten der Absender auf die eigenen Rechte verzichtet hat.

2. Bei der Festsetzung der Entschädigung bleiben mittelbarer Schaden oder entgangener Gewinn ausser Betracht.

3. Die Entschädigung wird nach dem gemeinen Handelswert berechnet, den Waren derselben Art am Tage der Einlieferung am Versandort hatten.

4. Wenn für den Verlust, den völligen Verderb oder die vollständige Beraubung eines Pakets Ersatz zu leisten ist, hat der Absender ausserdem Anspruch auf Erstattung der Beförderungsgebühren.

5. Die Versicherungsgebühren und, gegebenenfalls, die Behandlungsgebühr verbleiben in allen Fällen den Postverwaltungen.

6. Der Absender eines Pakets ist im Umfang des Absatzes 1 und für jedes beschädigte Paket für allen Schaden verantwortlich, den seine Sendung herbeigeführt hat, wenn die Ursache des Schadens einwandfrei klaggestellt ist und weder Vorsatz noch Fahrlässigkeit der Beförderungsunternehmen vorliegt. Die Aufgabeverwaltung hat das Verfahren gegen den Absender einzuleiten.

Artikel 30.

AUSNAHMEN VOM GRUNDSATZ DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die beiden Verwaltungen sind von jeder Verantwortlichkeit befreit:

- (a) wenn ein Fall höherer Gewalt vorliegt;
- (b) wenn sie über den Verbleib von Paketen deshalb keinen Nachweis führen können, weil die Dienstpapiere durch höhere Gewalt vernichtet worden sind; es sei denn, dass ihre Verantwortlichkeit nicht schon anderweit bewiesen worden ist;
- (c) wenn der Schaden durch Verschulden oder Fahrlässigkeit des Absenders oder durch die natürliche Beschaffenheit des Gegenstandes verursacht worden ist;
- (d) wenn der Inhalt der Pakete unter eines der im Artikel 13 angeführten Verbote fällt;
- (e) wenn es sich um Pakete handelt, deren Wert betrügerischerweise zu hoch angegeben worden ist;
- (f) wenn der Absender den Ersatzanspruch nicht innerhalb der im Artikel 21 vorgesehenen Frist erhoben hat;
- (g) wenn Pakete mit Edelsteinen, Schmuck oder Gegenständen aus Gold, Silber oder Platin, deren Wert 2500 Franken übersteigt, nicht in einer Kiste der im Artikel 6, Absatz 3, der Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Ausmasse verpackt waren.

Article 31.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 32.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the cases indicated in Article 29, Section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 33.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Administration responsible for making payment may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when a decision has not been reached on the question whether the loss, abstraction or damage is due to a cause beyond control.
3. The Postal Administration of the country of origin is authorized to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let six months pass without giving a decision in the matter.

Article 34.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Postal Administration, as the case may be.
2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.
3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel.
Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.
4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

Artikel 31.

ERLÖSCHEN DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die beiden Verwaltungen sind nicht mehr für Pakete verantwortlich, die nach den Vorschriften für den Inlandsverkehr ausgehändigt und von den Empfängern oder deren Vertretern ohne Vorbehalt angenommen worden sind.

Artikel 32.

ZAHLUNG DES ERSATZBETRAGS.

Ersatz zu leisten hat die Postverwaltung des Aufgabelandes, abgesehen von dem Fall, in dem nach Artikel 29, Absatz 1, die Bestimmungsverwaltung zu zahlen berechtigt ist. Die Verwaltung des Aufgabelandes kann jedoch nach Zustimmung des Absenders die Verwaltung des Bestimmungslandes zur Entschädigung des Empfängers ermächtigen. Der auszahlenden Verwaltung steht der Rückgriff auf die verantwortliche Verwaltung zu.

Artikel 33.

ZAHLUNGSFRIST.

1. Der Ersatzbetrag soll sobald als möglich und spätestens innerhalb eines Jahres, vom Tage nach der Anfrage an gerechnet, gezahlt werden.
2. Die Verwaltung, die den Ersatzbetrag zu zahlen hat, kann die Ersatzleistung ausnahmsweise über 1 Jahr hinausschieben, wenn die Frage, ob der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung auf höherer Gewalt beruht, noch nicht geklärt ist.
3. Die Aufgabeverwaltung kann den Absender für Rechnung der andern Verwaltung entschädigen, wenn diese 6 Monate hat verstreichen lassen, ohne die ordnungsmässig bei ihr anhängig gemachte Sache zu erledigen.

Artikel 34.

FESTSTELLUNG DER VERANTWORTLICHKEIT.

1. Bis zum Beweise des Gegenteiles ist die Verwaltung verantwortlich, die das Paket von der anderen Verwaltung unbeanstandet übernommen hat und, nachdem sie im Besitz aller vorschriftsmässigen Unterlagen für die Nachforschungen gekommen ist, weder die Aushändigung an den Empfänger noch die ordnungsmässige Weitergabe an die folgende Verwaltung nachweisen kann.
2. Die beiden Verwaltungen tragen den Schaden zu gleichen Teilen, wenn sich der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung eines Pakets, das von einem der beiden Länder zur Auslieferung nach dem andern gesandt worden ist, während der Beförderung ereignet hat und nicht festgestellt werden kann, auf welchem Gebiet dies geschehen ist.
3. Derselbe Grundsatz soll, soweit als möglich, auch dann angewendet werden, wenn andere Verwaltungen an der Beförderung eines Pakets beteiligt sind.
Für Pakete jedoch, die im Durchgang von einem der beiden Länder durch das andere befördert werden, soll keine der beiden Verwaltungen haftbar sein, wenn der Verlust, die Beraubung oder Beschädigung sich in einem Dienstbereich ereignet haben, in dem eine Haftung nicht übernommen wird.
4. Zoll- und andere Gebühren, deren Niederschlagung nicht zu erreichen war, haben die Verwaltungen zu tragen, die für den Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung haftbar sind.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 35.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 32 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the accounts provided for in Article 34, Section 2, of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 36.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 37.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 38.

EXPRESS DELIVERY FEES.

1. The special charge for express delivery prescribed by Article 12, shall be included in the sums credited to the Administration of the country of destination.

When an express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination. If the latter does not undertake express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed ; the same applies when an express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an express parcel, the additional charge prescribed by Article 12, Section 2, shall be claimed from the Administration of the country in which the new destination is situated or from the Administration of the country of origin, as the case may be, by the Administration which has attempted delivery in the manner indicated in Article 37, unless this charge was paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

5. Durch Zahlung des Ersatzbetrags tritt die verantwortliche Verwaltung bis zur Höhe dieses Betrags in die Rechte des Entschädigten bezüglich aller Ansprüche gegen den Empfänger der Sendung, den Absender oder gegen Dritte ein.

Wird ein als verloren angesehenes Paket später ganz oder zum Teil wieder aufgefunden, so ist der Entschädigte zu benachrichtigen, dass er das Paket gegen Rückzahlung des Ersatzbetrags wieder in Empfang nehmen kann.

Artikel 35.

ERSTATTUNG DES ERSATZBETRAGS AN DIE AUFGABEVERWALTUNG.

Die verantwortliche oder die Verwaltung, für deren Rechnung nach Artikel 32 gezahlt wird, ist verpflichtet, den Ersatzbetrag binnen 3 Monaten nach Bekanntgabe der Zahlung zu erstatten. Der Betrag wird von der verantwortlichen Verwaltung durch die im Artikel 34, Absatz 2 der Vollzugsordnung vorgesehene Abrechnung erstattet.

Die Verwaltung, deren Verantwortlichkeit gehörig festgestellt ist, und die anfangs die Zahlung des Ersatzbetrags verweigert hat, muss alle Nebengebühren tragen, die aus der nichtgerechtfertigten Verzögerung der Zahlung entstehen.

Artikel 36.

VERGÜTUNGEN FÜR DIE BEFÖRDERUNG.

Für jedes Paket, das von einem der beiden Länder zur Aushändigung im andern gesandt wird, vergütet die absendende Verwaltung an die Bestimmungsverwaltung die Gebühren, die dieser nach den Bestimmungen der Artikel 4 und 5 zukommen.

Für jedes Paket, das von einem der beiden Länder im Durchgang durch andere gesandt wird, vergütet die absendende Verwaltung der andern Verwaltung die Gebühren, die für die Beförderung und Versicherung des Pakets zu zahlen sind.

Artikel 37.

ANRECHNUNG BEI NACH- ODER RÜCKSENDUNG.

Bei Nach- oder Rücksendung eines Pakets von einem Lande in das andere zieht die nachsendende Verwaltung von der andern Verwaltung die ihr und einer andern an der Nach- oder Rücksendung teilnehmenden Verwaltung zustehenden Gebühren ein. In der Frachtkarte des Kartenschlusses, in dem das Paket versandt worden ist, ist die Forderung zu vermerken.

Artikel 38.

EILZUSTELLUNGSgebÜHREN.

1. Die im Artikel 12 vorgesehene Eilzustellgebühr gehört zu den Vergütungen, die der Bestimmungsverwaltung zukommen.

Wird ein Eilpaket nach einem anderen Lande nachgesandt, ohne dass eine Zustellung versucht worden ist, so wird diese Gebühr dem neuen Bestimmungsland vergütet. Befasst sich dieses aber nicht mit der Eilzustellung, so verbleibt die Gebühr dem ersten Bestimmungsland; dasselbe gilt für unzustellbare Eilpakete.

2. Bei Nach- oder Rücksendung eines Eilpaketes an das Aufgabeland wird die Ergänzungsgebühr (Artikel 12, Absatz 2) von dem Lande angefordert, in dem der neue Bestimmungsort liegt, oder, gegebenenfalls, von der Absenderverwaltung durch die Verwaltung, die die Zustellung in der im Artikel 37 angegebenen Weise versucht hat, wenn diese Gebühr nicht schon bei dem Zustellversuch in der Wohnung des Empfängers entrichtet worden ist.

Article 39.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 15, Section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 40.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

- (a) The special fee referred to in Article 10, fourth paragraph ;
- (b) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 14 ;
- (c) The enquiry fee referred to in Article 21, Section 1 ;
- (d) The supplementary fee for a cash on delivery parcel referred to in Article 22, Section 5 ;
- (e) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 27, Section 3.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 7 shall be retained by the Administration of the country of destination. The commission referred to in Article 10, third paragraph, may be claimed by the same Administration.

Article 41.

CASH ON DELIVERY FEE.

The fee mentioned in Article 22, Section 4, shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 36, Section 2, of the Detailed Regulations.

Article 42.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 43.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post Service, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

Artikel 39.

NACHSENDUNGSGEBÜHR IM BESTIMMUNGSLAND.

Bei weiterer Nachsendung oder Rücksendung nach dem Aufgabeland verbleibt die im Artikel 15, Absatz 2, vorgesehene Nachsendungsgebühr dem Lande, das das Paket innerhalb seines Gebiets nachgesandt hat.

Artikel 40.

VERSCHIEDENE GEBÜHREN.

1. Folgende Gebühren verbleiben unverkürzt der Verwaltung, die sie erhoben hat :

- (a) die besondere Gebühr bei Paketen mit Gebührenzettel (Artikel 10, 4. Absatz) ;
- (b) die feste Gebühr für den Rückschein (Artikel 14) ;
- (c) die Gebühr für Nachfragen (Artikel 21, Absatz 1) ;
- (d) die Zusatzgebühr für ein Nachnahmepaket (Artikel 22, Absatz 5) ;
- (e) die Behandlungsgebühr für ein Wertpaket (Artikel 27, Absatz 3).

2. Die Verzollungspostgebühr (Artikel 7) verbleibt der Bestimmungsverwaltung. Die Gebührenzettelgebühr (Artikel 10, 3. Absatz) wird ebenfalls zugunsten dieser Verwaltung eingezogen.

Artikel 41.

NACHNAHMEGEBÜHR.

Die im Artikel 22, Absatz 4 angegebene Gebühr wird zwischen der Aufgabeverwaltung und der Bestimmungsverwaltung in der Weise geteilt, wie im Artikel 36, Absatz 2, der Vollzugsordnung vorgesehen ist.

Artikel 42.

VERSICHERUNGSGEBÜHR.

Für Wertpakete hat die Aufgabeverwaltung der Bestimmungsverwaltung für die Landbeförderung eine Gebühr von 5 Centimen für je 300 Franken der Wertangabe oder einen Teil von 300 Franken zu vergüten. Wenn die Bestimmungsverwaltung Seebeförderung ausführt, hat die Aufgabeverwaltung eine Zusatzgebühr von 10 Centimen für je 300 Franken der Wertangabe oder einen Teil davon zu vergüten.

Artikel 43.

VERSCHIEDENE BESTIMMUNGEN.

1. Die in diesem Abkommen angegebenen Franken und Centimen sind wie im Weltpostvertrag in Goldwährung zu verstehen.

2. Andere Gebühren als die in diesem Abkommen festgesetzten dürfen für Pakete nicht erhoben werden, es sei denn, dass die beiden Postverwaltungen gegenseitig anderes vereinbaren.

3. Bei aussergewöhnlichen Verhältnissen kann jede Verwaltung den Postpaketverkehr vorübergehend völlig oder teilweise einstellen, doch muss die andere Verwaltung davon sofort, gegebenenfalls, telegraphisch, benachrichtigt werden.

4. Die beiden Verwaltungen haben die folgende Vollzugsordnung aufgestellt, damit die Ausführung dieses Abkommens sichergestellt wird. Weitere Einzelheiten, die mit den allgemeinen Bestimmungen dieses Abkommens vereinbar und in der Vollzugsordnung nicht vorgesehen sind, können zu gegebener Zeit durch gegenseitige Vereinbarungen festgesetzt werden.

5. The internal legislation of the United Kingdom and of Germany shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 44.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall replace and cancel the Parcel Post Agreement signed at London on the 3rd of November, 1894, and at Berlin on the 14th of November, 1894. It shall come into force on the 1st of January, 1937, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may have been denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at London the 2nd day of December, 1936, and at Berlin the 6th day of October, 1936.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) Frhr. v. ELTZ.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF GERMANY AND THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, DATED THE 6TH OF OCTOBER/THE 2ND OF DECEMBER, 1936.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. Die inneren Vorschriften Deutschlands und des Vereinigten Königreichs gelten in allen den Fällen, die durch die Bestimmungen dieses Abkommens und der Vollzugsordnung nicht vorgesehen sind.

Artikel 44.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DES ABKOMMENS.

Dieses Abkommen soll das in Berlin am 14. November und in London am 3. November 1894 unterzeichnete Postpaketabkommen aufheben und ersetzen. Es soll am 1. Januar 1937 in Kraft treten und hat bis nach Ablauf eines Jahres, vom Tage der Kündigung durch eine der beiden Verwaltungen an gerechnet, Gültigkeit.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten, die vorschriftsmässig hierzu berechtigt waren, dieses Abkommen unterschrieben und ihre Siegel hinzugefügt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Berlin, am 6. Oktober 1936, und in London, am 2. Dezember 1936.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) Frhr. v. ELTZ.

VOLLZUGSORDNUNG

ZUM POSTPAKETABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REICHSPOST UND DER POSTVERWALTUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND VOM 6. OKTOBER/2. DEZEMBER 1936.

Artikel 1.

LEITUNG.

1. Jede Verwaltung hat die Postpakete, die ihr die andere Verwaltung zur Beförderung durch ihr Gebiet übergibt, auf demselben Wege und mit denselben Mitteln zu befördern wie ihre eigenen Pakete.

2. Fehlgeleitete Pakete werden dem richtigen Bestimmungsort auf dem kürzesten Wege zugeführt, der der nachsendenden Verwaltung zur Verfügung steht.

Artikel 2.

VERSENDUNGSWEISE. VERWENDUNG VON SÄCKEN.

1. Der Paketaustausch hat zwischen den beiden Ländern durch die Postanstalten stattzufinden, die von den beteiligten Verwaltungen hierfür bestimmt werden.

2. Die Pakete sind zwischen den beiden Ländern in gehörig verschlossenen und versiegelten Säcken auszutauschen.

Solange ein Abkommen im gegenteiligen Sinne nicht getroffen worden ist, werden Pakete aus einem der vertragschliessenden Länder im Durchgang durch das andere „offen“ versandt.

3. Eine Fahne mit Angabe der absendenden und der empfangenden Auswechslungspostanstalt ist am Kropf jedes Sackes zu befestigen; auf der Rückseite der Fahne ist die Zahl der in dem Sack enthaltenen Pakete anzugeben.

4. Der die Frachtkarten and andere Begleitpapiere enthaltende Sack ist besonders zu kennzeichnen.

5. The Express and Cash on Delivery parcels forwarded in a mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, when they are sufficiently numerous, insured parcels shall be forwarded in separate bags. The neck label attached to any bag containing one or more insured parcels shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Postal Administrations.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. Each Postal Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels. They shall be suitably stencilled to indicate ownership. The bags of one Administration shall not be used by the other for any purpose whatsoever, and each Administration shall be required to make good the value of any bags which it fails to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 34 of the Agreement.

9. The bags shall be returned empty, made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate mail addressed to such Office of Exchange as the two Postal Administrations shall appoint. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel, and any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address of an ordinary

5. Eil- und Nachnahmepakete sind in einem Kartenschluss zusammen zu versenden und möglichst in dem Sack, der die Frachtkarte und andere Begleitpapiere enthält. Wenn sie nicht alle in den Sack mit der Frachtkarte hineingehen, ist der andere Sack oder die Säcke, in denen sie befördert werden, mit einem besonderen Vorbindezettel zu versehen.

6. Wertpakete sind, wenn ihre Stückzahl es rechtfertigt, gleichfalls in besonderen Säcken zu befördern. Die Fahnen am Kropf der ein oder mehrere Wertpakete enthaltenden Säcke sind mit einem besonderen Unterscheidungsmerkmal, das zwischen den beiden Verwaltungen von Zeit zu Zeit vereinbart wird, zu kennzeichnen.

7. Das Gewicht eines Paketsackes soll 36 kilogramm (80 Pfund avoirdupois) nicht überschreiten.

8. Jede Verwaltung beschafft die zur Versendung ihrer Pakete erforderlichen Säcke und versieht sie mit einem Eigentumsmerkmal. Die Säcke der einen Verwaltung dürfen von der anderen nicht benutzt werden und jede Verwaltung haftet für den Verlust von Säcken der anderen Verwaltung. Die Verantwortlichkeit für den Verlust leerer Säcke soll nach den Vorschriften für den Verlust von Paketen im Artikel 34 des Abkommens festgestellt werden.

9. Die benutzten Säcke sind leer, zu 10 Stück gebündelt (9 Stück in einem versackt), als besondere Posten an das von der fremden Postverwaltung bezeichnete Auswechslungspostamt zurückzusenden. Die Zahl der zurückgesandten Säcke ist in einer besonderen Frachtkarte mit jährlich fortlaufender Nummer zu vermerken.

Artikel 3.

MITTEILUNGEN.

1. Jede Verwaltung hat der andern durch eine Übersicht mitzuteilen :

(a) das Verzeichnis der Länder, nach denen sie die ihr übergebenen Pakete weiterleiten kann ;

(b) die Leitwege, die für die Beförderung solcher Pakete vom Eintritt in ihr Gebiet oder ihren Dienstbereich an zur Verfügung stehen ;

(c) den Gesamtbetrag der Gebühren, die ihr von der andern Verwaltung für jedes Bestimmungsland zu vergüten sind ;

(d) die Zahl der jedem Paket beizufügenden Zollinhalteerklärungen sowie alle anderen etwa notwendigen Angaben.

2. Jede Verwaltung soll der andern die Namen der Länder bekanntgeben, nach welchen sie ihr Pakete im Durchgang zuzuführen beabsichtigt, es sei denn, dass die Zahl der in Frage kommenden Pakete nur gering ist.

Artikel 4.

FESTSETZUNG DER GEGENWERTE.

Bei Festsetzung der Paketgebühren ist jede Verwaltung berechtigt, die ungefähr entsprechenden Gegenwerte in ihrer eigenen Währung zu bestimmen.

Artikel 5.

BESCHAFFENHEIT DER PAKETE.

Jedes Paket muss :

(a) die genaue Anschrift des Empfängers in lateinischen Buchstaben tragen. Aufschriften mit Stift sind unzulässig ; Pakete, deren Aufschrift mit Tintenstift auf vorher angefeuchteter Schreibfläche hergestellt ist, werden jedoch angenommen. Die

parcel shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to cash on delivery parcels, insured parcels, express parcels or parcels intended for delivery to the addressees free of charge.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of charge shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words "Franc de droits".

2. Every parcel forwarded "free of charge" shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery (Rückschein)" or "Avis de réception (A.R.)". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

Anschrift eines gewöhnlichen Pakets muss auf das Paket selbst oder auf eine Fahne geschrieben werden, die so haltbar an der Sendung befestigt ist, dass sie sich nicht loszulösen vermag. Dem Absender eines Pakets ist zu empfehlen, in die Sendung ein Doppel der Anschrift mit Angabe seiner eigenen Anschrift einzulegen ;

(b) in einer Weise verpackt sein, die der Dauer der Beförderung entspricht und den Inhalt wirksam schützt.

Gegenstände, die die Postbeamten verletzen oder die andere Sendungen beschädigen können, müssen so verpackt sein, dass jede Gefahr ausgeschlossen ist.

Artikel 6.

BESONDERE VERPACKUNG.

1. Flüssigkeiten und leicht schmelzbare Stoffe sind in doppelte Behältnisse zu verpacken. Zwischen dem inneren (Flasche, Fläschchen, Topf, Kästchen, usw.) und dem äusseren Behältnis (aus Metall oder widerstandsfähigem Holz), ist ein Raum zu lassen, der mit Sägemehl, Kleie oder einem anderen aufsaugenden Stoff auszufüllen ist ; der Stoff muss ausreichen, um im Falle eines Bruchs die ganze Flüssigkeit aufzusaugen.

2. Trockene abfärbende Stoffe, z. B. Anilin usw., sind nur in widerstandsfähigen Metallkästen zugelassen, die ihrerseits wieder in Holzkästchen verpackt sind. Der Zwischenraum ist mit Sägemehl auszufüllen.

3. Edelsteine, Schmucksachen oder andere Gegenstände von Gold, Silber oder Platin, deren Wert 2500 Franken übersteigt, sind in eine Kiste zu verpacken, deren Masse nicht weniger als 1,05 Meter oder 3 Fuss 6 Zoll, Länge und Umfang zusammengenommen, betragen.

Artikel 7.

PAKETKARTEN UND ZOLLINHALTERKLÄRUNGEN.

1. Jedes Paket muss von einer Paketkarte und von Zollinhaltserklärungen begleitet sein, die den Vorschriften des Bestimmungslandes entsprechen ; die Zollinhaltserklärungen sind an der Paketkarte haltbar zu befestigen.

2. Jedoch genügen eine einzige Paketkarte und ein einziger Satz Zollinhaltserklärungen für 2 oder 3 (aber nicht mehr) gewöhnliche Pakete, die zu gleicher Zeit von demselben Absender an denselben Empfänger eingeliefert werden. Diese Bestimmung gilt nicht für Nachnahmepakete, Wertpakete, Eilpakete oder Pakete mit Gebührentzettel.

3. Die beiden Verwaltungen übernehmen für die Richtigkeit der Zollinhaltserklärungen keine Verantwortlichkeit.

Artikel 8.

GEBÜHRENFREIE AUSHÄNDIGUNG VON PAKETEN.

1. Ein Paket, das dem Empfänger frei von Gebühren ausgehändigt werden soll, muss auf der Anschriftseite und auf der Paketkarte einen gelben Klebezettel tragen, der in kräftigen Buchstaben die Angabe „Franc de droits“ trägt.

2. Jedem Paket mit dem Vermerk „Frei von Gebühren“ is ein besonderer Gebührentzettel beizufügen, der an der Paketkarte haltbar zu befestigen ist.

Artikel 9.

RÜCKSCHEIN.

1. Wertpakete, zu denen der Absender einen Rückschein verlangt, müssen den deutlich hervortretenden Vermerk „Rückschein (Advice of Delivery)“ oder „Avis de réception (A. R.)“ tragen. Der gleiche Vermerk ist auf die Paketkarten zu setzen.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of the country of origin and shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form shall return it by ordinary post unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " *Duplicata de l'avis de réception* ".

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after an insured parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Postal Union Convention have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 31 below, with the single exception that, in the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form, in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Cash on delivery parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication " C.O.D. " " *Nachnahme* " (Remboursement) written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 12.

TRADE CHARGE LABEL.

Cash on delivery parcels and the Despatch Notes also shall bear on the address side an orange-coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

Article 13.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every cash on delivery parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be firmly attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show as a general rule the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Administration is free to have the money orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

2. Diesen Sendungen wird ein Formblatt beigegeben, das dem Muster in der Vollzugsordnung des Weltpostvertrags entspricht. Der Rückschein wird von der Aufgabepostanstalt oder von einer anderen durch die Absendungsverwaltung bestimmten Postanstalt ausgefertigt; er ist an der zugehörigen Paketkarte zu befestigen. Wenn er nicht an die Bestimmungspostanstalt gelangt, so fertigt diese von Amts wegen einen neuen Rückschein aus.

3. Die Bestimmungspostanstalt füllt das Formblatt ordnungsmässig aus und sendet es dann als gewöhnliche Sendung offen und gebührenfrei an den Absender zurück.

4. Fragt der Absender nach einem nicht in angemessener Frist an ihn zurückgelangten Rückschein, so wird nach den Vorschriften des folgenden Artikels 10 verfahren. Die Gebühr wird in diesem Falle nicht noch einmal erhoben; die Aufgabepostanstalt versieht vielmehr den Vordruck am Kopfe mit dem Vermerk „Duplicata de l'avis de réception“.

Artikel 10.

NACHTRÄGLICHES VERLANGEN EINES RÜCKSCHEINS.

Verlangt der Absender nachträglich einen Rückschein, so füllt die Aufgabepostanstalt oder eine andere, von der Aufgabeverwaltung bestimmte Postanstalt einen Rückschein aus und fügt ihn einem Laufsreiben bei, auf dem zuvor die im Weltpostvertrag vorgesehene Gebühr in Freimarken zu verrechnen ist.

Das Laufsreiben mit dem Rückschein ist nach den Vorschriften des nachstehenden Artikels 31 zu behandeln, jedoch mit dem Unterschied, dass im Falle der ordnungsmässigen Zustellung des Pakets die Bestimmungspostanstalt das Laufsreiben abnimmt und den Rückschein nach der Vorschrift im Paragraph 3 des vorangehenden Artikels nach dem Aufgabort zurückschickt.

Artikel 11.

ANGABE DER NACHNAHME.

1. Pakete mit Nachnahme und die zugehörigen Paketkarten müssen auf der Anschriftseite in deutlich hervortretender Weise den schriftlichen oder gedruckten Vermerk „Nachnahme“ „C.O.D.“ (Remboursement) und dahinter den Nachnahmebetrag tragen; Streichungen oder Änderungen, selbst anerkannte, sind nicht zulässig.

2. Der Absender hat ausserdem auf dem Paket und auf der Vorderseite der Paketkarte seinen Namen und seine Anschrift in lateinischer Schrift anzugeben.

Artikel 12.

NACHNAHMEZETTEL.

Nachnahmepakete und die zugehörigen Paketkarten müssen auf der Aufschriftseite einen orangefarbenen Zettel nach dem Muster der Anlage zur Vollzugsordnung des Weltpostvertrags tragen.

Artikel 13.

NACHNAHMEPOSTANWEISUNG.

1. Jedem Nachnahmepaket ist eine Nachnahmepostanweisung beizufügen. Dieses an der Paketkarte zu befestigende Formblatt muss die Angabe des Nachnahmebetrags in der Währung des das Paket absendenden Landes tragen und in der Regel den Absender des Pakets als Empfänger der Postanweisung bezeichnen. Jede Verwaltung kann aber Postanweisungen zu Paketen aus ihrem Lande an die Aufgabepostanstalten der Pakete oder an andere Anstalten richten lassen. Der Postanweisungsabschnitt muss den Namen und die Anschrift des Empfängers des Pakets sowie dessen Aufgabort und Aufgabort ersehen lassen.

2. Eintragungen mit Stift sind auf der Nachnahmepostanweisung nicht zulässig.

Article 14.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination of the parcels by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 15.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination. After the expiration of this period the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 17 of the Agreement.

Article 16.

REDIRECTION OF CASH ON DELIVERY PARCELS.

1. A cash on delivery parcel may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of cash on delivery parcels. In this case, the parcel shall be accompanied by the Trade Charge Money Order form prepared by the office of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of cash on delivery parcels with the country of origin, the parcel shall be treated as undeliverable.

Article 17.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Service Instructions" ("Indications de Service") and, after date-stamping it, shall return it free of postage to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders of the parcels under the conditions fixed by the Administration of the country of payment.

Article 18.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate.

Artikel 14.

UMRECHNUNG DES NACHNAHMEBETRAGS.

Die Verwaltung des Bestimmungslandes der Pakete rechnet den Nachnahmebetrag in ihre Währung um, und zwar nach dem Umrechnungsverhältnis für Postanweisungen nach dem Aufgabeland der Pakete.

Artikel 15.

EINLÖSUNGSFRIST DER NACHNAHMEN.

Der Nachnahmebetrag muss vom Empfänger in der Zeit gezahlt werden, die durch die Vorschriften des Bestimmungslandes festgesetzt ist. Nach Ablauf dieser Zeit wird das Paket gemäss Artikel 17 des Abkommens als unzustellbar behandelt.

Artikel 16.

NACHSENDUNG VON NACHNAHMEPAKETEN.

1. Nachnahmepakete können nachgesandt werden, wenn das neue Bestimmungsland mit dem Aufgabeland Nachnahmepaketdienst unterhält. In diesem Falle sind den Paketen die von der Aufgabeverwaltung ausgestellten Nachnahmepostanweisungen beizufügen. Die Verwaltung des neuen Bestimmungslandes wickelt die Nachnahmen ab, als ob die Pakete von vornherein an sie gerichtet gewesen wären.

2. Wird ein Antrag auf Nachsendung nach einem Lande gestellt, das einen Nachnahmepaketverkehr mit dem Aufgabeland nicht unterhält, so wird das Paket als unzustellbar behandelt.

Artikel 17.

BEHANDLUNG DER NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

Sofort nach Einziehung des Nachnahmebetrags füllt die Bestimmungspostanstalt, oder eine von der Bestimmungsverwaltung sonst bezeichnete Dienststelle den Teil „Dienstliche Vermerke“ (Indications de service) der Nachnahmepostanweisung aus, bedruckt die Postanweisung mit dem Tagesstempel und sendet sie gebührenfrei an die Aufgabepostanstalt des Pakets oder an die von der Aufgabeverwaltung auf der Anweisung besonders angegebenen Dienststelle zurück.

Die Nachnahmepostanweisungen werden den Absendern der Pakete unter den von der Verwaltung des zahlenden Landes festgesetzten Bedingungen ausgezahlt.

Artikel 18.

VERNICHTUNG ODER ERSATZ VON FORMBLÄTTERN ZU NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

1. Formblätter zu Nachnahmepostanweisungen von Paketen, die aus irgend einem Grunde an den Absender zurückgesandt werden, müssen von der Verwaltung, die die Rücksendung bewirkt, durchkreuzt und, an die Paketkarte befestigt, zurückgesandt werden.

2. Sind Formblätter zu Nachnahmepostanweisungen vor der Einziehung der Nachnahme verlegt, verloren oder vernichtet worden, so fertigt die Bestimmungspostanstalt oder ein anderes von der Bestimmungsverwaltung bestimmtes Postamt ein Doppel aus.

Article 19.

TRADE CHARGE MONEY ORDER LOST, ETC.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Postal Administrations that the order has not been paid.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the Order is not claimed within the period of validity.

5. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that office, officially registered, for correction.

Article 20.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The indication on the parcel shall be both in words and figures. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 21.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel posted in the United Kingdom and its Despatch Note as well shall bear a small red label with the indication "Insured" or "Valeur déclarée" in Roman characters. Insured parcels posted in Germany and the relative Despatch Notes shall bear labels with the letter "V", the name of the office of origin and the serial number in red colour.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge. The address shall be written on the cover of an insured parcel, and not merely on a label, which may become detached.

Artikel 19.

VERLORENE NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

1. Eine Nachnahmepostanweisung, die nach Einziehung der Nachnahme verlegt, verloren oder vernichtet worden ist, wird durch ein Doppel oder durch eine Zahlungsermächtigung ersetzt, nachdem die beiden Verwaltungen festgestellt haben, dass die Postanweisung nicht ausgezahlt worden ist.

2. Wenn die Aushändigung von Nachnahmepostanweisungen an die Empfänger in den Gültigkeitsfristen, die im Postanweisungsabkommen der beiden Verwaltungen festgesetzt sind, nicht möglich gewesen ist, so werden die Nachnahmepostanweisungen beim Ablauf der Gültigkeitsfrist von der Auszahlungsverwaltung vollzogen und der absendenden Verwaltung in Rechnung gestellt.

3. Nachnahmepostanweisungen, die den Empfangsberechtigten ausgehändigt worden sind, deren Beträge aber in der vom Postanweisungsabkommen der beiden Länder festgesetzten Gültigkeitsfrist nicht abgehoben worden sind, sind durch Zahlungsermächtigungen zu ersetzen. Diese Zahlungsermächtigungen sind von der Einzahlungsverwaltung auszustellen und zwar so bald sie festgestellt hat, dass die ursprüngliche Anweisung während der Gültigkeitsfrist nicht ausgezahlt worden ist; sie sind von der andern Verwaltung zu vollziehen; die zu zahlenden Beträge sind in der ersten Abrechnung nach dem Eingang der Zahlungsermächtigung in Rechnung zu stellen.

4. Die Aufgabeverwaltung einer Nachnahmepostanweisung macht der andern Verwaltung Mitteilung, wenn die Anweisung während der Gültigkeitsfrist nicht verrechnet worden ist.

5. Eine Nachnahmepostanweisung, die infolge unvollständiger Ausstellung durch das Bestimmungspostamt des Pakets nicht ausgezahlt werden kann, ist diesem Postamt zur Berichtigung als dienstliche Einschreibsendung umgehend zurückzusenden.

Artikel 20.

WERTANGABE.

Die Wertangabe muss auf den Wertpaketen und den zugehörigen Paketkarten in der Währung des Aufgabelandes angegeben werden. Streichungen oder Änderungen, selbst anerkannte, sind nicht zulässig. Die Wertangabe ist auf dem Paket in Buchstaben und in Ziffern niederzuschreiben. Der Betrag der Wertangabe ist von der Aufgabeverwaltung in Goldfranken umzurechnen. Das Ergebnis der Umrechnung ist in neuen Ziffern neben oder unter der in der Währung des Aufgabelandes angegebenen Wertangabe deutlich zu vermerken.

Artikel 21.

WERTZETTEL USW.

Jedes im Vereinigten Königreich aufgelieferte Wertpaket und die zugehörige Paketkarte müssen einen kleinen roten Zettel mit der Angabe „Wertpaket (Insured)“ oder „Valeur déclarée“ in lateinischen Buchstaben tragen. In Deutschland aufgelieferte Wertpakete und die zugehörigen Paketkarten tragen einen Zettel mit dem Buchstaben „V“. Der Name der Aufgabepostanstalt und die Aufgabennummer sind in Rotdruck angeben.

Auf Paketen, die gemünztes Geld, Gold oder Silbersachen oder sonstige kostbare Gegenstände enthalten, müssen sich die Siegel oder sonstigen Abdrücke, die Zettel jeder Art und die etwaigen Freimarken in einem gewissen Abstand voneinander befinden, damit sie nicht Beschädigungen der Umhüllung verdecken können. Auch dürfen die Zettel und die Freimarken nicht von der einen auf die andere Seite der Umhüllung übergreifen und auf diese Weise den Rand verdecken.

Die Anschrift muss bei Wertpaketen auf die Umhüllung selbst und nicht auf Anschriftzettel, die leicht abfallen können, geschrieben werden.

Article 22.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

Article 23.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 24.

SERIAL NUMBER AND OFFICE OF ORIGIN.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 25.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the office and date of posting.

Article 26.

EXPRESS PARCELS.

Every express parcel and the relative Despatch Note as well shall be provided near to the address with a printed label of a deep red colour bearing in bold type the word " Express (Eilbote) " or " *Exprès* ".

Article 27.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note, and return the latter accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " *Franc de droits* " and is advised accordingly reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note and to indicate if possible the date of posting of the parcel. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

Artikel 22.

VERSIEGELUNG DER WERTPAKETE.

Jedes Wertpaket muss durch Siegellack oder Blei oder durch ein anderes Mittel mit besonderem und gleichartigem Gepräge oder Zeichen des Absenders verschlossen sein; die Siegelabdrücke usw. müssen in ausreichender Zahl angebracht sein, so dass dem Inhalt nicht beizukommen ist, ohne eine sichtbare Spur des Eingriffs zu hinterlassen.

Artikel 23.

GEWICHTSANGABE BEI WERTPAKETEN.

Die Aufgabeverwaltung hat das genaue Gewicht jedes Wertpakets in Gramm anzugeben:

- (a) in der Aufschrift des Pakets;
- (b) auf der Paketkarte an der dafür vorgesehenen Stelle.

Artikel 24.

AUFGABENUMMER UND AUFGABEPOSTANSTALT.

Jedes Paket und die zugehörige Paketkarte müssen mit einem Zettel, auf dem die Aufgabennummer und der Name der Aufgabepostanstalt angegeben sind, beklebt werden. Eine Aufgabepostanstalt soll nicht gleichzeitig zwei oder mehrere Reihen von Zetteln ohne Unterscheidungszeichen verwenden.

Artikel 25.

STEMPELABDRUCK.

Die Aufgabepostanstalt bedruckt die Paketkarte auf der Anschriftseite mit einem Stempel, der den Namen der Aufgabepostanstalt und den Tag der Auflieferung angibt.

Artikel 26.

EILPAKETE.

Eilpakete und die zugehörigen Paketkarten werden neben der Anschrift mit einem Stempelabdruck oder Zettel versehen, der in kräftigen Buchstaben das Wort „Eilbote—(Express)“ oder „Expres“ trägt.

Artikel 27.

RÜCKSENDUNG DER GEBÜHRENZETTEL. EINZIEHUNG DER VERAUSLAGTEN BETRÄGE.

1. Die Postanstalt, die die Zoll- oder sonstigen Gebühren für Rechnung des Absenders eines gebührenfreien Pakets verauslagt hat, vervollständigt die Angaben auf der Rückseite des Gebührenzettels und übersendet ihn mit den Belegstücken in geschlossenem Umschlag ohne Angabe des Inhalts an das Postamt, das auf der Aufschriftseite des Gebührenzettels angegeben ist.

2. Wenn ein Paket mit dem Klebezettel „Franc de droits“ im Bestimmungsland ohne Gebührenzettel eingeht, fertigt die Verzollungspostanstalt ein Doppel des Gebührenzettels aus; dabei ersetzt sie den Namen der auf dem Gebührenzettel vermerkten Verwaltung durch den des Aufgabelandes der Sendung und gibt, soweit möglich, den Aufgabetag des Pakets an. Wenn der Gebührenzettel nach Aushändigung des Pakets verloren geht, wird in derselben Weise ein Doppel ausgefertigt.

3. Franking Notes relating to parcels, which, for any reason whatsoever are returned to the country of origin and of which Customs clearance has not been effected by the Administration of the country of destination must be cancelled by the office which returns the parcels.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Administration of the country of destination, the Administration of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate fixed for the issue of Money Orders for payment in the country in question. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and in the counterfoil and shall be supported by the signature of the officer who made the conversion.

Article 28.

RETRANSMISSION.

1. The Postal Administration retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which the United Kingdom or Germany has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 29.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 17, Section 1, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. Gebührenzettel zu solchen Paketen, die aus irgend einem Grunde vor der Verzollung durch die Bestimmungsverwaltung nach dem Aufgabeort zurückgesandt werden, sind von der Verwaltung, die die Pakete zurücksendet, ungültig zu machen.

4. Wenn ein Gebührenzettel mit der Angabe der Auslagen der Bestimmungsverwaltung wieder eingeht, rechnet die Aufgabeverwaltung diesen Betrag in ihre eigene Währung um, und zwar nach einem Umrechnungsverhältnis, das sie selbst bestimmt und das nicht höher sein darf als für Postanweisungen nach dem Bestimmungsland. Das Ergebnis der Umrechnung wird in dem Stammteil des Formblatts und auf dem Abschnitt vermerkt und durch die Unterschrift des Beamten bescheinigt, der die Umrechnung bewirkt hat.

Artikel 28.

NACHSENDUNG.

1. Fehlgeleitete Pakete dürfen von der nachsendenden Verwaltung nicht mit Zoll- oder andern nichtpostlichen Gebühren belegt werden.

Gibt diese Verwaltung ein solches Paket an die Verwaltung zurück, die es ihr zugeführt hat, so erstattet sie ihr die empfangenen Vergütungen und teilt ihr den Irrtum durch Meldung mit.

Reichen in anderen Fällen die ihr vergüteten Gebühren zur Deckung der Kosten für die Weitersendung nicht aus, so vergütet sie der Verwaltung, der sie das Paket zuführt, die ordnungsmässigen Beförderungsgebühren und stellt der Auswechslungspostanstalt, die ihr das fehlgeleitete Paket überwiesen hat, den erwachsenden Fehlbetrag in Schuld. Der Grund der Anrechnung wird dieser Postanstalt durch eine Meldung mitgeteilt.

2. Muss ein Paket, das infolge eines Irrtums zu Unrecht angenommen worden ist, aus diesem Grunde nach dem Aufgabeland zurückgesandt werden, so vergütet die Verwaltung, die das Paket zurückgibt der Verwaltung, die es ihr überwiesen hat, die empfangenen Vergütungen.

3. Gebühren, die auf einem Paket lasten, das infolge Veränderung des Wohnorts des Empfängers oder eines Irrtums des Absenders nach einem mit Deutschland oder dem Vereinigten Königreich im Paketaustausch stehendem Lande nachgesandt worden ist, werden von der Verwaltung eingezogen, an die das Paket weitergegeben wird. Wird die Gebühr für die Weiterbeförderung vor der Nachsendung entrichtet, so ist das Paket so zu behandeln, als wenn es unmittelbar aus dem Nachsendungs- nach dem Bestimmungsland gerichtet wäre.

4. Die Pakete werden in ihrer ursprünglichen Verpackung und mit der Ursprungspaketkarte nachgesandt. Muss das Paket aus irgend einem Grunde neu verpackt oder die ursprüngliche Paketkarte durch eine neue ersetzt werden, so muss der Name der Aufgabepostanstalt des Pakets, die ursprüngliche Aufgabennummer und, wenn möglich, der Aufgabetag auf dem Paket und auf der Paketkarte angegeben werden.

Artikel 29.

RÜCKSENDUNG DER UNZUSTELLBAREN PAKETE.

1. Die Bestimmungspostanstalt ist nicht verpflichtet, einer im Artikel 17, Absatz 1 des Abkommens nicht vorgesehenen Vorausverfügung, die der Absender eines unzustellbaren Pakets getroffen hat, zu entsprechen; sie kann vielmehr das Paket nach Ablauf der in dem Bestimmungslande vorgeschriebenen Lagerfrist an den Absender zurücksenden.

2. Die Postanstalt, die ein Paket an den Absender zurückschickt, hat den Grund der Unzustellbarkeit auf dem Paket und der zugehörigen Paketkarte klar und bestimmt anzugeben. Diese Angabe kann handschriftlich oder auch durch Stempel oder Klebezettel erfolgen. Die zu einem zurückgehenden Paket gehörige Ursprungspaketkarte ist mit dem Paket nach dem Aufgabeland zurückzusenden.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 30.

SALE, DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 19 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 31.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 32.

PARCEL BILL.

1. Insured, cash on delivery, returned, unpaid redirected parcels and parcels destined for oversea countries shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill.

The advice of other parcels, except transit parcels, shall consist of a statement of the numbers of parcels at the several steps of the weight scale, a note being made on the Bill of the number of express parcels and parcels to be delivered free of charge. Transit parcels, except parcels destined for oversea countries, shall be entered in bulk at the several steps of the weight scale and the individual and total amounts to be allowed for such parcels shall be marked on the Bill. The Despatch Notes, Custom Declarations, Franking Notes, Advices of Delivery, Trade Charge Money Order forms, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual or monthly series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. When the despatching Office of Exchange numbers the Parcel Bills in an annual series, a note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 33.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags, as the case may be, against the particulars entered on the relative Parcel Bill and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note according to the provisions of the Detailed Regulations of the International Parcel Agreement.

3. Ein an den Absender zurückgehendes Paket ist in die Frachtkarte mit dem Wort „Rebut“ in der Spalte „Bemerkungen“ einzutragen. Es wird wie ein Paket, das infolge Veränderung des Wohnorts des Empfängers nachzusenden ist, behandelt und mit Nachgebühren belegt.

Artikel 30.

VERKAUF. VERNICHTUNG.

1. Ist ein Paket nach Artikel 19 des Abkommens verkauft oder vernichtet worden, so wird über den Verkauf oder die Vernichtung eine Verhandlung aufgenommen.

2. Der Verkaufserlös dient in erster Linie zur Deckung der auf der Sendung haftenden Kosten. Ein Überschuss wird der Aufgabepostanstalt zur Aushändigung an den Absender gebührenpflichtig übersandt.

Artikel 31.

NACHFRAGEN NACH PAKETEN UND NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

Zu den Nachfragen nach Paketen oder nicht zurückgekommenen Nachnahmepostanweisungen dient ein Formblatt, das dem in der Vollzugsordnung zum zwischenstaatlichen Postpaketabkommen vorgesehenen Muster entspricht. Diese Formblätter werden an die durch die beiden Verwaltungen hierfür bestimmten Postanstalten übersandt, die es in der zwischen den beiden Verwaltungen vereinbarten Weise behandeln.

Artikel 32.

FRACHTKARTE.

1. Wertpakete, Nachnahmen, zurückgesandte und nicht bezahlte nachgesandte Pakete sowie Pakete nach Übersee werden durch die absendende Auswechslungs-Postanstalt einzeln in eine Frachtkarte eingetragen.

Andere Pakete, ausgenommen Durchgangspakete, sind der Stückzahl nach, getrennt nach den einzelnen Gewichtsstufen, in die Frachtkarte einzutragen. Eilpakete und gebührenfrei auszuhändigende Pakete werden in der Frachtkarte vermerkt. Durchgangspakete, ausgenommen Überseepakete, sind der Stückzahl nach und getrennt nach den einzelnen Gewichtsstufen unter Angabe der zu vergütenden Einzel- und Gesamtbeträge in der Frachtkarte zu vermerken. Die Paketkarten, Zollinhaltserklärungen, Gebührentzettel, Rückscheine, Nachnahme-Postanweisungen usw. sind der Frachtkarte beizufügen.

2. Jede absendende Auswechslungs-Postanstalt versieht die Frachtkarten in der linken oberen Ecke mit einer jährlich oder monatlich fortlaufenden Nummer für jede Bestimmungs-Postanstalt und gibt, wenn möglich, unter der Nummer den Namen des die Post befördernden Schiffes an. Bei jährlich fortlaufender Benummerung ist die letzte Nummer des alten Jahres in der ersten Frachtkarte des neuen Jahres zu vermerken.

Artikel 33.

ABNAHME DURCH DIE AUSWECHSLUNGS-POSTANSTALTEN.
FESTSTELLUNG VON UNREGELMÄSSIGKEITEN.

1. Beim Eingang eines Kartenschlusses sowohl mit Paketen als auch mit leeren Säcken prüft die empfangende Auswechslungs-Postanstalt die Pakete und die verschiedenen Begleitpapiere oder die etwaigen leeren Säcke auf Grund der Eintragungen in der Frachtkarte und teilt erforderlichenfalls das Fehlen von Gegenständen oder andere Unregelmässigkeiten durch eine Rückmeldung nach den Vorschriften der Vollzugsordnung zum zwischenstaatlichen Paketabkommen mit.

2. Errors or irregularities in respect of the entries on the Bill shall be notified immediately to the despatching Office of Exchange by Verification Notes.

Article 34.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall prepare monthly for all the parcel mails despatched to it during the month by each of the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts due in respect of the mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall afterwards be summarized by the same Administration in an account which, accompanied by the monthly statements, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following the month to which it relates.

3. The monthly statements and accounts shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the copies of the Parcel Bills which it retains and shall be summarized in a quarterly general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 35.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of Transit Accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. From the date of expiration of this term the sum due shall bear interest at the rate of 5 per cent. per annum.

Article 36.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Postal Administration shall be effected by means of supplements to the special account of Money Order Transactions between the two Administrations.

2. In these accounts, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. The Administration which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ per cent.) of this total, representing the allowance to the other Administration specified in Article 41 of the Agreement.

The verification of this account shall be effected in accordance with the provisions of the Money Order Agreement between the two Administrations.

3. The totals of the Trade Charge account shall be included in and settled as part of the general account in respect of Money Orders for the same period.

Article 37.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Postal Administration on behalf of the other shall be effected by means of special monthly accounts which

2. Unrichtigkeiten bei den Eintragungen in den Frachtkarten sind der absendenden Auswechslungs-Postanstalt sogleich durch Meldung mitzuteilen.

Artikel 34.

ABRECHNUNG ÜBER DIE VERGÜTUNGEN.

1. Jede Verwaltung lässt monatlich für alle Kartenschlüsse, die ihr von den einzelnen Auswechslungs-Postanstalten der andern Verwaltung während des Monats zugegangen sind, ein Verzeichnis der von ihr nach den Frachtkarten geschuldeten und zu fordernden Beträge aufstellen.

2. Diese Verzeichnisse sind in einer Abrechnung zusammenzufassen, die mit den Verzeichnissen monatlich an die beteiligte Verwaltung zu übersenden ist.

3. Die monatlichen Verzeichnisse und Abrechnungen sind von der beteiligten Verwaltung unter Zurückgehen auf die zurückbehaltenen Abschriften der Frachtkarten zu prüfen und anzuerkennen; sie sind in einer vierteljährlichen Hauptrechnung zusammenzufassen, die von der Verwaltung aufgestellt wird, an die der Restbetrag zu zahlen ist.

Artikel 35.

BEGLEICHUNG DER RECHNUNGEN.

1. Die Restschuld aus der Hauptrechnung zahlt die Schuldnerverwaltung der Gläubigerverwaltung nach den Vorschriften für die Begleichung der Rechnungen über Durchgangsposten im Weltpostvertrag.

2. Die Aufstellung und Übersendung der Hauptrechnung sowie die Begleichung der Restschuld sind möglichst schnell zu bewirken, spätestens aber binnen 3 Monaten nach Ablauf des Zeitraums, auf den sich die Rechnung bezieht. Vom Tage des Ablaufs dieser Fristen an sind die Schuldsummen mit 5 v. H. jährlich zu verzinsen.

Artikel 36.

ABRECHNUNG DER NACHNAHMEPOSTANWEISUNGEN.

1. Die Abrechnung der von jeder Verwaltung ausgezahlten Nachnahmepostanweisungen geschieht auf Grund eines Anhangs zu den einzelnen Abrechnungen über Postanweisungen zwischen den beiden Verwaltungen.

2. In diesen Rechnungen, denen die ausgezahlten und mit Empfangsbescheinigung versehenen Nachnahmepostanweisungen beizufügen sind, werden die Postanweisungen nach der Buchstabenfolge der Einzahlungspostanstalten und nach der Nummerfolge der Einzahlungslisten eingetragen. Die Verwaltung, die die Rechnung aufgestellt hat, zieht von dem Gesamtbetrag ihrer Forderungen $\frac{1}{2}$ v. H. ab, die die im Artikel 41 des Abkommens angegebene Vergütung an die andere Verwaltung darstellt.

Die Prüfung dieser Rechnung ist gemäss den Bestimmungen des Postanweisungsabkommens der beiden Länder auszuführen.

3. Der Restbetrag der Nachnahmeabrechnung ist in die für denselben Zeitraum aufgestellte Hauptrechnung über Postanweisungen aufzunehmen und zu begleichen.

Artikel 37.

GEBÜHRENZETTEL. ABRECHNUNG ÜBER DIE ZOLLGEBÜHREN USW.

1. Über Zollgebühren usw., die eine Verwaltung für Rechnung einer andern Verwaltung verauslagt hat, wird durch monatliche Einzelrechnungen abgerechnet, die die schuldende

shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these offices have given to them.

2. The special account accompanied by the Franking Notes shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled either by Money Order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

Article 38.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connection with the working of the service.

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Postal Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at London the 2nd day of December, 1936, and at Berlin the 6th day of October, 1936.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) Frhr. v. ELTZ.

Verwaltung in der Währung des Gläubigerlandes aufstellt. Die Gebührenzettel werden nach der Buchstabenfolge der die Gebühren verauslagenden Postanstalten und nach der Reihenfolge der Buchungsnummern eingetragen.

2. Die Einzelrechnung wird mit den Gebuhrenzetteln der Gläubigerverwaltung spätestens am Schlusse des Monats übersandt, der dem Monat folgt, auf den sich die Rechnung bezieht. Leerrechnungen werden nicht aufgestellt.

3. Die Rechnungen werden nach den Vorschriften des zwischen den beiden Verwaltungen besonders geschlossenen Postanweisungsabkommen geprüft.

4. Diese Abrechnungen werden entweder durch Postanweisung oder durch Wechsel in der Währung des Gläubigerlandes oder in irgend einer andern gegenseitig vereinbarten Weise beglichen.

Artikel 38.

MITTEILUNGEN UND BEKANNTMACHUNGEN.

Jede Verwaltung gibt der andern jede notwendige Auskunft über Einzelheiten, die sich auf die Abwicklung des Paketdienstes beziehen.

Artikel 39.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DER VOLLZUGSORDNUNG.

Diese Vollzugsordnung gilt vom Tage des Inkrafttretens des Paketabkommens an und hat dieselbe Dauer wie dieses Abkommen. Die vertragschliessenden Verwaltungen haben jedoch das Recht, die Einzelheiten von Zeit zu Zeit in gegenseitigem Einvernehmen zu ändern.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Berlin, am 6. Oktober 1936, und in London, am 2. Dezember 1936.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) Frhr. v. ELTZ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4121. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'ALLEMAGNE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A BERLIN, LE 6 OCTOBRE 1936, ET A LONDRES, LE 2 DÉCEMBRE 1936.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'ALLEMAGNE conviennent d'effectuer un échange régulier et direct de colis entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Allemagne.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est joint, l'expression « le Royaume-Uni » signifie la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

ACCORD

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis expédié dans le Royaume-Uni à destination de l'Allemagne ne devra peser plus de 22 livres ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; aucun colis expédié en Allemagne à destination du Royaume-Uni ne devra peser plus de 10 kilogrammes ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur ou plus de 1 m. 80, longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions des colis, la manière de voir du bureau expéditeur sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations garantissent le droit de transit sur leur territoire aux colis à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elles échangent des colis postaux. Les colis en transit seront soumis aux dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution dans la mesure où elles seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, sauf dans le cas de colis réexpédiés ou renvoyés.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque administration qui participe au transport par terre ou par mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales dans le Royaume-Uni seront les suivantes : 1 fr., 1 fr. 50, 2 fr. et 3 fr. 15 pour les colis jusqu'à 1 kg. (2 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.), respectivement ; les taxes territoriales en Allemagne seront les suivantes : 0 fr. 60, 1 fr. et 2 fr. pour les colis jusqu'à 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.), respectivement.

L'Administration postale allemande se réserve le droit de modifier ses taxes conformément à toutes modifications qui pourraient être apportées en matière de taxes par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934.

L'Administration postale du Royaume-Uni se réserve le droit de modifier ses taxes territoriales conformément à toute modification de ces mêmes taxes qui pourrait être décidée à propos de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales pourra fixer la taxe afférente aux services maritimes assurés par elle.

Pour les colis expédiés directement par mer d'un pays à destination de l'autre, l'administration postale du pays d'origine paiera la taxe maritime à l'administration postale du pays de destination si cette dernière assure le service maritime.

Article 6.

TAXES DE TRANSIT.

1. L'administration des postes du pays d'origine supportera la charge de la taxe de transit belge ou néerlandaise pour les colis expédiés par la Belgique ou les Pays-Bas.

2. L'Administration postale britannique a le droit de percevoir, sur les colis expédiés d'Allemagne en transit par le territoire du Royaume-Uni, une taxe territoriale de 1 fr., 1 fr. 50, 2 fr. et 3 fr. 15 pour les colis pesant 1, 3, 5 et 10 kg., respectivement.

3. L'Administration des postes allemande a le droit de percevoir, sur les colis expédiés du Royaume-Uni en transit par le territoire allemand, une taxe de 30, 50 et 100 c. pour les colis ne pesant pas plus de 1, 5 et 10 kg., respectivement.

4. L'administration des postes du pays d'origine doit prendre à sa charge tous les frais d'acheminement en transit par terre et par mer qui lui sont communiqués par l'autre administration postale, pour chaque destination.

Article 7.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale allemande peut percevoir, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis ainsi que toutes autres taxes qui pourraient être fixées par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934.

L'Administration postale du Royaume-Uni pourra percevoir les droits qu'elle fixera, de temps à autre, pour des services analogues à l'occasion de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 8.

LIVRAISON, TAXE DE LIVRAISON.

1. Les colis seront livrés au destinataire conformément au règlement en vigueur dans le pays de destination. L'administration du pays de destination pourra percevoir pour la livraison des colis au domicile du destinataire, la taxe applicable à cet effet dans son service intérieur ; toutefois, cette taxe ne devra pas dépasser 50 centimes par colis.

La même taxe pourra, le cas échéant, être perçue pour tout essai infructueux de livraison au domicile du destinataire.

2. Si les colis ne sont pas livrés au domicile du destinataire, ce dernier devra immédiatement être informé de leur arrivée.

Article 9.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et autres droits non postaux seront à la charge des destinataires des colis, sauf dispositions contraires du présent accord.

Article 10.

COLIS FRANCS DE DROITS.

Les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt, la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

Dans ce cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par l'administration du pays de destination et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration qui avance le montant des droits pour le compte de l'expéditeur peut percevoir pour ce service un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 7 ci-dessus pour le dédouanement.

L'Administration postale du Royaume-Uni peut percevoir, sur l'expéditeur, dans le Royaume-Uni, d'un colis expédié aux conditions du présent accord, un droit spécial d'un shilling au maximum.

Article 11.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales pourra percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « Poste restante » ou non retirés dans le délai prescrit.

Ce droit ne peut, en aucun cas, excéder 5 francs.

Article 12.

COLIS EXPRESS.

1. Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile, par porteur spécial, immédiatement après l'arrivée. Si l'administration de destination n'est pas en mesure de remettre les colis au domicile du destinataire, un avis d'arrivée doit être distribué immédiatement par porteur spécial.

Ces colis, dits « express », sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, l'administration destinataire peut percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée par les règlements intérieurs pour la remise par express, moins l'équivalent de la taxe prescrite payée par l'expéditeur.

Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombe en rebut, la taxe complémentaire reste exigible, suivant les dispositions de l'article 38, paragraphe 2.

3. La remise par exprès d'un colis ou de l'avis d'arrivée au destinataire n'est essayée qu'une fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions prévues pour les colis ordinaires.

Article 13.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent pas contenir de lettres, notes ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ni de paquets de quelque nature que ce soit portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ou de personnes demeurant avec lui.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est également interdit d'expédier dans les colis postaux :

- a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents de l'administration des postes ou salir ou détériorer les autres envois ;
- b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées et les allumettes) ;
- c) Des animaux vivants (à l'exception des abeilles, des sangsues et des vers à soie, qui devront être enfermés dans des boîtes construites de manière appropriée) ;
- d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou par les règlements de douane ou autres ;
- e) Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée, à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis qui aura été admis à tort à l'expédition sera renvoyé au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à lui appliquer un autre traitement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère d'une correspondance actuelle ou personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi au pays d'origine.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses ainsi que les objets obscènes ou immoraux ne seront pas renvoyés au pays d'origine ; l'administration postale qui les aura découverts dans le courrier les traitera de la manière prévue par son propre règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis pour qu'elle puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

Article 14.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception, dans les conditions prescrites pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne sera pas délivré d'avis de réception pour les colis sans valeur déclarée.

Article 15.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis peut être effectuée par suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination peut

percevoir la taxe de réexpédition fixée par ses règlements intérieurs. De même, un colis postal pourra être réexpédié de l'un des deux pays Parties au présent accord vers un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport et qu'en règle générale, la taxe supplémentaire soit payée au moment de la réexpédition ou que la preuve soit fournie que cette taxe sera versée par le destinataire.

2. Les taxes supplémentaires perçues en cas de réexpédition et non payées par le destinataire ou son représentant, ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de renvoi à l'origine, mais elles seront perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du remboursement de tous les frais spéciaux dont l'administration du pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 16.

COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront transmis suivant les prescriptions de l'article 28, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 17.

REBUTS.

1. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt, que si le colis ne pouvait être remis à l'adresse indiquée, il soit ou bien :

- a) Présenté à une seconde adresse dans le pays de destination, ou
- b) Traité comme tombé en rebut.

Aucune autre possibilité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le colis et sur le bulletin d'expédition, la formule devant être la suivante ou une formule analogue :

- « En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... »
- « En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut. »

2. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais après avoir été conservé pendant les délais prescrits par le règlement de l'administration postale du pays de destination. Néanmoins, tout colis qui aura été formellement refusé par le destinataire sera renvoyé immédiatement.

3. Les droits à percevoir sur les colis non délivrés au destinataire et renvoyés à l'origine, seront recouverts conformément aux dispositions de l'article 37.

Article 18.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent accord s'engagent à intervenir auprès de leurs administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 19.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration ou corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires. Si, pour

une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 20.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas renvoyés par l'administration postale du pays de destination, qui les traitera d'après sa législation. Aucune réclamation ne pourra être adressée par l'administration du pays de destination à celle du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 21.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement pourra donner lieu à la perception d'un droit de 0 fr. 60 au maximum. Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial afférent à l'avis de réception.

Le droit de réclamation sera perçu pour chaque colis, même si la réclamation concerne plusieurs colis expédiés en même temps par le même expéditeur et destinés à la même adresse.

2. Les réclamations ne seront admises que si elles sont formulées par l'expéditeur dans le délai d'une année à compter du lendemain du dépôt du colis. Cependant, chacune des deux administrations est tenue de répondre aux simples demandes de renseignements reçues après ce délai de l'autre administration concernant des colis expédiés depuis deux ans au plus, à la condition que des pièces relatives à cette expédition existent encore.

3. Lorsqu'une réclamation aura été motivée par une faute de service, le montant du droit de réclamation sera restitué.

Article 22.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. LIQUIDATION.

1. Des colis grevés de remboursement peuvent être échangés entre le Royaume-Uni et l'Allemagne. Le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

2. Le maximum du remboursement est fixé à l'équivalent de £40, en monnaie allemande, pour les colis à destination du Royaume-Uni, et à £40 pour les colis à destination de l'Allemagne. Dans le calcul du montant du remboursement, les fractions de penny ou de pfennig sont négligées.

3. Les colis contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou, le cas échéant, des colis avec valeur déclarée.

4. L'expéditeur paie, en outre, un droit spécial, fixé par l'administration d'origine et qui ne doit pas dépasser :

a) 2½ pence par livre sterling ou fraction de livre sterling du montant du remboursement, pour les colis déposés dans le Royaume-Uni ;

b) 10 Reichspfennig par 20 Reichsmark ou fraction de 20 Reichsmark du montant du remboursement pour les colis déposés en Allemagne.

Le montant du remboursement encaissé est transmis au moyen d'un mandat de remboursement qui est émis gratuitement.

5. Outre la taxe spéciale prévue au paragraphe 4, l'Administration postale du Royaume-Uni a le droit de percevoir sur l'expéditeur d'un colis contre remboursement, déposé dans le Royaume-Uni, un droit supplémentaire de 2 pence au maximum par colis et, sur le destinataire d'un colis contre remboursement délivré dans le Royaume-Uni, un droit supplémentaire ne dépassant pas 4 pence par colis. L'Administration postale allemande aura le droit de percevoir sur l'expéditeur d'un colis contre remboursement déposé en Allemagne, un droit supplémentaire ne dépassant pas 40 Reichspfennig par colis.

6. Les deux administrations se communiqueront mutuellement toutes modifications apportées aux droits mentionnés dans le présent article.

7. L'administration du pays d'origine du colis créditera à celle du pays de destination, de la manière prescrite à l'article 36, paragraphe 2, du règlement d'exécution, $\frac{1}{2}$ % du montant du remboursement.

8. Les deux administrations s'engagent à admettre le transit par leurs services des colis contre remboursement. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements encaissés seront établis et réglés directement par les administrations des pays d'origine et de destination des colis contre remboursement.

Article 23.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

Les deux administrations postales répondront, dans les conditions déterminées par les articles 29 à 35 ci-après, de la perte des colis contre remboursement, ainsi que de la spoliation ou de l'avarie de leur contenu.

Article 24.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT OU D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX DU REMBOURSEMENT.

Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 21 et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en est de même si la somme reçue du destinataire est inférieure au montant du remboursement ou si l'encaissement du montant a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de l'expéditeur, pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre des tiers.

Article 25.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LES REMBOURSEMENTS.

Le paiement, par l'administration postale du pays d'origine, des sommes encaissées régulièrement, se fait pour le compte de l'administration destinataire. De même, le paiement de l'indemnité est effectué pour le compte de l'administration destinataire, si cette dernière est responsable.

Une fois le colis délivré, l'administration destinataire est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation des dispositions réglementaires par l'administration expéditrice ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis ou le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le règlement d'exécution pour les colis contre remboursement.

L'administration destinataire est tenue de rembourser aux conditions prévues par l'article 35 le montant dont l'administration d'origine a fait l'avance.

Article 26.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, ne peut pas être payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'administration dont relève le bureau d'émission. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration expéditrice du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cette administration, après l'expiration du délai légal de validité.

A tous les autres égards, et sous les réserves prévues au règlement d'exécution, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Accord concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations.

Article 27.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 francs, sous réserve de l'observation de toute limite de déclaration de valeur plus basse en vigueur dans les pays intermédiaires par lesquels sont expédiés les colis.

2. Un droit d'assurance, qui sera fixé par l'administration du pays d'origine, sera perçu par 300 francs de la valeur déclarée ou fraction de cette somme.

3. L'administration postale du pays d'origine pourra également percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition qui ne pourra dépasser 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 28.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu et de l'emballage du colis, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a pas de valeur pécuniaire pourra être assuré pour une somme nominale afin de bénéficier des garanties du système de la déclaration de valeur.

Article 29.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations postales répondent de la perte des colis, ainsi que de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de tout ou partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser 10 francs par colis pesant jusqu'à 1 kilogramme (ou 2 lb.), 15 francs par colis pesant plus de 1 kilogramme mais pas plus de 3 kilogrammes (7 lb.), 25 francs par colis pesant plus de 3 kilogrammes mais pas plus de 5 kilogrammes (11 lb.) et 40 francs par colis pesant plus de 5 kilogrammes. Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Dans le cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se produisent dans un service du pays de destination, l'administration postale de ce pays pourra verser une indemnité au destinataire, à ses propres frais et sans consulter l'administration du pays d'origine, pourvu que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul du montant de l'indemnité, il ne sera pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis ou pour la spoliation de tout le contenu, l'expéditeur a droit, en outre, au remboursement de la taxe d'affranchissement.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance et, s'il y a lieu, le droit d'expédition, restent acquis aux administrations postales intéressées.

6. L'expéditeur d'un colis est responsable, dans la mesure indiquée au paragraphe premier ci-dessus et pour chaque colis avarié, de tout dommage causé par son colis, lorsque la cause du dommage a été dûment établie et lorsqu'il n'y a eu aucune faute ni négligence de la part du service de transport. C'est à l'administration d'origine qu'il incombe d'intenter l'action contre l'expéditeur.

Article 30.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales sont dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pas été établie d'autre manière, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions prévues à l'article 13 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) Pour les colis au sujet desquels l'expéditeur n'a pas déposé de réclamation dans le délai prévu à l'article 21 ;
- g) Pour les colis contenant des pierreries, de la bijouterie ou des objets en or, argent ou platine d'une valeur dépassant 2.500 francs et qui n'auraient pas été emballés dans une boîte de la dimension prescrite à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 31.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur et dont les propriétaires ou leurs représentants ont accepté la livraison sans réserve.

Article 32.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration du pays d'origine, sauf dans les cas mentionnés à l'article 29, paragraphe premier, où le paiement est effectué par l'administration du pays de destination. Après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, l'administration du pays d'origine peut, cependant, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 33.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration à laquelle incombe le paiement peut différer, exceptionnellement, le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année, lorsque la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie de l'envoi est due à un cas de force majeure, n'a pas encore été tranchée.

3. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration, si cette dernière, régulièrement saisie, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire.

Article 34.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans faire d'observation et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ou à son agent ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre pays s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les deux administrations supportent le dommage par moitié.

3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations sont intervenues dans le transport du colis.

Cependant, dans le cas de colis envoyés en transit de l'un des deux pays par le territoire de l'autre pays, aucune des deux administrations ne sera responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans un service qui n'accepte pas de responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'aura pu être obtenue tombent à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou de la spoliation.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur, ou contre un tiers.

En cas de découverte ultérieure de tout ou partie d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 35.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué, conformément à l'article 32, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Ce montant sera recouvré sur l'administration responsable par la voie des décomptes prévus à l'article 34, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

L'administration postale dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité, doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 36.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit par le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les droits qui lui reviennent pour le transport et l'assurance des colis.

Article 37.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis, d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre les droits qui lui sont dus à elle-même ainsi qu'à toute autre administration qui aura participé à la réexpédition ou au renvoi. La reprise sera notifiée sur la feuille de route afférente au courrier avec lequel le colis est renvoyé.

Article 38.

TAXE D'EXPRÈS.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 12 sera comprise dans les bonifications revenant à l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée à l'administration postale du nouveau pays de destination. Si celle-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis express est tombé en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 12, paragraphe 2, est reprise, de la manière indiquée à l'article 37, sur l'administration du pays de la nouvelle destination ou sur l'administration du pays d'origine, suivant le cas, par l'administration qui a tenté la remise, sauf lorsque cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 39.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, la taxe de réexpédition prévue à l'article 15, paragraphe 2, est acquise au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 40.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration postale qui les aura perçus :

- a) Le droit spécial visé à l'article 10, quatrième alinéa ;
- b) Le droit appliqué aux avis de réception (article 14) ;
- c) Le droit appliqué aux réclamations (article 21, paragraphe premier) ;
- d) Le droit supplémentaire pour les colis contre remboursement (article 22, paragraphe 5) ;
- e) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (article 27, paragraphe 3).

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 7 est acquis à l'administration postale du pays de destination. Le droit de commission visé à l'article 10, troisième alinéa, peut être repris par ladite administration.

Article 41.

DROIT DE REMBOURSEMENT.

Le droit mentionné à l'article 22, paragraphe 4, est partagé entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 42.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable à l'administration postale du pays de destination d'un droit d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée, pour le transport par terre. Si l'administration du pays de destination pourvoit au transport par mer, l'administration du pays d'origine lui sera redevable d'un droit additionnel de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 43.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont des francs et centimes-or, tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.
2. Les colis ne pourront être soumis à d'autres taxes postales que celles qui sont prévues dans le présent accord, sauf avec le consentement mutuel des deux administrations postales.
3. Dans des circonstances extraordinaires, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à condition d'en aviser immédiatement l'autre administration, par télégraphe en cas de nécessité.
4. Pour assurer l'exécution du présent accord, les deux administrations ont établi le règlement d'exécution ci-après. Les autres questions de détail, si elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent accord et si elles ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées, de temps à autre, d'un commun accord.
5. La législation intérieure du Royaume-Uni et de l'Allemagne restera applicable pour toutes les questions non prévues par les stipulations du présent accord et de son règlement d'exécution.

Article 44.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord remplace et annule l'Accord relatif aux colis postaux signé à Londres, le 3 novembre 1894, et à Berlin, le 14 novembre 1894. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1937 et restera applicable jusqu'à l'expiration d'une année, à partir de la date où il aura pu être dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Londres, le 2 décembre 1936, et à Berlin, le 6 octobre 1936.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) Frhr. v. ELTZ.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'ALLEMAGNE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, LES 6 OCTOBRE ET 2 DÉCEMBRE 1936.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration doit acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'administration réexpéditrice.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés d'accord entre les deux administrations postales.

2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'un des deux pays contractants en transit par l'intermédiaire de l'autre s'opère à découvert.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée au col de chaque sac avec l'indication, au dos de l'étiquette, du nombre de colis contenus dans le sac.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents devra porter une étiquette distinctive.

5. Les colis exprès et les colis contre remboursement compris dans un courrier devront être réunis et placés, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. S'ils ne peuvent tous être insérés dans le sac qui contient la feuille de route, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés seront signalés par une étiquette distinctive.

6. De même, les colis avec valeur déclarée, s'ils sont en nombre suffisant, sont expédiés dans des sacs séparés. L'étiquette attachée au col de tout sac contenant un ou plusieurs colis avec valeur déclarée portera le signe distinctif que les deux administrations auront fixé de temps à autre, d'accord entre elles.

7. Le poids de chaque sac de colis ne pourra pas dépasser 36 kilogrammes (80 livres avoir-dupois).

8. Chaque administration postale fournira les sacs nécessaires à la transmission de ses colis et les munira d'une marque distinctive indiquant qu'ils lui appartiennent. Les sacs appartenant à l'une des administrations postales ne pourront être utilisés par l'autre, pour quelque usage que ce soit, et chaque administration postale sera tenue de payer à l'autre la contre-valeur de tous les sacs qu'elle n'aura pas retournés. La responsabilité de la perte de sacs vides sera déterminée d'après les principes établis pour le cas de perte de colis à l'article 34 de l'accord.

9. Les sacs seront renvoyés par paquets de dix (neuf sacs contenus dans le dixième) comme courrier séparé, adressé aux bureaux d'échange désignés par les deux administrations postales. Le nombre des sacs ainsi renvoyés sera indiqué sur une feuille de route distincte de celle qui sert à l'enregistrement des colis eux-mêmes, et cette feuille sera numérotée suivant une série annuelle distincte.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre administration au moyen d'un tableau :
 - a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
 - b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
 - c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration pour chaque destination ;
 - d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné et tout autre renseignement nécessaire.
2. Chaque administration doit faire connaître à l'autre quels sont les pays à destination desquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par le territoire de l'autre, à moins que, dans certains cas, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des droits relatifs aux colis postaux, chaque administration postale aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs dans sa propre monnaie qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

- a) Porter l'adresse exacte du destinataire, en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé. Pour les colis ordinaires, l'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. On recommandera à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de sa propre adresse ;
- b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les substances facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant) doit être ménagé un espace qu'on remplira de sciure, de son ou de quelque autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

2. Les poudres sèches colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en fer blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients.

3. L'emballage des colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie, ou des objets d'or, d'argent ou de platine, d'une valeur supérieure à 2,500 francs, doit consister en une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane, conformément aux règlements du pays de destination ; les déclarations en douane seront solidement fixées au bulletin d'expédition.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane peuvent, cependant, servir pour deux ou trois colis ordinaires (au maximum) expédiés en même temps, par un même expéditeur, au même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés contre remboursement, aux colis avec valeur déclarée, aux colis exprès, ni aux colis qui doivent être livrés francs de droits.

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les colis qui doivent être livrés aux destinataires francs de droits porteront du côté de l'adresse et sur le bulletin d'expédition une étiquette jaune avec, en gros caractères, l'inscription « Franc de droits ».

2. Tout colis expédié « franc de droits » est accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct, qui est attaché solidement au bulletin d'expédition.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Advice of Delivery (Rückschein) » ou « Avis de réception (A. R.) ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. La formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine, et elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie à découvert et en franchise de port par le courrier ordinaire à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux règles fixées à l'article 10 ci-après. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception pour un colis avec valeur déclarée, postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine, remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation revêtue de timbres-poste représentant la taxe prescrite par la Convention de l'Union postale.

La formule de réclamation, accompagnée de l'avis de réception, est traitée conformément aux dispositions de l'article 31 ci-après, avec la seule exception que, dans le cas où le colis aurait

été dûment délivré, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter, du côté de l'adresse, la mention « C.O.D. » (« Nachnahme ») (Remboursement) écrite ou imprimée d'une manière très apparente et suivie de l'indication du montant du remboursement, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur doit ajouter, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse en caractères latins.

Article 12.

ETIQUETTE POUR COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Les colis contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus, du côté de l'adresse, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 13.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule, qui est attachée solidement au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement, dans la monnaie du pays d'origine du colis, et désigner, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats afférents aux colis originaires de son service. Le coupon du mandat doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date du dépôt de cet envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises sur les mandats de remboursement.

Article 14.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Le montant des remboursements est converti en la monnaie du pays de destination par les soins de l'administration de ce pays, qui se sert à cet effet du taux de conversion courant dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 15.

DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement doit être payé par le destinataire dans le délai prescrit par les règlements du pays de destination. A l'expiration de ce délai, le colis est traité comme étant tombé au rebut, conformément aux dispositions de l'article 17 de l'accord.

Article 16.

RÉEXPÉDITION DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Les colis contre remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination échange avec le pays d'origine des colis contre remboursement. Dans ce cas, les colis sont

accompagnés des formules de mandat de remboursement établies par l'administration d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les colis lui avaient été expédiés directement.

2. En cas de demande de réexpédition sur un pays qui n'échange pas de colis contre remboursement avec le pays d'origine, les colis sont traités comme étant tombés en rebut.

Article 17.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, renvoie le mandat sans taxe au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'administration postale du pays d'origine sur le titre lui-même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'administration payante.

Article 18.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement afférentes aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulées par les soins du bureau qui renvoie les colis et jointes aux bulletins d'expédition retournés.

2. Lorsque les formules de mandats de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, en établit des duplicata.

Article 19.

MANDATS DE REMBOURSEMENT PERDUS, ETC.

1. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du remboursement sont remplacés par des duplicata ou des autorisations de paiement, après constatation par les deux administrations que les mandats n'ont pas été payés.

2. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires dans les délais de validité fixés par l'Accord relatif aux mandats intervenu entre les deux administrations sont, à l'expiration du délai de validité, quittancés par l'administration qui aurait dû les payer et portés au débit de l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été délivrés aux bénéficiaires, mais dont ces derniers n'ont pas demandé le paiement dans les délais de validité fixés par l'Accord relatif aux mandats intervenu entre les deux administrations, sont remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement sont établies par l'administration qui a encaissé les remboursements, dès qu'elle a pu constater que les mandats originaux n'ont pas été payés pendant la période de validité ; l'administration correspondante les quitte et porte en compte les montants dus, dans le premier compte qu'elle dresse après réception des autorisations.

4. Lorsque le paiement d'un mandat de remboursement n'a pas été demandé pendant la période de validité, l'administration qui l'a émis doit en aviser l'administration correspondante.

5. Les mandats de remboursement qui ne peuvent être payés pour cause d'irrégularité lors de leur établissement par le bureau de destination du colis, sont renvoyés le plus tôt possible audit bureau, sous pli de service recommandé, pour rectification.

Article 20.

INDICATION DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée ainsi que le bulletin d'expédition l'accompagnant porteront l'indication de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication ne comportera ni correction ni grattage, même approuvés, et sera faite en lettres et en chiffres. Le montant de la valeur déclarée sera converti en francs-or par les soins de l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de cette conversion sera indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 21.

ÉTIQUETTES POUR COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE, ETC.

Les colis avec valeur déclarée déposés dans le Royaume-Uni ainsi que leurs bulletins d'expédition porteront une petite étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins. Ceux qui seront déposés en Allemagne ainsi que leurs bulletins d'expédition seront munis d'une étiquette portant la lettre « V », le nom du bureau d'origine et le numéro d'ordre en rouge.

Lorsqu'un colis contiendra des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets de cire ou autres cachets, les étiquettes de toute nature et les timbres-poste apposés sur le colis seront espacés de façon à ne pouvoir cacher les avaries survenues à l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne seront pas repliés des deux côtés de l'emballage de manière à recouvrir les bords. L'adresse sera écrite sur l'emballage des colis avec valeur déclarée et non pas uniquement sur l'étiquette, celle-ci pouvant se détacher.

Article 22.

FERMETURE DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront scellés par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets devant être en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de toucher au contenu sans laisser des traces évidentes de violation.

Article 23.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact, en grammes, de chaque colis avec valeur déclarée sera inscrit par les soins de l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le côté du colis réservé à l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à l'endroit réservé à cet effet.

Article 24.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET BUREAU D'ORIGINE.

Les colis ainsi que les bulletins d'expédition qui les accompagnent porteront le nom du bureau de dépôt et une étiquette avec le numéro d'enregistrement. Le même bureau de dépôt ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf dans le cas où chaque série est pourvue d'un caractère distinctif.

Article 25.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 26.

COLIS EXPRESS.

Les colis à remettre par express ainsi que les bulletins d'expédition correspondants porteront à côté de l'adresse une étiquette imprimée de couleur rouge foncé avec, en gros caractères, le mot « Express (Eilbote) » ou « Express ».

Article 27.

RENOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. RECouvreMENT DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis « franc de droits » complète, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et renvoie ce dernier, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives, sous enveloppe fermée et sans indication du contenu, au bureau spécifié au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette « Franc de droit » et qui est mentionné comme tel sur la feuille de route parvient au service du pays de destination sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui qui figure sur le bulletin et d'indiquer, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine et dont le dédouanement n'a pas été effectué par l'administration du pays de destination, doivent être annulés par les soins du bureau qui renvoie les colis.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration postale du pays de destination, l'administration postale du pays d'origine convertit le montant de ces frais en sa propre monnaie, à un taux qu'elle détermine elle-même et qui ne doit pas être supérieur aux taux fixés pour l'émission de mandats de poste à destination du pays en question. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et sur le coupon avec, à l'appui, la signature de l'agent qui a opéré la conversion.

Article 28.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration postale qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne peut le frapper de droits de douane ou autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renvoie un colis de ce genre au pays qui le lui a livré directement, elle lui restitue les bonifications qu'elle a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant qui lui a été bonifié est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle renvoie le colis les droits de transport que comporte l'acheminement; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui lui a livré directement le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal, et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis alloue à l'administration qui le lui a livré, les bonifications qu'elle en a reçues.

3. Lorsque, par suite du changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, un colis est réexpédié sur un pays avec lequel le Royaume-Uni ou l'Allemagne échange des colis postaux, les droits le grevant sont repris sur l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que la taxe de transport ne soit acquittée au moment de la réexpédition. Dans ce cas, le colis est traité comme s'il avait été adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Les colis réexpédiés doivent être transmis dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition original. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé, ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un duplicata, le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'enregistrement primitif et, si possible, la date de dépôt audit bureau devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 29.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article 17, paragraphe premier, de l'accord, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue d'y donner suite, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine à l'expiration du délai de garde prévu par le règlement du pays de destination.

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer, sur le colis et sur le bulletin d'expédition y relatif, d'une manière claire et concise, la cause de la non-livraison. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Les bulletins d'expéditions originaux afférents aux colis renvoyés doivent faire retour au pays d'origine avec le colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 30.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit, conformément aux prescriptions de l'article 19 de l'accord, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 31.

RÉCLAMATIONS RELATIVES A DES COLIS OU A DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Il est fait usage, pour les réclamations relatives à des colis ou à des mandats de remboursement non renvoyés, d'une formule similaire au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Ces formules sont transmises aux bureaux désignés par les deux administrations postales et sont traitées de la manière qui aura été convenue mutuellement entre les deux administrations.

Article 32.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, les colis contre remboursement, les colis renvoyés à l'origine, les colis réexpédiés non payés et les colis à destination de pays d'outre-mer sont inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route.

Les renseignements relatifs aux autres colis, sauf les colis en transit, seront constitués par l'indication du nombre de colis des différentes catégories de poids prévues, avec mention sur la feuille de route du nombre de colis exprès et de colis francs de droits. Les colis en transit, sauf les colis à destination de pays d'outre-mer, seront inscrits en bloc dans les différentes catégories de poids prévues, et le montant à allouer pour chacun de ces colis ainsi que les montants totaux seront inscrits sur la feuille de route. Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement, les avis de réception, les formules de mandats de remboursement, etc., seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur devra numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle ou mensuelle pour chaque bureau d'échange destinataire, et, autant que possible, indiquer au-dessous du numéro le nom du navire transporteur. Lorsque le bureau d'échange expéditeur numérote les feuilles de route d'après une série annuelle, le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 33.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent, ou des sacs vides, selon le cas, en les comparant aux indications portées sur les feuilles de route y afférentes; s'il est nécessaire, il signalera les objets manquants et toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification, conformément aux dispositions du règlement d'exécution de la Convention internationale concernant les colis postaux.

2. Les erreurs ou irrégularités relatives aux inscriptions sur la feuille de route seront notifiées immédiatement au bureau d'échange expéditeur au moyen de bulletins de vérification.

Article 34.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale établira tous les mois, pour tous les envois de colis expédiés pendant le mois par chacun des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales dues à la suite de ces envois et concernant, soit son crédit, soit son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états mensuels, est envoyé à l'administration correspondante dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

3. Les états et comptes mensuels une fois vérifiés et acceptés par l'administration correspondante, à la suite d'un collationnement avec les originaux des feuilles de route que celle-ci conserve, seront récapitulés dans un compte général trimestriel établi par l'administration à laquelle le solde est dû.

Article 35.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice de la manière prescrite par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général, ainsi que le paiement du solde de ce compte, doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. A compter de la date d'expiration dudit délai, les sommes dues porteront intérêt au taux de 5% par an.

Article 36.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte des mandats de remboursement payés par chaque administration est effectué au moyen de suppléments au compte spécial des opérations de mandat entre les deux administrations.

2. Dans ces comptes, qui sont accompagnés des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et dans l'ordre numérique de leur inscription dans les registres de ces bureaux. L'administration qui a établi le compte déduit de la somme totale de sa créance un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) représentant la quote-part revenant à l'administration correspondante, conformément à l'article 41 de l'accord.

La vérification de ce compte est effectuée conformément aux dispositions de l'Accord concernant l'échange de mandats de poste conclu entre les deux administrations.

3. Les totaux du compte des remboursements seront compris dans le compte général des mandats relatif à la même période et seront réglés comme faisant partie de ce compte.

Article 37.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque administration pour le compte de l'autre est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels qui sont établis par l'administration débitrice dans la monnaie du pays créateur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique que leur ont donné ces bureaux.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. La vérification des comptes est effectuée d'après les règles fixées par l'Accord particulier concernant l'échange des mandats de poste conclu entre les deux administrations.

4. Les comptes sont réglés, soit par mandat de poste, soit au moyen de traites dans la monnaie du pays créateur ou de toute autre manière convenue.

Article 38.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale communiquera à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 39.

MISE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'accord relatif aux colis postaux et il aura la même durée que cet accord. Cependant, les administrations intéressées auront le droit d'en modifier de temps à autre les détails d'un commun accord.

Fait en double expédition à Londres, le 2 décembre 1936, et à Berlin, le 6 octobre 1936.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) Frhr. v. ELTZ.

N° 4122.

FRANCE ET INDE

Convention relative à la vente de
l'opium à Chandernagor. Signée à
Chandernagor, le 18 décembre
1936.

FRANCE AND INDIA

Convention relating to the Sale of
Opium in Chandernagore. Signed
at Chandernagore, December 18th,
1936.

N° 4122. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET L'INDE RELATIVE
A LA VENTE DE L'OPIUM A CHANDERNAGOR. SIGNÉE A
CHANDERNAGOR, LE 18 DÉCEMBRE 1936.

*Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de
Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 juin 1937.*

Convention conclue à la date du 18 décembre 1936, pour deux ans à compter du 1^{er} janvier 1937, concernant la conversion en un paiement annuel de trois mille roupies des droits relatifs au commerce de l'opium et départis au Gouvernement français par l'article 6 de la Convention² du 7 mars 1815, et dans le but d'empêcher l'introduction de l'opium de contrebande à Chandernagor.

Entre Mr. O. M. MARTIN, Commissioner de Burdwan, pour le compte DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, ledit Mr. O. M. Martin ayant reçu, à cet effet, un pouvoir spécial de Son Excellence le vice-roi et gouverneur général de l'Inde, d'une part,

Et Monsieur J. CHAMBON, administrateur à Chandernagor, agissant par ordre spécial DU GOUVERNEUR DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DANS L'INDE et agissant au nom du Gouvernement français, d'autre part, il a été convenu ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement français renonce au privilège à lui réservé par l'article 6 de la Convention du 7 mars 1815, lui donnant droit à acheter annuellement à Calcutta trois cents caisses d'opium au prix moyen des ventes périodiques de cet article.

Article 2.

Le Gouvernement de l'Inde, en échange de cette renonciation, s'engage à payer à l'Administration française de Chandernagor une somme de trois mille roupies par an.

Article 3.

L'Administration française consent à imposer au fermier chargé de la vente de l'opium à Chandernagor l'obligation de n'introduire dans cet Etablissement, pour consommation ou pour tout autre but, ou de n'avoir ou exporter ou vendre dans sa boutique, d'autre opium que celui manufacturé pour le compte du Gouvernement anglais et fourni par le Collectorat d'Hooghly au même prix que l'opium délivré par ledit gouvernement à son fermier ou à ses agents autorisés à vendre ce produit sur le territoire anglais avoisinant Chandernagor, ou d'exporter aucun opium ou d'en vendre plus de trois tolas à la fois et par acheteur, excepté à un détenteur d'un permis spécial pour la possession d'une quantité supérieure à trois tolas.

L'Administration française s'engage à s'assurer que la quantité de l'opium possédée individuellement est limitée à trois tolas. Elle s'engage, d'autre part, à fixer les heures de vente de 10 heures avant midi au coucher du soleil.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1937.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil*, tome II, page 104.

No. 4122. — CONVENTION¹ BETWEEN FRANCE AND INDIA RELATING TO THE SALE OF OPIUM IN CHANDERNAGORE. SIGNED AT CHANDERNAGORE, DECEMBER 18TH, 1936.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place June 2nd, 1937.

Convention of the 18th December 1936 concluded for two years beginning on the 1st January 1937 regarding the conversion into an annual payment of three thousand rupees of the rights in connection with the opium trade reserved to the French Government by Article 6 of the Convention² of the 7th March 1815, and for the purpose of preventing the introduction of contraband opium in Chandernagore.

Between Monsieur J. CHAMBON, Administrator at Chandernagore, proceeding by special order of THE GOVERNMENT OF THE FRENCH SETTLEMENTS IN INDIA, and acting in the name of the French Government, on the one part,

And Mr. O. M. MARTIN, Commissioner of Burdwan, on the part of THE GOVERNMENT OF INDIA, the said Mr. O. M. Martin having special authority for the purpose from His Excellency the Viceroy and Governor-General of India, on the other part, the following agreement has been concluded :

Article I.

The French Government renounce their privilege reserved by Article 6 of the Convention of the 7th March 1815, entitling them to purchase annually at Calcutta three hundred chests of opium at the average price obtained at the periodical sales of this article.

Article II.

The Government of India, in exchange for this renunciation, agree to pay to the French Administration at Chandernagore a sum of three thousand rupees per annum.

Article III.

The French Administration agree to impose on the farmer licensed to sell opium at Chandernagore, the obligation not to introduce into that Settlement, for consumption or for any other purpose, or to possess or to sell at his shop, any opium other than that manufactured on account of English Government and supplied from the Hooghly Collectorate at the same price as the opium allowed by the said Government to their farmer or agents authorised to sell this product on English territory adjoining Chandernagore, or to export any opium or to sell more than three tolas' weight of opium to any person at one time except to a holder of a special permit for the possession of a larger quantity than three tolas.

The French Administration undertakes to see that the quantity of individual possession is limited to three tolas. They further agree to limit the hours of sale from 10 a.m. to sunset.

¹ Came into force January 1st, 1937.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 2, page 219.

Les autorités françaises useront de leurs pouvoirs pour empêcher toute contravention à cette obligation de la part du fermier ou de n'importe quelle autre personne, soit au moyen de l'importation par voie de mer de l'opium étranger soit par tous autres moyens.

Les autorités françaises s'engagent, d'autre part, en général à user de leurs pouvoirs afin d'empêcher tout trafic d'opium, dans l'importation ou l'exportation, entre Chandernagor et le territoire anglais autre que celui permis ou désigné à cet effet par la présente convention.

Le Gouvernement français consent également à ce que la quantité d'opium à livrer annuellement au fermier de Chandernagor par le Collectorat d'Hooghly ne devra pas dépasser douze maunds dans une année telle que fixée par le calendrier, cette quantité étant exigée pour la consommation locale du territoire français.

Article 4.

Tout opium de contrebande saisi sur le territoire français sera livré au Collectorat d'Hooghly contre paiement de sa valeur laquelle sera calculée sur le même taux que celui accordé dans l'Inde britannique en paiement de la valeur de l'opium confisqué à celui qui a contribué à la saisie de cette denrée narcotique.

Article 5.

En compensation du préjudice que l'obligation imposée au fermier français peut occasionner au budget local des Etablissements français dans l'Inde, le Gouvernement anglais s'engage à payer annuellement et en deux termes à l'Administration de Chandernagor, une indemnité fixée à un chiffre rond de six mille roupies.

Article 6.

Les deux paiements mentionnés aux articles 2 et 5 auront lieu par moitiés de semestre en semestre à partir du 1^{er} janvier 1937.

Article 7.

La présente convention aura une durée de deux ans à compter du 1^{er} janvier 1937.

Article 8.

La présente convention, sans qu'il soit besoin de toute autre ratification, sera considérée comme définitivement conclue pour une période de deux ans à compter du 1^{er} janvier 1937 dès qu'elle aura été revêtue des signatures de Mr. O. M. Martin, commissioner de Burdwan, et Monsieur J. Chambon, administrateur de Chandernagor, spécialement délégués à cet effet par leur gouvernement respectif.

Fait à Chandernagor, en double expédition, à la date du 18 décembre 1936 (mil neuf cent trente-six).

J. CHAMBON,

Administrator of Chandernagore.

O. M. MARTIN,

Offg. Commissioner of Burdwan Division.

True Copy.

J. B. Kindersley,

*Secy. to the Government of Bengal (offg.),
Revenue Department.*

The French authorities will use their powers to prevent any contravention of this obligation by the farmer or any other person whether through importation of foreign opium by sea or through any other means.

The French authorities further engage generally to use their power in the prevention of any traffic in opium, whether import or export, between Chandernagore and British territory other than that permissible or engaged for under this Convention.

The French Government also agree that the quantity of opium to be obtained by the Chandernagore farmer from the Hooghly Collectorate shall not exceed twelve maunds in any calendar year, this quantity being required for the local needs of the French Settlement.

Article IV.

All contraband opium seized in French territory shall be handed over to the Collector of Hooghly, on payment of its value which shall be calculated at the same rate as is allowed in British India in making payments of the value of confiscated opium to any one who has contributed to the seizure of the drug.

Article V.

As compensation for the loss which the obligation imposed on the French farmer may cause to the local budget of the French Settlements in India the English Government engage to pay to the Administration of Chandernagore annually and in two instalments, an indemnity fixed at a round sum of six thousand rupees.

Article VI.

The payments mentioned above in Articles II and V will both be made in moieties at the end of each six months counting from the 1st January 1937.

Article VII.

The present Convention shall have a duration of two years to be calculated from the 1st January 1937.

Article VIII.

The present Convention shall, without requiring any other ratification, be considered to be definitely concluded for a period of two years to be calculated from the 1st January 1937, as soon as it shall have been signed by Monsieur J. Chambon, Administrator of Chandernagore, and Mr. O. M. Martin, Commissioner of Burdwan, specially delegated for this purpose by their respective Governments.

Done at Chandernagore in duplicate on the 18th December 1936.

J. CHAMBON,

Administrator of Chandernagore.

O. M. MARTIN,

Offg. Commissioner of Burdwan Division.

True Copy.

J. B. Kindersley,

*Secy. to the Government of Bengal (offg.),
Revenue Department.*

N° 4123.

INDE ET NÉPÂL

Arrangement relatif à l'échange de la correspondance entre l'Administration des postes de l'Inde et l'Administration des postes du Népal. Signé à New-Delhi, le 6 novembre 1936, et à Khatmandou, le 23 décembre 1936.

INDIA AND NEPAL

Arrangement for the Exchange of Correspondence between the Postal Administration of India and the Postal Administration of Nepal. Signed at New Delhi, November 6th, 1936, and at Katmandu, December 23rd, 1936.

No. 4123. — ARRANGEMENT¹ FOR THE EXCHANGE OF CORRESPONDENCE BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF INDIA AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF NEPAL. SIGNED AT NEW DEHLI, NOVEMBER 6TH, 1936, AND AT KATMANDU, DECEMBER 23RD, 1936.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Arrangement took place June 2nd, 1937.

In order to establish an exchange of correspondence between INDIA and NEPAL, the undersigned, duly authorised for the purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be, between the Postal Administration of India and the Postal Administration of Nepal, a regular exchange of the following kinds of fully prepaid unregistered correspondence, namely, letters, single postcards, printed papers, business papers and samples of merchandise.

Article 2.

The offices of exchange shall be Nepal, Raxaul, Sursand, Forbesganj, Sukhia-Pokhari, Rupaidiha, Nautanwa Bazar and Jhulaghat on the side of India and Katmandu, Birganj, Jaleswor, Biratnagar, Pashupatinagar, Bankey, Bhairawa and Baitadi, on the side of Nepal.

Article 3.

The postage on postal articles exchanged between the two Administrations shall be paid by means of postage stamps of the country of origin and such prepayment shall entitle the postal articles to be delivered free of all postal charges. The two Administrations shall communicate to each other details of their tariffs of postal charges and shall supply each other with 6 complete sets of postage stamps used in their respective services.

Article 4.

Unpaid or insufficiently prepaid correspondence which is wrongly accepted shall be liable to a charge, to be paid by the addressee, equal to double postage or double the amount of deficiency.

Article 5.

Each Administration shall keep the whole of the sums which it collects under Articles 3 and 4.

¹ Came into force March 1st, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4123. — ARRANGEMENT² RELATIF A L'ÉCHANGE DE LA CORRESPONDANCE ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'INDE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DU NÉPÂL, SIGNÉ A NEW-DELHI, LE 6 NOVEMBRE 1936, ET A KHATMANDOU, LE 23 DÉCEMBRE 1936.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 2 juin 1937.

Afin d'établir un échange de correspondance entre L'INDE et LE NÉPÂL, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il sera établi, entre l'Administration des postes de l'Inde et l'Administration des postes du Népal, un échange régulier des objets de correspondance suivants, dûment affranchis et non recommandés : lettres, cartes postales simples, imprimés, papiers d'affaires et échantillons de marchandises.

Article 2.

Les bureaux d'échange seront, pour l'Inde, ceux des localités suivantes : Népal, Raxaul, Sursand, Forbesganj, Sukhia-Pokhari, Rupaidiha, Nautanwa Bazar et Jhulaghat, et, pour le Népal, ceux de : Khatmandou, Birganj, Jaleswor, Biratnagar, Pashupatinagar, Bankey, Bhairawa et Baitadi.

Article 3.

Les objets de correspondance échangés entre les deux administrations seront affranchis au moyen de timbres-poste du pays d'origine, et cet affranchissement donnera droit à la remise desdits objets aux destinataires sans qu'il soit perçu d'autre taxe postale. Les deux administrations se communiqueront mutuellement les détails de leurs tarifs postaux et chacune adressera à l'autre six séries complètes des timbres-poste utilisés dans ses services.

Article 4.

Toute correspondance non ou insuffisamment affranchie qui aura été admise à tort à l'expédition donnera lieu à la perception auprès du destinataire d'une surtaxe égale au double de la taxe d'affranchissement ou de la fraction de cette taxe non payée.

Article 5.

Chaque administration conservera la totalité des sommes qu'elle aura encaissées en vertu des articles 3 et 4.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} mars 1937.

Article 6.

No supplementary postage shall be chargeable for the redirection of articles of correspondence within India and Nepal.

Article 7.

Correspondence of all kinds which is not delivered from whatever cause, shall be returned as soon as possible after the period for keeping it as required by the regulations of the country of destination, and at the latest at the expiration of two months, through the medium of the respective offices of exchange in a special bundle labelled " Rebutts ".

Article 8.

Mails exchanged between the two Administrations shall be accompanied by letter bills, which shall be placed in blue envelopes marked distinctly " Letter bills ". A pattern of the letter bill is appended to this Arrangement.

Article 9.

(1) As a general rule, the articles of the mails shall be classified and tied up in bundles according to the nature of the correspondence.

Letters bearing traces of violation or damage shall have the fact noted on them and be marked with the date stamp of the office making the note.

(2) Every mail, after having been tied with string, shall be wrapped in strong paper sufficient in quantity to prevent damage to the contents, then tied again with string on the outside and sealed with wax by means of the official seal. The mail shall be furnished with a printed address bearing, in small characters, the name of the despatching office and in larger characters the name of the office of destination :

" From for "

When their size requires it, mails shall be enclosed in bags properly closed, sealed with wax or lead and labelled.

(3) The label used for mails sent in bags shall be of strong thick paper or of paper affixed to blocks. The label shall indicate in a legible manner the office of origin and that of destination.

(4) When the number or bulk of the mail necessitates the use of more than one bag, separate bags shall, as far as possible, be utilised :

(a) For letters and postcards ;

(b) For other articles.

Each bag shall bear an indication of its contents.

(5) No bag shall exceed 20 seers in weight.

Article 10.

The bags shall be returned empty to the despatching office by the next mail, in the absence of other arrangements between the two Administrations.

The return of empty bags shall be effected by such offices of exchange of the two countries as are respectively appointed for the purpose by the Administrations interested, after previous understanding.

The empty bags shall be rolled up and tied together in suitable bundles, the label blocks, if any, being placed inside the bags. The bundles shall be supplied with a label showing the name of the office of exchange whence the bags have been received on every occasion whenever they are returned through another office of exchange.

Article 6.

Il ne sera perçu aucune taxe d'affranchissement supplémentaire pour la réexpédition d'objets de correspondance dans les limites du territoire de l'Inde et du Népal.

Article 7.

Les objets de correspondance de toute nature qui, pour une raison quelconque, n'auront pu être délivrés au destinataire seront renvoyés à l'origine par les soins des bureaux d'échange respectifs aussitôt que possible après le délai prévu par les règlements du pays de destination et, au plus tard, à l'expiration d'un délai de deux mois. Les objets de correspondance ainsi retournés seront réunis en un paquet spécial qui sera muni d'une étiquette portant la mention « Rebut ».

Article 8.

Les courriers échangés entre les deux administrations seront accompagnés de feuilles de route qui seront insérées dans des enveloppes bleues, marquées distinctement « Feuilles de route ». Un modèle de la formule à employer pour ces feuilles de route est annexé au présent arrangement.

Article 9.

1. En règle générale, les objets de correspondance contenus dans les courriers seront triés et attachés ensemble en paquets, d'après leur nature.

Les lettres présentant des traces de violation ou d'avarie porteront une mention indiquant le fait et seront marquées du timbre à date du bureau ayant inscrit la mention.

2. Chaque courrier, dûment ficelé, sera enveloppé dans du papier résistant, en quantité suffisante pour empêcher toute avarie du contenu, puis ficelé de nouveau et scellé avec le cachet de cire officiel. Ledit courrier portera une adresse imprimée indiquant, en petits caractères, le nom du bureau expéditeur et, en caractères plus gros, le nom du bureau de destination :

« De à »

Si leur volume l'exige, les courriers seront insérés dans des sacs dûment fermés, scellés avec des cachets de cire ou avec des plombs et munis d'une étiquette.

3. Les étiquettes utilisées pour les courriers expédiés dans des sacs devront être en papier épais et résistant ou en papier collé sur une planchette de bois. Les étiquettes porteront l'indication du bureau d'origine et du bureau de destination, inscrite lisiblement.

4. Lorsque le nombre ou le volume des courriers nécessitera l'emploi de plus d'un sac, on insérera autant que possible dans des sacs séparés :

- a) Les lettres et cartes postales ;
- b) Les autres objets.

Chaque sac portera l'indication de son contenu.

5. Les sacs ne devront pas peser plus de 20 seers.

Article 10.

En l'absence d'autres arrangements entre les deux administrations, les sacs seront retournés vides au bureau expéditeur par le courrier suivant.

Le renvoi des sacs vides sera effectué par les bureaux d'échange des deux pays qui auront été désignés à cet effet, d'un commun accord, par les administrations intéressées.

Les sacs vides seront roulés et attachés ensemble, de manière à former des paquets, les planchettes à étiquettes étant, le cas échéant, placées à l'intérieur des sacs. Les paquets seront munis d'une étiquette indiquant le nom du bureau d'échange d'où les sacs ont été reçus, dans chaque cas où ils seront retournés par l'intermédiaire d'un autre bureau d'échange.

If the bags to be returned are not too numerous, they may be placed in the bags containing correspondence. In the contrary case, they shall be placed separately in sealed bags, labelled with the name of the respective offices of exchange. The labels shall be marked " Empty bags ".

Article 11.

(1) The office of exchange which receives a mail shall ascertain whether the entries in the letter bill are correct.

(2) When the office of exchange detects errors or omissions it shall immediately make the necessary corrections on the letter bill, taking care to strike out the erroneous entries with a pen in such a manner as to leave the original entries legible.

(3) These corrections shall be made by two officers in the case of an important office and by the officer-in-charge only in the case of an unimportant office where he works single-handed. Except when an obvious error has been committed, they shall be accepted in preference to the original statement.

(4) A verification certificate, in conformity with the specimen form annexed to this Arrangement, shall be prepared by the receiving office and sent without delay to the despatching office.

(5) The despatching office, after examination, shall return the verification certificate with any observations to which it may give rise.

(6) In case of the non-receipt of a mail or of the letter bill, the fact shall immediately be reported by means of a verification certificate by the office of destination to the despatching office.

As soon as a mail which had been reported to the office of origin as missing comes to hand, a second verification certificate shall be addressed to that office announcing the receipt of the mail.

(7) When the office of destination has not forwarded to the despatching office, by the first mail, after verification a certificate reporting errors or irregularities of any kind the absence of that document shall be regarded as evidence of the due receipt of the mail and its contents, until the contrary be proved.

Article 12.

Neither of the two contracting parties shall send to the other by post any article the importation or transmission of which by post is prohibited in the latter country or any article which is liable to Customs duty. Each Administration shall communicate to the other a list of the articles so prohibited. Any postal article, which has been erroneously given transmission, shall be returned to the country of origin, except in cases where the Administration of the country of destination is authorised by its laws or by its internal regulations to dispose of it otherwise. Explosives, inflammable or dangerous substances, obscene or immoral articles, however, shall not be returned to the country of origin ; when their presence is detected by the Administration of the country of destination, they shall be destroyed on the spot.

Article 13.

The present Arrangement shall take effect on the 1st March, 1937. It shall then continue in force until it shall be modified or determined by mutual consent of the contracting parties or until six months after the date on which one of the contracting parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

Executed in duplicate and signed.

At New Delhi, the 6th November, 1936. At Katmandu the 23rd December, 1936.

G. V. BEWOOR,
Director General
of Posts and Telegraphs, India.

Ugni Shum SHERE,
Director General,
Postal Department, Nepal.

Si les sacs à retourner ne sont pas trop nombreux, ils pourront être placés dans les sacs contenant la correspondance. En cas contraire, ils devront être placés dans des sacs séparés qui seront scellés et munis d'une étiquette portant le nom du bureau d'échange respectif. Sur les étiquettes figurera la mention « Sacs vides ».

Article II.

1. Le bureau d'échange qui reçoit un courrier devra en vérifier le contenu d'après la feuille de route.

2. Lorsqu'un bureau d'échange constate une erreur ou une omission, il doit immédiatement apporter les corrections nécessaires sur la feuille de route en biffant à la plume les indications erronées, de manière qu'elles demeurent cependant lisibles.

3. Ces corrections seront effectuées par deux agents, s'il s'agit d'un bureau important, et par le receveur des postes seul, s'il s'agit d'un bureau moins important ne comptant pas d'autres employés. Sauf lorsqu'une erreur manifeste a été commise, ces corrections auront la préférence sur les indications primitives.

4. Le bureau destinataire établira un bulletin de vérification conforme au modèle annexé au présent arrangement et l'enverra sans retard au bureau expéditeur.

5. Le bureau expéditeur retournera, après l'avoir examiné, le bulletin de vérification, accompagné de toutes observations auxquelles il aura pu donner lieu.

6. En cas de non-réception d'un courrier ou d'une feuille de route, le fait sera immédiatement signalé par le bureau destinataire au bureau expéditeur, au moyen d'un bulletin de vérification.

Dès qu'un courrier signalé comme manquant au bureau d'origine parviendra au bureau destinataire, un second bulletin de vérification annonçant la réception dudit courrier sera adressé au bureau d'origine.

7. Lorsqu'un bureau destinataire n'aura pas envoyé au bureau expéditeur, par le premier courrier, après vérification, de bulletin signalant les erreurs ou irrégularités de toute nature, le bureau expéditeur considérera, jusqu'à preuve du contraire, que le courrier et son contenu sont arrivés à bon port.

Article 12.

Aucune des deux Parties contractantes ne pourra envoyer à l'autre, par la poste, des articles dont l'importation ou l'expédition par la poste est interdite dans le territoire de l'autre Partie ou des articles soumis à des droits de douane. Chaque administration communiquera à l'autre une liste des articles ainsi interdits. Tous les objets de correspondance qui auront été admis à tort à l'expédition seront renvoyés à l'origine, sauf dans les cas où l'administration du pays de destination est autorisée par ses lois ou ses règlements intérieurs à en disposer autrement. Toutefois, les explosifs, les matières inflammables ou les substances dangereuses, les objets obscènes ou immoraux, ne seront pas retournés au pays d'origine ; les articles de cette catégorie, dont l'administration du pays de destination aura constaté la présence dans un courrier, seront détruits immédiatement.

Article 13.

Le présent arrangement prendra effet le 1^{er} mars 1937. Il restera en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été modifié ou dénoncé d'un commun accord par les deux Parties contractantes ou jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après la date à laquelle l'une des Parties contractantes aura signifié à l'autre son intention de le dénoncer.

Fait en double exemplaire et signé à New-Delhi, le 6 novembre 1936, et à Khatmandou, le 23 décembre 1936.

G. V. BEWOOR,
Directeur général
des postes et télégraphes, Inde.

Ugni Shum SHERE,
Directeur général
du Département des postes, Népal.

LETTER BILL.

Country of destination.

Mail (.....th despatch) from the Office of Exchange of
 For the Office of Exchange of
 Sent on the 193 at hours minutes.
 Arrived on the 193 at " "

Stamp of the Office
of despatch.Stamp of the Office
of destination.

No. of the mail
 And number of bags
 Number of bags composing the mail including bags containing empty bags
 Official notes
 Total number of articles despatched

Officer of the despatching

Officer of the receiving

Office of Exchange

Office of Exchange

Administration.

Correspondence

Office of

of

Stamp of the Office
of despatchStamp of the Office
of destination

Verification Certificate for reporting and correcting errors and irregularities of all kinds in the
 mail No. from the office of exchange of for the office of Exchange of

Despatch of the 193 at H.

Various errors or irregularities

Non receipt of the mail or of the letter bill, abstraction from the mail, bag torn or in bad
 condition, etc.

..... on the 193 on the 193

Officers of the office of Exchange
of destination.

Examined and accepted

Head of the despatching
office of exchange.

FEUILLE DE ROUTE

Pays de destination.

Courrier (.....° envoi) du bureau d'échange de

A destination du bureau d'échange de

Expédié le 193 à heures minutes.

Arrivé le 193 à " " "

Timbre du bureau expéditeur

Timbre du bureau destinataire

N° du courrier

et numéros des sacs

Nombre de sacs constituant le courrier y compris les sacs contenant des sacs vides

Notes de service

Nombre total d'objets expédiés

Agent du bureau expéditeur

Agent du bureau destinataire

Bureau d'échange

Bureau d'échange

Administration

Correspondance

de

Bureau de

Timbre du bureau expéditeur

Timbre du bureau destinataire

Bulletin de vérification signalant et rectifiant les erreurs et irrégularités de toute sorte relevées dans le courrier N° expédié par le bureau d'échange de à destination du bureau d'échange de

Envoi du 193 à heures

Erreurs ou irrégularités

Non-réception du courrier ou de la feuille de route, spoliations, sacs déchirés ou en mauvais état, etc.

..... le 193..... le 193

Agents du bureau d'échange destinataire

Vérifié et accepté

Chef du bureau d'échange expéditeur

N° 4124.

ITALIE ET PAYS-BAS

Accord concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux, et protocole de signature. Signés à Rome, le 1^{er} janvier 1937.

ITALY AND THE NETHERLANDS

Agreement for the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions, and Protocol of Signature. Signed at Rome, January 1st, 1937.

N^o 4124. — ACCORD¹ ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS CONCERNANT LE RÉGLEMENT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX. SIGNÉ A ROME, LE 1^{er} JANVIER 1937.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 4 juin 1937.*

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désirant régler les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume d'Italie, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les paiements relatifs aux marchandises originaires des Pays-Bas importées en Italie à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord seront effectués moyennant versement de la contre-valeur en liras italiennes à la Banca d'Italia en sa qualité de caissier de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

2. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero portera les sommes encaissées, converties en florins Pays-Bas sur la base du cours de change visé à l'article 4 en vigueur le jour du versement, au crédit d'un compte global sans intérêts en florins Pays-Bas qu'il ouvrira au nom du Nederlandsch Clearinginstituut.

3. Les paiements relatifs aux marchandises originaires de l'Italie importées aux Pays-Bas à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent accord seront effectués moyennant versement de la contre-valeur en florins Pays-Bas au Nederlandsch Clearinginstituut.

4. Le Nederlandsch Clearinginstituut portera 90 % des sommes encaissées au crédit d'un compte global sans intérêts en florins Pays-Bas qu'il ouvrira au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

5. Le Nederlandsch Clearinginstituut portera le restant 10 % au crédit d'un compte « spécial » sans intérêts en florins Pays-Bas qu'il ouvrira au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. Ce compte « spécial » servira à la liquidation des créances néerlandaises, en règlement desquelles des montants en liras italiennes ont été versés aux comptes visés à l'article 2 paragraphe 4, ainsi qu'au règlement d'autres groupes de créances néerlandaises à désigner de commun accord. Dès que les créances susvisées auront été liquidées, le compte spécial sera clôturé et les versements auprès du Nederlandsch Clearinginstituut seront intégralement portés au crédit du compte global mentionné au paragraphe 4.

¹ Le présent accord est également applicable aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4124. — AGREEMENT² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS FOR THE REGULATION OF PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS. SIGNED AT ROME, JANUARY 1ST, 1937.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place June 4th, 1937.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT, desiring to regulate payments in connection with goods transactions between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Italy, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. Payments in respect of goods of Netherlands origin imported into Italy after the date of the entry into force of the present Agreement shall be effected by payment of the equivalent in Italian lire into the Banca d'Italia, being the bank of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

2. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall credit the sums received converted into Netherlands guilders at the rate of exchange current on the day of payment, as determined under Article 4, to a pooled account in Netherlands guilders, not carrying interest, to be opened by it in the name of the Nederlandsch Clearinginstituut.

3. Payments in respect of goods of Italian origin imported into the Netherlands after the date of the entry into force of the present Agreement shall be effected by payment of the equivalent in Netherlands guilders into the Nederlandsch Clearinginstituut.

4. The Nederlandsch Clearinginstituut shall credit 90 per cent of the sums so received to a pooled account in Netherlands guilders, not carrying interest, to be opened by it in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

5. The Nederlandsch Clearinginstituut shall credit the remaining 10 per cent to a "special" account in Netherlands guilders, not carrying interest, to be opened by it in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero. The "special" account shall be used for the liquidation of Netherlands debts, in settlement whereof sums in Italian lire have been paid into the accounts to which Article 2, paragraph 4, relates and for the settlement of other categories of Netherlands debts to be designated by common accord. Upon the completion of the liquidation of the debts above mentioned, the special account shall be closed and the payments into the Nederlandsch Clearinginstituut shall be credited in their entirety to the pooled account for which paragraph 4 provides.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The present Agreement applies also to the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Article 2.

1. Les montants en florins Pays-Bas qui se trouvent au crédit du compte global auprès du Nederlandsch Clearinginstituut, prévu à l'Arrangement¹ italo-néerlandais du 29 juillet 1935, ainsi que les montants qui seront versés après la date de l'entrée en vigueur du présent accord en règlement d'importations de marchandises italiennes aux Pays-Bas et dans les territoires néerlandais d'outre-mer effectuées avant la date de l'entrée en vigueur du présent accord, seront entièrement portés au crédit du compte global prévu à l'article premier, paragraphe 4.

2. Les montants en liras italiennes qui se trouvent au crédit du compte global auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, prévu à l'Arrangement italo-néerlandais du 29 juillet 1935 seront convertis en florins Pays-Bas et transférés au crédit du compte global en florins Pays-Bas prévu à l'article premier, paragraphe 2. La conversion en florins Pays-Bas ainsi que le transfert au crédit du compte global se feront dans l'ordre chronologique des versements en cause, au fur et à mesure des disponibilités du compte global auprès du Nederlandsch Clearinginstituut prévu à l'article premier, paragraphe 4. La conversion sera basée sur le cours de change visé à l'article 4 en vigueur le jour du transfert.

3. Les montants en liras italiennes qui seront versés après la date de l'entrée en vigueur du présent accord en règlement d'importations en Italie de marchandises originaires des Pays-Bas et des territoires néerlandais d'outre-mer, effectuées avant la date d'entrée en vigueur du présent accord seront portés au crédit du compte global visé à l'article premier, paragraphe 2 et convertis en florins Pays-Bas conformément audit paragraphe.

4. Les montants en liras italiennes versés à des comptes bloqués institués par le décret ministériel italien du 20 novembre 1935 seront convertis en florins Pays-Bas et transférés au crédit du compte global en florins Pays-Bas prévu à l'article premier, paragraphe 2. Le conversion en florins Pays-Bas ainsi que le transfert au crédit du compte global se feront dans l'ordre chronologique des versements en cause, au fur et à mesure des disponibilités du compte spécial auprès du Nederlandsch Clearinginstituut prévu à l'article premier, paragraphe 5. La conversion sera basée sur le cours de change visé à l'article 4 en vigueur le jour du transfert.

Article 3.

1. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Nederlandsch Clearinginstituut s'aviseront chaque jour réciproquement des versements effectués. Les avis de versements mentionneront pour chaque versement la somme versée, le nom du donneur d'ordre, le nom du bénéficiaire et toutes indications nécessaires à identifier la créance. Les avis de versement de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero mentionneront en outre la contre-valeur en florins Pays-Bas de chaque somme versée.

2. Aussitôt que possible l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero avisera le Nederlandsch Clearinginstituut des versements déjà effectués, visés à l'article 2, paragraphes 2 et 4; le Nederlandsch Clearinginstituut de sa part avisera l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero des versements déjà effectués visés à l'article 2, paragraphe premier.

3. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero avisera le Nederlandsch Clearingstituut, sans délai, de chaque conversion en florins Pays-Bas et transfert au crédit du compte global conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphes 2 et 4.

Article 4.

1. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero et le Nederlandsch Clearinginstituut fixeront de commun accord le cours de change entre la lire italienne et le florin Pays-Bas. Ce cours sera appliqué pour la conversion en liras des dettes libellées en florins Pays-Bas, respectivement pour la conversion en florins Pays-Bas des dettes libellées en liras.

¹ Vol. CLXV, page 329, de ce recueil.

Article 2.

1. Sums in Netherlands guilders standing to the credit of the pooled account at the Nederlandsch Clearinginstituut for which the Arrangement¹ between Italy and the Netherlands of July 29th, 1935, provides, together with sums paid after the date of the entry into force of the present Agreement in settlement of imports of Italian goods into the Netherlands or Netherlands oversea territories effected before the date of the entry into force of the present Agreement, shall be credited in their entirety to the pooled account for which Article 1, paragraph 4, provides.

2. Sums in Italian lire standing to the credit of the pooled account at the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, for which the Arrangement between Italy and the Netherlands of July 29th, 1935, provides, shall be converted into Netherlands guilders and transferred to the credit of the pooled account in Netherlands guilders for which Article 1, paragraph 2, provides. The conversion into Netherlands guilders and transfer to credit of the pooled account shall be effected in the chronological order of the payments concerned, as and when the necessary funds are available in the pooled account at the Nederlandsch Clearinginstituut for which Article 1, paragraph 4, provides, the conversion being at the rate of exchange current on the day of transfer as determined under Article 4.

3. Sums in Italian lire paid in after the date of the entry into force of the present Agreement in settlement of imports into Italy of goods having their origin in the Netherlands or Netherlands oversea territories effected before the date of the entry into force of the present Agreement, shall be credited to the pooled account for which Article 1, paragraph 2, provides, and converted into Netherlands guilders in accordance with the provisions of the said paragraph.

4. Sums in Italian lire paid into accounts blocked under the Italian Ministerial Decree of November 20th, 1935, shall be converted into Netherlands guilders and transferred to the credit of the pooled account in Netherlands guilders for which Article 1, paragraph 2, provides. The conversion into Netherlands guilders and transfer to credit of the pooled account shall be effected in the chronological order of the payments concerned, as and when the necessary funds are available in the special account at the Nederlandsch Clearinginstituut for which Article 1, paragraph 5, provides, the conversion being at the rate of exchange current on the day of transfer as determined under Article 4.

Article 3.

1. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearinginstituut shall advise one another daily of all payments received, with particulars in the case of each payment of the amount paid, the name of the party from whom the order for payment proceeds, and the name of the payee, together with any other particulars required for the establishment of the claim. Advices of payments received by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall further specify the Netherlands guilder equivalent of each payment received.

2. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall advise the Nederlandsch Clearinginstituut at the earliest possible moment of all payments of the kind to which Article 2, paragraphs 2 and 4, relate, which have already been effected; and the Nederlandsch Clearinginstituut for its part shall advise the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero of all payments of the kind to which Article 2, paragraph 1, relates which have already been effected.

3. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall advise the Nederlandsch Clearinginstituut without delay of all conversions into Netherlands guilders and transfers to the credit of the pooled account under Article 2, paragraphs 2 and 4.

Article 4.

1. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearinginstituut shall fix the rate of exchange as between the Italian lira and the Netherlands guilder by common accord; and the said rate shall govern the conversion into lire of debts expressed in Netherlands guilders and the conversion into Netherlands guilders of debts expressed in lire.

¹ Vol. CLXV, page 329, of this Series.

2. Les dettes libellées en devise autre que la lire et le florin Pays-Bas seront converties en lires en Italie et en florins Pays-Bas aux Pays-Bas, respectivement aux cours officiels de la Bourse de Rome et de celle d'Amsterdam du jour précédant celui du versement.

3. Au cas où sur la base des cours de conversion appliqués conformément aux dispositions ci-dessus, le créancier n'aura pas reçu le montant intégral de sa créance, le débiteur sera tenu à un versement supplémentaire pour couvrir la différence. Le règlement de la contre-valeur de ces versements supplémentaires aux créanciers se fera immédiatement après réception de l'avis de versement en dehors de l'ordre chronologique visé à l'article 5.

4. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 3, les versements en lires italiennes aux comptes en lires visés à l'article 2, paragraphe 4 ont un caractère libératoire pour les débiteurs italiens.

Article 5.

1. Les paiements aux créanciers seront effectués dans la monnaie des pays respectifs, dans la limite des disponibilités et dans l'ordre chronologique des versements.

2. Les avis de versement visés à l'article 3, paragraphe premier, ainsi que les avis de conversion et de transfert visés à l'article 3, paragraphe 3, serviront d'ordre de paiement : en ce qui concerne les avis de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio pour la somme en florins Pays-Bas y indiquée ; en ce qui concerne les avis du Nederlandsch Clearinginstituut pour la contre-valeur en lires italiennes du montant versé en florins Pays-Bas, calculée sur la base du cours de change visé à l'article 4.

3. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio portera chaque paiement au débit du compte global en florins Pays-Bas ouvert au nom du Nederlandsch Clearinginstituut ; le Nederlandsch Clearinginstituut portera chaque paiement au débit du compte global en florins Pays-Bas, respectivement au débit du compte spécial dans la même monnaie, ouverts au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio.

4. Le Nederlandsch Clearinginstituut et l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio s'aviseront sans délai des paiements effectués en se référant aux avis de versement y relatifs.

Article 6.

1. Toute exportation de marchandises originaires des Pays-Bas effectuée après la date de la mise en vigueur du présent accord, et à régler d'après ses dispositions, sera soumise au visa préalable des autorités compétentes néerlandaises d'après les règlements en vigueur aux Pays-Bas. Ce visa sera apposé sur une copie de la facture.

2. La production de la copie visée est obligatoire pour que la Banca d'Italia accepte le versement en règlement de la dette en cause.

3. La copie visée sera remise à l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio qui la joindra, dûment estampillée, aux avis de versement à envoyer au Nederlandsch Clearinginstituut.

Article 7.

1. Chaque avance pour achat de marchandises d'origine italienne ou des Pays-Bas destinées à être importées aux Pays-Bas, respectivement en Italie, sera réglée selon les dispositions du présent accord.

2. Pour être admises aux versements, ces avances doivent se référer à une licence d'importation déjà délivrée par les autorités compétentes, pour autant qu'une telle licence est obligatoire, être insérées dans le contrat d'achat de la marchandise et correspondre aux usages commerciaux.

2. Debts expressed in currencies other than lire or Netherlands guilders shall be converted into lire in Italy, and into Netherlands guilders in the Netherlands, at the official rates current on the Rome and Amsterdam Stock Exchanges respectively on the day preceding the day of payment.

3. Where a creditor has not received the full amount of his claim under the operation of the rate of conversion above provided, a supplementary payment shall be due from the debtor to cover the difference. Payment-out of the equivalent of such supplementary payments shall be made to creditors immediately upon advice of the receipt of the said supplementary payments without regard to the chronological order for which Article 5 provides.

4. Notwithstanding anything to the contrary provided in paragraph 3, payments in Italian lire into the lire accounts to which Article 2, paragraph 4, relates shall operate as a discharge for the Italian debtors.

Article 5.

1. Payments-out to creditors shall be made in the currency of the respective countries, as and when the necessary funds are available, in the chronological order of the payments-in received.

2. The advices of payments received for which Article 3, paragraph 1, provides and the advices of conversions and transfers for which Article 3, paragraph 3, provides shall rank as orders for payment — that is to say, in the case of advices by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, of the sums in Netherlands guilders therein specified and, in the case of advices by the Nederlandsch Clearinginstituut, of the equivalent in Italian lire of the payments received in Netherlands guilders at the rate of exchange for which Article 4 provides.

3. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall debit all such payments-out to the pooled Netherlands guilder account to be opened in the name of the Nederlandsch Clearing-instituut. The Nederlandsch Clearinginstituut shall debit all such payments-out to the pooled Netherlands guilder account, or (as the case may be) to the special Netherlands guilder account, to be opened in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero.

4. The Nederlandsch Clearinginstituut and the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero shall advise one another without delay of all payments-out made on the strength of the advices of payments-in thereto relating.

Article 6.

1. All exports of goods of Netherlands origin effected after the date of the entry into force of the present Agreement, payment for which has to be made in accordance with the provisions of the said Agreement, shall be subject to the issue of a preliminary visa by the competent Netherlands authorities in accordance with the current Netherlands regulations: the visa to be affixed to one copy of the invoice.

2. The production of the copy with the visa is an obligatory condition of the acceptance by the Banca d'Italia of payment in settlement of the debt in question.

3. The copy with the visa shall be forwarded to the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, for enclosure by the latter, after stamping, with the advices of payment for transmission to the Nederlandsch Clearinginstituut.

Article 7.

1. All advance payments for the purchase of goods of Italian or Netherlands origin to be imported into the Netherlands or into Italy respectively shall be made in accordance with the provisions of the present Agreement.

2. Advance payments shall not be admissible unless made on the strength of an import licence previously issued by the competent authorities, and in accordance with a specific provision in the purchase contract for the goods and, generally, in accordance with commercial usages.

Article 8.

1. Des opérations de compensation privée de marchandises originaires des Pays-Bas et de l'Italie ne seront pas admises. Toutefois les compensations privées déjà approuvées et en cours d'exécution au moment de la signature du présent accord pourront être achevées.

2. Les opérations de compensation privée se rapportant à des marchandises italiennes et à des marchandises originaires des territoires néerlandais d'outre-mer visées à l'article premier, troisième alinéa de l'Accord commercial provisoire, signé en date de ce jour, seront effectuées avec l'autorisation préalable de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et du Nederlandsch Clearinginstituut, le règlement se faisant en tout cas par l'entremise des deux institutions de clearing. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et le Nederlandsch Clearinginstituut fixeront de commun accord les modalités techniques à appliquer.

Article 9.

Le présent accord ne s'applique pas au trafic des marchandises en transit.

Article 10.

Chacun des deux gouvernements prendra en ce qui le concerne les mesures nécessaires pour obliger ses ressortissants à respecter les dispositions du présent accord.

Article 11.

1. Les deux gouvernements régleront d'un commun accord les difficultés que pourrait soulever l'application du présent accord.

2. L'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Esterio et le Nederlandsch Clearinginstituut se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires à assurer le fonctionnement régulier du présent accord.

Article 12.

1. Si après l'expiration du présent accord un solde subsiste auprès de l'institution de clearing de l'un des deux pays en faveur de l'autre pays, les importateurs de ce dernier pays devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations à leur institution de clearing jusqu'à l'amortissement intégral des créances correspondant à ce solde.

2. De même le prix d'achat des marchandises importées à crédit continuera à être réglé conformément aux dispositions du présent accord.

Article 13.

1. Le présent accord prendra ses effets à la date de sa signature et restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1937.

2. S'il n'est pas dénoncé avant le 1^{er} juin 1937, il restera en vigueur pour une période ultérieure de trois mois et il sera renouvelable par tacite reconduction pour des périodes trimestrielles chaque fois qu'il ne sera pas dénoncé au moins un mois avant l'échéance.

3. Seront réglés selon les dispositions du présent accord les paiements relatifs aux importations de marchandises originaires des Pays-Bas ou de l'Italie expédiées au plus tard le lendemain du jour

Article 8.

1. Private compensation transactions in connection with goods of Netherlands or of Italian origin shall not be admissible unless already approved and in course of operation at the date of signature of the present Agreement.

2. Private compensation transactions in connection with Italian goods and goods having their origin in the Netherlands oversea territories of the kind to which Article 1, paragraph 3, of the Provisional Commercial Agreement signed to-day relates, shall be subject to preliminary authorisation by the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearing-instituut, payment being made in all cases through the two clearing institutions. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearing-instituut shall concert together as to the technical arrangements involved.

Article 9.

The present Agreement shall not apply to goods in transit.

Article 10.

Each of the two Governments shall take the necessary steps, in so far as it is concerned, to ensure observance by its nationals of the provisions of the present Agreement.

Article 11.

1. The two Governments shall settle by common accord any difficulties arising in connection with the execution of the present Agreement.

2. The Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero and the Nederlandsch Clearing-instituut shall concert together as to the technical arrangements necessary to ensure the regular operation of the present Agreement

Article 12.

1. If on the expiry of the present Agreement there should be a balance outstanding with the clearing institution of one of the two countries in favour of the clearing institution of the other country, the importers of the latter country shall continue to make payment of the equivalent of their imports into the clearing institution of their own country until such time as the whole of the balance has been liquidated.

2. Further, the purchasing price of goods imported on credit shall continue to be regulated in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article 13.

1. The present Agreement shall come into force on the date of signature and shall remain in force until June 30th, 1937.

2. If not denounced before June 1st, 1937, it shall remain in force for a subsequent period of three months, and shall be renewable by tacit assent from quarter to quarter, subject always to notice of not less than one month before the close of the preceding quarter.

3. Payments in connection with imports of goods of Netherlands or of Italian origin consigned not later than the day after the denunciation of the present Agreement shall be made in accordance

de la dénonciation du présent accord, même si l'importation dans l'autre pays aura lieu après la date de l'expiration de l'accord.

4. Le présent accord remplace l'Arrangement du 29 juillet 1935.

En foi de quoi on a signé le présent accord.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 1^{er} janvier 1937.

Pour les Pays-Bas :

W. E. VAN PANHUYS.

Pour l'Italie :

CIANO.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de l'Accord concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume d'Italie, les plénipotentiaires soussignés ont constaté ce qui suit :

Le Royaume des Pays-Bas comprend les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao.

Partout où dans le présent accord figure l'expression « Pays-Bas », le territoire situé en Europe est seul visé.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 1^{er} janvier 1937.

Pour les Pays-Bas :

W. E. VAN PANHUYS.

Pour l'Italie :

CIANO.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

with the provisions thereof, even where the import into the other country does not take place until after the date of expiry of the Agreement.

4. The present Agreement replaces the Arrangement of July 29th, 1935.

In faith whereof the present Agreement has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 1st day of January, 1937.

For the Netherlands :

W. E. VAN PANHUYS.

For Italy :

CIANO.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Agreement concerning the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Italy, the undersigned Plenipotentiaries record that :

The expression " Kingdom of the Netherlands " shall be deemed to include the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

The expression " the Netherlands " shall be deemed, for the purposes of the present Agreement, to refer to the Netherlands territory in Europe only.

Done at Rome, in duplicate, this 1st day of January, 1937.

For the Netherlands :

W. E. VAN PANHUYS.

For Italy :

CIANO.

N° 4125.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Accord relatif aux paiements résultant d'échanges de marchandises entre les deux pays (accord de compensation). Signé à Berlin, le 27 février 1937.

GERMANY AND NORWAY

Agreement concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries (Clearing Agreement). Signed at Berlin, February 27th, 1937.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4125. — ABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN UND DER NORWEGISCHEN REGIERUNG ÜBER DIE ZAHLUNGEN IM DEUTSCH-NORWEGISCHEN WARENVERKEHR (VERRECHNUNGS-ABKOMMEN). GEZEICHNET IN BERLIN, AM 27. FEBRUAR 1937.

Texte officiel allemand communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 4 juin 1937.

German official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 4th, 1937.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten DER KÖNIGLICH NORWEGISCHEN REGIERUNG UND DER DEUTSCHEN REGIERUNG haben folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Der Zahlungsverkehr zwischen Norwegen und Deutschland wird, soweit es sich um die unter dieses Abkommen fallenden Zahlungsverpflichtungen handelt, in Norwegen ausschliesslich durch Vermittlung der Norges Bank, in Deutschland ausschliesslich durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse abgewickelt.

Artikel 2.

Unter die Bestimmungen dieses Abkommens fallen folgende Verbindlichkeiten deutscher Schuldner gegenüber norwegischen Gläubigern und norwegischer Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern :

(1) Zahlungen aus der Einfuhr norwegischer Waren nach Deutschland und deutscher Waren nach Norwegen.

(2) Zahlungen für Nebenkosten, die in Verbindung mit dem deutsch-norwegischen Warenverkehr entstehen, insbesondere für Zölle, See- und Bahnfrachten und -spesen, Speditionskosten, wirtschaftlich gerechtfertigte Provisionen und Kosten für Geschäftsreisen. Ausgenommen sind Zahlungen auf dem Gebiete des Versicherungsverkehrs.

(3) Zahlungen für Bauleitungs- und Montagekosten sowie für in Verbindung damit stehende Löhne, Gehälter und Auslagen.

(4) Zahlungen für Patentgebühren, sowie — vorbehaltlich besonderer Prüfung im Einzelfalle — für Lizenzen und ähnliche ideelle Leistungen (z. B. Urheber- und Verlegerrechte, Filmmieten).

Als unter die Bestimmungen dieses Abkommens fallend gelten Verbindlichkeiten der unter Abs. 1 Nr. 1 dieses Artikels genannten Art auch dann, wenn die Verpflichtung zur Zahlung gegenüber Personen in einem dritten Lande besteht.

Artikel 3.

Unter deutschen Waren im Sinne dieses Abkommens sind solche Waren zu verstehen, die in Deutschland, unter norwegischen Waren solche, die in Norwegen erzeugt worden sind oder in dem betreffend Lande einer wesentlichen Bearbeitung oder Verarbeitung unterlegen haben.

Artikel 4.

Der beiderseitige Transitverkehr fällt nicht unter die Bestimmungen dieses Abkommens.

Artikel 5.

1. Deutsche Schuldner, die Reichsmarkverpflichtungen der in Art. 2 genannten Art haben, haben die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit auf das bei der Deutschen Verrechnungskasse geführte Reichsmarksammelkonto I der Norges Bank einzuzahlen. Die Deutsche Verrechnungskasse wird der Norges Bank die Gutschriften auf diesem Konto unter Angabe der Begünstigten laufend aufgeben. Die Norges Bank wird die Begünstigten auf Grund der gutgeschriebenen Reichsmarkbeträge in norwegischen Kronen befriedigen.

Deutsche Schuldner, die auf norwegische Kronen lautende Verpflichtungen der in Art. 2 genannten Art haben, haben die geschuldeten Kronenbeträge bei Fälligkeit unter Einzahlung des Reichsmarkgegenwertes bei der Deutschen Verrechnungskasse anzufordern. Die Deutsche Verrechnungskasse wird der Norges Bank die zugeteilten Kronenbeträge zwecks Auszahlung aus dem Guthaben auf ihrem Kronensammelkonto I laufend aufgeben.

Lautet die Verpflichtung des deutschen Schuldners auf eine andere Währung als Reichsmark oder norwegische Kronen, so sind je nach Vereinbarung der Geschäftsparteien unter Umrechnung der betreffenden Währung zu dem amtlichen Berliner oder Osloer Kurs des der Zahlung vorausgehenden Börsentages entweder Reichsmark auf das Reichsmarksammelkonto I der Norges Bank einzuzahlen oder norwegische Kronen anzufordern.

2. Norwegische Schuldner, die auf norwegische Kronen lautende Verpflichtungen der in Art. 2 genannten Art haben, haben die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit auf das bei der Norges Bank geführte Kronensammelkonto I der Deutschen Verrechnungskasse einzuzahlen. Die Norges Bank wird der Deutschen Verrechnungskasse die Gutschriften auf diesem Konto unter Angabe der Begünstigten laufend aufgeben. Die Deutsche Verrechnungskasse wird die Begünstigten auf Grund der gutgeschriebenen Kronenbeträge in Reichsmark befriedigen.

Norwegische Schuldner, die Reichsmarkverpflichtungen der in Art. 2 genannten Art haben, haben die geschuldeten Reichsmarkbeträge bei Fälligkeit unter Einzahlung des Kronengegenwertes bei der Norges Bank anzufordern. Die Norges Bank wird der Deutschen Verrechnungskasse die zugeteilten Reichsmarkbeträge zwecks Auszahlung aus dem Guthaben auf ihrem Reichsmarksammelkonto I laufend aufgeben.

Lautet die Verpflichtung des norwegischen Schuldners auf eine andere Währung als norwegische Kronen oder Reichsmark, so sind je nach Vereinbarung der Geschäftsparteien unter Umrechnung der betreffenden Währung zu dem amtlichen Osloer oder Berliner Kurs des der Zahlung vorhergehenden Börsentages entweder Kronen auf das Kronensammelkonto I der Deutschen Verrechnungskasse einzuzahlen oder Reichsmark anzufordern.

3. Die Befriedigung der Begünstigten erfolgt nach Massgabe der jeweils verfügbaren Beträge und in der zeitlichen Reihenfolge, in der die Beträge eingezahlt worden sind, soweit nicht, was die Reihenfolge anlangt, die beiden Regierungen oder die von ihnen beauftragten Stellen in Ausnahmefällen etwas anderes vereinbaren.

Artikel 6.

Zur Erleichterung des Zahlungsverkehrs können die beiderseits zuständigen Stellen in geeigneten Fällen die unmittelbare Verrechnung von im Verrechnungsverkehr zu bezahlenden Forderungen mit Verpflichtungen aus Provisionen, Geschäftsreisekosten und anderen hierfür geeigneten, im Lande des Schuldners entstandenen Kosten gestatten.

Artikel 7.

Private Verrechnungsgeschäfte sind im übrigen nur in besonderen Ausnahmefällen mit Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen zulässig.

Artikel 8.

Von sämtlichen auf Grund dieses Abkommens bei der Norges Bank eingezahlten Beträgen wird ein besonders vereinbarter Anteil abgezweigt und auf ein freies Konto der Deutschen Verrechnungskasse bei der Norges Bank übertragen. Die Deutsche Verrechnungskasse kann über das Guthaben auf diesem Konto frei verfügen.

Artikel 9.

Die zur technischen Durchführung des Abkommens erforderlichen Vereinbarungen werden zwischen der Deutschen Verrechnungskasse und der Norges Bank getroffen.

Artikel 10.

Die in den beiden Vertragsstaaten zuständigen Behörden können in besonderen Einzelfällen Ausnahmen von den Bestimmungen dieses Abkommens vereinbaren.

Artikel 11.

Dieses Abkommen tritt einen Monat, nachdem die beiden vertragsschliessenden Regierungen gegenseitig ihre Zustimmung auf diplomatischem Wege erklärt haben, in Kraft. Es tritt an die Stelle des Abkommens¹ über die Zahlungen im Warenverkehr zwischen Norwegen und Deutschland vom 6. September 1934 und der Abkommen zur Änderung dieses Abkommens vom 31. Dezember 1934² und vom 19. März 1935³ und wird vom 1. April 1937 ab vorläufig angewendet.

Artikel 12.

Das Abkommen kann bis zum Ende eines jeden Monats zum Ende des folgenden Monats gekündigt werden.

Artikel 13.

Tritt dieses Abkommen durch Kündigung ausser Kraft, so werden die vor der Kündigung entstandenen unter das Abkommen fallenden Verbindlichkeiten auch nach seinem Ausserkrafttreten

¹ Vol. CLXI, page 187, de ce recueil.

² Vol. CLXI, page 190, de ce recueil.

³ Vol. CLXI, page 192, de ce recueil.

¹ Vol. CLXI, page 187, of this Series.

² Vol. CLXI, page 190, of this Series.

³ Vol. CLXI, page 192, of this Series.

noch gemäss den Bestimmungen dieses Abkommens abgewickelt werden. Dies gilt nicht für Verbindlichkeiten aus regelmässig wiederkehrenden Leistungen ; es gilt für Verbindlichkeiten aus dem Warenverkehr nur insoweit, als die Ware im Zeitpunkt der Kündigung bereits versandt ist.

Bleibt, nachdem das Abkommen ausser Kraft getreten ist und die Verrechnungsanstalten die beiderseitigen Sammelkonten gegeneinander abgeglichen haben, ein Saldo zugunsten der Norges Bank, so kann die Norges Bank bis zum Ausgleich des Saldos weiterhin Kroneneinzahlungen für das Kronensammelkonto I der Deutschen Verrechnungskasse annehmen oder Reichsmarkbeträge verkaufen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Berlin am 27. Februar 1937.

Für die Königlich
Norwegische Regierung :

A. SCHEEL.

Für die Deutsche Regierung :

DIECKHOFF.

WOHLTHAT.

Pour copie certifiée conforme :

Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 21 mai 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*

R. B. Skylstad.

¹ TRADUCTION.

N^o 4125. — ACCORD ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET NORVÉGIEN RELATIF AUX PAIEMENTS RÉSULTANT D'ÉCHANGES DE MARCHANDISES ENTRE LES DEUX PAYS (ACCORD DE COMPENSATION). SIGNÉ A BERLIN, LE 27 FÉVRIER 1937.

Les plénipotentiaires soussignés DU GOUVERNEMENT ROYAL NORVÉGIEN et DU GOUVERNEMENT ALLEMAND sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les paiements entre la Norvège et l'Allemagne, pour autant qu'il s'agit d'engagements visés par le présent accord, s'effectueront en Norvège exclusivement par l'intermédiaire de la Norges Bank et, en Allemagne, exclusivement par l'intermédiaire de la Deutsche Verrechnungskasse.

Article 2.

Les dispositions du présent accord visent les engagements ci-après de débiteurs allemands à l'égard de créanciers norvégiens et de débiteurs norvégiens à l'égard de créanciers allemands :

1. Paiements résultant de l'importation de marchandises norvégiennes en Allemagne et de marchandises allemandes en Norvège.

2. Paiements afférents aux frais accessoires qu'occasionnent les échanges de marchandises entre l'Allemagne et la Norvège et notamment droits de douane, droits et frais de transport par mer et par chemin de fer, frais d'expédition, commissions économiquement justifiées et frais de voyages d'affaires. Sont exclus des dispositions du présent accord les versements en matière d'assurance.

3. Paiements au titre d'honoraires d'entrepreneurs et de frais de montage, ainsi que de salaires, appointements et débours y afférents.

4. Paiements concernant les droits de brevet ainsi que — sous réserve de l'examen de chaque cas particulier — les licences et autres prestations immatérielles analogues (droits d'auteur, droits de reproduction, location de films).

Sont considérées comme visées par les dispositions du présent accord les dettes de la nature indiquée au numéro 1 de l'alinéa premier du présent article, même si l'engagement de paiement a été contracté à l'égard de personnes dans un tiers pays.

Article 3.

Au sens du présent accord, il y a lieu d'entendre par « marchandises allemandes » les marchandises produites en Allemagne ou y ayant subi un façonnage ou une transformation essentielle, et par « marchandises norvégiennes », les marchandises produites en Norvège ou y ayant subi un façonnage ou une transformation essentielle.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4125. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES (CLEARING AGREEMENT). SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY 27TH, 1937.

The undersigned Plenipotentiaries of THE ROYAL NORWEGIAN GOVERNMENT and of THE GERMAN GOVERNMENT have agreed as follows :

Article 1.

Payments between Norway and Germany in connection with obligations covered by the present Agreement shall be effected in Norway exclusively through the intermediary of the Norges Bank and in Germany exclusively through the intermediary of the Deutsche Verrechnungskasse.

Article 2.

The provisions of the present Agreement shall apply to the following obligations of German debtors to Norwegian creditors and of Norwegian creditors to German debtors :

(1) Payments for the import of Norwegian goods into Germany and of German goods into Norway.

(2) Payments for subsidiary charges arising in connection with goods transactions between Germany and Norway, particularly Customs, shipping and rail freights and charges, transport charges, customary and reasonable commissions and refunds of travelling expenses incurred for business purposes. Insurance charges shall not be included.

(3) Payments in respect of contractors' fees and costs of assemblage, together with wages, salaries and disbursements in connection therewith.

(4) Payments for patent fees and — subject to examination of each particular case — for licences and similar payments in virtue of considerations of other than a material kind (such as authors' rights, copyright fees and film leases).

The provisions of the present Agreement shall be deemed to include obligations of the kind to which paragraph 1 (1) of the present Article relates, even where such obligations involve payment to parties in a third country.

Article 3.

" German goods " and " Norwegian goods " shall be deemed to mean such goods as have either been produced in Germany or Norway respectively, or have undergone considerable finishing or transforming treatment therein.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

Le commerce de transit des deux pays n'est pas visé par les dispositions du présent accord.

Article 5.

1. Les débiteurs allemands qui ont des engagements en reichsmarks de la nature mentionnée à l'article 2 devront à l'échéance verser les sommes dues au compte collectif en reichsmarks I de la Norges Bank tenu auprès de la Deutsche Verrechnungskasse. La Deutsche Verrechnungskasse fera connaître au fur et à mesure à la Norges Bank les sommes portées au crédit de ce compte en indiquant les bénéficiaires des sommes versées. La Norges Bank désintéressera les bénéficiaires en couronnes norvégiennes sur la base des montants crédités en reichsmarks.

Les débiteurs allemands ayant des engagements en couronnes norvégiennes de la nature indiquée à l'article 2 devront, à l'échéance, demander à la Deutsche Verrechnungskasse les montants dus en couronnes norvégiennes, moyennant versement de la contre-valeur en reichsmarks. La Deutsche Verrechnungskasse fera connaître au fur et à mesure à la Norges Bank les montants en couronnes attribués pour que ceux-ci soient payés par prélèvement sur l'avoir de son compte collectif en couronnes I.

Si l'engagement du débiteur allemand est libellé en une monnaie autre que le reichsmark ou la couronne norvégienne, il y aura lieu, selon l'accord intervenu entre les parties à l'opération, et après conversion de la monnaie en question au cours officiellement coté à Berlin ou à Oslo, au jour de Bourse précédant le paiement, soit de verser des reichsmarks au compte collectif en reichsmarks I de la Norges Bank, soit de demander des couronnes norvégiennes.

2. Les débiteurs norvégiens ayant des engagements en couronnes norvégiennes de la nature indiquée à l'article 2 devront, à l'échéance, verser les montants dus au compte collectif en couronnes I de la Deutsche Verrechnungskasse, tenu auprès de la Norges Bank. La Norges Bank fera connaître au fur et à mesure à la Deutsche Verrechnungskasse les sommes portées au crédit de ce compte en indiquant les bénéficiaires des sommes versées. La Deutsche Verrechnungskasse désintéressera les bénéficiaires en reichsmarks, sur la base des montants crédités en couronnes.

Les débiteurs norvégiens ayant des engagements en reichsmarks de la nature indiquée à l'article 2 devront, à l'échéance, demander le montant dû en reichsmarks à la Norges Bank, en versant la contre-valeur de ladite somme en couronnes. La Norges Bank fera connaître au fur et à mesure à la Deutsche Verrechnungskasse les montants en reichsmarks attribués, afin que ceux-ci soient payés par prélèvement sur l'avoir de son compte collectif en reichsmarks I.

Si l'engagement du débiteur norvégien est libellé en une monnaie autre que la couronne norvégienne ou le reichsmark, il y aura lieu, selon l'accord intervenu entre les parties à l'opération et après conversion de la monnaie en question au cours officiellement coté à Oslo ou à Berlin le jour de Bourse précédant le paiement, soit de verser des couronnes au compte collectif en couronnes I de la Deutsche Verrechnungskasse, soit de demander des reichsmarks.

3. Les paiements aux bénéficiaires s'effectuent dans la mesure des montants disponibles et dans l'ordre chronologique dans lequel les versements auront été effectués, à moins que, en ce qui concerne l'ordre chronologique, les deux gouvernements ou les services chargés par eux de ce soin n'en décident autrement dans des cas exceptionnels.

Article 6.

Afin de faciliter les paiements, les services compétents de part et d'autre pourront, dans des cas appropriés, autoriser la compensation directe de créances payables par voie de compensation, avec des sommes dues à titre de commissions, de frais de voyages d'affaires et autres frais se prêtant à cette opération, encourus dans le pays du débiteur.

Article 4.

The provisions of the present Agreement shall not apply to transit traffic of the two countries.

Article 5.

1. German debtors who have obligations in reichsmarks of the kind to which Article 2 relates shall make payment on maturity of the sums due into the pooled reichsmark account No. I opened at the Deutsche Verrechnungskasse in the name of the Norges Bank. The Deutsche Verrechnungskasse shall regularly advise the Norges Bank of the payments received for credit of the said account and of the parties to whom such payments are due. The Norges Bank shall make payment out to the said parties in Norwegian crowns to the amount of the sums paid in to their credit in reichsmarks.

German debtors who have obligations in Norwegian crowns of the kind to which Article 2 relates must apply on maturity to the Deutsche Verrechnungskasse for the amounts due in Norwegian crowns, at the same time paying in the equivalent in reichsmarks. The Deutsche Verrechnungskasse shall regularly advise the Norges Bank of the amounts made available in Norwegian crowns for payment out of its pooled Norwegian crown account No. I.

Where the obligation of the German debtor is expressed in a currency other than reichsmarks or Norwegian crowns, the currency in question shall be converted into reichsmarks or Norwegian crowns, as the parties to the transaction may agree, at the official Berlin or Oslo rate of the last Stock Exchange day before the date of payment, and payment shall be made accordingly in reichsmarks into the pooled reichsmark account No. I of the Norges Bank, or application shall be made for Norwegian crowns, as the case may be.

2. Norwegian debtors who have obligations in Norwegian crowns of the kind to which Article 2 relates shall make payment on maturity of the sums due in the pooled Norwegian crown account No. I opened at the Norges Bank in the name of the Deutsche Verrechnungskasse. The Norges Bank shall regularly advise the Deutsche Verrechnungskasse of the payments received for credit of the said account and of the parties to whom such payments are due. The Deutsche Verrechnungskasse shall make payment out to the said parties in reichsmarks to the amount of the sums paid in to their credit in Norwegian crowns.

Norwegian debtors who have obligations in reichsmarks of the kind to which Article 2 relates must apply on maturity to the Norges Bank for the amounts due in reichsmarks, at the same time paying in the equivalent in Norwegian crowns. The Norges Bank shall regularly advise the Deutsche Verrechnungskasse of the amounts made available in reichsmarks for payment out of its pooled reichsmark account No. 1.

Where the obligation of the Norwegian debtor is expressed in a currency other than Norwegian crowns or reichsmarks, the currency in question shall be converted into Norwegian crowns or reichsmarks, as the parties to the transaction may agree, at the official Oslo or Berlin rate of the last Stock Exchange day before the date of payment, and payment shall be made accordingly in Norwegian crowns into the pooled Norwegian crown account No. I of the Deutsche Verrechnungskasse or application shall be made for reichsmarks, as the case may be.

3. Payments out to creditors shall be made as and when the necessary funds are available in the chronological order of the payments received, save in so far as may be otherwise agreed in exceptional cases in respect of the order of payment by the two Governments, or by the authorities appointed by them for the purpose.

Article 6.

For the further facilitation of payments, the competent authorities of the two States may in suitable cases allow direct compensation of clearing claims, including claims for commissions, travelling expenses incurred for business purposes and other expenditure incurred in the debtor's country to which private compensation is properly applicable.

Article 7.

Les opérations de compensation privées ne sont au surplus autorisées que dans des cas exceptionnels et avec l'assentiment des services compétents des deux pays.

Article 8.

Sur toutes les sommes versées à la Norges Bank en vertu du présent accord, une fraction dont le montant sera fixé par voie d'entente spéciale sera prélevée et virée à un compte libre de la Deutsche Verrechnungskasse auprès de la Norges Bank. La Deutsche Verrechnungskasse pourra disposer librement de son avoir sur ce compte.

Article 9.

Les accords nécessaires à l'application technique du présent accord seront conclus entre la Deutsche Verrechnungskasse et la Norges Bank.

Article 10.

Les autorités compétentes des deux Etats contractants pourront, dans des cas particuliers, convenir de dérogations aux dispositions du présent accord.

Article 11.

Le présent accord entrera en vigueur un mois après que les deux gouvernements contractants se seront fait mutuellement connaître leur assentiment par la voie diplomatique. Il se substituera à l'Accord du 6 septembre 1934 relatif aux paiements résultant des échanges commerciaux entre la Norvège et l'Allemagne ainsi qu'aux Accords du 31 décembre 1934 et du 19 mars 1935 portant modification à l'accord précité, et il sera provisoirement appliqué à partir du 1^{er} avril 1937.

Article 12.

L'accord pourra être dénoncé au cours d'un mois quelconque pour la fin du mois suivant.

Article 13.

Au cas où le présent accord cesserait d'être en vigueur par suite d'une dénonciation, les engagements contractés avant la dénonciation et visés par le présent accord continueront à être réglés, après la cessation de l'accord, en vertu des dispositions de ce dernier. Cette disposition ne s'appliquera pas aux engagements résultant de prestations régulières ; elle ne s'appliquera aux engagements résultant de l'échange de marchandises qu'au cas où l'expédition de la marchandise aura précédé la dénonciation.

Après que l'accord aura cessé d'être en vigueur et que les instituts de compensation auront balancé leurs comptes collectifs, s'il reste un solde en faveur de la Norges Bank, celle-ci pourra, jusqu'à concurrence du solde, continuer à accepter des versements en couronnes pour le compte collectif en couronnes I de la Deutsche Verrechnungskasse ou vendre des montants en reichsmarks.

Fait en double expédition à Berlin, le 27 février 1937.

Pour le Gouvernement royal de Norvège :

A. SCHEEL.

Pour le Gouvernement allemand :

DIECKHOFF.

WOHLTHAT.

Article 7.

Private compensation shall not otherwise be allowed save in exceptional cases with the assent of the competent authorities of the two States.

Article 8.

A proportion, to be determined by special agreement, of all payments made into the Norges Bank under the present Agreement shall be set aside and transferred to a free account in the name of the Deutsche Verrechnungskasse at the Norges Bank. The Deutsche Verrechnungskasse shall be free to dispose at will of the amounts standing to the credit of this account.

Article 9.

The Deutsche Verrechnungskasse and the Norges Bank shall concert together as to technical measures in execution of the present Agreement.

Article 10.

The competent authorities in the two contracting States shall be entitled in special cases to allow exceptions to the provisions of the present Agreement by common accord.

Article 11.

The present Agreement shall come into force one month after the two contracting Governments have notified one another through the diplomatic channel of their respective assent. It shall take the place of the Agreement of September 6th, 1934, between Germany and Norway concerning Payments in connection with Goods Transactions and the Agreements of December 31st, 1934, and March 19th, 1935, in amendment of the aforesaid Agreement, and shall be provisionally applicable as from April 1st, 1937.

Article 12.

The Agreement may be denounced at any time before the end of any month with effect as from the end of the next following month.

Article 13.

Should the present Agreement lapse as a result of denunciation, obligations which have arisen thereunder before such denunciation shall continue after the lapse of the Agreement to be liquidated in accordance with the provisions of the Agreement. The above provision shall not apply to obligations arising in respect of regularly recurrent services, and shall apply to obligations arising out of goods transactions only in respect of goods consigned before the denunciation.

Should a balance remain, after the lapse of the present Agreement and the clearing by the two clearing institutions of the two pooled accounts, in favour of the Norges Bank, the latter shall be entitled to continue to accept payments in Norwegian crowns for the pooled Norwegian crown account No. I of the Deutsche Verrechnungskasse, and to sell amounts in reichsmarks, until such time as the whole of the said balance is liquidated.

Done at Berlin, in duplicate, this 27th day of February, 1937.

For the Royal Norwegian Government :

A. SCHEEL.

For the German Government :

DIECKHOFF.
WOHLTHAT.

N° 4126.

**ALLEMAGNE, DANEMARK,
VILLE LIBRE DE DANTZIG,
ESTONIE, FINLANDE, etc.**

Protocole concernant le renouvellement de la Convention géodésique baltique signée à Helsinki le 31 décembre 1925. Signé à Helsinki, les 22 juin, 9 juillet et 15 septembre 1936.

**GERMANY, DENMARK,
FREE CITY OF DANZIG,
ESTONIA, FINLAND, etc.**

Protocol regarding the Renewal of the Baltic Geodetic Convention signed at Helsinki on December 31st, 1925. Signed at Helsinki, June 22nd, July 9th and September 15th, 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4126. — PROTOCOLE ¹ CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION GÉODÉSIQUE BALTIQUE SIGNÉE A HELSINKI LE 31 DÉCEMBRE 1925. SIGNÉ A HELSINKI, LES 22 JUIN, 9 JUILLET ET 15 SEPTEMBRE 1936.

N^o 4126. — PROTOKOLL ¹ ÜBER ERNEUERUNG DER IN HELSINKI AM 31. DEZEMBER 1925 UNTERZEICHNETEN BALTISCHEN GEODÄTISCHEN KONVENTION. GEZEICHNET IN HELSINKI, AM 22. JUNI, 9. JULI UND 15. SEPTEMBER 1936.

Textes officiels français et allemand communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations et le délégué permanent a.i. de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 10 juin 1937.

French and German official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations and by the Permanent Delegate a.i. of Finland to the League of Nations. The registration of this Protocol took place June 10th, 1937.

L'ALLEMAGNE, LE DANEMARK, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, L'ESTONIE, LA FINLANDE, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LA POLOGNE, LA SUÈDE et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, entre lesquels la Convention² géodésique baltique, signée à Helsinki le 31 décembre 1925, est actuellement en vigueur, ayant jugé utile de faire continuer les travaux mentionnés dans ladite convention après la période de douze ans, prévue par la convention et, ayant dans ce but décidé de signer le présent

DEUTSCHLAND, DÄNEMARK, DIE FREIE STADT DANZIG, ESTLAND, FINNLAND, LETTLAND, LITAUEN, POLEN, SCHWEDEN und DIE UNION DER SOZIALISTISCHEN SOVJETREPUBLIKEN, zwischen denen die in Helsinki am 31. Dezember 1925 unterzeichnete Baltische Geodätische Konvention² gegenwärtig gültig ist, haben es für gut gefunden, die in dieser Konvention erwähnten Arbeiten über die in der Konvention vereinbarte Dauer von zwölf Jahren hinaus fortsetzen zu lassen, und haben demzufolge

¹ Ratifications déposées à Helsinki :

SUÈDE	30 octobre 1936.
FINLANDE	6 novembre 1936.
DANEMARK	30 novembre 1936.
LETTONIE	18 décembre 1936.
ALLEMAGNE	29 décembre 1936.
ESTONIE	29 décembre 1936.
POLOGNE ET VILLE LIBRE DE DANTZIG	23 janvier 1937.
LITHUANIE	25 janvier 1937.
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES.	9 mars 1937.

Entré en vigueur le 9 mars 1937.

² Vol. LXXIX, page 167, de ce recueil.

¹ Ratifications deposited at Helsinki :

SWEDEN	October 30th, 1936.
FINLAND	November 6th, 1936.
DENMARK	November 30th, 1936.
LATVIA	December 18th, 1936.
GERMANY	December 29th, 1936.
ESTONIA	December 29th, 1936.
POLAND AND FREE CITY OF DANZIG	January 23rd, 1937.
LITHUANIA	January 25th, 1937.
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS	March 9th, 1937.

Came into force March 9th, 1937.

² Vol. LXXIX, page 167, of this Series.

protocole, ont nommé leurs plénipotentiaires les soussignés, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

La validité de la Convention géodésique baltique, conclue pour une période de douze ans à partir du 1^{er} janvier 1925, est prolongée pour une nouvelle période de douze ans à partir du 1^{er} janvier 1937.

Article 2.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés aux archives du Ministère des Affaires étrangères de Finlande. Le protocole entrera en vigueur dès que tous les Etats participants auront effectué le dépôt des instruments de leur ratification.

Ce protocole est rédigé en langues française et allemande, les deux textes étant équivalents, en un exemplaire qui sera déposé aux archives du Ministère des Affaires étrangères de Finlande. Des copies certifiées conformes en seront transmises à tous les Etats participants.

HELSINKI, le 22 juin 1936.

Pour le Danemark :

F. LERCHE.

Pour la Finlande :

A. HACKZELL.

Pour la Lettonie :

W. SCHUMANS.

Pour l'Union des Républiques soviétiques socialistes :

ASSMUS.

beschlossen, das vorliegende Protokoll zu unterzeichnen, und zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten die Unterzeichneten ernannt, welche, nach geschehener Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Die Gültigkeitsdauer der Baltischen Geodätischen Konvention, die für eine Periode von zwölf Jahren, ab 1. Januar 1925, vereinbart war, ist für eine neue Periode von zwölf Jahren, ab 1. Januar 1937, verlängert worden.

Artikel 2.

Dieses Protokoll soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden im Archiv des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten Finnlands deponiert werden. Das Protokoll tritt in Kraft, nachdem sämtliche beteiligte Staaten ihre Ratifikationsurkunden deponiert haben.

Dieses Protokoll ist in französischer und deutscher Sprache abgefasst, wobei beide Texte gleichberechtigt sind, und zwar in einem Exemplar, welches im Archiv des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten Finnlands aufzubewahren ist. Gehörig bestätigte Abschriften werden sämtlichen beteiligten Staaten zugestellt.

HELSINKI, den 22. Juni 1936.

Für Dänemark :

Für Finnland :

Für Lettland :

Für die Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken :

Pour la Suède :

Carl VON HEIDENSTAM.

HELSINKI, le 9 juillet 1936.

Für Schweden :

HELSINKI, den 9. Juli 1936.

Pour l'Estonie :

H. REBANE.

Für Estland :

Pour la Lithuanie :

Br. DAILIDÈ.

Für Litauen :

HELSINKI, le 15 septembre 1936.

HELSINKI, den 15. September 1936.

Pour le Deutsches Reich :

v. BLÜCHER.

Für das Deutsche Reich :

Pour la Ville libre de Dantzig :

Henryk SOKOLNICKI.

Für die Freie Stadt Danzig :

Pour la Pologne :

Henryk SOKOLNICKI.

Für Polen :

Pour copie conforme :
Copenhague, le 2 juin 1937.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

Pour la copie conforme :

J. Nyysönen,
Conseiller de Légation.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4126. — PROTOCOL REGARDING THE RENEWAL OF THE BALTIC GEODETIC CONVENTION SIGNED AT HELSINKI ON DECEMBER 31ST, 1925. SIGNED AT HELSINKI, JUNE 22ND, JULY 9TH AND SEPTEMBER 15TH, 1936.

GERMANY, DENMARK, THE FREE CITY OF DANZIG, ESTONIA, FINLAND, LATVIA, LITHUANIA, POLAND, SWEDEN and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, between which countries the Baltic Geodetic Convention signed at Helsinki on December 31st, 1925, is at present in force, having considered it desirable to arrange for the continuance of the work mentioned in the said Convention after the period of twelve years provided for by the Convention, and having to that end decided to sign the present Protocol, have appointed as their Plenipotentiaries the undersigned, who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The validity of the Baltic Geodetic Convention concluded for a period of twelve years beginning on January 1st, 1925, shall be prolonged for a further period of twelve years beginning on January 1st, 1937.

Article 2.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited in the archives of the Finnish Ministry of Foreign Affairs. The Protocol shall come into force as soon as all the participating States have deposited their instruments of ratification.

The present Protocol is done in French and German, both texts being authentic, in a single copy which shall be deposited in the archives of the Finnish Ministry of Foreign Affairs. Certified true copies shall be transmitted to all the participating States.

HELSINKI, *June 22nd, 1936.*

For Denmark :

F. LERCHE.

For Finland :

A. HACKZELL.

For Latvia :

W. SCHUMANS.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

ASSMUS.

For Sweden :

Carl VON HEIDENSTAM.

HELSINKI, *July 9th, 1936.*

For Estonia :

H. REBANE.

For Lithuania :

Br. DAILIDÈ.

HELSINKI, *September 15th, 1936.*

For Germany :

v. BLÜCHER.

For the Free City of Danzig :

Henryk SOKOLNICKI.

For Poland :

Henryk SOKOLNICKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4127.

ALLEMAGNE ET HONGRIE

Convention relative à la coopération
intellectuelle et culturelle. Signée
à Berlin, le 28 mai 1936.

GERMANY AND HUNGARY

Convention regarding Intellectual
and Cultural Co-operation. Signed
at Berlin, May 28th, 1936.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 4127. — EGYEZMÉNY¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS A NÉMET BIRODALOM KÖZÖTT A SZELLEMI ÉS KULTURÁLIS EGYÜTTMŰKÖDÉS TÁRGYÁBAN. ALÁÍRATOTT BERLIN, 1936. MÁJUS HO 28-ÁN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chargé d'Affaires a. i de la délégation hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 juin 1937.

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA
és

A NÉMET BIRODALOM VEZÉRE ÉS KANCELLÁRJA

attól az őszinte óhajtól vezérelve,
hogy a régi hagyományokon alapuló kölcsönös kulturális kapcsolatokat, valamint a két ország kulturális és szellemi javainak cseréjét minden téren elmélyítsék és ezáltal a két nemzet kölcsönös megértését előmozdítsák,

elhatározták,

hogy a két állam között a szellemi és kulturális együttműködés tárgyában egyezményt kötnek

és e célból teljhatalmú megbizottaikul kijelölték :

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA :

Dr. HÓMAN Bálint magyar királyi vallás- és közoktatásügyi miniszter úr Őnagyméltóságát,

A NÉMET BIRODALOM VEZÉRE ÉS KANCELLÁRJA :

1. Rust BERNÁT urat, birodalmi és porosz tudomány-, nevelés- és népoktatásügyi minisztert,
2. Dr. GOEBBELS József urat, birodalmi népfelvilágosítási és propaganda minisztert,

akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik tudomásulvétele után a következőkben állapodtak meg :

I. Cikk.

Mindkét kormány különleges figyelemmel fogja gondozni és fenntartani azokat a kulturális és tudományos intézményeket, amelyek a magyar-német kultúrkapcsolatok fejlesztését szolgálják.

A magyar királyi kormány a két ország tudományos irodalmának és művészeti kapcsolatainak fejlesztésére és tanulmányozására fenntartja a berlini Collegium Hungaricumot. Hasonlóképpen fenntartja a budapesti, szegedi, debreceni és pécsi tudományegyetemek összesen négy német filológiai tanszéke mellett a budapesti Királyi Magyar Pázmány Péter Tudományegyetemen a német irodalmi tanszéket.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 3 avril 1937.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4127. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DEM KÖNIGREICH UNGARN ÜBER DIE GEISTIGE UND KULTURELLE ZUSAMMENARBEIT. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 28. MAI 1936.

German and Hungarian official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 11th, 1937.

DER FÜHRER UND KANZLER DES DEUTSCHEN REICHES
und
SEINE DURCHLAUCHT DER HERR REICHsverwesER DES KÖNIGREICHs UNGARN
beseelt von dem aufrichtigen Wunsch,
die aus alter Tradition erwachsenen wechselseitigen kulturellen Verbindungen auf allen
Gebieten zu vertiefen sowie den gegenseitigen Austausch der kulturellen und geistigen Güter beider
Nationen und damit das gegenseitige Verstehen beider Völker nach Kräften zu fördern,
haben beschlossen,
ein Abkommen über die geistige und kulturelle Zusammenarbeit der beiden Staaten abzuschließen,
und zu diesem Zweck als Bevollmächtigte und Delegierte ernannt :

DER FÜHRER UND KANZLER DES DEUTSCHEN REICHES :

1. Herrn Bernhard RUST, Reichs- und Preussischen Minister für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung,
2. Herrn Dr. Josef GOEBBELS, Reichsminister für Volksaufklärung und Propaganda,

SEINE DURCHLAUCHT DER REICHsverwesER DES KÖNIGREICHs UNGARN :

Seine Exzellenz Herrn Dr. Bálint HÓMAN, Königlich Ungarischen Minister für Kultus und Unterricht,

die nach Vorweisung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel I.

Beide Regierungen werden der Pflege und Erhaltung der kulturellen und wissenschaftlichen Einrichtungen, die der Förderung der deutsch-ungarischen Kulturbeziehungen dienen, ihre besondere Aufmerksamkeit zuwenden.

Die Königlich Ungarische Regierung erhält zur Förderung und Erforschung der wissenschaftlichen Literatur und künstlerischen Beziehungen beider Länder das Collegium Hungaricum in Berlin. Ebenso erhält sie, neben den vier deutschen philologischen Lehrstühlen der Universitäten in Budapest, Szeged, Debrecen und Pécs, an der Königlich Ungarischen Péter Pázmány Universität zu Budapest den Lehrstuhl für deutsche Literatur.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, April 3rd, 1937.

A német birodalmi kormány továbbra is fenntartja a berlini Friedrich-Wilhelm Egyetemen meglévő, magyar tudós által betöltött és a jövőben is ilyenekkel betöltendő porosz tanszéket a magyar irodalom és nyelv részére, valamint az azzal kapcsolatban lévő Magyar Intézetet és lektorátust.

A magyar királyi kormány a budapesti Királyi Magyar Pázmány Péter Tudományegyetemen létesítendő német kultúrtörténeti tanszéket szerződés alapján birodalmi német tudóssal fogja betölteni. Ennek a tanszéknek különleges hivatása a német szellemi élet ismertetése.

A 3. és 4. bekezdésben említett tanszékek betöltésének módját külön megállapodás szabályozza.

II. Cikk.

A két állam kormányai országaik egyetemlein és főiskoláin, különösen fővárosaikban, a másik állam nyelvének tanításáról lektorok alkalmazása útján gondoskodnak.

A német birodalmi kormány a budapesti, szegedi, debreceni és pécsi egyetemeken, valamint a budapesti Báró Eötvös József Collegiumban továbbra is fenntartja a német nyelvi lektorátusokat. Azonkívül a budapesti József Nádor műszaki és gazdaságtudományi egyetemen német nyelvi lektorátust állít fel.

A magyar kormány továbbra is fenntartja a müncheni Maximilian Egyetemen a magyar nyelvi lektorátust és a lipcsei egyetemen magyar lektorátust állít fel. Felmerülő szükség esetén a lehetőséghez képest gondoskodik a magyar kormány arról, hogy más német egyetemenekre és főiskolákra is küldessenek ki magyar lektorok.

A két kormány megállapodik abban, hogy a nyelvoktatás lehetőleg eredményes megoldása és a két állam kulturális javainak ezzel egyidejűleg elérendő megismertetése érdekében a másik állam által fenntartott lektorátusokra (2. és 3. bekezdés) csak oly személyeket nevez ki, akik a másik állam állampolgárságával bírnak és ez utóbbi által az alkalmazó állam részére mint a lektori állásra alkalmasak, javaslatba hozatnak.

A két kormány gondoskodik arról, hogy a lektorok alkalmazására vonatkozó szabályok részletes feltételei egymással megegyezzenek. Hasonlóképpen törekedni fognak arra, hogy országaik gazdasági viszonyainak tekintetbevételével a lektorok javadalmazását egységes és egymással megegyező szempontok szerint szabályozzák.

Egyébként a XXI. szakaszban említett vegyesbizottság feladata a lektorok alkalmazásának részleteit, valamint a javadalmazást egyetértőleg megállapítani.

III. Cikk.

Az egyetemi és főiskolai tanárok cseréje a két állam között oly módon mozdítandó elő, hogy a másik állam valamely egyeteme vagy főiskolája lehetőleg minden tanulmányi félévben legalább két tanárt hív meg vendégelőadásra. Annak a módját is keresni kell, hogy az előadásokat lehetőség szerint több egyetemen vagy főiskolán tartsák meg.

A két állam fenntartja magának, hogy idővel kölcsönös egyetértésben az egyetemi és főiskolai tanárok cseréjét teljes tanulmányi félévre terjeszti ki.

Egyébként mindkét állam gondoskodik arról, hogy az illetékessége alá tartozó egyetemi vagy főiskolai tanárral megállapodjék azokban a feltételekben, amelyekkel ez utóbbi a másik államban tartandó vendégelőadásokra szóló meghívást elfogadhatja.

A tanárcsere egységes lebonyolítását a XXI. cikkben említett kormánybizottságok esetről-esetre létesítendő megállapodásai biztosítják.

A tanárcsere lebonyolításán felül mindkét államnak gondja lesz arra, hogy a XXI. cikkben említett kormánybizottságok közvetítésével egyetemi és főiskolai tanársegédeket rövid időtartamra kölcsönösen kicseréljen.

Die Deutsche Reichsregierung erhält auch weiterhin den an der Friedrich Wilhelms-Universität in Berlin bestehenden, mit einem ungarischen Gelehrten besetzten und auch in Zukunft zu besetzenden preussischen Lehrstuhl für ungarische Sprache und Literatur sowie das damit verbundene Ungarische Institut und Lektorat aufrecht.

Die Königlich Ungarische Regierung wird einen an der Péter Pázmány Universität zu errichtenden Lehrstuhl für deutsche Kulturgeschichte mit einem reichsdeutschen Gelehrten auf der Grundlage eines Vertrages besetzen. Die besondere Aufgabe dieses Lehrstuhls ist die Darstellung des deutschen Geisteslebens.

Die Einzelheiten der Besetzung der in Absatz 3 und 4 genannten Lehrstühle werden durch eine besondere Abmachung geregelt.

Artikel II.

Beide Regierungen tragen Sorge für den Unterricht der Sprache des anderen Staates durch Anstellung von Lektoren an den Universitäten und Hochschulen ihrer Länder, insbesondere an denen ihrer Hauptstädte.

Im einzelnen unterhält die Deutsche Reichsregierung auch fernerhin die deutschen Lektorate an den Universitäten in Budapest, Szeged, Debrecen und Pécs wie an dem Baron Josef Eötvös-Collegium in Budapest. Sie errichtet ausserdem an der József Nádor Universität für technische und Wirtschaftswissenschaften in Budapest ein deutsches Lektorat.

Die Ungarische Regierung unterhält fernerhin das ungarische Lektorat an der Maximilian-Universität in München und errichtet ausserdem ein Lektorat an der Universität Leipzig. Sie wird bei auftretenden Bedürfnissen so weit wie möglich dafür Sorge tragen, dass auch an andere deutsche Universitäten und Hochschulen ungarische Lektoren entsendet werden.

Beide Regierungen sind sich darüber einig, dass im Interesse einer möglichst wirkungsvollen Gestaltung des Sprachunterrichts und einer gleichzeitig zu erstrebenden Darstellung der kulturellen Güter der beiden Staaten die vom anderen Staat unterhaltenen Lektorate (vergl. Absatz 2 und 3) nur mit solchen Personen besetzt werden, die die Staatsangehörigkeit des anderen Staates besitzen und von diesem dem sie berufenden Staat als für die Lektoratenstellen geeignet vorgeschlagen sind.

Beide Regierungen tragen dafür Sorge, dass die von ihnen bei der Anstellung als Lektor geltend gemachten Einzelbedingungen miteinander übereinstimmen. Ebenso werden sie bemüht sein, unter Berücksichtigung der wirtschaftlichen Verhältnisse ihrer Länder die Besoldung der Lektoren nach einheitlichen und übereinstimmenden Gesichtspunkten zu regeln.

Im übrigen ist es die Aufgabe des in Artikel XXI erwähnten gemischten Ausschusses, die Einzelheiten der Lektorenberufungen sowie die Frage der Besoldung in gegenseitigem Einvernehmen zu klären.

Artikel III.

Der Austausch von Professoren zwischen den beiden Staaten ist in der Weise zu fördern, dass tunlichst in jedem Studienhalbjahr mindestens zwei Professoren von einer Universität oder Hochschule des anderen Landes zu Gastvorträgen, beziehungsweise Gastvorlesungen eingeladen werden. Dabei wird versucht werden, diese Vorträge und Vorlesungen nach Möglichkeit an mehreren Hochschulen oder Universitäten stattfinden zu lassen.

Die beiden Staaten behalten sich vor, zu gegebener Zeit im gegenseitigen Einvernehmen den Austausch von Hochschulprofessoren auf ein ganzes Semester auszudehnen.

Im übrigen hat jeder Staat dafür besorgt zu sein, mit dem seiner Zuständigkeit unterstehenden Hochschulprofessor die Bedingungen zu vereinbaren, unter welchen diesem die Annahme der Einladung zu Gastvorträgen im anderen Staat möglich ist.

Die einheitliche Durchführung des Professorenaustausches wird durch von Fall zu Fall erfolgende Vereinbarungen der im Artikel XXI erwähnten Regierungsausschüsse gewährleistet werden.

Beide Staaten werden neben der Durchführung des Professorenaustausches es sich angelegen sein lassen, von Fall zu Fall durch Vermittlung der in Artikel XXI erwähnten Regierungsausschüsse Hochschulassistenten auf kurze Zeit gegenseitig auszutauschen.

IV. Cikk.

A tudományos kutatómunka támogatására a két állam kormányai egyetemi és kutatóintézeteiben, mint például a tihanyi biológiai kutatóintézetben, vagy a mezőgazdasági kísérletügyi intézményekben, illetve a helgolandi biológiai intézetben, vagy a Kaiser Wilhelm intézetekben munkahelyeket bocsátanak időnként a másik állam tudósainak rendelkezésére.

Mindkét állam rövidesen megfontolás tárgyává teszi, vajjon célszerű-e a másik állam kutatóintézeteiben állandó munkahelyeket létesíteni és fenntartani saját országának tudósai részére.

V. Cikk.

A két állam továbbra is fenntartja az eddig is meglévő főiskolai diákcsereit. A magyar királyi kormány és a német birodalmi kormány, illetőleg ezek megbízásából a magyar Országos Ösztöndíjtanács és a német Diákcsereközpont (Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.) által kölcsönösen rendelkezésre bocsátott ösztöndíjak száma hat (6). Minden egyes ösztöndíj tandíj- és illetékmentességből, továbbá ingyenes lakás- és ellátásból, vagy megfelelő kézi ösztöndíjból áll. A két állam gondoskodik arról, hogy az általuk az egyetemi és főiskolai diákcsereire fordított összegek a megélhetés általános költségeinek tekintetbevételével egymással megfelelő arányban álljanak.

A diákcsere lebonyolításának részleteit magyar részről az Országos Ösztöndíjtanács, német részről a német Diákcsereközpont (Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.) határozza meg. Mindkét szervnek jogában áll a másik állam csereösztöndíjasait meghatározott egyetemekre és főiskolákra szétosztani.

Az ösztöndíjasok az egyetemekre és főiskolákra való beiratkozással Magyarországon az érvényben levő fegyelmi szabályzatnak, Németországban az érvényben lévő főiskolai jognak (Hochschulrecht) alá vannak vetve. Ha az ösztöndíjasok valamely kollégiumban vagy diákinter-nátusban kapnak lakást és ellátást, akkor az azokban érvényes házirend reájuk nézve is kötelező.

VI. Cikk.

A német egyetemek és főiskolák továbbra is résztvesznek a magyar egyetemek és főiskolák nyári tanfolyamain és pedig a lehetőséghez képest zárt csoportokban. Magyar diákcsoporthok, miként a múltban is, szintén résztvesznek a német egyetemi nyári tanfolyamokon. Az egyes csoportok létszámára és szétosztására vonatkozólag esetről-esetre előzetes megállapodás jön létre. A csoportok kölcsönösen tandíj- és illetékmentességben részesülnek. Továbbá arról is gondoskodik fog történni, hogy az egyéb utazási és tartózkodási költségek a lehető legalacsonyabbak legyenek.

A nyári tanfolyamokra vonatkozó értesítések megküldéséről kellő időben kell gondoskodni.

A nyári tanfolyamok keretében ingyenes helyek biztosítása — amennyiben az lehetséges — a jövőben is kölcsönösen meg fog történni.

A német egyetemeknek és főiskoláknak külföldi ügyeit intéző szervei (Akademische Auslandsstellen) és a budapesti Eötvös Collegium az eddig is meglévő szünidei diákcsereit oly módon bonyolítják le, hogy a nyári szünidőben mindenkor legfeljebb 10 német egyetemi hallgató kap az Eötvös Collegiumban négytől hat heti időtartamra ingyen lakást és ellátást és másrésztől ugyanannyi magyar egyetemi hallgató kap elhelyezést német egyetemeken vagy főiskolákon azonos időre és azonos feltételek mellett. A tekintetbe jövő diákok, amennyiben ez célszerűnek látszik, beoszthatók tandíj- és illetékmentesség engedélyezésével az első bekezdésben említett nyári tanfolyamokra.

VII. Cikk.

A német birodalom » Alexander von Humboldt « alapítványa magyar pályázók részére évenként legalább három ösztöndíjat biztosít. A jelen egyezmény egyébként nem érinti az » Alexander von Humboldt « alapítvány pályázati feltételeit.

Artikel IV.

Zur Unterstützung wissenschaftlicher Forschungsarbeiten werden die Regierungen der beiden Staaten von Fall zu Fall Arbeitsplätze für Gelehrte des anderen Staates in ihren Hochschul- und Forschungsinstituten, wie etwa in der Biologischen Forschungsanstalt Tihany oder in den ungarischen landwirtschaftlichen Versuchsanstalten, beziehungsweise der Biologischen Anstalt auf Helgoland oder den Kaiser Wilhelm Instituten zur Verfügung stellen.

Beide Regierungen werden alsbald die Frage prüfen, ob die ständige Einrichtung und Unterhaltung von Arbeitsplätzen für Gelehrte ihres Landes an den Forschungsinstituten des anderen Staates zweckmässig erscheint.

Artikel V.

Der zwischen den beiden Staaten bestehende Hochschüleraustausch wird aufrecht erhalten. Die Zahl der von der Deutschen Reichsregierung und von der Königlich Ungarischen Regierung oder für diese durch den Deutschen Akademischen Austauschdienst e. V. und den Ungarischen Landesstipendienrat (Országos Ösztöndíjtanács) gegenseitig bewilligten Stipendien beträgt sechs. Jedes Stipendium besteht neben dem Erlass der Studiengebühren in der Gewährung freier Wohnung und freier Verpflegung oder in der Zahlung eines angemessenen Barbetrages. Die beiden Staaten tragen dafür Sorge, dass die von ihnen für die Durchführung des Hochschüleraustausches gemachten Aufwendungen unter Berücksichtigung der allgemeinen Kosten der Lebenshaltung ihrer Länder sich entsprechen.

Die Einzelheiten des Studentenaustausches bestimmt auf deutscher Seite der Deutsche Akademische Austauschdienst e. V., auf ungarischer Seite der Landesstipendienrat (Országos Ösztöndíjtanács). Beide Stellen haben das Recht, die Austauschstipendiaten des anderen Staates auf bestimmte Hochschulen zu verteilen.

Mit der Eintragung an der Hochschule unterwerfen sich die Stipendiaten in Deutschland dem geltenden Hochschulrecht, in Ungarn der geltenden Disziplinarordnung. Erhalten die Stipendiaten Unterkunft und Verpflegung in einem Studentenheim, Kameradschaftshaus oder Internat, so ist die dort geltende Hausordnung auch für sie verbindlich.

Artikel VI.

Die deutschen Universitäten und Hochschulen werden sich auch weiterhin an den ungarischen Ferienkursen beteiligen, und zwar nach Möglichkeit mit geschlossenen Gruppen. Umgekehrt werden ungarische Studentengruppen wie bisher an deutschen Ferienkursen teilnehmen. Über die jeweilige Stärke der einzelnen Gruppen und deren Verteilung wird von Fall zu Fall eine vorherige Verständigung herbeigeführt. Für die Gruppen wird gegenseitig Gebührenfreiheit gewährt. Ferner wird danach getrachtet werden, die sonstigen Reise- und Aufenthaltskosten so niedrig wie möglich zu halten.

Für einen rechtzeitigen gegenseitigen Austausch der Ferienkursprospekte ist Sorge zu tragen.

Soweit im Rahmen der Ferienkurse Freistellen gegeben werden können, wird dies auf beiden Seiten auch in Zukunft geschehen.

Der Ferienaustausch der Akademischen Auslandstellen der deutschen Universitäten und Hochschulen mit dem Budapester Eötvös Collegium wird in der Weise durchgeführt, dass jeweils in den Sommerferien bis zu zehn deutsche Hochschüler auf die Dauer von vier bis sechs Wochen im Eötvös Collegium bei Gewährung freier Wohnung und freier Verpflegung und andererseits ebenso viele ungarische Hochschüler für die gleiche Zeitdauer und unter denselben Bedingungen an einzelnen deutschen Hochschulen untergebracht werden. Die in Betracht kommenden Studenten werden, wenn dies zweckmässig erscheint, unter Gewährung von Gebührenfreiheit in die unter Absatz I erwähnten Ferienkurse eingereiht.

Artikel VII.

Die Alexander von Humboldt-Stiftung des Deutschen Reiches gewährt an ungarische Bewerber in jedem Jahr mindestens drei Stipendien. Im übrigen werden die Auswahlbedingungen der Alexander von Humboldt-Stiftung durch dieses Abkommen nicht berührt.

Az » Alexander von Humboldt « alapítvány ösztöndíjasaira az V. Cikk 3. bekezdésének rendelkezéseit megfelelően kell alkalmazni.

VIII. Cikk.

Kívánatos, hogy a két állam egyetemi és főiskolai hallgatói, akiknek tanulmányaik ideje alatt, vagy közvetlenül azután gyakorlati tevékenységre van szükségük, a két kormány által mindenkor meghatározandó keretek között a nyári szünet alatt egymással továbbra is kölcsönösen kicseréltesse (gyakornokcsere). Ezt a cserét német részről a birodalmi kormány megbízásából a Diákcsereközpont (Akademischer Austauschdienst e. V.), magyar részről a magyar királyi vallás- és közoktatásügyi miniszter által e célra kijelölendő szerv intézi.

IX. Cikk.

A két állam továbbra is fenntartja a tanulócsere és ezt a magyar királyi vallás- és közoktatásügyi miniszter által kijelölendő szerv és a német Diákcsereközpont (Akademischer Austauschdienst e. V.) útján bonyolítja le. A két kormány törekedni fog ennek a tanulócsere további fejlesztésére.

Mindkét kormány támogatni fogja a másik állam ifjúsága részére kölcsönösen rendezendő tanulmányutakat és táborozásokat. A két kormány továbbá igyekezni fog közös táborozásokat rendezni, ameyeken mindkét állam ifjúsága résztvesz.

X. Cikk.

Az ösztöndíjasok kiválasztásakor és a tanulmányi, tanuló- és ifjúsági csoportok összeállításakor mindkét részről különös gondoskodás tárgya lesz, hogy a kiválogatás oly módon menjen végbe, amely megfelelőnek és alkalmasnak látszik arra, hogy a kiválasztottak hazájuk tanuló ifjúságát a vendéglátó országban méltóan képviseljék.

XI. Cikk.

Mindkét kormánynak jogában áll, hogy az V., VI., VIII., IX. cikkben foglalt egyetemi diákcsere, szüneti, gyakornok-, tanuló- és ifjúsági csere pályázókat megfelelő időben visszautasítsa és a csereidő tartama alatt is kívánja visszarendelésüket.

XII. Cikk.

Az egyezményben említett tanulmányi és ifjúsági csoportok zárt csoportban való utazás esetén mindkét ország vasutain ugyanolyan kedvezményekben részesülnek, mint amilyeneket az illető állam a belföldi csoportos utazások részére biztosít.

XIII. Cikk.

A magyar kormány, miként a multban is, gondoskodni fog a német nyelvnek oktatásáról a magyar középiskolákban (gimnáziumokban) és felső kereskedelmi iskolákban. A német birodalmi kormány továbbra is fenntartja a budapesti németbirodalmi iskolát és a kereskedelmi tanfolyamokkal kapcsolatos német nyelviskolát.

XIV. Cikk.

A két kormány időnként kicseréli egymással azoknak a tudományos és irodalmi műveknek jegyzékét, melyeknek a másik nyelvre való lefordítását, illetőleg a másik országban leendő terjesztését különösen kívánatosnak tartja.

Für die Stipendiaten der Alexander von Humboldt-Stiftung gelten entsprechend die Bestimmungen des Artikels V, Absatz 3.

Artikel VIII.

Hochschüler beider Staaten, die eine praktische Tätigkeit während ihres Studiums oder unmittelbar nachher als Bestandteil, beziehungsweise als Ergänzung ihrer Berufsausbildung abzuleisten haben, sollen auch weiterhin in einem von den beiden beteiligten Regierungen jeweils zu bestimmendem Umfang während der Sommerferien miteinander ausgetauscht werden (Praktikantenaustausch). Die Durchführung dieses Austausches nimmt auf deutscher Seite der Deutsche Akademische Austauschdienst e. V. im Auftrage der Deutschen Reichsregierung, auf ungarischer Seite eine vom Königlich Ungarischen Kultus- und Unterrichtsminister zu bestimmende Stelle wahr.

Artikel IX.

Der zwischen den beiden Staaten eingerichtete Schüleraustausch wird durch Vermittlung des Deutschen Akademischen Austauschdienstes e. V. und einer vom Königlich Ungarischen Minister für Kultus und Unterricht zu benennenden ungarischen Stelle aufrecht erhalten. Beide Regierungen werden sich den weiteren Ausbau dieser Einrichtung angelegen sein lassen.

Beide Regierungen werden die für die Jugend des anderen Staates wechselseitig zu veranstaltenden Studienreisen und Lager unterstützen. Sie werden ferner um die Durchführung von Gemeinschaftslagern, an denen die Jugend beider Staaten teilnimmt, bemüht sein.

Artikel X.

Bei der Auswahl der Stipendiaten und der Zusammenstellung von Studenten-, Schüler- und Jugendgruppen wird auf beiden Seiten besondere Sorgfalt darauf verwandt werden, eine Auslese zu treffen, die befähigt und geeignet erscheint, die studierende Jugend ihres Heimatlandes in dem Gastlande würdig zu vertreten.

Artikel XI.

Beiden Regierungen steht das Recht zu, Bewerber für den in den Artikeln V, VI, VIII, IX vorgesehenen Hochschüler-, Ferien-, Praktikanten-, Schüler- und Jugendaustausch rechtzeitig abzulehnen und auch während der Dauer des Austausches die Abberufung zu verlangen.

Artikel XII.

Die in dem Abkommen erwähnten Studien- und Jugendgruppen erhalten bei Reisen in geschlossenen Gruppen auf den Eisenbahnen der beiden Länder dieselben Vergünstigungen, die der betreffende Staat den Reisengruppen seines eigenen Landes einräumt.

Artikel XIII.

Die Ungarische Regierung wird wie bisher Sorgfalt auf den Unterricht der deutschen Sprache an den ungarischen Mittelschulen (Gymnasien) und höheren Handelsschulen verwenden. Die Deutsche Reichsregierung erhält die Reichsdeutsche Schule und die deutsche Sprachschule mit Handelskursen in Budapest aufrecht.

Artikel XIV.

Die beiden Regierungen werden von Zeit zu Zeit eine Liste derjenigen wissenschaftlichen und literarischen Werke austauschen, deren Übersetzung in die andere Sprache oder deren Verbreitung in dem anderen Lande sie für besonders erwünscht halten.

Továbbá mindkét kormány kölcsönösen elősegíti, hogy a vezető tudományos szakfolyóiratokban megfelelő szaktudósok ismertessék a másik országban újonnan megjelenő tudományos és irodalmi műveket.

XV. Cikk.

Mindkét kormány gondoskodni fog a hivatalos kiadványok, valamint az egyetemek, főiskolák, tudományos akadémiák és kutatóintézetek tudományos jelentéseinek és közleményeinek kölcsönös kicseréléséről.

Ezen megállapodás végrehajtása német részről a berlini központi birodalmi szervnek (Reichs-tauschstelle), magyar részről az Országos Könyvforgalmi és Bibliográfiai Központnak feladata.

XVI. Cikk.

Mindkét kormány a rendelkezésre álló eszközök tekintetbevételével igyekezni fog a magyarországi könyvtárak német, illetőleg a németországi könyvtárak magyar anyagát gyarapítani és elősegíteni magyar könyvtárak felállítását Németországban és német könyvtárak felállítását Magyarországon. A két kormány a könyvtárak és levéltárak használatát a másik állam polgárainak ugyanolyan feltételek mellett engedélyezi, mint saját polgárainak.

A két kormány a történelmi kutatás elősegítése céljából könyvtárai és levéltárai között a könyv- és kéziratkölcsönzést a kölcsönösség alapján elősegíti és megkönnyíti.

XVII. Cikk.

Mindkét kormány az ezen a téren máris fennálló kapcsolatok továbbfejlesztése érdekében kölcsönösen támogatni fogja mindazoknak a magyar és német íróknak és művészeknek tevékenységét, akiknek művei tárgyuk és kulturális értékük alapján, illetve előadásuk következtében a színház, film, rádió stb. terén mindkét fél szempontjából különösen alkalmasnak látszanak arra, hogy népük kultúráját kifejezésre juttassák és bemutassák.

A Magyarországon és Németországban előállított filmek cseréjét, különösen a közművelődési, tanító és oktatófilmek cseréjét is, valamint a filmművészet terén megvalósítandó esetleges együttműködés kérdését főképpen a filmtermelést illetőleg, a közel jövőben megkötendő külön egyezmény fogja rendezni.

XVIII. Cikk.

Mindkét kormány különlegesen gondoskodni fog arról, hogy saját országában a másik ország tudományos és művészeti kiállításainak rendezését előmozdítsa.

XIX. Cikk.

Mindkét kormány a magyar és német rádióállomások számarányának tekintetbevételével törekedni fog arra, hogy adóállomásai a másik állam adóállomásainak műsorából kölcsönös közvetítéseket és esetről esetre a másik ország történetéről, irodalmáról, képzőművészetéről, zenéjéről és nemzeti kultúrájáról, valamint az idegenforgalom szempontjából jelentős vidékeiről előadásokat rendezzenek.

XX. Cikk.

A két országnak a jelen egyezmény végrehajtására illetékes hivatalos szervei oda fognak hatni, hogy pénzforgalmi nehézségek miatt a jelen egyezmény végrehajtása akadályokba ne ütközzék.

Beide Regierungen sind ferner wechselseitig darum bemüht, in den wissenschaftlich führenden Fachzeitschriften durch geeignete Fachgelehrte Berichte über die neuen wissenschaftlichen und literarischen Werke des anderen Landes veröffentlichen zu lassen.

Artikel XV.

Beide Regierungen werden ferner um den Austausch amtlicher Veröffentlichungen sowie von Veröffentlichungen wissenschaftlicher Berichte und Mitteilungen ihrer Universitäten und Hochschulen sowie wissenschaftlicher Akademien und Forschungsinstitute bemüht sein.

Auf deutscher Seite obliegt die Durchführung dieser Vereinbarung der Reichstauschstelle in Berlin, auf ungarischer Seite der Zentralstelle für das Bibliothekswesen (Országos Könyvforgalmi és Bibliográfiai Központ) in Budapest.

Artikel XVI.

Beide Regierungen werden unter Berücksichtigung der zur Verfügung stehenden Mittel den ungarischen Buchbestand der deutschen Bibliotheken, beziehungsweise den deutschen Bestand der ungarischen Bibliotheken zu vermehren sich bemühen und die Einrichtung deutscher Bibliotheken in Ungarn, beziehungsweise ungarischer Bibliotheken in Deutschland fördern. Sie gestatten den Gebrauch der Bibliotheken und Archive den Staatsbürgern des anderen Staates unter den gleichen Bedingungen wie den eigenen.

Zur Erleichterung der geschichtlichen Forschung der beiden Länder werden die beiden Regierungen auf der Grundlage der Gegenseitigkeit das Ausleihen von Büchern und Handschriften zwischen den Bibliotheken und Archiven der beiden Länder fördern und erleichtern.

Artikel XVII.

Die beiden Regierungen werden zur Weiterentwicklung der auf diesen Gebieten bereits bestehenden Verbindungen gegenseitig die Tätigkeit aller jener deutschen und ungarischen Schriftsteller und Künstler fördern, deren Werke nach ihrem Gegenstand und kulturellem Wert durch ihre Darstellung, sei es im Theater, im Film, im Rundfunk usw. beiderseitig besonders geeignet erscheinen, die Kultur ihres Volkes zum Ausdruck und zur Anschauung zu bringen.

Der Austausch, der in Deutschland und Ungarn hergestellten Filme, insbesondere auch der Kultur-, Lehr- und Unterrichtsfilme, wie die Frage einer etwaigen Zusammenarbeit auf dem Gebiete des Filmwesens, insbesondere bei der Filmherstellung, wird in dem demnächst abzuschliessenden besonderen Abkommen geregelt.

Artikel XVIII.

Beide Regierungen werden es sich besonders angelegen sein lassen, wechselseitig wissenschaftliche und künstlerische Ausstellungen des anderen Landes im eigenen Lande zu veranstalten und zu fördern.

Artikel XIX.

Beide Regierungen werden unter Berücksichtigung des Zahlenverhältnisses der deutschen und ungarischen Sender bestrebt sein, durch ihre Rundfunksender wechselseitig Übertragungen aus den Programmen der Sender des anderen Staates zu vermitteln und von Fall zu Fall Vorträge über die Geschichte, Literatur, bildende Kunst, Musik und Volkskultur sowie über die für den Fremdenverkehr wichtigen Gegenden des anderen Landes zu veranstalten.

Artikel XX.

Die für die Durchführung des Abkommens zuständigen amtlichen Stellen jedes Landes werden sich dafür einsetzen, dass durch Devisenschwierigkeiten Störungen in der Durchführung dieses Abkommens nicht eintreten.

XXI. Cikk.

Abból a célból, hogy a jelen egyezmény szellemében a kölcsönös szellemi és kulturális kapcsolatok kimélyítése és előmozdítása megvalósuljon, a lehető legsürgősebben magyarnémet vegyes bizottság fog alakíttatni, amelynek hivatása, hogy az ezen egyezmény rendelkezéseinek végrehajtását mindegyik országnak a végrehajtásra illetékes hivatalos szerveivel való állandó érintkezés útján biztosítsa.

A vegyes bizottság két, mindegyik ország részére külön alakított kormánybizottságból áll, melyek egyikének székhelye Budapest, a másikénak Berlin. A kormánybizottságok mindegyikének elnöke az ország közoktatásügyi minisztere, vagy az általa megbízott személy. A kormánybizottságot egyébként a magyar-német kultúrkapcsolatokban érdekelt hivatalos szervek képviselőiből kell összeállítani. A két kormány mielőbb közölni fogja egymással a bizottságok tagjainak névsorát.

A vegyes bizottság, függetlenül a kormánybizottságok üléseitől, évenként legalább egyszer előzetes megállapodás után összeül váltakozva Magyarországon és Németországban.

XXII. Cikk.

A jelen egyezmény meg fog erősíteni. A megerősítési okiratok a lehető legrövidebb időn belül Budapesten fognak kicseréltetni.

Az egyezmény a megerősítési okiratok kicserélését követő 30. napon lép életbe.

XXIII. Cikk.

A jelen egyezmény időbeli korlátozás nélkül köttetik ; mindazonáltal a Magas Szerződő Felek bármelyike felmondhatja. Felmondás esetén annak kézhezvételétől számított hatodik hónap elteltével az egyezmény hatályát veszti.

Ennek hiteléül a meghatalmazottak a jelen egyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Készült két eredeti példányban magyar és német nyelven azzal, hogy mindkét szövegnek ugyanaz az érvénye van.

BERLIN, 1936. május hó 28-án.

HÓMAN Bálint, s. k.

Bernhard RUST, s. k.

Josef GOEBBELS, s. k.

Artikel XXI.

Um im Geiste dieses Abkommens die Vertiefung und Förderung der gegenseitigen geistigen und kulturellen Beziehungen zu verwirklichen, wird mit tunlichster Beschleunigung ein gemischter deutsch-ungarischer Ausschuss gebildet, dem es obliegt, die Durchführung der in diesem Abkommen vereinbarten Massnahmen durch ständige Fühlungnahme mit den für die Durchführung jeweils zuständigen amtlichen Stellen jedes Landes sicherzustellen.

Der gemischte Ausschuss setzt sich aus zwei, für jedes Land besonders gebildeten, Regierungsausschüssen zusammen, von denen der eine seinen Sitz in Berlin, der andere in Budapest hat. Den Vorsitz in jedem dieser Regierungsausschüsse führt der Unterrichtsminister seines Landes oder eine von diesem beauftragte Persönlichkeit. Er setzt sich im übrigen aus Mitgliedern der an den deutsch-ungarischen Kulturbeziehungen interessierten amtlichen Stellen zusammen. Die beiden Regierungen werden sich die Mitglieder der Ausschüsse alsbald mitteilen.

Unabhängig von den Sitzungen der Regierungsausschüsse wird der gemischte Ausschuss sich mindestens einmal im Jahr nach vorheriger Vereinbarung abwechselnd in Deutschland und in Ungarn versammeln.

Artikel XXII.

Das vorliegende Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden alsbald in Budapest ausgetauscht werden.

Das Abkommen wird am 30. Tage nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten.

Artikel XXIII.

Das vorliegende Abkommen wird ohne zeitliche Begrenzung abgeschlossen. Es kann durch jeden der Hohen Vertragsschliessenden Teile gekündigt werden. Durch die Kündigung wird das Abkommen nach Ablauf des sechsten Monats nach deren Notifizierung ausser Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das vorliegende Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und ungarischer Sprache mit der Massgabe, dass beide Texte die gleiche Geltung haben.

BERLIN, den 28. Mai 1936.

Bernhard RUST, *m. p.*

Josef GOEBBELS, *m. p.*

HÓMAN Bálint, *m. p.*

¹ TRADUCTION.

N^o 4127. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DE HONGRIE RELATIVE A LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE ET CULTURELLE. SIGNÉE A BERLIN, LE 28 MAI 1936.

LE FÜHRER ET CHANCELIER DU REICH ALLEMAND

et

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE,

Animés du désir sincère de resserrer, dans tous les domaines, les liens culturels qu'une ancienne tradition a noués entre les deux peuples, de favoriser dans toute la mesure du possible l'échange des valeurs culturelles et spirituelles des deux nations et de développer ainsi l'entente mutuelle entre les deux peuples,

Ont décidé

De conclure une convention sur la coopération intellectuelle et culturelle des deux Etats.

Ils ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires et délégués :

LE FÜHRER ET CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

1. M. Bernhard RUST, ministre des Sciences, de l'Instruction publique et de l'Enseignement populaire du Reich et de Prusse ;
2. Le D^r Josef GOEBBELS, ministre du Reich de l'Education populaire et de la Propagande ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le D^r Bálint HÓMAN, ministre de l'Instruction publique et des Cultes du Royaume de Hongrie ;

Lesquels, après d'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux gouvernements consacreront une attention toute particulière à l'entretien et au maintien des institutions culturelles et scientifiques qui servent au développement des relations culturelles entre l'Allemagne et la Hongrie.

Afin de développer l'étude des rapports scientifiques, littéraires et artistiques entre les deux pays, le Gouvernement royal hongrois entretiendra le Collegium Hungaricum à Berlin. De même, outre les quatre chaires de philologie allemande des Universités de Budapest, Szeged, Debrecen et Pécs, il entretiendra à l'Université royale hongroise Péter-Pázmány de Budapest la chaire de littérature allemande.

De son côté, le Gouvernement du Reich allemand maintiendra à l'Université Friedrich-Wilhelm, à Berlin, la chaire prussienne de langue et de littérature hongroise, qui est actuellement et continuera à être occupée par un savant hongrois, ainsi que l'Institut hongrois et le poste de lecteur rattachés à cette chaire.

Le Gouvernement royal hongrois nommera, en vertu d'un contrat, un savant ressortissant du Reich allemand à la chaire d'histoire de la civilisation allemande qui sera créée à l'Université

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4127. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING INTELLECTUAL AND CULTURAL CO-OPERATION. SIGNED AT BERLIN, MAY 28TH, 1936.

THE FÜHRER AND CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH
and

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY,

Animated by a sincere desire to strengthen the traditional cultural ties between the two countries in every sphere, to encourage cultural and intellectual exchanges between the two nations by every possible means and thus to promote their mutual understanding,

Have decided

To conclude a Convention regarding intellectual and cultural co-operation between the two States,

And for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries and delegates :

THE FÜHRER AND CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

1. M. Bernhard RUST, Minister of Science, Education and Public Instruction of the Reich and Prussia ;
2. Dr. Josef GOEBBELS, Reich Minister for Public Enlightenment and Propaganda ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Dr. Bálint HÓMAN, Minister of Education and Religion of the Kingdom of Hungary ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The two Governments shall devote particular attention to the upkeep and maintenance of the cultural and scientific institutions which serve to promote cultural relations between Germany and Hungary.

With a view to furthering the development and study of the scientific literature of both countries and of the artistic relations existing between them, the Royal Hungarian Government shall maintain the Collegium Hungaricum in Berlin. Similarly, in addition to the four chairs of German philology at the Universities of Budapest, Szeged, Debrecen and Pécs, it shall maintain the chair of German literature at the Royal Hungarian Péter Pázmány University in Budapest.

The Government of the German Reich shall maintain the Prussian chair of Hungarian language and literature at the Friedrich-Wilhelm University in Berlin, which is held and shall continue to be held by a Hungarian scholar, together with the Hungarian Institute and Readership attached to the said chair.

The Royal Hungarian Government shall, by contract, appoint a scholar who is a German national to the chair of the history of German civilisation which is to be founded at the Péter

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Péter-Pázmány. Le cours du titulaire de cette chaire aura pour objet principal d'exposer la vie intellectuelle de l'Allemagne.

Les questions de détail relatives à la nomination des titulaires des chaires indiquées aux alinéas 3 et 4 seront réglées par un accord spécial.

Article II.

Les deux gouvernements prendront les mesures nécessaires pour que la langue de l'autre Etat soit enseignée, en nommant des lecteurs aux universités et aux grandes écoles de leurs pays, notamment dans les établissements d'instruction de leurs capitales.

Le Gouvernement du Reich allemand maintiendra notamment les postes de lecteur allemand aux Universités de Budapest, de Szeged, de Debrecen et de Pécs, ainsi qu'au Collège Baron-Josef-Eötvös, à Budapest. Il créera, en outre, un poste de lecteur allemand à l'Université József-Nádor pour les sciences techniques et économiques, à Budapest.

Le Gouvernement royal hongrois conservera, en outre, le poste de lecteur hongrois à l'Université Maximilien, à Munich, et il créera un poste de lecteur à l'Université de Leipzig. Si le besoin s'en fait sentir, il s'efforcera, dans la mesure du possible, d'envoyer des lecteurs hongrois dans d'autres universités et grandes écoles allemandes.

Les deux gouvernements reconnaissent que, pour développer aussi efficacement que possible l'enseignement de la langue et pour donner en même temps, comme ils le désirent, une idée exacte des valeurs culturelles des deux Etats, il convient que les postes de lecteur entretenus par un Etat (voir alinéas 2 et 3) ne soient confiés qu'à des ressortissants de l'autre Etat proposés par leur pays à l'Etat qui les nomme en raison de leurs aptitudes aux fonctions de lecteur.

Les deux gouvernements s'efforceront de faire concorder les conditions de détail exigées lors de la nomination à titre de lecteur et, compte tenu de la situation économique de leurs pays, de régler, en s'inspirant de points de vue uniformes et concordants, la rémunération des lecteurs.

Au surplus, il incombera au Comité mixte mentionné à l'article XXI d'élucider, par voie d'entente mutuelle, les points de détail concernant la nomination des lecteurs, ainsi que la question de leur rémunération.

Article III.

Pour encourager l'échange de professeurs entre les deux Etats, les mesures nécessaires seront prises pour que, dans la mesure du possible, au cours de chaque semestre, deux professeurs au moins d'une université ou d'une grande école de l'autre pays soient invités à donner des conférences ou des cours. Ces conférences et ces cours seront donnés autant que possible dans plusieurs grandes écoles ou universités.

Les deux Etats se réservent d'étendre, en temps voulu et d'un commun accord, l'échange de professeurs de grandes écoles à un semestre entier.

Au surplus, chacun des deux Etats prendra soin de convenir avec le professeur relevant de son autorité des conditions auxquelles il sera possible à celui-ci d'accepter l'invitation de donner des conférences dans l'autre Etat.

L'unité d'application du système d'échange de professeurs sera assurée par des accords que concluront, dans chaque cas d'espèce, les Comités gouvernementaux mentionnés à l'article XXI.

En dehors de l'échange de professeurs, les deux Etats prendront soin d'échanger de temps à autre et pour une courte période des professeurs adjoints de grandes écoles par l'intermédiaire des Comités gouvernementaux mentionnés à l'article XXI.

Article IV.

Afin de favoriser les travaux de recherches scientifiques, les gouvernements des deux Etats mettront de temps à autre à la disposition de savants de l'autre Etat des locaux de travail dans leurs grandes écoles et leurs instituts de recherches, comme par exemple, l'Institut de recherches biologiques de Tihany ou les instituts hongrois d'essais agricoles, d'une part, l'Institut biologique de Helgoland ou les Instituts Kaiser-Wilhelm, de l'autre.

Pázmány University. The special purpose of the said chair shall be to disseminate knowledge concerning the intellectual life of Germany.

Questions of detail regarding appointments to the chairs indicated in paragraphs 3 and 4 shall be settled by a special agreement.

Article II.

The two Governments shall ensure the teaching of the other State's language by appointing Readers in that language in their national universities and colleges, and especially in those of their respective capitals.

The Government of the German Reich shall, in particular, maintain the German Readerships at the Universities of Budapest, Szeged, Debrecen and Pécs, and at the Baron Joseph Eötvös College at Budapest. It shall also establish a German Readership at the Joseph Nádor University of Technical and Economic Sciences at Budapest.

The Hungarian Government shall maintain the Hungarian Readership at the Maximilian University at Munich, and shall also establish a Readership at the University of Leipzig. As need arises, it shall take such steps as may be possible to send Hungarian Readers to other German universities and colleges.

The two Governments agree that, both in order to ensure as efficient instruction in the language as possible and to provide information concerning the cultural heritage of the two States, the Readerships maintained by one State (see paragraphs 2 and 3) shall be held only by persons who have the nationality of the other and who are proposed by their own country to the State which appoints them as possessing the qualifications necessary for the position of Reader.

The two Governments shall ensure that the detailed conditions prescribed by them in connection with the appointment of Readers shall be in harmony. Similarly, they shall take steps to fix the remuneration of Readers on uniform and concordant lines, while taking due account of the economic conditions obtaining in their respective countries.

The Mixed Committee referred to in Article XXI shall be responsible for deciding by mutual agreement points of detail regarding the appointment of Readers and their remuneration.

Article III.

With a view to promoting the exchange of Professors between the two States, at least two Professors from a university or college of the other country shall, if possible, be invited in the course of each half-year to give lectures or courses of lectures. Steps shall be taken for the said lectures and courses of lectures to be given as far as possible at several colleges or universities.

The two States reserve the right, in due course and by agreement, to extend the exchange of Professors at colleges to cover a whole half-year.

Moreover, each State shall take steps to settle, in agreement with the Professor under its authority, the conditions upon which he may accept the invitation to lecture in the other State.

The uniform working of the exchange system for Professors shall be ensured by agreements concluded in each individual case by the Governmental Committee referred to in Article XXI.

In addition to the exchange system for Professors, the two States, acting through the Governmental Committee referred to in Article XXI, shall take steps to arrange the exchange of assistant Professors in colleges for short periods.

Article IV.

With a view to promoting scientific research, the Government of each State shall, as occasion arises, provide scholars of the other State with working accommodation in its colleges and research institutes, such as the Institute of Biological Research at Tihany or the Hungarian Agricultural Research Institutes on the one hand, and the Heligoland Biological Institute of the Kaiser-Wilhelm Institutes on the other.

Les deux gouvernements examineront aussitôt que possible la question de savoir s'il y a lieu de créer et d'entretenir des locaux de travail permanents destinés à des savants de leur pays dans les instituts de recherches de l'autre Etat.

Article V.

L'échange d'étudiants d'université actuellement pratiqué entre les deux Etats sera maintenu. Le nombre des bourses d'études accordées de part et d'autre par le Gouvernement du Reich allemand et par le Gouvernement royal hongrois ou, pour le compte de ceux-ci, par le Service allemand d'échange universitaires, association enregistrée (*Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.*), et par le Conseil national hongrois des bourses d'études (*Országos Ösztöndíjtanács*), s'élève à six. Chaque bourse, outre l'exemption des frais d'inscription à l'université, comporte, soit le logement et la pension complète à titre gratuit, soit le versement d'une somme d'argent appropriée. Les deux Etats veilleront à ce que, compte tenu du coût général de la vie dans leur pays, les dépenses afférentes aux échanges d'étudiants d'université se contre-balancent.

Les questions de détail relatives aux échanges d'étudiants seront tranchées, pour l'Allemagne, par le Service allemand d'échanges universitaires, association enregistrée (*Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.*), et, pour la Hongrie, par le Conseil national des bourses d'études (*Országos Ösztöndíjtanács*). Les deux organes auront le droit de répartir les boursiers de l'autre Etat dans des établissements d'enseignement supérieur déterminés.

En se faisant inscrire à l'université, les boursiers se soumettront, en Allemagne, aux dispositions du droit académique en vigueur et, en Hongrie, au règlement disciplinaire. Si les boursiers sont logés et nourris dans un foyer d'étudiants, un club d'étudiants (*Kameradschaftshaus*) ou dans un internat, ils seront également tenus d'observer le règlement intérieur de ces établissements.

Article VI.

Les universités et grandes écoles allemandes continueront à participer, autant que possible en groupes, aux cours de vacances hongrois. D'autre part, des groupes d'étudiants hongrois continueront, comme par le passé, à prendre part aux cours de vacances allemands. L'effectif des divers groupes et leur répartition feront, dans chaque cas d'espèce, l'objet d'une entente préalable. L'exemption des droits d'inscription universitaire sera accordée à ces groupes. En outre, on s'efforcera de réduire, autant que faire se peut, les autres frais de voyage et de séjour.

Il y aura lieu de veiller à ce que les programmes des cours de vacances soient échangés de part et d'autre en temps utile.

Dans la mesure où il sera possible d'accorder des bourses pour les cours de vacances, les deux Etats octroieront aussi cette faveur à l'avenir.

Les échanges de vacances entre les services des relations extérieures des universités et grandes écoles allemandes (*Akademische Auslandstellen der deutschen Universitäten und Hochschulen*) et le Collège Eötvös de Budapest s'effectueront comme suit : pendant les vacances d'été, dix étudiants allemands au maximum seront admis pendant quatre à six semaines au Collège Eötvös, où ils seront logés et nourris gratuitement et, d'autre part, un nombre égal d'étudiants hongrois sera admis pour la même durée et aux mêmes conditions dans diverses universités allemandes. Les étudiants en question seront inscrits, si cette mesure semble indiquée, aux cours de vacances mentionnés à l'alinéa premier, pour lesquels il leur sera accordé l'exemption des droits d'inscription.

Article VII.

La Fondation Alexander-von-Humboldt du Reich allemand accordera chaque année trois bourses au moins à des candidats hongrois. Au surplus, le présent accord ne porte pas atteinte aux conditions de sélection de la Fondation Alexander-von-Humboldt.

Les dispositions de l'alinéa 3 de l'article V s'appliqueront par analogie aux boursiers de la Fondation Alexander-von-Humboldt.

Each Government shall as soon as possible enquire into the desirability of creating and maintaining permanent working accommodation for scholars of its country at the research institutes of the other State.

Article V.

The exchange of students practised between the two States shall continue. Six scholarships shall be awarded in each case by the Government of the German Reich and by the Royal Hungarian Government, or by the German Academic Exchange Service (*Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.*) and the Hungarian National Scholarship Council (*Országos Ösztöndíjtanács*) on their behalf. Each scholarship shall provide exemption from University fees and either free board and lodging or the payment of an appropriate sum in cash. The two States shall take steps to ensure that their expenditure in connection with the exchange of students shall be equivalent, due consideration being given to the general cost of living in their respective countries.

Details regarding the exchange of students shall be settled, in the case of Germany, by the German Academic Exchange Service (*Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.*) and, in that of Hungary, by the Hungarian National Scholarship Council (*Országos Ösztöndíjtanács*). Both organisations shall have the right to assign holders of exchange scholarships from the other State to certain specific colleges.

On entering their names at the college in question, scholarship holders shall become subject, in Germany, to the current academic law, and, in Hungary, to the disciplinary regulations in force. If the scholarship holders receive board and lodging in a students' hostel, club (*Kameradschaftshaus*), or boarding-house, they shall be subject to the rules of the said establishment.

Article VI.

The German universities and colleges shall continue to participate in the Hungarian vacation courses, as far as possible by sending students in regular groups. Similarly, Hungarian student groups shall participate as hitherto in German vacation courses. An agreement shall be concluded beforehand in each case regarding the numbers to be included in individual groups and the distribution of the latter. Exemption from university fees shall be granted reciprocally to the said groups. Efforts shall also be made to keep other travelling and living expenses as low as possible.

Arrangements shall be made for vacation course prospectuses to be exchanged in good time.

In so far as it proves possible to award free scholarships for vacation courses, the two States shall continue to do so.

Vacation exchanges organised by the Foreign Relations Service of the German universities and colleges (*Akademische Auslandstellen der deutschen Universitäten und Hochschulen*) and the Eötvös College in Budapest shall take place as follows: during the summer vacation, not more than ten German students shall receive free board and lodging at the Eötvös College for a period of four to six weeks, while an equal number of Hungarian students shall be received, on the same conditions and for the same length of time, in various German colleges. The students in question shall, if this step seems desirable, be entered for the vacation courses mentioned in paragraph 1, and shall be exempt from paying the usual fees.

Article VII.

The Alexander von Humboldt Foundation of Germany shall award at least three scholarships every year to Hungarian candidates. The present Convention shall not otherwise affect the selection of candidates under the Alexander von Humboldt Foundation.

The provisions of Article V, paragraph 3, shall apply by analogy to scholarship holders under the Alexander von Humboldt Foundation.

Article VIII.

Les étudiants des deux Etats qui, durant leurs études ou immédiatement après, sont tenus de faire un stage d'application pratique faisant partie intégrante de leur formation professionnelle ou complétant celle-ci, continueront à être échangés pendant les vacances d'été (échange de stagiaires) ; le nombre des étudiants sur lesquels porteront ces échanges sera fixé par les deux gouvernements intéressés. Du côté allemand, l'exécution de ce système d'échange sera assurée par le Service allemand d'échanges universitaires, association enregistrée (*Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.*), au nom du Gouvernement du Reich allemand et, du côté hongrois, par un organe que désignera le ministre de l'Instruction publique et des Cultes du Royaume de Hongrie.

Article IX.

L'échange d'élèves organisé entre les deux Etats sera maintenu par l'intermédiaire du Service allemand d'échanges universitaires, association enregistrée (*Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.*), et par un organe que désignera le ministre de l'Instruction publique et des Cultes du Royaume de Hongrie. Les deux gouvernements prendront soin de développer encore cette institution.

Les deux gouvernements donneront leur appui aux voyages d'étude et aux camps qui seront organisés de part et d'autre pour la jeunesse de l'autre Etat. En outre, ils s'efforceront d'organiser des camps communs destinés à la jeunesse des deux Etats.

Article X.

Lors de la sélection des boursiers et de la constitution de groupes d'étudiants, d'élèves et de jeunes gens, les deux gouvernements s'attacheront tout particulièrement à faire un choix de jeunes gens ayant les aptitudes et les qualités requises pour représenter dignement, dans le pays qui les accueille, la jeunesse studieuse de leur patrie.

Article XI.

Les deux gouvernements se réservent le droit de refuser à temps certains candidats aux échanges d'étudiants, aux échanges de vacances, aux échanges de stagiaires, aux échanges d'élèves et aux échanges de jeunes gens prévus aux articles V, VI, VIII et IX et d'exiger le rappel de certains participants, même au cours de la période d'échange.

Article XII.

Les groupes d'étude et de jeunes gens mentionnés dans la présente convention bénéficieront, lorsqu'ils effectueront un voyage collectif sur les chemins de fer des deux pays, des faveurs que l'Etat en question accorde aux groupes de voyage de son propre pays.

Article XIII.

Le Gouvernement hongrois continuera à veiller avec soin à l'enseignement de la langue allemande dans les écoles secondaires hongroises (gymnases) et dans les écoles supérieures de commerce. Le Gouvernement du Reich allemand maintiendra à Budapest l'école allemande et l'école de langue allemande comportant des cours de commerce.

Article XIV.

Les deux gouvernements échangeront de temps à autre une liste des ouvrages scientifiques et littéraires dont ils tiennent la traduction dans l'autre langue ou la diffusion dans l'autre pays pour particulièrement désirable.

Article VIII.

Students of the two States who are obliged, either during or immediately after their term of study, to undertake practical work as part of their professional training or by way of completing the latter, shall continue to be exchanged during the summer vacation (exchange of practical workers), the number of such exchanges being settled by the two Governments concerned. The said exchanges shall be arranged on behalf of Germany by the German Academic Exchange Service (*Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.*) in the name of the German Government, and on behalf of Hungary, by an organisation to be indicated by the Royal Hungarian Minister for Education and Religion.

Article IX.

The exchange of school pupils between the two States shall be organised through the German Academic Exchange Service (*Deutscher Akademischer Austauschdienst e. V.*) and a Hungarian organisation to be appointed by the Royal Hungarian Minister for Education and Religion. The two Governments shall take steps for the further development of this institution.

Each Government shall assist the study journeys and camps to be reciprocally organised for young persons of the other State. Both Governments shall also endeavour to organise camps in common for young persons of both States.

Article X.

In selecting scholarship holders and in organising groups of students, school pupils and young persons, the two Governments shall take special care to choose candidates whom they deem worthy to represent the students of their nation in the country which invites them.

Article XI.

The two Governments reserve the right to refuse beforehand to accept certain candidates for the exchanges of students, vacation courses, practical workers, school pupils and young people referred to in Articles V, VI, VIII and IX and to demand the recall of certain participants during the exchange period.

Article XII.

The study and youth groups referred to in the Convention shall, when travelling in such groups, enjoy the same advantages on the railways of both countries as are accorded by the State concerned to travel groups consisting of its own nationals.

Article XIII.

The Hungarian Government shall continue to give careful attention to the teaching of the German language in the Hungarian secondary schools (*Gymnasia*) and higher commercial schools. The German Government shall maintain the German School and the German Language School at Budapest, with the commercial courses given there.

Article XIV.

The two Governments shall from time to time exchange a list of scientific and literary works which they particularly desire to see translated into the other language or popularised in the other country.

En outre, les deux gouvernements s'efforceront l'un et l'autre de faire publier, par des spécialistes qualifiés, dans les principales revues scientifiques spécialisées le compte rendu des nouveaux ouvrages scientifiques et littéraires de l'autre pays.

Article XV.

Les deux gouvernements s'efforceront également de développer l'échange de publications officielles, de rapports et de communications scientifiques de leurs universités et de leurs grandes écoles, ainsi que de leurs académies et instituts de recherches scientifiques.

Pour l'Allemagne, l'exécution de la présente disposition incombera à l'Office des échanges du Reich (*Reichstauschstelle*) à Berlin et, pour la Hongrie, à l'Office central des bibliothèques (*Országos Könyvforgalmi és Bibliográfiai Központ*) à Budapest.

Article XVI.

Compte tenu des crédits disponibles, les deux gouvernements s'efforceront d'augmenter le nombre des livres hongrois dans les bibliothèques allemandes et le nombre des livres allemands dans les bibliothèques hongroises et d'encourager la création de bibliothèques allemandes en Hongrie et de bibliothèques hongroises en Allemagne. Ils autoriseront les ressortissants de l'autre Etat à faire usage des bibliothèques et des archives aux mêmes conditions que leurs ressortissants.

Afin de faciliter l'étude de l'histoire des deux pays, les deux gouvernements encourageront et faciliteront, sur la base de la réciprocité, le prêt de livres et de manuscrits entre les bibliothèques et les archives des deux pays.

Article XVII.

Pour resserrer les liens déjà existants dans ce domaine, les deux gouvernements encourageront tous les écrivains et artistes allemands et hongrois dont les œuvres, en raison de leur sujet et de leur valeur culturelle, paraissent aux deux gouvernements particulièrement qualifiées pour exprimer et présenter aux yeux la culture de leur peuple, si elles sont jouées au théâtre, filmées ou radio-diffusées.

L'échange des films produits en Allemagne et en Hongrie, notamment des films éducatifs, instructifs et documentaires, ainsi que la question d'une collaboration éventuelle dans le domaine cinématographique, notamment en matière de production des films, feront l'objet d'une convention spéciale qui sera prochainement conclue.

Article XVIII.

Les deux gouvernements prendront tout particulièrement soin d'organiser et d'encourager dans leur pays des expositions scientifiques et artistiques de l'autre pays.

Article XIX.

Compte tenu de la proportion numérique des émetteurs allemands par rapport aux émetteurs hongrois, les deux gouvernements s'efforceront d'organiser, sur leurs émetteurs, des retransmissions des programmes émis par l'autre Etat et d'organiser de temps à autre des conférences sur l'histoire, la littérature, les arts plastiques, la musique et la culture populaire de l'autre pays ainsi que sur ses régions touristiques importantes.

Article XX.

Les services officiels de chacun des deux pays chargés de l'exécution de la présente convention mettront tout en œuvre pour que sa mise en application ne soit pas entravée par des difficultés d'ordre monétaire.

Each Government shall, moreover, take steps to ensure that reviews of the new scientific and literary works of the other country are published by experts in the leading scientific journals.

Article XV.

The two Governments shall also take steps to ensure the exchange of official publications and of scientific reports and communications by their universities, colleges and scientific and research institutes.

This provision shall be carried out on behalf of Germany by the Reich Exchange Office (*Reichstauschstelle*) at Berlin and on behalf of Hungary by the National Centre for the Circulation of Books and for Bibliography (*Országos Könyvforgalmi és Bibliográfiai Központ*) at Budapest.

Article XVI.

In so far as the available credits allow, the two Governments shall endeavour to increase the number of Hungarian books in German libraries and of German books in Hungarian libraries, and to encourage the foundation of German libraries in Hungary and of Hungarian libraries in Germany. Each Government shall allow nationals of the other State to use libraries and archives on the same conditions as its own nationals.

With a view to facilitating research into the history of both countries, the two Governments shall encourage and assist the loan of books and manuscripts as between the libraries and archives of the respective States on a basis of reciprocity.

Article XVII.

In order to strengthen the ties already existing in this sphere, the two Governments shall encourage all German and Hungarian writers and artists whose works they consider especially calculated, by reason of their subject and cultural value, to express and illustrate their respective national cultures, when produced on the stage, the screen, the wireless, etc.

The exchange of films produced in Germany and in Hungary, especially of cultural, educational and instructional films, together with the question of a possible collaboration in cinematographic matters, particularly in the sphere of film production, shall be dealt with in a separate convention to be concluded shortly.

Article XVIII.

Each Government shall take particular care to organise and encourage in its own country exhibitions illustrating the arts and sciences of the other country.

Article XIX.

With due regard to the relative numbers of the German and Hungarian broadcasting stations, the two Governments shall take steps reciprocally to organise relays from their stations of programmes broadcast by those of the other State, and, as occasion arises, to arrange for lectures both on the history, literature, fine arts, music and folk culture of the other country and on districts of especial interest to tourists.

Article XX.

The official services of both countries responsible for carrying out the present Convention shall take steps to prevent its execution from being hindered by difficulties connected with foreign exchange.

Article XXI.

Pour réaliser, dans l'esprit de la présente convention, le resserrement et le développement des relations intellectuelles et culturelles qui existent entre les deux pays, il sera constitué aussi rapidement que possible un Comité mixte germano-hongrois qui aura pour mission d'assurer l'application des mesures convenues par la présente convention en se tenant constamment en contact avec les organes officiels de chaque pays chargés de l'exécution desdites mesures.

Le Comité mixte se composera de deux Comités gouvernementaux, dont chacun sera constitué spécialement à cet effet pour chaque pays ; l'un de ces comités aura son siège à Berlin et l'autre à Budapest. Chacun de ces Comités gouvernementaux sera présidé par le ministre de l'Instruction publique de son pays ou par une personnalité que ce dernier déléguera à cet effet. Il comprendra en outre des membres des services officiels qui s'intéressent aux rapports culturels entre l'Allemagne et la Hongrie. Les deux gouvernements se feront connaître aussitôt que possible les noms des membres des comités.

En dehors des séances des Comités gouvernementaux, le Comité mixte se réunira au moins une fois par an, après entente préalable, alternativement en Allemagne et en Hongrie.

Article XXII.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Budapest le plus tôt possible.

La convention entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification.

Article XXIII.

La présente convention est conclue pour une durée illimitée. Elle pourra être dénoncée par chacune des Hauts Parties contractantes. Après dénonciation, la convention cessera d'être en vigueur à l'expiration du sixième mois à compter de la notification du préavis de dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, en allemand et en hongrois, les deux textes faisant également foi.

BERLIN, le 28 mai 1936.

Bernhard RUST, *m. p.*
Josef GOEBBELS, *m. p.*
HÓMAN Bálint, *m. p.*

Article XXI.

With a view to strengthening and encouraging, in the spirit of the present Convention, the intellectual and cultural relations existing between the two countries, a Mixed German-Hungarian Committee shall be set up as soon as possible for the purpose of ensuring the execution of the measures agreed upon in the present Convention, by remaining constantly in touch with the official organisations of each country responsible for carrying out the said measures.

The Mixed Committee shall consist of two Governmental Committees, specially constituted by each country at Berlin and Budapest respectively. Each of the said Governmental Committees shall be presided over by the Minister for Education of the country concerned, or by a person whom he shall appoint. It shall also include members of the official services interested in cultural relations between Germany and Hungary. The two Governments shall communicate to each other as soon as possible the names of the members of the said Committees.

Apart from the sittings of the Governmental Committees, the Mixed Committee shall meet at least once a year at a date to be fixed by agreement, in Germany and Hungary alternately.

Article XXII.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Budapest as soon as possible.

The Convention shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification.

Article XXIII.

The present Convention shall be concluded for an indefinite period. It may be denounced by either of the High Contracting Parties. If so denounced, the Convention shall lapse after the expiration of the sixth month following the notice of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the German and Hungarian languages, both texts being equally authentic.

BERLIN, *May 28th*, 1936.

Bernhard RUST, *m. p.*

Josef GOEBBELS, *m. p.*

HÓMAN Bálint, *m. p.*

N° 4128.

**TURQUIE
ET YOUGOSLAVIE**

Accord concernant l'exportation de
l'opium, et protocole annexe. Si-
gnés à Beograd, le 17 décembre
1934.

**TURKEY
AND YUGOSLAVIA**

Agreement regarding the Export
of Opium, and Protocol Annex.
Signed at Belgrade, December
17th, 1934.

N^o 4128. — ACCORD¹ ENTRE LA TURQUIE ET LA YOUGOSLAVIE
CONCERNANT L'EXPORTATION DE L'OPIUM. SIGNÉ A
BEOGRAD, LE 17 DÉCEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 juin 1937.

LA YOUGOSLAVIE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part,
Considérant que la réglementation internationale de la question de l'opium implique une adaptation convenable de la production et de l'exportation de l'opium de leurs pays respectifs,

Conscients que leur coopération étroite en cette matière est susceptible de faciliter l'action internationale contre les abus des stupéfiants tout en sauvegardant les intérêts légitimes de leurs pays respectifs,

Désireux d'assurer une plus grande efficacité à leur coopération en raffermissant les bases de leur Accord² du 14 avril 1932,

Ont résolu de conclure le présent accord en remplacement de celui du 14 avril 1932 et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

S. E. Monsieur Juraž DEMETROVITCH, ministre du Commerce et de l'Industrie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Ali SAMI bey, directeur du Monopole de Turquie pour les stupéfiants, et
Huldy SARHAN bey, conseiller au Ministère de l'Economie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I. ORGANISMES D'EXPORTATION.

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à créer, chacune sur son territoire respectif, un établissement possédant le droit exclusif d'exportation de l'opium brut.

Ces établissements seront appelés, dans le présent accord, respectivement « Etablissement turc » et « Etablissement yougoslave », soit ensemble, « Etablissements nationaux ».

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Ankara, le 8 mars 1937.

Entré provisoirement en vigueur le 1^{er} janvier 1935.

² Vol. CXLIV, page 291, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4128. — AGREEMENT² BETWEEN TURKEY AND YUGOSLAVIA
REGARDING THE EXPORT OF OPIUM. SIGNED AT BELGRADE,
DECEMBER 17TH, 1934.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 22nd 1937.

YUGOSLAVIA of the one part, and TURKEY of the other part ;

Whereas the international regulation of the opium question implies a proper adaptation of the production and export of the opium of their respective countries ;

Realising that their close co-operation in this matter is calculated to facilitate international action against the abuse of drugs, while safeguarding the legitimate interests of their respective countries ;

Desiring to render their co-operation more effective by strengthening the foundations of their Agreement³ of April 14th, 1932 ;

Have resolved to conclude the present Agreement to replace that of April 14th, 1932, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

H. E. Monsieur Juraj DEMETROVITCH, Minister of Commerce and Industry ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Ali SAMI Bey, Director of the Drug Monopoly of Turkey,
Huldi SARHAN Bey, Counsellor in the Ministry of Economics ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I. EXPORT ORGANISATIONS.

Article I.

The High Contracting Parties undertake to set up, each in its own territory, a body having the exclusive right to export raw opium.

The aforesaid bodies shall hereafter in the present Agreement be called respectively the " Turkish Board " and the " Yugoslav Board " and in conjunction shall be referred to as the " National Boards ".

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Ankara, March 8th, 1937.

Came into force provisionally January 1st, 1935.

³ Vol. CXLIV, page 291, of this Series.

Article 2.

Les Etablissements nationaux seront organisés de manière à pouvoir acquérir l'opium disponible dans le pays et assurer avec compétence les livraisons visées par le présent accord. Le fonctionnement de ces établissements sera soumis à la surveillance des autorités compétentes de l'Etat.

Article 3.

Tout envoi d'exportation de l'opium brut devra être muni d'un certificat d'exportation émanant de l'autorité compétente de surveillance.

Les autorités douanières, pour procéder aux formalités douanières, exigeront la présentation dudit certificat d'exportation.

II. BUREAU DE VENTE.

Article 4.

Les Etablissements nationaux constitueront un organisme commun qui fera en leur nom et pour leur compte toute offre et toute vente d'opium brut à l'étranger. Les Etablissements nationaux ne pourront traiter directement aucune vente d'opium à l'étranger sans l'ordre de cet organisme commun.

Cet organisme commun sera nommé « Bureau central de l'opium ».
Le siège du Bureau central de l'opium sera à Istanbul.

Article 5.

Le Bureau central sera administré par un comité de deux administrateurs délégués par l'Etablissement turc et d'un administrateur — délégué par l'Etablissement yougoslave. Il aura à sa disposition le personnel technique nécessaire pour le bon fonctionnement.

Chacun des administrateurs aura un suppléant. Les suppléants n'auront les pouvoirs, conférés par les statuts aux administrateurs, qu'en cas d'absence de l'administrateur respectif.

Les décisions du Bureau central seront prises à l'unanimité de voix des Parties contractantes. Dans le cas où cette unanimité ne pourrait être réalisée, la question en cause sera soumise à l'arbitrage.

Article 6.

Les dépenses du Bureau central seront fixées de commun accord et assurées par les crédits ouverts au Bureau central par les deux Etablissements nationaux.

Les crédits seront assurés en tranches trimestrielles par les Etablissements nationaux en raison de 75 % par l'Etablissement turc et 25 % par l'Etablissement yougoslave. Les sommes correspondantes devront être déposées dans une banque à choisir de commun accord avant le commencement de la période trimestrielle y afférente.

Article 7.

Les dispositions spécifiant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Bureau central seront déterminées dans les statuts du Bureau central à élaborer de commun accord par les Etablissements nationaux.

Les statuts du Bureau central seront enregistrés conformément à la législation de la République turque.

Le Bureau central sera exempt de tous impôts et contributions et les pièces émises par lui seront exemptes de toutes taxes.

Article 2.

The National Boards shall be organised in such a way as to be able to acquire the opium available in the country and to ensure efficiently the supplies contemplated by the present Agreement. The operation of these Boards shall be under the supervision of the competent authorities of the State.

Article 3.

Every export consignment of raw opium must be provided with an export certificate issued by the competent supervisory authority.

For the purpose of Customs formalities, the Customs authorities shall require the production of the aforesaid export certificate.

II. SALES OFFICE.

Article 4.

The National Boards shall set up a joint organisation, which shall make all offers and effect all sales of raw opium to foreign countries in their name and on their account. The National Boards shall not be allowed to negotiate any sale of opium direct to foreign countries without instructions from the said joint organisation.

The joint organisation shall be called the " Central Opium Office ".

The seat of the Central Opium Office shall be at Istanbul.

Article 5.

The Central Office shall be administered by a Committee consisting of two managing directors appointed by the Turkish Board and one managing director appointed by the Yugoslav Board. It shall have at its disposal such technical staff as may be necessary for its proper working.

Each of the managing directors shall have a substitute. The powers conferred by the statute on the managing directors shall only be exercised by these substitutes if the managing director, whose substitute they are, is absent.

Decisions of the Central Office shall be taken by a unanimous vote of the Contracting Parties. In cases where such unanimity cannot be obtained, the question at issue shall be referred to arbitration.

Article 6.

The expenditure of the Central Office shall be fixed by mutual agreement and shall be provided for by credits allocated to the Central Office by the two National Boards.

The credits shall be made available quarterly by the National Boards in the proportion of 75% by the Turkish Board and 25% by the Yugoslav Board. The corresponding funds must be deposited in a bank to be chosen by mutual agreement before the beginning of the quarter in question.

Article 7.

The provisions specifying the organisation and manner of working of the Central Office shall be laid down in the statutes of the Central Office, which shall be drawn up by mutual agreement between the National Boards.

The statutes of the Central Office shall be registered in accordance with the laws of the Turkish Republic.

The Central Office shall be exempt from all taxes and levies, and the documents issued by it shall be exempt from all dues.

III. LES QUOTES-PARTS DE L'OPIMUM.

Article 8.

Toutes les ventes de l'opium turc ou yougoslave seront faites par le Bureau central qui aura, sous réserve des dispositions de l'article 9 du présent accord, à répartir les commandes afférentes à ces ventes entre les Etablissements nationaux de façon à maintenir, dans la mesure du possible, l'équilibre de pourcentages prévus ci-dessous.

La répartition des commandes se fera sur base de la morphine contenue dans l'opium brut livré. Les factures définitives, établies après analyse, seront seules prises comme base de l'évaluation de la quantité de morphine livrée.

La répartition de la quantité de morphine contenue dans l'opium brut définitivement vendu sera faite dans la proportion de 75 % pour l'Etablissement turc et de 25 % pour l'Etablissement yougoslave.

Le produit de la vente de l'opium appartient à celui des deux Etablissements nationaux auquel le Bureau central a attribué le lot d'opium à livrer.

Le Bureau central fera le nécessaire pour que, au fur et à mesure des commandes reçues, leur répartition corresponde, dans la mesure du possible, à l'équilibre établi ci-dessus.

Article 9.

Toute vente de l'opium à fumer, quelle que soit sa composition, devra être faite exclusivement par le Bureau central.

Il est entendu que, comme auparavant, l'opium à fumer ne pourra être vendu qu'aux monopoles des pays où l'usage de l'opium à fumer n'est pas prohibé et conformément aux conditions auxquelles les lois de ces pays soumettent le trafic de cet opium.

L'opium à fumer vendu par le Bureau central, déduction faite du soft, sera réparti de telle manière que l'Etablissement turc obtienne les 86 % et l'Etablissement yougoslave les 14 % de la quantité totale.

La qualité « soft », livrée pure ou rentrant dans le mélange de l'opium à fumer, ne fera pas l'objet de la répartition, dont il est question à l'alinéa précédent.

Les deux Parties contractantes sont d'accord pour ne considérer comme opium « soft » que l'opium d'une qualité spéciale produit dans la zone se trouvant à l'est du vilayet d'Ankara. Si la pratique révèle cependant l'existence de la qualité « soft » en Yougoslavie, les deux Parties contractantes conviennent d'ores et déjà de procéder à la revision des dispositions relatives à la répartition dans le présent accord.

L'Etablissement yougoslave étant libre de céder à l'Etablissement turc sa part de ventes de l'opium à fumer, le Bureau central portera dans ce cas, au crédit du compte de l'Etablissement yougoslave mentionné à l'article 8, la quantité de morphine contenue dans les 14 % du poids total de l'opium à fumer vendu et sujet à répartition.

Article 10.

Toutes les ventes d'opium des deux Parties contractantes devant être faites par le Bureau central, tous les encaissements seront également assurés par ce Bureau, qui versera à chaque Etablissement national, immédiatement et sans aucune retenue, la contre-valeur du lot d'opium livré par lui.

Au cas où, pour des convenances d'ordre commercial ou financier, il serait plus avantageux de faire rentrer les fonds chez le fournisseur sans les faire passer par le Bureau central, celui-ci sera seul autorisé à inviter l'acheteur, chaque fois que le cas se présenterait, à payer directement le fournisseur.

III. OPIUM QUOTAS.

Article 8.

All sales of Turkish or Yugoslav opium shall be effected by the Central Office which shall, subject to the provisions of Article 9 of the present Agreement, allocate the orders relating to such sales between the National Boards, with a view to maintaining as far as possible the balance of percentages specified below.

The allocation of orders shall be made on the basis of the morphine content in the raw opium supplied. The final invoices, drawn up after analysis, shall alone be taken as a basis in reckoning the quantity of morphine supplied.

The quantity of morphine contained in the raw opium actually sold shall be allocated in the proportion of 75% for the Turkish Board and 25% for the Yugoslav Board.

The proceeds of the sale of opium shall belong to the National Board to which the Central Office has allocated the quota of opium to be supplied.

The Central Office shall take steps to ensure that, as orders are received, they shall be allocated as far as possible in accordance with the balance of percentages specified above.

Article 9.

All sales of opium for smoking, irrespective of its composition, shall be effected exclusively by the Central Office.

It shall be understood that opium for smoking shall, as hitherto, be sold only to the Monopolies of countries in which the use of opium for smoking is not prohibited, and subject to the conditions imposed by the laws of those countries in regard to the traffic in such opium.

Opium for smoking, which is not of the soft variety and which is sold by the Central Office, shall be so allocated as to allow the Turkish Board 86% and the Yugoslav Board 14% of the total quantity.

The soft variety, whether supplied pure or as an ingredient in opium for smoking, shall not be allocated in the manner specified in the preceding paragraph.

The two Contracting Parties shall agree to regard as soft opium only the particular quality of opium produced in the district to the east of the vilayet of Ankara. Should experience, however, reveal the existence of the soft variety in Yugoslavia, the two Contracting Parties hereby agree to proceed to revise the provisions of the present Agreement relating to allocation.

The Yugoslav Board shall be free to renounce its share of the sales of opium for smoking in favour of the Turkish Board, and in such case the Central Office shall credit the account of the Yugoslav Board referred to in Article 8 with the quantity of morphine contained in 14% of the total weight of opium for smoking sold and liable to allocation.

Article 10.

As all sales of opium by the two Contracting Parties have to be effected by the Central Office, the latter will also be responsible for the collection of all debts, and shall pay to each National Board, immediately and without any deduction, the exchange value of the quantity of opium supplied by the said National Board.

In cases where, for reasons of commercial or financial expediency, it may be more convenient for the proceeds of sales to be paid over to the supplier without passing through the Central Office, the latter office shall alone be authorized to instruct the purchaser, whenever such a case arises, to pay the supplier direct.

Article 11.

Les Etablissements nationaux seront tenus de fournir au Bureau central tous les renseignements concernant la quantité et les qualités-types d'opium dont ils disposent.

Ils devront être à même d'exécuter sans retard et dans les conditions prévues tout ordre de livraison du Bureau central.

Article 12.

Le Bureau central suivra une politique à fixer de commun accord en vue d'assurer des prix suffisamment rémunérateurs pour les producteurs des deux Hautes Parties contractantes.

Article 13.

Le Bureau central pourra, sous réserve d'approbation des deux Parties contractantes, conclure des ententes avec les organismes similaires des autres pays producteurs d'opium ou avec des organisations d'acheteurs d'opium, en vue de la réglementation de l'offre et de la demande et de la stabilisation des prix de l'opium brut. Les actes qui auront une portée dépassant la durée de cet accord n'engagent par les Parties contractantes.

IV. OPIACÉS.

Article 14.

Les Parties contractantes s'engagent à n'exporter les opiacés que conformément aux conditions légales des pays importateurs. Elles prendront des mesures efficaces pour contrôler l'exportation des opiacés et empêcher la contrebande de ces articles.

V. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 15.

Les Parties contractantes considéreront toute exportation d'opium et d'opiacés contraire aux stipulations du présent accord comme contrebande. Les Parties contractantes s'engagent à introduire dans les législations les modifications nécessaires en vue de pouvoir poursuivre des infractions pareilles. Les Parties contractantes se communiqueront des comptes rendus sur tous les cas de contrebande d'opium brut et d'opiacés.

Elles se communiqueront également les textes des lois, règlements et arrêtés de tout genre relatifs au trafic de l'opium brut et des opiacés.

Article 16.

Les Parties contractantes coopéreront étroitement dans la réglementation de la question de l'opium sur le terrain international. Elles s'entendront également sur une politique à suivre en ce qui concerne la production future de l'opium et la fabrication des opiacés.

Article 17.

Les différends concernant l'interprétation et l'application du présent accord seront réglés par voie d'arbitrage.

Article 18.

Le Bureau central tâchera d'assurer l'équilibre de répartition prévu à l'article 8 du présent accord en prévision de la fin de ses fonctions.

Article 11.

The National Boards shall be obliged to supply the Central Office with all information concerning the quantity and standard qualities of opium that they have available.

They must be in a position to execute any order for delivery placed by the Central Office without delay and under the conditions specified.

Article 12.

The Central Office will follow a policy to be decided upon by mutual agreement with a view to ensuring sufficiently remunerative prices for the producers of the two High Contracting Parties.

Article 13.

Subject to approval by the two Contracting Parties, the Central Office may conclude agreements with similar organisations of other opium-producing countries or with organisations of purchasers of opium, with a view to regulating supply and demand and stabilizing the prices of raw opium. Acts embracing a period which exceeds the duration of the present Agreement shall not be binding upon the Contracting Parties.

IV. OPIATES.

Article 14.

The Contracting Parties undertake not to export opiates except in accordance with the regulations of the importing countries. They will take effective measures to supervise the export of opiates and to prevent the smuggling of the same.

V. GENERAL CLAUSES.

Article 15.

The Contracting Parties will regard as smuggling any export of raw opium and opiates that is contrary to the provisions of the present Agreement. The Contracting Parties undertake to make the necessary changes in their laws to enable them to institute judicial proceedings in the case of such offences. The Contracting Parties will communicate to one another reports on all cases of smuggling of raw opium or opiates.

They will also communicate to one another the texts of laws, regulations and decrees of all kinds concerning traffic in opium and opiates.

Article 16.

The Contracting Parties will co-operate closely with one another in the international regulation of the opium question. They will also come to an agreement with one another as to the policy to be followed in the matter of the future production of opium and the manufacture of opiates.

Article 17.

Disputes relating to the interpretation and application of the present Agreement shall be settled by arbitration.

Article 18.

The Central Office shall endeavour to ensure that the balance of allocations defined in Article 8 of the present Agreement shall have been achieved before its functions come to an end.

Si toutefois il n'aurait pas pu assurer cet équilibre à la date prévue, l'Etablissement national débiteur sera tenu de placer l'opium correspondant au reliquat de morphine porté par le Bureau central à l'avoir de l'autre Etablissement national dans l'une des commandes qu'il obtiendrait de ses clients, dans l'espace de six mois suivants.

Article 19.

Le Bureau central est chargé de la liquidation des soldes de répartition et d'encaissement établis au 31 décembre 1934 conformément aux clauses de l'Accord du 14 avril 1932. Il adoptera, en vue de cette liquidation, le système qui prête le mieux aux intérêts des deux Etablissements nationaux et à ceux de la cause commune.

Article 20.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Ankara le plus tôt que faire se pourra. Il sera mis provisoirement en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1935 et, sous réserve de ratification, il restera en vigueur pendant deux années.

Le présent accord pourra être dénoncé six mois avant l'expiration de cette période de deux années. S'il n'est pas dénoncé dans le délai prévu, il sera prorogé par tacite reconduction pour une nouvelle période de deux ans et dans les mêmes conditions de dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Beograd, en double exemplaire, le dix-sept décembre mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) Juraj DEMETROVITCH, *m. p.*

(L. S.) Ali SAMI, *m. p.*

(L. S.) Huldi SARHAN, *m. p.*

PROTOCOLE ANNEXE

En procédant ce jourd'hui à la signature de l'Accord yougoslavo-turc concernant l'exportation de l'opium, les plénipotentiaires des deux pays contractants, dûment autorisés, ont convenu ce qui suit :

Le Bureau central préparera les bases d'un système de vente avec une proportion unique de répartition embrassant toute l'exportation de l'opium des deux pays, sans distinction de qualité et de destination.

Dans ce cas, l'article 9 de l'accord susmentionné sera supprimé et la proportion contenue à l'article 8 sera adaptée au nouveau système sans altérer l'équilibre déjà établi des intérêts des deux Parties contractantes.

Cette modification du présent accord se fera par voie d'un échange de notes entre les deux gouvernements.

Le présent protocole fait partie intégrante de l'accord susmentionné.

Fait à Beograd, en double exemplaire, le dix-sept décembre mil neuf cent trente-quatre.

(L. S.) Juraj DEMETROVITCH, *m. p.*

(L. S.) Ali SAMI, *m. p.*

(L. S.) Huldi SARHAN, *m. p.*

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre :

*Le Chef de la I^{re} Section
du Département politique,*

Ivan Kovatchevitch.

If, however, it has not been able to achieve the said balance by the date specified, the debtor National Board shall be obliged to include in one of the orders received from its clients within the following six months a quantity of opium corresponding to the balance of morphine credited by the Central Office to the other National Board.

Article 19.

The Central Office shall be required to liquidate the balances for allocation and collection established on December 31st, 1934, in accordance with the clauses of the Agreement of April 14th, 1932. For this purpose, it shall adopt whichever system is best calculated to serve the interests of the two National Boards and those of the common cause.

Article 20.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Ankara as soon as possible. It shall come provisionally into force as from January 1st, 1935, and, subject to ratification, it shall remain in force for two years.

The present Agreement may be denounced six months before the expiry of the said period of two years. If it is not denounced within that time, it shall be extended by tacit agreement for a fresh period of two years and upon the same conditions regarding denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, in duplicate, the seventeenth day of December, one thousand nine hundred and thirty-four.

(L. S.) Juraj DEMETROVITCH, *m. p.*

(L. S.) Ali SAMI, *m. p.*

(L. S.) Huldi SARHAN, *m. p.*

PROTOCOL ANNEX.

When proceeding this day to sign the Turco-Yugoslav Agreement concerning the export of opium, the Plenipotentiaries of the two contracting countries, being duly authorised, agreed upon the following :

The Central Office shall prepare the basis of a system of sale with a single scale of allocation embracing all exports of opium from the two countries, irrespective of quality or destination.

Following upon this, Article 9 of the above-mentioned Agreement shall be deleted and the proportion defined in Article 8 shall be adapted to the new system without altering the balance of interests already established as between the two Contracting Parties.

This modification of the present Agreement shall be made by means of an exchange of notes between the two Governments.

The present Protocol shall form an integral part of the above-mentioned Agreement.

Done at Belgrade, in duplicate, the seventeenth day of December, one thousand nine hundred and thirty-four.

(L. S.) Juraj DEMETROVITCH, *m. p.*

(L. S.) Ali SAMI, *m. p.*

(L. S.) Huldi SARHAN, *m. p.*

N° 4129.

ALLEMAGNE ET MALAISIE

Accord entre l'Administration des postes de l'Allemagne et l'Administration des postes de la Malaisie relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Berlin, le 11 juillet 1936, et à Kuala-Lumpur, le 17 décembre 1936.

GERMANY AND MALAYA

Parcel Post Agreement between the Post Office of Germany and the Post Office of Malaya, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Berlin, July 11th, 1936, and at Kuala Lumpur, December 17th, 1936.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4129. — POSTPAKETABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REICHSPOST UND DER POSTVERWALTUNG VON MALAYA. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 11. JULI 1936, UND IN KUALA LUMPUR, AM 17. DEZEMBER 1936.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 juin 1937.

DIE DEUTSCHE REICHSPOST und DIE POSTVERWALTUNG VON MALAYA sind übereingekommen, einen regelmässigen, unmittelbaren Austausch von Postpaketen zwischen Deutschland und Malaya auszuführen.

In diesem Abkommen und seinen Ausführungsbestimmungen umfasst der Ausdruck „Malaya“ die Straits Settlements, die verbündeten malayischen Staaten Perak, Selangor, Negri Sembilan und Pahang sowie jeden unter britischem Schutz stehenden malayischen Staat, der in der Folgezeit dem malayischen Postverein beitrifft.

ABKOMMEN.

Artikel 1.

GEWICHTS- UND AUSDEHNUNGSGRENZEN.

1. Das Höchstgewicht der in Malaya aufgelieferten Pakete nach Deutschland und der in Deutschland aufgelieferten Pakete nach Malaya beträgt 10 kg (22 englische Pfund). Die Höchstmasse der Pakete aus Malaya nach Deutschland sind auf 3 Fuss 6 Zoll in der Länge oder 6 Fuss in Länge und Umfang zusammen festgesetzt; die Höchstmasse der Pakete aus Deutschland nach Malaya dürfen 105 Zentimeter in der Länge und 180 Zentimeter in Länge und Umfang zusammen genommen nicht überschreiten.

2. Für die richtige Berechnung des Gewichts und der Ausdehnungen eines Pakets ist die Ansicht der Aufgabeverwaltung massgebend, es sei denn, dass offenbar ein Irrtum vorliegt.

Artikel 2.

FREIHEIT DES DURCHGANGS.

Die beiden Verwaltungen gewährleisten das Recht des Durchgangs für Pakete durch ihr Gebiet nach oder von einem Land, mit dem sie Paketpostverbindungen unterhalten. Die Durchgangspakete unterliegen den Bestimmungen dieses Abkommens und der Vollzugsordnung, sofern sie anwendbar sind.

No. 4129. — PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF GERMANY AND THE POST OFFICE OF MALAYA. SIGNED AT BERLIN, JULY 11TH, 1936, AND AT KUALA LUMPUR, DECEMBER 17TH, 1936.

German and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place June 23rd, 1937.

THE POST OFFICES OF MALAYA and OF GERMANY agree to effect a regular direct exchange of parcels between their respective countries.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended thereto the expression "Malaya" means the Straits Settlements, the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang and any Malay State under British Protection which may subsequently form part of the Malayan Postal Union.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Germany posted in Malaya shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, or 6 feet in length and girth combined; and a parcel for Malaya posted in Germany shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

FREEDOM OF TRANSIT.

The two Post Offices guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Artikel 3.

FREIMACHUNG, GEBÜHREN.

1. Die Freigebühren für die Pakete müssen ausser bei nachgesandten oder zurückgesandten Paketen vorausbezahlt werden.
2. Die Gebühr setzt sich aus den Anteilen zusammen, die den an der Land- oder Seebeförderung teilnehmenden Postverwaltungen zukommen.

Artikel 4.

LANDGEBÜHR.

Für Postpakete, die von einem Land nach dem andern befördert werden, sind folgende Landgebühren festgesetzt :

- a*) die deutsche Landgebühr beträgt für Pakete bis zu 1 kg (2 lb.) 0,60 Frank, über 1 bis 5 kg (11 lb.) 1 Frank und über 5 bis 10 kg (22 lb.) 2 Franken ;
- b*) die Landgebühr von Malaya beträgt für Pakete bis zu 1 kg (2 lb.) 0,80 Frank, über 1 bis 3 kg (7 lb.) 1,40 Frank, über 3 bis 5 kg (11 lb.) 2 Franken und über 5 bis 10 kg (22 lb.) 3 Franken.

Die Deutsche Reichspost hat das Recht, ihre Gebühren in dem Masse zu erhöhen, als Gebührenänderungen durch zwischenstaatliche Abkommen, die dem Abkommen von Kairo vom Jahre 1934 folgen, eingeführt werden. Die Deutsche Reichspost wird der Postverwaltung von Malaya alle Ermässigungen gewähren, die durch solche neue, allgemeine zwischenstaatliche Abkommen eingeführt werden.

Wenn die Postverwaltung von Malaya ihre Landanteile im Paketverkehr mit andern Ländern erhöht, ist sie berechtigt, die gleiche Erhöhung auch im Verkehr mit Deutschland eintreten zu lassen. Die Postverwaltung von Malaya wird der Deutschen Reichspost alle Ermässigungen gewähren, die sie in einem Abkommen mit andern Ländern zugestanden hat.

Artikel 5.

SEEGEBÜHR.

Jede der beiden Verwaltungen ist berechtigt, die Gebühr für die von ihr besorgte Seebeförderung festzusetzen.

Für Pakete, die von einem Land nach dem andern auf dem unmittelbaren Seeweg befördert werden, vergütet die Postverwaltung des Ursprungslandes der Postverwaltung des Bestimmungslandes den Seeanteil, wenn die zuletzt bezeichnete Verwaltung für die Seebeförderung sorgt.

Artikel 6.

DURCHGANGSGEBÜHREN.

1. Bei Paketen aus Deutschland im Durchgang durch Malaya betragen die Landanteile von Malaya 0,50 Frank für Pakete bis zu 5 kg und 1 Frank für Pakete über 5 bis 10 kg.
2. Bei Paketen aus Malaya im Durchgang durch Deutschland betragen die deutschen Landanteile 30, 50 und 100 c. für Pakete im Gewicht von 1, 5 und 10 kg.
3. Die Postverwaltung des Aufgabelandes hat die Gebühren für den weiteren Land- und Seedurchgang zu bestreiten, die ihr von der anderen Verwaltung für die einzelnen Bestimmungsländer mitgeteilt worden sind.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.
2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Post Office taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of Malaya shall be Fr. 0.80, Fr. 1.40, Fr. 2.00 and Fr. 3.00 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) and 10 kg. (22 lb.) in weight respectively; and the territorial rates of Germany shall be Fr. 0.60, Fr. 1.00 and Fr. 2.00 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) and 10 kg. (22 lb.) in weight respectively.

The Post Office of Germany reserves the right to raise its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international Parcel Post Agreements subsequent to the Cairo Agreement of 1934. The Post Office of Germany will accord to the Post Office of Malaya any reduction introduced by such new international Agreements.

The Post Office of Malaya reserves the right to raise its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connection with its parcel relations with other countries generally. The Post Office of Malaya will accord to the Post Office of Germany any reduction introduced by Agreements with other countries.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Post Offices shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

For parcels sent by sea direct from one country to the other the Post Office of the country of origin pays to the Post Office of the country of destination the sea rate, if the latter Office provides for the sea services.

Article 6.

TRANSIT RATES.

1. On parcels sent from Germany in transit through Malaya the Post Office of Malaya is entitled to receive a territorial rate of Franc 0.50 and Franc 1.00 for parcels of under 5 kg. and 10 kg. in weight respectively.

2. On parcels sent from Malaya in transit through Germany the German Post Office is entitled to receive Franc 0.30, Franc 0.50 and Franc 1.00 for parcels not exceeding 1 kg., 5 kg. and 10 kg. respectively.

3. The Post Office of the country of origin has to defray all charges for the onward land and sea transit communicated by the other Post Office for each destination.

Artikel 7.

ZUSTELL- UND VERZOLLUNGSPOSTGEBÜHR.

Die deutsche Postverwaltung kann für die Verzollung und Zustellung eine Gebühr von höchstens 1 Frank für jedes Paket erheben. Diese Gebühr kann in Übereinstimmung mit dem künftigen Weltpostvereinsabkommen anderweitig festgesetzt werden. Die Postverwaltung von Malaya kann eine solche Gebühr erheben, sofern sie für ähnliche Dienstverrichtungen im Verkehr mit allen andern Ländern eingeführt wird.

Artikel 8.

ZOLL- UND SONSTIGE GEBÜHREN.

Zoll- und sonstige nicht postmässige Gebühren sind von den Empfängern der Pakete zu zahlen, wenn in diesem Abkommen nichts anderes vorgesehen ist.

Artikel 9.

GEBÜHRENFREIE AUSHÄNDIGUNG VON PAKETEN.

1. Die Absender können durch eine vorhergehende Erklärung bei der Aufgabepostanstalt die Bezahlung aller Gebühren übernehmen, die auf den Paketen bei der Aushändigung lasten.

2. In solchen Fällen müssen die Absender sich zur Zahlung der von der Bestimmungsverwaltung verlangten Beträge verpflichten und, gegebenenfalls, einen angemessenen Betrag hinterlegen.

3. Die Verwaltung, die für Rechnung des Absenders Beträge verauslagt, darf hierfür eine Gebühr von höchstens 50 Centimen für jedes Paket erheben. Diese Gebührenzettelgebühr ist unabhängig von der im Artikel 7 vorgesehenen Zustell- und Verzollungspostgebühr.

4. Die Postverwaltung von Malaya ist berechtigt, für ein derartiges, in Malaya aufgeliefertes Paket vom Absender eine besondere Gebühr von 25 cents (Straits Settlements-Währung) zu erheben.

5. Die deutsche Postverwaltung erhebt keine besondere Gebühr.

Artikel 10.

GEBÜHR FÜR WIEDERVERPACKUNG.

1. Die deutsche Postverwaltung ist berechtigt, vom Absender eines in Deutschland aufgelieferten Pakets oder vom Empfänger eines aus Malaya herrührenden Pakets eine Gebühr von 30 Centimen für die Wiederverpackung eines beschädigten Pakets einzuziehen.

2. Die Postverwaltung von Malaya wird keine Wiederverpackungsgebühr erheben.

Artikel 11.

LAGERGEBÜHR.

Für ein postlagerndes Paket und für ein Paket, das in der vorgeschriebenen Frist nicht abgeholt wird, kann jede der beiden Postverwaltungen eine nach ihrer Gesetzgebung festgesetzte Lagergebühr erheben.

Diese Gebühr darf nicht über 5 Franken hinausgehen.

Article 7.

FEE FOR DELIVERY AND FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Post Office of Germany may collect, in respect of delivery, and clearance through the Customs, a fee not exceeding Franc 1.— per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 may fix. The Post Office of Malaya may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 8.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 9.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. By making a declaration beforehand at the office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

2. In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Post Office of the country of destination and, if necessary, must make an adequate deposit.

3. The Post Office of the country which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding Franc 0.50 per parcel. This fee is distinct from that prescribed for Delivery and Customs Clearance in Article 7 above.

4. On a parcel sent under this arrangement, and originating in Malaya, the Post Office of Malaya shall be authorised to collect from the sender a special fee not exceeding 25 cents (Straits Settlements currency).

5. The Post Office of Germany will not collect such special fee.

Article 10.

FEE FOR RE-PACKING.

1. The Post Office of Germany shall be entitled to collect from the sender of a parcel originating in Germany or from the addressee in Germany of a parcel originating in Malaya a fee of Franc 0.30 for the re-packing of a damaged parcel.

2. The Post Office of Malaya will neither charge nor collect such re-packing fee.

Article 11.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the contracting Post Offices may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 Francs.

Artikel 12.

EILPAKETE.

1. Pakete werden auf Verlangen des Absenders sogleich nach der Ankunft durch besonderen Boten zugestellt ; wenn die Bestimmungspostanstalt nicht in der Lage ist, die Pakete selbst in der Wohnung des Empfängers zuzustellen, wird dieser von dem Eingang der Pakete unverzüglich durch besonderen Boten benachrichtigt.

Solche „Eilsendungen“ (Express) unterliegen neben der gewöhnlichen Gebühr noch einer besonderen Gebühr von 80 Centimen, die der Absender voll vorauszuentsrichten hat.

2. Liegt die Wohnung des Empfängers ausserhalb des Ortszustellbereichs der Bestimmungspostanstalt, so kann diese eine Ergänzungsgebühr bis zur Höhe des im innern Verkehr für die Eilzustellung festgesetzten Botenlohns erheben ; dabei wird die vom Absender entrichtete feste Gebühr oder deren Gegenwert in der Währung des Landes, das die Ergänzungsgebühr erhebt, angerechnet.

Diese Ergänzungsgebühr bleibt gemäss den Bestimmungen des Artikels 33, Absatz 2 auf der Sendung haften, wenn das Paket nachgesandt oder unzustellbar wird.

3. Die Eilzustellung des Pakets oder der Eingangsmeldung wird nur einmal versucht. Ist dieser Versuch erfolglos, so wird das Paket nicht mehr als Eilsendung behandelt, sondern wie ein gewöhnliches Paket zugestellt.

4. Die Postverwaltung von Malaya lässt Postpakete, die in Deutschland durch Eilboten zugestellt werden sollen, zu. Dagegen werden in Deutschland Eilpakete nach Malaya nicht angenommen.

Artikel 13.

VERBOTE.

1. Pakete dürfen keine Zettel, Briefe oder Schriftstücke enthalten, die die Eigenschaft einer eigentlichen und persönlichen Mitteilung haben, ebensowenig Sendungen irgendeiner Art, die eine andre Anschrift als die des Paketempfängers oder der bei ihm wohnenden Personen tragen.

Es ist jedoch gestattet, der Sendung eine offene Rechnung beizufügen, wenn sie nur solche Angaben enthält, die das Wesen einer Rechnung ausmachen.

2. Es ist auch verboten, in ein Paket einzulegen :

a) Gegenstände, die ihrer Beschaffenheit oder Verpackung nach Postbeamte gefährden oder andere Sendungen beschmutzen oder beschädigen können ;

b) explodierbare, leicht entzündliche oder gefährliche Stoffe (einschliesslich der Zündhütchen, geladenen Metallpatronen und Zündhölzer) ;

c) lebende Tiere (ausgenommen Bienen, die so in Kisten verpackt sein müssen, dass jede Gefahr für die Postbeamten vermieden wird und der Inhalt geprüft werden kann) ;

d) Gegenstände, deren Zulassung durch Zoll- oder andere Gesetze und Verordnungen verboten ist ;

e) unzüchtige und unsittliche Gegenstände.

Es ist ausserdem verboten, Geldstücke, Platin, Gold oder Silber in verarbeitetem oder nicht verarbeitetem Zustand, Edelsteine, Kleinodien oder andere kostbare Gegenstände in Paketen ohne Wertangabe nach solchen Ländern zu versenden, die eine Wertangabe zulassen.

3. Pakete, die zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden sind, müssen an das Aufgabeland zurückgesandt werden, es sei denn, dass die Verwaltung des Bestimmungslandes durch ihre Gesetze ermächtigt ist, anderweit darüber zu verfügen.

Der Umstand, dass ein Paket einen Brief oder Schriftstücke enthält, die dem Zweck einer eigentlichen oder persönlichen Mitteilung dienen, darf indes keinesfalls zur Rücksendung nach dem Aufgabeland Anlass geben.

Article 12.

EXPRESS PARCELS.

1. Parcels shall, at the request of the sender, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or if the office of destination is not in a position to deliver parcels at the addressee's residence notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called "Express" parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 Centimes, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination, this office may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 33, Section 2, if the parcel is redirected or cannot be delivered.

3. Only one attempt shall be made to deliver by express to the addressee either the parcel itself, or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

4. The Post Office of Malaya undertakes to accept such "Express" parcels for delivery in Germany but "Express" parcels shall not be accepted by the Post Office of Germany for delivery in Malaya.

Article 13.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel, or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice reduced to its essential elements.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or may soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed, as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Post Office of the country of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explodierbare, leicht entzündliche oder gefährliche Stoffe und Gegenstände unzuchtiger oder unsittlicher Art werden nicht nach dem Aufgabeland zurückgesandt, sondern von der Verwaltung, die sie in den Paketposten vorfindet, nach den Vorschriften ihres Landes behandelt.

5. Falls ein Paket, das zu Unrecht zur Beförderung zugelassen worden ist, weder zurückgesandt noch dem Empfänger zugestellt wird, muss die Aufgabeverwaltung von der weiteren Behandlung des Pakets ausführlich benachrichtigt werden, damit sie die etwa erforderlichen Massnahmen treffen kann.

Artikel 14.

RÜCKSCHEIN.

Der Absender kann für ein in Malaya aufgeliertes Paket mit Wertangabe unter den für Postpakete durch das Postpaketabkommen des Weltpostvereins vorgeschriebenen Bedingungen einen Rückschein erhalten. Unter denselben Bedingungen kann der Absender für in Deutschland aufgelierte gewöhnliche Pakete und Wertpakete nach Malaya einen Rückschein verlangen.

Artikel 15.

NACHSENDUNG.

1. Hat der Empfänger seinen Wohnort im Gebiet des Bestimmungslandes verändert, so kann das Paket nachgesandt werden. Die Verwaltung des Bestimmungslandes kann eine Nachsendungsgebühr gemäss ihren innern Vorschriften erheben.

Ebenso kann ein Paket von einem der beiden Länder, die an diesem Abkommen teilnehmen, nach einem andern Land nachgesandt werden, wenn das Paket den Bedingungen für die neue Beförderung genügt und die Nachsendungskosten entweder, was als Regel zu gelten hat, vorausbezahlt werden oder wenn die Bezahlung dieser Kosten durch den Empfänger einwandfrei sichergestellt ist.

2. Sondergebühren, die bei der Nachsendung entstanden sind, bleiben im Falle einer weiteren Nachsendung oder der Rücksendung nach dem Aufgabort auf der Sendung haften und werden von dem Empfänger oder, gegebenenfalls, vom Absender eingezogen, der auch andre vom Bestimmungsland nicht niedergeschlagene besondere Kosten zu zahlen hat.

Artikel 16.

FEHLGELEITETE UND VORSCHRIFTSWIDRIGE PAKETE.

Fehlgeleitete oder zu Unrecht zur Beförderung zugelassene Pakete unterliegen den Vorschriften des Artikels 18, Absätze 1 und 2 der Vollzugsordnung.

Artikel 17.

UNZUSTELLBARKEIT.

1. Der Absender kann bei der Einlieferung verlangen, dass das Paket im Fall der Unzustellbarkeit entweder

- a) an einen andern Empfänger im Bestimmungsland ausgehändigt oder
- b) als preisgegeben behandelt werde.

Andere Verfügungen sind nicht zulässig. Die auf der Paketkarte und auf dem Paket selbst anzubringenden Vorausverfügungen des Absenders müssen nach Form und Inhalt folgendem Wortlaut gleich oder ähnlich sein :

- „ Wenn unzustellbar, aushändigen an
- „ Wenn unzustellbar, preisgeben. “

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Post Office which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Post Office of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 14.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender of an insured parcel posted in Malaya may obtain an advice of delivery under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. Under similar conditions the sender of an uninsured or insured parcel posted in Germany may obtain an advice of delivery.

Article 15.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Post Office of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided, as a rule, that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender, as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Post Office of the country of destination does not agree to cancel.

Article 16.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted in accordance with the provisions of Article 18, Sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 17.

NON-DELIVERY.

1. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either :

- (a) Tendered for delivery at a second address in the country of destination or
- (b) Treated as abandoned.

No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the parcel and on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

- “ If not deliverable as addressed, deliver to
- “ If not deliverable as addressed, abandon.”

2. Sofern der Absender keine gegenteilige Bestimmung getroffen hat, wird ein Paket, das nicht zugestellt werden kann, ohne vorherige Benachrichtigung nach Ablauf der durch die Vorschriften des Bestimmungslandes festgesetzten Frist auf seine Kosten an ihn zurückgesandt.

Dessenungeachtet wird ein Paket, das vom Empfänger endgültig verweigert worden ist, sogleich zurückgesandt.

3. Die auf zurückgesandten unzustellbaren Paketen lastenden Gebühren sind gemäss den Bestimmungen im Artikel 32 einzuziehen.

Artikel 18.

STREICHUNG DER ZOLLGEBÜHREN.

Die Vertragsverwaltungen verpflichten sich, bei ihren Zollverwaltungen die Streichung von Zollgebühren auf Postpaketen zu erwirken, die nach dem Aufgabeland zurückgehen, vom Absender preisgegeben, vernichtet oder nach einem dritten Land nachgesandt werden.

Artikel 19.

VERKAUF, VERNICHTUNG.

Gegenstände, die zu verderben oder zu verfaulen drohen, können ohne vorhergegangene Meldung und ohne gerichtliches Verfahren sogleich, auch auf dem Hin- oder Rückwege zugunsten des Berechtigten veräussert werden. Ist der Verkauf aus irgend einem Grunde unmöglich, so werden die verdorbenen oder faulenden Gegenstände vernichtet.

Artikel 20.

PREISGEBEBENE PAKETE.

Pakete, die dem Empfänger nicht ausgehändigt werden konnten und von den Absendern preisgegeben worden sind, sendet die Bestimmungsverwaltung nicht zurück, sondern behandelt sie nach ihren Vorschriften. Die Bestimmungsverwaltung soll wegen solcher Pakete gegenüber der Aufgabeverwaltung keinerlei Ansprüche stellen.

Artikel 21.

NACHFRAGEN.

1. Für jede Nachfrage nach einem Paket kann eine feste Gebühr von höchstens 0,60 Frank erhoben werden. Hat der Absender bereits die besondere Gebühr für einen Rückschein entrichtet, wird keine Gebühr erhoben.

Die Nachfragegebühr wird für jedes Paket auch dann erhoben, wenn die Nachfrage mehrere Pakete betrifft, die ein Absender an denselben Empfänger gleichzeitig eingeliefert hat.

2. Nachfragen sind nur binnen Jahresfrist, vom Tage nach der Auflieferung an gerechnet, zugelassen.

3. Ist eine Nachfrage durch ein dienstliches Verschulden veranlasst worden, so wird die Nachfragegebühr erstattet.

Artikel 22.

WERTPAKETE. GEBÜHREN UND VERSENDUNGSBEDINGUNGEN.

1. Pakete können unter Wertangabe bis zu 10 000 Franken versandt werden.

2. Für je 300 Franken der Wertangabe oder eines Teils hiervon wird eine von der Aufgabeverwaltung festgesetzte Versicherungsgebühr erhoben.

2. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Post Office of the country of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 32.

Article 18.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Departments to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

Article 19.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 20.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Post Office of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Post Office of the country of destination against the Post Office of the country of origin in respect of such parcels.

Article 21.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding Franc 0.60 may be charged for every enquiry concerning a parcel. No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

The enquiry fee will be levied for every parcel even if the enquiry concerns several parcels posted at the same time by the same sender and destined for the same addressee.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 22.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 10,000 Francs.

2. An insurance fee, to be fixed by the Post Office of the country of origin, shall be charged for each 300 Francs or part thereof of the insured value.

3. Die Aufgabeverwaltung kann auch vom Absender eines Wertpakets eine Behandlungsgebühr erheben, die 50 Centimen nicht überschreiten darf.

4. Der Absender eines Wertpakets erhält bei der Einlieferung unentgeltlich einen Einlieferungsschein über seine Sendung.

Artikel 23.

BETRÜGERISCHE WERTANGABE.

Die Wertangabe soll den wirklichen Wert des Inhalts der Sendung und der Verpackung nicht übersteigen ; es ist jedoch gestattet, nur einen Teil dieses Wertes anzugeben.

Jede betrügerische Angabe eines höheren als des wirklichen Wertes zieht, gegebenenfalls, gerichtliche Verfolgung nach der Gesetzgebung des Aufgabelandes nach sich.

Ein Paket, dessen Inhalt keinen eigentlichen Geldwert hat, kann trotzdem unter Wertangabe verschickt werden, um ihm die gesicherte Beförderung der Wertpakete zu verschaffen.

Artikel 24.

VERANTWORTLICHKEIT FÜR VERLUST, BESCHÄDIGUNG ODER BERAUBUNG.

1. Die beiden Verwaltungen sind vorbehaltlich der Fälle des folgenden Artikels für den Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung der Pakete oder ihres Inhalts oder eines Teils davon verantwortlich.

Der Absender hat Anspruch auf einen dem wirklichen Betrag des Verlustes, der Beraubung oder der Beschädigung entsprechenden Ersatz. Die Entschädigung darf bei Paketen ohne Wertangabe nicht übersteigen: 10 Franken für ein Paket bis zum Gewicht von 1 Kilogramm (oder 2 Pfund), 25 Franken für ein Paket von mehr als 1 bis 5 Kilogramm (11 Pfund) und 40 Franken für ein Paket von mehr als 5 bis 10 Kilogramm (22 Pfund). Bei Wertpaketen darf die Entschädigung nicht über den Betrag der Wertangabe hinausgehen.

Wenn der Verlust, die Beraubung oder Beschädigung sich im Dienst des Bestimmungslandes ereignet hat, kann die Bestimmungsverwaltung auf eigene Kosten und ohne Befragung der Aufgabeverwaltung dem Empfänger Ersatz leisten, wenn dieser nachgewiesen hat, dass zu seinen Gunsten der Absender auf die eigenen Rechte verzichtet hat.

2. Bei der Festsetzung der Entschädigung bleiben mittelbarer Schaden oder entgangener Gewinn ausser Betracht.

3. Die Entschädigung wird nach dem gemeinen Handelswert berechnet, den Waren derselben Art am Tage der Einlieferung am Versandort hatten.

4. Wenn für den Verlust, den völligen Verderb oder die vollständige Beraubung eines Pakets Ersatz zu leisten ist, hat der Absender ausserdem Anspruch auf Erstattung der Beförderungsgebühren.

5. Die Versicherungsgebühren und, gegebenenfalls, die Behandlungsgebühr verbleiben in allen Fällen den Postverwaltungen.

6. Wenn der Schaden eines Pakets durch ein anderes, aus Malaya oder Deutschland herrührendes Paket verursacht worden ist, ist der Absender des Pakets, durch das der Schaden eingetreten ist, im Umfange des Absatzes 1 für jedes beschädigte Paket verantwortlich.

In solchen Fällen hat die Aufgabeverwaltung, wenn es erforderlich ist und die innere Gesetzgebung es gestattet, das Verfahren gegen den Absender des Pakets, das den Schaden verursachte, einzuleiten.

In allen Fällen, in denen die Aufgabeverwaltung die Verantwortlichkeit des Absenders des Pakets, das den Schaden verursacht hat, nicht feststellen kann, werden die deutsche Postverwaltung und die Postverwaltung von Malaya die Verantwortlichkeit gegenüber den Ansprüchen der Absender der beschädigten Pakete zu gleichen Teilen übernehmen.

3. The Post Office of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 Centimes.

4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 23.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 24.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Post Offices shall be responsible for the loss of parcels, and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 Francs for a parcel not exceeding 1 kilogramme (or 2 lbs.), 25 Francs for a parcel exceeding 1 kilogramme but not exceeding 5 kilogrammes (11 lbs.) and 40 Francs for a parcel exceeding 5 kilogrammes but not exceeding 10 kilogrammes (22 lbs.) in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, abstraction or damage occurs in the service of the country of destination the Post Office of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Post Office of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases the insurance fees and, if the case arises, the despatch fee shall be retained by the Post Offices concerned.

6. Where damage is caused to any parcel by another parcel originating in Malaya or in Germany the sender of the parcel causing such damage shall upon his negligence being duly established be held liable to the extent indicated in Section 1 above in respect of each parcel so damaged.

In such cases the Post Office of the country of origin shall, where necessary, take such action against the sender of the parcel which has caused the damage as its internal legislation permits.

Nevertheless, in all cases where the Post Office of the country of origin is unable to fix responsibility upon the sender of the parcel which has caused the damage, the Post Office of Germany and the Post Office of Malaya shall accept responsibility in equal shares in respect of claims received by them from the senders of parcels so damaged.

Artikel 25.

AUSNAHMEN VOM GRUNDSATZ DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die beiden Verwaltungen sind von jeder Verantwortlichkeit befreit :

- a) wenn ein Fall höherer Gewalt vorliegt ;
- b) wenn sie über den Verbleib von Paketen deshalb keinen Nachweis führen können, weil die Dienstpapiere durch höhere Gewalt vernichtet worden sind ; es sei denn, dass ihre Verantwortlichkeit nicht schon anderweit bewiesen worden ist ;
- c) wenn der Schaden durch Verschulden oder Fahrlässigkeit des Absenders oder durch die natürliche Beschaffenheit des Gegenstandes verursacht worden ist ;
- d) wenn der Inhalt der Pakete unter eines der im Artikel 13 angeführten Verbote fällt ;
- e) wenn es sich um Pakete handelt, deren Wert betrügerischerweise zu hoch angegeben worden ist ;
- f) wenn der Absender den Ersatzanspruch nicht innerhalb der im Artikel 21 vorgesehenen Frist erhoben hat ;
- g) wenn Pakete mit Edelsteinen, Schmuck oder Gegenständen aus Gold, Silber oder Platin, deren Wert 2500 Franken übersteigt, nicht in einer Kiste der im Artikel 6, Absatz 3 der Ausführungsbestimmungen vorgesehenen Ausmasse verpackt waren.

Artikel 26.

ERLÖSCHEN DER VERANTWORTLICHKEIT.

Die beiden Verwaltungen sind nicht mehr für Pakete verantwortlich, die nach den Vorschriften für den Inlandsverkehr ausgehändigt und von den Empfängern oder deren Vertretern ohne Vorbehalt angenommen worden sind.

Artikel 27.

ZAHLUNG DES ERSATZBETRAGS.

Ersatz zu leisten hat die Postverwaltung des Aufgabelandes, abgesehen von dem Fall, in dem nach Artikel 24, Absatz 1, die Bestimmungsverwaltung zu zahlen berechtigt ist. Die Verwaltung des Aufgabelandes kann jedoch nach Zustimmung des Absenders die Verwaltung des Bestimmungslandes zur Entschädigung des Empfängers ermächtigen. Der auszahlenden Verwaltung steht der Rückgriff auf die verantwortliche Verwaltung zu.

Artikel 28.

ZAHLUNGSFRIST.

1. Der Ersatzbetrag soll sobald als möglich und spätestens innerhalb eines Jahres, vom Tage nach der Anfrage an gerechnet, gezahlt werden.
2. Die Aufgabeverwaltung kann die Ersatzleistung ausnahmsweise über 1 Jahr hinausschieben, wenn die Frage, ob der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung auf höherer Gewalt beruht, noch nicht geklärt ist.
3. Die Aufgabeverwaltung kann den Absender für Rechnung der andern Verwaltung entschädigen, wenn diese 6 Monate hat verstreichen lassen, ohne die ordnungsmässig bei ihr abhängig gemachte Sache zu erledigen.

Article 25.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When their responsibility not having been proved otherwise they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 13 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which enquiry has not been made within the period prescribed by Article 21 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 Francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, Section 3, of the Detailed Regulations.

Article 26.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Post Offices shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 27.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Post Office of the country of origin except in the cases indicated in Article 24, Section 1, where payment is made by the Post Office of the country of destination. The Post Office of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Post Office of the country of destination to settle with the addressee. The paying Post Office retains the right to make a claim against the Post Office responsible.

Article 28.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Post Office of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when a decision has not been reached upon the question whether the loss, abstraction or damage is due to a cause beyond control.
3. The Post Office of the country of origin is authorized to settle with the sender on behalf of the other Post Office if the latter, after being duly informed of the application, has let six months pass without giving a decision in the matter.

Artikel 29.

FESTSTELLUNG DER VERANTWORTLICHKEIT.

1. Bis zum Beweise des Gegenteiles ist die Verwaltung verantwortlich, die das Paket von der anderen Verwaltung unbeanstandet übernommen hat und, nachdem sie im Besitz aller vorschriftsmässigen Unterlagen für die Nachforschungen gekommen ist, weder die Aushändigung an den Empfänger noch die ordnungsmässige Weitergabe an die folgende Verwaltung nachweisen kann.

2. Die beiden Verwaltungen tragen den Schaden zu gleichen Teilen, wenn sich der Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung eines Pakets, das von einem der beiden Länder zur Auslieferung nach dem andern gesandt worden ist, während der Beförderung ereignet hat und nicht festgestellt werden kann, auf welchem Gebiet dies geschehen ist.

3. Derselbe Grundsatz soll, soweit als möglich, auch dann angewendet werden, wenn andere Verwaltungen an der Beförderung eines Pakets beteiligt sind.

Für Pakete jedoch, die im Durchgang von einem der beiden Länder durch das andere befördert werden, soll keine der beiden Verwaltungen haftbar sein, wenn der Verlust, die Beraubung oder Beschädigung sich in einem Dienstbereich ereignet haben, in dem eine Haftung nicht übernommen wird.

4. Zoll- und andere Gebühren, deren Niederschlagung nicht zu erreichen war, haben die Verwaltungen zu tragen, die für den Verlust, die Beraubung oder die Beschädigung haftbar sind.

5. Durch Zahlung des Ersatzbetrags tritt die verantwortliche Verwaltung bis zur Höhe dieses Betrags in die Rechte des Entschädigten bezüglich aller Ansprüche gegen den Empfänger der Sendung, den Absender oder gegen Dritte ein.

6. Wird ein als verloren angesehenes Paket später ganz oder zum Teil wieder aufgefunden, so ist der Entschädigte zu benachrichtigen, dass er das Paket gegen Rückzahlung des Ersatzbetrags wieder in Empfang nehmen kann.

Artikel 30.

ERSTATTUNG DES ERSATZBETRAGES AN DIE AUFGABEVERWALTUNG.

Die verantwortliche oder die Verwaltung, für deren Rechnung nach Artikel 27 gezahlt wird, ist verpflichtet, den Ersatzbetrag binnen 3 Monaten nach Bekanntgabe der Zahlung zu erstatten. Der Betrag wird von der verantwortlichen Verwaltung durch die im Artikel 24, Absatz 2 der Vollzugsordnung vorgesehene Abrechnung erstattet.

Die Verwaltung, deren Verantwortlichkeit gehörig festgestellt ist, und die anfangs die Zahlung des Ersatzbetrages verweigert hat, muss alle Nebengebühren tragen, die aus der nichtgerechtfertigten Verzögerung der Zahlung entstehen.

Artikel 31.

VERGÜTUNGEN FÜR DIE BEFÖRDERUNG.

Für jedes Paket, das von einem der beiden Länder zur Aushändigung im andern gesandt wird, vergütet die absendende Verwaltung an die Bestimmungsverwaltung die Gebühren, die dieser nach den Bestimmungen der Artikel 4 und 5 zukommen.

Für jedes Paket, das von einem der beiden Länder im Durchgang durch andere gesandt wird, vergütet die absendende Verwaltung der andern Verwaltung die Gebühren, die für die Beförderung und Versicherung des Pakets zu zahlen sind.

Artikel 32.

ANRECHNUNG BEI NACH- ODER RÜCKSENDUNG.

Bei Nach- oder Rücksendung eines Pakets von einem Lande in das andere zieht die nachsendende Verwaltung von der andern Verwaltung die ihr und einer andern an der Nach- oder

Article 29.

FIXING OF RESPONSIBILITY.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Post Office which, having received the parcel from the other Post Office without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Post Office, as the case may be.

2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Post Offices shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Post Offices are concerned in the conveyance of a parcel.

Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Post Offices shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Post Office responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Post Office concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

6. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 30.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POST OFFICE OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Post Office responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 27 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Post Office responsible through the accounts provided for in Article 24, Section 2, of the Detailed Regulations.

The Post Office of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 31.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 32.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the re-transmitting Post Office shall claim from the other Post Office the charges due to it and to any

Rücksendung teilnehmenden Verwaltung zustehenden Gebühren ein. In der Frachtkarte des Kartenschlusses, in dem das Paket versandt worden ist, ist die Forderung zu vermerken.

Artikel 33.

EILZUSTELLUNGSgebÜHREN.

1. Die im Artikel 12, Absatz 1 vorgesehene Eilzustellgebühr gehört zu den Vergütungen, die der Bestimmungsverwaltung zukommen.

Wird ein Eilpaket nach einem anderen Lande nachgesandt, ohne dass eine Zustellung versucht worden ist, so wird diese Gebühr dem neuen Bestimmungsland vergütet. Befasst sich dieses aber nicht mit der Eilzustellung, so verbleibt die Gebühr dem ersten Bestimmungsland; dasselbe gilt für unzustellbare Eilpakete.

2. Bei Nach- oder Rücksendung eines Eilpaketes an das Aufgabeland wird die Ergänzungsgebühr (Artikel 12, Absatz 2) von dem Lande angefordert, in dem der neue Bestimmungsort liegt, oder, gegebenenfalls, von der Absendeverwaltung durch die Verwaltung, die die Zustellung in der im Artikel 32 angegebenen Weise versucht hat, wenn diese Gebühr nicht schon bei dem Zustellversuch in der Wohnung des Empfängers entrichtet worden ist.

Artikel 34.

NACHSENDUNGSgebÜHR IM BESTIMMUNGSLAND.

Bei weiterer Nachsendung oder Rücksendung nach dem Aufgabeland verbleibt die im Artikel 15, Absatz 2, vorgesehene Nachsendungsgebühr dem Lande, das das Paket innerhalb seines Gebiets nachgesandt hat.

Artikel 35.

VERSCHIEDENE GEBÜHREN.

1. Folgende Gebühren verbleiben unverkürzt der Verwaltung, die sie erhoben hat :

- a) die feste Gebühr für den Rückschein (Artikel 14) ;
- b) die Gebühr für Nachfragen (Artikel 21, Absatz 1) ;
- c) die Behandlungsgebühr für ein Wertpaket (Artikel 22, Absatz 3).

2. Die Verzollungspostgebühr (Artikel 7) verbleibt der Bestimmungsverwaltung. Die im Artikel 10 vorgesehene Verpackungsgebühr behält die Verwaltung, die die Gebühr eingezogen hat.

Artikel 36.

VERSICHERUNGSgebÜHR.

Für Wertpakete hat die Aufgabeverwaltung der Bestimmungsverwaltung für die Landbeförderung eine Gebühr von 5 Centimen für je 300 Franken der Wertangabe oder einen Teil von 300 Franken zu vergüten. Wenn die Bestimmungsverwaltung Seebeförderung ausführt, hat die Aufgabeverwaltung eine Zusatzgebühr von 10 Centimen für je 300 Franken der Wertangabe oder einen Teil davon zu vergüten.

Artikel 37.

VERSCHIEDENE BESTIMMUNGEN.

1. Die in diesem Abkommen angegebenen Franken und Centimen sind wie im Weltpostvertrag in Goldwährung zu verstehen.

2. Andere Gebühren als die in diesem Abkommen festgesetzten dürfen für Pakete nicht erhoben werden, es sei denn, dass die beiden Postverwaltungen gegenseitig anderes vereinbaren.

other Post Office taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 33.

EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

1. The special charge for express delivery prescribed by Article 12, Section 1, shall be included in the sums credited to the Post Office of the country of destination.

When an express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Post Office of the new country of destination. If the latter does not undertake express delivery, the credit is retained by the Post Office of the country to which the parcel was first addressed, the same applies when an express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an express parcel, the additional charge prescribed by Article 12, Section 2, shall be claimed from the Post Office of the country in which the new destination is situated or from the Post Office of the country of origin, as the case may be, by the Post Office which has attempted delivery in the manner indicated in Article 32, unless this charge was paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

Article 34.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 15, Section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 35.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Post Office which has collected them :

(a) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 14,

(b) The enquiry fee referred to in Article 21, Section 1,

(c) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 22, Section 3.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 7 shall be retained by the Post Office of the country of destination. The re-packing fee referred to in Article 10 shall be collected and retained by the Post Office of Germany.

Article 36.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Post Office of the country of origin shall allow to the Post Office of the country of destination for territorial service a rate of 5 Centimes for each 300 Francs of insured value or fraction thereof.

If the Post Office of the country of destination provides the sea service, the Post Office of the country of origin shall allow an additional rate of 10 Centimes for each 300 Francs of insured value or fraction thereof.

Article 37.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The Francs and Centimes mentioned in this Agreement are gold Francs and Centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Post Offices.

3. Bei aussergewöhnlichen Verhältnissen kann jede Verwaltung den Postpaketverkehr vorübergehend völlig oder teilweise einstellen, doch muss die andere Verwaltung davon sofort, gegebenenfalls telegraphisch, benachrichtigt werden.

4. Die beiden Verwaltungen haben die folgende Vollzugsordnung aufgestellt, damit die Ausführung dieses Abkommens sichergestellt wird. Weitere Einzelheiten, die mit den allgemeinen Bestimmungen dieses Abkommens vereinbar und in der Vollzugsordnung nicht vorgesehen sind, können zu gegebener Zeit durch gegenseitige Vereinbarungen festgesetzt werden.

5. Die inneren Vorschriften Deutschlands und von Malaya gelten in allen den Fällen, die durch die Bestimmungen dieses Abkommens und der Vollzugsordnung nicht vorgesehen sind.

Artikel 38.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DES ABKOMMENS.

Dieses Abkommen soll am 1. März 1937 in Kraft treten und hat bis zum Ablauf eines Jahres, vom Tage der Kündigung durch eine der beiden Verwaltungen an gerechnet, Gültigkeit.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten, die vorschriftsmässig hierzu berechtigt waren, dieses Abkommen unterschrieben und ihre Siegel hinzugefügt.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Berlin, am 11. Juli 1936, und in Kuala Lumpur, am 17. Dezember 1936.

Deutscher Reichspostminister :
(Sd.) Frhr. v. ELTZ.

Director General of Posts
and Telegraphs Malaya :
(Sd.) T. P. COE.

VOLLZUGSORDNUNG

ZUM POSTPAKETABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REICHSPOST UND DER POSTVERWALTUNG
VON MALAYA VOM 11. JULI 1936 UND 17. DEZEMBER 1936.

Artikel 1.

LEITUNG.

1. Jede Verwaltung hat die Postpakete, die ihr die andere Verwaltung zur Beförderung durch ihr Gebiet übergibt, auf demselben Wege und mit denselben Mitteln zu befördern wie ihre eigenen Pakete.

2. Fehlgeleitete Pakete werden dem richtigen Bestimmungsort auf dem kürzesten Wege zugeführt, der der nachsendenden Verwaltung zur Verfügung steht.

Artikel 2.

VERSENDUNGSWEISE, VERWENDUNG VON SÄCKEN.

1. Der Paketaustausch hat zwischen den beiden Ländern durch die Postanstalten stattzufinden, die von den beteiligten Verwaltungen hierfür bestimmt werden.

2. Die Pakete sind zwischen den beiden Ländern in gehörig verschlossenen und versiegelten Säcken auszutauschen.

3. In extraordinary circumstances either Post Office may temporarily suspend the Parcel Post Service, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Post Office.

4. The two Post Offices have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Malaya and of Germany shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 38.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into operation on the 1st March, 1937, and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may have been denounced by either of the two Post Offices.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Kuala Lumpur the 17th day of December, 1936, and at Berlin the 11th day of July, 1936.

*Director General of Posts and Telegraphs
Malaya :*
(*Sd.*) T. P. COE.

Deutscher Reichspostminister :
(*Sd.*) Frhr. v. ELTZ.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF MALAYA AND THE POST OFFICE OF GERMANY, DATED JULY 11TH, 1936, AND DECEMBER 17TH, 1936.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Post Office shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Post Office for conveyance in transit through its territory.

2. Missent parcels shall be re-transmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by agreement between the two Post Offices.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

Solange ein Abkommen im gegenteiligen Sinne nicht getroffen worden ist, werden Pakete aus einem der vertragschliessenden Länder im Durchgang durch das andere „offen“ versandt.

3. Eine Fahne mit Angabe der absendenden und der empfangenden Auswechslungspostanstalt ist am Kropf jedes Sackes zu befestigen ; auf der Rückseite der Fahne ist die Zahl der in dem Sack enthaltenen Pakete anzugeben.

4. Der die Frachtkarten und andere Begleitpapiere enthaltende Sack ist besonders zu kennzeichnen.

5. Eilpakete sind in einem Kartenschluss zusammen zu versenden und möglichst in dem Sack, der die Frachtkarte und andere Begleitpapiere enthält. Wenn sie nicht alle in den Sack mit der Frachtkarte hineingehen, ist der andere Sack oder die Säcke, in denen sie befördert werden, mit einem besonderen Vorbindezettel zu versehen.

6. Wertpakete sind, wenn ihre Stückzahl es rechtfertigt, gleichfalls in besonderen Säcken zu befördern. Die Fahnen am Kropf der ein oder mehrere Wertpakete enthaltenden Säcke sind mit einem besonderen Unterscheidungsmerkmal, das zwischen den beiden Verwaltungen von Zeit zu Zeit vereinbart wird, zu kennzeichnen.

7. Das Gewicht eines Paketsackes soll 36 Kilogramm (80 Pfund avoirdupois) nicht überschreiten.

8. Jede Verwaltung beschafft ihre eigenen Säcke und versieht sie mit einem Eigentumsmerkmal. Die Säcke der einen Verwaltung dürfen von der anderen nicht benutzt werden und jede Verwaltung haftet für den Verlust von Säcken der anderen Verwaltung. Die Verantwortlichkeit für den Verlust leerer Säcke soll nach den Vorschriften für den Verlust von Paketen im Artikel 29 des Abkommens festgestellt werden.

9. Die benutzten Säcke sind mit nächster Gelegenheit leer an das von der fremden Postverwaltung bezeichnete Auswechslungspostamt zurückzusenden. Die Zahl der zurückgesandten Säcke ist in der Frachtkarte zu vermerken.

Artikel 3.

MITTEILUNGEN.

1. Jede Verwaltung hat der andern durch eine Übersicht mitzuteilen :

- a) das Verzeichnis der Länder, nach denen sie die ihr übergebenen Pakete weiterleiten kann ;
- b) die Leitwege, die für die Beförderung solcher Pakete vom Eintritt in ihr Gebiet oder ihren Dienstbereich an zur Verfügung stehen ;
- c) den Gesamtbetrag der Gebühren, die ihr von der andern Verwaltung für jedes Bestimmungsland zu vergüten sind ;
- d) die Zahl der jedem Paket beizufügenden Zollinhaltserklärungen sowie alle anderen etwa notwendigen Angaben.

2. Jede Verwaltung soll der andern die Namen der Länder bekanntgeben, nach welchen sie ihr Pakete im Durchgang zuzuführen beabsichtigt, es sei denn, dass die Zahl der in Frage kommenden Pakete nur gering ist.

Artikel 4.

FESTSETZUNG DER GEGENWERTE.

Bei Festsetzung der Paketgebühren ist jede Verwaltung berechtigt, die ungefähr entsprechenden Gegenwerte in ihrer eigenen Währung zu bestimmen.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels sent by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of the parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The express parcels forwarded in a mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, insured parcels shall be forwarded in the bag which contains the Parcel Bill. When they are sufficiently numerous insured parcels shall be forwarded in separate bags. The neck label attached to any bag containing one or more insured parcels shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Post Offices.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. Each Post Office shall supply its own bags which shall be suitably stencilled to indicate ownership. The bags of one Post Office shall not be used by the other for any purpose whatsoever, and each Post Office shall be required to make good the value of any bags which it fails to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 29 of the Agreement.

9. The bags received in each Post Office shall be returned empty by the receiving Post Office by the next despatch to such Office of Exchange as the two Post Offices shall appoint. The number of bags so forwarded shall be advised on the Parcel Bill.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Post Office shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Post Office for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel, and any other necessary information.

2. Each Post Office shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels either Post Office shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Artikel 5.

BESCHAFFENHEIT DER PAKETE.

Jedes Paket muss :

a) die genaue Anschrift des Empfängers und des Absenders in lateinischen Buchstaben tragen. Aufschriften mit Stift sind unzulässig ; Pakete, deren Aufschrift mit Tintenstift auf vorher angefeuchteter Schreibfläche hergestellt ist, werden jedoch angenommen. Die Anschrift eines gewöhnlichen Pakets muss auf das Paket selbst oder auf eine Fahne geschrieben werden, die so haltbar an der Sendung befestigt ist, dass sie sich nicht loszulösen vermag. Dem Absender eines Pakets ist zu empfehlen, in die Sendung ein Doppel der Anschrift mit Angabe seiner eigenen Anschrift einzulegen ;

b) in einer Weise verpackt sein, die der Dauer der Beförderung entspricht und den Inhalt wirksam schützt.

Gegenstände, die die Postbeamten verletzen oder die andere Sendungen beschädigen können, müssen so verpackt sein, dass jede Gefahr ausgeschlossen ist.

Artikel 6.

BESONDERE VERPACKUNG.

1. Flüssigkeiten und leicht schmelzbare Stoffe sind in doppelte Behältnisse zu verpacken. Zwischen dem inneren (Flasche, Fläschchen, Topf, Kästchen usw.) und dem äusseren Behältnis (aus Metall oder widerstandsfähigem Holz) ist ein Raum zu lassen, der mit Sägemehl, Kleie oder einem anderen aufsaugenden Stoff auszufüllen ist ; der Stoff muss ausreichen, um im Falle eines Bruchs die ganze Flüssigkeit aufzusaugen.

2. Trockene, abfärbende Stoffe, z. B. Anilin usw., sind nur in widerstandsfähigen Metallkästen zugelassen, die ihrerseits wieder in Holzkästchen verpackt sind. Der Zwischenraum ist mit Sägemehl auszufüllen.

3. Edelsteine, Schmucksachen oder andere Gegenstände von Gold, Silber oder Platin, deren Wert 2 500 Franken übersteigt, sind in eine Kiste zu verpacken, deren Masse nicht weniger als 1,05 Meter oder 3 Fuss 6 Zoll, Länge und Umfang zusammengenommen, betragen.

Artikel 7.

PAKETKARTEN UND ZOLLINHALTSEKTLÄRUNGEN.

1. Jedes Paket muss von einer Paketkarte und von Zollinhaltserklärungen begleitet sein, die den Vorschriften des Bestimmungslandes entsprechen ; die Zollinhaltserklärungen sind an der Paketkarte haltbar zu befestigen.

2. Jedoch genügen eine einzige Paketkarte und ein einziger Satz Zollinhaltserklärungen für 2 oder 3 (aber nicht mehr) gewöhnliche Pakete, die zu gleicher Zeit von demselben Absender an denselben Empfänger eingeliefert werden. Diese Bestimmung gilt nicht für Wertpakete, Eilpakete oder Pakete mit Gebührentzettel.

3. Die beiden Verwaltungen übernehmen für die Richtigkeit der Zollinhaltserklärungen keine Verantwortlichkeit.

Artikel 8.

GEBÜHRENFREIE AUSHÄNDIGUNG VON PAKETEN.

1. Ein Paket, das dem Empfänger frei von Gebühren ausgehändigt werden soll, muss auf der Anschriftseite und auf der Paketkarte einen gelben Klebezettel tragen, der in kräftigen Buchstaben die Angabe „ Franc de droits “ trägt.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee as well as that of the sender in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address of an ordinary parcel shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 Francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1,05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by Customs Declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. Nevertheless a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels, express parcels, or parcels intended for delivery to the addressees free of charge.

3. The two Post Offices accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of charge shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words " Franc de Droits ".

2. Jedem Paket mit dem Vermerk „Frei von Gebühren“ ist ein besonderer Gebührentettel beizufügen, der an der Paketkarte haltbar zu befestigen ist.

Artikel 9.

RÜCKSCHEIN.

1. Pakete, zu denen die Absender einen Rückschein verlangen, müssen den deutlich hervortretenden Vermerk „Rückschein (Advice of delivery)“ oder „Avis de réception (A. R.)“ tragen. Der gleiche Vermerk ist auf die Paketkarten zu setzen.

2. Diesen Sendungen wird ein Formblatt beigegeben, das dem Muster in der Vollzugsordnung des Weltpostvertrags entspricht. Der Rückschein wird von der Aufgabepostanstalt oder von einer anderen durch die Absendungsverwaltung bestimmten Postanstalt ausgefertigt; er ist an der zugehörigen Paketkarte zu befestigen. Wenn er nicht an die Bestimmungspostanstalt gelangt, so fertigt diese von Amts wegen einen neuen Rückschein aus.

3. Die Bestimmungspostanstalt füllt das Formblatt ordnungsmässig aus und sendet es dann offen und gebührenfrei an den Absender zurück.

4. Fragt der Absender nach einem nicht in angemessener Frist an ihn zurückgelangten Rückschein, so wird nach den Vorschriften des folgenden Artikels 10 verfahren. Die Gebühr wird in diesem Falle nicht noch einmal erhoben; die Aufgabepostanstalt versieht vielmehr den Vordruck am Kopfe mit dem Vermerk „Duplicata de l'avis de réception“.

Artikel 10.

NACHTRÄGLICHES VERLANGEN EINES RÜCKSCHEINS.

Verlangt der Absender nachträglich einen Rückschein, so füllt die Aufgabepostanstalt oder eine andere, von der Aufgabeverwaltung bestimmte Postanstalt einen Rückschein aus und fügt ihn einem Laufsreiben bei, auf dem zuvor die im Weltpostvertrag vorgesehene Gebühr in Freimarken zu verrechnen ist.

Das Laufsreiben mit dem Rückschein ist nach den Vorschriften des nachstehenden Artikels 21 zu behandeln, jedoch mit dem Unterschied, dass im Falle der ordnungsmässigen Zustellung des Pakets die Bestimmungspostanstalt das Laufsreiben abnimmt und den Rückschein nach der Vorschrift im Paragraph 3 des vorangehenden Artikels nach dem Aufgabort zurückschickt.

Artikel 11.

WERTANGABE.

Die Wertangabe muss auf den Wertpaketen und den zugehörigen Paketkarten in der Währung des Aufgabelandes angegeben werden. Streichungen oder Änderungen, selbst anerkannte, sind nicht zulässig. Die Wertangabe ist auf dem Paket in Buchstaben und in Ziffern niederzuschreiben. Der Betrag der Wertangabe ist von der Aufgabeverwaltung in Goldfranken umzurechnen. Das Ergebnis der Umrechnung ist in neuen Ziffern neben oder unter der in der Währung des Aufgabelandes angegebenen Wertangabe deutlich zu vermerken.

Artikel 12.

WERTZETTEL USW.

Jedes in Malaya aufgelieferte Wertpaket und die zugehörige Paketkarte müssen einen kleinen roten Zettel mit der Angabe „Wertpaket—(Insured)“ oder „Valeur déclarée“ in lateinischen Buchstaben tragen. In Deutschland aufgelieferte Wertpakete und die zugehörigen Paketkarten tragen einen Zettel mit dem Buchstaben „V“. Der Name der Aufgabepostanstalt und die Aufgabennummer sind in Rotdruck angegeben.

2. Every parcel forwarded "Free of Charge" shall be accompanied by a separate franking note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery (Rückschein)" or "Avis de réception (A. R.)". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Postal Union Convention. This Advice of Delivery form shall be prepared by the Office of origin or by any other offices appointed by the Post Office of the country of origin and shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words "Duplicata de l'avis de réception".

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the Office of origin or any other office appointed by the Post Office of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Postal Union Convention have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 21 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the Office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form, in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasures or corrections even if certified. The indication on the parcel shall be both in words and in figures. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Post Office of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 12.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well posted in Malaya shall bear a small red label with the indication "Insured" or "Valeur déclarée" in Roman characters. Insured parcels and the relative Despatch Notes posted in Germany shall bear labels with the letter "V", the name of the office of origin and the serial number in red colour.

Auf Paketen, die gemünztes Geld, Gold oder Silbersachen oder sonstige kostbare Gegenstände enthalten, müssen sich die Siegel oder sonstigen Abdrücke, die Zettel jeder Art und die etwaigen Freimarken in einem gewissen Abstand voneinander befinden, damit sie nicht Beschädigungen der Umhüllung verdecken können. Auch dürfen die Zettel und die Freimarken nicht von der einen auf die andere Seite der Umhüllung übergreifen und auf diese Weise den Rand verdecken.

Die Anschrift muss bei Wertpaketen auf die Umhüllung selbst und nicht auf Anschriftzettel, die leicht abfallen können, geschrieben werden.

Artikel 13.

VERSIEGELUNG DER WERTPAKETE.

Jedes Wertpaket muss durch Siegelack oder Blei oder durch ein anderes Mittel mit besonderem und gleichartigem Gepräge oder Zeichen des Absenders verschlossen sein; die Siegelabdrücke usw. müssen in ausreichender Zahl angebracht sein, so dass dem Inhalt nicht beizukommen ist, ohne eine sichtbare Spur des Eingriffs zu hinterlassen.

Artikel 14.

GEWICHTSANGABE BEI WERTPAKETEN.

Die Aufgabeverwaltung hat das genaue Gewicht jedes Wertpakets in Gramm anzugeben:

- a) in der Aufschrift des Pakets;
- b) auf der Paketkarte an der dafür vorgesehenen Stelle.

Artikel 15.

AUFGABENUMMER UND AUFGABEPOSTANSTALT.

Jedes Paket und die zugehörige Paketkarte müssen mit einem Zettel, auf dem die Aufgabennummer und der Name der Aufgabepostanstalt angegeben sind, beklebt werden. Eine Aufgabepostanstalt soll nicht gleichzeitig zwei oder mehrere Reihen von Zetteln ohne Unterscheidungszeichen verwenden.

Artikel 16.

STEMPELABDRUCK.

Die Aufgabepostanstalt bedruckt die Paketkarte auf der Anschriftseite mit einem Stempel, der den Namen der Aufgabepostanstalt und den Tag der Auflieferung angibt.

Artikel 17.

EILPAKETE.

Eilpakete und die zugehörigen Paketkarten werden neben der Anschrift mit einem Stempelabdruck oder Zettel versehen, der in kräftigen Buchstaben das Wort „Eilbote—(Express)“ oder „Exprès“ trägt.

Artikel 18.

NACHSENDUNG.

1. Fehlgeleitete Pakete dürfen von der nachsendenden Verwaltung nicht mit Zoll- oder andern nichtpostalischen Gebühren belegt werden.

Gibt diese Verwaltung ein solches Paket an die Verwaltung zurück, die es ihr zugeführt hat, so erstattet sie ihr die empfangenen Vergütungen und teilt ihr den Irrtum durch Meldung mit.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge. The address shall be written on the cover of an insured parcel, and not merely on a label, which may become detached.

Article 13.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

Article 14.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Post Office of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 15.

SERIAL NUMBER AND OFFICE OF ORIGIN.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the Office of posting and a label indicating the serial number. An Office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 16.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the Office of posting, on the address side, with a stamp showing the office and date of posting.

Article 17.

EXPRESS PARCELS.

Every express parcel and the relative Despatch Note as well shall be provided near to the address with a printed label of a deep red colour bearing in bold type the word " Express (Eilbote) " or " *Exprès* ".

Article 18.

RE-TRANSMISSION.

i. The Post Office re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When a Post Office returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

Reichen in anderen Fällen die ihr vergüteten Gebühren zur Deckung der Kosten für die Weitersendung nicht aus, so vergütet sie der Verwaltung, der sie das Paket zuführt, die ordnungsmässigen Beförderungsgebühren und stellt der Auswechslungspostanstalt, die ihr das fehlgeleitete Paket überwiesen hat, den erwachsenden Fehlbetrag in Schuld. Der Grund der Anrechnung wird dieser Postanstalt durch eine Meldung mitgeteilt.

2. Muss ein Paket, das infolge eines Irrtums zu Unrecht angenommen worden ist, aus diesem Grunde nach dem Aufgabeland zurückgesandt werden, so vergütet die Verwaltung, die das Paket zurückgibt der Verwaltung, die es ihr überwiesen hat, die empfangenen Vergütungen.

3. Gebühren, die auf einem Paket lasten, das infolge Veränderung des Wohnorts des Empfängers oder eines Irrtums des Absenders nach einem mit Deutschland oder Malaya im Paketaustausch stehenden Lande nachgesandt worden ist, werden von der Verwaltung eingezogen, an die das Paket weitergegeben wird. Wird die Gebühr für die Weiterbeförderung vor der Nachsendung entrichtet, so ist das Paket so zu behandeln, als wenn es unmittelbar aus dem Nachsendungsnach dem Bestimmungsland gerichtet wäre.

4. Die Pakete werden in ihrer ursprünglichen Verpackung und mit der Ursprungspaketkarte nachgesandt. Muss das Paket aus irgendeinem Grunde neu verpackt oder die ursprüngliche Paketkarte durch eine neue ersetzt werden, so muss der Name der Aufgabepostanstalt des Pakets, die ursprüngliche Aufgabennummer und, wenn möglich, der Aufgabebetrag auf dem Paket und auf der Paketkarte angegeben werden.

Artikel 19.

RÜCKSENDUNG DER UNZUSTELLBAREN PAKETE.

1. Die Bestimmungspostanstalt ist nicht verpflichtet, einer im Artikel 17, Absatz 1 des Abkommens nicht vorgesehenen Vorausverfügung, die der Absender eines unzustellbaren Pakets getroffen hat, zu entsprechen; sie kann vielmehr das Paket nach Ablauf der in dem Bestimmungslande vorgeschriebenen Lagerfrist an den Absender zurücksenden.

2. Die Postanstalt, die ein Paket an den Absender zurückschickt, hat den Grund der Unzustellbarkeit auf dem Paket und der zugehörigen Paketkarte klar und bestimmt anzugeben. Diese Angabe kann handschriftlich oder auch durch Stempel oder Klebezettel erfolgen. Die zu einem zurückgehenden Paket gehörige Ursprungspaketkarte ist mit dem Paket nach dem Aufgabeland zurückzusenden.

3. Ein an den Absender zurückgehendes Paket ist in die Frachtkarte mit dem Wort „Rebut“ in der Spalte „Bemerkungen“ einzutragen. Es wird wie ein Paket, das infolge Veränderung des Wohnorts des Empfängers nachzusenden ist, behandelt und mit Nachgebühren belegt.

Artikel 20.

VERKAUF. VERNICHTUNG.

1. Ist ein Paket nach Artikel 19 des Abkommens verkauft oder vernichtet worden, so wird über den Verkauf oder die Vernichtung eine Verhandlung aufgenommen.

2. Der Verkaufserlös dient in erster Linie zur Deckung der auf der Sendung haftenden Kosten. Ein Überschuss wird der Aufgabepostanstalt zur Aushändigung an den Absender gebührenpflichtig übersandt.

Artikel 21.

NACHFRAGEN NACH PAKETEN.

Zu den Nachfragen nach Paketen dient ein Formblatt, das dem in der Vollzugsordnung zum zwischenstaatlichen Postpaketabkommen vorgesehenen Muster entspricht. Solche Formblätter

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Post Office shall allow to the Post Office to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Post Office which sends the parcel back shall allow to the Post Office from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Malaya or Germany has parcel post communication shall be claimed from the Post Office to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 19.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 17, Section I, of the Agreement, the Post Office of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Post Office which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 20.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 19 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Post Office of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 21.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. Such forms

werden an die durch die beiden Verwaltungen hierfür bestimmten Postanstalten übersandt, die sie in der zwischen den beiden Verwaltungen vereinbarten Weise behandeln.

Artikel 22.

FRACHTKARTE.

1. Alle Pakete werden durch die absendende Auswechslungspostanstalt einzeln in eine Frachtkarte, die dem Muster in der Vollzugsordnung zum zwischenstaatlichen Postpaketabkommen ähnelt, eingetragen.

Die Paketkarten, Zollinhaltserklärungen, Rückscheine usw. sind der Frachtkarte beizufügen.

2. Jede absendende Auswechslungspostanstalt versieht die Frachtkarten in der linken oberen Ecke mit einer jährlich fortlaufenden Nummer für jede Bestimmungsauswechslungsanstalt und gibt, wenn möglich, unter der Nummer den Namen des die Post befördernden Schiffes an. Die letzte Nummer des alten Jahres muss in der ersten Frachtkarte des neuen Jahres vermerkt werden.

Artikel 23.

ABNAHME DURCH DIE AUSWECHSLUNGSPOSTANSTALTEN. FESTSTELLUNG VON UNREGELMÄSSIGKEITEN.

1. Beim Eingang eines Kartenschlusses sowohl mit Paketen als auch mit leeren Säcken prüft die empfangende Auswechslungspostanstalt die Pakete und die verschiedenen Begleitpapiere oder die etwaigen leeren Säcke auf Grund der Eintragungen in der Frachtkarte und teilt erforderlichenfalls das Fehlen von Gegenständen oder andere Unregelmässigkeiten durch eine Rückmeldung nach den Vorschriften der Vollzugsordnung zum zwischenstaatlichen Paketabkommen mit.

2. Irrtümer bei der Gebührenvergütung für Durchgangspakete sind der absendenden Auswechslungspostanstalt durch Meldung mitzuteilen. Andere Irrtümer in der Gebührenvergütung und der Abrechnung werden bei der Aufstellung des im Artikel 24 angegebenen vierteljährlichen Verzeichnisses richtiggestellt.

Artikel 24.

ABRECHNUNG ÜBER DIE VERGÜTUNGEN.

1. Jede Verwaltung lässt vierteljährlich für alle Paketkartenschlüsse, die von den einzelnen Auswechslungspostanstalten der andern Verwaltung während des Vierteljahrs eingegangen sind, ein Verzeichnis der Gesamtbeträge aufstellen, die ihr in den Frachtkarten gut- oder zur Last geschrieben sind.

2. Diese Verzeichnisse sind dann durch dieselbe Verwaltung in einer Abrechnung zusammenzufassen, und zusammen mit den vierteljährlichen Verzeichnissen an die beteiligte Verwaltung zu senden, und zwar im Laufe des Vierteljahrs, das dem Vierteljahr folgt, auf das sich die Abrechnung bezieht.

3. Die vierteljährlichen Verzeichnisse und Abrechnungen sind von der beteiligten Verwaltung unter Zurückgehen auf die zurückbehaltenen Abschriften der Frachtkarten zu prüfen und anzuerkennen; sie sind in einer halbjährlichen Hauptrechnung zusammenzufassen, die von der Verwaltung aufgestellt wird, an die der Restbetrag zu zahlen ist.

Artikel 25.

BEGLEICHUNG DER RECHNUNGEN.

1. Die Restschuld aus der Hauptrechnung zahlt die Schuldnerverwaltung der Gläubigerverwaltung nach den Vorschriften für die Begleichung der Rechnungen über Durchgangsposten im Weltpostvertrag.

shall be forwarded to the offices appointed by the two Post Offices to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Post Offices.

Article 22.

PARCEL BILL.

1. All parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union.

The Despatch Notes, Customs Declarations, Advices of Delivery, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 23.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags, as the case may be, against the particulars entered on the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note according to the provisions of the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union.

2. Errors in the credits allowed in respect of transit parcels shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. The adjustment of other errors in credits and accounting shall be arranged in connexion with the preparation of the quarterly statements specified in Article 24 below.

Article 24.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Post Office shall prepare quarterly for all the Parcel Mails despatched during the quarter by each of the Offices of Exchange of the other Post Office a statement of the total amounts entered on the Parcel Bills, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall afterwards be summarized by the same Post Office in an account, which, accompanied by the quarterly statements, shall be forwarded to the corresponding Post Office in the course of the quarter following the quarter to which it relates.

3. The quarterly statements and accounts shall be checked and accepted by the corresponding Post Office by reference to the copies of the Parcel Bills which it retains and shall be summarized in a half-yearly general account prepared by the Post Office to which the balance is due.

Article 25.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Post Office in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

2. Die Aufstellung und Übersendung der Hauptrechnung sowie die Begleichung der Restschuld sind möglichst schnell zu bewirken, spätestens aber binnen 6 Monaten nach Ablauf des Zeitraums, auf den sich die Rechnung bezieht. Vom Tage des Ablaufs dieser Fristen an sind die Schuldsummen mit 5 v. H. jährlich zu verzinsen.

Artikel 26.

MITTEILUNGEN UND BEKANNTMACHUNGEN.

Jede Verwaltung gibt der andern jede notwendige Auskunft über Einzelheiten, die sich auf die Abwicklung des Paketdienstes beziehen.

Artikel 27.

INKRAFTTRETEN UND DAUER DER VOLLZUGSORDNUNG.

Diese Vollzugsordnung gilt vom Tage des Inkrafttretens des Paketabkommens an und hat dieselbe Dauer wie dieses Abkommen. Die vertragschliessenden Verwaltungen haben jedoch das Recht, die Einzelheiten von Zeit zu Zeit in gegenseitigem Einvernehmen zu ändern.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Berlin, am 11. Juli 1936, und in Kuala Lumpur, am 17. Dezember 1936.

Deutscher Reichspostminister :
(*Sd.*) Frhr. v. ELTZ.

*Director General of Posts and
Telegraphs Malaya :*
(*Sd.*) T. P. COE.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of six months from the end of the period to which the account relates. From the date of expiration of this term the sum due shall bear interest at the rate of 5 % per annum.

Article 26.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Post Office shall furnish to the other all necessary information on points of detail in connection with the working of the service.

Article 27.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Post Offices concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Kuala Lumpur the 17th day of December, 1936, and at Berlin the 11th day of July, 1936.

*Director General of Posts and Telegraphs
Malaya :*
(*Sd.*) T. P. COE.

Deutscher Reichspostminister :
(*Sd.*) Frhr. v. ELTZ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4129. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'ALLEMAGNE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA MALAISIE RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A BERLIN, LE 11 JUILLET 1936, ET A KUALA-LUMPUR, LE 17 DÉCEMBRE 1936.

LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DE LA MALAISIE et DE L'ALLEMAGNE conviennent d'effectuer un échange direct et régulier de colis postaux entre leurs pays respectifs.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est joint l'expression « Malaisie » s'applique aux Etablissements du Détroit, aux Etats malais fédérés de Perak, Selangor, Negri Sembilan et Pahang, et à tout Etat malais sous protectorat britannique qui pourrait ultérieurement faire partie de l'Union postale malaise.

ACCORD

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis expédié de Malaisie à destination de l'Allemagne ne devra peser plus de 22 livres ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; aucun colis expédié d'Allemagne à destination de la Malaisie ne devra peser plus de 10 kg. ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur ou plus de 1 m. 80, longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions des colis, la manière de voir du bureau expéditeur sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 2.

LIBERTÉ DE TRANSIT.

Les deux administrations garantissent le droit de transit sur leur territoire aux colis à destination ou en provenance de tous pays avec lesquels elles échangent des colis postaux. Les colis en transit seront soumis aux dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution, dans la mesure où elles seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, sauf dans le cas de colis réexpédiés ou renvoyés.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque administration qui participe au transport par terre ou par mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales, en Malaisie, seront les suivantes : 0 fr. 80, 1 fr. 40, 2 fr. et 3 fr. pour les colis jusqu'à 1 kg. (2 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement ; les taxes territoriales, en Allemagne, seront les suivantes : 0 fr. 60, 1 fr. et 2 fr. pour les colis jusqu'à 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement.

L'Administration postale allemande se réserve le droit d'augmenter ses taxes conformément à toute modification qui pourrait être apportée en matière de taxes par des accords internationaux concernant l'échange de colis postaux, ultérieurs à l'Accord du Caire de 1934. L'Administration postale allemande accordera à l'Administration postale de Malaisie toute réduction prévue par ces nouveaux accords.

L'Administration postale de Malaisie se réserve le droit d'augmenter ses taxes territoriales conformément à toute modification de ces mêmes taxes qui pourrait être décidée à propos de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général. L'Administration des postes de Malaisie accordera à l'Administration des postes allemande toute réduction apportée en vertu d'accords conclus avec d'autres pays.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales pourra fixer la taxe afférente aux services maritimes assurés par elle.

Pour les colis expédiés directement par mer d'un pays à destination de l'autre, l'administration postale du pays d'origine paie la taxe maritime à l'administration postale du pays de destination, si cette dernière administration assure les services maritimes.

Article 6.

TAXES DE TRANSIT.

1. L'Administration des postes de Malaisie a le droit de percevoir sur les colis expédiés d'Allemagne en transit par le territoire de la Malaisie, une taxe territoriale de 0 fr. 50 et de 1 fr. pour les colis pesant moins de 5 kg. et 10 kg. respectivement.

2. L'Administration des postes allemande a le droit de percevoir sur les colis expédiés de Malaisie en transit à travers le territoire allemand une taxe de 0 fr. 30, 0 fr. 50 et 1 fr. pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg., 5 kg. et 10 kg. respectivement.

3. L'administration des postes du pays d'origine doit prendre à sa charge tous les frais d'acheminement en transit par terre et par mer qui lui sont communiqués par l'autre administration postale pour chaque destination.

Article 7.

DROITS DE REMISE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale allemande peut percevoir, pour la remise et le dédouanement, un droit s'élevant à 1 franc au maximum par colis, ainsi que toutes autres taxes qui pourraient être fixées par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934. L'Administration des postes de Malaisie pourra percevoir les droits qu'elle fixera de temps à autre pour des services analogues à l'occasion de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 8.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et tous les autres droits non postaux seront à la charge des destinataires des colis, sauf dispositions contraires du présent accord.

Article 9.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les expéditeurs peuvent prendre à leur charge, moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt, la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

2. Dans ce cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par l'administration du pays de destination et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

3. L'administration postale du pays qui avance le montant des droits pour le compte de l'expéditeur peut percevoir pour ce service un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu à l'article 7 ci-dessus pour la remise et le dédouanement.

4. L'Administration des postes de Malaisie peut percevoir sur l'expéditeur en Malaisie d'un colis expédié aux conditions du présent accord un droit spécial de 25 cents (monnaie des Etablissements du Détroit) au maximum.

5. L'Administration des postes allemandes ne percevra pas ce droit spécial.

Article 10.

DROITS DE REMBALLAGE.

1. L'Administration postale allemande pourra percevoir sur l'expéditeur d'un colis expédié d'Allemagne, ou sur le destinataire en Allemagne d'un colis expédié de Malaisie, un droit de 0 fr. 30 pour le reballage d'un colis avarié.

2. L'Administration des postes de Malaisie n'appliquera pas et ne percevra pas ce droit de reballage.

Article 11.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales pourra percevoir les droits de magasinage fixés par sa législation pour les colis adressés « poste restante » ou non retirés dans le délai prescrit. Ce droit ne peut en aucun cas excéder 5 francs.

Article 12.

COLIS EXPRESS.

1. Les colis sont, à la demande des expéditeurs, remis au domicile par porteur spécial immédiatement après l'arrivée. Si l'administration de destination n'est pas en mesure de remettre les colis au domicile du destinataire, un avis d'arrivée doit être envoyé immédiatement par porteur spécial.

Ces colis, dits « express », sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes, qui doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, ce bureau peut percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence

de celle qui est fixée par les règlements intérieurs pour la remise par exprès, moins l'équivalent de la taxe prescrite payée par l'expéditeur.

Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombe en rebut, la taxe complémentaire reste exigible, suivant les dispositions de l'article 33, paragraphe 2.

3. La remise par exprès d'un colis et de l'avis d'arrivée au destinataire n'est essayée qu'une fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectue dans les conditions prévues pour les colis ordinaires.

4. L'Administration des postes de Malaisie s'engage à admettre à l'expédition les colis exprès à destination de l'Allemagne, mais l'Administration postale allemande n'admettra pas à l'expédition les colis exprès à destination de la Malaisie.

Article 13.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent pas contenir de lettres, notes ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ni de paquets de quelque nature que ce soit portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ou de personnes demeurant avec lui.

Il est permis cependant d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est également interdit d'expédier dans les colis postaux :

- a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents de l'administration des postes ou salir ou détériorer les autres envois ;
- b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées et les allumettes) ;
- c) Des animaux vivants (à l'exception des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes construites de manière à prévenir tout danger pour les agents des postes ainsi qu'à permettre d'en vérifier le contenu) ;
- d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou par les règlements de douane ou autres ;
- e) Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée, à destination des pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis qui aura été admis à tort à l'expédition sera renvoyé au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à lui appliquer un autre traitement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ne peut en aucun cas entraîner le renvoi au pays d'origine.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses, ainsi que les objets obscènes ou immoraux, ne seront pas renvoyés au pays d'origine ; l'administration postale qui les aura découverts dans le courrier les traitera de la manière prévue par son propre règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement appliqué à ce colis pour qu'elle puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

Article 14.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée, déposé en Malaisie, pourra obtenir un avis de réception dans les conditions prescrites pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale.

L'expéditeur d'un colis sans valeur déclarée ou d'un colis avec valeur déclarée, déposé en Allemagne, pourra obtenir un avis de réception dans les mêmes conditions.

Article 15.

RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis peut être effectuée par suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination peut percevoir la taxe de réexpédition fixée par ses règlements intérieurs. De même, un colis pourra être réexpédié de l'un des deux pays Parties au présent accord vers un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport et qu'en règle générale la taxe supplémentaire soit payée au moment de la réexpédition ou que la preuve soit fournie que cette taxe sera versée par le destinataire.

2. Les taxes supplémentaires perçues en cas de réexpédition ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de renvoi à l'origine, mais elles seront perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du remboursement de tous les frais spéciaux dont l'administration du pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 16.

COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront transmis selon les prescriptions de l'article 18, alinéas 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 17.

REBUTS.

1. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt, que si le colis ne pouvait être remis à l'adresse indiquée, il soit ou bien

- a) Présenté à une seconde adresse dans le pays de destination ; ou
- b) Traité comme colis tombé en rebut.

Aucune autre possibilité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le colis et sur le bulletin d'expédition, la formule devant être la suivante ou une formule analogue :

- « En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous »
« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut. »

2. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, après avoir été conservé pendant les délais prescrits par le règlement de l'administration postale du pays de destination.

Néanmoins, tout colis qui aura été formellement refusé par le destinataire sera renvoyé immédiatement.

3. Les droits à percevoir sur les colis non délivrés au destinataire et renvoyés à l'origine seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 32.

Article 18.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent accord s'engagent à intervenir auprès de leurs administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 19.

VENTE. DESTRUCTION.

Les articles sujets à détérioration ou corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 20.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas renvoyés par l'administration postale du pays de destination, qui les traitera d'après sa législation. Aucune réclamation ne pourra être adressée par l'administration du pays de destination à celle du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 21.

RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis pourra donner lieu à la perception d'un droit de 0 fr. 60 au maximum. Aucun droit n'est perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial afférent à l'avis de réception.

Le droit de réclamation sera perçu pour chaque colis, même si la réclamation concerne plusieurs colis expédiés en même temps par le même expéditeur et destinés à la même adresse.

2. Les réclamations ne seront admises que dans le délai d'une année à compter du lendemain du dépôt du colis.

3. Lorsqu'une réclamation aura été motivée par une faute de service, le montant du droit de réclamation sera restitué.

Article 22.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 francs.

2. Un droit d'assurance, qui sera fixé par l'administration du pays d'origine, sera perçu par 300 francs de la valeur déclarée ou fraction de cette somme.

3. L'administration postale du pays d'origine pourra également percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition qui ne pourra dépasser 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 23.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La valeur déclarée ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu et de l'emballage du colis, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a pas de valeur marchande peut être assuré pour une somme purement nominale afin de bénéficier des garanties du système de la déclaration de valeur.

Article 24.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOLIATION OU D'AVARIE.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations répondent de la perte des colis ainsi que de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de tout ou partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser 10 francs par colis pesant jusqu'à 1 kg. (2 lb.), 25 francs par colis pesant plus de 1 kg. mais pas plus de 5 kg. (11 lb.) et 40 francs par colis pesant plus de 5 kg. mais pas plus de 10 kg. (22 lb.). Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Dans le cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se produisent dans un service du pays de destination, l'administration postale de ce pays pourra verser une indemnité au destinataire, à ses propres frais et sans consulter l'administration postale du pays d'origine, pourvu que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul du montant de l'indemnité, il ne sera pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis ou pour la spoliation de tout le contenu, l'expéditeur a droit, en outre, au remboursement de la taxe d'affranchissement.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance et, s'il y a lieu, le droit d'expédition, restent acquis aux administrations postales intéressées.

6. Lorsqu'un colis aura subi une avarie causée par un autre colis expédié de Malaisie ou d'Allemagne, l'expéditeur du colis qui a causé l'avarie sera, si la preuve d'une négligence de sa part est dûment établie, considéré comme responsable, dans la mesure indiquée au paragraphe premier ci-dessus, pour chaque colis ainsi avarié.

Dans ce cas, l'administration postale du pays d'origine prendra, lorsqu'il y aura lieu, à l'égard de l'expéditeur du colis ayant causé l'avarie, toutes mesures que ses règlements intérieurs autoriseront.

Cependant, dans tous les cas où l'administration postale du pays d'origine ne pourra attribuer la responsabilité à l'expéditeur du colis ayant causé l'avarie, l'Administration postale allemande et l'Administration postale de Malaisie assumeront chacune, par moitié, la responsabilité à l'égard des expéditeurs des colis ainsi avariés.

Article 25.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales sont dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pu être établie d'une autre manière, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions prévues à l'article 13 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) Pour les colis au sujet desquels l'expéditeur n'a pas déposé de réclamation dans le délai prévu à l'article 21 ;

g) Pour les colis contenant des pierres, de la bijouterie ou des objets en or, argent ou platine, d'une valeur dépassant 2.500 francs, et qui n'auraient pas été emballés dans une boîte de la dimension prescrite à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 26.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les propriétaires ou leurs représentants ont accepté la livraison sans réserve.

Article 27.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration du pays d'origine, sauf dans les cas mentionnés à l'article 24, paragraphe premier, où le paiement est effectué par l'administration du pays de destination. Après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, l'administration du pays d'origine peut, cependant, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 28.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année, lorsque la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie de l'envoi est due à un cas de force majeure, n'a pas encore été tranchée.

3. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si cette dernière, régulièrement saisie, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire.

Article 29.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans faire d'observations et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ou à son agent ni, s'il y a lieu, la transmission régulière à l'administration suivante.

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre pays s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les deux administrations supportent le dommage par moitié.

3. Le même principe sera appliqué dans la mesure du possible lorsque d'autres administrations sont intervenues dans le transport du colis.

Cependant, dans le cas de colis envoyés en transit de l'un des deux pays par le territoire de l'autre pays, aucune des deux administrations ne sera responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans un service qui n'accepte pas de responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'aura pu être obtenue, sont à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre un tiers.

6. En cas de découverte ultérieure de tout ou partie du colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 30.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration postale responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à l'article 27 est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Ce montant sera recouvré sur l'administration responsable par la voie des décomptes prévus à l'article 24, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

L'administration postale dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité, doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 31.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié par l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifie au bureau de destination les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié par l'un des deux pays en transit par le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les droits qui lui reviennent pour le transport et l'assurance des colis.

Article 32.

REPRISE EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre les droits qui lui sont dus à elle-même, ainsi qu'à toute autre administration qui aura participé à la réexpédition ou au renvoi. La reprise sera notifiée sur la feuille de route afférente au courrier avec lequel le colis est renvoyé.

Article 33.

TAXES D'EXPRÈS, SPÉCIALE ET COMPLÉMENTAIRE.

1. La taxe spéciale d'express, prévue à l'article 12, paragraphe premier, sera comprise dans les bonifications revenant à l'administration postale du pays de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée à l'administration postale du nouveau pays de destination. Si celle-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis express est tombé en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 12, paragraphe 2, est reprise, de la manière indiquée à l'article 32, sur l'administration du pays de la nouvelle destination ou sur l'administration du pays d'origine, suivant le cas, par l'administration qui a tenté la remise, sauf lorsque cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 34.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, la taxe de réexpédition prévue à l'article 15, paragraphe 2, est acquise au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 35.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration qui les aura perçus :

- a)* Le droit appliqué aux avis de réception (article 14) ;
- b)* Le droit appliqué aux réclamations (article 21, paragraphe premier) ;
- c)* Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée (article 22, paragraphe 3).

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 7 est acquis à l'administration postale du pays de destination. Le droit de remballage visé à l'article 10 est perçu par l'administration postale allemande et acquis à cette dernière.

Article 36.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable à l'administration postale du pays de destination d'un droit d'assurance de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée pour le transport par terre.

Si l'administration postale du pays de destination fournit le transport par mer, l'administration postale du pays d'origine lui sera redevable d'un droit additionnel de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 37.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont des francs et centimes-or, tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.

2. Les colis ne pourront être soumis à d'autres taxes postales que celles qui sont prévues dans le présent accord, sauf avec le consentement mutuel des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances extraordinaires, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre, à titre temporaire, le service des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à condition d'en aviser immédiatement l'autre administration, par télégraphe en cas de nécessité.

4. Pour assurer l'exécution du présent accord, les deux administrations ont établi le règlement d'exécution ci-après. Les autres questions de détail, si elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent accord, et si elles ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées de temps à autre d'un commun accord.

5. La législation intérieure de la Malaisie et de l'Allemagne restera applicable pour toutes les questions non prévues par les stipulations du présent accord et de son règlement d'exécution.

Article 38.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mars 1937 et restera applicable jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date où il aura pu être dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Kuala-Lumpur, le 17 décembre 1936, et à Berlin, le 11 juillet 1936.

*Le Directeur général des postes et télégraphes
de la Malaisie,*
(Signé) T. P. COE.

*Le Ministre des postes
du Reich allemand,*
(Signé) Frhr. v. ELTZ.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'ALLEMAGNE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA MALAISIE, LES 11 JUILLET ET 17 DÉCEMBRE 1936.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration doit acheminer, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.
2. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'administration réexpéditrice.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés d'accord entre les deux administrations postales.
2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés. A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'un des deux pays contractants en transit par l'intermédiaire de l'autre, s'opère à découvert.
3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée au col de chaque sac, avec l'indication, au dos de l'étiquette, du nombre de colis contenus dans le sac.
4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents devra porter une étiquette distinctive.
5. Les colis exprès compris dans un courrier devront être réunis et placés, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. Lorsqu'ils ne peuvent pas tous entrer dans le sac qui contient la feuille de route, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés doivent être signalés par une étiquette distinctive.
6. De même, les colis avec valeur déclarée sont expédiés dans le sac qui contient la feuille de route. Lorsqu'ils sont suffisamment nombreux, les colis avec valeur déclarée sont expédiés dans des sacs séparés. L'étiquette attachée au col de tout sac contenant un ou plusieurs colis avec valeur déclarée sera marquée du signe distinctif que les deux administrations auront fixé de temps à autre, d'accord entre elles.
7. Le poids de chaque sac de colis ne devra pas dépasser 36 kilos (80 livres avoirdupois).
8. Chaque administration postale fournira les sacs nécessaires à la transmission de ses colis et les munira d'une marque distinctive indiquant qu'ils lui appartiennent. Les sacs appartenant à l'une des administrations postales ne pourront être utilisés par l'autre pour quelque usage que

ce soit, et chaque administration postale sera tenue de payer à l'autre la contre-valeur de tous les sacs qu'elle n'aura pas retournés. La responsabilité de la perte de sacs vides sera déterminée d'après les principes établis pour le cas de perte de colis à l'article 29 de l'accord.

9. Chaque administration postale renverra vides les sacs qu'elle reçoit, par le plus prochain courrier, adressé au bureau d'échange désigné par les deux administrations postales. Le nombre des sacs ainsi renvoyés sera indiqué sur la feuille de route.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre au moyen d'un tableau :
 - a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
 - b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
 - c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration, pour chaque destination ;
 - d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné et tous autres renseignements nécessaires.
2. Chaque administration doit faire connaître à l'autre quels sont les pays à destination desquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par le territoire de l'autre, à moins que, dans certains cas, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des droits relatifs aux colis postaux, chaque administration postale aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, dans sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

- a) Porter l'adresse exacte du destinataire, ainsi que celle de l'expéditeur, en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises ; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé. Pour les colis ordinaires, l'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. Il sera recommandé à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de sa propre adresse ;
- b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les substances facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en

bois résistant) doit être ménagé un espace qu'on remplira de sciure, de son ou de quelque autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

2. Les poudres sèches colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en métal résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois, avec de la sciure entre les deux récipients.

3. L'emballage des colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou des objets d'or, d'argent ou de platine, d'une valeur supérieure à 2.500 francs, doit consister en une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane, conformément aux règlements du pays de destination ; les déclarations en douane seront solidement fixées au bulletin d'expédition.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane peuvent cependant servir pour deux ou trois colis ordinaires (au maximum), expédiés en même temps, par un même expéditeur, au même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis expédiés avec valeur déclarée, aux colis exprès, ni aux colis qui doivent être livrés francs de droits aux destinataires.

3. Les deux administrations n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les colis qui doivent être livrés francs de droits aux destinataires porteront, du côté de l'adresse et sur le bulletin d'expédition, une étiquette jaune avec, en gros caractères, l'inscription « Franc de droits ».

2. Tout colis expédié « franc de droits » est accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct, qui est attaché solidement au bulletin d'expédition.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Advice of delivery (Rückschein) » ou « Avis de réception (A. R.) ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. La formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine, et elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux règles fixées à l'article 10 ci-après. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrit, en tête de la formule, la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception pour un colis postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation revêtue des timbres-poste représentant la taxe prescrite par la Convention de l'Union postale.

La formule de réclamation accompagnée de l'avis de réception est traitée conformément aux dispositions de l'article 21 ci-après avec la seule exception que, dans le cas où le colis aurait été dûment délivré, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée, ainsi que le bulletin d'expédition l'accompagnant, portera l'indication de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication ne comportera ni correction ni grattage, même approuvés. Le montant de la valeur déclarée devra être indiqué sur le colis en lettres et en chiffres. Ce montant sera converti en francs-or par les soins de l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de cette conversion sera inscrit distinctement en chiffres à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 12.

ÉTIQUETTE DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE, ETC.

Les colis avec valeur déclarée déposés en Malaisie et leur bulletin d'expédition porteront une petite étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en caractères latins. Les colis avec valeur déclarée déposés en Allemagne et leur bulletin d'expédition porteront des étiquettes avec la lettre « V », le nom du bureau d'origine et le numéro de série en rouge.

Lorsqu'un colis contiendra des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets de cire ou autres cachets, les étiquettes de toute nature et les timbres-poste apposés sur le colis seront espacés de façon à ne pas pouvoir cacher les avaries survenues à l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne seront pas repliés des deux côtés de l'emballage de manière à recouvrir les bords. L'adresse sera écrite sur l'emballage des colis avec valeur déclarée et non pas uniquement sur l'étiquette, celle-ci pouvant se détacher.

Article 13.

FERMETURE DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront scellés par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets devant être en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de toucher au contenu sans laisser des traces évidentes de violation.

Article 14.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée sera inscrit par les soins de l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le côté du colis réservé à l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à l'endroit réservé à cet effet.

Article 15.

NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET BUREAU D'ORIGINE.

Les colis et les bulletins d'expédition qui les accompagnent porteront le nom du bureau de dépôt et une étiquette avec le numéro d'enregistrement. Le même bureau de dépôt ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf dans le cas où chaque série est pourvue d'un caractère distinctif.

Article 16.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 17.

COLIS EXPRESS.

Les colis à remettre par exprès ainsi que les bulletins d'expédition correspondants porteront, à côté de l'adresse, une étiquette imprimée de couleur rouge foncé avec, en gros caractères, le mot « Express (Eilbote) » ou « Express ».

Article 18.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration postale qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne peut le frapper de droits de douane ou autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renvoie un colis de ce genre au pays qui le lui a livré directement, elle lui restitue les bonifications qu'elle a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas et si le montant qui lui a été bonifié est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement. Elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui lui a livré directement le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis alloue à l'administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle en a reçues.

3. Lorsque, par suite du changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, un colis est réexpédié sur un pays avec lequel la Malaisie ou l'Allemagne échangent des colis postaux, les droits le grevant sont repris sur l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que la taxe de transport ne soit acquittée au moment de la réexpédition. Dans ce cas, le colis est traité comme s'il avait été adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Les colis réexpédiés doivent être transmis dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition original. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un duplicata, le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'enregistrement primitif et, si possible, la date de dépôt audit bureau, devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 19.

RENOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article 17, paragraphe premier, de l'accord, l'administration postale du pays de destination n'est pas

tenue d'y donner suite, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine à l'expiration du délai de garde prévu par le règlement du pays de destination.

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer sur le colis et sur le bulletin d'expédition y relatif, d'une manière claire et concise, la cause de la non-livraison. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Les bulletins d'expédition originaux afférents aux colis renvoyés doivent faire retour au pays d'origine avec ces colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite du changement de résidence du destinataire.

Article 20.

VENTE, DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 19 de l'accord, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente sert en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 21.

RÉCLAMATIONS RELATIVES A DES COLIS.

Il est fait usage pour les réclamations relatives à des colis d'une formule similaire au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Ces formules sont transmises aux bureaux désignés par les deux administrations postales et sont traitées de la manière qui aura été convenue mutuellement entre les deux administrations.

Article 22.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Tous les colis sont inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux.

Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les avis de réception, etc., sont joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur devra numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire, et autant que possible indiquer, au-dessous du numéro, le nom du navire transporteur. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 23.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent, ou des sacs vides, selon le cas, en les comparant aux indications portées sur la feuille de route y afférente ; s'il est nécessaire, il signalera les objets manquants et toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification, conformément aux dispositions du règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux.

2. Toute erreur dans les bonifications allouées pour les colis en transit sera notifiée au bureau d'échange expéditeur au moyen de bulletins de vérification. La rectification d'autres erreurs dans les bonifications et les décomptes se fera lors de la préparation des états mensuels spécifiés à l'article 24 ci-après.

Article 24.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale établira trimestriellement pour tous les envois de colis expédiés pendant le trimestre par chacun des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales inscrites sur les feuilles de route et concernant, soit son crédit, soit son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, est envoyé à l'administration correspondante dans le courant du mois qui suit le trimestre auquel il se rapporte.

3. Les états et comptes trimestriels une fois vérifiés et acceptés par l'administration correspondante à la suite d'un collationnement avec les originaux des feuilles de route que celle-ci conserve, seront récapitulés dans un compte général semestriel établi par l'administration à laquelle le solde est dû.

Article 25.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice de la manière prescrite par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général ainsi que le paiement du solde de ce compte doivent être effectués dans le plus bref délai possible et au plus tard dans le délai de six mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Passé ce délai, les sommes dues par une administration postale à l'autre porteront intérêt au taux de 5 % par an à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 26.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale communiquera à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 27.

MISE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'accord relatif aux colis postaux, et il aura la même durée que cet accord. Cependant, les administrations intéressées auront le droit d'en modifier de temps à autre les détails d'un commun accord.

Fait en double expédition à Kuala-Lumpur, le 17 décembre 1936, et à Berlin, le 11 juillet 1936.

*Le Directeur général des postes et
télégraphes de la Malaisie,*
(Signé) T. P. COE.

*Le Ministre des postes
du Reich allemand,*
(Signé) Frhr. v. ELTZ.